



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

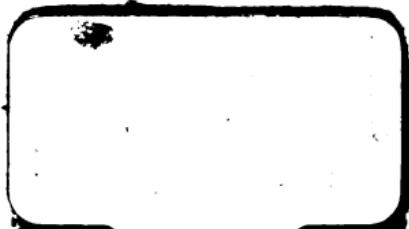
Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



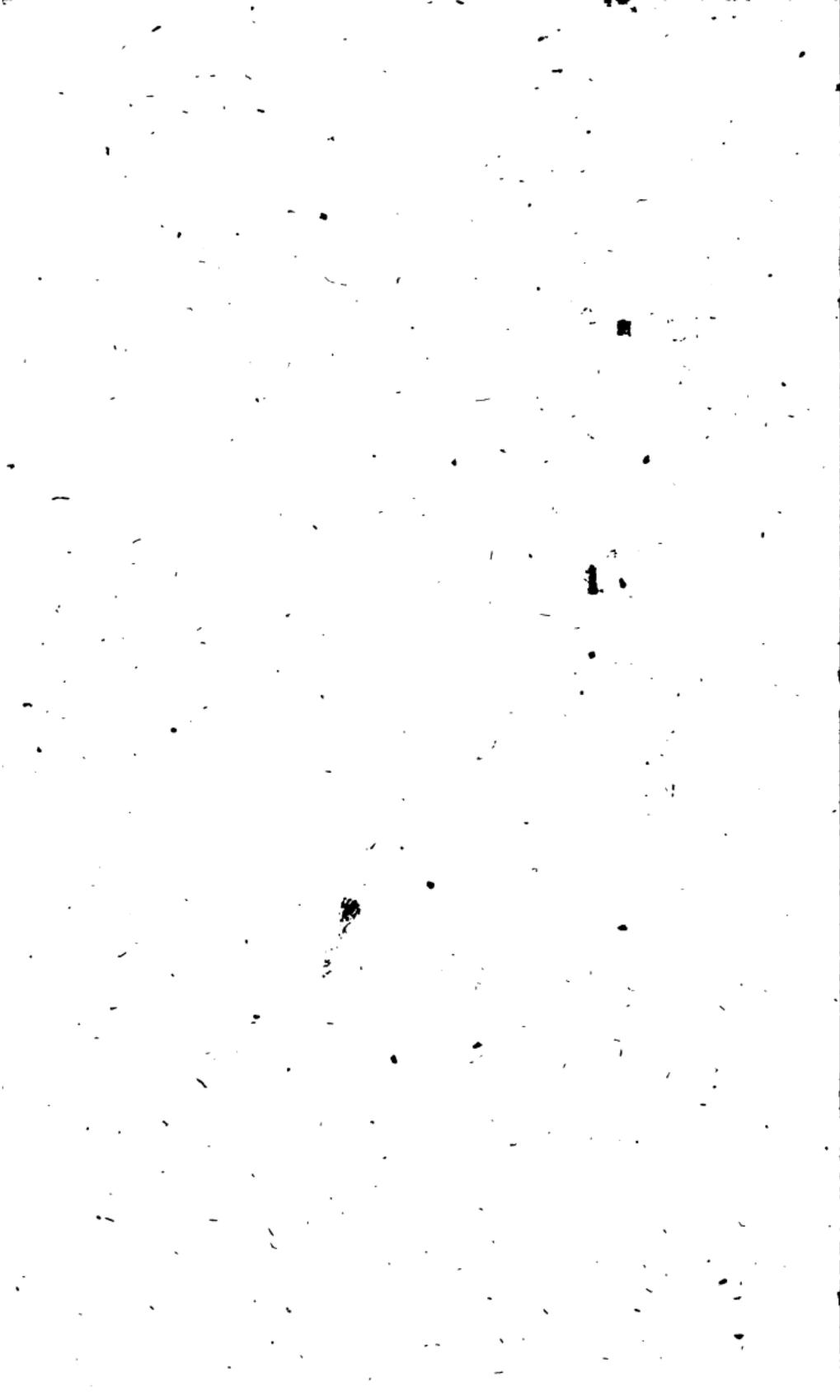
~~76.a.3~~



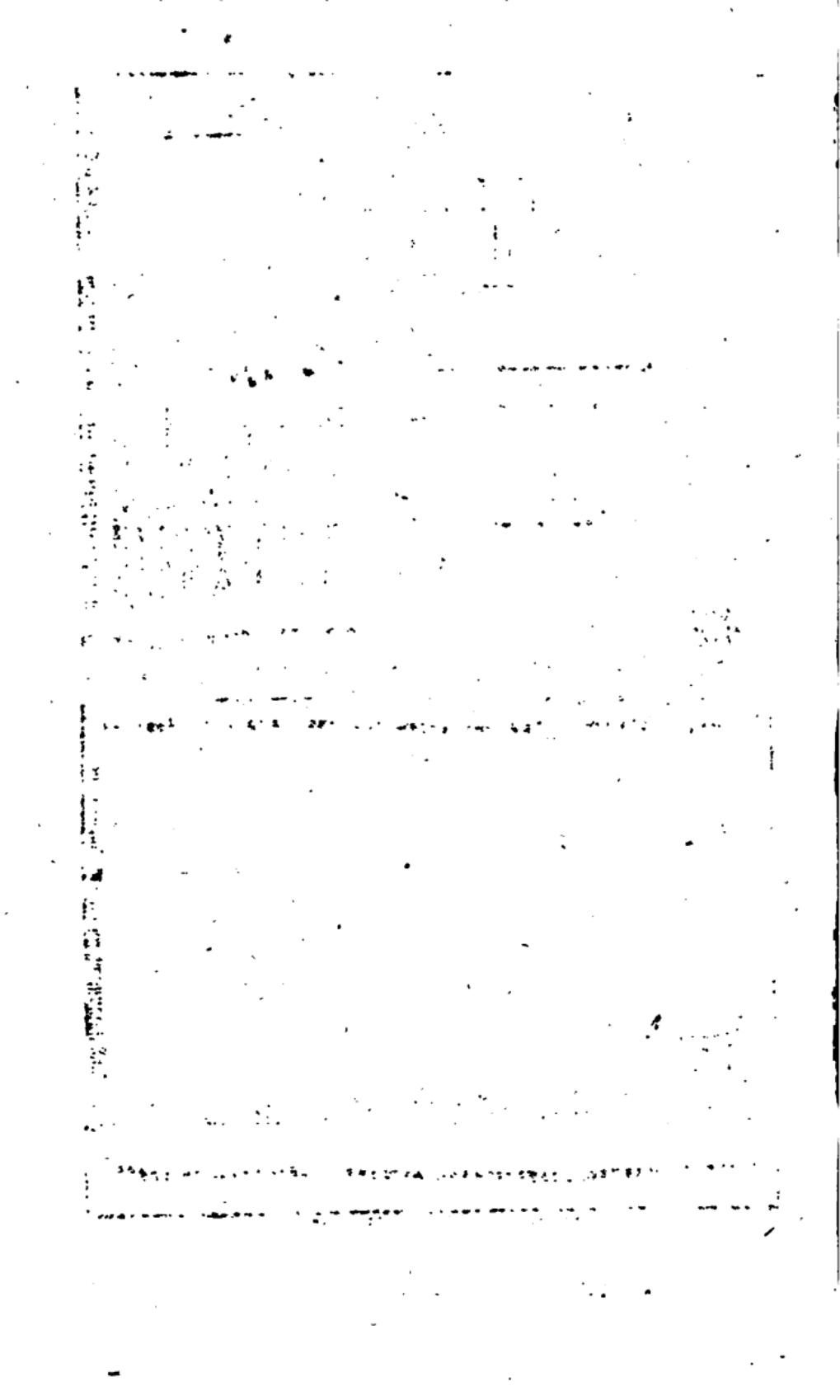
Vét. Fr. II A. 506



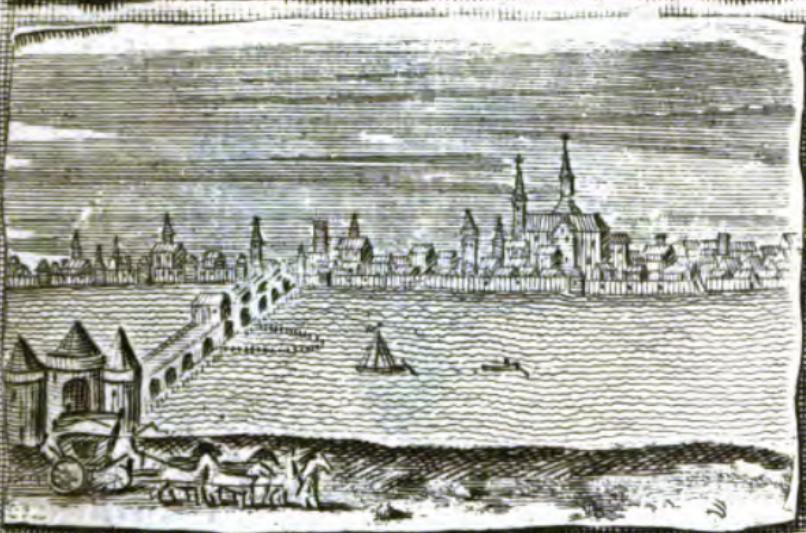
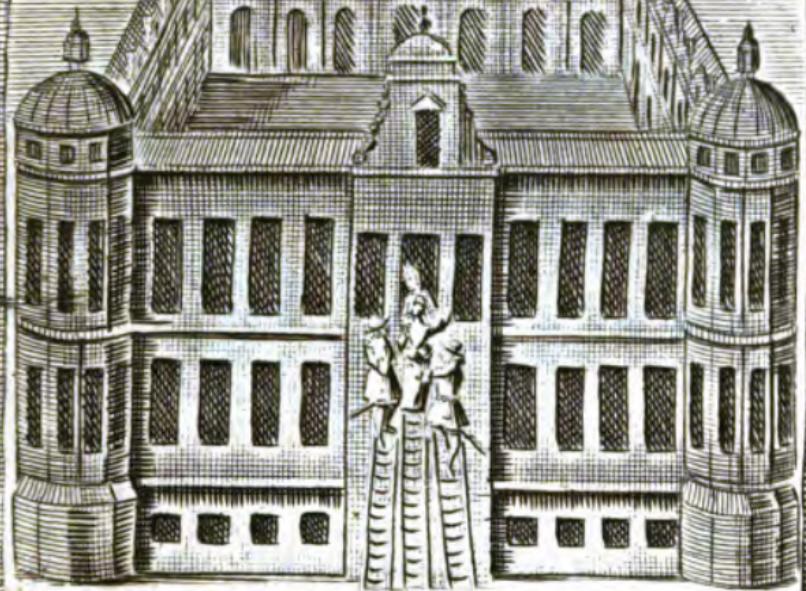




HISTOIRE
G E N E R A L E
D E
L'E U R O P E
S O U S
L E R E G N E
D E
LOUIS XIII.



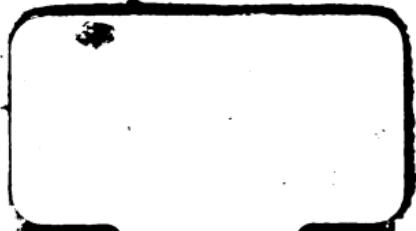
HISTOIRE DE LOUIS XIII. TOME III.



~~76.a.3~~

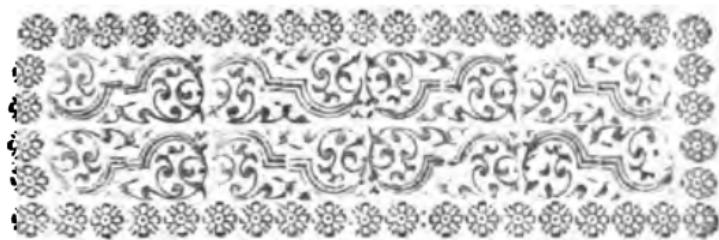


Vét. Fr. II A. 506





200
201



AVERTISSEMENT
DU LIBRAIRE,
SUR CETTE NOUVELLE EDITION.

MR. LE VASSOR avoit relu avec beaucoup de soin son *Histoire de Louis XIII.* & y avoit fait des Additions & Corrections considerables. L'Exemplaire qu'il avoit revu & corrigé ayant été remis à Mr. DES MAIZEAUX, il a bien voulu nous le communiquer, afin que nous en puissions profiter dans la réimpression de cet Ouvra-

A V E R T I S S E M E N T.

ge. C'est ce que nous commençons d'exécuter aujourd'hui en réimprimant ce troisième Tome. Ceux qui prendront la peine de le comparer avec les Éditions précedentes , verront que nous n'avançons rien ici qui ne soit vrai au pié de la lettre.



S O M.

S O M M A I R E

D E S

T R O I S L I V R E S

*Contenus dans la Première Partie de
ce III. Volume.*

Sommaire du XI. Livre.

Etat de la Cour de France depuis l'élevation de Luynes. Il épouse la fille du Duc de Monbazon. Il met ses créatures auprès de Gaston Duc d'Anjou frere unique du Roi. Un certain Gignier accuse faussement les premiers Seigneurs de la Cour d'une conspiration contre Luynes & contre le Roi même. Le même Gignier accuse le Duc de Vendôme de vouloir empoisonner le Roi. Sa fourbe est découverte, on le condamne à la mort. Intrigues de Luynes & de Déageant pour rendre le Roi plus puissant à la Cour de Rome. Marquemont Archevêque de Lion est envoié à Rome pour y faire les fonctions d'Ambassadeur. Sermons du P. Arnoux Jésuite prononcés en présence

ce du Roi contre la Confession de Foi des Eglises Réformées de France. Remontrances des Evêques de Macon & d'Aire au Roi de la part de l'Assemblée du Clergé. Arrêt du Conseil d'Etat qui ordonne le rétablissement de la Religion Romaine, & la restitution des biens Ecclésiastiques en Bearn. Lescun parle avec courage pour la défense de la liberté de son pays en présence du Roi. Réunion de la Principauté de Bearn à la Couronne de France. Le Viceroy de Naples, le Gouverneur de Milan, & l'Ambassadeur d'Espagne à Venise forment une espece de Triumvirat en Italie. On transporte à Madrid la Négociation de la Paix d'Italie. Le Gouverneur de Milan assiège Verceil. Continuation de la guerre entre les Venitiens & l'Archiduc Ferdinand de Gratz. Les Etats-Généraux des Provinces-Unies envoient du secours à la République de Venise. Le Duc d'Ossone Viceroy de Naples fait une guerre ouverte aux Venitiens dans leur Golfe. Traité entre les deux branches de la Maison d'Autriche en Espagne & en Allemagne. Ferdinand d'Autriche Archiduc de Gratz est élu & couronné Roi de Bohême. Les Princes de la Ligue Protestante en Allemagne prennent de grands ombrages à l'occasion des demarches

ches de la Cour de Madrid. La Négociation de la Paix d'Italie se transfère de Madrid à Paris. Le Duc de Savoie & le Maréchal de Lesdiguières font irruption dans le Milanez. Plaines des Espagnols contre l'entreprise du Maréchal de Lesdiguières. Retour du Maréchal de Lesdiguières en Dauphine. L'accordement des Venitiens avec le Roi de Bohême & celui du Duc de Savoie avec le Roi d'Espagne sont enfin conclus & signés à Paris. Difficultés des Ambassadeurs de Venise sur la Signature de l'Accordement. Le Senat de Venise accepte le Traité; mais il condamne les Ambassadeurs qui l'ont signé en France à venir se constituer prisonniers. Artifices des Ministres du Roi d'Espagne en Italie pour différer l'exécution du Traité. Négociation du Duc de Roban en faveur de la Reine Mere. Fourberies de Déageant pour rendre la Négociation du Duc de Roban inutile, & pour perdre sans ressource Barbin & les autres serviteurs de la Reine Mere. Nouvelle disgrâce de Richelieu Evêque de Luçon. On parle dans le Syndicat National des Eglises Réformées de France de la division de celles des Provinces-Unies. La division augmente dans les Provinces-Unies à l'occasion de la doctrine des Amis-

miniehs. La mesintelligence devient plus grande entre le Prince Maurice & Barnevelt Pensionnaire de Hollande. Division dans les Provinces-Unies sur la convocation d'un Synode National. Les Etats-Généraux des Provinces-Unies indiquent à la pluralité des voix un Synode National à Dordrecht. On tâche d'engager du Plessis-Mornai à faire un voyage en Hollande. Assemblée des Notables à Rouen. Mort de Villeroi ancien Secrétaire d'Etat.

Sommaire du XII. Livre.

Fin de abolition de la Paulette. Les Jésuites obtiennent du Roi la permission d'enseigner publiquement à Paris. Le Duc de Lerme & l'Evêque de Paris sont faits Cardinaux. Distinction du Pape pour le Cardinal Duc de Lerme. Brouillerie du Duc d'Epernon avec Luines. Affront fait à du Vair Garde des Sceaux par le Duc d'Epernon. Le Duc d'Epernon se retire dans son Gouvernement de Mets. Echange de quelques Gouvernemens. Difficultés des Ministres Espagnols en Italie sur l'exécution des Traités faits l'année précédente. Grand bruit dans le monde sur la découverte d'une prétendue conspiration

tion des Espagnols contre la Ville de Venise. Retablissement de la Paix en Italie. Les brouilleries augmentent dans le Bearn à l'occasion de l'Edit pour la main-levée des biens Ecclesiastiques. Artifices de Luines pour retenir la Reine Mere. Luines tâche de gagner le Jesuite Suffren Confesseur de la Reine Mere. Arnoux Confesseur du Roi surprend Marie de Médicis. Luines éloigne Déageant du Conseil & des affaires. Diverses intrigues en Allemagne sur la succession à l'Empire. Ferdinand Roi de Bohême s'assure la succession à la Couronne de Hongrie. Origine des troubles de Bohême. Emprisonnement du Cardinal de Clefet premier Ministre de l'Empereur. Commencement de la guerre civile en Bohême. Intrigues de l'Abbé Ru-cellai pour la délivrance de la Reine Mere. Le Maréchal de Bouillon propose le Duc d'Epernon comme le Seigneur le plus propre à servir la Reine Mere. Première Négociation avec le Duc d'Epernon pour la délivrance de la Reine Mere. Adresse de Ru-cellai pour entrer en Négociation avec le Duc d'Epernon. Le Cardinal de Savoie vient à Paris demander en Mariage pour le Prince de Piémont son frere Madame Christine de France. Differens Princes s'entre-mettent

mettent pour pacifier les troubles domestiques des Provinces-Unies. Aersens fait publier differens libelles contre Barneveld. Le Prince Maurice abat le Parti Arminien dans la Gueldre & dans l'Over-Issel. Lettres des Etats-Généraux envoiées par tout pour la convocation d'un Synode National, nonobstant l'opposition des Provinces de Hollande & d'Utrecht. Le Prince Maurice abat le Parti Arminien à Utrecht. Boissise Conseiller d'Etat du Roi de France arrive à la Haie en qualité d'Ambassadeur extraordinaire. Ordonnance des Etats-Généraux pour la cassation des nouvelles milices en Hollande. Barneveld, Grotius & Hogerbeets sont arrêtés à la Haie. On dépose ensuite tous les Magistrats Arminiens des villes de Hollande. Instances des Ambassadeurs de France en faveur de Barneveld & des autres prisonniers. Nouveau Mémoire présenté aux Etats-Généraux par les Ambassadeurs de France. Réponse des Etats-Généraux au Mémoire des Ambassadeurs de France.

Sommaire du XIII. Livre.

LE Duc d'Epernon part de Mets dans le dessein de tirer la Reine Mere du châ-

château de Blois. Négligence de Luines au regard de l'entreprise du Duc d'Epernon. La Reine Mere s'échape de Blois. Divers mouvemens des esprits à la Cour & ailleurs sur l'évasion de la Reine Mere. Vuës secrètes du Maréchal de Bouillon dans ces mouvemens de la Cour. Lettre de Marie de Médicis au Roi, à quelques Seigneurs, & aux Ministres d'Etat. Le Roi envoie le Comte de Bethune pour négocier avec la Reine Mere. Lettres du Roi, du Prince de Piémont & des Ministres à Marie de Médicis. Le Roi envoie encore l'Archevêque de Sens & le P. de Betulle à la Reine Mere. La Reine Mere sollicite inutilement le Parti Reformé à se déclarer pour elle. Ouverture du Synode assemblé à Dordrecht contre les Arminiens. Procedures du Synode contre les Remontrans. Les Arminiens sont entièrement exclus du Synode. Condamnation de la doctrine & de la personne des Arminiens. On travaille au Procès de Barneveld, de Grotius & d'Hogerbeets. Condamnation de Barneveld & des autres. L'Ambassadeur de France intercede encore pour Barneveld. Mort de Barneveld. Hogerbeets & Grotius sont enfermés dans le Château de Louvestein. Mouvemens des troupes du Roi

Roi contre le Duc d'Épernon. Intrigues de l'Abbé Rucellai auprès de la Reine Mère contre le Duc d'Épernon. Le Cardinal de la Rochefoucault est nommé pour traiter de la part du Roi avec Marie de Médicis. Le Roi permet secrètement à Richelieu Evêque de Luçon de retourner auprès de la Reine Mère. Le Nonce offre la médiation de son maître pour l'Accommodement de la Reine Mère. Conditions de l'Accommodement de Marie de Médicis avec le Roi son fils. Courage & fermeté du Duc d'Épernon. Le Marquis de Richelieu est tué en duel par le Marquis de Thémire. Le Prince de Piémont va voir la Reine Mère à Angoulême. Difficultés de Marie de Médicis pour son entrevue avec le Roi son fils. Lettre du Roi à la Reine Mère. Difficultés entre les deux Reines sur le cérémonial. Fraslin & S. Geran sont fait Maréchaux de France, & Luines est créé Duc & Pair. Marie de Médicis va trouver le Roi son fils à Tours. Nouvelles défiances de la Reine Mère depuis son premier entretien avec Luines. Entrevue du Roi & de la Reine Mère. Le Duc de Luines éloigne Déageant de la Cour. La Cour gagne le Maréchal de Lédiguières en lui promettant l'Epée de Connétable.



HISTOIRE DU REGNE DE LOUIS XIII.

Roi de France & de Navarre.

LIVRE XL

C 'Est la ruine d'un Etat que le règne absolu des Favoris, dit le Duc de Rohan. Ils changent tout la Cour de France selon leurs intérêts, & donnent depuis l'occasion aux ambitieux de chercher de nouvelles manières de s'élever. Ils sont du moins le prétexte des factions qui se forment à la Cour, du mécontentement qui se répand dans les Provinces, & des brouilleries qui troublent la tranquilité publique. Les François accoutumés sous le règne d'Henri IV à se voir gouvernés par leur Roi même, supportèrent impatiemment la grande autorité du Maréchal d'Ancre. On le haïssait, on le regardoit comme la cause unique des malheurs & des désordres du Roiaume. Le Tom. III. A peu,

1617.
Etat de la Cour de France depuis l'élevation de Luynes.
Mémoires de Rohan L. I.

2 - HISTOIRE DE

1617. peuple espéra un meilleur gouvernement après la mort de Conchini. Chacun bénit Dieu de ce qu'il met dans le cœur du jeune Roi, de prendre en main l'administration des affaires. Mais la joie publique ne dura pas long-temps. *Nous n'en sommes pas mieux*, dirent les plus judicieux. *Voici un homme de bas lieu revêtu déjà de la dépouille de Conchini.* *Luines n'a pas moins de crédit & d'autorité que l'autre.* *Ne nous flattions point: il n'en demeurera pas là.* On a seulement changé de maître: *Le Provençal ne vaudra pas mieux que le Florentin.* *Faudra-t-il moins d'argent & de dignités pour contenter l'avarice & l'ambition de trois frères, qu'il n'en a fallu pour enrichir & pour éllever le Maréchal d'Ancre & sa femme?* *Luines paroît-il satisfait de ce que*

Gramond Historia-
rum Gal-
lie. L. II.
1617. *ceux-ci ont amassé en sept ans de faveur?* Nous croîtons être délivrés du sanglier furieux: voici maintenant un nouveau monstre à dompter. La France trouvera t-elle un autre Hercule qui la délivre de lavidité d'un chien à trois-têtes? Quelque Courtisan railleur & malicieux fit redoubler les murmures par une manière de pasquinade assez ordinaire en France. Luines & ses deux frères Brantes & Cadenet, logeoient au Louvre dans un même appartement. On met la nuit au dessus de leur porte un tableau qui représente les Mages dans l'étable de Bethléem, avec cette inscription, *aux trois Rois.* Toute la Cour applaudit à la plaisanterie. On raille sur les trois frères qui dans leur appartement assez ressemblant à une étable, aspirent à tout ce qu'il y a de plus grand dans le Roiaume.

Luines

Luines suivait la meilleure méthode qu'un Favori pût prendre en France. Il laissait parler les gens, pendant qu'on le laissait faire. Les anciens Ministres d'Etat rappelés par son moyen, n'osoient ni le contredire, ni le traverser. Du Vair Garde des Sceaux revêtu de l'Evêché de Lisieux, s'humanisait au regard du Favori; il gardait son austère vertu pour les autres. Le bon homme pensait à se faire Cardinal. Le Jésuite Coton, Confesseur du jeune Roi, n'étoit pas au gré de Luines. Ce vieux Courtisan en savoit trop pour un homme sans qualité, sans appui dans le Royaume, sans expérience dans les affaires, qui prétendoit disposer souverainement de tout. Coton fut toujours dans les intérêts de Marie de Médicis. Il étoit à craindre qu'il ne se servît adroitemment de la confession afin de persuader au Roi de traiter sa mère avec moins de rigueur, & de la rappeler auprès de lui. Le Confesseur reçut quelques mortifications à la Cour. Son jeune pénitent ne le regarde plus de si bon œil; persuadé qu'il n'est plus à la mode, Coton prévint en habile homme une disgrâce humiliante. Il demande la permission de se retirer. *Je veux, disoit-il, me préparer désormais à la mort.* Le Jésuite est pris au mot, on le remercie honnêtement de ses soins & Arnoux son frere est mis à sa place. Celui-ci dépendoit absolument de Luines, qui vouloit que la superstition lui servît à se rendre encore plus maître de l'esprit du Roi: *pouvant moyen pour gouverner un Prince,* dit le Duc de Rohan. Ajoutons si vous le voulez; encore plus un Prince timide & nullement éclairé.

HISTOIRE DE

1617. ré. Luines ne manque pas de choisir aussi de petites gens qui se dévouent lâchement à lui. Il les met auprès du Roi ; il leur ordonne de l'amuser avec les divertissemens puériles que sa Majesté aimoit, & de l'assiéger de telle manière , qu'aucun Courtisan n'ait la liberté de l'entretenir en particulier.

*Mémoires
de Déageant pag.
102.*

Modéne parent du Favori , & Déageant récompensé de la Charge d'Intendant des finances devinrent ses plus intimes confidens. Il se conduisoit par leurs conseils. Déageant étoit un parfaitement homme de bien , si nous l'en voulous croire sur sa parole. Il n'avoit point d'autre objet devant les yeux , que le service du Roi , le progrès de la Religion Catholique , le repos de l'Etat , & l'avancement de M de Luines son bienfaiteur. Mais la jalousie & l'envie ne souffrent pas longtemps un homme de mérite , dans une si grande distinction auprès du Favori. Ce que nous avons rapporté des artifices bas & criminels de Déageant , n'e s'accorde pas avec le témoignage avantageux qu'il se rend modestement à lui même. Ce qu'il y a de plus certain ; c'est que Déageant avoit l'esprit trop délié & le cœur trop corrompu pour subsister longtemps auprès de Luines , qui le connoissoit , le Favori devoit se défier de lui. On se fert volontiers d'un fourbe & d'un traître : mais on n'aime pas à le garder auprès de soi. Luines n'eut-il pas raison de craindre que Déageant ne lui fit un jour les mêmes infidélités qu'à Barbin son premier maître !

Luines épouse la Après que le Favori a placé ses amis & ses créa-

créatures dans le Conseil & auprès de la personne du Roi, il pense à se marier & rétablir sa fortune par une alliance considérable. Il jettoit les yeux sur Mademoiselle de Vendôme fille naturelle d'Henri IV. & de la fameuse Gabrièle d'Etréa^s. Mais venant à reflechir qu'un mariage si avantageux l'expose encore plus à l'envie, il refuse une Princesse que le Duc de Vendôme son frère, lui offroit bassement. Le Duc d'Elbeuf chef d'une branche de la maison de Guise, épousa depuis Mademoiselle de Vendôme, Luines croioit donner une marque de sa modération, en se contentant de la fille du Duc de Monbazon cadet de la maison de Rohan. L'alliance étoit assez honnête pour un homme nouvellement élevé. La Dame avoit de la beauté & de l'esprit. Son génie fut supérieur à celui de son Epoux, pour les affaires & pour les intrigues de Cour. Elle fera plus de bruit dans le monde sous le nom de la Duchesse de Chevreuse, que sous celui de Madame la Connétable de Luines. Nous en verrons la raison. Le premier mari ne vécut pas long-temps.

Il mit encore des gens à sa dévotion auprès de Gaston Duc d'Anjou. Ce jeune Prince né le 25. Avril en 1608. avoit pour Gouverneur Bréves Gentilhomme d'un mérite rare & distingué. Il fut premièrement Ambassadeur à la Porte Ottomane. Aiant épousé depuis une fille de la maison de Thou alliée de Villeroi Secrétaire d'Etat, ce Ministre lui fit donner l'Ambassade à la Cour de Rome. Bréves s'en acquitta dignement

1617. ment. Ce poste lui fut une occasion de se
Mémoires anonymes sur les affaires du Duc d'Orléans immédiatement après 1685.
 lier étroitement avec le Maréchal & la Ma-
 réchale d'Ancre. Il les servit si utilement
 en Italie, qu'ils résolurent l'un & l'autre de
 l'avancer à la Cour de France. Bréves eut
 à leur recommandation auprès de Marie de
 Médicis la Charge de Gouverneur de Mon-
 sieur frere unique du Roi, qui fut tiré l'an
 1615. des mains de Madame de Mônglas
 Gouvernante des Enfans de France. Si Con-
 chini & la Galigai remplirent aussi bien tou-
 tes les places dont ils disposeraient, on eut
 grand tort de leur faire un procès sur la
 manière dont ils distribuoient les premie-
 res Charges de l'Etat. Bréves prit un soin
 merveilleux d'élever bien le Duc d'An-
 jou. Il mit auprès de son Altesse Roia-
 le des gens capables de former à la Religion
 & aux bonnes mœurs un jeune Prince, dont
 l'esprit paroisoit vif & propre aux belles
 connoissances. Mais par malheur pour Gas-
 ton, son Gouverneur n'étoit pas au gré de
 Luines. L'ambitieux Favori ne veut pas
 souffrir auprès du frere unique de son Maî-
 tre un Gentilhomme irreprochable & qui
 remplit exactement tous les devoirs de son
 emploi ; parce qu'il en est redévable à la
 Reine Mere. On prétendoit que Gaston
 eût aussi mauvaise opinion que Louis, de
 cette Princesse infortunée. Voici Bréves
 mandé au Conseil du Roi qui se tenoit chez
 le Chancelier de Silleri. Les Ministres re-
 mercient le Gouverneur des soins pris pour
 l'éducation de Monsieur. On lui proteste
 que le Roi est content de sa conduite ; on
 lui assure même une récompense assez con-
 siderable.

1617.

siderable. Bréves souffrit l'injustice en honnête homme. Il quitte sans regret un emploi assujettissant & onéreux à la conscience, quand on en veut remplir tous les devoirs.

Luines & ses deux frères avoient de l'obligation au Comte du Lude. Le Favori la reconnut en donnant à Lude la place de Bréves. Le nouveau Gouverneur commence par renverser tout ce que son prédecesseur a sagement établi. Il fait un nommé Contade Sous-Gouverneur, & se repose de tout sur lui. Le Comte aimoit le plaisir, & ne vouloit pas se rendre trop assidu. Contade homme de basse naissance, grossier, & sans aucune politesse, se contente d'instruire Gaston à bien jurer. Tel est le malheur, dirai-je des Princes ou des peuples? Quand il est question de donner un Gouverneur, à un jeune Prince, on n'a nul égard au mérite. Un Favori, & souvent même le pere & la mere du Prince, cherchent plutôt à récompenser un Seigneur, ou un Gentilhomme qui les a servis, qu'à trouver une personne capable de bien former un enfant, de la bonne éducation duquel dépend le bonheur, ou le malheur d'une nation entière. Rendons ici justice au fils de celui dont j'écris l'histoire. Il a bien choisi quand il a été question de l'éducation de ses enfans. Leurs Gouverneurs étoient des Seigneurs d'un mérite extraordinaire & d'une probité reconnue. Les Précepteurs & les Sous-Précepteurs font des Ecclesiastiques capables d'apprendre à de jeunes Princes tout ce que des personnes de leur rang doyent savoir.

A 4

On

1617. On auroit seulement souhaité que le Gouverneur & les Précepteurs de M. le Dauphin se fussent plutôt appliqués à lui enseigner des choses, dont la connoissance est absolument nécessaire à un Prince, qu'à lui mettre tant de Latin dans la tête. Un Gentil homme d'esprit me racontoit un jour, que M. le Dauphin disoit agréablement qu'on pretendoit qu'il fût *comment Vaugirard se nommoit du tems des Druides.* C'est un malheur pour la France, que M. l'Archevêque de Cambrai se soit trouvé *Quiétisſe* malgré lui. La posterité rendra justice à ce digne Prélat. Sa grande herésie est en Politique, & non pas en Théologie. Certaines maximes répandues dans *les Avantures de Telemaque*, ont paru à Louis XIV. plus propres à corrompre l'esprit de ses petits-enfants, que les *Maximes des Saints* contemplatifs recueillies par M. de Cambrai. C'est beaucoup qu'un Prélat qui a le courage d'insinuer avec tant de finesse & de raison à trois jeunes Princes, qu'il doivent prendre bien garde à ne ressembler pas à leur grand père, en soit quitte pour être flétrî comme *Quiétisſe à Rome & dans les assemblées Provinciales des Metropolitains de France.*

On n'ignoroit pas à la Cour de France que Déageant s'étoit avancé auprès de Luines par l'imposture, & que Luines s'étoit utilement servi des mêmes moyens pour se défaire du Maréchal d'Ancre, pour éloigner la Reine Mère, & pour se rendre le maître absolu des affaires. Un Gentil-homme servant de la Maison du Roi, nommé Gignier, se met en tête qu'en suivant la même

Un certain Gignier accusé faussement les premiers Seigneurs de la Cour d'une

me méthode, il fera fortune aussi bien que les autres. Cet esprit malin & artificieux s'insinua d'abord auprès de César Duc de Vendôme. Dès qu'il fut une fois connu d'un des principaux Seigneurs malcontents, il le fut bien-tôt des autres. Ils entretenoient toujours quelque correspondance ou pour leurs affaires, ou pour des parties de plaisir & de divertissement. L'artifice que Gignier emploia auprès de ces Messieurs, ce fut de leur faire accroire que Luines se confiait en lui, & de leur promettre de les avertir des desseins secrets du Favori. Mais Gignier ne leur disoit pas, qu'il n'étoit bien reçû chez Luines que par des espérances données au Favori, de lui découvrir les complots que ces Messieurs, disoit le fourbe, formoient encore tous les jours. Il conduit si bien sa trame durant quelque tems, que le Duc de Vendôme & les autres Seigneurs commencerent de prendre de l'ombrage: Et Luines entre en défiance de son côté. Quand Gignier s'apperçoit que l'esprit du Favori est suffisamment disposé à recevoir les impressions qu'il médite de lui donner; Monsieur, dit-il à Luines, je puis vous découvrir une des plus grandes conspirations, qui se soit jamais formée en France. Mais comme le service que je veux vous rendre doit m'attirer un grand nombre de puissans ennemis, vous ne devrez pas trouver étrange que je vous prie, de me promettre premièrement pour la sûreté de ma personne le gouvernement de Calais, ou de quelqu'autre bon port, & cent mille écus pour l'établissement de ma famille. Luines effraié fait espérer tout, Monsieur, reprit l'imposteur, on

1617.
conspi-
ration
contre
Luines &
contre
le Roi
même.

Mémoires
de Deau-
geant.
p. g. 74.
75. 76.
G. c.

1617. a résolu de se défaire de vous & de M. D'ageant, de se saisir de la personne du Roi, & de l'engager à rappeler la Reine Mère. Le Cardinal de Guise, les Ducs de Vendôme, de Nevers, de Longueville, de Mayenne & de Chevrouse, le Maréchal de Bouillon, le Marquis de Cœuvres, le President Le Jai & plusieurs autres sont du complot. Ces Messieurs prétendent s'emparer de toute l'autorité; ils partagent déjà les Gouvernemens des Provinces entr'eux. Chacun destine les premières charges de l'Etat à ses amis & à ses créatures. Il y a quelque chose de plus atroce, & je ne puis vous le révéler sans horreur. La resolution est prise de se défaire du Roi, en cas qu'il fasse la moindre résistance. Ne dites rien aux vieux Ministres d'Etat: défiez vous d'eux. Ils ont tous des liaisons étroites avec quelqu'un des conjurés. Si les Seigneurs s'apperçoivent que le complot se découvre, ils bâteront l'exécution de leur projet. Gignier recommanda même à Luines de cacher la chose à D'ageant son plus intime confident. Il craignoit peut-être qu'un plus habile fourbe quelui, ne se doutât de l'imposture, & ne la découvrît bien-tôt.

Gignier entretient Luines dans cette pensée durant quelques jours. Il lui fait accroire que les Seigneurs s'assemblent secrètement, il rapporte les resolutions prises entr'eux. Et pour rendre ses mensonges plus vraisemblables, il dit à Luines de mettre des gens en certains endroits, & qu'ils verront les Seigneurs entrer l'un après l'autre dans une certaine maison. Cela se trouvoit vrai: Le fourbe savoit où les Seigneurs se rendoient quel-

1617.

quelquefois pour des parties secrètes de plaisir avec des Dames. En ces occasions les gens viennent seuls, ils mettent pied à terre avant que d'entrer dans la maison, ils entrent par diverses portes. Toutes ces circonstances servoient merveilleusement bien à confirmer Luines dans ses soupçons. Gignier prit une autre fois deux hommes de la Compagnie des Gardes du Duc de Vendôme bien armés & avec des pistolets dans leurs poches. Il les poste dans un endroit: puis il va dire à Luines que ces deux Gardes de Vendôme l'attendent pour exécuter l'ordre que le Duc leur a donné d'assassiner le Favori. Il étoit naturel d'envoyer prendre les deux Gardes que Gignier faisoit remarquer à Luines & de les interroger. Mais le fourbe détourne finement le coup en représentant que les prétenus conjurés reduits au désespoir ne garderoient plus de mesures, & que le moïen le plus sûr de les prévenir, c'est de les prendre tous, d'un même coup de filet. Une pareille entreprise épouvantoit Luines. Arrêter en même-temps les plus grands & les plus puissans Seigneurs, cela demandoit de serieuses réflexions: les suites en paraîtroient terribles. Le Favori n'avoit ni assez d'esprit pour bien juger de l'affaire, ni assez de courage pour prendre son parti de lui-même. Dans son extrême embarras, il résolut enfin de consulter Déageant: c'étoit son oracle. Déageant habile connisseur en impostures dit à Luines que la chose a quelque vraisemblance: mais que la prudence veut qu'on se défie du délateur, de peur que ce

1617. ne soit un fourbe qui cherche une récompense. *Dans une affaire de cette importance, dit Déageant au Favori, on doit marcher la sonde à la main: il faut voir plus clair avant que de faire un coup d'éclat.* Cependant on peut se tenir sur ses gardes, & ne donner aucune marque de défiance. Permettez-moi de parler à Gignier. Je le tournerai en tant de manières, que je découvrirai peut-être la vérité.

Quelque délié qu'eût fût Déageant, il ne tirera rien de Gignier. Au contraire, l'imposteur dit certaines choses touchant les mauvais desseins formés contre Déageant, qui parurent vraisemblables. Déageant nous assure qu'il persista toujours dans sa pensée, qu'il y avoit plus d'apparence de fourbe que de vérité. Cependant, il raconte lui-même des circonstances de l'entretien qu'il eut avec Gignier, capables de nous persuader que Déageant ne devoit être guères moins embarrassé que le Favori. Gignier rapportoit tous les jours quelque nouvelle circonstance. *Les Conjurés, disoit-il à Luines, ne doivent plus s'assembler, ni s'écrire les uns aux autres. Ils craignent que leur complot ne se découvre.* On se parkera seulement par l'entremise de quelques personnes affidées. Tous ceux qui sont du secret portent une bague avec une pierre verte, sur laquelle il y a certains caractères gravés. Voici celle de M. de Vendôme, ajouta Gignier. Je l'ai prise sur sa toilette, & je dois l'y aller remettre promptement avant que M. le Duc se lève. La bague est le signal pour se connoître les uns les autres. On ne s'ouvrira qu'à ceux qui en auront une. Vous

pevez remarquer, Monsieur, que certains Seigneurs en ont déjà de semblables au doigt. La chose étoit véritable; soit que ce fût un effet du hazard, ou du caprice; soit que des gens qui sont dans les mêmes parties de plaisir, se fussent mis cette fantaisie en tête. Une autre fois Gignier faisoit si bien que ses prétendus conjurés, étant ensemble au Louvre, il leur parloit en confidence devant des gens apostés par le Favori: puis il revenoit promptement donner avis à Luines de quelque circonstance de la conspiration. Mais l'affaire paroissoit de si grande conséquence, que le Favori ne précipitoit rien à la persuasion de Déageant. Gignier eut beau représenter que Luines, Déageant, & le Roi même étoit en grand danger, à moins qu'on ne s'assurât au plutôt des principaux conjurés, on attendit de plus grands éclaircissements. Déageant fut d'avis de ne rien découvrir au Roi, de peur de lui donner trop de chagrin & d'inquiétude. Luines le pria seulement de trouver bon que pour une plus grande sûreté de la personne de sa Majesté, on choisît six Gentilshommes de confiance, dont trois la suivroient par tout. Un étoit chargé d'avoir incessamment les yeux sur le Roi. Les deux autres devoient prendre garde qu'aucun inconnu ne s'approchât trop près de sa Majesté.

Gignier brûloit d'impatience d'obtenir la récompense promise. Il s'en tenoit si bien assuré, qu'il se vantoit à son oncle Lieutenant de la Compagnie des Gardes du Duc de Vendôme, de faire bien-tôt une fortune considérable, & d'obtenir le Gouvernement

1617. d'une bonne place. Mais il falloit que les Seigneurs accusés fussent mis en prison au paravaut. On ne sait que penser de cette affaire. Ce Gignier ne manque pas d'esprit. Il conduit son intrigue avec adresse. Cependant Gignier devoit être le plus extravagant de tous les hommes. Pouvoit-il s'imaginer qu'on ne le confronteroit pas avec les Seigneurs, quand ils seroient arrêtés, & qu'on ne lui demanderoit pas des preuves de ses accusations atroces contre les personnes du premier rang? Et comment espéroit-il de les convaincre d'une conspiration à laquelle on n'avoit jamais pensé? Est-il possible que l'avarice, & l'ambition aveuglent si fort des gens, qui semblent avoir de la raison & de la prudence? Peut-être que Gignier se flattia que le Favori se contenteroit de faire mettre à la Bastille cinq ou six Ducs, un Cardinal, un Maréchal de France, & quelques autres personnes de qualité, qu'il les y feroit garder sans aucune procédure de justice: & iqu'on recompenseroit le délateur, de même que les gens employés par la Reine Mere, afin d'arrêter le Prince de Condé, furent recompensés. Quoi qu'il en soit, le fourbe crut peu de temps après, avoir trouvé une belle occasion de faire exécuter son projet, nonobstant les délais affectés de Luines & de Déageant.

Le même Gignier. Cesar Duc de Vendôme prioit le Roi de accuser le presenter un de ses enfans au Baptême. Il Duc de devoit y avoir ensuite une collation magnifique à l'Hôtel de Vendôme: Et sa Majesté emploier promit à Cesar de se bien divertir chez lui. sonner le Gignier s'imagine qu'en donnant de nouveaux

1617.

veaux soupçons au Favori, ou prendra enfin la resolution de s'assurer du Duc de Vendôme & des autres Seigneurs accusés.

Le voilà donc qui vient avertir Luines que dans ce repas, on doit empoisonner le Roi & son Favori: Et que si Luines s'abstient de boire & de manger, on a résolu de le faire assommer à coups de hallebardes par des soldats déguisés en Suisses. Gi-

gnier donne beaucoup de couleur à son *Mémoires de Déageant* nouvel avis: il emploie toute sa rhétorique à persuader à Luines & à Déageant, qu'il n'y a plus de temps à perdre. Le fourbe proteste *Gramond. Historia rum Galliae L. II.* ^{pag. 93.} que si on ne s'assure pas la nuit prochaine, ou le lendemain matin, des conjurés, il s'éloignera de Paris pour n'être pas le témoin des malheurs, dont il avertit inutilement *Galliae* ^{L. II.} *Mémoires de Déageant* ^{1617.} Luines & Déageant consultent ensemble.

Du Vair Garde des Sceaux étoit le seul de tous les Ministres d'Etat, que Gignier ne rendoit pas suspect. On prend la resolution d'engager le délateur à tout dire à ce Magistrat. Gignier joue si bien son personnage, qu'il persuade à du Vair que Déageant est cause de ce qu'on néglige de prévenir une si dangereuse conspiration. Le Garde des Sceaux alarmé fait des reproches à Luines & à Déageant. Ils rassurent du Vair. On lui fait voir que le Favori a pourvu au principal, en veillant avec plus de soin à la sûreté de la personne du Roi, & que c'est trop hazarder que d'arrêter tant de Seigneurs distingués sur une simple délation. Gignier avoit mis encore le Duc de Guise de la partie, en disant qu'il étoit entré dans le complot après une assez longue résistance.

Lui-

1617. Luines & Déageant résolurent alors d'avertir le Roi de tout ce qui se passoit. *Il faut, lui dit le Favori, que vous feigniez d'avoir envie d'aller au baptême, & que vous fassiez le malade un peu avant l'heure marquée.* Louis ne savoit pas mal dissimuler. Il va dans l'Eglise des Feuillans à Vespres : Et avant la fin de l'Office, son visage paroît plus pâle qu'à l'ordinaire. On s'approche du Roi ; on lui demande s'il se trouve mal. *Ne dites rien, répond-il adroitement, je veux aller au baptême & à la collation. Ce que je sens sera bien-tôt passé.* Luines fait semblant d'être fort en peine : il envoie querrir le premier Medecin averti de jouer aussi la comédie. Le Metdecin tâte le pouls au Roi : il se fache de ce qu'on a laissé si long-tems sa Majesté dans le mauvais état, où elle se trouve. Grand bruit au Louvre & ailleurs. Le Duc de Vendôme accourt bonnement. Il prie le Roi de trouver bon que la partie soit remise à un autre jour, & proteste que la santé de sa Majesté lui est plus chère que toute autre chose. Enfin, pour mieux couvrir le jeu, on fait prendre des remèdes au Roi.

La fourbe de Gignier est découverte. On le condamne à la mort.

Quelques jours après, César Duc de Vendôme s'apperçoit que la maladie pouvoit bien être feinte, & que sa Majesté le reçoit plus froidement qu'à l'ordinaire. Le Duc commence à se défier de quelque chose. Plus il fait attention à ce qui se passe à son égard, plus il se persuade qu'on veut le perdre dans l'esprit du Roi. Sur quelques indices, César soupçonne Gignier de trahison. Et en réfléchissant sur les allures

res du personnage, il se confirme dans la pensée que Gignier entreprend de lui jouer un mauvais tour. Vendôme va trouver Luines & Déageant au Louvre, dans le dessein de s'éclaircir tout de bon. *J'ai de grandes raisons de croire, leur dit le Duc, que Gignier a quelque méchant dessein contre moi, & qu'il me calomnie. Je prétens me justifier devant le Roi, au Parlement, & par tout où il en sera besoin. Je viens me remettre entre les mains de sa Majesté: Je la prie seulement de faire arrêter le délateur, & d'ordonner qu'il me soit confronté.* Luines découvrit tout au Duc de Vendôme, & Déageant n'a pas manqué d'avertir le public que César & les autres Seigneurs lui furent bien gré de ce qu'il empêcha qu'on n'allât trop vite dans cette affaire. Gignier est mis en prison. Au premier interrogatoire il avoue toute la fourbe: & le Parlement condamne le calomniateur à être décapité. Le crime ne réussit pas également à tout le monde. Il étoit plus facile d'achever de perdre Marie de Medicis & le Maréchal d'Ancre dans l'esprit du Roi, que d'engager un nouveau Favori à se mettre en danger de soulever contre lui tout le Roiaume, en faisant arrêter sur une simple délation tant de personnes distinguées par leur naissance, par leurs dignités, & par leurs emplois.

Luines se conduisoit en assez bon Politique, lorsqu'il suivoit les ouvertures de Déageant. Cet homme adroit & prévoiant conseille & de d'abord à Luines de rendre son Maître plus puissant à la Cour de Rome. Elle , di- fait.

Intri-gues de Luines, & de Déageant pour

1617. fait-il, une fort grande influence dans les affaires de l'Europe. Et la France ne doit pas rendre le Roi plus souffrir que les Papes soient entièrement à la puissance & dévotion du Roi d'Espagne. Il y avoit alors la Cour à la Cour de Rome deux factions presqu'également fortes ; celle des Borghéses néveux du Pape regnant, & celle du Cardinal Aldobrandini neveu de Clement VIII.

Mémoires de Déageant. Déageant entreprit de les mettre toutes deux dans les intérêts de la France, & de les opposer à la faction Espagnole. Le 153. 154. projet étoit beau ; mais en formant des desseins trop vastes & trop difficiles, on échoue ordinairement. Voici donc Déageant qui fait proposer le mariage de Mademoiselle de Verneuil fille naturelle du feu Roi Henri IV. avec le Prince de Sulmone petit-néveu de Paul V.

Mémoires pour l'Histoire du Cardinal de Richelieu. Dès qu'un Prêtre fils de quelque Banquier d'Italie, & souvent d'une naissance encore plus basse, à l'habileté de se faire Pape, il devient tout à coup un grand Prince. Les têtes couronnées recherchent son alliance. Elles offrent à l'envi leurs plus proches parentes à ses néveux, ou du moins les partis les plus considérables de leur Roi. Le Cardinal Borghése eut le plaisir de refuser la sœur naturelle du Roi de France qu'on offroit humblement à son néveu. Le parti que l'Espagne proposa n'étoit pas si considérable : cependant il fut préféré. Malgré les avances faites de la part de Louis, la maison Borghése se déclare ouvertement pour l'Espagne. Sulmone se charge l'année suivante de présenter à son oncle la haquenée au nom du Roi Catholique. La Cour de Fran-

France s'efforça inutilement d'empêcher ^{1617.} que le néveu du S. Pere ne prît cette commission. N'est-ce pas la chose du monde la plus ridicule que de puissans Rois emploient leurs Ministres à négocier sérieusement sur ces fadaises? Philippe triomphe de ce que le néveu du Pape veut bien présenter la haquenée à sa Sainteté: & Louis traverse autant qu'il peut le dessein d'un Roi son rival. On se fait un point d'honneur d'ôter à l'Espagne cette gloire imaginaire que la Maison Borghèse paroisse préférer les bonnes grâces de sa Majesté Catholique à celles du Roi Très - Chrétien. Avec un peu de bon sens, & des sentiments droits sur la Religion, les Souverains regarderaient le Pape & ses néveux comme des gens indignes que les Têtes couronnées se mettent en peine d'être bien ou mal avec eux, sur tout en ce qui concerne les affaires politiques. Quand on souffrira que le Pape se mêle seulement de ce qui regarde les Moines & leurs differends, il aura encore plus d'autorité qu'il n'en doit légitimement prétendre.

Déageant tâchoit en même-tems de gagner le Cardinal Aldobrandia. Mais comment un homme si clairvoiant ne s'appercevoit-il pas, qu'il est impossible que les Italiens abandonnaient le Roi d'Espagne pour se dévouer au Roi de France? Celui-ci n'a pas un pouce de terre en Italie, & l'autre en possède la moitié. Il a de bons benefices, & de grandes récompenses à distribuer. Les choses auroient pu changer à la Cour de Rome, si celle de France plus

1617. plus religieuse à garder ses Traités , s'en fût tenue à celui de la distraction de la Monarchie d'Espagne. Le Pape & les Cardinaux auroient été presque tous à la dévotion du Roi de France devenu maître des Roïaumes de Naples & de Sicile. Les Italiens se verroient dans la nécessité de cultiver avec plus de soin les bonnes graces de sa Majesté Très-Chrétienne, que celles du Roi Catholique. Les Néveux du Pape se feroient honneur de présenter la haquenée à leurs oncles de la part de Louis XIII. & de ses Successeurs. Pour mettre le Cardinal Aldobrandin dans les intérêts de la France, Déageant s'avise de flatter l'ambition du Duc de Savoie bon ami du Cardinal. On offre à Charles Emmanuel de l'aider à devenir Empereur après la mort de Mathias qui n'a point d'enfans, pourvu que le Duc engage Aldobrandin à se lier avec la Cour de France. Le Savoïard toujours prêt à donner dans les projets les plus chimériques, accepte volontiers la proposition. Il représente seulement que les Borghéses opposés aux Aldobrandins, se déclareront encore plus ouvertement pour l'Espagne, dès que la faction contraire paroîtra prendre le parti de la France. On lève la difficulté de Charles Emmanuel, en lui disant que la Cour travaille à gagner les Borghéses par des offres avantageuses. Déja le Duc de Savoie se croit à la veille d'être proclamé Roi des Romains. Il s'imagine que toutes les Puissances de l'Europe jalouses de la grandeur de la Maison d'Autriche, se réunissent en sa faveur dans

dans le dessein d'ôter l'Empire à des Princes qui le regardent comme un bien héréditaire à leur famille. 1617.

Une chose fortifioit encore les espérances de Charles Emanuël. Les Princes Protestans d'Allemagne pensoient à faire un Empereur de leur Religion: & plusieurs ^{Mémoires de Dét-} jettoient les yeux sur Fredéric Comte Palagant. ^{Pag. 159.} tin du Rhin, que son alliance avec Jacques I. Roi de la Grande Bretagne, devoit rendre plus puissant & plus capable qu'aucun d'entr'eux de soutenir ses prétentions, en cas qu'on lui donnat un droit apparent à l'Empire. Mais sa Majesté Britannique n'étoit point d'avis que le Palatin songeât à se faire Empereur. Elle conseilloit de choisir plutôt le Duc de Savoie. Les Ministres d'Angleterre en faisoient même la proposition à la Cour de France. Jacques ne raisonna pas trop mal dans cette affaire. Il crût que l'Espagne, la France, l'Italie & la Ligue Catholique d'Allemagne, se réuniroient afin d'empêcher qu'aucun Prince Protestant ne fût élevé à l'Empire. Le moyen le plus sûr de l'ôter à la Maison d'Autriche, c'étoit, à son avis, d'appuyer le Duc de Savoie, ou quelqu'autre Prince Catholique Romain, moins puissant que le Roi de France. Tout cela étoit plus que suffisant pour remplir l'esprit de Charles Emanuël de grandes espérances. Il avoit pensé à se faire Pape. L'Empire est un morceau plus friand. L'un lui paroiffoit beaucoup plus faisable que l'autre; si la France, l'Angleterre, & les Princes Protestans d'Allemagne se déclaroient de la bonne

1617. bonne manière, comme leurs intérêts sembloient le demander. Mais les desseins du Roi de la Grande Bretagne, du Duc de Savoie, & du confident de Luines étoient également impossibles. Aucun de leurs projets ne réussit. L'Empire demeurera dans la Maison d'Autriche; & la Cour de Rome ne sera pas moins dévouée à l'Espagne qu'auparavant.

**Marquemont
Archevêque de
Lion est
envoyé à
Rome,
pour y
faire les
fonctions
d'Ambassadeur.**

**Mémoires
pour l'Histoire du
Cardinal
de Richelieu.**

1617.

Luines avoit une raison particulière de ménager le Pape & le Cardinal Borghèse son neveu. Le Maréchal & la Maréchale d'Ancre laissèrent des effets considérables à Rome. L'Arrêt du Parlement de Paris les déclara confisqués au Roi: & Luines en reçut la gratification par des Lettres Patentes de sa Majesté. Mais le Pape souhaitoit que le Parlement de Paris n'avoit aucune juridiction sur des acquisitions faites à Rome. Les Borghèses prétendoient en profiter, & les plus proches parens du jeune Conchini réclamoient pour lui tout ce que son pere & sa mere possédoient en Italie. Le Marquis de Trénel Ambassadeur de France à Rome, ayant obtenu la permission de revenir à la Cour, il fut question de remplir sa place. Luines & les Ministres de France ne purent convenir si tôt d'un homme d'épée. Marquemont Archevêque de Lyon eut ordre d'y aller faire les fonctions d'Ambassadeur. Le Prélat qui a bonne envie d'obtenir un chapeau rouge, accepte volontiers un emploi qui s'accorde avec ses desseins. On nous a conservé son Instruction expediée à Fontainebleau le 14. Juin de cette année.

Elle

Elle est semblable aux autres , pleine de bassesses & de déguisemens. Après que Marquemont aura baisé les pieds du Pape au nom du Roi , & fait les protestations ordinaires de la dévotion & de l'observance filiale de Louïs envers le S. Siège , & du zèle de sa Majesté pour la propagation de la Foi Catholique , l'Archévêque doit rendre à sa Beatitude un compte exact des raisons que le Roi a eues de se défaire du Maréchal d'Ancre. Et parce qu'on prévoit bien que le S. Pere ne manquera pas d'objecter qu'il falloit plutôt mettre Conchini entre les mains de la Justice ordinaire , le Roi ordonne à Marquemont d'insinuer au Pape , que le Maréchal d'Ancre a été assassiné par sa faute & contre l'intention de sa Majesté. Que cela est pitoiable en toutes manières ! Sans relever ici les mensonges indignes qu'on fait dire au Roi , qu'est ce qui l'oblige d'informer le Pape du détail d'une chose ordonnée , disoit-on , pour le bien du Roiaume ? Les Souverains de la Communione de Rome sont-ils responsables de toutes leurs actions au S. Pere ?

Il n'y a ni moins de fausseté , ni moins de forfanterie dans l'instruction , sur le chapitre de Marie de Médicis. Louïs étoit fort content de l'administration de la Reine sa mère. Il auroit souhaité de la retenir , auprès de lui , & de se servir encore de ses bons conseils. Mais il a fallu se rendre aux instances de Marie de Médicis. Elle a demandé , dit-on , d'être déchargée d'un pesant fardeau , & de s'éloigner de la Cour , afin de vacquer plus librement à servir Dieu. Que de-

1617. devons-nous penser des Princes, quand nous leur voions dire sérieusement des choses si notoirement fausses & si ridicules? Ce que l'Archevêque devoit représenter au Pape, touchant les affaires d'Italie, est plus raisonnable. Louis se plaignoit hautement de ce que les Espagnols transportoient à Madrid, sans l'en avertir, la négociation de l'accordement du Duc de Savoie avec leur Roi, & de ce qu'ils prétendoient tout faire sans la participation de Senecey, Ambassadeur de France en Espagne. Justement irrité de cette conduite malhonnête & irréguliére, Louis proteste que sans vouloir entrer dans une guerre ouverte avec le Roi son beau-pere, il protégera le Duc de Savoie, & qu'il saura bien empêcher que les Espagnols n'oppriment un Prince allié de la Couronne de France. Le Roi ne témoigne pas moins de zèle pour le rétablissement de la paix entre la République de Venise & l'Archiduc de Gratz. Sa Majesté donne même en passant un avis au Pape, qui ne devoit pas être fort agréable au bon-homme. Elle veut que Marquemont déclare sans façon à Paul V. que le monde croit qu'il n'est pas fâché de se venger du chagrin que les Venitiens lui donnèrent autrefois: Et que c'est la raison pourquoi il souffre que la République s'embarasse dans une guerre qui pourroit bien attirer contre elle toutes les forces du Roi Catholique en Italie.

On donna encore à Marquemont un mémoire raisonné & plein d'érudition, afin de prouver que les biens laissés en Italie par le

le Maréchal & la Maréchale d'Ancre, étoient légitimement confisqués au Roi. Mais le Pape & son neveu Borghèse ne conviennent pas tout à fait de la validité des argumens, allégués en faveur de la Jurisprudence du Parlement de Paris. Après un an de négociation sur cette affaire, on demeura d'accord que les effets de la Maréchale d'Ancre sur les Monts de Pieté à Rome, seroient partagés entre le Roi & le Pape. Sa Majesté, c'est-à-dire, Luines son favori, en toucha deux cens cinquante mille livres monnoie de France: Et le Pape, ou plutôt ses neveux, en eurent cent soixante & quinze mille. De peur d'être inquiétés sur cet argent sous un autre Pontificat, les Borghèses firent mettre dans les actes que ce qui revenoit à leur oncle, seroit employé à la fabrique de l'Eglise de S. Pierre de Rome. Les honnêtes gens crierent en Italie & en France contre un accord si honteux, si sordide. On connoist bien l'avarice des Borghèses, disoit-on tout publiquement à Rome. Ils volent le bien d'un orphelin malheureux; Et on veut nous faire accroire que c'est pour l'employer à des œuvres de piété. Quand la chose seroit véritable, faut-il que l'Eglise de S. Pierre soit bâtie aux dépens du jeune Conchigi qui a perdu son pere & sa mere, & qui se voit encore privé de tout ce que la Reine mere leur avoit donné en France? On ne crooit pas moins à Paris contre Luines. Cet homme, disoit-on, n'est-il pas encore assez riche? Pour attraper un peu d'argent, l'avare Favori engage le Roi à négocier avec le Pape, & à partager avec les Borghèses la somme de quatre-cens vingt-

1617. vingt-cinq mille livres. A-t-on jamais vu une pareille indignité? Quelle bonte à un puissant Roi de consentir qu'en transfigurant pour une somme si modique en son nom, on emploie tous les artifices de la chicane du Barreau, de peur que le jeune Conchini ne répète un jour ce que les neurux du Pape lui enlèvent injustement? L'honneur du Roi est-il donc moins cher à son Favori, que la somme de deux-cents cinquante mille livres?

Sermons
du P. Arnoux Je-
suite pro-
noncés en
• présence
du Roi
contre la
Confessi-
on de foi
des Eglis-
ses Refor-
mées de
France.

Luines faisoit le bon Catholique pour avoir la meilleure partie des effets laissés par la Maréchale d'Ancre. Il signaloit encore son zèle en France: il appuioit les intérêts du Clergé contre les Réformés de Bearn, il protégeoit ceux qui attaquoient leur Religion. Pendant que la Cour est à Fontainebleau, le Jésuite Arnoux nouveau Confesseur du Roi s'avise de faire le controversiste dans un Sermon prouoncé devant sa Majesté. Le bon Pere avance hardiment que les passages de l'Ecriture Sainte cités en marge dans la Confession de Foi des Eglises Réformées de France sur les questions controversées avec l'Eglise Romaine, sont tous faussement allégués. Un Gentilhomme bon Huguenot ayant rencontré depuis Arnoux, dit sans façon au Jésuite qu'il ne prouveroit jamais ce qu'il avoit avancé dans son Sermon. Arnoux accepte bravement le défi: il met entre les mains du Gentilhomme un Ecrit, où sa proposition est soutenue. L'affaire ayant éclaté à la Cour, le Roi souhaita d'entendre les preuves que son Confesseur se vantoit d'avoir. Arnoux les

Bernard
Histoire
de Louis
XIII.
L. IV.
1617.
Mercure
Français
1617. Di-
fense de la
Confes-
sion des
Eglises
Réformées
dans l'E-
pître au
Roi.

1617.

les deduit à sa manière dans un autre Sermon. Par un emportement indigne de la chaire, il fait mille exécrations contre lui-même : & se condamne aux peines éternelles & à tous les supplices imaginables, s'il ne prouve pas clairement que les passages sont pris à contre-sens. Aïnoux exhorte même le Roi à la destruction des Huguenots dans son Roiaume, & lui propose l'exemple de quelques Princes qui ne souffrent qu'une Religion dans leurs Etats. Cependant le Gentilhomme Huguenot avoit envoié l'Ecrit de ce Prédicateur séduisant & sanguinaire aux quatre Ministres de Charenton. Ils publient incontinent une *Défense de la Confession des Eglises Réformées de France contre les accusations du Sieur Aïnoux Jésuite.* On avoit décrié leur Religion en présence du Roi ; les Ministres craignent que sa Majesté ne trouveroit pas mauvais qu'ils se défendissent devant elle. Le livre lui fut adressé. L'Epître est certainement bien tournée. C'est l'apologie des Réformés la plus forte & la plus respectueuse qui se pût présenter à un jeune Prince, en faveur d'un grand nombre de ses sujets qu'on lui dépeignoit des couleurs les plus noires.

Montigni, Durand, du Moulin & Mestrezat Ministres de l'Eglise de Paris, remontrent à Louis avec une liberté vraiment Françoise & Chrétienne, que les villes de leur Religion ont servi d'azile au feu Roi son pere injustement persécuté, que sous ^{Défense de la Confession des} sa conduite. & pour sa défense, les Réformés donnèrent des batailles, & qu'en peris ^{Eglises}

1617. de leurs vies & de leurs biens , ils le portèrent
 Réformées sur le Trône à la pointe de l'épée , malgré les
 ennemis de l'Etat. De tant de travaux , de per-
 tes , & de dangers , ajoutoient les Ministres
 avec beaucoup de justice & de raison , d'aut-
 res que nous en recueillent le fruit. Après
 avoir rapporté au jeune Roi quelques-uns
 des principaux articles de leur Confession
 de Foi , ils remontrèrent à sa Majesté que
 le Pape & son Clergé haïssent particuliè-
 rement les Réformés , parce qu'ils se font
 un point de Religion de maintenir l'indé-
 pendance & la dignité de la Couronne du
 Roi contre les entreprises & les usurpations
 des Papes. Les Ministres rendent justice
 en cette occasion à plusieurs Catholiques
 Romains. On reconnoit de bonne foi que
 certaines personnes de cette Communion ,
 ont des sentiments droits & raisonnables sur
 l'autorité souveraine du Roi. Ce n'est pas
 qu'on ne pût contester légitimement là-
 dessus ; car enfin , il parut dans la dispute
 émuë à l'occasion de l'article du Tiers-
 Etat , que si quelques gens équitables de la
 Communion de Rome , pensent bien sur
 les dogmes qu'il contenoit , le Pape , le
 Clergé , & le plus grand nombre des dé-
 vot & des zélés , regardoient ces Messieurs
 comme des hérétiques , ou du moins com-
 me des gens dont la foi devoit être dou-
 teuse & suspecte. Mais laissant à part cette
 question incidente , les quatre Ministres
 se contentent d'attaquer le Pape & son
 Clergé. Nous espérons , disent-ils au Roi ,
 qu'un jour Dieu vous ouvrira les yeux.
 Votre Majesté appercevra que sous ce nom
 spé-

spécieus d'Eglise Romaine , le Pape s'établit 1617. une Monarchie temporelle dans le monde. Il tient déjà sous sa puissance le tiers de votre Roiaume : il a soustrait de votre obéissance la cinquième partie de vos sujets. Les Ecclesiastiques prétendent n'être point vos justiciables : ils reconnoissent pour leur temporel un autre Souverain que vous. Permettez-nous , Sire , d'ajouter à ceci que le Pape soutient : Et il l'a même pratiqué de notre temps : qu'il peut en certains cas vous ôter la vie Et la couronne. Il ne lui reste plus qu'à dire que votre Roiaume est un fief de son Siège ; Et que vous ne vivez Et ne regnez qu'à sa discretion.

Les Rois de France sentent ces pernicieuses conséquences de leur Religion. Ils ont tâché d'y remédier par des loix & par des ordonnances qui déclarent les Ecclesiastiques sujets à leur jurisdiction en tout ce qui regarde le temporel. Mais quels combats n'a-t-il pas fallu soutenir en établissant des loix si justes ? Encore ne coupent-elles pas la racine du mal. Il subsistera tant qu'il y aura des Ecclesiastiques & des Moines qui croiront le Pape infallible , ou qui le regarderont du moins comme le *Souverain Vicaire de Jesus-Christ sur la terre*. La France a tâché de donner en nos jours une plus grande atteinte à la puissance que les Papes usurpent sur le temporel des Princes : qu'en est il arrivé ? Le Roi le plus fier , le plus jaloux de son autorité qui fut jamais , s'est vu reduit à souffrir que le Clergé de France se rétractât honteusement de ce qu'il avoit avancé

1617. en faveur de l'indépendance des Têtes couronnées. Pourquoi le dissimuler? Il n'y aura jamais de Prince ni d'Etat Chrétien véritablement souverain, à moins qu'il n'en vienne à reconnoître le Pape comme le simple Evêque d'une Eglise particulière, ou tout au plus comme un Metropolitain, dont la jurisdicition s'étend sur quelques Provinces voisines de Rome. Et c'est ce que les Princes & les Etats Protestans ont fort sagement fait. Heureux, s'ils savent tous conserver chérement l'indépendance & la liberté, que leurs prédecesseurs ont eu tant de peine à recouvrer.

Les Ministres font ensuite le portrait des Jésuites d'après nature. Il seroit difficile d'en trouver un plus ressemblant. *Vous avez, Sire, dans votre Royaume, poursuivit-on, une faction d'hommes qui se disent de la Compagnie de Jesus, comme si c'étoit trop peu de chose pour eux, d'être les disciples du Sauveur. Ils font vœu d'une obéissance aveugle au Chef de leur Ordre, qui a toujours été & qui est encore sujet du Roi d'Espagne. Ces gens ont été condamnés par vos Cours de Parlement comme corrupteurs de la jeunesse, & comme ennemis de l'Etat & de la vie des Rois. Ils enseignent au peuple que le Pape peut dégrader les Souverains, & transporter leur couronne à un autre, qu'un Prêtre ne doit pas révéler les conspirations contre le Roi, quand il ne les apprend que par la voie de la Confession, & que s'il arrive qu'on découvre que le Confesseur a su quelque chose d'une conspiration, il peut user d'équivoques en répondant aux Magistrats.*

Qu

1617.

On a vû les funestes effets de cette doctrine en France & ailleurs. Des livres publiés pour la soutenir avec l'approbation authentique du Général & d'un bon nombre de Docteurs Jésuites, ont été condamnés à être brûlés par la main du bourreau. Si Votre Majesté veut prendre la peine de s'en informer, elle trouvera qu'au Collège des Jésuites de la Flèche fondé par la libéralité du feu Roi votre pere, on voit dans la sale basse du logis des Pères un tableau, où sont représentés les Martyrs de l'Ordre des Jésuites, entre lesquels il y en a qui ont souffert le dernier supplice pour avoir entrepris sur la vie des Rois. Cette punition y est appellée martyre. On expose le tableau à la vue d'un grand nombre de jeunes gens, afin de les exerciter par des exemples à parvenir à la gloire du martyre par la même voie. Et ces Jésuites, sans s'être retractés, sans avoir condamné par aucune déclaration publique les livres qui contiennent une doctrine si pernicieuse, ont aujourd'hui l'oreille de nos Rois, ils sont les dépositaires des secrets de leur conscience, ils approchent le plus près de leur personne. Ces mêmes gens, Sire, tâchent d'avancer leurs desseins particuliers en soulevant le monde contre nous. Ils couvrent leurs intrigues & leurs caballes d'un faux zèle de Religion. Les Jésuites ne peuvent souffrir un Roi, quoique Catholique Romain, à moins qu'il ne se fasse le persécuteur de ses sujets, & qu'il ne mette le feu dans son Royaume. C'est ainsi que l'emporté & imprudent Arnoux attira contre lui & contre ses confrères des réproches qui n'étoient que trop bien fondés.

1617. dés. On ne peut nier que ce portrait des Jésuites du temps de Louis XIII. ne soit fidèle. Les bons Pères ont voulu faire semblant de prendre une autre méthode sous le règne de son fils. De si habiles gens ont bien vu qu'en soutenant une semblable doctrine, ils se perdroient infailliblement dans l'esprit d'un Roi qui croit faire un grand sacrifice à Dieu en souffrant quelqu'un au-dessus de lui pour le spirituel, & qui tremble sans cesse pour sa vie. Il a donc fallu rebonder, du moins en apparence, aux dogmes favoris des premiers Jésuites. Avec cet artifice, on est venu à bout de rendre Louis XIV. un cruel & opiniâtre persécuteur de ses sujets Réformés, & de lui faire mettre autant qu'il a pu, le feu dans son Royaume.

Il n'est pas surprenant qu'une pareille Epître dédicatoire ait soulevé le Clergé, les Jésuites, & toute la caballe des bigots. Comme la vérité des reproches faits au Pape, aux Ecclesiastiques, & aux bons Pères, sautoit aux yeux, ou les dissimula finement. Les zelés se recrierent sur ce que les Ministres disoient, que ceux de leur Religion portèrent le feu Roi sur le trône à la pointe de leurs épées. Cela est trop audacieux, croit-on: Mais le fait n'est-il pas constant?

Bernard
Histoire
de Louis
XIII. L.
IV. 1617
Mercure
Français.
1617.

Le Lieutenant Civil & la Chambre de l'Édit à Paris ayant voulu prendre connoissance de l'affaire, le Roi l'évoque à son Conseil. Les quatre Ministres y sont maudés. On leur fit des réprimandes; on leur défendit d'adresser aucun Discours, ni aucune Epître au Roi, sans la permission expresse

presse de sa Majesté; Enfin on ordonna que
 le livre seroit supprimé. La justice vouloit
 que le Roi défendit aussi aux Jésuites &
 autres adversaires des Réformés , de les
 accuser dans les Sermons prononcés de-
 vant lui , & dans les livres dédiés à sa Ma-
 jesté. Quelle faute les Ministres commi-
 rent-ils , en lui addressant la défense de leur
 Confession de Foi contre un homme qui
 la décria faussement en deux Sermons pro-
 noncés devant sa Majesté? *Elle ne doit*
pas souffrir, dit-on, *qu'on lui adresse des*
livres faits contre sa Religion. Les Princes
 Mahométans ont donc raison d'empêcher
 que les Chrétiens accusés tous les jours
 devant eux de blasphème & d'infidélité,
 ne leur addressent des apologies de la Reli-
 gion Chrétienne. Les Empereurs, le Se-
 nat , & les Magistrats Romains eurent tort
 de recevoir les livres que Quadratus, A-
 aristide , Justin , Athénagore & Tertullien
 leur présentèrent pour la défense du Chris-
 tianisme. Tous ces Auteurs y combat-
 toient la Religion de l'Etat & du Souve-
 rain. Disons la vérité. L'ignorance des
 Princes est une grande ressource au Pape
 & au Clergé Romain. Ces Messieurs ris-
 queroient trop , en permettant aux Souve-
 rains équitables & judicieux d'examiner de
 bonne foi les argumens des Protestans con-
 tre l'Eglise de Rome. Le livre des quatre
 Ministres fit si grand bruit dans le monde
 que Richelieu Evêque de Luçon, occupé
 pour lors à composer des livres de dévo-
 tion, eut envie de se remettre dans la con-
 troverse , & de se signaler par une réponse

1617.

1617. à l'Epître des Ministres. On se mocqua d'un Prélat qui négligea de faire le Théologien dans son Diocèse, & qui après s'être donné tout entier à la Politique, s'avise d'écrire sur la controverse, quand il n'a plus le moyen de s'intriguer. Le monde rendit justice à Richelieu. On reconnut qu'il savoit mieux profiter des livres de Tacite & de Machiavel, que discuter les passages de l'Ecriture sainte, & éclaircir un dogme de Théologie.

*Remontrances
des Evêques de
Mascon & d'Aire
au Roi lors de
l'Assemblée du
Clergé.
Mercure
Français
1617.*

Le Conseil du Roi étoit occupé à Fontainebleau sur les demandes du Clergé touchant le rétablissement de la Religion Romaine, & la restitution des biens Ecclesiastiques dans la Principauté de Bearn, lors que le P. Arnoux entra en lice contre les Réformés. Avant que la Cour sortît de Paris, Dinet Evêque de Mascon fit au nom de l'Assemblée du Clergé qui se tenoit dans la capitale, une remontrance au Roi. Les Prélats se plaignoient de je ne sai quelle entreprise des Réformés de Montpellier. Mais leur but principal, c'étoit d'obtenir le rétablissement parfait de la Religion Romaine en Bearn, abolie par la Reine Jeanne d'Albret mere d'Henri IV. & la restitution des biens de l'Eglise saisis par la même Princesse : choses que le Clergé sollicitoit avec une ardeur extrême depuis quelques années. La harangue de l'Evêque de Mascon fut plutôt une déclamation d'un jeune homme nouvellement sorti du Collège, qu'une remontrance d'un Prélat grave & judicieux. Dès qu'on ne souffre pas que ces Messieurs soient les maîtres partout,

tout, & qu'ils tourmentent impunément les autres, ils croient que les herétiques les persécutent & les oppriment. A les entendre parler, l'épouse légitime de Jésus-Christ ; car enfin il leur plait de se donner ce nom magnifique : & quand on a la force en main pour faire valoir la supposition la plus injuste, on prend aisément un ton fier & hardi : à les entendre parler, disje, la véritable Eglise figurée par Sara, souffroit les mépris & les outrages d'Agar la concubine, en Bearn & ailleurs. C'est ainsi qu'on désignoit l'Eglise Réformée par une allégorie qui seroit peut-être supportable, si ces Messieurs prouvoient bien qu'ils ont conservé l'ancienne doctrine des Apôtres & la pureté de l'Evangile.

Ce n'est pas tout. Si nous en voulons croire Dinet, ceux de sa Communion gémissoient dans le Bearn sous un esclavage plus dur que celui des Chrétiens opprimés par les Turcs en Orient. A t-on jamais rien entendu de plus extravagant ? de quoi s'agissoit-il dans le fond ? De ce que les Evêques de Lescar & d'Oleron n'avoient pas le moyen d'aller en carosse ; de ce que les biens Ecclesiastiques demeuroient affectés au bon usage fait par la Reine Jeanne d'Albret de l'avis & du consentement des Etats du païs. Et comment les Catholiques Romains perdirent-ils ces biens qu'ils réclament aujourd'hui avec tant de hau-teur ? en punition d'un noir attentat contre leur Souveraine légitime. Après cela, des gens que le souvenir du crime de leurs procès devoit couvrir de confusion, vien-

1617. nent dire gravement au petit-fils de cette Princesse : *Nous ne vous demandons pas, Sire, qu'à l'imitation de S. Louis vous passiez à repasser les mers pour chasser de l'Orient l'ennemi du nom Chrétien, ou pour recouvrer les saints lieux qu'il occupe injustement. Mais nous interpellons votre religion, nous sommons votre justice, de ne permettre pas que les sujets Catholiques de votre Principauté de Bearn, soient plus maltraités que ne sont ceux de la Religion prétendue Réformée dans votre Royaume. Je dirai plus, quoi qu'avec honte, mais avec vérité. Les Catholiques sont en Bearn dans un état pire que celui des pauvres Chrétiens sous la domination des Infidèles.. Quelle impertinence ! disons mieux : quelle malignité pour surprendre un Prince de seize ans !.*

*Mme Mme
Francis.
1617.* La remontrance que Cospeau Evêque d'Aire fit selon la coutume à la fin de l'Assemblée, étoit plus éloquente. Ce Prélat avoit acquis de la réputation par ses prédications & par une conduite assez régulière. Il parla fortement au Roi contre les duels; contre les Evêchés & les bénéfices donnés à des enfans à la mammelle, souvent même à ceux qui étoient encore dans le ventre de leur mère; contre les pensions sur les biens d'Eglise accordées aux Laïques; enfin contre les appels comme d'abus ; c'est le grand grief des Evêques de France. Ils souffrent avec une extrême impatience de se voir assujettis à la juridiction des Parlements. On ne pouvoit, au gré de Cospeau, faire un plus indigne traitement à Jesus-Christ. C'est le plus grand

1617.

grand renversement de la discipline Ecclesiastique. Les Prélats de l'Eglise Gallicane auroient meilleure grace de presser fortement l'observation des anciens Canons; si pourtant il est vrai que les appels comme d'abus leur soient contraires, quand ces Meffieurs se soumettront d'une maniere édifiante aux réglemens des Conciles anciens & modernes contre la pluralité des bénéfices & contre les translations. Cospean un des Evêques les plus réguliers de son temps eut trois Evêchés Il ne fit jamais scrupule de quitter le plus pauvre pour le plus riche. Aire vaut moins que Nantes, & le revenu de Lisieux est plus considérable que celui de Nantes.

Les reproches de quatre Ministres de l'Eglise Réformée de Paris, dans leur Epître dédicatoire au Roi, tenoient au cœur des Prélats de l'Assemblée. Cospean voulut y répondre à la fin de sa harangue. Mais son éloquence donna fort à gauche dans cette occasion. L'impiété parle plus haut que jamais, dit-il; les Ministres de l'irreligion & du mensonge osent dans une lettre qu'ils ont eu l'impudence d'adresser à votre Majesté, nous charger de leurs crimes, & imposer à l'Epouse de Jesus-Christ la desobéissance & les félonies de la paillarde de Satah. Si le monde n'étoit pas accoutumé aux manières fanfaronnes, & aux exprefſions outrées & calomnieuses des gens de l'Eglise de Rome, lors même qu'ils entreprenent de soutenir leurs plus mauvais endroits, je serois tenté de faire voir le ridicule de cette période étudiée de l'Evê-

3657.

que d'Aire. Gracchus accuse ici les autres de sédition: Catilina déclame contre le factieux Cethégus. Mais laissons là les recriminations de ces Messieurs. Voions comment Cospean se tirera d'un pas fort glissant: il s'y est engagé mal à propos. Nous leur ferons toujours quitter la lice, en ce qui concerne la cause de Dieu, de la foi & de la Religion, ajoute-t-il: tout le monde sait qu'ils l'ont quittée à Mante Esq; à Fontainebleau. En vérité, la rodomontade est plaisante. Parmi tous les gens de l'asssemblée, y en avoit-il un dont l'érudition & l'habileté fût comparable à celle de Mestrezat, l'un des quatre Ministres de Paris? Aucun des Evêques de France a-t-il jamais entrepris de répondre au Traité de l'Eglise & aux autres livres que Mestrezat a publiés? Y a-t-il rien de plus foible, de plus commun que la Défense, de Richelieu Evêque de Luçon contre la Lettre des quatre Ministres de Charenton adressée au Roi? La Conférence de Fontainebleau entre le Cardinal du Perron & du Plessis Mornai ne venoit point à propos en cet endroit. Quand il seroit vrai que le Cardinal avec sa fausse éloquence & ses tours d'imagination éblouissans, auroit paru supérieur à un Gentilhomme peu accoutumé aux disputes & aux actions publiques, qui passa presque toute sa vie à l'armée & dans les affaires, ce ne seroit pas un si grand sujet de triomphe pour le Clergé de France. Mais il ne s'agit pas ici de la controverse sur l'Eucharistie, ou sur quelqu'autre point contesté entre les deux Communions. Suivons Cospean.

ED.

1627.

En ce qui est de la fidélité & de la soumission que nous devons aux Rois nos Souverains, ajoute-t-il hardiment, nous ne craignons les réproches d'aucun Prince, qu'une Religion contraire ne rendra point passionnée. Au lieu que nos adversaires n'effaceront jamais la tache dont le Roi d'Angleterre, qu'ils tiennent pour le protecteur de leur croissance, a flétrî la réputation de leur fidélité, en s'écriant hautement & avec un ressentiment merveilleux, qu'ils ont cherché à le faire périr avant qu'il fût né, & à le privier en l'ensorfant avec sa mère, de la lumière de la vie, avant qu'il eût vu celle du Soleil. Voici bien du galimatias. Sans nous mettre en peine de rechercher la justice & la vérité des reproches que Jacques Roi de la Grande Bretagne, peut avoir faits à quelques Ecossais, il suffit de dire que ce Prince étoit le dernier que le Clergé de France dût alléguer en cette rencontre. Ces Messieurs croioient-ils que le monde eût oublié déjà l'horrible *conspiration des poudres* tramée par des Prêtres contre le Roi, contre ses enfans, & contre tout le Parlement d'Angleterre? Ne se souvenoit-on plus des défenses du Pape encore vivant aux Anglois Catholiques Romains de prêter à leur Roi un serment de fidélité qu'il avoit raison d'exiger d'eux, pour mettre & sa couronne & sa vie en feureté contre leurs entreprises? Avec quel front, Cospean atteste-t-il le Chancelier de Silleri & du Vair Garde des Sceaux si bien informés de ce qui s'étoit passé à Rome & en Angleterre dans cette affaire? Plusieurs de ceux qui entendirent la harangue de

1647 de l'Evêque d'Aire, avoient vu ce que les Catholiques de France firent durant la ligue. Ils étoient témoins des louanges données dans les livres & dans les Sermons à l'assassin du Roi Henri III. Ils favoient les attentats de Barrière, & de Châtel contre la vie de son successeur. Ils regrettent la mort funeste d'Henri IV. tué par Ravaillac. Et qui avoit porté ces malheureux à des crimes si atroces? Des Sermons prêchés, des livres publiés avec approbation dans Paris. Le décret de l'Inquisition de Rome qui condamnoit l'arrêt du Parlement de Paris contre Châtel, contre Guignard, & contre les Jésuites, n'excita-t-il point Ravaillac à poignarder le Prince qui souffrit trop patiemment cette détestable censure? Enfin, quand le Tiers Etat voulut, il n'y a pas trois ans, mettre la personne de Louis XIII. & de ses successeurs en seureté, & établir l'indépendance de leur couronne, qui s'opposa hautement à l'exécution de ce louable dessein? Les mêmes Evêques, au nom de qui Cospean fait sa belle remontrance. Le Cardinal du Perron prononça pour eux une harangue, dont leurs successeurs ont eu si grande honte, qu'ils l'ont ôtée des archives du Clergé, où elle fut mise comme quelque chose de rare & d'authentique.

*Arrêt du
Conseil*

d'Etat qui: L'Evêque d'Aire remercia le Roi en ordonne termes fort emphatiques de l'arrêt donné le rétablissem- à Fontainebleau le 25. Juin pour le rétablissem- ment de la Religion Romaine en Bearn, & pour la restitution des biens Eccle-

Ecclesiastiques de cette Province. quel 1617.
 moyen , dit Cospean, de faire entendre ma Romaine
 foible voix parmi les cris & les chants d'alle. & la resti-
 gresse d'un million de Catholiques qui louent biens Ec-
 Dies, & bénissent le Roi & sa piété? Que clesiasti-
 vòtre Majesté ait achevé à l'âge de seize ans ques en
 ce que la merveille des Rois, vòtre pere, a
 désiré plus de seize ans, & n'a jamais pu
 achever ; cela demande pour toute louange,
 l'admiration, l'étonnement, & le silence.
 Flatterie fade & indigne d'un Evêque, lors
 qu'on l'examine avec un peu de raison &
 d'équité. Le feu Roi importuné par les Mercure
François.
1617.
 continues instances du Pape & du Cler-
 gé donna quelques esperances de rétablir
 la Religion Romaine, & de restituer les
 biens Ecclesiastiques en Bearn. Mais une
 chose arrêtoit Henri IV. instruit par Jean-
 ne sa mere , Princesse éclairée, juste, &
 vraiment Chrétienne; Il savoit que le
 Bearn , selon l'ancien Droit de tous les
 peuples en Espagne , en Angleterre , en
 France, en Allemagne, en Italie, se gou-
 vernoit par ses *fors ou coutumes* , dont l'une
 est, que le Prince ne peut changer de lui-
 même ce qui se trouve établi par l'assem-
 blée des Etats du païs. Cet usage , disoient
 les Bearnais, c'est la *loi fondamentale & con-*
tractuelle du Souverain avec ses sujets. La
 Religion Romaine étant donc abolie , &
 les biens de l'Eglise saisis en vertu d'un
 acte solemnel passé dans les Etats du païs,
 Henri IV. ne voulut pas entreprendre une
 chose contraire aux loix de sa Principauté de
 Bearn , qu'il connoissoit bien & qu'il ob-
 serva religieusement. Au lieu que son fils

trom-

1617. trampé par des Ministres intéressés, & surtout par du Vair Garde des Sceaux qui prétendoit faire sa cour au Pape, & obtenir un chapeau de Cardinal, donne un arrêt qui renverse les loix les plus sacrées, & l'ancienne liberté du Bearn. Voilà ce merveilleux exploit d'un Roi de seize ans, qui demande pour toute louange, l'admiration, l'étonnement, & le silence. Que des gens qui ont de si bas sentimens, méritent bien de se voir réduits à un dur & honteux esclavage !

Avant que l'arrêt fût donné au Conseil du Roi, les Députés généraux des Eglises Réformées de France présenterent requête pour demander que la décision de l'affaire de Bearn fût différée jusques au retour de Lescun Député particulier des Réformés de Bearn. Par un arrêt du dernier jour de l'année précédente, il fut ordonné que le jugement seroit remis à un autre temps. Lescun eut permission de s'en retourner & de retirer même ce qu'il produisoit pour la défense de sa cause. Mangot alors Garde des Sceaux & les Ministres d'Etat lui promirent qu'on ne passerait pas outre en son absence. Tout cela est représenté par les Députés généraux : mais on n'y a point égard. L'arrêt du rétablissement de la Religion Romaine, & de la restitution, ou main levée des biens Ecclésiastiques en Bearn, est accordé aux instances de l'Assemblée du Clergé. Les revenus de l'Eglise faisis par la Reine Jeanne étoient employés à l'entretien des Ministres, des Collèges, des Professeurs, & à d'aut-

à d'autres usages honnêtes & légitimes. 1617.
 De peur que tous les Huguenots de France ne crient trop fort contre l'arrêt, le Roi fait écrire à ceux de Bearn qu'ils aient à députer quelques-uns d'entre eux, pour voir procéder au remplacement que sa Majesté veut faire en leur faveur, des revenus Ecclesiastiques, dont elle accorde la main levée au Clergé. Les Réformés de Bearn tinrent incontinent une assemblée à Orthez. Ils y prirent la résolution généreuse & digne d'un peuple libre, de mourir plutôt que de consentir à l'infraction de leurs anciennes loix & à l'abolition de la Religion établie dans les formes. Mais outre qu'ils n'étoient pas assez forts pour résister à toutes les troupes du Roi, ils avoient parmi eux des gens à qui leurs intérêts particuliers furent plus chers que ceux de la patrie & de la Religion. Le Marquis de la Force Gouverneur de Bearn, se trouvoit pour lors à la Cour. Il s'oppose va-gouereusement à l'arrêt, il remontre les difficultés de l'exécution, il en fait voir les dangereuses conséquences. Ses intentions furent droites d'abord. Mais veulant à refléchir ensuite, qu'il ne lui étoit pas possible d'empêcher une chose, où l'autorité du Roi se trouvoit commise, & que le Favori & les Ministres soutiendroient, le Marquis se laisse tenter par l'espérance d'un bâton de Maréchal de France: il promet de s'employer à faire exécuter l'arrêt.

Lescun Conseiller au Conseil souverain de Bearn fut renvoyé en Cour par l'assem-blée Lescun parle avec courage

blée d'Orthez. Il avoit ordre de représenter à sa Majesté les droits de la Province. Cet homme de bien, dont l'injuste supplice auquel il fut condamné quelque temps après, ne flétria jamais la mémoire dans l'esprit des bons François, s'accutte de sa commission avec beaucoup d'honneur & de courage. *Vos sujets de Bearn, Sire,* dit-il au Roi, *ont eu depuis leur première origine plus de soin que vos autres peuples, de conserver les coutumes de leur païs.* Il y a trois cens ans & plus que nous vivons sous la domination de votre Majesté & de ses prédeceiseurs de pere en fils, ou de proche en proche. Depuis ce temps-là, Sire, les loix fondamentales & contractuelles du Bearn ont été religieusement gardées. La plus considérable de toutes, c'est que le Seigneur Souverain n'a jamais fait aucun changement dans l'Etat sans l'avoir, ou sans la réquisition de tous les ordres du païs. Votre Majesté ayant commandé par sa lettre du dernier Juin aux Ministres & aux Anciens de votre Souveraineté de Bearn, de vous envoyer des Députés pour voir procéder au remplacement des biens Ecclesiastiques, nous sommes, tous prêts de vous obeir, pourvu que ce soit sans violer les loix fondamentales & contractuelles, du païs dans lequel nous sommes, nés, nourris & élevés. Je suis chargé, Sire, de me jeter aux pieds de votre Majesté, & de la supplier très-humblement, de permettre que la députation se fasse par une Assemblée de tous les ordres du païs, & par les Eglises Réformées des Provinces du Languedoc & de la basse Guienne, puisque votre Majesté

jeusté trouve bon que ses sujets de Bearn traient leurs affaires conjointement avec les Eglises Réformées de votre Royaume & par le ministere des mêmes Députés Généraux. J'eus l'honneur de présenter l'année dernière à votre Majesté dans son Conseil un cahier & quelques réquêtes; on n'a pas répondu encore. Vos sujets de Bearn, Sire, vous supplient très-bumblement de leur faire justice sur ces productions.

La demande étoit raisounable. Selon les anciennes loix du Bearn, dont le Souverain juroit l'observation à son avènement à la Principauté, il ne peut faire aucun changement dans le païs, que de l'avis, ou bien à la réquisition des Etats de la Province. La Religion Romaine étoit abolie, & les biens Ecclesiastiques furent faisis de cette manière, sous la Reine Jeanne d'Albret. Il falloit donc prendre la même voie sous son petit-fils, afin de rétablir les choses dans leur premier état. Louis XIII. permettoit aux Bearnois de traiter leurs affaires conjointement avec les autres Réformés de France: Sa Majesté devoit trouver bon que les Bearnois consultassent ceux de leur Religion dans les provinces voisines, sur une chose qui regardoit l'intérêt général de la Réformation en France. Mais quelle justice doit-on attendre d'un jeune Prince surpris & conduit par un Favori & par des Ministres interessés? Les remonstrances de Lescun furent inutiles. L'arrêt du rétablissement de la Religion Romaine, & de la restitution des biens Ecclesiastiques, est confirmé par un autre

1617. autre donné au mois de Septembre. Et pour appaiser l'esprit des Huguenots que cette innovation allarme, le Roi prétend faire grâce aux Béarnais, en ordonnant qu'ils seront dédommagés de la perte que souffrent les Eglises Réformées de la Province auxquelles on ôte la jouissance des revenus Ecclesiastiques, en touchant une somme égale assignée sur le domaine de Bearn & de quelques Seigneuries voisines. Les Etats de la Province protestèrent d'une commune voix contre cette infraction manifeste de ses loix & de ses priviléges. On résolut de former de nouvelles oppositions à l'exécution de ces arrêts injustes, & de poursuivre la réparation du tort fait

Mémoires aux fors & aux coutumes du Bearn. Je rapporte le détail de cette affaire pour plusieurs raisons. Outre que les loix de l'histoire m'obligent à rendre justice aux Béarnais, qui défendent si courageusement leur ancienne liberté; l'entreprise sur le Bearn, dit fort bien le Duc de Rohan, c'est la source des maux que tous les Réformés de France souffrissent sous le règne que je décris.

Réunion
de la Principauté
de Béarn
à la Couronne de
France.

Les Etats de Bearn confirmèrent la résolution déjà prise, de s'opposer à la réunion de leur Principauté à la Couronne de France, à moins qu'elle ne se fit du consentement de tous les Ordres du pays assemblés. Le Bearn, disoient-ils, est une Souveraineté distincte & séparée du Royaume de France & de tous les autres. Il se gouverne par ses fors & par ses coutumes. Les habitans ont été des Seigneurs pour la conservation

vation des loin du païs. Le Souverain ne peut les changer ni les reformer que du consentement de ses sujets. Le Clergé & les Catholiques Romains de Bearn, qui cherchoient à faire leur condition meilleure, soutenoient qu'il étoit naturellement réuni à la Couronne, en conséquence de l'avènement d'Henri IV. au Roiaume de France, dont le Bearn est un fief & une dépendance. Les Huguenots de la Province seroient réduits sur le pied de l'Edit de Nantes. Le Bearn, disoient les Catholiques, n'a pas de plus grands priviléges que le Comté de Toulouse & le Duché de Bretagne. Ces deux Provinces n'ont-elles pas été réunies à la Couronne, dès que les Rois de France les ont possédées par succession, ou autrement? La Cour qui ne demande pas mieux que d'assujettir également toutes les parties du Roiaume, & de les dépouiller insensiblement de leurs priviléges & de leur liberté, crut que cette réunion lui serviroit à réduire le Bearn. Le Roi donne donc un Edit vers la fin de cette année.

Il faut avouer de bonne foi que la réunion paroît foudée sur un ancien usage. Lors qu'un Prince parvient à la Couronne, s'il possède des fiefs & des domaines qui en relèvent, ils y sont réunis. Quoiqu'il ne paroisse pas que depuis Louis XII. les Rois de France aient exigé l'hommage de la Principauté de Bearn, on voit que les anciens Vicomtes, de ce petit Etat, se reconnoissoient feudataires du Duché d'Aquitaine possédé par les Rois d'Angleterre. Les contestations pour la succession à la

1636.
Mercurie

Français.

1617.
Gramond

Historia-

rum Gal-

liae. L. III.

1617.

1617. Principauté de Bearn, furent portées à Bourdeau devant la Cour des Rois d'Angleterre Ducs d'Aquitaine, & de là au Parlement de Pâris. Cela prouve assez que depuis le demembrement de la Monarchie de Charlemagne, le Bearn fut une arrière-fief de la Couronne de France. Et après que l'Aquitaine y fut réunie, le Roi Charles V. contraignit par corps le Comte de Foix alors Séigneur du Bearn, à lui faire hommage. Mais quoique la réunion de cette Province semble appuyée sur une ancienne coutume, cela n'empêche pas que les Bearnois ne fussent bien fondés à demander que la réunion ne se fit point sans le consentement des Etats du païs, afin qu'ils pussent stipuler du moins la conservation de ses droits & de ses priviléges. Cette formalité fut observée à la réunion du Languedoc & de la Bretagne. Si les Rois de France gardoient plus religieusement les promesses faites aux Provinces réunies, peut-être que les Bearnois n'auraient pas eu tant de peine à consentir à la réunion de leur païs. Mais le malheur des autres faisoit peur aux gens du Bearn. Avoient-ils si grand tort d'éviter autant qu'il leur étoit possible, d'être assujettis à ce pouvoir arbitraire, sous lequel les Provinces les plus libres gemisoient depuis un long temps, & qui les accable plus que jamais sous le regne présent?

Le Vice-roi de Naples, le Gouverneur de Milan, & Peu de temps après la révolution arrivée à la Cour de France par la mort du Maréchal d'Ancre, & par l'éloignement de la Reine mère, où reçut des nouvelles d'Italie,

sie, qui donnèrent de l'inquiétude à Luynes & aux Ministres d'Etat. Les Espagnols ^{1617.} résolus à se venger une bonne fois du Duc de Savoie relevé de ses peines précédentes par le secours que le Maréchal de Lesdiguières lui amena vers le commencement de cette année, mirent le siège devant la Ville de Vercel; & leur armée étoit de trente mille hommes. On devoit craindre que la prise d'une place importante, ne fût suivie de l'invasion de tout le Piémont: & que la France épisée par ses brouilleries domestiques, ne se trouvât enfin dans la nécessité d'entrer en guerre ouverte avec l'Espagne, pour délivrer Charles Emmanuel de l'oppression dont il étoit menacé. Les plus clairvoians en politique ne comprenoient rien aux démarches irrégulières des Espagnols dans les affaires d'Italie. Philippe III. passoit pour un Prince amateur de la justice & de la paix. Le Duc de Lerme son premier Minitre cherchoit le repos & par son inclination naturelle & pour ses intérêts particuliers. Monteleon Ambassadeur de sa Majesté Catholique en France, protestoit que le Roi son Maître n'avoit nul dessein de troubler le repos de l'Italie, ni d'opprimer le Duc de Savoie. Philippe & le Duc de Lerme disoient la même chose à Senecé Ambassadeur de Louis à Madrid: Et cependant les Espagnols étoient puissamment armés & par terre & par mer en Italie. Les Venitiens & le Savoiaard croient par tout que l'Espagne pensoit à les perdre, & que leur ruine seroit bien-tôt suivie de celle de tous les autres Souverains d'Italie.

Tom, III,

C

On

1617. On avoit peine à s'imaginer que Philippe & son premier Ministre fussent de si grands fourbes, ni qu'ils youlussent s'exploiter si facilement à passer pour des hommes sans honneur & sans probité. Cela paroissoit trop contrarie à leur naturel. Beaucoup de gens crurent donc que les troubles de l'Italie, n'avoient pas d'autre cause qu'une espèce de Triumvirat que Giron Duc d'Os-sone Viceroy de Naples, Tolède Marquis de Villa Fratta Gouverneur de Milan, & da Quenza Marquis de Bedmar Ambassadeur d'Espagne auprès de la République de Ve-nise, formèrent entr'eux. Ces trois Messieurs remplis de vastes projets entretie-noient une étroite correspondance les uns avec les autres : ils avoient en tête de brouiller, que dis-je ? d'opprimer toute l'Italie ; soit qu'ils prétendissent se signaler dans le monde, soit qu'ils pensassent seulement à se rendre nécessaires à leur maître, & à tirer plus de profit de leurs em-plois. Habilés & astucieux autant que le pouvoient être des gosses d'esprit : fermés premièrement aux affaires dans la Cour de Philippe II. Roi d'Espagne, ou du moins par les Etetes de ce Prince entreprenant, fourbe & dissolue ; les nouveaux Trium-virs engageoient de concert la Cour de Madrid à certaines démarches, que la Na-tion Espagnole extrémement jalouse du point d'honneur, se croisoit assurée obligée de soutenir. De là ces contestations co-tinelles avec le Duc de Savoie sur l'exécu-tion du Traité d'Assy monteux au Roi d'Espagne. De là ces nouvelles brouille-ries

Nani Historia Veneta. L.

III. 1617.

1617.

ries avec la République de Venise à l'occasion de l'irruption faite dans les Etats de l'Archiduc de Gratz proche parent & le meilleur ami de sa Majesté Catholique.

Le Duc d'Ossone Seigneur plein de faste & d'ambition armoit puissamment sur mer dans le Royaume de Naples sous divers prétextes; de reprimer les Corsaires d'Afrique, d'arrêter les entreprises des Turcs, de tenir les Venitiens en échec, & de leur donner de la jalousie du côté de leur Golfe, d'envoyer du secours à l'Archiduc de Gratz vigoureusement attaqué, ou du moins de s'opposer au passage des vaisseaux & des troupes que les Etats-Généraux des Provinces-Unies devoient fournir aux Venitiens, selon le Traité fait entre les deux Républiques. Don Pedro de Toléde formoit de son côté une armée considérable dans le Milanois; Et la Cour de Madrid prévenuë par les insinuations du Gouverneur, qu'il seroit impossible de réduire le Duc de Savoie à d'autres conditions que celles du traité d'Ast, à moins qu'on n'humiâât ce Prince fier & opiniâtre; la Cour d'Espagne, dis-je, donnoit du moins son consentement tacite à tout ce que Don Pedro représentoit comme une chose nécessaire. Enfin, Bedmar remontrait sans cesse: qu'il étoit de l'intérêt du Roi son maître de rabattre l'orgueil de la République de Venise, ennemie déclarée & irréconciliable de la grandeur de la Monarchie d'Espagne. Il n'est pas si difficile, disoit-il, de ruiner une ville superbe, & qui se flatte d'être imprenable par sa situation.

1617. J'en pourrois bien trouver les moyens, ajoutoit l'Ambassadeur sans s'expliquer davantage. En tout cas, il n'est pas impossible d'humilier un Sénat enivré de la fausse antiquité de sa noblesse & de son indépendance. On le mettra bien en état de ne se joindre pas à la première occasion avec les ennemis de la Maison d'Autriche, & de ne traverser plus nos projets en Allemagne & en Italie.

On trans. Les Venitiens qui ne manquent pas de porce à Madrid du Triumvirat. Ils se persuadent que les la négociation de affaires ne finiront jamais tant qu'il faudra la paix négocier avec les Ministres du Roi d'Espagne en Italie, & que le moyen le plus sûr de déconcerter les Triumvirs; c'est de traiter à Madrid avec Philippe même, ou

Nani His. du moins avec le Duc de Lerme. Les *Tistoria Veneta. L.*

III. 1617. voilà donc qui ordonnent à Griti leur Ambassadeur en Espagne, homme, dit-on, qui n'avoit ni moins de flegme, ni moins de sagacité que les Espagnols, d'entamer une nouvelle négociation à Madrid. Les avis furent differens dans le Conseil de sa Majesté Catholique, sur la proposition du Sénat de Venise. Les uns disent qu'il faut avant que d'entrer en traité, rétablir la réputation & l'autorité de la Couronne d'Espagne, à laquelle on avoit donné des atteintes en Italie. D'autres représentent que les Princes d'Italie témoignant quelque dégoût de la domination Espagnole, du moins un grand mécontentement de la hauteur avec laquelle on les traite, il est d'une extrême importance d'en prévenir les suites, & de conclure au plutôt l'accord

commodelement, de peur qu'on ne s'avise de former une ligue contraire aux intérêts de sa Majesté Catholique, dont le Roi de France se fera le chef & le protecteur. Ce dernier avis étoit plus sage & plus conforme aux inclinations de Philippe & de son premier Ministre. Le Duc de Lerme flatté de l'honneur d'être comme l'arbitre de la paix & de la guerre, & de terminer les affaires d'Italie sans que la France y eût aucune part, fait consentir son Maître d'entrer en négociation: & l'Ambassadeur de Venise reçoit bien-tôt les pouvoirs nécessaires de la part du Senat & du Duc de Savoie, pour l'accommodelement de la République avec l'Archiduc de Gratz, & pour celui de Charles Emmanuel avec le Roi d'Espagne.

On trouva fort étrange à la Cour de France, que le Roi ayant emploie ses bons offices & offert sa médiation de si bonne grâce, les Espagnols & les Venitiens lui tiraillent ces deux affaires d'entre les mains, sans son consentement & sans en rien dire à Senecé Ambassadeur de sa Majesté à Madrid. On accusa le Sénat d'ingratitudine. Et Louis se plaignit amèrement au Pape par la bouche de Marquemont Ar-<sup>Vittorio
Siri Mea
marie Re
conde.</sup> chevêque de Lion. Peut-être que les Ve-Tom, IV.
nitiens ne sont pas si blâmables dans le pag. 12.
fond. Le Sénat se défioit de Marie de
Médicis & du Maréchal d'Aucre qui vi-
voit encore. Il craignoit, & le Duc de
Savoie étoit dans la même pensée, que
les Ministres d'Espagne n'eussent trop de
crédit auprès de la Reine mère, & que

1617. Conchini sur le point de devenir supérieur à tous ses ennemis par la prison du Prince de Condé, & par la réduction des Seigneurs malcontents, ne fut entièrement dévoué à la Cour de Madrid. C'est pourquoi le Sénat & Charles Emmanuel n'attendirent pas grand secours de la médiation du Roi de France. Ils s'imaginèrent, & ce ne fut pas sans raison, qu'on se tireroit plutôt & plus honnêtement d'intrigue, en négociant soi-même à Madrid. Les Ministres d'Espagne paroisoient être plus traitables, quand la France ne prenoit pas connoissance des affaires d'Italie. Il y avoit pourtant en cela un inconveniēt considérable. C'est que le Traité se faisant désormais sans médiateur & sans garans, les Venitiens & le Duc de Savoie demeuroient à la discretion de la Maison d'Autriche, qui pouvoit le rompre feurement, dès qu'elle y trouveroit son avantage. On s'en apperçut dans la suite. Nous verrons que les Venitiens transporterent la négociation de Madrid à Paris. Cela leur parut d'autant plus nécessaire, que le nouveau Ministère affectant depuis l'éloignement de la Reine mère, de s'opposer aux projets des Espagnols, on devoit espérer que la médiation de la Couronne de France, seroit plus utile & plus efficace. Les Ministres d'Angleterre se plaignirent aussi de ce que leur Roi ayant témoigné tant de bonne volonté au Sénat & au Duc de Savoie dans ces deux affaires, ils en transféroient la négociation à Madrid sans rien dire à sa Majesté Britannique. On ne se mit pas en peine des re-

remontrances de l'Ambassadeur de Jacques. 1617.
 Les Venitiens comptoient encore moins
 sur lui que sur le Roi de France. On
 commence donc de traiter à Madrid. Mais,
 soit que ce fût un effet du flegme ordinaire
 des Espagnols ; soit que Don Pedro & le
 Marquis de Bedmar eussent l'adresse de re-
 culer la conclusion d'un accommodement
 contraire à leurs intérêts & à leurs desseins,
 les choses alloient si lentement que les
 Venitiens continuèrent leurs hostilités dans
 le Frioul contre l'Archiduc de Gratz. Et
 le Gouverneur de Milan eut le temps d'af-
 festabilier ses troupes, & de fondre sur la vil-
 le de Vercell.

Quoique Don Pedro tâchât de couvrir Le Gou-
 son dessein véritable en feignant d'euro verneur
 loir à Crescentin, il ne prit pas si bien ses de Milan
 mesures que Charles Emmanuel Prin. Vercell & C
 ce vigilant, ne fût assez promptement assiége
 averti que l'Armée Espagnole marchoit à le prend.
 Vercell. La place n'étoit pas mal fortifiée ; mais elle manquoit de poudre &
 d'hommes pour une longue & vigoureuse résistance. Le Duc de Savoie y fit passer
 promptement quinze cens hommes de pied,
 & quelques Compagnies de Cavalerie avec
 un fort habile Ingenieur. Cinq cens Ca-
 valiers qui portoient chacun en croupe Vittorio
 un sac de poudre, n'entrerent pas si heu- Siri Me-
 reusement dans Vercell quelques jours morie Re-
 après. Don Pedro informé de leur mar- condite.
 che, les fit attendre sur le passage. Les Tom. IV.
 Espagnols ayant surpris les Savoiards par p. 109.
 derrière, oa mit le feu aux sacs de pou- Les 110.
 dre. Le spectacle fut affreux. Des hom-
 mes

1617. mes & des chevaux étoient grillés tout vivans. Quarante Courreurs se sauvèrent seulement dans la ville avec le peu de poudre qu'ils portoient. Un si funeste accident n'empêcha pas que la Garnison ne se

*Nano His-
toria Vo-
netal. III.* défendit bravement durant deux mois. Chaque Emmanuel s'avanza lui-même à la tête

1617. de neuf mille hommes de pied & de quatorze cens chevaux, afin de jeter du secours dans Verceil. Il fit à son ordinaire tout ce qu'on devoit attendre d'un Général habile & expérimenté. Mais n'ayant pu faire entrer que mille hommes avec une provision de poudre assez modique, la place n'étoit pas en état de tenir long-temps, contre les Espagnols qui attaquoient vigoureusement. Quand ils furent logés sur la brèche, les assiégés demanderent à capituler. On dit qu'il y eut soixante & sept mille coups de canon tirés durant le siège, & que les Espagnols y perdirent six mille hommes, soixante Capitaines, & plusieurs personnes de considération. De quoi s'agissoit-il dans cette affaire ? de je ne sai quel point d'honneur. Le Roi Catholique ne vouloit pas avoir le démenti de son entreprise d'humilier le Duc de Savoie. Malheureuse condition des sujets, si sous la domination des Princes Chrétiens, à qui la Religion enseigne d'épargner le sang humain autant qu'il est possible, & de pardonner même les injures les plus atroces, il faut que la vie de plusieurs milliers d'hommes, soit librement sacrifiée, parce qu'un puissant Roi ne veut pas souffrir qu'un Prince inférieur ait

1617.

ait la hardiesse & le courage de lui résister!

Dès que la nouvelle du siège de Vercceil fut portée à Paris, Luines & son nouveau Ministère, qui affectoient de prendre le contrepied de ce qui se faisoit sous Marie de Médicis, & durant la vie du Maréchal d'Ancre, crièrent bien haut qu'il falloit envoier au plutôt un puissant secours au Duc de Savoie. Le Roi témoigna tout publiquement, qu'il savoit bon gré au Maréchal de Lesdiguières de n'avoir pas obéi aux ordres envoiés à la fin de l'année dernière.

Sa Majesté lui donna un aveu authentique de ce qu'il avoit fait, afin qu'on ne pût l'inquiéter sur une entreprise fort hardie pour un sujet. L'acte en fut vérifié au Parlement de Paris avec de grands éloges donnés au Maréchal. Louïs fit appeler le Duc de Monteleon Ambassadeur d'Espagne, & sa Majesté lui déclara ce qu'elle

peussoit de ce mouvement imprévû du Gouverneur de Milan. *Quelque grande que soit la passion que j'ai de vivre en bonne intelligence avec le Roi d'Espagne, sur tout depuis l'étroite alliance que nous avons contractée l'un avec l'autre, dit Louïs à Monteleon, je crains que la conduite irrégulière de Don Pedro de Tolède, ne m'oblige enfin à faire quelque chose contre mon inclination. Ecrivez au Roi votre Maître que je le conjure par l'amour qu'il doit avoir pour le repos de l'Europe, d'accorder au Duc de Savoie des conditions raisonnables. Car enfin, ni l'intérêt de ma Couronne, ni mon honneur ne me permettent point de souffrir que mes alliés soient opprimés. Si le Duc de Savoie refuse d'accepter*

Diverses
intrigues
en France
à l'occas-
sion du
siège de
Vercceil.

*Histoire
du Connec-
table de
Lesdi-
guidores.*

*L. IX.
Chap. 6.
Vittorio
Siri Me-
morie Re-
condite.
Tom. IV.
p. 151.*

1617. cepter les propositions justes qu'on lui fera, je serai le premier à me déclarer contre lui & à le contraindre de s'en contenter. Mais si le Roi Catholique entreprend de le réduire par la force, avant que de lui offrir un accommodement honorable à un Prince Souverain, je ne pourrai me dispenser de prendre sous ma protection la personne, la maison, & les Etats du Duc de Savoie. Plusieurs autres puissances se déclareront pour lui, dès que je leur en aurai donné l'exemple : & cette affaire est capable d'allumer une guerre générale dans l'Europe. Il n'est question dans le fond que de certaines formalités peu importantes. J'espère que le Roi votre Maître voudra bien les sacrifier au repos public. C'est une action digne de sa religion & de sa générosité.

Afin que l'Ambassadeur d'Espagne voie par lui-même que sa Majesté parle sérieusement ; des troupes qu'elles congédioit depuis la soumission des Seigneurs malcontents, on en réserve quinze mille hommes pour le secours de Vercueil. On fait encore les fonds nécessaires pour la subsistance de l'armée durant trois mois ; & le Thésorier de l'Extraordinaire des Guerres remet à Lyon les deniers destinés. Charles Emmanuel persuadé qu'il ne fera jamais sa Ville de Vercueil sans un prompt secours de la France, envoie le Marquis de Lanz faire des complimens à Louis, sur ce qu'il prend en main l'administration des affaires de son Royaume. Tel fut le prétexte de l'Ambassade extraordinaire. Le véritable dessein, c'est de ré-

*Mémoires
de Dugange
ant. pag.
112. Histoire du
Capnétal de
Lefdi. guitres.
L. IX.
Chap. 6.*

présenter vivement au Roi les dangereuses conséquences de l'entreprise du Gouverneur de Milan, & de faire en sorte que sa Majesté ordonne au Maréchal de Lesdiguières, de marcher incessamment au secours du Piémont, comme il étoit stipulé dans le Traité d'Asti, dont Louis promit la garantie. Il paroît irrité de ce que les Espagnols s'opiniâtent au siège de Vercceil, & commande que les troupes s'avancent au plutôt vers l'Italie, & qu'elles rejoignent celles du Maréchal de Lesdiguières en Dauphiné. Le Duc d'Angoulême devoit les conduire sur la frontière, & y attendre le Maréchal, à qui le commandement général de l'Armée de Piémont fut destiné. La Noblesse Françoise eu-nuée déjà d'une paix de trois mois, ne respiroit que la guerre. Des gens de la première qualité attendent avec impatience le moment de monter à cheval. Le Duc de Rohan mécontent de ce que Luines le regarde de travers, & de ce que le Duc de Maine, de Nevers, de Vendôme & les autres coatre lesquels il a fait la guerre pour le Roi, sont mieux reçus à la Cour que lui; Rohan, dis-je, prend le parti d'aller passer son chagrin dans l'Armée d'Italie. Le Comte de Candale suivit son exemple. Il étoit toujours mal avec le Duc d'Epernon son Père. Candale tâcha pourtant de l'appaiser en abandonnant la Religion Réformée que le Duc haïssoit mortellement. Peut-être aussi que ce fut un effet de l'inconstance, ou de l'ambition de Candale. Il s'apperçut qu'u-

*Mémoires
du Duc de
Rohan. t. II*

1617. ne Religion qu'il avoit embrassée par caprice, ou par intérêt, seroit un trop grand obstacle à sa fortune, & qu'Epervier son pere, en prendroit occasion de faire encore de plus grands avantages au Marquis de la Valette son fils bien aimé. L'Ambitieux & jaloux Candale eût bien voulu tirer des mains de son cadet la survivance de la plus belle charge, & du gouvernement le plus important qui fût dans leur maison.

Histoire du Connétable de Lestrigonnes. L. IX. Chap. 6. Quand le Duc de Monteleon voit qu'on se prépare tout de bon à passer les Alpes, il se met à crier chez les Ministres d'Etat & chez le Favori que ceux qui conseillent au Roi d'envoyer ses troupes en Italie, sont mal intentionnés pour le repos de l'Europe; qu'ils ont dessein de rompre la bonne intelligence entre les deux Couronnes & de mettre tout en feu. Louis appelle encore l'Amiral d'Espagne: & lui parle en présence de celui de Savoie. J'ai fait jusques à présent plusieurs démarches, dit sa Majesté à Monteleon, afin de rétablir la paix entre le Roi d'Espagne mon beau-pere & le Duc de Savoie mon oncle. On a proposé de ma part des conditions raisonnables au Roi votre maître, & je lui ai écrit diverses fois. Puisque tous mes bons offices sont inutiles, je vous déclare, que mes troupes vont marcher incessamment vers le Piémont sous la conduite du Maréchal de Lestrigonnes. Vous pouvez écrire au Roi d'Espagne que j'ai pris la résolution de secourir le Duc de Savoie, en cas que sa Majesté Catholique ne veuille pas exécuter le Traité d'Ast, ni consentir à une suspension d'armes jusques

jusques à ce que tous les differens soient ajustés ¹⁶¹⁷ à la satisfaction des uns & des autres. Le Ministre d'Espagne surpris de ce que le jeune Roi parle d'un ton si ferme, répondit à sa Majesté, qu'il a travaillé jusques alors à maintenir l'union & la bonne intelligence entre les deux Couronnes, & qu'il continuera de le faire avec tout le zèle possible. Je ne manquerai pas, Sire, ajouta Monteleoni, d'informer le Roi mon maître des bonnes intentions de votre Majesté pour la paix. Mais je la prie très-humblement de me dispenser d'écrire à Madrid la déclaration que vous faites de vouloir secourir le Duc de Savoie contre le Roi mon maître. Je ne vous dis pas, reprit Louis, que je veux prendre parti pour le Duc de Savoie contre le Roi d'Espagne ; mais que je suis dans la resolution d'empêcher que le Duc de Savoie ne soit opprimé. On témoigne assez que c'est un dessein formé. Vous pouvez P'écrire librement au Roi votre maître.

Il y avoit en tout cela plus d'artifice & de dissimulation que de réalité de la part de la Cour de France. On vouloit bien soutenir le Duc de Savoie : mais on ne prétendoit aucunement rompre avec l'Espagne. Luines & les Ministres gagaés secrètement promirent d'aider le Roi Catholique à sortir avec honneur d'une affaire, où sa réputation & son autorité se trouvoient étrangement compromises par les intîgues de ses Ministres en Italie. Le Pape tout Espagnol, faisoit agir Bentivoglio son Nonce en France. L'Italien insinue tantôt que Charles Emmanuel ^{Ranconverri Iстoria del Regno di Luigi XIII. L. V.} de 1617.

1617.

demeura jamais en repos, à moins que sa fierté ne soit rabattue par quelque perte considérable, & que c'est le seul moyen de fixer l'esprit inquiet & entreprenant de ce Prince. Bentivoglio représente en une autre occasion, qu'il ne faut rien précipiter, avant qu'on ait reçu des nouvelles certaines de Madrid, où l'accommodement des Venitiens avec l'Archiduc de Gratz & celui du Duc de Savoie avec sa Majesté Catholique se négocient sérieusement. Le Nonce se récrie quelquefois que le Sénat de Venise & Charles Emmanuel, ont leurs vues & leurs desseins particuliers ; qu'ils cherchent à engager les deux Couronnes à une rupture ouverte, dans le dessein de profiter d'une guerre qui sera ruineuse à l'une & à l'autre. A propos de cela, Bentivoglio remontre qu'il n'est pas avantageux à la France épuisée par une guerre civile mal éteinte, d'envoyer ses forces au dehors, ni d'attaquer un Espagnol puissant. La Reine mère, disoit-il, supporte son exil avec une extrême impatience : elle est attentive à trouver l'occasion de s'en tirer. Les Huguenots mécontents des Arrêts donnés nouvellement sur les affaires du Béarn, ne demandent qu'à brouiller. Tout cela faisoit impression sur l'esprit de Luiot. La Paix lui paroissait plus favorable que la guerre, à l'établissement de sa fortune & de son credit.

Tant d'intrigues à la Cour de France retardent la marche du secours : elles donnent le temps au Gouverneur de Milan d'avancer évidemment le siège de Verceil, qu'il

qu'il est impossible de le faire lever. L'Am-
bassadeur d'Espagne apportoit encore de
nouvelles assurances à Louis, que la Ma-
jesté Catholique vouloit tenir sa parole, *Histoire*
sans avoir égard à ce qui s'étoit passé de- du Comte-
puis le Traité d'Arras, & qu'elle rendroit Ver- table de
ceil après que son armée l'auroit pris. Le Lesdîes-
Roi mon maître, disoit Montreuil, sera con- L. IX.
tent pourvu qu'il n'en ait pas le dessein. Chap. 67
Sa Majesté Très-Chrétienne est trop équitable,
pour vouloir que le Duc de Savoie ait l'avan-
tage de contraindre un puissant Roi à lever
malgré lui le siège de Verceil. Voilk comment
les Princes comptent la vie des hom-
mnes pour rien. Qu'ils meurent par mil-
liers : il n'importe. On ne peut sauver au-
trement l'honneur du Roi. Luynes & Vil-
leroi firent consentir Louis à donner cette
satisfaction à Philippe son beau-père. On
écrivit au Maréchal de Lesdiguières de pren-
dre si bien ses mesures qu'il n'engage
point la réputation des armes du Roi, et
que n'y ait aucune espérance de faire
lever le siège d'une ville extrêmement
pressée, il y va de l'honneur de sa Ma-
jesté, que son armée ne s'avance pas pour
voir prendre Verceil. Louis fait avertir
encore le Maréchal de Lesdiguières qu'il
voul bien empêcher l'oppression du Duc de
Savoie, mais que son intention n'est pas
d'entrer en guerre ouverte avec l'Espagne;
& que ses troupes marchent uniquement
à l'avancer la conclusion de la paix.
Lesdiguières bien informé des desseins de
la Cour, ne se presse point de passer les
monts, quoique tout le monde crie contre
lui,

1617. lui. Il n'étoit encore qu'à Veillane, lors qu'il apprit que la garnison de Verceil avoit capitulé. La nouvelle ne le surprit pas. Il s'y attendoit bien.

Ce grand mystère auquel plusieurs Ministres du Roi ne comprechoient rien eux-mêmes, se développa d'une assez plaisante manière. Louïs jouoit fort bien son personnage dans la comédie. Mais l'envie qu'il eut de la rendre encore plus intriguée, fit tout découvrir. Peut-être aussi que le Roi voulut enfin que son Conseil fût informé de tout, & faire accroire aux gens que le retardement de la marche du secours s'étoit fait sans sa participation. Car enfin, ces artifices sont indignes d'un Prince, qui doit témoigner de la droiture & de l'humanité. Devoit-on souffrir que le Roi d'Espagne fit mourir tant de gens pour un ridicule point d'honneur ? Louïs donnoit tous les jours de nouveaux ordres au Duc d'Angoulême de partir ; parce que Verceil étoit presque réduit à l'extrémité, *Je prendrai la poste*, répondait le Duc, *dès que l'argent nécessaire pour la subsistance des troupes sera prêt à Lion.* *Quoi qu'on ait envoié de bonnes lettres de change, je suis assuré qu'il y a quelque ordre secret d'en différer le paiement.* On fait venir là-dessus le Thresorier de l'Extraordinaire des guerres au Conseil du Roi : on lui demande pourquoi l'argent ne se compte pas à Lion. Il répond que les sommes sont prêtées, & que les Banquiers ont accepté les lettres de change. Le Roi qui ne demande qu'à gagner du temps, dit qu'il faut envoyer à

Lion

*Mémoires
de Dés-
seant.*

*pag. 112.
113. 114.*

Lion & s'informer de la vérité. On y court en poste: Et le Courier rapporte que l'argent ne tient à rien. Là-dessus, Louis fait de nouvelles instances au Duc d'Angoulême. Et le Duc soutient toujours qu'on trompe sa Majesté. Elle mande encore son Thresorier de l'Extraordinaire des guerres. On le gronde; on le menace de le mettre entre les mains de la justice. Le pauvre homme effraïé s'approche de l'oreille de quelqu'un des confidens du Roi, & lui déclare que l'argent est véritablement prêt; mais qu'il a reçu des ordres secrets d'empêcher qu'on ne le compte si-tôt. C'est ainsi que tout le Conseil apprit enfin une chose secrète entre le Roi, Luises, & Villeroi. On fut alors que le Duc de Monteleon avoit eu l'adresse de persuader à sa Majesté de laisser prendre Verceil sur la parole que le Roi d'Espagne donnoit de rendre la place, après qu'il auroit mis son honneur & la réputation de ses armes à couvert. Plusieurs n'approuverent pas cette collusion. Outre qu'elle étoit indigne du Roi, & contraire à la parole donnée au Duc de Savoie dans le Traité d'Ast, on doutoit que les Espagnols voulussent jamais rendre Verceil, à moins qu'on ne les y contraignît à force ouverte.

Pendant que tout ceci se passe en Piémont & en France, les Venitiens & l'Archiduc de Gratz se battent dans l'Istrie & dans le Frioul. Le Senat publia un Manifeste, afin d'informer les Princes & les particuliers du sujet véritable de leur différend avec la Maison d'Autriche. La pré-

Continuation
de la
guerre
entre les
Venitiens
& l'Archiduc
Ferdinand
de Gratz
face

1617. faco parut trop fastueuse. On se moqua
 de la vanité de ces gens, qui ne sont un
^{Mercure} Etat libre & indépendant quo depuis un
^{François} certain temps, comme le Marquis de Bed-
 mar le prouve incontestablement dans un
 petit livre anonyme, & qui avancent har-
 Squistiniis della liber- diment que leur République est la plus an-
 ta Veneta. cienne qui soit dans le monde. Orgueil
^{Cap. II.} ridicule & insupportable ! Venise fut véri-
^{¶ III.} tablement soumise aux Rois Ostrogoths,
 aux Empereurs d'Orient, à Charlemagne
 & aux Rois d'Italie; enfin la République
 n'étoit pas encore formée du temps des
 premiers Empereurs en Allemagne. Les
 Venitiens n'avoient pas meilleure gracie de
 se vanter qu'ils n'eurent jamais l'ambition
 de s'agrandir. La République, disoit le
 Manifeste, n'a point envahi le bien d'autrui.
 Contente du domaine qu'il a pris à Dieu de
 lui donner, elle ne cherche pas à s'étendre
 aux dépens de ses voisins. Si la République
 est devenue plus puissante, c'est que des pe-
 oples libres attirés par la douceur de son gou-
 vernement, se sont donnés volontairement à
 elle: & que nous avons remporté des avant-
 ages légitimes sur des Princes injustes & sur
 des Tyrans. Cela fit rire les gens d'esprit
 au peu versés dans l'Histoire. Les Nobles
 de Venise, disoit-on, s'imaginent-ils que
 le monde aitoubt comment ils acquirent
 autrefois le Royaume de Chypre ? Nous avons
 entendu parler de la fameuse ligue de Cam-
 bray, où le Pape & les premières puissan-
 ces de l'Europe entrerent, dans le dessein
 de réprimer les entreprises d'un Sénat, qui
 ne bornoit pas son ambition, à se rendre
 maître

suite de ce qu'il y a de meilleur en la-
tie.

On trouva le Manifeste plus raisonnable
en ce qu'il disoit de l'origine des cruau-
tés, des voleries des Uscouques, dont
l'Archiduc de Gratz prenoit injustement
la protection. Les reproches que le Senat
de Venise faisoit à ce Prince, qui devien-
dra bien-tôt Empereur, étoient sanglans.
Toute la question se réduit à ceci, disoient
les Vénitiens. Les Princes de la Maison
d'Autriche s'opinaudrent à donner retraite dans
leurs terres à des fugitifs, à des Corsaires
Et à des voleurs infâmes. On permet à ces
gens de piller impunément. L'Archiduc n'a
point d'autre intention que de les entretenir
Et de se servir d'eux aux dépens d'autrui.
Il a part à leur brigandage. Tout ce que
la République demande, c'est qu'on laisse cha-
cun en paix, que la mer soit libre Et ou-
verte, Et que les Etats de l'Archiduc ne fer-
vent pas de retraite aux pirates. S'il veut
faire la guerre aux Ottomans, au lieu de
payer ses Garnisons Et d'enrichir ses Courti-
sans aux dépens de la République, en seignans
de courir sur les Tares, l'Archiduc peut s'ou-
vrir un passage par son propre pays, Et faire
ruption sur les terres du Grand Seigneur.
Que son Alteté accorde les justes demandes
que la République lui fait, elle se déshera
volontiers d'une guerre entreprise contre son
inclination, Et dans le seul dessein d'obtenir
une paix véritable Et durable du repos Et de
la tranquillité de ceux qui la souhaitent fan-
cierement. Le monde trouva cela fort rai-
sonnable. Si les Vénitiens, disoient-ils,
avoient

1617. avoient toujours fait des guerres aussi justes, ils pourroient mériter une partie des louanges qu'ils se donnent libéralement à eux-mêmes dans leur Manifeste.

Les Etats Généraux l'Istrie, ni dans le Frioul, quoique les Vendéens & l'Archiduc eussent de belles provinces Unies-en-pes & en assez grand nombre. L'Italie vit voient du avec étonnement trente-sept vaisseaux des secours à Etats Généraux des Provinces Unies appartenant à la République de Venise. Jean de Nassau fils d'un frere naturel du Prince Maurice d'Orange en commandoit trois mille, & le Colonel Wassenaer les autres mille. Les Espagnols tentéreut inutilement de fermer le passage du Détroit à la Flotte Hollandaise. Ses Pilotes & ses Officiers plus expérimentés & plus braves que les Espagnols, le traversérent, sans que ceux-ci osassent se présenter devant elle. On voulut faire aux Venitienx une affaire à la Cour de Rome, de ce qu'ils appelloient les hérétiques à leur secours. Mais Contarini Ambassadeur de la République, justifia la conduite de ses maîtres auprès du Pape. Il s'appaisa facilement, dit-on, persuadé qu'il étoit que les prétextes de la Religion s'emplotient à divers usages.

Vittorio Siri Mercurio Resta. Tom. IV. Pag. 146. 1617. Nous serions bien malheureux, représentoit Contarini à Paul V,

si nous ne pouvions nous servir de nos amis, qu'avec l'approbation des Espagnols. Ils ont eux-mêmes dans leurs Armées des gens de toute nation & de toute secte. Ces Messieurs veulent-ils imposer aux autres des loix sévères & scrupuleuses, à condition qu'ils ne seront

seront pas obligés à les observer ? Les Espagnols qui crurent autrefois contre les Venitiens à cause de l'alliance faite avec les hérétiques, & sur ce qu'ils appelloient les troupes des Princes & des Etats Protestans ; ces mêmes Espagnols, dis-je, sont redevables aujourd'hui de leur conservation à l'Angleterre, & aux Etats-Généraux des Provinces-Unies. Où en sera-t-elle réduite cette religieuse & Catholique Monarchie, si ceux qu'il lui plaît d'appeler hérétiques, ne l'avoient généreusement soutenue par le secours de leur argent & de leurs troupes ?

Quelques Italiens moins scrupuleux que les Espagnols, mais plus rafinés en politique, blâmerent les Venitiens d'appeler des soldats Hollandois, & de les recevoir à Venise, où ils firent montre dans la place S. Marc. On prétendit que c'étoit exposer des étrangers à la tentation de se rendre maîtres d'une ville opulente, & d'emporter tous les trésors de Venise. Le Sénat, dit-on, ne s'aperçut du danger qu'après qu'il fut passé : & tous les habitans en frémirent. Pour ce qui est des troupes Hollandoises, une si noire perfidie ne leur vint pas dans l'esprit. Les Italiens en paroissent comme surpris. Je n'en vois pas la raison. Le monde connaît assez qu'il n'en est pas de toutes les nations comme des Espagnols & des Italiens. Les Hollandois savent secourir de bonne foi leurs amis & leurs alliés ; mais ils ne pensent pas à les trahir & à les piller. Des gens qui ont élevé de la sorte l'or & l'argent

1647.

gent du nouveau Monde, seroient capables de succomber à une pareille tentation. Ils auroient pensé que rien ne les empêchoit de remonter promptement sur leurs vaisseaux & d'emporter chez eux ce qu'il y avoit de plus précieux à Venise. Mais une nation qui a de bons sentiments de religion & de probité, ne pensera jamais à commettre un crime si détestable. Les contestations qui survinrent entre Nassau & Don Jean de Médicis Général des Vénitiens à cause du commandement, furent cause de ce que la République de Venise ne tira pas d'assez grands avantages des bonnes troupes que les Provinces-Unies lui envoient. Médicis vouloit commander; Et Nassau ne prétendoit obeir qu'au Généralissime de la République. On tâcha d'ajuster leur différend. Mais Médicis qui ne cherche qu'à faire dure la guerre, forme tous les jours quelque nouvelle difficulté. Cela retardoit les entreprises. Sans cette mesintelligence, les Vénitiens auroient pu profiter de la mort de Trautmannsdorf Général des troupes de l'Archiduc. Il fut emporté d'un coup de canon à l'attaque du Fort de Rubia dans le Frioul. Les maladies se mirent encore dans les troupes Hollandoises, qui ne pouvoient supporter les incommodités du climat. Nassau en mourut lui-même à Monfalcone.

Le Duc d'Offone Viceroi de Naples fait une guerre Tous les avantages de l'armée Vénitienne dans le Frioul se terminerent à bloquer la ville de Gradisque d'assez près. Mais le Duc d'Offone Viceroi de Naples leur

leur donnaient de terribles inquiétudes du 1617.
côté de la mer. Non content de les troubler dans leur commerce, de prendre leurs ouverte bâtimens, & de donner retraite dans les aux Veni- ports du Roi d'Espagne aux Uscoques ^{mens dans leur Gol-} chassés de l'Istrie, il envoie douze vaisseaux fe. dans le Golfe Adriatique malgré les ordres précis de la Cour de Madrid de s'abstenir de tout acte d'hostilité, puis qu'on négo- cieoit l'accordement de l'Archiduc avec la République. Offone éludoit grossière- ment les défenses du Roi son maître. Soit ^{Nani HI.} que ce Seigneur s'abandonnât à son hu- ^{Horia Ve-} meur vaine & entreprenante ; soit qu'il crût ^{III. 1617.} faire plaisir à la Cour de Madrid en inti- ^{Victorio} midant les Venetiens, afin de les faire con- ^{Siri Me-} sentir plus facilement à la paix, il ne par- ^{marie Re-} condîte. loit que de surprendre les ports d'Istrie, de Tom, ^{IV.} zuiner les Isles du Golfe, & de s'avancer ^{Vag. 126.} jusqu' dans les endroits les moins accessi- ^{148. 149.} bles de Venise. Il se fait donner une description exacte de tout ; il s'entretient avec ceux qui connaissent le mieux la ville de Venise & son Golfe ; il trace des dessins ; il prépare des barques propres à passer sur les marais & dans les canaux ; il invente de nouvelles machines ; enfin, il écoute avec plaisir ceux qui l'excitent à rendre son nom immortel en portant la terreur dans le sein d'une République orgueilleuse, & qui lui parlent de la facilité d'exécuter une si belle entreprise. Les vaisseaux envoiés dans le Golfe portoient seulement la banniere du Viceroy de Naples. Plaisante invention pour empêcher les Venetiens de croire que le Roi d'Espagne leur

1617. leur déclaroit la guerre ! On condamne à Madrid les démarches du Duc d'Osborne : Et cependant il attaque la République sous sa banuière avec les forces maritimes de sa Majesté Catholique en Italie. Le Vice-roi fit même des avances afin d'engager les Turcs à se joindre à lui contre les Venitienus : Il envoia des présens au Capitan Bassa. Bien loin d'entrer en négociation, les Ottomans témoignent se défier de l'Espagnol. Ils proposent au Senat d'unir leurs forces aux siennes contre leurs ennemis communs. C'est ainsi que les Infideles regardoient les Espagnols.

Belegno qui commandoit l'Armée Navale de Venise, ramasse promptement des vaisseaux, afin de répousser la Flote Espagnole. La voilà bien-tôt reduite à se réfugier dans le port de Brindes, d'où elle n'ose sortir, quoique les Venitiens la défient au combat durant un assez long-temps. Le Pape & les autres Princes d'Italie étonnés de l'entreprise du Duc d'Osborne, lui font représenter que son armement donne de l'ombrage aux Turcs, & qu'il est à craindre que les Infideles irrités n'envoient leur Armée Navale dans le Golfe & vers les côtes de l'Etat Ecclésiastique. Rossi Ministre du Pape épouse inutilement toutes ses réflexions politiques auprès du Viceroy. Et quand il s'avise de tenter si les motifs & les raisons de conscience feront plus d'effet, l'Espagnol qui se picque de dire de bons mots & de râiller agréablement, paroît enjoué & tourne tout en plaisanterie. Monsieur, repartit le

1617.

le Duc d'Offone à Rossi , qui lui représentoit que n'avaient aucun sujet légitime d'attaquer les Venitiens , son Excellence rendroit compte à Dieu du sang répandu & des autres suites funestes de la guerre , les raisons de conscience peuvent être de quelqu'usage , quand il est question de régler un Cloître de Moines : mais on n'y a pas autrement égard dans les affaires d'Etat . Un peu plus , un peu moins de conscience ; nous autres Gouverneurs n'y regardons pas de si près . La Duchesse mon épouse est assez dévote pour nous deux . Elle est la protectrice de je ne sais combien de Confréries de la Vierge . Pour témoigner que les remontrances du Pape ne font pas d'un grand poids dans son esprit , le Viceroy renforce son Armée Napolitaine . Elle se trouve de dix-neuf vaisseaux , & de trente trois galères .

Cet armement extraordinaire jette l'épouante dans la ville de Venise . Le Sénat équipe le plus promptement qu'il est possible une Flotte capable de rassurer les esprits effraies , & de faire tête à l'ennemi qui s'avance . Tout le monde étoit en suspens : on attendoit à Venise de jour en jour la nouvelle d'un combat . Je ne sai comment le bruit s'y répand que la République a remporté une grande victoire sur les Espagnols . La populace s'attroupe ; elle fait des feux de joie : & certaines gens parlent de piller la maison du Marquis de Bedmar Ambassadeur de sa Majesté Catholique . On le croioit d'intelligence avec le Viceroy de Naples : le peuple disoit hautement que Bedmar animoit plus quaucun autre ,

1617.

autre, Offone à faire du mal à la République. Les Magistrats assez-tôt avertis de l'émotion du peuple, empêchèrent que le droit des gens ne fût violé. La joie qu'une fausse nouvelle avoit causée, ne dura pas long-temps. Zané nommé Capitaine Général d'une belle Flotte, perdit l'occasion favorable de battre les Espagnols. Léve Général de ceux-ci commet la même faute. Au lieu de faire quelque entreprise considérable, il se contente de piller certains vaisseaux marchands. Le Sénat de Venise toujours sévère au regard des Officiers qui ne font pas leur devoir, ôte le commandement à Zané, & lui ordonne de venir rendre compte de sa conduite. Le Viceroy de Naples mécontent de Léve, lui fit seulement des reproches & des reprimandes. Pour se moquer des Venitiens qui avoient fait des chants de triomphe avant la victoire, le Duc d'Offone donne un spectacle aux Néapolitains, en faisant entrer les marchandises emportées sur les Venitiens & sur les sujets du Grand Seigneur, avec une pompe extraordinaire dans le port de Naples. Offone parut aux fenêtres du palais avec son enjouement ordinaire: *Rejouissez vous à votre tour de la coionnerie des Venitiens à l'occasion de leur prétendue victoire;* crioit le Viceroy au peuple assemblé dans la place. On se mit aussi-tôt à sonner des cloches, & à faire des feux de joie dans la ville.

Les Ministres Venitiens déclamoient contre les Espagnols dans toutes les Cours de l'Europe. Contarini rappelé de son

Am-

Ambassade à Rome, est ordre de confesser en revenant, avec les Ducs de Toscane, d'Urbin, de Mantoue, de Modène, & de Parme. Il représente vivement à ces Princes que leur patience ne fera qu'à rendre les Espagnols plus fiers, plus entreprenants ; & que cette nation ennemie jalousée de la liberté de l'Italie, regarde comme une injure tout ce que les autres font pour s'opposer à son ambition & à son avarice. Ces Princes, si nous en croions ^{Nani Hi.} un Auteur Venitien, étoient tellement accablés des fers que les Espagnols avoient ^{floria Veneta. L.} III. 1617. l'adresse de leur mettre aux mains, qu'ils ne pouvoient que soupirer après une occasion plus favorable de les rompre. Ils compatissent tous au malheur de la République de Venise, qui n'avoit pas la liberté de réprimer des corsaires & des brigands, parce qu'il plaît à un Prince de la Maison d'Autriche de les prendre sous sa protection, & de partager leur butin avec eux. Mais aucun Souverain d'Italie n'ose promettre du secours aux Venitiens. Charles Emmanuel est le seul qui ait le courage de résister aux Espagnols : de manière que les Venitiens n'ont pas d'autre ressource que d'entretenir la guerre du côté du Piémont, afin que le Gouverneur de Milan occupé par cette diversion, ne puisse attaquer la République par terre, pendant que le Viceroy de Naples lui fait une guerre ouverte par mer, & que le Marquis de Bedmar emploie tout son esprit à chercher les moyens d'embarasser le Sénat au-dedans & au-dehors. Outre l'argent que la

1617. République donnoit par mois au Duc de Savoie, elle lui fit compter encore quarante-vingt mille ducats, afin d'attirer une seconde fois le Maréchal de Lesdiguières en Italie. La perte de Vercel ne fut pas moins sensible aux Venitiens qu'à Charles Emmanuel. Ils craignirent que le Duc incapable de résister aux forces du Gouverneur de Milan, ne s'accommodeât avec le Roi Catholique, & que leur païs ne demeurât ensuite à la discretion du Triumvirat Espagnol en Italie.

Une autre chose donnoit de l'inquiétude au Senat. Ferdinand d'Autriche Archiduc de Gratz en Stirie, le grand ennemi de deux branches la République, s'avancoit à grands pas vers le Trône Imperial, par le secours de son d'Autriche en Espagne. Il y avoit toujours eu quelque froideur, & je ne saï quelle mesintelligence secrète entre le Roi Philippe II. & l'Empereur Ferdinand I. son oncle. Elle duroit encore sous le regne de Maximilien II. & de ses enfans; soit que le Roi d'Espagne ne pût pardonner à Ferdinand son refus de renoucer en faveur de Philippe au droit de succéder à l'Empire; soit que Ferdinand & Maximilien son fils, Princes justes & modérés, n'approuvassent ni l'ambition démesurée, ni les cruautés inouïes de Philippe II, Charles-Quint Pere de Philippe lui fit tort en le laissant trop en Espagne: il y prit l'humeur & les inclinations des gens du païs & où il passa la plus grande partie de sa jeunesse. La difference qu'il y a entre les mœurs des Allemands & celles des Espagnols

pagnols fut cause que Philippe II. ne s'accommoda jamais parfaitement bien avec les Empereurs Ferdinand & Maximilien, qui conservoient la candeur & la droiture de la Nation Germanique. Celui-ci laisse un grand nombre d'enfans mâles: mais ils moururent tous sans posterité. Il en restoit encore trois; Matthias Empereur, Albert Archiduc des Païs-Bas Catholiques, & Maximilien Archiduc d'Inspruc. On n'espéroit plus qu'aucun d'eux eût des enfans. Et comme il étoit de la dernière importance aux Princes d'Autriche, que l'Empire ne sortît pas de leur Maison, ils se trouvoient dans la nécessité d'elever Ferdinand Archiduc de Gratz en Stirie. Il avoit eu grand soin de se mettre bien à la Cour de Madrid, & de se lier étroitement avec les Espagnols; persuadé qu'il étoit que le crédit & l'autorité de Philippe III. Roi d'Espagne, lui seroient absolument nécessaires, non seulement pour parvenir à l'Empire, mais encore pour succéder aux Etats héréditaires de la Maison d'Autriche en Allemagne. La Cour de Madrid chagrine de ce qu'elle n'avoit été ni assez considérée, ni assez puissante dans l'Empire sous le règne de Matthias & de ses trois prédecesseurs, fut bien aise d'avancer Ferdinand. Ce Prince que sa mere Marie de Baviere, rendit encore plus bigot & plus zélé pour la Religion Romaine que ne l'étoient ceux de la Maison d'Autriche en Allemagne, promettoit d'agir toujours de concert avec l'Espagne, ou plutôt de vivre dans une entière dépendance

1617. dance de cette Cour ambitieuse. Et voila pourquoi Philippe III. prenoit plus à cœur que l'Empereur même, les intérêts de Ferdinand contre les Venitiens. Sa Majesté Catholique le regardoit comme sa créature qu'elle prétendoit éléver à l'Empire.

On crut que l'élection de Ferdinand se menageroit plus facilement, si l'Empereur Matthias vouloit bien avant sa mort assurer à son Cousin la succession aux Etats héréditaires de la Maison d'Autriche en Allemagne. Les Archiducs Albert & Maximilien y donnèrent volontiers leur consentement. Mais l'Empereur fit d'abord quelque difficulté. Se souvenant du chagrin que Rodolphe son frère eut de s'être dépoillé de tout avant sa mort en faveur de Matthias lui-même, il craignoit de se trouver dans une aussi grande peine: Et cela ne manqua pas de lui arriver. Le Cardinal de Clesel son premier Ministre n'aimoit ni les Espagnols, ni l'Archiduc de Gratz dévoué à cette nation. Clesel portoit secrètement l'Empereur à ne souffrir pas que le Roi Catholique le comptât pour rien, & qu'on lui donnât avant sa mort un Successeur, qui n'auroit aucune obligation à sa Majesté Imperiale du bien qu'elle lui féroit. Cependant on repréSENTA vivement à Matthias que le Royaume de Bohême étant originairement électif, il pourroit bien arriver que le parti Protestant entreprendroit de mettre cette Couronne sur la tête d'un Prince de la même Religion après la mort de sa Majesté Imperiale, & que le nombre des Electeurs Protestans que

1617.

qui se trouveroit alors le plus grand, ôteroit non seulement l'Empire à la Maison d'Autriche; mais qu'il le donneroit encoré à quelque Souverain herétique. Cette raison parut si pressante à Matthias, qu'il résolut d'adopter solennellement son cousin Ferdinand Archiduc de Gratz, & de lui assurer du moins la succession au Royaume de Bohême. Le Comte d'Ognate alla cette année à Vienne en qualité d'Ambassadeur extraordinaire du Roi d'Espagne, terminer cette affaire entamée quelque temps auparavant. Philippe III. avoit aussi du côté d'Anne d'Autriche sa mère fille de l'Empereur Maximilien II. des droits à la succession des Etats de la Maison d'Autriche en Allemagne. Et la Cour de Madrid attentivé à ses intérêts à l'agrandissement de la Monarchie Espagnole, ne prétendoit pas céder pour rien les prétentions de Philippe. On voulloit en tirer du moins quelqu'avantage. Il étoit donc important de faire un bon traité entre l'Empereur Matthias, le Roi d'Espagne, les Archiducs Albert & Maximilien d'une part, & Ferdinand Archiduc de Gratz en Stirie destiné à l'Empire & à la succession des Etats héréditaires de la Maison d'Autriche en Allemagne.

Albert & Maximilien ayant renoncé sans peine à leurs prétentions en faveur de Ferdinand, l'Empereur Matthias poussé par les considerations que j'ai rapportées, consentit à l'adoption, & à faire déclarer l'Archiduc de Gratz son successeur au Royaume de Bohême. Les Espagnols répandirent

1617. rent le bruit qu'en échange des droits de sa Majesté Catholique sur les Etats de la Maison d'Autriche en Allemagne, l'Archiduc Ferdinand lui cederoit le païs de l'Istrie, le Comté de Goritz, & tout ce que l'Archiduc posseadoit du côté de l'Italie? La nouvelle allarma tous les Princes de cette Nation. Ils craignoient que les Espagnols ne les subjugassent bien-tôt, après avoir enveloppé leur païs de tous côtés par mer & par terre. La fraieur des Italiens se dissipà dans la suite: on reconnut que les Espagnols faisoient courir la nouvelle, afin de donner de l'inquiétude & de la jalousie aux Venitiens. La Cour de Madrid vouloit les amener à un accommodement qui fût au gré de la Maison d'Autriche, & les empêcher de secourir puissamment le Duc de Savoie. Une fausse alarme donnée à propos est souvent d'un grand secours. Le Comte d'Ognate conclut un autre Traité secret avec l'Archiduc de Gratz. Philippe cédoit à Ferdinand, & ses descendants mâles, & à ses frères même, les droits & les prétentions de sa Majesté Catholique sur les Etats héritaires de la Maison d'Autriche en Allemagne, à condition que le Roi d'Espagne auroit l'Alsace, & que Ferdinand aideroit sa Majesté Catholique à la conserver. Les deux Princes s'obligoient reciprocement à permettre de lever des gens de guerre dans leurs Etats, quand l'un d'eux en auroit besoin, & à ne faire aucune grace aux sujets & aux vassaux de l'autre, sans son consentement, où du moins sans celui de ses

1617.

ses Ministres. Une condition particulière fut stipulée en faveur de l'Espagne. C'est qu'en cas que la ligue masculine de la Maison d'Autriche en Allemagne vint à manquer, celle d'Espagne devoit lui succéder, & que les Princesses Espagnoles au défaut des males, seroient préférées à celles qui étoient nées, ou qui naîtroient en Allemagne. La condition du Traité touchant l'Alsace ne fut point exécutée. On craignit de soulever tous les Princes d'Allemagne & les autres Puissances de l'Europe. Le dessein d'étendre la domination de l'Espagne jusques dans l'Empire, & d'unir si étroitement les deux branches de la Maison d'Autriche, donna tant de jalouzie à plusieurs Souverains, que ce Traité entre Philippe III. Roi d'Espagne & l'Archiduc de Gratz depuis Empereur sous le nom de Ferdinand II, fut regardé comme la cause, ou du moins comme l'occasion des grandes révoltes qui se lisent dans cette Histoire. C'est la source des malheurs & de l'Empire & de l'Espagne.

Après la conclusion de l'accord entre les deux branches de la Maison d'Autriche, l'Empereur convoqua les Etats du Royaume de Bohême à Prague. Il y vint accompagné de l'Archiduc Maximilien son frère, de l'Archiduc Ferdinand son cousin, & d'un grand nombre de Noblesse. L'Empereur se trouve à l'ouverture de l'Assemblée, & le Chancelier déclare de la part de sa Majesté qu'après une mesure délibération avec les Archidiucs ses frères, & avec tous les Princes de la Maison d'Autriche,

1617. triche, Matthias adopte pour son fils & pour son successeur Ferdinand Archiduc de Gratz , à qui Maximilien & Albert cédoient leurs prétentions au Roiaume de Bohême. L'Empereur prioit ensuite les Etats d'élire Ferdinand pour leur Roi, en cas qu'il ne plût pas à Dieu de donner à François. Enfin elle leur proposa de prendre un jour pour le couronnement de l'Archiduc, qui promettroit par un acte authentique de se contenter du titre de Roi, sans jouir daucun droit de la Roiauté avant la mort de l'Empereur, & de ne rien demander que du consentement de sa Majesté Impériale, du Senat, & du Conseil du Roiaume. Pour ce qui est du serment touchant la conservation des priviléges & de la liberté des sujets , l'Archiduc s'engage à le prêter dans la même forme que les Rois précédens. Le Chancelier donna au Burgrave de Prague la proposition de l'Empereur, afin que les Etats prissent leur resolution après l'avoir examinée.

Ils y consentirent : Et l'Archiduc est élu & proclamé Roi de Bohême , en cas que Matthias meure sans enfans mâles , comme petit-fils de l'Empereur Ferdinand , & d'Anne Jagellon son Epouse , héritière des anciens Rois de Bohême. Les Etats stipulèrent ces conditions , que Ferdinand promettroit de confirmer les priviléges du Roiaume quatre semaines après la mort de l'Empereur au plus tard , qu'il ne se mêleroit point de l'administration des affaires durant la vie de sa Majesté Impériale , & que

que s'il n'accomplissoit pas ces deux choses, les Etats de Bohême seroient censés n'avoir pris aucun engagement avec l'Archiduc Ferdinand. La cérémonie de son Couronnement se fit le 19 Juin par l'Archevêque de Prague. L'Empereur & le nouveau Roi de Bohême allèrent quelques jours après à Dresde. On dit que c'étoit pour prendre le divertissement de la chasse avec l'Electeur de Saxe. Mais le véritable dessein de la visite, c'étoit de ménager ce Prince pour l'élection d'un Roi des Romains à laquelle on pensoit, & de mettre l'Electeur dans les intérêts de Ferdinand, en cas qu'il arrivât quelque mouvement en Bohême, ou que l'union Protestante en Allemagne voulût entreprendre quelque chose contre le nouveau Roi. Jean George Duc de Saxe n'y étoit point entré. Peut-être qu'il trouva mauvais de n'en être pas reconnu chef, comme le plus ancien Prince Protestant en Allemagne. On ne fait si les Docteurs Luthériens chagrins de ce que l'Electeur Palatin qui suivoit la Religion Réformée, se trouvoit à la tête de l'union, n'insinuèrent point au Saxon, que les Réformés ne haïssoient pas moins la Religion Lutherienne que la Romaine, & qu'ils pensoient à détruire l'une & l'autre. Quoi qu'il en soit, la Maison d'Auwaiche fut profiter de la jalousie de l'Electeur de Saxe. Ce fut un des grands moyens dont elle se servit pour le gagner.

On y travaillloit avec d'autant plus d'application, que les Princes de l'Union Protestante paroissoient alarmés des intrigues

Les Princes de la
Ligue Protes-
tante en
& Alle-

1617. & des intrigues & des négociations de la
 magne prennent de grands ombrages à l'occasion des démar-
 ches de la Cour de Madrid. Mercure Fran^{çois}. 1617.
 Cour de Madrid dans l'Empire. On publia cette apnée en Allemagne un livre intitulé, *la découverte des desseins de l'Espagne*. L'Auteur exhortoit vivement tous les Princes Protestans, Luthériens ou Calvinistes, à se réunir contre les Catholiques Romains leurs ennemis communs, qui profitant de la division des Protestans détruiroient les Luthériens & les Calvinistes sans aucune distinction. Les Princes de l'Union s'étant assemblés à Heilbron dans le mois de Mars, l'Empereur les exhorta par ses Lettres à rompre leur confédération comme contraire à la Bulle d'Or & à la paix de l'Empire. *Les Catholiques*, disoit le bon Matthias, veulent bien se désister de la leur, pourvu que les Protestans fassent de même. Les Princes apperçurent le piège qu'on leur tendoit afin de les désunir. Ils répondirent à l'Empereur, que leur confédération ne ressemblait en aucune manière à ces conspirations illégitimes que la Bulle d'Or condamne, & que le feu Empereur Rodolphe, & sa Majesté Imperiale même ne trouvérent rien à redire à l'union des Protestans, quand on leur en exposa les motifs & les conditions. *Nous nous en tenons religieusement à ce que les loix divines & humaines nous permettent*, disoient les Princes Protestans; *Ce que nous avons fait, n'est pas sans exemple dans l'Empire.* Nous avons représenté nos griefs en ce qui concerne la liberté de conscience & nos priviléges. On a négligé de nous faire justice. Il est naturel que nous nous unissions après cela pour notre com-

commune défense. On ne s'est jamais écarter de l'obéissance due à Votre Majesté Imperiale, & nous entretenons une bonne correspondance avec tous les membres de l'Empire qui aiment la paix. Notre confédération est plus légitime que celle des Catholiques Romains. Ils y ont reçu des étrangers, & leur chef n'est pas de la Nation Germanique. Nous sommes tous Allemands, & notre union ne reconnoît point d'autre chef que l'Empereur. On prôloit ensuite Sa Majesté Imperiale d'empêcher que les Catholiques Romains & les Protestans n'entreprissent les uns sur les autres ; on lui remontrait les conséquences des usurpations des étrangers dans les Duchés de Cleves & de Juliers ; on se plaignoit de la prise d'Aix-la-Chappelle, & de plusieurs autres choses faites du moins en partie à l'insçu de l'Empereur. Enfin on le suppliait d'accorder tous les différends de part & d'autre, de réparer les griefs, & d'empêcher qu'à l'avenir il y eût aucun sujet de plainte & de mécontentement. C'est à quoi les Espagnols, presque maîtres des délibérations du Conseil de Sa Majesté Imperiale, pensoient le moins. Ils appuioient le nouveau Roi de Bohême avec tant de chaleur, parce qu'ils favoient bien que son zèle aveugle & impétueux pour la Religion Romaine, lui feroit entreprendre tout ce qu'on lui suggéroit contre les Protestans.

La Cour de Madrid occupée de ses desseins en Allemagne, écoutoit volontiers les propositions de l'accommodelement des Venitians avec le Roi de Bohême, & de transférer la paix de l'Italie se celui

1617. celui du Duc de Mantouë. C'est ainsi
 qu'on parloit en Espagne. Sa Majesté
 Catholique ne vouloit point paroître entrez
 en négociation d'égal à égal avec Charles
 Emmanuel. Elle supposoit que son Gou-
 verneur de Milan prenoit seulement les ar-
 mes afin de s'opposer aux entreprises du
 Duc de Savoie qui envahissoit les Etats de
 Nani Hi. la Maison de Mantouë. Ailleurs on per-
 statoria ve-loit de la paix du Duc de Savoie avec le
 meta. L. Roi d'Espagne : & ce n'étoit pas sans raison ;
 III. 1617. car enfin ils étoient en guerre ouverte l'un
 Vittorio contre l'autre. Mais dans les négociations &
 Siri Me. à Madrid on s'expliquoit autrement. Le
 morie Re- condite.
 Tom. IV. Roi d'Espagne étoit seulement l'arbitre en-
 pag. 115. tre les Ducs de Savoie & de Mantouë ; &
 116. Gr. tout au plus le Protecteur des Gonza-
 Mercure
 François. gues contre Charles Emmanuel qui les at-
 taquoit injustement. Le Marquis de Se-
 nacé Ambassadeur de France à Madrid
 donna quelque projet d'accordement. Il fut bien reçu par les Ministres Espa-
 gnols. On s'assembla quelquefois pour
 cduvenir des conditions. Le Duc de Ler-
 me, Gaëtan Nonce du Pape en Espagne,
 Kevenhuller Ambassadeur de l'Empereur
 & Plenipotentiaire de Ferdinand Roi de
 Bohême, Setecé Ambassadeur de France,
 Griti Ambassadeur de Venise & Plenipo-
 tentiaire pour le Due de Savoie qui traitoit
 conjointement avec elle : tels étoient ceux
 qui négocioient comme Médiateurs, ou
 comme parties, une affaire peu importan-
 te, & cependant fort difficile à terminer,
 à cause du point d'honneur. Le Roi
 d'Espagne s'étoit commis mal à propos
 avec

1617

avec le Duc de Savoie que le Duc de Lerme & les autres Ministres Espagnols haïsoient: & le Roi de Bohême persuadé qu'il avoit eu tort de protéger les Uscoques, eût bien voulu se tirer d'intrigue, de telle manière qu'il ne parût pas avoir pris l'affirmative pour des Corsaires & des brigands. Il ne s'agissoit que de cela dans le fond. Les affaires se seroient ajustées avec la plus grande facilité du monde, si les Triumvirs Espagnols ne se fussent pas mis en tête de se rendre nécessaires en brouillant l'Italie.

Le Duc de Lerme qui craignoit que la France n'y envoiât une puissante Armée, & que celle du Gouverneur de Milan affoiblie par le siège de Verceil, dont la garnison se défendoit avec un extrême courage, ne fût pas en état de résister au Duc de Savoie & au Maréchal de Lesdiguières, en cas qu'ils fissent irruption dans le Milanois; Lerme, dis-je, faisoit de la part de Philippe son maître, des offres honnêtes à Louis. Sa Majesté Catholique promettoit de s'en tenir à tout ce que le Roi de France croiroit juste & raisonnable. On dressa là-dessus des articles. Les uns regardoient le différend de la République de Venise, avec le Roi de Bohême; & les autres la contestation survenue entre les Ducs de Savoie & de Mantoue, sans faire aucune mention de la Couronne d'Espagne que par accident. Mais quoique le Duc de Lerme évitât avec tant de soin de faire paraître sa Majesté Catholique dans ce Traité, il ne s'en appliquoit pas moins à de-

1617. demander les conditions les plus honnêtes & les plus avantageuses à Philippe. Le premier Ministre prenoit autant à cœur les intérêts du Roi de Bohême. Voilà ce qui rendoit la négociation difficile. La République de Venise persuadée de son bon droit, refusoit de rendre ce qu'elle avoit pris dans le Frioul, à moins que le Roi de Bohême ne lui donnât préalablement quelque satisfaction sur la chapitre des Usques, & que le Viceroy de Naples n'eût restitué ce qu'il avoit injustement pillé sur les Venitiens. En accordant les demandes du Sénat, la Cour de Madrid reconnoissoit tout publiquement que le Roi de Bohême avoit eu tort de protéger des Corsaires, & que le Viceroy de Naples n'étoit pas moins blâmable de troubler le commerce de la République. Cet aveu coûtoit trop aux Espagnols: ils cherchent tous les subterfuges imaginables pour éviter de le faire.

Griti Ambassadeur de Venise persuadé que les conditions proposées par le Duc de Lerme n'étoient ni assez honnêtes pour la République, ni assez avantageuses au Duc de Savoie dont il avoit les pouvoirs, re-

Nani Historia Venetorum. L. III. 1617. pag. 159. 160.

fusa de les accepter. Lerme eut beau parler avec hauteur, le Ministre Venitien persista dans sa résolution. Le Senat & Charles Emmanuel plus mécontents que jamais du faste Espagnol, approuvèrent la conduite de Griti. Et pour témoigner au Duc de Lerme, que ses manières imperieuses n'avanceront pas les affaires, ou revoque les pouvoirs de Griti, & la négociation est trans-

transferée de Madrid à Paris. On laisse seulement à Griti le pouvoir de ratifier ce que Bon & Gassoni Ambassadeurs de Venise en France accorderoient. Cela étoit absolument nécessaire. Kevenhuller Ambassadeur de Sa Majesté Imperiale & Plenipotentiaire du Roi de Bohême, n'ayant pas commission^e d'aller négocier en France ; il falloit que tout ce qui seroit conclu à Paris, fut renvoié ensuite à Madrid, afin que le Ministre de l'Empereur & du Roi de Bohême pût accepter ce qui regardoit le differend avec la République de Venise, & que Griti signât le Traité en même-temps au nom de ses maîtres. La démarche du Senat en transferant la négociation de Madrid à Paris, ne fut pas mal concertée. On gagnoit les boanes graces du Roi de France, indigué contre les Venitiens de ce qu'ils ôtérant d'assez mauvais grace la même négociation des mains de Bethune Ambassadeur Extraordinaire de sa Majesté en Italie, & la mirent entre celles du Roi d'Espagne & de ses Ministres. Le Senat fit de grandes protestations à Leon Brulart Ambassadeur de France à Venise, qu'à la première nouvelle, que le Roi Très-Chrétien prenoit en main les rénes du gouvernement, la République & le Duc de Savoie étoient convenus de prier sa Majesté d'être l'arbitre de leurs differens. *Nous aurons toujours pour elle, ajoutèrent les Sénateurs, le même respect & la même déférence que nous avons eue pour les Rois ses prédecesseurs. Les lettres obligantes que sa Majesté a bien voulu nous écrire, nous font espé-*

1617. espérer que le Roi Très-Chrétien aura égard à la justice de nos prétentions & qu'il les appuiera de son autorité. Les Venitiens ne pouvoient faire un compliment plus agréable à Louis, que de lui dire qu'ils se défioient de ses Ministres, lors que le gouvernement étoit entre les mains de la Reine sa mere, & que tous les ombrages s'évanouissoient dès qu'il commençoit de regner par lui-même.

En une autre conjoncture, les Espagnols n'auroient pas souffert si patiemment qu'on leur ôtât la négociation d'un accommodement déjà fort avancé, pour la mettre entre les mains du Roi de France. Mais

*Vittorio
Siri Mer-
morie re-
condite.*

*Tom. IV.
Pag. 230.
271. &c.*

la Cour de Madrid n'y regarda pas de si près. On étoit bien aise que le Roi Très-Chrétien, n'eût pas un prétexte trop plausible de secourir puissamment la République de Venise & le Duc de Savoie. Des raisons importantes engageoient Philippe à terminer incessamment les affaires d'Italie, & à s'appliquer uniquement à celles de sa Maison en Allemagne. La ville de Gradisque étoit fort pressée par les Vénitiens: Et le Roi de Bohême devoit réservé desormais toutes ses forces pour se maintenir, en cas qu'il survînt quelque mouvement dans son nouveau Royaume, ou dans celui de Hongrie, dont il prétendoit encore se faire assurer la Succession par l'Empereur Matthias & par les Etats du pays. L'affaire de l'Election d'un Roi des Romains ne donnoit pas moins d'inquiétude à la Cour de Madrid & à celle de Vienne. Quelques Electeurs témoignoient n'être

1617.
n'étre pas bien intentionnés pour Ferdinand. Le Duc de Bavière pensoit à se faire donner la Couronne Imperiale, & il pouvoit former un parti considerable. Jacques Roi de la Grande Bretagne n'étoit pas d'avis que l'Electeur Palatin son beau-fils aspirât à l'Empire. Sa Majesté vouloit qu'on se réunît en faveur du Duc de Savoie. Le Maréchal de Bouillon & le Prince Maurice d'Orange exhortoient au contraire le Palatin leur neveu, à profiter de la conjoncture. Ils lui representoient que l'Union Protestante auroit assez de force pour le faire monter sur le Throne Imperial, en cas qu'il pût gagner quelques suffrages, & acquerir du moins un droit litigieux.

Le Roi d'Angleterre raisonnaoit mieux en cette occasion que des gens beaucoup plus habiles que lui. Les Catholiques Romains trop puissans, n'auroient jamais souffert que l'Empire fût donné à un Prince Protestant. On ne pouvoit pas même l'ôter à la Maison d'Autriche, sans le concours de la France. N'auroit-elle pas mieux aimé le Roi de Bohême, qu'un Protestant? Le Conseil de Louis étoit partagé, quand on y parloit de l'élection prochaine d'un Empereur. Quelques-uns soutenoient que sa Majesté devoit appuier le Duc de Baviere. D'autres furent d'avis que la France demeurât neutre, & que le Roi s'avançat seulement jusques à Metz, dans le dessein de soutenir celui des prétendants qui seroit le plus à son gré. Tout le monde croioit que l'élection d'un Roi des

16:7. des Romains, ou d'un Empereur, seroit fort contestée, & qu'elle cauferoit infailliblement une grande division en Allemagne. Jamais l'occasion ne fut plus belle d'ôter l'Empire à la Maison d'Autriche. Les Espagnols le sentoient aussi bien que les autres. C'est pourquoi ils se pressoient de terminer les affaires d'Italie. Attentifs à ne se brouiller point avec la France, ils reservoient leurs forces pour l'Allemagne en cas de besoin.

Le Duc de Monteleon Ambassadeur d'Espagne à Paris, travailloit avec ardeur à dissipier les ombrages donnés au Roi sur les démarches des Espagnols en Italie. *Les Venitiens & le Due de Savoie sont les auteurs de la guerre,* disoit Monteleon aux Ministres de France: *Le Roi mon maître pourroit selon toutes les règles de la justice les punir de leurs entreprises.* Mais sa Majesté Catholique sacrifia sans peine ses plus grands intérêts au repos de l'Italie. Elle donne avec plaisir une marque de son estime & de sa confiance au Roi Très-Chrétien, en lui remettant le jugement d'une affaire à laquelle la Couronne d'Espagne prend grande part. *Le Roi mon maître attend aussi de la justice & de la générosité de sa Majesté Très-Chrétienne, qu'on aura dans cette négociation tous les égards dus à un grand Roi, quoi qu'il ne traite qu'indirectement avec des Princes inférieurs.* La Cour de Madrid prenoit fort bien ses mesures dans cette affaire. Elle engageoit honnêtement le Roi de France à ménager la dignité de la Couronne d'Espagne, & à faire en sorte que les Venitieus

ties & le Duc de Savoie se contentassent des articles proposés à Madrid : que s'ils refussoient de s'en tenir à ce que la France prescriroit, le Piémont & les Etats de la République demeuroient à la discréption du Roi d'Espagne, qui auroit bien-tôt humilié ces deux Puissances destituées du secours de la France. De cette maniere les Espagnols obtenoient une paix honnête, ou du moins, ils engageoient le Roi de France à permettre que sa Majesté Catholique emploiat librement ses forces à reduire les François Venitiens & le Duc de Savoie, Louis ^{Mercator} 1617 nomma Silleri Chancelier, du Vair Garde des Sceaux, Jeannin Surintendant des finances, Villeroi & Puisieux Secrétaires d'Etat, pour conclure les deux accommodemens entre l'Ambassadeur d'Espagne & les deux Ministres de la République de Venise. On ne manqua pas de faire honneur au Pape en cette occasion. Bentivoglio son Nonce fut ajouté en qualité de Médiateur aux cinq Commissaires nommés par le Roi.

Pendant que la paix se négocie à Paris, Le Duc de Savoie les troupes que le Roi de France envoie & le Maréchal de Lesdiguières au secours du Duc de Savoie, s'avancent réchal à grandes journées vers le Piémont. Sa Majesté l'avoit ordonné de la sorte, afin que la vuë de ses armes commandées par le Maréchal de Lesdiguières, fit hâter la conclusion de l'accommodement. Charles Emmanuël étoit venu au-devant de lui jusques à Chivas. Il s'en fallut bien que son Altesse affligée de la perte d'une de ses meilleures places ne reçut le Maréchal ^{Histoire du Connétable de Lendigny} dans le Milanois, d'une manière aussi caressante, qu'aux deux derniers.

1617.

derniers voiajes de Lesdiguières en Pies-
moat. Les complimens du Duc furent
mêlés de plaintes amères, sur ce que le
secours n'étoit pas venu assez-tôt. Le Ma-
réchal qui n'auroit pu se dispenser de sui-
vre les intentions de la Cour de France,
dissimula le mieux qu'il lui fut possible. Il
tâche de consoler Charles Emmanuel, en
lui promettant de travailler incessamment
à réparer le mal qui est arrivé. On con-
fere plusieurs fois avec les Ambassadeurs
de France & de Venise. Avaat que de rien
entreprendre, il fut resolu que Lesdiguié-
res enverroit un de ses domestiques au
Gouverneur de Milan, déclarer que le
Maréchal venoit dans le dessein de faire
l'accommodelement, selon les assurances
données au Roi son maître par sa Majesté
Catholique. Don Pedro répondit à son
ordinaire, en termes généraux & ambigus.
Il fit assez entendre que son dessein étoit
de lasser le Duc de Savoie, & de le ré-
duire à se soumettre aveuglément à tout ce
que le Roi d'Espagne lui prescriroit. In-
dignés de ces délais infinis, Charles Em-
manuel & le Maréchal de Lesdiguières
sont d'avis que le Marquis de Béthune
Ambassadeur Extraordinaire de France,
aille lui-même trouver le Gouverneur de
Milan, & que le Marquis, & le Cardinal
Ludovisio qui demeuroit toujours de la
part du Pape auprès de Don Pedro, pres-
sent l'Espagnol de parler en termes plus
précis. Les nouvelles instances des deux
Ministres de Rome & de France, sont aussi
inutiles que les précédentes. Don Pedro
ne

Vittorio
Siri Me-
moria Re-
condite.
Tom. IV.
pag. 107.
208. 209.
G.c.

se donne aucune parole positive, sous prétexte qu'il attend de nouveaux ordres de la Cour de Madrid. Lesdiguières avertit promptement celle de France des réponses incertaines du Gouverneur de Milan. Bullion Conseiller d'Etat fut dépêché en Piémont pour faire savoir au Maréchal que l'intention de sa Majesté, c'est de montrer sciemment les armes de France en Italie, de donner de la jalousie aux Espagnols, & de les contraindre à tenir ce qu'ils ont promis dans le Traité d'Ast. Mais Louis défendoit expressément, de faire aucun acte d'hostilité sur les terres du Roi d'Espagne, avec lequel on ne vouloit point rompre ouvertement.

Lesdiguières éclata ces ordres assez grossièrement. Gagné par le Duc de Savoie & par les sequins de Venise^{Histoire du Connétable de Rohan. res. L. IX. chap. 7.}, il consent à l'attaque des quartiers de rafraîchissement de l'Armée Espagnole dans le Milabois & dans le Montferrat depuis la conquête de Veroeil. Voici donc le Duc & le Maréchal qui marchent avec une Armée ^{Mémoires de Roban. l. I. Nanç Histoire Veneta. l. III. 1617.} festive & fraîche de douze mille hommes de pied, & deux mille chevaux. Pour garder quelques mesures en apparence avec le Roi d'Espagne, on se sert de l'artifice ridicule du Viceroy de Naples contre les Vendittiens. Les drapeaux de France ne paraissent point; il n'y a nulle distinction entre les troupes de Louis & celles de Charles Emmanuel. Avec cette précaution l'avantgarde de l'Armée que commandoit le Maréchal de Lesdiguières, s'avance fièrement vers Felissa, village où

les

1627. les Espagnols s'étoient barricadés, & le reste de l'Armée Savoiarde suit Lesdiguières. Il laissoit quelques quartiers ennemis derrière lui; sûr de les enlever bien-tôt quand celurci seroit pris. Cela fit peur au Duc de Savoie. Il craignoit de s'engager trop avant, & de se trouver enveloppé par les Espagnols, quand il seroit question de se retirer. Charles Emmanuel envoie prier le Maréchal de revenir sur ses pas & de remettre l'exécution du dessein à une autre fois. *Il y a cinquante ans que je fais la guerre sans avoir jamais reculé d'un pas, sur tout en pareille rencontre,* répondit le Maréchal avec indignation. *Je n'ai pas envie de commencer si tard. Il y a plus de honte à s'en retourner maintenant, que de danger à s'avancer. Dites à son Altesse que si elle n'a pas envie de venir, cela ne m'empêchera pas de poursuivre mon dessein.* Lesdiguières fort incontinent de la litière où il étoit à cause de quelque ressentiment de fièvre, monte à cheval, & se met à la tête de ses troupes. Ce fut inutilement que le Duc de Savoie fit une nouvelle tentative pour persuader au Maréchal de revenir. Son Altesse lui envoie dire qu'elle a reçu avis, que les Espagnols qui étoient en quartier à Felissan, se retirent vers Alexandrie. *Et bien il faut les poursuivre,* répond froidement Lesdiguières. Le vieux guerrier en savoit plus que Charles Emmanuel.

On enleva dans cette courte expédition les quartiers des Espagnols à Felissan & dans plusieurs autres endroits. En une semai-

1617.

femaine on leur prit quatre mille cinq cens hommes. Un si heureux succès augmenta la réputation du Duc de Savoie. Il paroisoit toujours au dessus de ses disgraces. Mais ces avantages ne le dédommageoient pas de la perte de Vercceil. Charles Emmanuel se console dans l'esperance de chasser les Espagnols du Milanois, si la France veut l'aider. L'Armée de Don Pedro étoit extrêmement affoiblie par les peines faites au siège de Vercceil & dans les quartiers enlevés; au lieu que celle de Savoie se trouvoit forte d'environ vingt mille hommes. Lesdiguières tenté lui-même par la faiblesse de l'Espagne, de pêcha Bellujeon son Domestique à Paris, pour representer de la part du Maréchal au Roi, que jamais sa Majesté n'auroit une plus belle occasion de prendre le Duché de Milan, Si le Roi, dit Bellujeon, veut envoier deux cens mille écus à M. le Maréchal pour continuer la guerre, il lui répond de la conquête du Milanois dans un an. Faute de quoi M. de Lesdiguières s'offre de rembourser les deniers avancés. Il engagera volontiers tous ses biens pour la seureté de ceux qui prêteront l'argent. On loua la proposition du Maréchal, comme digne de son grand courage: mais on ne l'accepta pas. L'accordement étoit déjà conclu. La caution est plus que suffisante, répondit honnêtement le Garde des Sceaux à Bellujeon. Mais si M. le Maréchal qui enpose librement sa vie dans l'occasion, vient à mourir, qui sera capable d'achever une si belle entreprise? Le Roi ne veut pas s'engager dans une

*Histoire
du Connex-
table de
Lesdiguiè-
res. L. IX.
Chap. 8.*

1617. une guerre trop difficile. Il faudroit étre assuré d'un autre Maréchal de Lesdiguières pour la terminer glorieusement. On faisoit des honnêtetés secrètes au Maréchal. En public on crooit contre lui, on le blamoit d'avoir porté les armes du Roi dans le Milanois. Sa Majesté lui envoioit des ordres précis de revenir incessamment en Dauphiné. Elle feignoit même d'avoir envie de lui ôter le commandement dans cette Province, pour le punir de sa désobéissance.

plaintes des Espagnols contre l'entre-prise du Marechal de Lesdiguières. Quelque soin que les Ministres de France prissent de desavouer hautement le Maréchal de Lesdiguières, & de dire que les drapeaux de la Couronne n'avoient point paru dans l'irruption faite sur les terres du Roi d'Espagne, & que Lesdiguières, les Ducs d'Angoulême, de Vendôme & de Rohan, le Comte de Candale & plusieurs autres Seigneurs, ou Gentilhommes François suivoient Charles Emmanuel dans cette expédition, en qualité de simples volontaires, ou d'amis particuliers du Duc de Savoie: les Espagnols ne se paioient point d'une défaite si grossière. Ils n'ignoroient pas que le Maréchal avoit une commission expresse de conduire les troupes du Roi son maître en Piémont pour défendre le Duc de Savoie, & non pour entrer sur les terres de sa Majesté Catholique. Ses principaux Ministres en Italie croisoient contre la France: ils tâchoient de se servir de cette occasion afin d'avancer la rupture entre les deux Couronnes, parce qu'ils croisoient, la guerre plus avantageuse à leurs intérêts & à leurs

Vittorio Siri Me marie Re condite. Tom. IV. pag. 112. 245. 2, 6. &c.

1617.
 leurs desseins. Persuadés que les Venitiens contribuerent à l'irruption dans le Milanois , pour affoiblir encore plus l'Armée de Don Pedro qui leur donnoit de la jalouse , les Triumvirs Espagnols se confirmèrent dans le dessein de se venger par quelque coup d'éclat , d'un Senat qu'ils regardent comme le plus dangereux ennemi de la domination Espagnole en Italie. Le Duc de Monteleon fit de grandes plaintes à Paris contre le Maréchal de Lesdiguières. Il est entré à main armée dans le Duché de Milan , disoit l'Ambassadeur d'Espagne : Il y a pris des places ; il a enlevé les quartiers de l'Armée du Roi mon maître. Si M. de Lesdiguières a suivi les ordres de sa Majesté Très Chrétienne , elle déclare ouvertement la guerre à la Couronne d'Espagne. Que si M. le Maréchal a entrepris cela de lui-même , je demande qu'il soit puni de sa désobéissance , & qu'on fasse satisfaction au Roi mon maître.

Louis s'excuse le moins mal qu'il peut , sur l'esprit vif & impétueux de son Général. On lui envoie des ordres précis de repasser les monts au plutôt & de ramener ses troupes. Les Ministres de France tâchoient de faire accroire au monde que le Roi donneroit à Lesdiguières des marques publiques de la juste indignation de sa Majesté. Elle n'étoit pas trop fâchée dans le fond de son cœur que la fierté des Espagnols fût rabattue , & qu'on leur eût fait sentir que bien loin d'opprimer facilement le Duc de Savoie , & la République de Venise , le Roi d'Espagne s'exposeroit lui-même

1627. même au danger de perdre son Duché de Milan, dès que la France voudroit secourir ses alliés. Cependant, il falloit donner en apparence quelque satisfaction à sa Majesté Catholique. Louïs ne vouloit pas rompre avec elle. Les belles espérances de conquérir le Duché de Milan, ne le tentoient pas. Son Royaume se trouvoit épuisé par les guerres civiles des années précédentes. Le parti de la Reine mere tâchoit de se relever: beaucoup de gens s'intriguoyent pour elle à Paris & dans les Provinces: Enfin, la paix étoit plus utile à Luynes pour l'établissement de son crédit & de son autorité. Potier de Seaux Secrétaire d'Etat fut dépêché en Espagne. Il avoit ordre de désavouer le Maréchal de Lesdiguières, & de faire en sorte que son entreprise ne fût pas un prétexte à la Cour de Madrid, de rompre l'accordement conclu. Philippe & le Duc de Lerme son premier Ministre, tout occupés des affaires de la Maison d'Autriche en Allemagne, paroisoient contens des démarches de la Cour de France. Sa Majesté Catholique prometque ce qui s'est passé dans le Milauois, ne lui fera pas changer sa resolution de donner la paix à l'Italie.

Rétour
du Ma-
réchal de
Lesdi-
guières
en Da-
phné.

Lesdiguières ne put se dispenser d'obéir aux ordres précis & réitérés de revenir en France avec ses troupes. Il prit seulement des mesures afin d'empêcher que le Gouverneur de Milan n'entreprît rien durant la suspension d'armes dont le Roi d'Espagne étoit convenu, & d'obliger sa Majesté Catholique à tenir la parole donnée de rendre

rendre Vercel au Duc de Savoie. Le 1617.
 Maréchal promet à son Altesse que les
 troupes de France demeureront sur la
 frontière, & qu'elles seront prêtes à mar-
 cher, en cas de quelque nouvelle contra-
 vention de la part des Espagnols. Lesdi-
 guères se crut honnêtement obligé de ren-
 dre visite au Cardinal Ludovisio Ministre
 du Pape pour l'accommodelement du Duc
 de Savoie avec le Roi d'Espagne. On ne
 peut faire un compliment plus agréable à
 un Cardinal que de lui souhaiter la Tiare
 au prochain Conclave. Monsieur, dit ga-
 lamment le Maréchal en prenant congé
 du Cardinal, je souhaite de vous voir Pape
 dans quelque temps. Je vous suis fort obli-
 gé, Monsieur, répondit Ludovisio avec tou-
 te la modestie dont il étoit capable. Vous
 me souhaitez une dignité que je remplirois
 fort mal. Pour moi, je prie Dieu que vous
 deveniez Catholique. Je vous promets de
 l'être, reprit Lesdiguières en souriant, quand
 vous serez Pape. On dit que le Maréchal
 ne pensoit qu'à railler. Il ne s'imaginoit
 pas que Ludovisio déjà vieux & le dernier
 de tous les Cardinaux, dût succéder à Paul
 V. Cela se trouva véritable peu de temps
 après. Le nouveau Pape Gregoire XV.
 écrivit un Bref obligeant à Lesdiguières
 pour le sommer de sa parole. Il y répon-
 dit d'une manière indigne d'un Protestant.
 Malgré toutes les remontrances des Mi-
 nistres & du Consistoire, le Maréchal don-
 na du très-Saint Pere & de la Sainteté à
 Ludovisio. Cela n'est pas surprenant. De-
 puis quelques années Lesdiguières n'eut

*Histoire de
Connéta-
ble de Les-
diguières.
L. IX.*

*ch. p. 9..
Mémoires
de Dca-
geant. p. g.
168. 169.*

1617. plus d'attachement à une Religion qu'il deshonoroit par le deréglément de ses mœurs : Le Maréchal attendoit l'occasion favorable de vendre le plus cher qu'il pourroit , sa prétendue conversion à la Cour de France qui la souhaitoit avec empressement.

L'accord-
mod-
mont des
Venitiens
avec le
Roi de
Bohème,
& celui
du Duc de
Savoie
avec le
Roi d'Espa-
gne
signés à
Paris.

R. L. G. S. I. 1617. Tom. IV. pag. 224. 225. 226. Gr.

Le Maréchal de Lesdiguières méditoit son irruption dans le Milanais. Le Duc de Monteleon Ambassadeur d'Espagne donna un écrit aux Ministres de France , par lequel il promettoit au nom du Roi son maître , que celui de Bohême s'en tiendroit aux articles dressés à Madrid dans le mois de Juin passé , & qu'on n'y changeroit rien. Octaviano Bon & Vincent Gussoni Ambassadeurs de la République de Venise donnèrent aussi de leur côté un écrit , par lequel ils s'engagèrent en vertu de leur plein-pouvoir , d'accepter & de faire ratifier à Griti Ambassadeur de Venise à Madrid tout ce qui seroit conclu à Paris. Après ce préliminaire , le Chancelier de Silleri , du Vair Garde des Geaux , Jeahnnin Surintendant des finances , Villeroi & Puisieux Secrétaires d'Etat , Commissaires du Roi de France convinrent en présence du Nounce du Pape , que le Duc de Monteleon Ambassadeur du Roi d'Espagne , & les deux Ministres de la République de Venise , enverroient en Espagne les articles déjà dressés à Madrid , pour être acceptés & ratifiés

1617.

fiés dans vingt-cinq jours par Kevenhul-
ler Comte de Franchenbourg Ambassadeur
de sa Majesté Impériale & Plenipotentiaire
du Roi de Bohême, & par Griti Ambassa-
deur de la République de Venise & Pleni-
potentiaire du Duc de Savoie. Cet accom-
modement fut signé à Paris le 6. Septem-
bre par Bentivoglio Nounce du Pape, par
les cinq Ministres de France & par les deux
Ambassadeurs de Venise. Il s'appelle com-
muniément le Traité de Madrid, parco-
que les articles y furent premièrement
dressés & ratifiés ensuite. Je ne les rap-
porte pas en détail. Ils étoient divisés en
deux parties. Les uns regardoient la satis-
faction que la République demandoit tou-
chant les Uscoques & l'exécution d'un
Traité fait à Vienne l'an 1612. Les
autres concernoient le différend des Ducs
de Savoie & de Mantouë, le désarmé-
ment de Charles Emmanuel & du Gou-
verneur de Milan, dont le cérémonial
pour ainsi dire causoit tant de contesta-
tions; une partie refusant de faire un pas,
que l'autre n'eût fait sa démarche; enfin
l'exécution du fameux Traité d' Ast, dont
les Espagnols ne purent jamais abolir la
mémoire. On ne fit aucune mention de
la restitution de Verceil, pour conteneter
la fierté délicate de la Cour de Madrid.
Le Roi de France promit secrètement au
Duc de Savoie que la place lui seroit ren-
due, sur la parole que sa Majesté Catholi-
que en donnoit à Louis.

Depuis les articles dressés à Madrid, le
Duc d'Offone Viceroy de Naples prit quel-
ques.

1617. ques vaisseaux & des marchandises sur les Venitiens. Ils en demanderent la restitution; car enfin, le Roi d'Espagne déclara sur la signature de l'accordement. qu'il n'étoit nullement en guerre avec la République. Le Sénat fit mettre dans les instructions envoiées aux deux Ambassadeurs à Paris, qu'ils pressassent que cet article fut ajouté à ceux de Madrid. Bon & Gussoni le demanderent en effet aux Ministres de France. Mais Louïs qui craignoit que ce nouvel incident ne reculât encore la conclusion d'une affaire qui duroit trop long temps, crut que les Ambassadeurs ayant un plein-pouvoir, il leur étoit permis de passer par là-dessus, & que le Sénat devoit se contenter de la promesse que sa Majesté donnoit par écrit. d'employer ses bons offices, auprès du Roi d'Espagne, afin que le Viceroy de Naples rendît les vaisseaux & les marchandises reclamées par les Venitiens. Cependant, lors qu'il est question de signer l'accordement, Bon & Gussoni en font difficulté, sur ce que cette restitution n'est pas expressément stipulée. Ils alléguèrent l'ordre précis du Sénat de la faire ajouter aux articles de Madrid. Les Ambassadeurs demandoient du temps pour écrire là-dessus à leurs maîtres, & pour en recevoir de nouveaux ordres. Les Ministres de France répondirent que jamais on ne finiroit, si la conclusion de l'affaire se retardoit ainsi pour des formalités peu importantes. *Le Roi vous promet par écrit, disoient-ils, d'agir efficacement auprès de sa Majesté Catholique, afin que la République ait satisfaction*

sur

sur ses vaisseaux & sur ses marchandises. Craignez-vous que le Roi d'Espagne ne refuse de faire ce que sa Majesté Très-Chretienne promet d'obtenir de lui ? Si l'Ambassadeur de la République à Madrid n'avoit pas cbicant sur un ou deux articles de nulle consequence , le Gouverneur de Milan n'auroit point pris la ville de Verceil. Peut-être que le Duc de Savoie & le Maréchal de Lesdiguières sont actuellement à main armée dans les Etats du Roi d'Espagne. Si le Traité ne se signe pas , on trouvera mille nouveaux obstacles qu'il sera difficile de surmonter. Faudra-t-il donc que les deux Couronnes en viennent à une guerre ouverte ? On ne le prétend pas. Comptez que le Roi ne rompra point avec l'Espagne , parce que la République & le Duc de Savoie n'ont pas envie de s'accorder avec sa Majesté Catholique à des conditions raisonnables.

Louïs indigné de ce qu'on fait difficulté de se reposer sur sa parole d'obtenir une chose que Philippe ne peut refuser honnêtement , Louïs , dis-je , menace d'abandonner les Venitiens à la discretion des Espagnols , & d'obliger le Duc de Savoie à faire un accommodement séparé. Cela mit les deux Ministres de la République dans un extrême embarras. Ils craignoient la rigueur ordinaire du Sénat contre les Officiers & les Ministres qui n'exécutent pas religieusement les ordres donnés. D'un autre côté , ils ont peur que le Sénat ne leur reproche que pour une formalité peu importante , ils manquent de tirer la République d'une guerre fâcheuse , & qu'ils

1617. l'exposent à la nécessité de soutenir elle seule tous les efforts de la Maison d'Autriche en Italie & du côté de l'Allemagne. Bon & Gassoni consultèrent entr'eux. Et après de longues & sérieuses réflexions, ils crurent devoir s'exposer eux-mêmes à l'indignation du Sénat. Peut-être que les deux Ambassadeurs jugeoient bien qu'il y auroit plus de grimace & de façon que de réalité. Le danger où la République se jettoit de perdre l'appui de la Couronne de France, en méconçatait le Roi qui avoit la conclusion de l'Accommodement à cœur, étoit quelque chose de trop grande conséquence. Les Ambassadeurs concilierent que cette considération devoit l'emporter sur celle de leurs intérêts particuliers. Ils signent le Traité : Et Louis leur fait délivrer une promesse telle qu'on la leur a promise. Le Traité fut envoié tout aussi-tôt à Madrid, où le Comte de Franchenbourg & Griti Ambassadeurs de l'Empereur & de la République le ratifièrent. Il en fut de cette paix comme des autres. Elle causa de nouveaux embarras. Quand il est question de presser l'exécution du Traité, les Ministres du Roi d'Espagne chicanent à leur ordinaire. Cela ne manque jamais d'arriver, lors que les Négociateurs pensent plutôt à finir la guerre qu'à établir une paix solide.

Le Sénat de Venise accepte le Traité. La nouvelle de l'accordéement conclu à Paris & ratifié de part & d'autre à Madrid, fût fort agréablement reçue à Venise. On y paroissait content d'avoir obtenu l'expulsion des Uscoques & la confirmation

firmation du Traité de Vienne en 1612. 1617.
 Glorieux d'avoir soutenu les droits de la République avec honneur, & fait voir à ses Ambassadeurs
 toute l'Europe la justice de ses prétentions
 le Sénat se console facilement du progrès qui l'ont
 peu considérable des armes Venitiennes signé en
 dans le Frioul & dans l'Istrie. On comprenait venir se
 toit pour quelque chose la résistance aux constitutions
 entreprises du Viceroy de Naples dans le prison-
 Golfe Adriatique. Mais on se savoit surtout niers.
 bon gré, d'avoir ôté à la Couronne d'Espagne ^{Nani H.}
 l'arbitrage souverain des affaires d'Italie, ^{Maria V.} L. 1617.
 & d'y avoir fait intervenir celle de France
 en qualité de Médiatrice principale. Un ^{Vittorio}
 si grand chagrin donné à la Cour de Ma-^{Sirime.}
 drid semble aux Venetiens un honnête dé-^{marie Re-}
 dommagement de toutes leurs pertes. Quel-^{cendite.}
 ques Sénateurs parlèrent contre le Traité. ^{Tom. IV.} pag. 267.
 Ils y trouvoient des choses sujettes à ex-^{268. 269.}
 plication. Il faudra, disoient ces Messieurs, ^{284. 285.}
 dépendre encore du sens mystérieux & caché ^{296. 297.}
 du Conseil de Madrid. Ces plaintes si
 communes autrefois contre les Ministres
 d'Espagne, nous les entendons faire main-
 tenant contre ceux de France. On se
 récrioit principalement dans le Sénat sur
 ce que Bon & Gussoni Ambassadeurs de
 la République n'avoient pas obéi ponctuel-
 lement à ses ordres. On representoit en-
 core qu'il étoit à craindre que les Espagnols
 ne se servissent adroitemment de ce Traité
 pour rompre la bonne intelligence entre la
 République & le Duc de Savoie. Il se
 plaignoit hautement de ce que les Ministres
 Venetiens avoient trop séparé leurs intérêts
 de ceux de son Altesse. Toutes ces ob-
 jections

16:7. objections ne firent point d'effet. Il falloit accepter le Traité, ou s'exposer au ressentiment de la France, à laquelle on avoit déferé la médiation. Afin de garder seulement quelque bienfaveur au dehors, le Senat résolut que Bon & Gassoni seroient rappelés, & qu'ils viendroient se constituer prisonniers en punition de leur désobéissance. Cela donna matière à une infinité de réflexions en Italie & ailleurs. Le monde fut surpris de voir les Ministres de la République punis pour avoir signé un Traité qu'elle ratifioit volontiers, & qu'elle regardoit comme honorable & avantageux. On s'imagina que le Senat ne vouloit pas tant donner un exemple de l'obéissance due aux ordres du Souverain, que contenter par quelque satisfaction apparente le Duc de Savoie qui crooit à l'*ingratitude* contre les Venitiens. Griti tâcha de raccommoder les choses à Madrid, en séparant moins les intérêts de Charles Emmanuel de ceux de la République.

Simeon Contarini fut nommé Ambassadeur Extraordinaire en France. Il avoit ordre de dire au Roi & de lui faire agréer les raisons que le Sénat prétendoit avoir de punir Bon & Gassoni. Louis trouva mauvais qu'on traitât si rigoureusement deux Ministres, auxquels le Sénat ne pouvoit reprocher autre chose que trop de complaisance pour sa Majesté, & d'avoir supposé que sa parole valoit bien autant qu'un article mis dans le Traité. Contarini fut obligé de s'arrêter à Lyon. Le Roi ne vouloit point recevoir un nouvel Ambassadeur, à moins que le Sénat ne relâchât

chât quelque chose de ce qu'il ordonnaoit avec trop de précipitation & de chaleur. Ce fut un nouveau sujet de négociation. Leon Brulart Ambassadeur de France à Venise fit de grandes plaintes de la part du Roi son maître. Il representa vivement la conduite sage & droite des Ministres de la République en France. Mais l'impérieux & dissimulé Sénat faisoit semblant de vouloir demeurer ferme dans sa premiere resolution. Les deux pauvres Venitiens furent fort intrigués. Ils demandoient leur audience de congé : Et le Roi ne vouloit pas la leur donner, à moins qu'il ne fût assuré que la République en useroit plus humainement. On resolut pourtant de leur permettre de partir, de peur que la protection trop ouverte d'une Puissance étrangère, ne leur fit plus de mal que de bien auprès d'un Sénat soupçonneux & extrêmement jaloux de son autorité. Les choses se pacifièrent à la fin. On se contenta de rappeler Bon & Gassoni, & il ne fut plus parlé de châtiment.

A la ratification des deux accommodemens à Madrid, on convint d'une suspension d'armes pour deux mois entre le Roi de Bohême & la République de Venise, & entre le Duc de Savoie & le Gouverneur de Milan. Pendant ce temps-là, on devoit rétablir le commerce & commencer l'exécution des articles du Traité. Mais il y eut encore bien des artifices & des fuites de la part des Ministres Espagnols en Italie. On se prépara plus d'une fois à la continuation de la guerre. Charles Em-

III. 1617.

TRA HISTOIRE DE

1617. manuel y alloit assez rondement. Sa pa-

sion de ménager la France, afin qu'elle
lui fit restituer Verceil, le rendoit souple

Vittorio Siri Me- à tout ce que le Marquis de Bethune Am-
moris re- bassadeur de cette Couronne lui proposoit.
condite.

Don Pedro convint enfin à Pavie le 9.
Tom. IV.

pag. 292. Octobre avec Bethune, que si le Duc de

293. &c. Savoie rendoit ce qu'il avoit pris, & con-

318. 319. gédioit ses troupes dans ce même mois, les

&c. 328. Espagnols restitueroient de leur côté, &

329. &c. qu'ils disposeroient de leurs troupes con-

formément au Traité d'Ast. Tout sembloit

aller bien de ce côté-là. Content de voir

sa négociation bientôt finie, l'Ambassadeur

pensoit à s'en retourner en France. Mais

il se trouva loin de son compte, quand il

fut question d'avoir le consentement de

Ferdinand Duc de Mantoue. Conduit

par les Espagnols, il refuse de pardonner

& de rendre les biens aux sujets du Men-

ferrat qui se sont déclarés pour le Duc de

Savoie, quoi que ce fût un article du Trai-

té de paix. Nouvel artifice du Gouver-

neur de Milan qui ne prétendoit pas que

la guerre finît si-tôt en Italie. Le Marquis

de Bethune n'en douta plus, quand il vit

que Don Pedro ne se contentoit pas de la

manière dont le Duc de Savoie desarmoit,

quoi qu'elle se fit de bonne foi. Irrité de

ces chicaneries, l'Ambassadeur de France

fit un acte de protestation, pour se déchar-

ger sur le Gouverneur de Milan de tous

les maux qu'elles pourroient causer à l'Ita-

Bien loin d'avoir égard à cette pro-

cedure, Don Pedro reçoit tous les jours

de nouvelles troupes de plusieurs endroits.

Char-

Charles Emmanuel qui ne se met pas trop en peine que les Espagnols refusent d'exécuter un traité, dont la Couronne de France lui promettoit la garantie, se fortifie de son côté pour n'être pas surpris. Il envoie un Ambassadeur à Venise, il propose au Sénat de prendre de nouvelles mesures en cas que la guerre continuë. 1637.

Les Venitiens n'étoient pas moins embarrassés avec les Ministres d'Espagne. Don Pedro craignoit que si la ville de Gradisque extrêmement pressée dans le Frioul, venoit à tomber entre les mains de la République avant le temps marqué pour l'exécution du Traité, ce ne fut un trop grand sujet de Triomphe aux Venitiens, & de honte aux armes du Roi de Bohême. C'est pourquoi le Gouverneur de Milan fit irruption sur les terres de la République en Italie. Il espére que cette diversion engagera le Sénat à ne presser pas tant le blocus de Gradisque, ou du moins à la restituer promptement, en cas que la disette de vivres la contraigne d'ouvrir ses portes aux Venitiens. Le Sénat faisoit déjà des préparatifs pour soutenir la guerre en Italie, lorsque le Marquis de Bedmar Ambassadeur d'Espagne à Venise, déclare que le Roi son maître rend à la priere de celui de France les Vaisseaux & les marchandises que le Viceroy de Naples reçenoit aux Venitiens. Dans le dessein de sauver Gradisque, Bedmar propose en même temps une suspension d'armes par tout. Le Senat l'accepte; & là dessus on régle la quantité de vivres qui doit entrer par jour

1617. jour dans la ville bloquée, en attendant l'entière exécution du Traité. Mais le Duc d'Ossone Viceroi de Naples se mettoit en colère au seul mot de paix. Il fait entrer sous divers prétextes des vaisseaux dans le Golfe Adriatique. La Flote Venitienne fut sur le point d'en venir à un combat général avec l'Espagnole. Il fallut que le Pape & le Roi de France s'entremissoient encore pour l'accommodelement de la République avec le Viceroi. On lui envoie de Madrid des ordres précis de restituer les vaisseaux & les marchandises aux Venitiens. Pressé de tous côtés, Ossone offre de rendre les vaisseaux; pour ce qui est des marchandises, il en fait publiquement la distraction. Le Résident de la République n'ayant point voulu recevoir les vaisseaux sans les marchandises, l'an 1617. finit, avant que les affaires fussent entièrement accommodées.

Négociation du Duc de Rohan en faveur de la Reine Le Duc de Rohan revenu d'Italie après que le Maréchal de Lesdiguières eut reçu ordre de ramener en France les troupes du Roi, vit l'autorité de Luines si bien établie, qu'il crut devoir comme les autres faire sa cour au Favori. Le Duc se trouvoit son allié par la fille du Due de Monbazon cadet de la Maison de Rohan que Luines épousa. Cela donne de l'accès à Rohan auprès du Favori, qui cherche de son côté à ménager un allié d'un grand crédit & d'un mérite distingué. Rohan qui n'aimoit point le Prince de Condé, sur tout depuis la conférence de Loudun, & qui s'étoit réconcilié de fort bonne foi avec

Mémoires du Duc de Rohan, L. I.

avec la Reine mere, insinue à Luines de s'accommorder plutôt avec elle qu'avec le Prince de Condé, qui recherchoit avec empressement l'amitié du Favori. Son Altesse lui promettoit tout son crédit & tout son appui, pourvû qu'il la tirât d'une prison où elle s'ennuioit étrangement. La perplexité de Luines étoit grande. Il ne pouvoit se dispenser de s'accommoder au plutôt avec Marie de Médicis, ou bien avec Condé. Deux personnes d'un rang si éminent ne se gardent pas long-temps en prison. Luines craint l'esprit avare & ambitieux du Prince de Condé, qui veut amasser du bien & entrer dans les affaires. La Reine mere ne paroifsoit pas si redoutable au Favori. Mais il n'ose espérer qu'elle lui pardonne jamais la mort du Maréchal & de la Maréchale d'Ancre.

Rohan emploie son adresse & son éloquence à persuader à Luines, qu'il trouvera mieux son compte avec Marie de Médicis. *Il faut enfin prendre parti, Monsieur,* disoit le Duc au Favori. *Vous ne pouvez pas garder encore long-temps en prison la mere du Roi & le premier Prince de son sang. L'un étoit arrêté avant que vous fussiez en place: il ne peut vous imputer sa disgrâce. Les choses ne sont pas tout à fait de même au regard de la Reine mere. Elle a raison de croire que vous avez eu part à son éloignement. Vous êtes obligé de la traiter avec quelque sorte de respect, d'avoir de grands ménagemens pour elle, & de lui laisser une apparence de liberté. Qui vous répond qu'elle ne vous échappera pas? Et que ne devrez*

1617. vez vous pas craindre de son ressentiment, si elle revient à la Cour malgré vous. Dès que M. le Prince sera rentré dans les affaires, il vous traversera beaucoup plus que la Reine mere. Vous le connaissez : c'est un esprit vif, entreprenant & avare. Il n'est pas vindicatif, je l'avoué. Mais il ne se picque pas de gratitude. Tout le monde sait qu'il n'aime que lui-même. La Reine mere n'est pas à beaucoup près si entreprenante. Ne doutez pas qu'après son retour il n'y ait encore de la jalouse & de la défiance entre le fils & la mere. C'est votre avantage. Vous pourrez les entretenir dans cette disposition & en profiter. Le Roi ne se dévouera plus aveuglément aux volontés de sa mère, & elle aura besoin de vous pour avoir quelque part dans la confiance de son fils.

Luines parut goûter ces raisons : & le Duc de Rohan trouva moyen de faire savoir ce qu'il avoit négocié pour la Reine mere à Barbin enfermé dans la Bastille. Bournonville y commandoit sous Persan son frere, & il étoit bien intentionné pour Marie de Médicis. C'étoit lui qui faisoit tenir les lettres de Barbin à sa maîtresse. Informé de cè que le Duc de Rohan ménage, Barbin conseille à la Reine mere d'écrire au Roi, à Luines, & au Duc de Mombazon ; à sa Majesté pour se justifier d'une manière douce & respectueuse ; & aux deux autres afin de les engager à la servir auprès du Roi. On dresse la minute des lettres, & le Duc de Rohan y corrige quelques termes capables d'aigrir encore les esprits. Un Evêque en qui Barbin

bin se fioit, prend la commission, de porter la minute des lettres à Blois. La Reine devoit se regler dessus en écrivait au Roi, au Duc de Monbazon & à Luines. Mais le Prélat qui faisoit le valet de Barbin, étoit un fourbe & un traître. Ne seroit ce point un Bonzi Evêque nommé de Beziers que Marie de Médicis chassé de sa Cour quelque tems après, comme un perfide qui la trompoit? Quoiqu'il en soit, le Prélat découvrit tout à Déageant. Celiui-ci qui croit sa fortune renversée si la Reine mere & Barbin reviennent à la Cour, prend la résolution de rompre non seulement l'intrigue, mais de se servir encore du lâche Prélat, pour achever de perdre Barbin & les partisans de Marie de Médicis. L'Evêque fait quelques voyages à Blois, tenu des lettres à la Reine mere, & rapporte les réponses de sa Majesté. On ne trouve rien que de fort innocent dans les unes & dans les autres. Toute l'intrigue se tendoit qu'à procurer une reconciliation honnête entre le Roi & la Reine sa mere.

Déageant entreprend alors de faire un tour de son métier. Ce maître scelerat ^{Fourberies de} commandé à l'Evêque aussi fourbe que lui, de dire à la Reine mere que Bourbonville ^{Déageant pour ren-} aiant peine à se persuader qu'elle veuille recevoir dans ses bonnes graces le beau-frere du Maréchal de Vitri, sa Majesté ne fera pas mal de lui envoier quelque bague, ^{dre la né-gociation du Duc de Rohan} comme un témoignage de sa bienveillance. Marie de Médicis s'en défend d'abord, ^{inutile, & pour per-} parce que se voulant rien donner qui ne ^{dre sans ressource} soit ^{Barbin & les autres}

1617. soit digne d'une Reine, il lui semble qu'elle n'a pas dans sa cassette de quoi faire serviteurs un présent assez riche. La Reine mere de la Reine mere promet de faire acheter un diamant à Bournouville. Mais l'Evêque la presse si fort, *Mémoires de Rohan.* qu'elle prend enfin l'anneau d'une de ses femmes & le met entre les mains du Prélat. Il ne manque pas de le porter à Déageant, qui le retient, en fait faire un tout à fait semblable, & dit à l'Evêque de le présenter de la part de la Reine mere à Bournonville. Luines détourné par Déageant & par Modéne de se raccommode avec Marie de Médicis ; qu'ils lui dépeignent comme son ennemie irréconciliable, se laisse encore persuader de faire usage de la bague envoiée par Marie de Médicis & de perdre les serviteurs de cette Princesse.

Vittoria Siri Me- Modéne confident de Luines étoit une creature de la maison de Montmorenci, & *marie Re-* quoique le Duc de ce nom eût épousé une *condâne.* proche parente de la Reine mere, il aimoit *Tom. IV.* encore mieux tirer de prison le Prince de *Pag. 100.* Condé son beaufrere, que de contribuer au retour de Marie de Médicis. Voilà pourquoi le Duc de Rohan ne réussit point dans sa négociation avec le Favori. Déageant l'un des Confidens de Luines craignoit la Reine mere, & Modéne en qui il avoit encore plus de confiance, entroit dans les intérêts du Prince de Condé.

Mais quel usage le fourbe Déageant ferait-il de la bague demandée avec tant d'empressement à Marie de Médicis ? Ou *Mémoires de Rohan.* la montre au Roi ; on lui fit acroire que *L. I.* plusieurs Seigneurs ont conjuré de se rendre

de maîtres du Louvre, de faire revenir incessamment la Reine mère, de lui remettre l'autorité entre les mains, & que tous les gens du complot doivent porter au doigt une bague semblable à celle qui est venue de Blois. Il n'en fallut pas davantage pour rendre Louis susceptible des impressions qu'on voulut lui donner contre certains Seigneurs de sa Cour. Le Duc de Rohan fut un des premiers notés. Luynes le prend un jour dans son cabinet, & lui déclare que le Roi bien averti de l'inclination de Rohan à servir Marie de Médicis, & du commerce qu'il entretient avec Barbin, lui auroit fait sentir les effets de son indignation, si le Favori n'avoit retenu sa Majesté, en considération de l'alliance qui est entre lui & la Maison de Rohan. Le Duc répondit avec toute la noble fierté dont son cœur étoit capable: *Sachez, Monsieur, dit-il à Luynes, que je ne suis ni d'humeur, ni d'un rang à faire le métier d'espion. Toutes mes démarches sont connues au Roi; j'en suis bien aise. Elles ne tendent qu'au service de sa Majesté. J'ai du respect & de l'attachement pour la Reine mère, je ne le dissimule pas. Tous les bons François doivent être dans les mêmes sentiments.*

Une autre avantage feinte, ou véritable, fournit à Déageant, de quoi achever de perdre Barbin, & quelques autres serviteurs de Marie de Médicis. Déageant prétend empêcher que son ancien maître qu'il trahit si lâchement ne revienne à la Cour. Il produit au Roi & à son Conseil,

Mémoires de Déageant.

pag. 116.

117. Gr.

2617. feil, je ne fais quel pacquet de lettres trouvé, disoit-on, dans la rivière de Marne. La manière dont Déageant raconte lui-même cette prétendue découverte, sent si fort le Roman, qu'il y a grande apparence que c'est une imposture de sa façon. Les lettres sont, à ce qu'on rapporte, de l'Agent du Grand Duc à Paris, qui écrivait à la Duchesse de Lorraine. Elles supposent que ce Ministre s'intrigue pour le retour de la Reine mere, & qu'elle a gagné certaines personnes qui approchent le Roi, & qui ont part à la confidence de Luines. Outre les gens de qualité, on y parloit de deux frères Florentins nommés Siti anciens domestiques de la Maréchale d'Ancre, ou de l'Archevêque de Tours son frère, & d'un François appellé Duraad. Bourdonville n'y est pas oublié, comme celui qui fait tenir les lettres de Barbin à la Reine mere. Enfin, La Ferté Domestique du Duc de Rohan s'y trouve avec les autres. On y disoit que Barbin avoit su par son entremise tout ce qui se passa entre Luines & Rohan. Ceci paroit un artifice assez grossier de Déageant qui veut faire éclater tous les avis qu'il a reçus secrètement de son Evêque. Il prétendit cacher la perfidie du Prélat, en feignant que tout fut trouvé dans le pacquet supposé de l'Agent de Florence. Les lettres attribuées à ce Ministre étranger firent grand bruit au Conseil du Roi. Pour envelopper mieux l'intrigue, du Vair Garde des Seaux lui ordonne de la part de Sa Majesté de se retirer incessamment du Roi au-

1617.

Roisame, sous prétexte qu'elle trouve fort mauvais que le Grand Duc eût arrêté dans le port de Livorac je ne sai quels vaisseaux chargés de grain pour des Marchands de Provence.

On ôte le commandement de la Bastille à Persan. Il est mis en prison aussi bien que Bournonville son frere. On arrête Durand, les deux frères Siti, & plusieurs domestiques de Matic de Médicis. Le Chevalier du Guet eut l'ordre d'aller surprendre Barbin dans sa chambre à la Bastille, & de saisir ses papiers. Le Grand Conseil reçut ensuite une commission de faire le procès aux accusés. Lui Journal
de Baffem-
pierre.
Mémoires
de Dés-
gant. pag.
123. 124.
Or. Gra-
mmond Hi-
storiarum
Galliae.
L. III. commençoit d'être odieux au Parlement de Paris. Cette Compagnie honteuse de l'injustice faite à la Maréchale d'Ancre, n'est plus d'humeur à servir aveuglement le Favori dans ses passions. Je ne sai comment cette malheureuse coutume s'est introduite en France contre les Loix & contre toutes les règles de l'équité. Quand la Cour entreprend de perdre certaines gens, elle ôte la connoissance de l'affaire aux Juges naturels & ordinaires, & on nomme des Commissaires. Ces Messieurs qui voient bien que c'est une occasion de faire plaisir au Favori, ou bien aux Ministres, sacrifient & trouvent mille détours afin d'opprimer les plus innocens. Détestable invention de ceux qui cherchent à mettre les Princes au-dessus des Loix les plus anciennes & les plus facrées! Durand & les deux Siti furent condamnés l'année suivante à la mort, sous prétexte de je ne sai

1617. fait quels vers & de certains écrits trouvés dans leur cabinet, contre Luines, & contre le Roi du moins indirectement, ajoutoit-on avec beaucoup de malignité. Car enfin dès que vous dites quelque chose qui déplaît au Favori, ou bien au Ministre, il ne manque jamais de prétendre que vous attaquez le Roi qui l'a mis en place. Quoi qu'il en soit de la manière dont les vers & les écrits se trouvèrent conçus; est-il juste de faire perdre la vie aux gens pour des choses qui ne sont jamais sorties de leur portefeuille? On crut d'irriter trop la Reine mère en condamnant Barbin à la mort, il en fut quitte pour un bannissement perpetuel hors du Royaume. Les autres accusés eurent des amis qui les tirerent d'affaire.

Nouvelle disgrâce de Richelieu l'Eveque de Luçon. Richelieu fut un des premiers qui sentit les effets de la haine conçue contre tous les gens capables de servir Marie de Médicis à revenir à la Cour. Quelque protestation qu'il eût faite au Roi & à son Favori en partant de Paris, qu'il veilleroit sur les actions de la Reine mère, & qu'il l'empêcheroit de rien entreprendre qui pût déplaire à Louis, les vieux Ministres & Luines même, se défièrent toujours de cet esprit souple & artificieux. Trois ou quatre semaines après son arrivée à Blois, on lui fit dire de se retirer dans son Prieuré de Couffai en Anjou. Le bon Prélat obéit, & feignit de ne penser plus qu'à composer des livres de dévotion & de controverse. Mais il eut beau dire; on l'examina de si près, que les Ministres furent

furent avertis qu'au lieu de lire la Bible & d'étudier les Peres de l'Eglise, il caballoit en Poitou, & qu'il cherchoit à s'assurer d'un nombre de gens de guerre. On résolut de l'éloigner encore plus loin de Blois, & de ne le laisser pas en Anjou. Informé par son frere de la resolution prise L. I. contre lui dans le Conseil du Roi, Richelieu tâche de prévenir un ordre fâcheux, en se retirant de lui-même dans son Evêché de Luçon. Mais la Cour ne le voulloit pas souffrir en un endroit, où il pouvoit entretenir ses intrigues en Poitou. Le voilà relegué hors du Royaume dans la Ville d'Avignon. La lettre de cachet lui fut envoiée au commencement de l'année suivante.

Le Prélat qui ne se mit pas autrement en peine de la résidence, tant qu'il eut la liberté d'être agréablement à la Cour, se plaint amèrement au Pape de l'injustice faite à un Evêque, auquel on ôte le moyen de travailler à la sanctification de son troupeau. Paul V. qui n'aime pas à voir dans ses Etats un homme trop intriguant & suspect à la Cour de France, fait semblant d'appuier des plaintes si justes, si convenables à un bon Evêque. Le Pape témoigne son prétendu mécontentement à Marquemont Archevêque de Lyon, qui bien loin de résider lui-même, faisoit les fonctions d'Ambassadeur à Rome. Marquemont écrivit plus d'une fois à la Cour que l'ordre donné à Richelieu paroiffoit au S. Perre, une chose contraire aux règles de l'Eglise ; & qu'il se plaignoit d'une pareille

TOME. III.

F

in-

1617.

*Histoire
du Cardi-
nal de R.
ichelieu.*

*Mémoires
pour l'Histoire
du Cardinal
de Richelieu.*

1617. infraction des saints Canons. Le zèle du Pape parut étrange aux Ministres de France. On ne savoit pourquoi il le prenoit sur un ton si haut, lui qui n'étoit pas autrement scrupuleux. Les Ministres de France laisserent gronder le Pape : Si M. de Richelieu, disoient-ils, avoit voulu résider exactement dans son Diocèse, & ne chercher point des emplois qui ne conviennent pas à son caractère, on n'euroit jamais pensé à de reléguer hors du Royaume. On a différe long temps d'en venir à cette extrémité. Mais il a fallu enfin se résoudre à le mettre hors d'état de former des caballes & des factions contre le service du Roi.

On parle
dans le
Synode
National
des Eglises
Réformées de
France de
la division
de celles
des Pro-
vinces-
Unies.

Les Eglises Réformées de France sembloient jouir d'une assez grande tranquilité durant ces agitations de la Cour. Lulnes craignoit d'irriter les Huguenots. La Reine mere ou le Prince de Condé eussent profité de leur mécontentement. Mais Déageant presque tout-puissant auprès du Favoir, cherchoit à se faire un mérite en se déclarant le grand ennemi des hérétiques. Ne se flattoit-il point que son zèle affecté pour la Religion Romaine, couvriroit sa scéléteresse & ses impostures devant Dieu & devant les hommes ! Si nous en croions Déageant il aménagea des intelligences à la Rochelle pour surprendre la ville. Le succès étoit infaillible, si Lulnes jaloux de pag. 161. l'honneur & du crédit qu'un autre acqueroit dans une si belle entreprise, ne lavoit fait échouer mal à propos, en voulant la 162. conduire lui-même. Tel a toujours été le sort des pauvres Huguenots. Lotsque

Mémoires

de Dte-
geant.

pag. 161.

Vie de M.
du Pleissis

Mornai.

L. IV.

coll-

contens de jouir de la liberté de conscience que le Roi leur laisse , ils s'occupent uniquement de leurs affaires domestiques , un Favori , un Ministre agissent sourdement pour les perdre sans ressource. Les *Lettres & Mémoires du même.* 1617.
 Eglises Réformées avoient tenu cette année un Synode National à Vitré en Bretagne. Où y parla de deux choses qui faisoient du bruit dans le monde ; le projet de Jacques Roi d'Angleterre pour la réunion des Protestans , & la division des Eglises des Provinces-Unies sur les matières de la Grâce & de la Prédestination. Les Contre - Remontrans séparés ouvertement de la communion des Arminiens , cherchent à faire approuver dans les paix étrangers , le schisme malheureux qu'ils forment dans leurs Provinces. Du Plessis-Mornai avoit acquis une si belle réputation en France & ailleurs , que les Contre - Remontrans tâchoient de tirer quelque chose de lui en faveur de leur séparation. Et le Prince Maurice d'Orange qui renonce tout publiquement à la communion des Remontrans , témoigne aussi un grand désir de savoir ce qu'un homme d'une expérience consommée dans les affaires d'Etat & de Religion , pense de la fameuse contestation qui partage les plus grands Politiques & les plus habiles Théologiens des Provinces-Unies.

Persuadé que le schisme étoit d'une conséquence trop dangereuse dans une République naissante , qu'il y affoibliroit considérablement la Religion Réformée , & qu'il causeroit peut-être le bouleversement

1617.

entier de l'Etat, du Plessis se conduit avec une extrême circonspection dans cette conjoncture délicate. Quelques personnes distinguées dans les Provinces-Unies & des Eglises entières l'ayant consulté sur les affaires du pays, il représente le danger d'une rupture ouverte, il exhorte à la modération & à la patience, il conseille de ne rien faire que de concert avec les Eglises de la même Confession en Angleterre, en France, en Allemagne, en Suisse & ailleurs. Les Ministres de Zélande échauffés contre les Arminiens, avoient écrit en France pour faire approuver dans le Synode National, la conduite de ceux qui se séparaient de la communion des Remontrans. Du Plessis-Mornai envoia un Mémoire à l'Assemblée. Il étoit d'avis qu'on ne se déclarât point sur la séparation, & que le Synode représentât tout au plus aux Etats-Généraux & au Prince Maurice qu'il seroit à propos de convoquer un Synode National des sept Provinces, & d'y inviter des Théologiens habiles & modérés des païs étrangers, afin de travailler tous conjointement à l'éclaircissement de la vérité par la parole de Dieu, dans un esprit de paix & de charité. Du Plessis écrivit la même chose à Du Maurier Ambassadeur de France auprès des Etats-Généraux & à Paw Pensionnaire de la ville d'Amsterdam, qui le consulterent sur les moyens de terminer ces differends. L'avis étoit bon en lui-même; mais du Plessis ne s'appercevoit pas, que cet expédient faisoit une des plus grandes difficultés. Il voulloit que chacun

*Lettres &
Mémoires
de M. du
Plessis-
Mornai.
1617.*

ne des Provinces-Unies renonçât au droit de régler seule & souverainement ce qui concerne la Religion dans tout son ressort. Du Maurier remontra judicieusement à du Plessis, que la Hollande & quelques autres des Provinces-Unies, soutiennent que leur République est tellement constituée, que les sept Provinces n'ont que certaines choses communes entre elles selon les Traités d'association faits pour la défense de leur liberté: & que dans ces mêmes Traités, chaque Province a toujours stipulé qu'elle demeurera souveraine dans son ressort pour les affaires Ecclesiastiques & civiles.

Il n'y a point de puissance dans le corps des Provinces-Unies qui ait droit d'assembler d'elle-même un Synode National, aux décrets duquel toutes les sept Provinces soient obligées de se soumettre. Il faut que cela se fasse d'un consentement unanime; & la pluralité des voix ne l'emporte pas en cette rencontre. Quelques-unes des Provinces - Unies proposoient avant du Plessis - Mornai la convocation d'un Synode National: les Contre - Remoutrans s'épuisoient à la demander. Mais la Hollande entr'autres refusoit d'y consentir. Elle prétendoit avoir droit de terminer seule & souverainement ce qui concerne la Religion dans l'étendue de son ressort: les Etats de la Province ne vouloient pas recevoir la loi des autres Provinces qui l'emporteroient infailliblement à la pluralité des voix dans un Synode général des sept Provinces - Unies. Cette prétention ne

1617. causa pas moins d'embarras que les cinq articles contestés entre les Remontrans & leurs adversaires. Il ne s'agit plus seulement de la Grace & de la Prédestination, mais encore des droits souverains de chacune des Provinces-Unies. D'une dispute sur des dogmes de Théologie purement spéculatifs, on passa si avant en des contestations épineuses & délicates sur la constitution du gouvernement de l'Etat, que la France commençoit de craindre une révolution fâcheuse dans les Provinces Unies. Du Maurier son Ambassadeur à la Haïe reçut des ordres réitérés de travailler au rétablissement de la paix. Et nous verrons que dans un an Louis enverra un Ambassadeur extraordinaire pour appuyer plus fortement les instances que Du Maurier faisoit tous les jours de la part de sa Majesté Très-Chrétienne. Disons comment les divisions s'augmentoient si malheureusement dans les Provinces-Unies.

La division augmenta dans les Provinces-Unies à l'occasion de la mort de Grotius. E- Depuis que les Contre-Remontrans se virent appuyés par le Prince Maurice d'Orange & par la Ville d'Amsterdam qui se déclaroit ouvertement pour eux, ils rompirent plus que jamais en Hollande & affinèrent toute sorte de communion Ecclésiastique avec les Arminiens. On publie au commencement de cette année un livre sous le nom emprunté de *Lucius pilosus Verus*. L'Auteur y soutenoit que les défenseurs des cinq articles des Remontrans ne peuvent pas être supportés charitalement dans les Eglises Réformées. Etrange excès, auquel leurs plus grands adver-

versaires n'étoient pas encore venus. Ceux d'entre les Contre-Remontrans qui commencèrent de faire des assemblées particulières, prirent pour prétexte de leur séparation, ou le refus des Arminiens dans la conférence de Delft de s'expliquer sur les mystères de la Trinité & de l'Incarnation, ou l'emportement de certains Remontrans qui ni moins imprudens, ni moins outrés que leurs adversaires, croioient qu'il falloit extirper de l'Eglise les dogmes d'une *Prédestination absolue & de la Grace irrésistible*.

Quoique Jacques Roi de la Grande Bretagne aussi inconstant en Théologie qu'en Politique, semblât reprendre ses anciens préjugés contre l'Arminianisme, les plus savans & les plus modérés Rrélats de l'Eglise Anglicane n'aprouvoient pas que ce Prince prétendit ériger en articles de foi les sentimens particuliers de S. Augustin, que quelques-uns des premiers Réformateurs embrassèrent peut-être trop légèrement. Ces Evêques d'Angleterre croioient qu'on doit laisser aux Théologiens la liberté de disputer sur des dogmes purement spéculatifs ; & qu'on ne peut condamner justement ceux qui n'admettent que des *decrets conditionnels* en ce qui regarde la persévérance & le salut. Mais quand les Théologiens échauffés & prévenus espèrent de faire prévaloir leurs opinions, ils ne gardent plus de mesures. Si vous ne recevez pas leurs speculations comme des articles de foi, vous êtes un franc hérétique.

Des Maitres & des Anciens du parti.

1617. Contre - Remontrant tiennent cette année une assemblée secrète à Amsterdam. On y déclare qu'on doit en conscience rompre la communion avec les Arminiens. On voit sur ce qu'les traite de perturbateurs & d'ennemis de l'Eglise, de gens qui ne méritent pas d'être censés membres de la Société des Réformés , à moins qu'ils ne ressemblent à leurs sentimens pernicieux. Enfin , on exhorte tous les vrais fidèles à signer un écrit qu'on appelle tout rondement , *la lettre de divorce*. Il y eut une autre assemblée secrète à la Haie , où quelques Ministres Contre - Remontrans prirent une pareille résolution. Ils avertissoient leurs gens de fuir les Ministres Arminiens comme de faux Docteurs , en attendant la décision du Synode National , qu'on tiendra bientôt , disent - ils , & qui prendra des mesures pour une séparation entière. Quelques personnes ont trouvé mauvais que j'aie comparé les préliminaires du Synode de Dordrecht à ceux du Concile de Trente. Voici de quoi justifier ma proposition. Une des causes de récusation que les Protestans alléguèrent avec beaucoup de justice contre l'Assemblée de Trente , c'est que le Pape & ses Evêques s'étoient déclarés parties. Comment pouvoient - ils prononcer en qualité de juges sur les controverses , eux qui avoient déjà condamné les Protestans , & qui les excommunioient comme des hérétiques ? Les Ministres Contre - Remontrans qui proscrivirent à Dordrecht les cinq articles de la doctrine Arminienne , se trouvent

1617.

vent dans le même cas. Ils s'étoient déclarés parties contre les sentimens d'Arminius & de ses Défenseurs, de la même maniere que le Pape & les Prélats de sa communion contre les dogmes de Luther & de ses Disciples. On voioit en Hollande presque les mêmes choses qu'on vit en Allemagne au commencement de la Réformation. Les Contre - Remontrans se trouvent les plus forts à Amsterdam. On n'y permet pas aux Armidiens de s'assembler seulement dans une maison particulière. Leurs adversaires soulevent le peuple contr'eux. Il s'atroupe autour du lieu où les Remontrans sont assemblés. Il commet mille violences : Et la maison d'un honnête bourgeois est pillée, sans que les Magistrats se mettent en peine d'arrêter le desordre. On prend seulement quelques-uns des plus mutins : mais ils furent renvoiés sans punition ; chose, dit-on, inouïe & sans exemple dans la Province de Hollande. Il faut rendre justice à tout le monde. On ne traitoit point les Contre - Remontrans avec tant de rigueur, où leurs adversaires avoient plus de crédit. Les Magistrats offroient des Eglises particulières aux Contre - Remontrans, pourvû qu'ils n'érigéassent pas un Consistoire séparé.

Il ne restoit plus aux Contre - Remontrans que de se rendre maîtres des grandes Eglises, ou du moins d'en ériger de nouvelles , s'ils n'étoient pas encore les plus forts en certaines villes. Et c'est à quoi

Brand Histoire de la Réfor-
nc

1617. ne se peut exécuter sans la protection ou-
mation L. verte du Prince Maurice d'Orange. Pré-
 XXVI. venu par Aersens & par quelques autres
Grotius
Apologetico eorum
qui Hol-
landia
prafue-
runt. Cap.
 3. & 9. ennemis de Barneveldt, Maurice disoit alors hautement qu'il regardoit les Contre-Remontrauts comme les anciens Réformés que le Prince Guillaume son pere établit dans les chaires publiques, & dont il défendit la doctrine. Maurice peu instruit des affaires Ecclesiastiques, se laissoit surprendre par des gens malins & artificieux. Le Prince Guillaume fut toujours contraint aux Ministres trop rigides sur les sentimens de Calvin. Il ne faisolt pas grande différence entre la Confession d'Augsbourg & celle des Eglises Réformées. Guillaume crut que les Protestans ne disputoient entr'eux que sur des points peu importans au fond de la Réformation en general. Dans les écrits qui nous restent de ce grand homme, il déclare tantôt qu'il est de la Religion du Comte de Nassau son pere qui embrassa la Confession d'Augsbourg. Une autre fois, il fait profession de suivre la Religion Réformée. Puisque le Prince Guillaume se fert indifféremment de ces deux manières de parler, n'est-ce pas une preuve assez évidente, qu'il ne se mettoit pas trop en peine que les Ministres établis dans les chaires publiques fussent pour les dogmes rigides de Calvin, ou pour les sentimens moderés de Melanchthon ? Il vouloit qu'en certains lieux les Réformés se fissent comprendre sous le nom général des Protestans de la Confession d'Augsbourg ; En d'autres, il donnoit des Eglises

ses aux Luthériens comme à des gens de même Religion que les Réformés. On n'eut pas grande peine à tromper le Prince Maurice son fils. C'étoit un guerrier qui reconnoissoit de bonne foi n'entendre rien aux questions de Théologie, & s'embarasser peu des points controversés entre les Docteurs,

Quand les Contre - Remontrans font bien assurés que le Prince Maurice ^{Brandt} les Histoire considere comme les Défenseurs de la Réformation, ils n'oublient pas de pro-^{LXXXV.} fiter d'une disposition si favorable pour eux. Trigland l'un des plus violens du parti, va trouver un jour le Prince & lui dit: *C'est une chose déplorable, Monsieur, que la plupart des Magistrats de Hollande, soient prévenus des mauvais sentiments d'Arminius, Et qu'ils traitent avec tant de dureté ceux d'entre nous qui soutiennent l'ancienne Confession de Foi de nos Eglises. Nous prions très-bumblement votre Excellence d'employer son crédit auprès des Magistrats, afin qu'ils nous permettent du moins de prier Dieu tous ensemble, Et d'instruire notre peuple dans une maison particulière, dans une grange, dans quelqu'autre lieu semblable.* Est-ce donc, répondit le Prince surpris d'une pareille demande, que les Réformés en sont réduits à faire leurs exercices de Religion dans une maison particulière, ou dans une grange? C'est une grande injustice qu'on nous fait, Monsieur, reprit le Ministre artificieux: mais il faut bien la souffrir, puisqu'on ne peut s'en exempter. Si votre Excellence veut bien nous obtenir la liberté de

3617. prêcher publiquement, nous confondrons bien-tôt les défenseurs de la Doctrine d'Arminius. Maurice entra tout de bon en colere. Quoi, dit-il, nous irons prier Dieu dans une maison particulière, ou dans une grange ? Il n'en sera rien. Les Eglises nous appartiennent : nous les aurons.

Une déclaration si formelle du Prince releva merveilleusement le courage des Contre-Remontrans. Il y avoit à la Haie l'ancienne Eglise d'un Monastère, où l'on ne faisoit aucun exercice de Religion. Les Contre-Remontrans s'en saisissent ; ils l'accommodent promptement ; ils y vont prêcher, & leurs gens y courent en foule. C'est ce qu'on appelle maintenant *l'Eglise du Cloître*. Les Etats de Hollande crurent devoir dissimuler en cette occasion, contre le sentiment de Barnaevelt qui veuloit que l'autorité du Souverain fut maintenue en punissant les factieux, & en reprimant une entreprise si violente. Mais les Etats craignirent d'exciter une grande sédition, en suivant ce que le Pensionnaire proposoit. Quelque tems après l'établissement de cette nouvelle Eglise à la Haie, on s'aperçut que certaines personnes remarquables alloient à l'Eglise des Contre-Remontrans & à celle des Arminiens, & que pour favoit plus exactement le nombre de ceux qui venoient à l'une & l'autre Eglise, ces gens jettoient de petites feves dans un sac sous leur manteau. On ne comprenoit rien à l'énigme. Elle se développa peu de jours après. Le Prince Maurice vint à l'Eglise du Cloître, &

1617.

se joignit aux Contre-Remontrans, quand il fut assuré de leur plus grand nombre. Le Comte Guillaume de Nassau suivit l'exemple du Prince Maurice : & la nouvelle Eglise du Cloître est bien-tôt remplie d'un plus grand nombre de Noblesse, de gens d'épée, & de peuple que l'ancienne, où alloient la plûpart des Membres des Etats de la Province & des Magistrats.

Louïse de Coligny Princesse Douairière d'Orange, & le Prince Frédéric Henri son fils continuèrent de suivre Uitenbogard qui prêchoit à la grande Eglise de la Haie. On dit même que Frédéric témoigna publiquement qu'il ne goûtoit point la doctrine des Contre-Remontrans. Cette séparation feinte ou véritable des deux frères qui semblent embrasser deux communions différentes, fut le sujet d'une infinité de discours & de spéculations. Chacun croît y trouver un grand mystère caché : & peut-être que ceux qui raisonnnoient le plus profondément, ignoroient les véritables motifs de la conduite des deux Princes. Quoiqu'il en soit, le contre-poids de Frédéric Henri ne fut pas assez fort pour tenir la balance dans l'équilibre. Elle pancha bien-tôt du côté de Maurice. Le parti Arminien s'affoiblit tous les jours. Les Nobles de Hollande suivent le Prince Amsterdam, Dordrecht & quelques autres villes se déclarent pour lui. Duivenvoorde chef de l'illustre Maison de Wassenaeer favorisloit les Remontrans. Mais cela ne dure pas long-temps après la déclaration

1617. du Prince : il abandonne le parti. Ce Noble de Hollande ne craignoit-il point de s'attirer un trop puissant ennemi, ou de perdre la faveur d'un homme capable de faire de grands avantages aux gens de qualité ? On le reproche à Quivenvoorde. Maurice gardoit toujours quelques mesures au-dehors. Il paroissoit chercher les moyens d'accorder les differends : & ne vouloit pas que les Remonstrans le crussent leur ennemi juré. Le Prince embrassoit le parti le plus fort & le plus favorable à ses intérêts : mais il eût souhaité de ne s'attirer pas la haine & l'inimitié du plus faible. Episcopius vient pêcher à la Haie. Maurice désire de l'entretenir. *On me regarde comme suspect, dit-il à ce fameux Arminien. Certaines gens s'imaginent que je veux opprimer les Remonstrans. Ce n'est pas mon intention. Je les protégerai en tout ce que je croirai juste & raisonnable. Si je me suis uni à leurs adversaires, c'est qu'ils me paroissent défendre l'ancienne doctrine de la Réformation.*

La mesme intelligence devint plus grande entre le Prince Maurice & Barneveld Penfionnaire de Hollande. Croions-en le Prince Maurice sur sa parole : c'est à Dieu de sonder le fond du cœur de l'homme. Maurice se joignait aux Contre - Remonstrans par un principe de conscience & de Religion. Ne nous sera-t-il pas du moins permis d'ajouter qu'il avoit une grande raison de politique & d'intérêt, de se fortifier contre Barneveld & contre quelques Députés tant aux Etats Généraux qu'à ceux de Hollande, qui sembloient vouloir diminuer l'autorité de la charge de Capitaine Général ? Voici com-

comment il arriva là-dessus une nouvelle affaire qui donna plus d'avantage aux Contre-Remontrans, que tous leurs arguments Théologiques. Enfîs du succès de leur entreprise d'exiger à la Haie une nouvelle Eglise sous les yeux & contre la volonté des Etats de la Province, ces Messieurs tâchent de se faire des Eglises en plusieurs villes, & d'y tenir leurs assemblées particulières malgré le Magistrat, qui n'a plus assez de force pour arrêter les Contre-Remontrans. En certains endroits, les Magistrats ne peuvent retenir les factieux parce qu'ils manquent de soldats; & dans les Villes où il y a Garnison, les Officiers & les soldats refusent d'obeir au Magistrat, sous prétexte que le Prince Maurice déclaré désormais en faveur du Parti Contre-Remontrant, leur défend de rien faire au préjudice de ceux qu'il protège comme les défenseurs de l'ancienne doctrine de la Réformation. Les refus que les Officiers & les soldats firent dans quelques villes d'obeir quand le Magistrat leur donna de s'opposer aux entreprises des Contre-Remontrans, ayant empêché de remédier au désordre & à la violence, les Etats de Hollande prennent la résolution de donner pouvoir aux Magistrats de chaque ville de la Province de lever en leur nom des gens de guerre, & de mettre la milice sur pied pour la sécurité de la ville, & pour s'opposer aux voies de fait. Les Etats des Provinces d'Utrecht & d'Overijssel suivent l'exemple de ceux de Hollande. Ils donnent le même pouvoir aux Magistrats.

*Brants
Histoire
de la Ré-
formation.
LXXXVI.
Vie d'Ol-
denbarne,
vol. 1.*

*Grotius
Apologie
qui Hol-
landia
prefuo-
runt.
cap. 10.*

19.

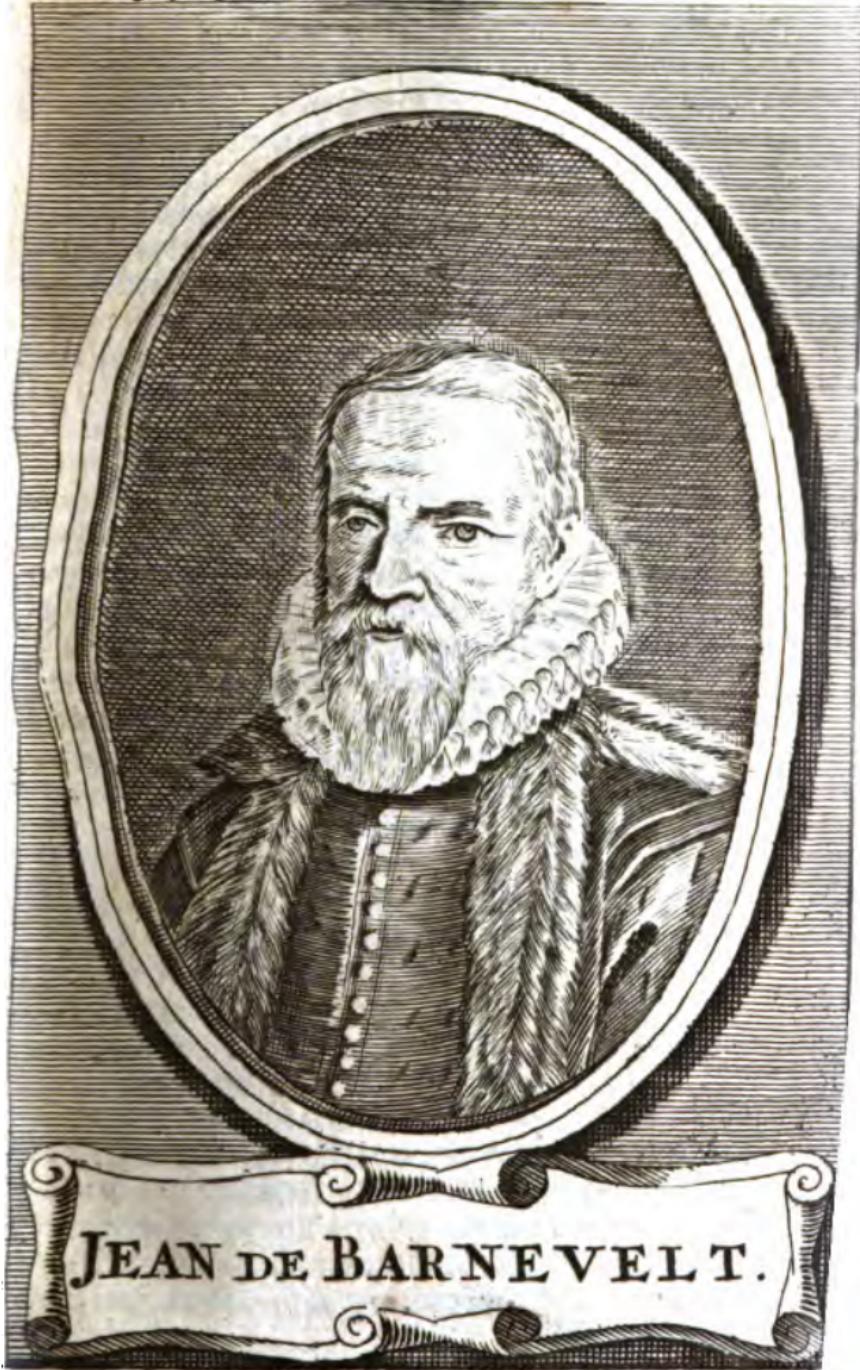
1617. Magistrats de chaque ville de leur ressort. Chacune de ces deux Provinces agissoit avec plus d'union & de concert que celle de Hollande. Les villes de Dordrecht, d'Amsterdam, & trois autres refusent de consentir à la resolution des Etats de leur Province: & depuis cet temps-là il y a plus de division que jamais dans cette Assemblée. Le Pensionnaire Barneveld s'efforçoit de rétablir l'union & la correspondance entre les Députés de chaque ville aux Etats de Hollande. Il les exhortoit à ne former qu'une seule & même Assemblée. Mais les remontrances de cet homme autrefois si respecté dans sa République, ne sont plus écoutées avec la même déférence. Les Députés des villes de Dordrecht, d'Amsterdam & des trois autres villes font comme un corps particulier. On s'y déclare contre les resolutions prises par les Députés du reste des villes qui font la pluralité des voix. On prétend qu'e le Pensionnaire s'attribue une trop grande autorité, & que les affaires dont il est question, sont du nombre de celles qui se doivent décider d'un consentement unanimous.

Les Contre - Remontrans crièrent de toute leur force contre une nouvelle levée de soldats. *On veut établir l'Arminianisme à main armée dans la Province*, disoient ils. Le Prince Maurice fut plus mécontent qu'aucun autre de cette délibération. Il la regarda comme une suite du projet formé par Barnévelt; d'affoiblir autant qu'il sera possible, l'autorité du Gouverneur & du

du Capitaine Général. Le soupçon étoit assez bien fondé. En mettant dans chaque ville des troupes qui ne dépendent que du Magistrat , & qui ne reçoiveat point les ordres de Maurice , son credit diminuoit considérablement. Il ne m'appartient pas d'entrer dans l'examen du droit de chacune des Provinces-Unies, en ce qui concerne la levée des soldats pour la seureté de ses villes. La question est trop épineuse & trop difficile. Je n'ai pas assez de connoissance des loix fondamentales de l'Union des sept Provinces, des Traités faits entre elles , & des Priviléges annexés aux charges de Gouverneur & de Capitaine Général. Qu'il me soit seulement permis de dire, que ce fut avec beaucoup de raison que les Etats-Généraux representerent à ceux de la Province d'Utrecht , que dans le différend sur les nouvelles levées , il n'étoit pas tant question du droit de chaque Province, que de savoir si la prudence & le bien public permettoient à une Province dans la conjoncture présente de prendre une resolution dont les suites pouvoient être dangereuses , quoique dans le fond elle ne fût pas contraire aux loix de l'Union. En effet, le Pensionnaire de Hollande & ceux qui furent de son opinion , ne manquerent-ils pas de prudence en ordonnant une chose capable de causer un bouleversement général dans leur République ? La Trêve avec l'Espagne finissoit dans trois ans , ou environ ; il y avoit de grandes divisions dans l'Etat ; les Provinces n'étoient pas d'accord entre elles sur les loix de leur Union ,

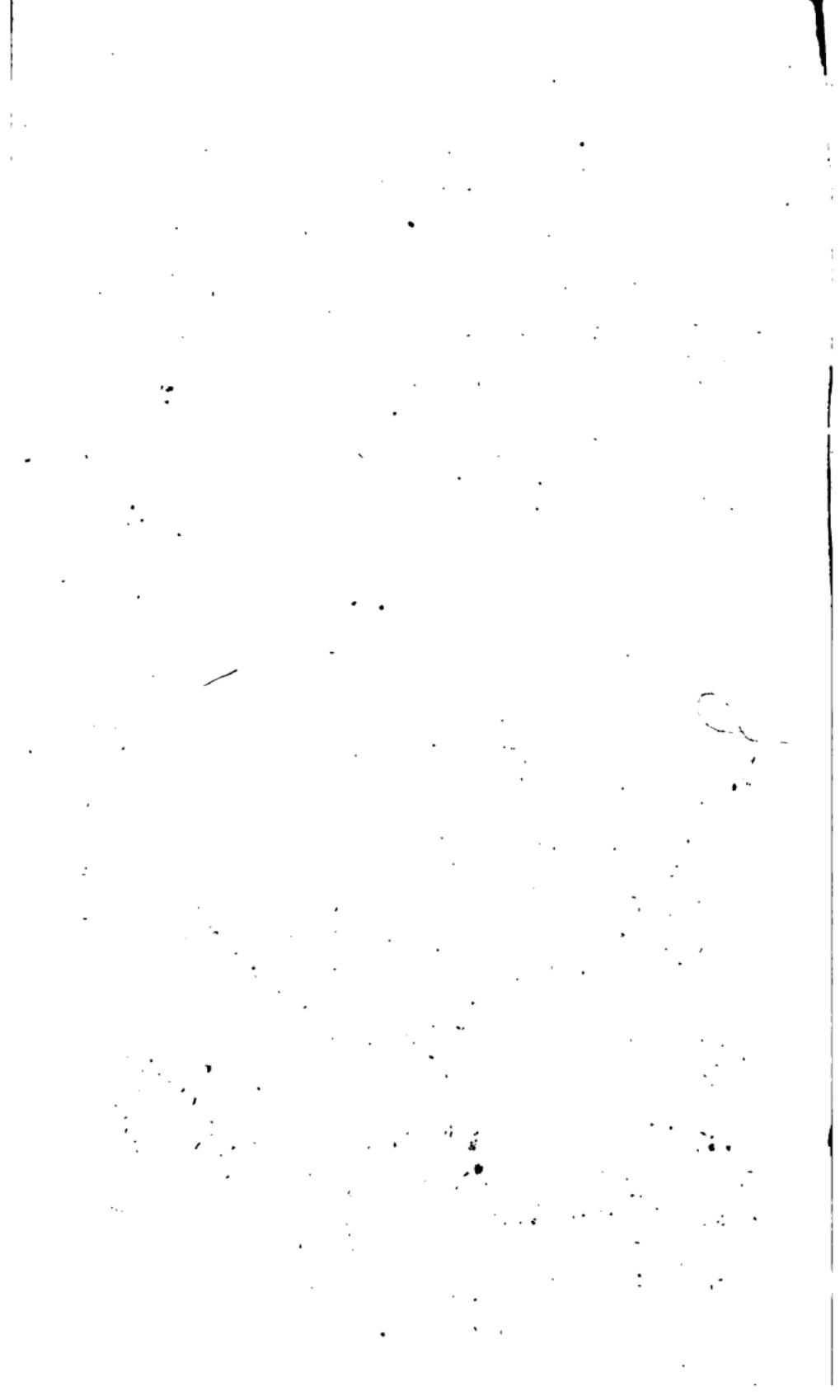
2617. nion , les villes de Hollande contestoient les unes contre les autres sur la maniere de terminer certaines affaires dans les Etats de leur Province. En un mot , les habitans d'une même ville étoient divisés ; la plus puissante ville de Hollande résistoit aux autres , & quatre se rangeoient de son côté ; des sept Provinces , il y en avoit quatre pour un Synode National , & trois contre . Dans une pareille situation des affaires , devoit-on prendre une resolution capable d'augmenter la mesiatelligence ? Falloit-il irritter le Prince Maurice à la veille d'une guerte , qu'un autre que lui n'auroit jamais bien conduite contre un des plus habiles Généraux que l'Espagne ait jamais eus ? Quelque bonne opinion que j'aie de la sagesse & de l'expérience de Barneveld , je ne puis approuver sa conduite en cette rencontre . Il semble vouloir pousser les choses à l'extrémité , dans une affaire , qui se doit ménager avec beaucoup d'adresse & de dexterité . Le Prince fut si outré de ce que le Pensionnaire entreprenoit de donner atteinte à des charges , que Maurice regardoit comme la juste récompense , des services de son pere & des siens , qu'en lui entendit dire depuis ce temps-là , qu'il fauloit bien reduire Barneveld , & le mettre plus bas qu'aucun particulier de Hollande .

Maurice paroiffoit d'autant moins fondé dans ses plaintes contre le Pensionnaire , que bien des gens soutenoient que ces nouvelles levées étoient contraires aux lois fondamentales de l'Union des sept Provinces . Les affaires de la guerre ne devaient



JEAN DE BARNEVELT.

J. Lamsreld del. et sc.



se résoudre que dans l'Assemblée des Etats Généraux, il s'ensuit, disait-on, qu'une Province particulière n'a pas droit d'ordonner de nouvelles levées sans le consentement des autres. S'il y a quelque mouvement à craindre en Hollande, on ailleurs, les Provinces alliées doivent envoyer du secours pour la conservation de la tranquillité publique. Il n'est pas besoin de faire de nouvelles levées : On peut pourvoir autrement à la sécurité des villes. Ceux qui défendoient la resolution prise répondirent à cette instance, qu'il y a une extrême différence entre des troupes enrollées pour faire la guerre, & quelques soldats levés pour servir les Magistrats d'une ville en cas de besoin. Il est vrai, ajouteoit-on, qu'une Province ne peut entreprendre la guerre sans le consentement des autres. Mais chaque Province étant Sauveur unique selon les loix de l'Union ; elle a par conséquent le droit de lever des soldats afin d'épêcher le désordre & la sédition. Les autres Provinces doivent nous envoyer du secours par nos Traittés de constitution : Est-ce à dire que nous avons renoncé au pouvoir de prévenir la nécessité d'implorer l'affiance des nos alliés ? Les Etats de la Province d'Utrecht justifient de la sorte dans un Acte public, la resolution de lever de nouveaux soldats pour la sécurité de chaque ville.

Voici une autre affaire qui augmente encore le mécontentement & la défiance du Prince Maurice. Les Contre-Remontrants irrités de ce qu'on les chasse des Eglises de la Brille, menacent de s'en emparer à main armée. Ils présentent une requête à la

1617. à la Cour de Hollande, où ils déclarent sans façon que le monde verra ceux qui ont les peines plus durs, & qui frappent plus fort, des Centres. - Remontrance de leurs adversaires. Ces menaces séditieuses obligèrent les Magistrats de la Brille à pourvoir à la sécurité de leur ville. Ils résolurent de lever une compagnie de soldats, ou du moins d'en prendre une des troupes ordinaires, dont ils furent bien assurés, & qui promit d'obéir aux ordres du Magistrat. Les Etats de Hollande informés de ce qui se passe, envoient des Députés à la Brille, qui commandent sous peine de cassation aux Officiers & aux soldats de la garnison d'exécuter sans aucune réserve les ordres donnés par les Magistrats de la ville. Quelques-uns se soumettent, & les autres ayant répondu qu'ils n'obéiroient qu'au Capitaine Général, on les casse. Cette affaire fait grand bruit. Le Prince Maurice s'en plaint comme d'une atteinte donnée à l'autorité de sa charge. Barneveld tâche de l'apaiser, & lui propose quelque voie d'accommodelement. Maurice n'en parut pas éloigné. Ce fut alors que le Pensionnaire offrit de se démettre de sa charge, en cas que ses intentions fussent suspectes au Prince. Soit qu'il ne fut pas encore tout à fait irrité, soit qu'il crût devoir dissimuler son ressentiment, Maurice répond qu'il n'est pas d'avis que Barneveld quitte son emploi, & qu'il vaut mieux s'appliquer à rendre la paix à la République. Le Pensionnaire content de la bonne disposition du Prince va prendre quelque repos.

1617.

repos à Viane. Il y tombe malade. Cet accident l'oblige à se faire transporter à Utrecht , ville plus commode pour le rétablissement de sa santé. N'avoit-il point envie d'y passer quelque temps, afin de confirmer les Etats de la Province dans leur resolution de lever des soldats pour la seureté des villes? Quoi qu'il en soit, Barneveldt reçut de fâcheuses nouvelles , qui augmenterent sa maladie , & le déplaisir que les brouilleries de la République lui causoient. Le Prince Maurice irrité de ce qu'on a fait à la Brille au préjudice des droits de sa charge , y va secrètement & mene des soldats avec lui. *J'ai appris,* dit-il aux Magistrats , *que vous vous défiez de la garnison qui est ici , & que vous prétendez lever quelques compagnies de milice.* Cela me paroit contraire au loix , & préjudiciable à l'Etat. Je vous amène des gens pour vous rassurer & pour vous guérir de la peur que vous avez. Les Magistrats font d'abord quelque difficulté: Ils demandent que les soldats leur prêtent du moins serment de fidélité. Maurice ne voulut pas le souffrir. Ne vous mettez pas en peine, dit-il , je donnerai ordre à tout. Les ennemis du Pensionnaire font courir le bruit que le Prince a pris cette précaution contre les mauvais desseins de Barneveldt. Il veut livrer la Brille aux Espagnols ; crioit-on. C'est par son adresse que les fortifications de Flessingue demeurent imparfaites , afin que les Ennemis puissent surprendre la place quand il leur plaisir.

Comme

1617. Comme les contestations sur les cinq articles des Arminiens étoient plus grandes & plus échauffées en Hollande qu'en aucune autre des Provinces-Unies, les Etats seuls de Hollande y entroient, dans la vocation d'un Synode National pour les appaiser par toute autre voie que celle d'un Synode ; persuadés qu'ils étoient de la vérité de cette réflexion de S. Gregoire de Nazianze, que les Conciles font presque toujours plus de mal que de bien, & qu'ils augmentent les schismes & les divisions, au lieu de réunir les esprits & de donner la paix à l'Eglise.

Brandt
Histoire de la Réformation L. XXVI.
Grotius *Apologie tico sorum de qui Hol- prefue- Provincias. On jugeoit bien que la doctrine runt. cap. 3.6. & 19.* d'Arminius ayant plus de partisans dans les Provinces de Hollande & d'Utrecht que par tout ailleurs, elle seroit infaillablement condamnée dans un Synode National, à la pluralité des voix. C'est pourquoi ses adversaires en pressoient la convocation. Mais il y avoit un grand obstacle à lever. C'étoit la résistance de la Province de Hollande, qui prétendoit conjointement avec celles d'Utrecht & d'Overysel, que chacune des Provinces-Unies, a droit de régler seule & indépendamment des autres tout ce qui concerne la Religion dans son ressort. Les Contre-Reamontrans se mettent en tête de surmonter cette difficulté, que

1617.

que la conservation de l'ancienne Religion Réformée , étant d'une extrême importance pour l'union , l'Assemblée des Etats-Généraux a droit d'ordonner à la pluralité des voix , la convocation d'un Synode National . Cela énooit gain de cause aux Contre - Remontrans : de sept Provinces , ils en avoient quatre pour eux . Les villes de Hollande étant encore divisées entre elles , on espéroit que Dordrecht la première , Amsterdam la plus riche , & trois autres se déclarant en faveur d'un Synode National , ou en gagneroit encore quelques autres ; & que la Hollande ayant une fois plié , les Provinces d'Utrecht & d'Overissel ne ferroient pas la moindre résistance . Tel fut le plan que les Contre - Remontrans se formèrent pour obtenir enfin la convocation d'un Synode National . Jacques Roi de la Grande Bretagne leur fut d'un grand secours . Prévenu par Abbot Archevêque de Cantorbery & par quelques adversaires des Arminiens ; il écrit aux Etats , & fait agir son Ambassadeur auprès d'eux en faveur de ceux qui demandent la convocation d'un Synode National . Demêlons cette intrigue le plus brièvement qu'il nous sera possible .

Les Etats de Zélande Province extrêmement opposée à la doctrine d'Arminius , levèrent l'étehdart , pour ainsi dire , contre Barneveld & contre les Membres des Etats de Hollande qui soutenoient les droits de leur Province . Avant que d'en venir à une rupture ouverte , les Zélandois garderent en apparence quelques mesures d'hon-

1617.

d'honnêteté. Voici des gens députés de leur part qui viennent à la Haïe , & qui donnent des propositions par écrit aux Etats de Hollande. La convocation d'un Synode National en faisoit une. *Le Zélande, disoient-ils, ne prétend pas se mêler de ce qui concerne le gouvernement de la Hollande. Elle agit seulement par voie d'intercession & de remontrance. Son entremise doit être d'autant mieux reçue, qu'il y a des Traisés particuliers d'union, entre les deux Provinces.* Cela est fort bien ; mais de la voie de remontrance, on passera bien-tôt à celle d'autorité. Les Etats de Hollande répondent avec la même civilité. On promet d'examiner les propositions de la Zélande. Quelques jours après , on voit à la Haïe d'autres Députés des Etats de Gueldre , de Frise , & de Groningue qui proposent pareillement la convocation d'un Synode National. Les Etats de Hollande surpris de ces députations faites de concert , répondent froidement qu'ils aviseront à ce qu'on leur demande. Quelques mois après , ils publient une Déclaration pour servir de réponse aux propositions des Provinces de Gueldre , de Zélande , de Frise , & de Groningue. La convocation d'un Synode National y étoit éludée par cette remontrance spacieuse , que la décision d'un Synode composé seulement des sept Provinces , sur des questions abstraites & difficiles que l'ancienne Eglise n'a point définies , & qui demeuroient encore indécises , tireroit à trop grande conséquence , & qu'une si grande con-

Mercure
Français.
1617.

controverse ne se doit terminer que dans un Synode général de toutes les Eglises Réformées. *En user autrement, disoit-on, c'est augmenter la division, & donner de l'avantage aux ennemis de la Réformation.*

Les villes de Dordrecht, d'Amsterdam, & trois autres ayant refusé d'aprouver la déclaration des Etats de la Province, & persistant à demander un Synode National, on se met à chercher des voies d'accommodement. Mais il ne s'en trouve point au gré des Contre-Remontrans. Fiers de l'appui du Prince Maurice, de cinq villes de Hollande, de quatre Provinces, & du Roi de la Grande Bretagne, ils prétendaient que la doctrine d'Arminius soit flétrie dans une Assemblée solemnelle. Grotius proposa un Synode Provincial en Hollande, où sans procéder à la condamnation de l'un ou de l'autre sentiment, on traitât seulement d'une tolerance reciproque à certaines conditions. La ville d'Amsterdam n'étoit pas éloignée d'accepter cet expédient. Paw son Pensionnaire & Grotius vont trouver Barneveldt dans le dessein de l'y faire consentir. Celui-ci est d'avis qu'avant que de procéder à la convocation d'un Synode Provincial, on tienne une assemblée mixte de Magistrats & d'Ecclesiastiques, afin de sonder la disposition des esprits. *Cela nous servira, disoit-il, à juger du succès qu'on peut espérer d'un Synode Provincial.* La proposition de Barneveldt ne fut pas reçue, & les Etats de la Province font afficher un Edit par lequel ils accordent un Synode Provincial. Barneveldt & les autres avoient toujours un

161^o. extrême éloignement pour un Synode National. Ils ne doutoient pas que les cinq articles des Arminiens n'y fussent hautement condamnés à la pluralité des voix, au lieu qu'ils esperoient que les Commissaires des Etats de Hollande au Synode Provincial, ménageroient si bien les esprits, qu'ils consentiroient enfin à prendre la voie d'accommodement & de tolérance. Ces préliminaires du Synode de Dordrecht ne ressemblent-ils point encore à ceux du Concile de Trente ? Les Protestans demandoient un Concile National en Allemagne & en France. Le Pape & son Clergé persuadés qu'ils l'emportent infailliblement dans un Concile général, font échouer toutes les propositions d'un Concile National. Ici les Etats de Hollande creient avec beaucoup de raison, que les Esprits seront moins échauffés dans un Synode Provincial, & qu'on y consentira plutôt à des voies de réunion. Mais les Contre-Reimontrans résolus à faire condamner leurs adversaires comme des hérétiques, renversent tous les projets d'un Synode Provincial, & en obtiennent un National malgré l'opposition de trois Provinces. Les Protestans demandoient encore que les Princes Souverains eussent dans le Concile & ailleurs, la même autorité dont les Empereurs & les Rois Chrétiens jouissoient dans les Assemblées Ecclésiastiques & dans leurs Etats en ce qui concerne la Religion & la Police de l'Eglise. Le Pape & son Clergé se récrièrent là-dessus. Ils soutinrent que les Sou-

verains n'ont aucun droit d'entrer en connoissance de ce qui concerne les dogmes de foi, & la discipline Ecclesiastique. Les Etats de Hollande prétendoient la même chose que les Protestans d'Allemagne: Et les Contre-Remontrans apportent à peu près les mêmes exceptions que la Cour de Rome.

Après la resolution prise de convoquer un Synode Provincial, les Etats de Hollande nomment des Députés pour porter la réponse aux propositions & aux remontrances que la Zélande leur faisoit. L'illustre & savant Grotius étoit à la tête de la députation. Il fait une harangue aux Etats de Zélande, en leur mettant entre les mains la réponse au Mémoire qu'ils ont envoié en Hollande. Les Zélandois persistent dans leur pensée, qu'un Synode National est l'expédition le plus propre à finir les contestations, & à rendre la paix aux Eglises des Provinces-Unies. *Une longue experience apprend au monde,* répondirent les Hollandais, *que les Conciles nombreux sont presque toujours suivis d'un grand schisme.* Si les cinq articles contestés doivent être décidés quelque part, ce ne peut être que dans un Synode général de toutes les Eglises Réformées. En attendant que le temps permette de tenir une pareille assemblée, les Etats de Hollande continuent dans leur premier sentiment, que les affaires de la Religion ne regardent point l'Union que les sept Provinces ont contractée pour la défense de leur liberté. Chacune a droit de régler ces sortes de choses chez elle indépendamment de ses

1617. *Ses Alliés. Les Etats de Hollande sont convenus à la pluralité des voix de quelques moyens d'accommodement justes & raisonnables. Il n'y a pas d'apparence qu'ils se désistent de leurs déclarations. Cependant les Etats de Hollande embrasseront tous les moyens honnêtes & légitimes de procurer la paix & le bien de l'Eglise.*

Lès Etats Généraux des Provinces-Unies à la plura-lité des voix un Synode National à Dordrecht. Quelque chose que les Hollandais puissent dire en faveur du droit de leur Provinces, les Etats Généraux prennent enfin à la pluralité des voix la resolution de convaincre un Synode National : & la ville de Dordrecht est nommée pour le lieu de l'Assemblée. Les Provinces de Hollande, d'Utrecht, & d'Overissel protestent contre la délibération. Cette mesintelligence ouverte effraie tout le monde. On craignit en France & ailleurs qu'elle ne causât la perte des Provinces-Unies. Du Maurier Ambassadeur de Louis exhorte les uns & les autres à la réunion & à la paix. Mais ses remontrances sont inutiles. La Cour de France étoit suspecte dans cette affaire au Prince Maurice & aux Contre-Remontrans. On la croioit prévenue & gagnée par Barneveldt, dont la réputation y étoit fort grande depuis le regne d'Henri IV. Il n'en fut pas de même à la Cour d'Angleterre. Le Roi Jacques n'aimoit point Barneveldt ; soit que ce Prince ne pût se défaire de ses préjugés contre les Arminiens ; soit qu'il eût un dépit secret de ce que le Pensionnaire de Hollande ayoit retiré si habilement les villes engagées à la Couronne d'Angleterre sous le règne d'Elizabeth. Carleton Ambassadeur de sa Majesté Britannique eut ordre de faire une

Brandt
Histoire
de la Re-
formation.
l. XXVII
Mercurie
François.
1617.

remontrance aux Etats contre la doctrine d'Arminius, & de presser la convocation d'un Synode National. La harangue de Carleton pensa causer de nouvelles brouilleries. Taurinus Ministre Arminien d'Utrecht y fait une réponse anonyme. On voit incontinent une Ordonnance sous le nom des Etats-Généraux pour découvrir l'Auteur du libelle, & le Libraire qui l'a imprimé. Les Provinces de Hollande, d'Utrecht & d'Overissel qui protestent contre ce que les quatre autres ont fait pour la convocation du Synode National, refusent de publier une Ordonnance qu'ils ne regardent pas comme émanée de l'Assemblée légitime des Etats-Généraux.

Les gens étoient alors si échauffés de part & d'autre, qu'Uitembogart Ministre Arminien de la Haie, dont nous avons vu la douceur & la modération en plusieurs rencontres, pria Barneveld de consentir à la convocation du Synode National. Si vous êtes d'humeur à laisser perdre tous les droits de la Province, répond le Pensionnaire ému d'une pareille proposition ; pour moi je veux les conserver autant qu'il me sera possible. Uitembogart ne se rebute pas. Il représente à Barneveld, que les choses sont poussées à une si grande extrémité, qu'on renversera plutôt tout que de n'assembler pas le Synode. Si les Etats de Hollande consentent à la convocation, ajoute le Ministre, ils conserveront leur autorité ; & ils auront quelque influence dans l'Assemblée. Au lieu qu'en s'opposant à tout, ils seront enfin méprisés. Le Synode se tiendra mal-

1617. malgré eux. Uitembogart fit les mêmes remontrances à ses collègues : mais il ne fut pas écouté. Que des Ministres entêtés de leurs opinions n'aient fait aucune réflexion sur ce qu'Uitembogart leur disoit de fort bon sens , cela ne me surprend pas. Mais que Barneveld rejette un avis si judicieux ; n'est-ce point une preuve de la vérité d'une remarque faite il y a déjà long-temps , que Dieu permet que la tête tourne aux plus grands hommes au moment de leur chute & de leur ruine ?

Jé ac voi pas quelle étoit la pensée de Barneveld. Pouvoit-il raisonnablement espérer de l'emporter sur le credit du Prince Maurice qui avoit déjà le plus grand nombre de son côté ? Son Excellence alloit de ville en ville : elle écrivoit des Lettres aux Magistrats pour leur persuader de renvoyer les milices levées , & de consentir à la convocation du Synode National. J'ai prêté serment de maintenir la Religion Réformée , disoit le Prince. Il est question de savoir lequel des deux partis soutient les véritables sentiments de nos premiers Réformateurs. C'est une difficulté que je ne suis pas capable de déneler. Je presse la convocation d'un Synode National , afin que nous sachions à quoi nous devons nous en tenir. Toutes les villes de Hollande n'eurent pas une égale déference pour Maurice. En ce temps - ci même , ceux de Leide résolurent dans une assemblée solennelle de refuser le Synode National , & de soutenir toujours que les autres Provinces n'avoient rien à commander à celle de Hollande , ou ce qui regarde la Religion

ligion. Barneveld accablé d'âge, d'infirmières, & du chagrin que tant d'affaires fâcheuses lui donnaient, tâche d'obtenir des Etats de Hollande la permission de se démettre de sa charge & de se retirer. On la lui refuse. En voulant donner une marque de leur estime & de leur reconnaissance à un homme d'un si rare mérite, les Etats de Hollande firent la cause innocente de sa fin malheureuse. Aercens & d'autres gens envenimés au dernier point contre le Pensionnaire, emploioient chaque jour un nouvel artifice pour perdre un Magistrat, à qui leur Patrie étoit redevable de sa conservation & de sa liberté.

Du Maurier Ambassadeur de Louis à la Haie, obtint cette année la permission d'aller en France. Il voulut conférer avec du Plessis-Mornai sur les affaires des Provinces-Unies. Ce grand homme y étoit si généralement estimé, que plusieurs personnes considérables dans l'Etat souhaitoient qu'il vînt en Hollande. Il leur paraisoit l'homme le plus propre à ramener les esprits. A la sollicitation du Baron de Langherac Ambassadeur des Etats-Généraux en France, on parle dans le Conseil du Roi d'envoyer du Plessis-Mornai à la Haie en qualité d'Ambassadeur extraordinaire. Le President Jeannin fut chargé de faire la proposition à du Plessis. Comme il n'accepta-t-il pas cet emploi après une invitation si honnête, si tendre qu'il reçut en même-temps de la part de Louise de Coligny Princesse douairière d'Orange? On a grand besoin ici de vos sages conseils,

1617. seils, lui disoit cette Héroïne : *Et je ne doute point que les uns & les autres n'y de-
du mème. ferent beaucoup. Il n'est pas seulement ques-
Mémoires tion de la Religion : l'Etat est encore en dan-
ger de se perdre, à moins qu'on n'y pourvoie
1627. promptement.* Vous avez aidé feu M. mon

*Brandy Mari à l'établissement de cette République :
Histoire de Aidez ses Enfans à la conserver. Si les
la Refor- morrs savoient ce qui se passa ici bas, il
mation. I. XXVI. vous en conjureroit par ses cendres. A son
défaut, je vous en prie, Monsieur, de tout
mon cœur. Du Plessis ne s'appercevoit-il
point qu'il n'eût pas aussi bien réussi que la
Princesse le croioit ? Il eut le malheur or-
dinaire à ceux qui sont bien intentionnés
pour la paix, & qui ne prennent point de
parti. Du Plessis devint suspect aux uns
& aux autres. Les Remontrans trouvè-
rent mauvais qu'il proposât la convocation
d'un Synode National : Et les Coat-
Remontrans s'imaginent qu'il a trop de
condescendance pour les Arminiens, &
qu'il se laisse gagner par ses amis de leur
parti.*

*Du Plessis-Mornai étoit à Rouen lors-
que la Princesse douairière d'Orange lui
écrivit. Le Roi y convoqua ce qui s'appelle en France, une Assemblée de Nota-
bles, c'est-à-dire, des personnes du Cler-
gé, de la Noblesse, & de la Robe les plus
distinguées par leur expérience & par leur
habileté dans les affaires. Louis voulut
que du Plessis s'y trouvât comme un des
plus anciens Conseillers d'Etat du feu Roi.
La ville de Rouen fut choisie pour le lieu
de l'Assemblée, parce que Luynes étoit
bien-*

Assem-
blee des
Notá-
bles à
Rouen.

bien - aise d'aller prendre possession de sa Lieutenance Générale en Normandie, sans abandonner son maître. Un Favori expose trop sa fortune en perdant le Prince de vuë. Le Courtisan envieux & malin cherche à profiter de l'absence de celui dont l'élévation le chagrine. Il faut que le Favori trouve le secret de faire marcher la Cour, lors que la nécessité de ses affaires l'oblige à s'éloigner de la capitale. Servitude ridicule, à laquelle Louis XIII. fut réduit jusques à la fin de sa vie! Son Favori, ou son premier Ministre l'engagent souvent à des voyages pénibles & dangereux d'une extrémité du Royaume à l'autre; selou qu'ils le jugerent plus convenable à l'établissement de leur crédit & de leur autorité. Il semble que les Rois qui gouvernent, ou qui feignent de gouverner par eux-mêmes ne sont pas ordinairement de grands voyageurs, si vous en exceptez Charles-Quint. Les guerres qu'il entreprit, & ses grands Etats séparés les uns des autres, l'obligoient d'être presque tous les ans en différens endroits de l'Europe. Philippe II. Roi d'Espagne son fils suivit une méthode fort différente. Il mettoit toute l'Europe en mouvement, pendant que sa Majesté se promenoit de Madrid à l'Escorial. Louis XIV. qui veut faire accroire au monde qu'il gouverne par lui-même, pendant qu'il se laisse conduire à deux ou trois Ministres sur différentes affaires, au lieu que le Roi son père n'en avoit qu'un pour toutes; Louis XIV. dis - je, ne fait pas non plus de longs & dé-

*Mémoires
de Robespier
I. I.*

1617. fréquens voyages. Retiré dans une maison de campagne ; il n'en sort que pour des parties de plaisir, ou pour aller à une conquête assurée. Dès que l'Ennemi s'est mis en campagne, sa Majesté laisse à ses Généraux le soin de faire tête à une Armée puissante & capable d'entreprendre quelque chose. Le Roi revient à Versailles, là il consulte Louvois sur ce que le Prince de Condé, ou le Maréchal de Turenne feront pour arrêter les Ennemis dans les Païs-Bas & en Allemagne.

*Vie de M.
du Plessis-Mornas.* Luines avoit tâché d'amuser le peuple du gouvernement, après laquelle il soupirroit depuis long-temps, & qui n'est pas

*Lettres &
Mémoires
du même.* encore obtenuë, ajoutons, hélas ! qui ne s'obtiendra jamais, à moins que le Ciel ne regarde la France d'un œil plus propice,

1617. & qu'il ne lui donne un Roi qui soit véritablement selon le cœur de Dieu. Ceux

*Mercure
Français.* qui avoient des intentions plus droites proposerent dans le Conseil de Louïs une

*Gramond
Historia
sum Gal.* nouvelle convocation des Etats-Généraux. Mais un Favori, un premier Mi-

tier. l.III. nistre tremblent au seul nom d'Etats-Généraux. Les gens qui avoient plus de

complaisance pour Luines, soutinrent qu'une Assemblée de Notables suffiroit en cette conjoncture. Nous avions disoient-

ils, les cahiers des derniers Etats-Généraux. Le peuple demande que sa Majesté y réponde favorablement. Cela ne se peut

sans faire de trop grands changemens, & sans une diminution considerable des revenus p-

et peut-être même de l'autorité du Roi. Dans

Dans une Assemblée de Notables, on aura consulté les personnes les plus distinguées du Roiâume, sur les réponses que sa Majesté doit faire aux cahiers présentés par les Etats-Généraux. Après cela, le peuple se contentera plus facilement de ce que le Roi paroitra ordonner de l'avis de tant de personnes sages & expérimentées, choisies dans le Clergé, dans la Noblesse & dans les Cours souveraines. Il y avoit encore une autre raison, que le Favori comprit fort bien, sans qu'il fût besoin de la lui expliquer. C'est que cette Assemblée devant être presque toute composée de gens qui attendoient des bienfaits de sa Majesté pour eux, ou pour leur famille, il seroit facile de les engager à donner des avis conformes aux intérêts du Roi, du Favori, & des Ministres. Tel fut le dernier artifice, dont la Cour se servit pour éluder les demandes faites dans la dernière Assemblée des Etats-Généraux.

On fut bien aise de savoir ce que du Plessis-Mornai penseroit de cette affaire. Il n'étoit point d'avis que le Roi convoquât si-tot ni les Etats-Généraux, ni les Notables. Du Plessis craignoit que les factions n'étant pas encore bien éteintes à la Cour & dans le Roiâume, elles ne se renouvellassent dans l'une ou l'autre de ces Assemblées. Cependant, ajoutoit-il, sa Majesté doit travailler à donner de bonnes espérances de son gouvernement au peuple. Cela se peut faire en nommant six personnes d'une suffisance & d'une probité reconnue, qui examineront les cahiers des Etats-Généraux,

1617. raux, & qui marqueront les remedes convenables aux abus & aux desordres representes par les Etats. Le peuple s'appasera en voiant que sa Majesté s'applique tout de bon à chercher les moyens de le soulager; les factions se dissipent; l'autorité du Roi aura le temps de s'affermir. Alors sa Majesté pourra convoquer les Etats-Généraux, ou les Notables, pour avoir l'avis de l'une ou de l'autre de ces Assemblées; sur les remedes qu'on aura jugé les plus propres aux maux présens de la France. La remontrance étoit raisonnable & prudente. Du Plessis en ajoute une autre qui ne l'étoit pas moins. Mais de bonne foi, elle n'étoit pas fort nécessaire. Il vouloit qu'on ne s'arrêtât pas tant à ce qui paroîtroit bon pour une reformation entière & parfaite, qu'à ce que la situation présente des affaires du Royaume permettroit d'entreprendre. Je l'ai dit; la précaution étoit inutile. Bien loin que Lui-même & les Ministres songeassent à des remedes trop forts, ils ne vouloient pas même emploier les plus doux & les plus faciles. Contenus de tromper le peuple & de l'empêcher de crier trop fort, ces Messieurs pensoient plus à l'établissement de leur fortune & de leur crédit, qu'à toute autre chose.

Louïs sembla goûter d'abord les avis que le fidele & ancien serviteur du Roi son pere, lui donnoit de fort bon sens. Mais le Favori qui vouloit aller en Normandie, & les Ministres d'Etat impatients de ce qu'on les rendoit responsables de la négligence à corriger les abus, prirent la

reso-

1617.

resolution d'amuser le peuple de l'espérance d'une plus prompte réformation. L'Assemblée des Notables fut donc indiquée à Rouen pour le 24 Novembre de l'an 1617. Si nous en croyons les Lettres Patentées du Roi, il avoit les meilleures intentions du monde pour le soulagement de ses sujets, & pour l'établissement d'un bon ordre dans les affaires publiques. Louis vouloit que les Princes, les Cardinaux, les Ducs & pairs, les Officiers de la Couronne, se trouvassent auprès de lui à Rouen, afin qu'il pût prendre leurs avis, sur les remontrances que l'Assemblée des Notables lui feroit. Nous protestons devant le Dieu vivant, disoit sa Majesté, que nous n'avons point d'autre but, ni d'autre intention que son honneur & le soulagement de nos sujets. Nous conjurons tous ceux que nous convainquons à cette Assemblée, & nous leur enjognons très-expressemment par la puissance légitime que Dieu nous a donnée sur eux, que sans aucun respect humain, sans aucune crainte d'offenser qui que ce soit, sans aucun désir de complaire à personne, ils nous donnent sincèrement les avis qu'ils croiront les plus salutaires & les plus convenables au bien de l'Etat. Voilà, comment on accoutume les Princes dès leur première jeunesse, à se jouer de ce qu'il y a de plus sacré dans la Religion, & de plus respectable dans le monde. N'est-ce pas une chose déplorable que ceux qui dressèrent cette belle Declaration, aient fait prendre en vain le nom redoutable du Dieu vivant à un jeune Roi? Il parloit apparemment selon sa pensée,

1617.

car enfin Louis n'avoit pas de mauvaises inclinations. Mais son Favot & ses Ministres qui le firent faire un serment si solennel, prenoient en même temps des mesures pour l'empêcher de tenir ce qu'il promettoit à Dieu devant tout son Royaume.

Ces sortes d'Assemblées ne se passent jamais sans contestations pour le rang & pour la séance. De pareils différends consomment une partie du temps destiné aux affaires publiques: & la Cour profite habilement de l'avantage que cela lui donne. Il y eut dans l'Assemblée de Rouen de grandes disputes pour la préséance entre les Gentils-hommes & les gens de Parlement. On les accommoda, sans donner atteinte aux droits des uns & des autres. Monsieur frere unique du Roi fut nommé pour la forme Président de l'Assemblée. Je ne rapporterai point le détail des positions qui lui furent faites, ni des avis qu'elle donna. Ce n'étoit que fantaisie & dissimulation: la Cour ne le témoigna que trop par la précipitation du départ de sa Majesté. Du Plessis - Mornay toujours bien intentionné pour le bien public, forceit ses plus grands adversaires, sans en excepter le Cardinal du Perron, à louer tout publiquement ses humières, sa pénétration, & sa prudence. Il fut d'avis que le Roi ne partît point de Rouen, sans prendre sa resolution sur les réponses de l'Assemblée aux articles proposés par sa Majesté, & sans publier quelques Edits pour le soulagement du peuple & pour la réformation

des abus. C'est le moyen, disoit-il, de fermer la bouche aux brouillons & aux mécontents. Mais Luines & les Ministres trop heureux d'avoir un phantôme capable d'amuser le peuple, répondirent que le Roi incommodé d'un si long séjour à Rouen dans une saison fâcheuse, prendroit sa dernière resolution à Paris. L'Assemblée des Notables fut donc congédiée le 26. Décembre. Le Duc de Rohan nous en donne une juste idée en peu de mots. *Le desunio[n] des Grands*, dit-il, *leur défaut de courage, & leur infidélité ; enfin l'esprit servile des Députés & des Officiers, furent cause que l'autorité du Favoir devint plus grande & mieux affermee.*

Nicolas de Neufville Seigneur de Villeroi mourut le 11. Decembre durant l'Assemblée âgé de 74. ans. Il avoit succédé Secrétaire l'an 1566. à Laubespine son beau-pere dans d'Etat, la charge de Secrétaire d'Etat sous le regne de Charles IX. Il l'exerça plus de cinquante ans avec beaucoup de réputation. Quoique Villeroi eût embrassé le parti de la Ligue après la mort d'Henri III, il conserva toujours un cœur François. On lui rend cette justice, que ses insinuations & ses conseils contribuèrent beaucoup à la résolution que prit le Duc de Maienne, de ne consentir jamais au démembrement de l'Etat, ni au transport de la Couronne sur la tête d'un Prince étranger. Henri IV, qui connoissoit le mérite & l'habileté de ce grand homme, se servit utilement de lui après la pacification des troubles. Villeroi mourut le plus ancien Ministre d'Etat de

1617.

*Mémoires
de Rohan.
I. I.**Mort de
Villeroi
ancien
Secrétaire
d'Etat.**Mort de
Mornas,*

1617.

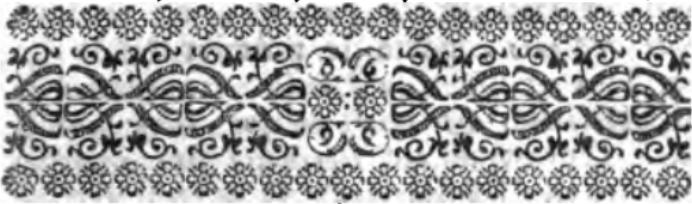
*Vie de M.
du Plessis.**Mornas,*

I. IV.

de

1617. de la Chrétienté. Las du tumulte & des embarras de la Cour, il soupiroit après le repos & la retraite à la fin de ses jours. *Que vous êtes heureux de vous être retiré de bonne heure du monde*, dit-il à du Plessis-Mornai, qui l'alla voir peu de jours avant qu'il tombât malade. *Vous êtes beaucoup plus sage que nous.* C'est une réflexion que les vieux Courtisans font assez souvent. Mais ils ne la suivent presque jamais, à moins qu'une disgrâce sans espérance de retour, n'éteigne en eux le feu de l'ambition qui les dévore autrement durant toute leur vie.





HISTOIRE DU REGNE DE LOUIS XIII.

Roi de France & de Navarre.

LIVRE XII.

ON attendoit avec impatience le fruit de l'Assemblée des Notables. Le peuple s'imagine que le Roi de retour à Paris, donnera incessamment de bons Edits en faveur de la réformation demandée avec tant d'instance dans l'Assemblée des Etats Généraux & promise si solennellement à Rouen. Quelle fut, bon Dieu! la surprise du monde, quand il vit que tout ce grand fracas aboutissoit à deux Arrêts du Conseil, dont l'un alarme les gens de robe, & l'autre mortifie sensiblement l'Université de Paris. *Le droit annuel,*

Feinte
abolition
de la Pa-
lette.

1618. nuel, autrement la Paulette, est révoqué. Mercure pour toujours, porte le premier Arrêt du François. 16. Janvier, sans qu'il puisse être rétabli en quelque temps & pour quelque cause que ce soit. C'étoit abolir l'hérédité des charges dans toutes les formes. Il ne restoit plus qu'à pourvoir au desordre de leur *venalité*. Louis le promit à la fin de l'Arrêt; seela lui paroissoit, dit-il, nécessaire pour le bien public. Les Magistrats qui connoissoient un peu les affaires du Conseil de France, ne s'affraierent pas tant que les autres. Ils jugeoient bien que le Roi ne se dépouilleroit pas si facilement du bon revenu que la Paulette & les parties casuelles lui apportoient. La *venalité* des charges demeura, & l'hérédité fut bieu-tôt rétablie. Elles subsistent encore l'une & l'autre. Telles sont depuis long-tems les manières des Rois de France. Ils abolissent pour toujours des abus: Et trois jours après, ils trouvent de bonnes raisons de les remettre sur pied comme avantageux à l'Etat. Une pareille inconstance est la suite nécessaire du gouvernement absolu, qui n'a point d'autre but que l'utilité du Prince. Il faut bien faire semblant de retrouver certains désordres crians, afin d'appaiser des murmures du peuple sur certaines conjonctures; Sauf à les rétablir dès que le pouvoir arbitraire sera mieux assuré.

Les Jésuites obtiennent l'autre Arrêt du Conseil suffisamment mieux: encore réussira-t-on le moyen d'en empêcher la partie du moins d'exécution en partie. On peut juger de là qu'il n'ordonnerait pas quel-

quelque chose de bon. Les amis des Jésuites à l'Assemblée des derniers Etats-Généraux, firent insérer dans le cahier du Clergé que le Roi seroit supplié d'établir les bons Pères dans les Universités de France. Arnoux Confesseur du Roi, dont le crédit étoit grand auprès de Luynes, se servit d'un prétexte si plausible, pour obtenir à ceux de sa Compagnie la permission d'enseigner dans le Collège de Clermont, malgré les oppositions de l'Université de Paris, & les Arrêts du Parlement donnés sur cette affaire. De tous les articles des cahiers dressés dans l'Assemblée des Etats-Généraux, le plus contrarie au bien public, est le plus agréable à la Cour, & le mieux exécuté dans le Royaume. L'Arrêt du Conseil en faveur des Jésuites fut donné le 15. Fevrier. Amelot & Fouquet Maîtres des Requêtes ont la commission de le faire exécuter. Ils s'en acquittent cinq jours après. Un grand nombre d'écoliers & de jeunes gens accourent pour entendre la belle oraison latine qu'un Jésuite prononce à la louange du Roi. Les honnêtes gens qui se souvenoient du mal que la Société causoit en France depuis le commencement de la Ligue, demeurerent chez eux. Ils ne voulaient pas se trouver à une cérémonie qui donneoit aux Jésuites la liberté d'infecter la jeunesse des opinions pernicieuses que le Parlement & l'Université de Paris avoient si solennellement détrites. Luiques qui poursuivoit à Rome la confiscation de ce que le Maréchal & le Maréchale d'An-

1618.

d'ensei-

gner pu-

blique-

ment à Pa-

ris.

Mercure

François.

1618.

Gramond.

Historia-

rum Gal-

lia. 1618.

1618. cré y laissererent; tâche de gagner les Borghesés en les aidant à dédommager les Jésuites de ce que la Compagnie perdit à Venise pour la cause de Paul V.

L'Université de Paris déboutée par l'Arrêt de ses prétentions contre les bons Pères, n'eut plus d'autre ressource que de faire certains réglements, afin d'empêcher que ceux qui auroient étudié sous eux, ne prissent des grades dans l'Université. Les Jésuites se plaignirent hautement des nouveaux decrets de la Faculté des Arts & de celle de Théologie. Ils crirent que c'est une élusion manifeste de l'Arrêt du Conseil. Le Favori qui se foudrie fort peu des priviléges de l'Université, pourvù qu'il obtienne l'argent de Conchini & de la Galigaï à Rome, fait donner un second Arrêt qui casse les decrets des deux Facultés. Mais le renversement des droits & des priviléges d'un Corps autrefois si considérable, & qui avoit encore de puissans protecteurs, parut trop. On en remontra les dangereuses conséquences. Quelqu'extraordinaire qu'ait été le crédit des Jésuites sous le règne de Louis XIII, & encore plus sous celui de son fils, les bons Pères n'ont pu venir à bout d'entrer dans l'Université de Paris. Elle seule a le bonheur de s'être garantie de leur domination en France. Les Jésuites enseignent à Paris dans leur Collège de Clermont, auquel par une ingratitudo criante envers leur premier bienfaiteur, ils ont donné depuis peu le nom fastueux de *Collège de Louis de Grand*. Ils y ont un grand nombre de

Pen-

Pensionnaires & d'écoliers pour ce qu'on nomme les Humanités, quoi qu'elles soient mieux enseignées dans l'Université. Quant à la Philosophie & à la Théologie, ceux qui veulent prendre des grades, sont obligés d'abandonner les écoles des bons Pères, & d'aller prendre des leçons dans les Collèges de l'Université, dont plusieurs sont toujours assez florissans. Le public rendroit plus de justice au mérite des habiles Professeurs qui s'y distinguent, si l'envie de plaisir au Confesseur du Roi, & à ses confrères, qui regardent comme leurs ennemis, ceux qui ne se déclarent pas ouvertelement pour la Société, n'obligeoit les personnes de qualité & de quelque distinction en France, d'envoyer leurs eufans au Collège des Jésuites; du moins pour les Humanités.

Pendant que la Cour étoit occupée de l'affaire des Jésuites qui faisoit beaucoup de bruit, il en survint une nouvelle qui donna du chagrin au Roi, & qui eut de grandes suites par le mécontentement du Duc d'Epernon. Nous l'allons voir paroître sur la scène avec plus d'éclat que jamais. Le Pape fit au mois de Mars une promotion de Cardinaux pour les Couronnes. Le Duc de Lerme âgé de 70. ans fut nommé sans avoir brigué le chapeau, Paul V. qui a ses raisons de gagner le premier Ministre du Roi d'Espagne, fait toutes les avances: Et Lerme se conduit avec tant de dignité, qu'il paroît faire grace à la Cour de Rome, en acceptant une faveur, que les Princes lui demandent souvent

1618.

l. I.

Vie du

Duc d'E-

pernon.

l. VII.

1617. vent avec un empressement bas & ridicule. On ne fut pas si tranquille à la Cour de France sur la promotion future. Le Duc d'Epernon demandoit le chapeau pour son troisième fils ; & la promesse du feu Roi d'accorder sa nomination, fut renouvelée plusieurs fois par la Reine mère. Mais la face des affaires étant changée par la disgrâce d'Epernon, & par l'éloignement de Marie de Médicis, Villeroi se met en tête de faire donner le chapeau à Marquemont Archevêque de Lyon sa créature. Le bon Prélat alla dans cette espérance faire les fonctions d'Ambassadeur à Rome. Il perdit son plus grand appui par la mort de Villeroi. Gondi frère du Duc de Retz, Evêque de Paris, profite de l'occasion. Il gagne Déageant qui peut tout auprès de Luines. Le voila donc le Cardinal de Retz par le crédit du Favori. On dit qu'il fit à Luines & à Déageant des soumissions infâmes & des promesses indignes d'un homme de bien. Le nouveau Cardinal tient religieusement sa parole de se dévouer aveuglément aux volontés du Favori. Ajant été nommé chef du Conseil, il y paroît faire plutôt l'office de premier Commis de Déageant, que tenir le rang d'un Cardinal.

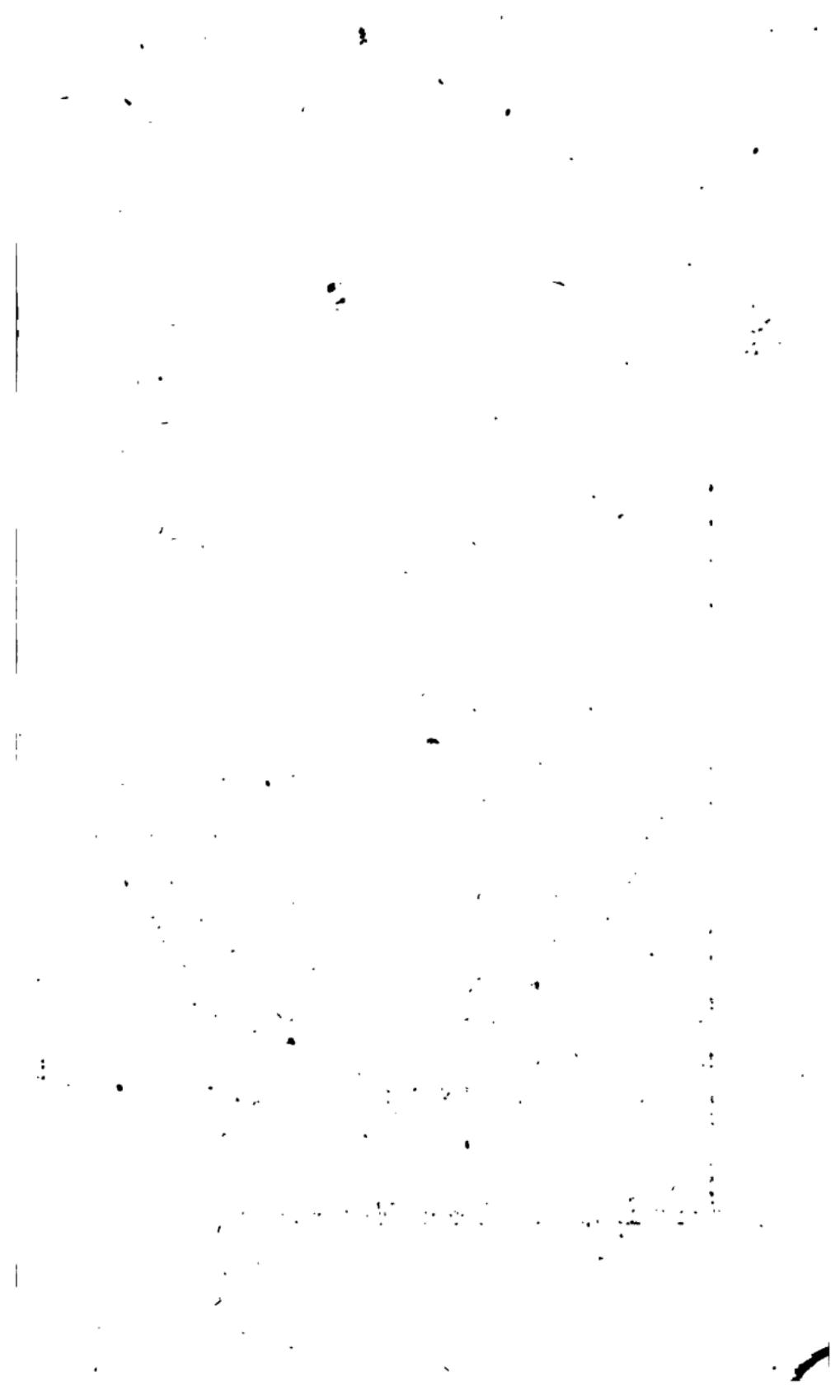
*Distingⁿon du Pa-
pe pour le
Cardinal
Duc de
Lerme.* Lérme en usoit tout autrement en Espagne. Gaëtan Archevêque de Capoue Nonce à Madrid, prétendoit ne faire aucune distinction entre le Cardinal Duc & les autres Cardinaux. Il ne vouloit traiter Lérme que de *Seigneurie Illustrissime*. L'Espagnol qui croit honorer la pourpre Ro.

Romaine en la pressant, demande qu'on le traite d'*Excellence Révrendissime*. Le terme pompeux d'*Eminentissime* n'étoit pas encore inventé. Cela fit quelque contestation. Mais le Pape étoit d'humeur à faire encoré de plus grands honneurs au premier Ministre de sa Majesté Catholique; Paul V. briguoit pour le Prince de Sulmona son neveu la qualité de Grand d'Espagne. Quand le Pape nomme Cardinaux des geas qui ne sont pas à Rome, on ne leur envoie ordinairement que la calotte rouge par un Camérier. En certaines occasions, les Papes envoient le chapeau & l'anneau de Cardinal à des Princes du sang Roial en France, à des Archiducs de la Maison d'Autriche, ou bien à des Prelats d'une grande distinction. Sixte V. crut que le chapeau rouge méritoit bien que les Princes de Maison souveraine, se donnaissent la peine de le venir recevoir eux-mêmes des mains du Pape. Il publia une Bulle qui défend l'envoi des chapeaux, & qui oblige tous les Cardinaux sans aucune distinction à prendre le leur aux pieds du S. Pere. Un reglement de si grande importance pour la Religion, n'avoit point encore été violé. Paul V. en dispense le Duc de Lerme. L'Èvêque d'Amelia nommé Noace en Espagne, porte le chapeau & l'anneau à son *Excellence Révrendissime*. On s'imagina que ces honneurs extraordinaires, n'étoient qu'un artifice, pour ôter la Nonciature d'Espagne à l'Archèvreque de Capouë, sans que la Cour de Madrid pût se plaindre de ce qae le Pape rapiroit

1618.
Mémoires pour l'Histoire du Cardinal de Richelieu. 1618.
Vittorio Siri Marie Recondite. Tom. IV. Pag. 525.
26.

1618. lois un Prélat fort agréable à Sa Majesté Catholique. Gaëtan s'éroit si bien insinué dans l'esprit de Philippe & de son premier Ministre, qu'il fit nommer Grand d'Espagne, le Duc de Sermonette son neveu, au préjudice de celui du Pape. Dans le dessein de punir un Nonce plus attentif à ses propres affaires qu'à celles de son Maître, le Cardinal Borghese trouve l'invention d'envoyer un nouveau Nonce en Espagne, en accordant une distinction extraordinaire au Duc de Lerme, qu'on ménage encore afin d'obtenir au Prince de Sulmone la qualité de Grand d'Espagne.

Le Roi de France témoigna son mécontentement de ce que le Pape traitoit le nouveau Cardinal Espagnol avec tant de distinction. Car enfin, on n'envia que la calotte rouge au Cardinal de Guise, issu d'une Maison certainement plus illustre que celle de Sandoval en Espagne, dont le Duc de Lerme étoit le chef. On répond à Rome que Paul V. en use de la forte en considération du grand âge du nouveau Cardinal, & de ce qu'il est chargé de l'administration des affaires de sa Majesté Catholique. Ces deux raisons, dit-on à Marquemont, ne permettent pas au Duc de Lerme de venir à Rome. Le Cardinal de Guise est jeune: rien ne l'empêche de sortir de France. Si le Cardinal du Perron n'avoit pas reçu le chapeau, le Pape ne feroit pas difficulté de le lui envoyer, en considération de son âge avancé & de son rare mérite. Que de puerilités dans les affaires les plus sérieuses des Princes & des Grands! Louïs ressentit vivement les égards





JEAN LOUIS DE LA VALLETTE
DUC D'ESPONNON.

égards du Pape pour une Couronne rivale. 1618.
 Mais il fallut souffrir la préférence. Sa Majesté ne put s'empêcher de dire au Nonce Bentivoglio, qu'elle étoit scandalisée de ce que le Pape se déclaroit partisan d'Espagne, au lieu de se conduire en Père commun. Les Souverains méritent que la Cour de Rome leur donne souvent de pareilles mortifications. Ils veulent bien s'y exposer. Que leur importe d'avoir des Sujets Cardinaux, ou non? que le Pape envoie une calote, ou bien un chapeau? L'un seroit aussi méprisable que l'autre, si les Rois de la Communion de Rome se faisoient mieux instruire de la Religion qu'ils professent, & de l'autorité légitime des Souverains, en ce qui regarde les affaires de l'Eglise. Que ne témoigne-t-on en France & ailleurs la même indifférence que le Duc de Lerme? Le Pape y jetteroit ses bonnets & ses chapeaux rouges à la tête des personnes les plus distinguées.

L'espérance que le Duc d'Epernon Brouillier conçut d'obtenir le chapeau de Cardinal ^{Duc d'E-} pour l'Archevêque de Toulouse son troisième fils, lui paroissoit certaine. Il avoit avec Lui la promesse du feu Roi: on la lui confirma plusieurs fois depuis. Dès qu'il fut revenu à la Cour après la mort du Maréchal d'Ancre, sa Majesté lui fit toutes les caresses imaginables. Luines demandoit avec empressement son amitié: Et le Duc d'Epernon, prévenu par mille bons offices, ne doutoit-il. VII. point que le Favori ne pensât sérieusement à le gagner. Les gens qui ont bonne opinion de Rohan. ^{Vie du Due} ^{Mémoires de Rohan.} ^{III.} H. ^{mon}

1618. nion d'eux-mêmes, croient aisément qu'on les recherche & qu'on les distingue. Tout alla bien jusques à la promotion du Cardinal de Retz. Irrité de ce que le Favori avoit appuié celui-ci au préjudice de l'Archevêque de Toulouse, Epernon commence de se plaindre hautement du Favori. Et Luines averti de tout, cherche les occasions de rabattre la fierté d'un Seigneur qui prétend se distinguer dans le monde en ne pliant jamais devant aucun Favori, quoi qu'il fût lui-même redévable de son élévation à la passion dereglée que le Roi Henri troisième eut pour ses mignons. Les grands droits de la charge de Colonel général de l'Infanterie Françoise, dont Epernon se trouvoit revêtu, ne fournirent que trop d'occasions à Luines, de donner souvent quelque nouvelle mortification au Duc. On lui conteste aujourd'hui une chose & demain une autre: cette méthode réussit mal au Favori. Bien loin d'arrêter les emportemens d'un esprit altier & fougueux, on l'irritoit encore plus.

Les partisans secrets de la Reine mere irritoient volontiers ces deux hommes l'un contre l'autre. La rigueur avec laquelle on traita quelques serviteurs de cette Princesse, la mit au désespoir. Elle prit la resolution de se tirer de la véritable prison, où le Favori la faisoit garder à Blois. Ses partisans cherchoient les moyens de la délivrer: Et ils ne trouvoient point d'homme plus propre que le Duc d'Epernon, à former une si grande entreprise. Mais comment lui en feront-ils la proposition, tant

tant qu'il sera en bonne intelligence avec Luines ? Il fallut les brouiller , premièrement ; & proposer ensuite au Duc inéminent , de se venger du Favori par un coup d'éclat . Les partisans de Marie de Médicis profitèrent habilement de la conjoncture , quand ils virent que chagrin de la promotion du nouveau Cardinal , Epernon déclamoit contre le Favori . Les uns firent peur à Luines du grand pouvoir & de l'extrême fierté du Duc , *qualités insupportables* , dit fort bien Rohan , à un homme qui se voit lâchement adoré de tout le monde . Pendant que ceux-ci parlent au Favori contre Epernon , les autres aigrissent l'esprit violent & hautain du Duc qui ne pouvoit s'accoutumer à ramper devant un Fauconnier élevé depuis quelques mois à la charge de premier Gentilhomme de la chambre .

Quelle fut la joie de Marie de Médicis Affront quand elle apprit peu de temps après la ^{faire à du} Vair Garde des Seaux entre le Favori , que dis-^{de} des Se-je ^{aux par le} entre le Roi même & le Duc d'Epernon ! Cela releva merveilleusement les ^{Duc d'E-}_{pernon.} espérances de la Reine prisonnière Du Vair Garde des Seaux prenoit le pas sur les Ducs & Pairs au Conseil du Roi & dans les asséablées . Ces Messieurs souf-froient avec une extrême impatience un orgueil caché sous les apparences d'un air modeste & philosophe . Mais aucun d'eux n'osoit s'opposer ouvertement à l'en-treprise du Garde des Sœaux . Les Ducs ^{Vie du Due} de Montmorenci , d'Usez , de Monbazon ^{d'Epernon.} de Retz , & quelques autres découvrirent

1618. leur chagrin à Epernon, comme au plus
~~Mémoires~~ vieux de tous ceux du même rang. On
~~du Duc de Robau.~~ n'eut pas besoin de chercher des raisons
pour lui persuader de soutenir les droits
de sa dignité contre du Vair, dont les ma-
nieres graves & pédantesques ne le cho-
quoient pas moins, que son étroite liaison
avec le Favori. Le Chancelier de Silleri
jaloux de ce que le Garde des Seaux a
plus de credit que lui à la Cour, anime
encore Epernon à mortifier publiquement
du Vair. Je ne blâmerois pas le Duc d'a-
voir humilié un Magistrat trop orgueil-
leux, car enfin, l'office de Garde des
Seaux n'est point une charge de la Cou-
ronne ; ce n'est qu'une simple commission,
si Epernon eût mieux pris son temps & ses
mesures. Pour faire son coup avec plus
d'éclat, il choisit exprès le jour de Pâ-
ques, & l'Eglise de S. Germain de l'Auxer-
rois, où le Roi accompagné de toute sa
Cour entendoit la Messe solennelle. Du
Vair ne manqua pas de se mettre au-dessus
des Ducs & Pairs. Mais il ne garde pas
long-tems sa place. Epernon vient le
prendre par le bras, l'en fait sortir, & lui
parle avec le dernier mépris. Le Ma-
gistrat confus & irrité d'un affront si public,
sort de l'Eglise, attend le retour de Lui-
nes qui suivoit le Roi, & fait entendre au
Favori que le Duc d'Epernon en veut
plus à Luines qu'à ses amis & à ses créa-
tures.

L'affaire fit grand bruit dans le monde.
Le Favori la tourna de telle maniere que
Louis fut extrêmement irrité contre Eper-
non

son. Luines représente à sa Majesté, que 1618.
 le Duc mécontent de ce qu'on ne lui donne pas assez de part au gouvernement, forme un puissant parti à la Cour, & qu'il s'est mis à la tête de tous les Ducs & Pairs gagnés sous prétexte de soutenir leurs droits contre les prétentions du Garde des Seaux. Ces discours faisoient une profonde impression dans l'esprit d'un jeune Prince soupçonneux & jaloux de son autorité. Louis dissimula son ressentiment, jusqu'à ce qu'il se présentât une occasion de le témoigner au Duc. Il manda Epernon & le Garde des Seaux, afin de les raccommoder. Le Duc se plaignit avec aigreur de ce que du Vair prenoit un rang qui ne lui appartenloit pas: & le Garde des Seaux fier de l'appui de Luines répond au Duc avec beaucoup de hauteur. Les voilà plus brouillés que jamais. Le Roi les appelle encore trois jours après, & leur ordonne d'être bons amis. Epernon continue de parler d'un ton si fier & si méprisant pour du Vair, que la patience échappe au Roi. Il se leve brusquement & traite le Duc d'une maniere dure. Sa Majesté fait signe incontinent à tout le monde de sortir. Elle avoit pris médecine le matin. Quand Epernon fut dans l'antichambre du Roi, il en trouva la porte fermée. Le Duc commençoit à craindre qu'on ne voulût l'arrêter, lors que Bassompierre qui le suivoit, lui montre que la porte de l'escalier dérobé est ouverte. Ils descendent tous deux au plus vite. Epernon rejoit ses gens dans le Louvre, bien

*Journal
de Bas-
sompierre.*

1618. résolu à n'y revenir pas si facilement. Bassompierre promit de lui donner avis de tout ce qu'il apprendroit. Le Duc ne manquoit pas d'être bien averti. La Princesse de Conti & le Chancelier de Sillery l'informérent exactement des choses qui le regardoient.

Le Duc d'Epernon Bassompierre qui se faisoit un principe non se rendant de politique d'être bien avec tout le monde tire dans à la Cour, & de n'embrasser point d'autre parti que celui du Roi, parla de l'affaire du Due d'Epernon au Favori. M. d'Epernon, lui dit Luines, a dessein d'aller dans son Gouvernement de Metz; qu'il avance un peu son voyage. Je crains que ses ennemis n'irritent le Roi contre lui. Le Favori doroit assez à connoître qu'il avoit envie que

Le Duc sortit de la Cour. Bassompierre en avertit Epernon, qui demande seulement la permission d'aller prendre congé de sa Majesté. On lui répond qu'il sera bien reçu: & Bassompierre lui parle qu'il peut aller au Louvre sans rien craindre.

Vie du Due d'Epernon. t. VII. Journal de Bassompierre. Tout se passe doucement. Epernon fait

ses compliments, & le Roi va ensuite pour deux ou trois jours à Vanvres près de Paris. Un autre que le Duc seroit sorti de Paris au plutôt & sans bruit. Mais ce n'étoit pas là son humeur. Il fait ses adieux en grande pompe accompagné de ses deux fils, de ses amis, & suivie de plusieurs Gentilshommes à cheval. On alloit le voir en foule chez lui: & sans rien diminuer de sa fierté, il brave ses ennemis dans sa disgrâce. Le Roi irrité de ce que le Duc parle d'être encore cinq ou six jours

à Paris, dit à Bassompierre, je retournerai demain au Louvre; si je trouve M. d'Epernon en ville, il n'en sortira pas quand il voudra. Bassompierre alla promptement disposer le Duc à partir incessamment. Le voilà dans sa maison de Fontenay en Brie. Il y passe froidement quelques jours à se divertir & à recevoir les visites de ses amis. On ne manque pas de faire entendre au Roi que cet esprit incapable de plier, brave sa Majesté. Elle ordonne à ses chevaux légers, & à quelques Compagnies Suisses de marcher vers Fontenay. Le Chancelier de Sillery ne perd point de temps, il envoie dire au Duc qu'on va l'investir dans sa maison. Allarmé de la nouvelle, Epernon monte à cheval dès la nuit même, effue un fort mauvais temps, & se rend à Metz avec toute la diligence possible.

On se doutoit bien à la Cour qu'il ne demeureroit pas en repos dans son Gouvernement, & qu'il trameroit quelque chose à la première occasion. Luines voulut avoir un bon espion à Metz, qui l'avertît fidèlement de toutes les démarches d'Epernon. Mais il se trouvoit peu de gens disposés à se charger d'une commission fort dangereuse. Le Duc avoit dans sa maison certains hommes d'exécution, habiles & prêts à donner des coups de bâton au premier signe que leur maître fairoit. On les nommoit *les Simons*. Je ne fais quel étourdi alla s'offrir à Luines. On le prend au mot: & il part dans l'espérance d'obtenir bien-tôt la récompense du

Vie du Duc
d'Epernon.
l. VII.

1618. service important qu'il se flatte de rendre au Favori. La chose ne fut pas si secrète, que le Duc ne fût averti du dessein & du départ de ce personnage. On l'arrête à la porte de Mets: on lui fait essuier toutes les rigueurs ordinaires dans une ville frontière exactement gardée. Quatre soldats des plus bruyants ont ordre de le conduire dans une hôtellerie marquée, & de le traiter le plus mal qu'ils pourront. L'hôte bien instruit vient le soir demander le nom de l'inconnu & l'écrit dans un grand livre. Ce n'est pas tout. Voici quatre Simons dans sa chambre qui le gardent à vue. *On craint, Monsieur, lui disent-ils, que vous ne soyez un espion. Vous voulez peut être observer la place, en reconnoître les défauts, & les faire savoir aux ennemis du Roi.* La patience de l'homme ne fut pas long temps à l'épreuve d'un pareil traitement. Les Simons ne lui donnaient pas un moment de repos. Quand il se mettoit au lit, les autres se couchoient auprès de lui: ils l'entretenoient de leurs prouesses & de leur expérience à bâtonner les ennemis de leur maître. Le pauvre homme effrayé demande enfin grâce au Duc: & le conjure de lui donner la permission de s'en retourner à Paris. On la lui accorde après quelques difficultés. L'espion du Favori sifflé tout publiquement à Mets, alla essuier encore les railleries de l'échange de la Cour & des Parisiens, qu'on eut grand soin d'instruire de tout ce qui s'étoit passé. Le mécontentement du Duc d'Epernon augmenta l'inquiétude que certaines affaires

res donnaient à Luines. La main levée
des biens Ecclesiastiques de la Souveraineté
de Bearn y cauloit de grands mouve-
mens, & dans les Provinces voisines, où
le parti Huguenot étoit nombreux & puis-
sant. L'infraction des priviléges du Bearn
effraioit tous les Reformés. Ils craignent
que la Cour ne donne de grandes atteintes
aux Edits de pacification, quand elle aura
réduit le Bearu à se contenter de ce que le Roi voudra bien lui accorder, après avoir réuni à la Couronne une Principauté qui se croit entièrement indépendante & séparée du Royaume de France. D'un autre côté, Marie de Médicis impatiente dans son exil, ou plutôt dans sa prison à Blois, a son parti à Cour; & Luines toujours incertain s'il s'accommodeera avec elle, ou bien avec le Prince de Condé, appréhende que les grands Seigneurs indignés de son crédit & de son élévation, ne se réunissent en faveur de la Reine-mere, dont la liberalité leur plaisoit plus que l'humeur avare & intéressée d'un Favori qui prenoit tout pour lui & pour ses deux frères. Luines tâche de gagner le Duc de Maienne en lui faisant donner le Gouvernement de Guienne, au lieu de celui de l'Isle de France & de quelques villes voisines de Picardie. Le Favori crut que ce poste étoit à sa bienfaveance: & le Duc de Maienne aimait mieux une Province plus considérable & plus éloignée de Paris. La Cour étoit d'ailleurs bien aise de mettre à la porte du Bearn, un Seigneur naturellement ennemi du parti Huguenot, dont il

*Mémoires François 1618.**Mémoires anonymes sur le Duc d'Orléans.*

1618. arrêteroit les mouvemens en Guienne. En prenant le Gouvernement de l'Isle de France, Luines se démit de la Lieutenanté Générale en Normandie. Ornano Colonel des Corses en fut gratifié. C'étoit un homme de mérite que Luines vouloit avancer. Il fut fait Gouverneur du Duc d'Anjou frere unique du Roi l'année suivante après la mort du Comte du Lude. On rend ce témoignage à Ornano qu'il prit un soin particulier de réparer le mal que la négligence & le peu d'habileté de son prédecesseur avoient fait. Il corrigea les mauvaises habitudes que Gaston prenoit, & il tâcha d'inspirer de bons principes au jeune Prince.

Dificultés des
Ministres
Espagnols en
Italie sur
l'exécution des
Traitéés
faits l'an-
née pré-
cedente.

Une autre chose inquiétoit le Roi & son Favori qui craignoient une rupture avec la Couronne d'Espagne. Les Ministres du Roi Catholique chicoient toujours sur l'exécution des Traitéés faits l'année précédente entre le Roi de Bohême & la République de Venise; entre le Duc de Savoie & le Duc de Mantouë. Parlons premièrement de ces affaires étrangères auxquelles Louïs XIII. eut part: nous reviendrons ensuite à celles du Bearn & de Marie de Médicis. Matthias Empereur & Ferdinand Roi de Bohême avoient de grandes raisons de finir leur affaire avec les Venitiens. Les mouvemens qu'on craignoit dans la Bohême leur faisoient souhaiter la paix du côté de l'Italie. L'exécution du Traité ne put être si prompte de leur part ni de celle du Senat. Le Doge Bembo mourut, & Nicolas Donato lui succéda.

1618.

succeda. Celui-ci n'ayant possédé qu'un mois la première dignité de sa République, Antonio Priuli l'un des Commissaires nommés pour l'exécution des articles du Traité, fut élu Doge. Ces incidens, & quelques autres de la part des Impériaux retarderent l'entière conclusion de l'affaire. Mais ce ne fut pas là le plus grand obstacle. Offone Viceroi de Naples continuoit ses courses dans le Golfe Adriatique. Soit qu'il eût en tête l'horrible dessein qu'on lui attribuë contre la ville de Venise; soit que ce fût un effet de son humeur vaine & capricieuse; il refusoit sous divers prétextes de retirer ses Vaisseaux du Golfe. Tantôt il demande que les Venitiens congédient les troupes Hollandoises qu'ils ont à leur service: une autre fois il prétend que les Sujets du Roi d'Espagne, soient exempts de tous les droits que la République leve sur les marchandises dans le Golfe. En certaines occasions le Viceroi parle comme s'il n'avoit pas d'autre dessein que d'attaquer les Infideles. N'osant refuser trop ouvertement d'obéir aux ordres de la Cour de Madrid de laisser les Venitiens en repos, il tenoit sa Flote à Brindes: on auroit cru qu'il attendoit l'occasion d'entreprendre quelque chose contre les Turcs en Dalmatie. Le Senat voit bien que les Espagnols lui veulent plus de mal, qu'aux Ottomans. Ennuié d'une si longue vexation, il envoie ordre au Capitaine Général de mettre la Flote Venitienne en mer, & de prendre autant de vaisseaux qu'il pourra sur le Viceroi de Naples.

1618. Don Pedro de Toleda Gouverneur de Milan ne paroissoit pas mieux intentionné pour la paix. Quelques instances que le Marquis de Bethune Ambassadeur de France lui fit d'exécuter enfin le Traité d'As, puisque le Duc de Savoie congédioit ses troupes, & qu'il accomplissoit tout ce qu'on avoit exigé de lui, Don Pedro trouvoit un nouveau sujet de chicaner sur les démarches de Charles Emmanuel. Il y manque toujours quelque chose à son gré. Cela ne pouvoit pas être autrement. Le Duc attentif & vigilant avoit de grandes raisons de se défier de la sincérité des Espagnols. Don Pedro est tellement amoureux de Verceil sa conquête, qu'il paroît être plus disposé à recommencer la guerre qu'à rendre une place qui lui a tant coûté. La prudence vouloit donc que Charles Emmanuel se tût sur ses gardes, & qu'il ne désarmât qu'avec certaines précautions. Et c'est ce qui fournissoit au Gouverneur de Milan différens prétextes de reculer. Cependant le Duc de Savoie & le Senat de Venise prirent de nouvelles alarmes, sur la mauvaise foi que les Espagnols témoignoient de tous côtés. Charles Emmanuel & la République entrent dans un nouveau Traité pour leur défense commune. Le Senat avoit déjà fourni plus de deux millions de livres au Duc depuis le commencement de la guerre. On s'engage de lui donner encore quatre-vingt-dix mille écus par mois, & il promet de faire diversion avec quinze ou vingt mille hommes de pied & deux ou trois mille chevaux,

1618.

vaux, en cas que les Espagnols attaquent la République : bien entendu que le Senat fournittra la même somme au Duc, si le Gouverneur de Milan continue de faire la guerre à son Altesse, & que les deux parties n'entre-ront en aucun Traité de paix que d'un commun consentement. On sollicita les Princes d'Italie de former une ligue contre l'esclavage dont l'Espagne sembloit menacer également tous ses voisins. Mais les remontrances ne servent de rien. Aucun ne veut se brouiller avec une puissance plus formidable en apparence, qu'en effet. Le Pape qui donne ordinairement le branle aux affaires générales des Princes d'Italie, étoit dans les intérêts de la Couronne d'Espagne ; il en briguoit les faveurs, & les Venitiens & le Duc de Savoie n'étoient aussilement bien dans son esprit.

La patience échappe au Roi de France. Il s'imagine que la lenteur & les difficultés des Ministres d'Espagne en Italie, sont fondées sur cette opinion, que la France pleine de factions & de jalousies au dedans, n'étoit pas en état d'envoyer assez de troupes en Italie, pour réduire le Roi d'Espagne à tenir exactement ce qu'il avoit promis dans les derniers Traités. Louis chagrin de ne voir point la fin de tant d'embarras, dépêche à Turin Modéne confident de son Favori en qualité d'Am-bassadeur extraordinaire. Il devoit conjurer Charles Emmanuel au nom du Roi de faire tout ce que sa Majesté lui proposeroit, & de mettre une bonne fois les Espagnols hors d'état de chicaner sur quoi que ce fût. Le Roi promettoit au Duc que si le Gouverneur de Milan refusoit

1618. après cela d'exécuter les paroles données & les Traités faits, sa Majesté iroit l'y contraindre elle-même, & reprendre les places dont les Espagnols s'étoient rendus maîtres en Piemont. Modène & Bethune font conjointement de nouvelles instances à Don Pedro, qui les élude avec ses excuses frivoles. Louïs parut alors en colere contre les Espagnols. Il mande le Duc de Monteleon Ambassadeur de sa Majesté Catholique & lui dit avec assez de hauteur & de fierté : *M. l'Am*bassadeur*, je fais la véritable cause de la lenteur du Gouverneur de Milan à donner satisfaction au Duc de Savoie mon oncle.* On fait accroire au Roi votre maître que je n'oserois sortir de mon Royaume pour secourir mes alliés. Je veux bien qu'il sache que mes affaires ne sont pas en si mauvais état qu'il se l'imagine. Mais quand tout devroit se bouleverser en mon absence ; rien ne m'empêchera de passer les monts, & d'aller contraindre le Roi votre maître à tenir la parole qu'il m'a donnée & dont M. le Duc de Savoie s'est contenté à ma considération. Louïs disoit quelquefois encore devant ses Courtisans, afin qu'on le rapportât à l'Am*bassadeur* d'Espagne : *Si le Roi Catholique ne rend pas Vercel comme il me l'a promis, je serai obligé de lui déclarer la guerre. En cas que nous en venions là ; je veux que le Maréchal de Lesdiguières me mette l'épée à la main.*

**Grand
bruit
dans le
monde
sur la de-
couverte**

On prétend que Louïs ne dévina pas la cause véritable des longueurs affectées des Ministres du Roi Catholique en Italie. Ils attendoient, dit-on, le succès de la con-
jura-

*Histoire
du Conné-
table de
Lesdi-
guières.
t. IX.
chap. 9.
& 10.*

juration formée par le Triumvirat Espagnol, contre la République de Venise. ^{1618.}
 Le Duc d'Ossene, le Marquis de Bedmar, & Don Pedro de Toledé entreprirent de défaire leur maître des ennemis les plus dangereux & les plus opiniâtres de son ^{guôls} agrandissement en Italie & ailleurs. Je ne m'arrêterai point à décrire les circonsances de cette intrigue, qui fit grand bruit dans le monde. Un Auteur fameux ^{L' Abbé de S. Real.} en a donné l'histoire écrite avec beaucoup d'esprit & de politesse. L'envie qu'il a eue d'imiter un des plus beaux morceaux de l'antiquité, je veux dire, l'histoire de la conjuration de Catilina par Salluste, n'a-t-elle point porté l'Ecrivain moderne à rechercher plutôt ce qui pouvoit contribuer à l'embellissement de son sujet, qu'à donner une relation exacte & fidèle? Il devoit nous dire quelque chose des raisons qu'on eut alors, & que nous avons encore de douter de la vérité des bruits que les Vénitiens répandirent dans toutes les Cours de l'Europe. Beaucoup de gens crurent à Rome & ailleurs, que si la conjuration contre Venise, n'étoit pas une fable inventée pour des raisons politiques & secrètes, le Senat prit du moins l'allarme un peu trop vite, & qu'une terreur panique lui fit sacrifier légèrement sur de simples soupçons, la vie de plusieurs personnes. Voici en peu de mots ce qu'on dit alors.

Vers le 15. Mai de cette année le Conseil des Dix à Venise pretend découvrir une horrible conjuration contre leur ville & contre leur République, tramée par le Mar-

Nani Hl.
Floria Venetia.

& 111.1818.

1617. Marquis de Bédmor Ambassadeur d'Espagne, & appuyée par le Duc d'Ossone Viceroy de Naples & par Don Pedro de Tolède Gouverneur de Milan. Certaines gens
^{Pittorio}
^{Siri Mercurio}
^{Recondite.} apostés, dit-on, devoient mettre le feu à l'Arsenal, faire sauter l'endroit où se fait la monnoie, se saisir des postes les plus avantageux de la ville, tuer enfin les principaux de la Noblesse dont les maisons furent marquées. Dans la confusion qu'un pareil desordre auroit causé, on projectoit de faire avancer les brigantins du Viceroy de Naples & des barques propres à voguer sur les canaux, & à venir dans les ports, que les conjurés fondérerent. Quelques gros vaisseaux auroient suivi ceux-ci, & attendu près de la ville le succès de l'entreprise. On avoit encore pratiqué, ajoutent les Relations Venitiennes, des intelligences à Creme & dans quelques autres villes de terre-ferme, dont le Gouverneur de Milan prétendoit se rendre maître. Il est certain qu'une pareille conjuration bien conduite & bien soutenuë, étoit capable de renverser de fond en comble & la ville & la République de Venise. Mais on ne voit pas que les conjurés fussent en assez grand nombre, ni qu'ils eussent les choses nécessaires pour une affaire aussi difficile. Les Auteurs Venitiens conviennent eux-mêmes que l'exécution du dessein semble impossible. Cependant le Senat fit mourir secrettement ceux qu'il croioit complices de la conjuration : il ordonna de rendre à Dieu des actions solennnelles de grâces pour la préservation miraculeuse de la ville

&

1619.

& de la République. Le peuple animé au-
roit mis en pièces le Marquis de Bed-
mar & tous ses domestiques, si le Senat
n'avoit donné de bons ordres pour leur
seureté.

Cette maniere d'exécuter les accusés en
secret , & l'affection de supprimer tout
ce qui auroit pu convaincre les Ministres
du Roi d'Espagne d'être les auteurs d'un
si noir attentat, confirmèrent les soupçons
déjà pris de la fausseté d'une conjuration,
dont le projet paroissait impraticable , &
qu'un homme aussi habile & aussi pénétrant
que le Marquis de Bedmar ne devoit pas espe-
rer de faire réussir. La conduite du Senat
donna de grands avantages aux Espagnols.
Ils soutinrent hautement , & les Ministres
du Roi de France & du Pape en furent
persuadés , que les bruits répandus n'é-
toient qu'un artifice des Venitiens, afin de
faire leur cour au Grand Seigneur , en lui
sacrifiant la vie de Jacques Pierre. Ce
fameux Pirate dans les mers du Levant
qu'on fait le principal acteur de la conju-
ration , étoit odieux aux Turcs , à cause
des grandes prises faites sur eux. Un
Chiaoux envoié de la Porte à Venise , de-
manda la mort de Jacques Pierre. On
savoit à Constantinople que cet homme
hardi & entreprenant, connoissoit parfaite-
ment bien les côtes de l'Archipel , & le
fort & le foible des places & des ports
de l'Empire Ottoman. Le Corsaire don-
na différentes instructions au Duc d'Osso-
ne pour surprendre facilement quelques
places des Turcs. Le Duc de Nevers en-
tre.

1618. tretenoit aussi une grande correspondance avec Jacques Pierre, qui envoioit des mémoires à ce Seigneur , & qui lui promettoit ses services pour l'exécution de certains projets du côté de la Morée. Tous ces papiers furent trouvés dans la cassette de Jacques Pierre, après que le Seuat l'eût fait jeter dans la mer. Le soin que les Venitiens prirent de les envoier à Constantinople , & d'avertir le Divau des desseins concertés en Espagne & ailleurs , fit un tort extrême au Senat en Italie & en France.

Mémoires pour l'Historie du Cardinal de Richelieu. 1618. Bien des gens se mocquèrent de la prétendue conjuration. Il fut accusé d'avoir fait mourir injustement des personnes innocentes. Marquemont Archevêque de Lyon qui faisoit alors les fonctions d'Ambassadeur à Rome , écrivit sans façon au Roi de France , que si ce qu'on disoit à Rome de l'injustice & de la cruauté des Venitiens étoit véritable , ils méritoient que les premières puissances de l'Europe fussent un autre Traité de Cambrai , & que les Princes Chrétiens se liguoient contre des hommes si méchans & si scelerats . Approfondissons un peu les raisons qu'on a de douter de la vérité des bruits répandus de cette horrible conjuration des Espagnols contre Venise. Cela peut servir à nous convaincre de l'incertitude qui se trouve souvent dans les plus grands événemens , dont les Auteurs enrichissent leurs histoires , & à nous faire voir jusques où la dissimulation & la politique peuvent aller ..

Leon Brulart Ambassadeur de France à Venise écrivit à Puisieux Secrétaire d'Etat &

& au Marquis de Bethune que la conjuration étoit imaginaire. Une chose de cette importance, disoit-il de fort bon sens, Vittorio Siri Meriteroit d'être éclaircie aux yeux du public: morie re-en devroit en montrer les preuves, & faire voir au monde la déposition des témoins & la confession des coupables. Tout se fait ici dans Tom. IV, un fort grand secret: & les Juges disent ce qu'il leur plait. Pourquoi jettier dans la mer sans aucuns forme de procès, ceux qu'on nomme les principaux chefs du complot? Il falloit les interroger & les entendre. La première chose que fit Jacques Pierre en se donnant au service de la République, ce fut d'instruire à fond le Senat du dessein formé par le Duc d'Ossone de surprendre la ville de Venise. On a écrit cet homme; on a pris ses conseils sur les moyens de prévenir le Vice-roi de Naples. Quelle apparence y a-t-il que Jacques Pierre entre dans une entreprise qu'il découvre lui-même? Voici le crime de cet infortuné. Un Chiaoux envoié de la Porte a demandé sa mort à cause de ses pirateries sur les Turcs. Le pauvre homme ne pensoit qu'à faire du mal aux Infidèles. Peu de jours avant sa mort, il envoioit encore des mémoires au Roi & au Duc de Nevers sur la facilité qu'il trouvoit à surprendre plusieurs places des Turcs. Je ne vois pas quel intérêt l'Ambassadeur de France avoit de justifier le Marquis de Bedmar & le Duc d'Ossone s'il les croioit coupables d'une action si noire? Au reste je ne blâmerois pas les Venitiens d'avoir puni un homme qui faisoit le métier de pirate contre les Turcs, si le Senat s'y étoit pris d'une autre

1618.

Siri Mer.

Tom. IV,

pag. 500.

501. &c.

1618. autre maniere. Car enfin, il n'est pas plus permis de voler les Infideles que les Chrétiens, sur un grand chemin. Cependant Jacques Pierre n'étoit pas plus coupable que les Chevaliers de Malte. A la honte du nom Chrétien nous voions des Religieux dont l'unique emploi, c'est d'exercer un brigaudage public sur les Turcs. Le Pape est le premier Supérieur & le protecteur d'un Ordre si bien établi. Les Princes de sa Communion font des Traités de paix & de commerce avec le Grand Seigneur: Et par un motif de Religion, ils permettent aux Cadets de la premiere Noblesse de leurs Roiaumes, d'aller dans un rocher de Corsaires aussi cruels, & plus avides encore que ceux d'Alger & de Tunis, recevoir les ordres d'un Supérieur, qui bien loin de former ces jeunes Gentilshommes à servir les pauvres dans un hôpital, comme leur Institut les y oblige, les met sur les galeres & les fait aller en course, pour troubler le commerce des Turcs en temps de paix, pour enlever leurs marchandises, & pour les faire esclaves. Les Catholiques Romainz ont bonne grace de se plaindre après cela de l'infidélité, des pirateries, & de l'injustice des Mahometans. Je reviens à mon sujet.

Mémoires. On a grande opinion, disoit Marquemont pour l'*Histoire* au Roi de France, que les Venitiens ont du Cardi-voulu sacrifier le pauvre Jacques Pierre à mal de l'alliance qu'ils negocient avec le Grand Seigneur. Le Pape m'a demandé en quels termes M. de Leon Ambassadeur de Votre Majesté à Venise m'a écrit sur la vraie, ou prétendue

sendue conjuration. Je lui ai répondu que M. de Leon ne me dit pas grande chose, & qu'il attend le manifeste que les Venitiens menacent de publier. On ne le vit point, ce manifeste; Et cela confirma les gens dans l'opinion que le Senat ne découvrit pas une si étrange conspiration, qu'il le vouloit faire accroire. J'ai demandé à l'Am-bassadeur de la République, dit le Pape Paul V. à l'Archevêque de Lion, les particula-rités de la conjuration. Il ne m'a répondu qu'en termes généraux. Ce silence, ajouta le Pape, fait croire que les Venitiens sont allés bien vite en besogne. Enfin, après une diligence exacte à s'informer de la vé-té de l'affaire, le Nonce du Pape à Ve-nise écrivit à son maître, qu'il ne trouvoit aucun fondement de croire ce que le Senat publioit de la conjuration, & que le Con-seil des Dix n'avoit pas fait mourir un si grand nombre de gens, mais seulement quelques miserables François. Pour moi, je m'en tiens sur cette affaire à ce que dirent les gens les plus équitables au rapport de Marquemont: il y eut plus de justes soup-sons, que de véritable entreprise. Je croi volontiers que certaines gens offrirent au Marquis de Bedmar de mettre le feu à l'Arsenal, & de faire entrer dans les ca-naux les Brigantins du Viceroy de Naples; que l'Am-bassadeur d'Espagne écoute les propositions, & que les Triumvirs se pu-rent flatter que le complot réussiroit du moins en partie. La chose ayant été de-couverte ensuite par quelques complices, les Venitiens allezent trop vite, comme disoit

1618. disoit le Pape. Peut-être aussi qu'ils n'eurent pas fâchés de rendre le Triumvirat Espagnol odieux dans l'Europe, & d'avoir un prétexte de presser à la Cour de Madrid le rappel du Marquis de Bedmar dont ils craignoient l'esprit entreprenant & artificieux. Enfin, le Sénat, qui n'est pas autrement scrupuleux en politique, aura pris cette occasion de contenter la Porte Ottomanne en jettant Jacques Pierre dans la mer, & de faire sa cour au Grand Seigneur en lui découvrant les desseins de ce fameux Corsaire contre les Etats de sa Hautesse dans la Morée, en Macédoine, & ailleurs. *Sa Sainteté m'a dit que les Venitiens ont découvert le pot aux roses:* c'est l'expression de l'Archevêque de Lyon écrivant au Roi de France. *Ils ont envoié tous les papiers de Jacques Pierre à Constantinople.* Sur quoi le Grand Seigneur & les Bassas ont fait des caresses extraordinaires à l'Ambeffadeur de Venise.

Rétablissement de la paix en Italie.

Peu de temps après le bruit que causa dans le monde, la découverte de la vraie ou prétendue conjuration contre Venise, les Espagnols accomplirent les Traités faits à Madrid & à Paris l'année précédente. Cette circonstance confirma bien des gens dans la pensée que les Triumvirs avoient différé si long-tems, pour attendre le succès de leur complot. Quoi qu'il en soit, le Gouverneur de Milan ne rendit Verceil que le plus tard qu'il put. Il seroit difficile de s'imaginer combien cet esprit ^{sous la Vene-} étoit souple & fertile en chicaneries. Il sa. I. III. fallut que le Roi de France fit déclarer 1618, enco-

1618.

encore positivement au Pape , & à Don Pedro - lui - même , que si les Espagnols n'évacuoient incessamment la ville de Verceil , il iroit les en chasser à la tête de son Armée . Quand le Gouverneur de Milan se vit poussé à bout , *accomplices ce malheureux Tracté* , dit - il en frémissant de rage & de colere . *Je ne sais par quelle fatalité , le ciel & la terre conspirent à le faire exécuter.* Voici donc Verceil rendu au Duc de Savoie ; & le Viceroy de Naples retire en même temps ses vaisseaux du Golfe de Venise . La paix paroit se retablir dans l'Italie . Mais les esprits demeurent encore dans une grande agitation . Les soupçons & les jaloussies ne se dissipent point . Charles Emmanuel conserve une haine mortelle contre les Espagnols . Toujours occupé de ses vastes & chimeriques projets , il attend une occasion favorable de s'agrandir , & se donne de nouveaux mouvements pour la trouver . Des Triumvirs Espagnols , le seul Duc d'Osone demeura en Italie . Il obtint la continuation de sa Viceroyauté par le credit du Cardinal Duc de Lerme . Le Marquis de Bedmar alla résider auprès des Archiducs des Païs - Bas Catholiques . Don Pedro de Toleda est rappelé en Espagne , & le Duc de Fornia devient Gouverneur de Milan .

Louis dissimuloit peut - être ses véritables sentiments , quand il disoit avec tant de hauteur & de confiance , que les affaires de son Royaume n'étoient point en si mauvais état , que la Majesté ne pût aller en Piémont à la tête de son Armée , Les bruyilleries augmentent dans le Béarn à l'occasion de l'Edit de l'Edit pour la train.

1618. traindre les Espagnols à faire justice au Duc
 main le- de Savoie. Le Bearn donnoit de grandes
 vée des inquiétudes au favori & aux Ministres. Ils
 biens Ec- avoient commis l'autorité du Roi pour la
 elesiastiques. restitution des biens de l'Eglise dans cette
 Souveraineté. Les Bearnois jaloux de leurs
 priviléges & de leur liberté, ne vouloient
 pas recevoir l'Edit. Selon les maximes or-
 dinaires d'une Cour qui travaille à l'éta-
 blissement d'un pouvoir arbitraire, c'est
 assez que le Prince ait fait une démarche
 aux yeux du monde. On la soutient à
 quelque prix que ce soit. Juste, ou in-
 juste, il n'importe. Souffrir que le peu-
 ple allegue ses droits, & qu'il ne reçoive
 pas aveuglément les Edits du Roi, cela pa-
 roît d'une trop dangereuse conséquence.
 On ne veut pas que les Sujets s'accou-
 mande, ni qu'ils croient pouvoir en su-
 vis de M. réte de conscience refuser d'obéir en quel-
 du Pleffis-ques occasions. Les Bearnois n'étoient
 Mornas. pas encore convaincus de la vérité d'un
 L. IV. principe, qui passoit pour incontestable
 Lettres & Mémoires dans le Conseil de Louis XIII. Accou-
 du même. tumés à la domination équitable & dou-
 1618. ce de leurs Souverains de la Maison d'Al-
 bret, qu'Henri IV. n'avoit pas voulu
 changer à leur égard, ils demandoient
 avec instance la conservation de ce qu'ils
 nommoient leurs fers & leurs coutumes.
 Le Duc de Rohan & du Pleffis-Mornai
 eussent bien voulu les aider dans un si juste
 dessein: mais ces deux habiles politiques
 étoient d'avis qu'on cherchât des voies
 d'accommodelement. Le Bearn ne pouvoit
 pas

pas résister seul à la volonté du Roi. En-
gager toutes les Eglises Réformées de
France à soutenir les droits de cette Prin-
cipauté , c'étoit exposer le Roiaume aux
malheurs d'une guerre civile, dont les sui-
tes pouvoient être funestes à la Réforma-
tion.

Le Maréchal de Lesdiguières interrogé Histoire
du Japon,
tabl. de
Lesdigui-
ères..IX.
chaf. II.
par la Cour sur la même affaire de Bearn,
conseilloit au Roi d'user de douceur & de modération. Il representoit aussi bien que le Duc de Rohan & du Plessis - Mornai , que l'entreprise sur le Bearn donnoit une extrême jalousie à tout le Parti Huguenot , & que les gens s'imaginoient que la Cour formoit le dessein de renverser ensuite les Edits de pacification. Les soupçons étoient assez bien fondés. Car enfin , que devoit-on penser en voyant le Roi , dont la Cour est pleine de factions & de partis , refuser si hautement de laisser les choses dans l'état où son pere maître absolu au dedans , & rédouté au déhors , les avoit mises ? Il s'en fallut bien que Lesdiguières ne témoignât autant de droiture & de zéle pour sa Religion que Rohan & du Plessis. De l'avis que le Maréchal donne à Sa Majesté , il s'offre tacitement à commander l'Armée , quand on aura besoin de lui pour reduire le Bearn ou quelqu'autre Province. La grande maxime de ce Courtisan lâche & intéressé , c'est la conservation de l'autorité du Roi. *Elle doit demeurer ferme & inviolable ,* disoit-il , *afin que les sujets & les étrangers la respectent également.* *Quand la douceur est inutile , il faut absolument*

1618. Renard est fort mal reçu à Pau : on lui fait même quelques insultes. Bien loin d'enregistrer les Lettres du Roi, le Conseil Souverain de la Province, les déclare obtenuës par surprise, & contraires *aux fors & coutumes* de la Souveraineté de Bearn. Cet Arrêt & les plaintes du Commissaire qui se prétend outragé, font grand bruit à la Cour. Irrité d'une résistance si vigoureuse, Louis envoie au Conseil Souverain de Pau , ce qu'on nomme en France des *Lettres de jussion*, c'est-à-dire un ordre de procéder incessamment à la publication & à l'exécution de l'Edit pour la restitution des biens Ecclesiastiques, de punir selon la rigueur des loix ceux qui ont insulté le Commissaire du Roi, & de poursuivre les gens assemblés à Orthez sans la permission de sa Majesté. Le Conseil Souverain de Bearn ne perd point courage. Il donne un Arrêt *interlocutoire* sur les *Lettres de jussion* envoyées par le Roi. En gardant le respect dû aux ordres du Prince, on déclare qu'avant que de procéder à leur exécution, sa Majesté sera premièrement suppliée de pourvoir aux droits & aux priviléges de ses sujets Réformés en Bearn , selon les Edits des Rois ses prédecesseurs , & selon les siens propres. Les députés à l'Assemblée particulière d'Orthez en convoquent une générale. Il n'y a plus d'autre moyen d'arrêter les procédures violentes de la Cour. Et les Bearnois ne peuvent défendre leurs priviléges , qu'en intéressant tout le corps des Réformés , dont le Roi & ses Ministres crai-

craignent le soulèvement. La ville d'Orthez étoit trop éloignée & peu commode. L'Assemblée générale fut transférée à la Rochelle vers la fin de cette année. Les-cun toujours zélé pour la conservation de la liberté de sa patrie, publie une défense des droits du Béarn contre les entreprises du Clergé. Ses adversaires ne demeurent pas sans replique. Les Ecrits échauffoient les gens d'une étrange manière de part & d'autre. On craignoit en France que l'affaire de Béarn n'y causât d'aussi grands mouvements qu'en Bohême. La guerre civile s'allumoit dans ce Royaume, à l'occasion d'une nouvelle contestation entre les Evangeliques & le Clergé. Mais les intrigues de Marie de Médicis ennuierent de son exil & de sa prison, donnèrent quelque surveillance aux Béarnais. L'affaire demeura indecise, jusques à ce que Luynes gagné par le Conseil d'Espagne, eût persuadé à Louis de faire plutôt la guerre à ses sujets, que de secourir ceux qui disputoient la Couronne de Bohême à la Maison d'Autriche en Allemagne.

Marie de Médicis outrée de la manière dont Barbin & quelques-uns de ses serviteurs furent traités, redouble ses pratiques & ses négociations pour trouver enfin le moyen de s'échapper de Blois, & de former un parti considérable dans le Royaume, à la faveur duquel la bonne Princesse espère de rentrer dans le gouvernement. Luynes trembloit de peur qu'elle ne vint à bout de ses desseins. Il n'étoit pas moins hât que le Maréchal d'Ancre. D'ageant lui

1618. lui suggéroit differens artifices afin d'arrêter Marie de Médicis qui parloit plus haut qu'auparavant. On lui proposa de tirer Barbin de la Bastille & de le lui donner à Blois. *Si mon Intendant est coupable, répondit-elle, je veux bien qu'il soit puni; pour moi, je suis tantôt lasse de me voir accusée tous les jours de quelque chose de nouveau.*

*Mémoires
de Roban,
l. I.*

*Mémoires
de Dte-
geant. pag.
129.130.
131.*

*Vittorio
Siri Me-
morie re-
cendite.
Tom. IV,
pag. 555.
556. Lu-
mieres
pour l'His-
toire de
France
dans les
defenses de
la Reine
mere.*

*Il faut que cela finisse une bonne fois; d'assis-
je me soumettre comme une simple particu-
lière au jugement des Magistrats du Parle-
ment de Paris. Quelquefois Luines tâ-
choit de faire peur à la Reine mere en fei-
gnant de vouloir s'accorder avec le
Prince de Condé. Déageant rend quel-
ques visites à son Altesse toujours enfer-
mée à Vincennes: & le bruit court que le
Favori négocie tout de bon avec elle.
On marie déjà Eleonor de Bourbon sœur
du Prince & veuve de Philippe Guillaume
Prince d'Orange avec le Duc de Monba-
zon beau pere de Luines. Tous ces arti-
fices n'arrêtèrent ni les plaintes, ni les in-
trigues de Marie de Médicis. Luines &
les Ministres lui donnent alors mille cha-
grins. Ils tâchent de la réduire à deman-
der elle-même la permission de s'en aller
à Florence. Outre qu'elle ne voulut ja-
mais prendre ce parti, le Grand Duc n'a-
voit pas envie de la prendre chez lui.
Roissi ancien Conseiller d'Etat reçut ordre
du Roi de résider auprès d'elle à Blois,
afin de l'amuser de belles paroles, & d'ob-
server en même temps toutes ses démar-
ches. Cadenet frere de Luines fait un
voyage à Blois. Il lui promet que le Roi*

la verra dans quelque temps. Et de peur qu'aucun Seigneur n'entreprene de l'enlever, on met plusieurs Compagnies de Cavalerie en garnison autour de Blois. C'étoit lui dire assez clairement qu'ou la tenoit prisonnière. Elle n'en doutoit pas. Il ne lui est pas permis de se promener hors la ville. On parle de murer je ne sai quelles portes du Château. Les gens de qualité qui passent par Blois, n'osent aller rendre leurs devoirs à la Reine mere, à moins que le Favori ne leur en donne la permission.

Les Jésuites Confesseurs des Princes Luines font de toutes les intrigues de Cour. Marie de Médicis étoit la pénitente de Suffren : & le bon Pere avoit grand crédit sur l'esprit de sa Majesté. On tâche de le gagner, afin qu'il emploie les raisons de conscience, & qu'il persuade à la Reine mere d'attendre en repos l'effet des belles promesses que le Roi, ou plutôt son Favori, font tous les jours. C'est une chose assez plaisante, que de voir deux Jésuites s'aboucher entre Paris & Blois, & négocier la plus grande affaire qui fût à la Cour de France. Seguérand vient de la part de Luines avec quelques propositions : Suffren son confrère les écoute au nom de Marie de Médicis. Il est difficile que deux hommes également déliés & qui ont des intérêts differens conviennent ensemble. Seguérand & quelques autres Jésuites de Paris étoient dévoués au Favori. Il leur avoit obtenu la permission d'enseigner publiquement dans Paris ; chose dont Ma-

1618. rie de Médicis ne put venir à bout durant sa Regence. Une si grande faveur méritoit de la reconnoissance: & les bons Pe-
res espéroient que Luines n'en demeure-
roit pas là. Seguérand fit de son mieux
pour persuader à son frère que la Re-
ine mère devoit souffrir patiemment sa pri-
son. Suffren n'est pas de cet avis. Il ne
s'ennuie pas moins à Blois que sa péni-
tente. Tant que Marie de Médicis de-
meure éloignée des affaires, son Confes-
seur est un homme sans crédit & sans con-
sideration. Cela n'accorde point Suff-
ren réduit à dire son Breviaire, & à con-
soler une Princesse affligée, pendant que
Seguérand a tous les agréments de la Cour.
Les deux Jésuites se séparèrent sans rien
conclure, assez mécontents l'un de l'autre.
Dans ces intérêts différens des Jésuites de
Cour, la Compagnie trouve toujours son
compte. Soit que le parti de la Reine
mère, ou celui du Favori prévalût, il y
avoit des Jésuites dans l'un & dans l'autre.
Qu'importe que Suffren, ou je ne sai quel
autre particulier, ait plus ou moins de crédit,
pourvu que la Société conserve le sien, &
qu'elle augmente ses revenus & son autorité?

Arnoux Confesseur du Roi n'étoit que
moins inquiet que Luines. Il se voioit
dans une place, qui est l'objet de la de-
vote ambition de tous les Jésuites de Fra-
nce. Le Favori l'y avoit mis: que savoit-
on si Marie de Médicis rétablie à la Cour,
ne voudroit point aussi donner de sa main
un Confesseur au Roi? Chagrin du mau-
vais succès de la conférence de ses deux
coll-

confrères, Arnoux se charge d'aller lui-même à Blois. Il y porte une Lettre du Roi pleine de tendresse en apparence pour sa mère. C'est la première fois que Louis lui écrivit de sa main depuis leur séparation. Le Jésuite représente vivement à ^{Vittorio Siri Memorie recondite.} ^{Tom. IV.} ^{Pag. 338.} ^{559. Cr. Vis du Duc d'Epernon.} ^{L. VII.} Marie de Médicis, que la mesintelligence du fils & de la mère cessera bien-tôt, dès que l'un sera persuadé que l'autre n'a que de bonnes intentions pour lui, qu'elle ne pense point à former des partis, & qu'elle ne veut sortir de Blois que du consentement de son fils. *Madame, disoit l'artifi-*

cieux, Arnoux, mettez moi s'il vous plaît en main, de quoi convaincre le Roi que vous êtes sincèrement dans cette disposition. Je vous réponds que vous obtiendrez de sa Majesté tout ce que vous voudrez. Marie de Médicis y consent: & le Jésuite dresse un acte, où l'aveugle Princesse fait un serment authentique & solennel, de ne penser désormais qu'à ce qui peut contribuer au bien des affaires, & à la prospérité du règne de son fils; de n'entretenir au dedans ni au dehors aucune intelligence contraire au service du Roi; de désavouer tous ceux qui voudront entreprendre sous le nom & sous l'autorité de la Reine mère quelque chose contre la volonté & l'intérêt de Louis; de les dénoncer quand elle les connoîtra; d'aider le Roi son fils à les rechercher & à les punir; enfin, de ne sortir de Blois qu'avec la permission de Louis. On extorque encore le consentement de Marie de Médicis à la publication de l'Ecrit en cas que son fils le juge à

1618. propos. Jamais Roi ne fit tant de négociations ni de traités avec sa mère que Louis III, & jamais on n'en fit de moins raisonnables.

Il est assez vraisemblable que le Jésuite Arnoux envoia la minute de cet acte à la Cour, avant que de le faire signer à Marie de Médicis. Qui fut le plus imprudent, ou du Favori d'exiger un pareil écrit, ou de la Reine mère de le donner? Dans le dessein qu'elle avoit de se mettre au plutôt en liberté, la bonne Princesse fournittoit à Luines, de quoi la convaincre de parjure devant tous les hommes du monde. On ne sait si le Jésuite Suffren fut d'avis que sa pénitente prît ainsi Dieu à témoin, afin de tromper plus finement un autre Jésuite, qui cherchoit à la surprendre. Quoi qu'il en soit, Suffren fut guérir Marie de Médicis des scrupules que son serment pouvoit lui donner. Il fit entendre à sa Majesté qu'Arnoux avoit extorqué d'elle une promesse nulle par elle-même. *Vous n'avez pu, Madame, disoit Suffren, vous dépouiller du droit que la nature donne à tous les hommes de se mettre en liberté quand l'occasion s'en présente.* Distinction extravagante & ridicule! En promettant d'être à Blois autant que son fils le jugeroit à propos, Marie de Médicis juroit-elle de faire une chose contraire aux bonnes mœurs & au droit naturel? Les meilleurs amis de Luines le blâmerent d'avoir tiré de la Reine mère une déclaration, qui lui serviroit à prouver l'oppression qu'elle souffroit à Blois, & à gagner un grand nombre de gens,

gens, qui auroient compassion du triste état d'une Princesse, que Luines non content de retenir dans une espèce de prison, forçoit encore à jurer qu'elle n'en sortiroit que du consentement du Roi, ou plutôt de son Favori.

Si l'écrit donné par Marie de Médicis fut criminel devant Dieu, elle en tira du moins de grands avantages. Luines persuadé qu'il la retenoit désormais à Blois par des raisons de conscience, vivoit dans une parfaite sécurité. Il n'en savoit guères pour un Courtisan. Un Jésuite crut lier adroitement Marie de Médicis. Le Favori ne devoit-il pas craindre qu'un autre Jésuite ne trouvât le secret de la délier ? Louis fort content de sa mère, lui écrit des lettres obligeantes. Il lui permet d'aller en je ne sai quel lieu de dévotion qu'elle a envie de visiter. *Je voudrois, Madame, lui disoit-il, que mes affaires me permettent de vous tenir compagnie. En quelque endroit que vous alliez, on vous fera les mêmes honneurs qu'à moi-même.* Ce déyot pelerinage de la Reine mère, ne seroit-il point un artifice suggéré par son Confesseur ? La lettre du Roi servit à lui persuader qu'elle pouvoit s'enfuir de Blois en seureté de conscience.. *S'il vous est permis, nonobstant votre serment, lui disoit-on, de sortir de cette ville & d'aller faire vos dévotions quelque part, vous pourrez à plus forte raison en sortir pour vous délivrer des mauvais traitemens qu'on vous y fait.* Autre subtilité digne d'un Jésuite ! Louis trouvoit bon que Marie de Médicis allât faire :

1618. je ne saï quel acte superstitieux de sa Religion: mais il ne lui remettoit pas le serment, de ne former aucun parti, & de ne demeurer point ailleurs qu'à Blois, à moins que son fils ne lui en donnât la permission. Est-ce ainsi que les Jésuites apprennent aux Princes dont ils dirigent la conscience, à garder leurs sermens?

*Luines
éloigne
Déage-
geant du
Conseil
& des af-
faires.*

*Mémoires
de Déage-
geant.
pag. 133.
134. 6^e.*

Luines fit en ce temps ci une démarche dont les partisans de la Reine mere profitèrent heureusement. Soit que le Favori se dégoutât de l'esprit fourbe & des conseils violens de Déageant; soit que les serviteurs secrets de Marie de Médicis eussent entrepris de perdre un homme trop pénétrant, & capable de renverser leurs projets, Luines se met en tête de ne se servir plus de Déageant, & de l'éloigner du Conseil & des affaires. Si nous l'en voulons croire, le Favori devint jaloux de ce que le Roi avoit trop de confiance en Déageant. Cela peut bien être vrai en un sens. On se défie toujours des fourbes & des traîtres. Luines avoit quelque raison de craindre que Déageant ne lui jouât un tour de son métier. Cependant il n'y a pas d'apparence que Déageant pût espérer de se mettre bien auprès de la Reine mere, à la disgrâce de laquelle, il avoit tant contribué. Je croirois plus volontiers que Luines fut effraie des menaces des grands Seigneurs de la Cour ses amis, ou ses alliés. Ils lui faisoient entendre que tout le monde l'abandonneroit, à moins qu'il ne chassât un homme odieux par ses bas artifices & par sa noire perfidie. Les partisans

sans de la Reine mere , & le Duc de Monteleon Ambassadeur d'Espagne , entrerent dans cette intrigue. Ils étoient bien aisés d'éloigner du Favori un confident qui en savoit plus que lui & capable de lui donner de bons avis. Monteleon travailloit secrètement au retour de la Reine mere. Outre que Philippe devoit bien cette reconnaissance à ce que Marie de Médicis fit pour lui durant la Régence , il croioit que la présence d'une si bonne amie dans le Conseil du Roi , seroit d'une grande utilité à la Maison d'Autriche qui craignoit d'être ruinée en Allemagne. Luines prie donc Déageant de s'abstenir quelque temps de paroître au Conseil des dépêches & ailleurs. Et de peur que le fourbe qui savoit tous les secrets du Favori , ne se jette par désespoir du côté des ennemis de Luines , on l'amuse de belles paroles. *Cela ne durera pas long-temps , lui disoit Luines ; Il ne faut pas même que le Roi saache rien de tout ceci. Après que j'aurai donné quelque chose à la nécessité de menager quelques-uns de mes amis prévenus contre vous , je vous rappellerai. Cependant je ne cesserais point de prendre en secret vos bons avis.* Déageant vit bien qu'on cherchoit à l'éloigner insensiblement & sans éclat. Un autre que lui se seroit retiré avec honneur : il auroit abandonné l'ingrat Favori. Ne craignoit-il point d'irriter trop un homme qui avoit en main de quoi lui faire son procès ? Luines s'étoit servi de Travail , & il le fit condamner ensuite à mourir sur la roue. Déageant pouvoit bien craindre que

1618. la même chose ne lui arrivât. Peut-être aussi que trompé par son ambition, il se flatta de rentrer en place. Déageant demeure toujours à la Cour, & continue de ramper bassement devant Luines, jusques à ce que le Jésuite Arnoux son ennemi, determine le Favori à renvoier le personnage en Dauphiné.

Diverses J'ai touché plus d'une fois la raison intrigues pourquoi Monteleon, Ambassadeur d'Espagne en Allemagne, avoit un si grand empressement de voir Marie de Médicis rétablie à la Cour succession & dans le Conseil du Roi. Les esprits à l'Empire.

Allemagne sur l'élection prochaine d'un Empereur. Matthias ne pouvoit pas vivre long-temps. Bien des gens pensent sérieusement à tirer l'Empire de la Maison d'Autriche. Jamais l'occasion ne fut plus belle : & le Roi de France est sollicité de plusieurs endroits de s'en servir, & des'opposer aux projets de la Cour d'Espagne

étroitement unie avec Ferdinand Roi de

Mémoires Bohême dans le dessein d'avoir un Empereur à sa dévotion. Les trois fils de Maximilien II. se trouvoient sans enfans mâles

Juliane dans un âge avancé : étoit-il si difficile

Eléonore Palatine. d'empêcher que Ferdinand leur cousin ne

Pag. 115. succédât à Matthias ? Afin de parvenir

xix. Oct. plus facilement à l'Empire, il se fit couronner Roi de Bohême l'année précédente : le voici proclamé Roi de Hongrie vers

le milieu de celle-ci, mais cela ne le rendoit pas beaucoup plus puissant. On ne

doutoit point que ces deux élections ne lui

fussent disputées après la mort de l'Em-

pereur.

1618.

pereur Matthias. Et si Ferdinand n'eût pu venir à bout d'obtenir la pluralité des voix dans le Conclave Electoral , la Maison d'Autriche reduite à son ancien patrimoine en Allemagne , auroit perdu les Roiaumes de Bohême & de Hongrie , aussi bien que l'Empire. L'exécution du projet ne parroissoit point difficile : on le proposoit en differentes Cours. Celles de Vienne & de Madrid trembloient de peur qu'il ne se formât une puissante ligue en sa faveur. Il est temps enfin , disoit-on , de montrer à l'ambitieuse Maison d'Autriche que l'Empire n'est pas un bien hereditaire. Il y a près de trois cens ans que les Electeurs & l'Empe-
teur Charles IV. en qualité de Roi de Bo-
hème , firent conjointement une espece de ser-
ment de n'élever à l'Empire , aucun Prin-
ce de la Maison d'Autriche. L'acte original
en est daté de Nurenberg l'an 1362. L'Al-
lemagne , ajoutoit-on , n'auroit-elle pas été
plus heureuse & plus tranquille , si les E-
lecteurs eussent gardé religieusement cette sage
resolution.

La Maison d'Autriche remuoit ciel & terre en Allemagne & ailleurs pour détourner ce coup fatal. Mais par je ne sai quels accidens ses desseins les plus secrets se découvrirent. Incertaine du succès d'u-
ne Diète dans les formes pour l'élection d'un Roi des Romains , elle fit des avan-
ces , afin d'engager les Electeurs à laisser l'Empereur Matthias maître de la désigna-
tion de son successeur.. Ce dessein éventé souleva toute l'Allemagne. Il tendoit à dé-
pouiller les Electeurs de leur droit , & à met-
tre-

1618. tre avec le temps les Empereurs sur le même pied que les anciens Empereurs Romains, qui nommoient leurs successeurs. Les Princes de la Maison d'Autriche semblerent le desavouer : mais ils prirent en même temps grand soin que l'affaire ne fût pas aprofondie : on avoit en main de quoi les convaincre. Reduits à la nécessité d'attendre la vacance de l'Empire par la mort de Matthias, car enfin il n'y avoit aucune espérance de faire élire Ferdinand Roi des Romains ; les Princes d'Autriche travaillèrent à gagner l'Electeur de Saxe. On trouve un memoire que Maximilien Archiduc d'Inspruck envoioit là-dessus à l'Empereur Matthias son frère. *Votre Majesté, lui disoit-il, doit s'unir le plus étroitement qu'il lui sera possible avec l'Electeur de Saxe. Sa voix jointe à celles des trois Ecclesiastiques sur lesquels nous pouvons compter, assure l'Empire à notre Maison. Si le Comte Palatin & le Marquis de Brandebourg entreprenent de s'y opposer, ce sera inutilement. Le succès est plus certain, si nous avons la précaution de nous tenir armés. La guerre de l'Archiduc de Gratz avec les Venitiens nous peut servir de prétence.* Matthias approuva cette ouverture. Il promit d'aller trouver lui-même l'Electeur de Saxe & d'y mener Ferdinand. Nous avons vu que cela se fit l'année précédente après le couronnement du nouveau Roi de Bohême. Cette intrigue découverte allarma les Cours d'Allemagne. La Maison d'Autriche fit proprement la paix avec la République de Venise, afin de dissiper les

ombrages que ses troupes donnoient aux Electeurs Protestans, qui lurent le mémoire de l'Archiduc d'Innspruck.

Frédéric Comte Palatin se mit d'abord en tête d'aspirer à l'Empire: Et je ne saï comment un aussi habile homme que le Maréchal de Bouillon lui faisoit espérer de réussir dans ce projet. Mais le Palatin se rendit enfin aux raisons de ceux qui lui ^{Mémoires de Dés-} _{geants. pag. 182. 183.} presentoient que dans la situation des affaires de l'Europe, il n'y avoit point d'apparence qu'un Prince Protestant pût monter ^{Vittorio} _{s'èri Mo-} sur le Trone Imperial. Jacques Roi d'Angleterre raisonnoit mieux que le Maréchal ^{condise.} _{Tom. IV.} de Bouillon. Il dissuadoit le Palatin son ^{pag. 413.} beau-fils de penser à l'Empire. Mais si Frédéric y renonça pour lui-même, il ^{Nani Historia Veneta. L. IV.} persista dans le dessein de traverser fortement la Maison d'Autriche. Et certes il ^{1618.} donnoit une fort belle ouverture, en proposant Maximilien Duc de Baviere. La voix de Ferdinand Archevêque de Cologne frere de celui-ci, jointe à celle des trois Electeurs Protestans, suffissoit pour éllever Maximilien à l'Empire malgré les intrigues de la Maison d'Autriche. Il parut accepter les offres qu'on lui faisoit: Et les Jésuites de sa confidence l'encourageoient fortement. Les bons Peres se trouvent par tout. Ils donnèrent un fort bon avis au Duc. C'étoit de prendre à son service les Officiers que l'Empereur congédioit, & de mettre de bonnes troupes sur pied, afin de soutenir son élection qui paroiffoit infaillible. Le Bavarois se seroit plus ouvertement déclaré, si deux choses ne l'avoient

1618. voient arrêté. Le Duc de Saxe paroiffoit gagné par la Maison d'Autriche : Et la France ne vouloit point s'engager à soutenir le Duc de Baviere en cas de besoin. L'affaire fut proposée dans le Conseil du Roi. Les mieux intentionnés furent d'avoir que sa Majesté traitât avec le Bavarois. Mais les intrigues du Nonce & de l'Am-bassadeur d'Espagne l'emporterent. Louïs toujours mal conseillé refuse de se déclarer. On lui avoit mis dans l'esprit qu'on ne pouvoit ôter l'Empire de la Maison d'Autriche sans faire un tort extrême à la Religion Catholique. Il s'imagine que le Roi d'Espagne lui faura bon gré de ce qu'il en use en bon parent & en bon allié. *J'espére, disoit-il au Pape, que les Princes de la Maison d'Autriche reconnoîtront dans l'occasion ma conduise & ma franchise.* Jacques Roi d'Angleterre avoit plus de raison & d'expérience que Louïs. Il fut d'avoir qu'on ôtât , s'il étoit possible , l'Empire à la Maison d'Autriche. Mais à quoi pensoit-il de proposer le Duc de Savoie ? L'ouverture que donnoit l'Electeur Palatin, d'appuier le Duc de Bavière , étoit meilleure. Jacques ne se laisseoit-il point tromper grossièrement par ses Ministres , & par ses Favoris Pensionnaires d'Espagne. Ils n'osèrent lui conseiller ouvertement de laisser la Maison d'Autriche en possession de l'Empire. Cela sembloit trop contraire au bon sens dans le Conseil d'un Roi Protestant. Mais on le détournoit finement de penser au Prince le plus capable d'entrer en concurrence avec Ferdinand

nand Roi de Bohême. Les Espagnols étoient contens que le Roi d'Angleterre tournât du côté d'un Souverain d'Italie, dont la Nation Germanique ne vouloit pas entendre parler.

La vacance de l'Empire paroissoit d'autant moins éloignée, que la mauvaife fante de Matthias, ne lui permit pas d'aller me s'affûde Vienne à Presbourg. Les Etats de Hongrie y furent convoqués pour assurer la Couronne à Ferdinand Roi de Bohême. On lut dans l'Assemblée la proposition que sa Majesté Imperiale faisoit d'élire son Cousin : Et après quelques négociations avec l'Empereur & Ferdinand, on convint des conditions de l'acte d'élection. Le nouveau Roi promet entr'autres choses, de maintenir les priviléges & la liberté de la nation Hongroise, de conserver le libre exercice de la Religion Protestante, de ne se mêler point de l'administration du Royaume avant la mort de l'Empereur, & sans le consentement des Etats du païs, qui feront convoqués tous les trois ans. Ferdinand fut couronné Roi de Hongrie le Dimanche premier jour de Juillet par l'Archevêque de Gran. Une circonstance de la ceremonie mérite d'être remarquée. Voici, dit le Palatin de Hongrie, en présentant celui qui est élu, à l'Archevêque de Gran, Voici un Prince qui demande d'être couronné Roi de Hongrie. Le Prelat répond par cette question: Est-ce un sujet capable de regner? Qui, reprend le Palatin. L'Archevêque demande alors au peuple & à la Noblesse s'ils acceptent pour leur Roi,

1618. Roi, celui qui se présente. Les assistants doivent témoigner leur consentement par une acclamation unanime, avant que le Prélat continue la cérémonie. Plaignons ici le malheur, ou l'aveuglement d'une nation qui n'a pas su conserver son ancienne liberté. Dira-t-on qu'elle a dû céder au temps & à la force? Des hommes de bon sens souffrent l'oppression, quand ils ne sont pas en état de se défendre: mais ils ne donnent jamais un acte authentique contre leur liberté. C'est une faute que plusieurs nations qui se piquent d'esprit & de courage, ont faite dans le siècle précédent.

Origine des troubles de Bohême. Pendant que Ferdinand se préparoit à recevoir la Couronne de Hongrie, il survint une affaire à Prague, dont les suites le mirent à deux doigts de perdre le Royaume de Bohême. Depuis que l'Empereur Rodolphe eut accordé aux *Mémoires de Léonie Julianæ.* *Evangeliques*, ou Protestans du pays ce qu'on y appelle *des Lettres de Majesté*, c'est-à-dire un *126. &c.* Edit pour le libre exercice de leur Religion, ceux de l'une & de l'autre Communion vécurent en assez bonne intelligence.

*Nani His-
Maria Pe-
neta. L.
Puffen-
dorf Re-
rum Sue-
cicarum.
L. I.* Les deux partis passerent dans l'Assemblée des Etats une transaction, par laquelle les Catholiques Romains & les Evangeliques s'engageoient réciproquement, à n'avoir plus désormais aucune contestation pour leurs Eglises, Monastères, Temples, Collèges & pour toutes les choses, dont l'un & l'autre parti se trouvoit en possession. Les Evangeliques élisoient leurs Défenseurs. C'eût le nom qui se donnoit à des per-

personnes choisies pour présider à certaines Assemblées consistoriales qui régloient le service de l'Eglise & la maniere d'enseigner dans les Academies Evangeliques; Les choses furent si bien établies qu'il n'y eut point d'autres mouvemens dans le Roiaume, que ceux qui furent excités par l'ambition de deux Princes de la Maifon d'Autriche.

Il est bien difficile que dans un païs, où le Clergé a de grands droits & des revenus considérables, on laisse en repos des gens, dont la Religion les rend ennemis du luxe & de la domination des Ecclesiastiques. Les Protestans de la ville de Braunau ayant fait bâtir un temple, l'Abbé Seigneur du lieu s'y oppose, sous prete-
te que cela ne leur est pas permis dans un endroit appartenant à l'Eglise. L'affaire est portée au Conseil de l'Empereur; & les Evangeliques sont condamnés. C'est le sort ordinaire de ceux de leur Religion, dans les tribunaux, où les juges Catholiques sont les parties secrètes des Protestans. Le temple est fermé: Et certains Evangeliques plus zelés pour la conservation de leurs droits, sont mis en prison à cause de leur résistance à la clôture du temple. Il y eût une affaire semblable à Clostergrab. L'Archevêque de Prague Seigneur du lieu, fait abattre le temple que les Evangeliques commencent d'élever. Le corps des cabaretiers de la ville de Rome prétendit autrefois qu'un certain endroit où les Chrétiens s'assembloient, lui appartenloit. La contestation est portée à l'Em-

1618. l'Empereur Alexandre Severe. Il répond avec autant d'équité que de raison : *Ne vaut-il pas mieux que Dieu soit adoré dans un lieu de quelque maniere que ce puisse être, que d'ajnger la place à des Cabaretiers ?* Plût à Dieu que les Evêques & les Ecclesiastiques de la Communion Romaine eussent autant de justice & de bon sens qu'un Empereur Païen. Qu'il y ait des cabarets & des lieux infames sur le fonds de l'Eglise, ces Messieurs ne s'en mettent pas autrement en peine. Mais si de bons Chrétiens à qui les loix permettent de vivre sur les terres du domaine Ecclesiastique, s'avisent d'y approprier un endroit pour prier Dieu, le Clergé crie incontinent que tout est perdu. Il aime mieux exposer la patrie à tous les malheurs d'une guerre civile, que de souffrir une chose innocente. Laissons maintenant aux personnes desinteressées la liberté de juger, à qui la premiere cause des troubles de Bohême, doit être justement imputée : quand même il seroit vrai que la transaction & les *Lettres de Majesté* ne donnaissent pas droit aux Protestans de bâtit leurs temples sur un fonds Ecclesiastique.

Les Défenseurs se plaignent de la violence de l'Archevêque & de l'Abbé, aussi bien que de l'injustice du jugement rendu au Conseil de l'Empereur. Ils prétendent que c'est une infraction manifeste des Lettres accordées par le feu Empereur Rodolphe & de la transaction passée entre les Catholiques & les Evangeliques. Ces deux actes permettoient aux derniers d'exercer libre-

librement leur Religion dans tous les droits du Royaume sans aucune exception.^{1618.} Il étoit défendu de les troubler, ou de les inquiéter, sous peine d'être déclaré perturbateur du repos public. Cette contestation ayant échauffé les esprits de part & d'autre, les *Défenseurs* demandent une assemblée des Etats, où les Evangeliques puissent exposer leurs griefs, & en poursuivre la réparation. Les Ministres de l'Empereur s'opposèrent inutilement à la convocation. Les Evangeliques se rendent à Prague & s'y assemblent. Sa Majesté Imperiale envoie des Lettres afin d'arrêter les délibérations. Les Evangeliques se défendent par leurs priviléges & par les coutumes du païs. On continuë de s'assembler, & quelques Seigneurs vont représenter aux Ministres de l'Empereur la justice des demandes & des plaintes des Evangeliques. Les Barons de Sternberg & de Poppel plus modérés que les autres Officiers de sa Majesté Imperiale, donnent de bonnes paroles aux Députés ; mais le Baron de Slabata & le Comte Martinitz Schmzansky gens d'un esprit altier, s'avifent de répondre avec beaucoup de hauteur & de dureté. On s'emporte de part & d'autre ; on en vient aux mains. Les Seigneurs Députés plus forts & plus violens encore prenent Slabata, Martinitz, & le Secrétaire Fabricius qui se met mal à propos de la partie, & les jettent tous trois par les fenêtres du château de Prague.

Un Auteur prétend que cela se fit *seul*

1618. len une ancienne coutume du Roiaume. Il est bien vrai que de pareilles exécutions subites & violentes, sont assez fréquentes dans les Nations libres du Nord. Mais je ne sais si quelques exemples suffisent, pour justifier l'emportement de ces Députés dans le palais même de l'Empereur, & contre les Officiers de sa Majesté. Henri Comte de Thurn Seigneur fort mécontent du Gouvernement étoit à la tête de la Députation. Quelques gens crurent qu'il étoit bien aisé que les choses fussent poussées aux dernières extrémités, afin que les Bohémiens n'aient plus aucune grâce à espérer de l'Empereur Matthias, ni du Roi Ferdinand, ils pensaient tout de bon à secouer le joug de la Maison d'Autriche qui rendoit le Roiaume de Bohême purement héréditaire. On choisit incontinent trente Directeurs pour le gouvernement de l'Etat: on envoie demander du secours en Hongrie, en Moravie, en Lusace, en Silésie, en vertu des anciennes alliances de la Bohême avec ses voisins. Enfin les Jésuites sont solennellement bannis du Roiaume, comme auteurs de tous les désordres: Et pour témoigner qu'on en veut seulement à l'humeur inquiète & brouillonne des gens de cette Compagnie, les Etats prennent sous leur protection les autres Religieux & les Ecclesiastiques.

Les trois hommes jetés par les fenêtres tombèrent heureusement sur un tas de fumier sans se faire du mal. Slabata plus étourdi de sa chute que les deux autres, ne put s'échaper de Prague. Martinitz & Fabri-

*Mémoires
de Louise
Juliane.
Puffendorf
Rerum
Svecicarum. L. I.*

Fabricius prennent promptement la poste & s'enfuient à Vienne. La nouvelle du soulèvement de Bohême jeta la Cour Imperiale en de fort grands embarras. Matthias aimoit la paix & le repos. Sa mauvaise santé le portoit encore à user de clémence & de dissimulation en cette rencontre. Il pense à ramener les Bohémiens par la douceur, & à leur accorder de nouveaux priviléges, en cas que la nécessité des affaires le demande. Le Cardinal de Clésel Evêque de Vienne son premier Ministre, l'entretenoit dans cette pensée. Il representoit à sa Majesté Imperiale que si elle en venoit à une guerre ouverte, le Roi Ferdinand demanderoit le commandement de l'Armée, & qu'il se rendroit le maître des affaires. *Les Espagnols, ajoutoit Clésel, voudront s'en mêler aussi. Leurs artifices ne sont pas moins à craindre que la trop grande autorité du Roi Ferdinand.* L'Empereur goûtoit ces remontrances. Il étoit en garde contre l'ambition de son cousin : Et ce ne fut pas sans répugnance qu'il lui assura la succession aux Couronnes de Bohême & de Hongrie. Matthias conservoit encore des restes de l'aversion secrète qu'il conçut pour les Espagnols, dans le temps qu'il se mit à la tête des Provinces des Païs-Bas qui vouloient se couvrir le joug tyrannique de Philippe II. Cependant sa Majesté Imperiale ne pouvoit gueres se dispenser de lever des troupes & de mettre une Armée sur pied dans la conjoncture présente. Le Roi de Bohême, l'Archiduc d'Innspruck, & le Comte

1618.

*Nani His
toria Ve-
net., L.IV*
1618.

1618. te d'Ognate Ambassadeur d'Espagne en remontoient trop vivement la nécessité. Ferdinand ne manque point d'en demander le commandement : & Matthias n'ose le lui refuser. Le Cardinal de Clésel insinua pour lors à l'Empereur de nommer un Conseil de guerre composé de ses plus fidèles Officiers. Ferdinand en étoit le chef : mais il ne pouvoit rien faire lui seul.

Emprisonnement du Cardinal de Clésel Ministre de l'Empereur.

Le Roi de Bohême connut la main qui lui portoit le coup. Il resolut de se venger. Les Espagnols ses plus intimes conseillers, l'animoyent à se défaire d'un Prelat qui pense plus, disoient-ils, à regner lui-même sous le nom d'un Empereur foible & languissant, qu'à maintenir l'autorité de son maître, en diminuant celle de l'héritier présumptif des Etats héréditaires de la Maison d'Autriche. Le Comte d'Ognate & ses Emissaires crient hautement contre Clésel. On l'accuse de semer la division dans la famille Imperiale, d'être un ennemi secret & dangereux de la Maison d'Autriche, d'avoir de grandes intelligences avec les

Nani Historia IV. Ces rapports malins & calomnieux ne firent pas impression sur l'esprit de Matthias. Il connoissoit la droiture & les bonnes intentions de son Ministre. Le Roi Ferdinand, l'Archiduc Maximilien, & le Comte d'Ognate désespérant d'engager l'Empereur à chasser lui-même le Cardinal, prennent la resolution de se défaire eux-mêmes d'un homme qu'ils trouvent sans cesse en leur chemin. On en cherche les

les moins : & quelques-uns proposent de l'assassiner comme on avoit fait autrefois le Cardinal Martinusius. Le Roi & l'Archiduc se ressouvinrent alors qu'un crime atroce commis de concert avec l'Empereur Ferdinand I, ou du moins dans le dessein de lui plaire, étoit une tâche à la mémoire de leur grand pere, & que cette entreprise lui causa de fâcheux embarras avec la Cour de Rome. Un Cardinal Evêque tué dans la ville même de sa résidence paroît quelque chose de trop énorme & de trop criant. On crut qu'il valloit mieux se faire de lui & l'enfermer quelque part à l'insu de l'Empereur. On appelle donc Clésel au Conseil qui se tient, lui dit-on, dans l'appartement de l'Archiduc Maximilien. Le Cardinal y va bonnement, quoi qu'il eut reçu des avis qu'on pensoit à lui jouer un mauvais tour. Deux Officiers l'arrêtent dans l'antichambre de l'Archiduc, le conduisent au carosse préparé, & le mènent sous bonne escorte & en grande diligence au château d'Inspruck.

Quelque chose qu'on put dire à l'Empereur, rien ne fut capable d'apaiser sa colère. On l'avoit touché en des endroits trop sensibles. Arrêter dans le palais du Souverain & contre sa volonté, un premier Ministre qu'il chérit, c'est une chose que le Prince le plus foible ne dissimule pas. Matthias crie jour & nuit qu'on lui rende son Cardinal. Il menace de s'en aller à Prague & de se jeter entre les bras des Evangeliques de Bohême. Le Cardinal de Dictristein d'intelligence avec Ferdinand,

1618. détourna sa Majesté Imperiale de cette résolution extrême. Il amène le Roi de Bohème & l'Archiduc qui demandent pardon à l'Empereur. Les deux Princes lui protestent qu'ils ne se mêleront point du gouvernement. Matthias veut qu'ils lui en donnent une promesse par écrit: mais il fut obligé de se contenter de la parole de son frère & de celle de son cousin. On usa ensuite de tous les artifices imaginables, afin d'empêcher l'Empereur de prescrire l'élargissement d'un Ministre trop fidèle à son maître. Le peuple ignorant & superstitieux s'imagine toujours que certains événemens naturels sont, ou des prodiges, ou des effets extraordinaires de la colère de Dieu. Les Catholiques dévots crient *au miracle* sur trois hommes jettés par les fenêtres du château de Prague & qui tombent sans se blesser. La mort de l'Impératrice sœur du Roi de Bohème & celle de l'Archiduc Maximilien qui suivent de près l'enlèvement du Cardinal de Clésel, semblent à d'autres une juste punition de la violence faite à un Prélat innocent. L'Empereur survécut peu de temps à son épouse & à son frère. Il passa le reste de sa vie dans la tristesse, dans la défiance, & dans la crainte. On dit qu'il se représentoit la justice des jugemens de Dieu. Impatient de régner, il dépouilla Rodolphe son frère d'une manière indigne & violente. Ferdinand beaucoup plus ambitieux que Matthias, en usoit de même avec lui.

L'emprisonnement d'un Cardinal ne manque pas de faire grand bruit à la Cour de

de Rome. Le Pape en parle dans un Consistoire, & il nomme une Congregation de

1618.

Cardinaux afin d'examiner l'affaire de Clésel. Le Roi Ferdinand & l'Archiduc Maximilien tâchèrent d'appaiser les esprits par des soumissions ridicules & indignes de leur rang. Ils reçoivent humblement l'absolution qu'on nomme *ad cautelam*, à cause des censures peut-être encouruës en faisant violence à un homme revêtu de la pourpre Romaine. Voilà comme le Pape

Mémoires

pour

l'Historie

du Cardinal

de Ri belien

1618.

& les Princes de sa Communion se jouent de leur Religion. La personne des Cardinaux est sacrée. Aucun autre Souverain que le Pape n'a droit d'entrer en connaissance de leurs crimes & de les en punir. Les Princes ne s'accordent pas d'une pareille indépendance attribuée à leurs sujets, dès qu'ils ont une calotte rouge sur la tête. Elle leur donneroit le droit d'être impunément & séditieux & méchants. Il faut bien arrêter quelquefois des Cardinaux trop remuans, ou trop ambitieux. On le fait, sauf à demander l'absolution des censures encouruës. Le Pape l'accorde: c'est assez que son autorité soit reconnuë en quelque manière. Quelle impertinente mommerie ! Le Roi de Bohême & l'Archiduc ne demandoient que l'éloignement d'un Cardinal qui les incommodoit. Ils consentirent que Clésel fût transféré à Rome. On écrit une Lettre respectueuse au Pape: on offre de remettre le Cardinal entre ses mains. Plusieurs Cardinaux demandoient que cela se fit incessamment, & que l'affaire de Clésel fût examinée dans

2617. les formes. Borghése neveu du Pape dévoué aux Espagnols, détourné le coup. On ne veut pas que le mystère d'iniquité soit si tôt découvert. La flétrissure auroit été trop grande. Le Roi de Bohême courroit risque de perdre sa réputation. Une pareille affaire étoit capable de lui nuire dans son dessein de succéder à l'Empire, aussi bien qu'aux Etats héréditaires de Matthias. Clésel fut déclaré innocent & mis en liberté, quand Ferdinand n'eut plus rien à craindre. Rendons ici justice à ce Prélat. Ses ennemis firent courir le bruit qu'il amassoit des trésors immenses. On ne trouva chez lui ni or, ni argent. Preuve certaine du désintérêt avec lequel un si bon Ministre servoit son Prince.

Com- Cependant la guerre civile s'allumoit en
mence- Bohême. On ne sait si Ferdinand ne por-
ment de la guerre ci-à point les choses aux extrémités, dans
vile en la pensée qu'avant la mort de l'Empereur,
Bohême. il auroit le temps de subjuger une Nation
 jalouse de sa liberté, ou du moins de res-
 serrer ses priviléges trop étendus sous le
 règne de Rodolphe, au gré du Prince le
 plus ambitieux qui fut jamais. Peut-être
 aussi que certains Priués de l'Union Pro-
 testante, bien-aisés que Ferdinand ne re-
 cueillît pas toute la succession des païs hé-
 réditaires de la Maison d'Autriche, an-
 moient secrètement les Etats de Bohême
 à secouer enfin un joug, dont ils se plai-
 gnoient depuis long-tems. Les Provin-
 ces-Unies des Païs-Bas entrerent dans cet-
 te intrigue. Attentives à toutes les occa-
 sions

*Mémoires
de Louise
Juliane.*

*Mercure
Français.*

2618.

*Puffen-
dorf Re-
rum Sue-
cicarum.*

L. I.

sions de donner des affaires à la Maison d'Autriche & à l'Espagne, elles exhortent les Bohémiens à ne se laisser pas surprendre par un Traité artificieux, & à suivre l'exemple de ceux qui ont courageusement défendu leurs droits & leur liberté. La trêve entre l'Espagne & les Provinces-Unies expiroit dans trois ans. Les Etats-Généraux espéroient que le Roi d'Espagne occupé à conserver le patrimoine de sa Maison en Allemagne, ne seroit pas en état de recommencer la guerre avec beaucoup de vigueur à la fin de la trêve. On se bâtit d'abord à coups de plume. Apologies, Manifestes, Lettres, déclarations de la part de l'Empereur, ou du côté des Etats de Bohême; ces sortes de pièces se publient tous les jours en Allemagne. Chacun raisonne dessus à sa manière. Les Etats d'Autriche & de Silésie intercedent d'abord auprès de Sa Majesté Imperiale. Ils la prient d'avoir égard aux justes plaintes des Bohémiens leurs alliés, & de pardonner au premier mouvement des Seigneurs que ses Ministres ont irrités à contre temps. Les choses se pouvoient pacifier alors avec assez de facilité. En desavouant les manières trop hautes de ses Officiers, en donnant une amnistie du passé, en faisant justice aux Evangeliques sur certains griefs, Matthias auroit appaisé des gens qui le respectoient, & qui n'étoient pas fâchés de vivre sous sa domination. Ce n'étoit pas l'intention du Roi Ferdinand, qui régloit tout à la Cour de Vienne depuis l'éloignement du premier Ministre.

1618. nistre. Dans le temps même que ce Prince dissimulé promet son entremise aux Etats de Bohême, il exhorte sa Majesté Impériale à ne souffrir pas que la violence faite à ses Ministres, demeure impunie. Quelques Princes d'Allemagne offrirent encore leur médiation: mais ils agissoient si foiblement qu'on ne les crut pas beaucoup plus sincères que Ferdinand. Chacun d'eux paroissoit bien-aise de voir à quoil es mouvemens de Bohême aboutiroient, & d'attendre l'occasion d'en profiter; celui-ci d'une manière & celui-là d'une autre.

Quelque temps après l'affaire de Prague, les Princes de l'Union Protestante s'assemblèrent à Rotembourg. Ils prirent l'Empereur de donner la paix à ses sujets: & ce fut en des termes propres à lui faire connoître qu'ils prendroient leurs dernières résolutions, selon que sa Majesté Impériale pencheroit plus, ou moins vers la clémence. On écrit aussi aux Etats de Bohême. Et la Lettre est concertée d'une telle manière, qu'elle exhorte également les Bohémiens à la paix, & à la défense de leur Religion & de leurs priviléges. On leur insinue que le secours de l'Union Protestante ne leur manquera point en cas que l'Empereur & le Roi Ferdinand entreprennent de les reduire. Tout sembloit courir à mettre l'Allemagne en feu. L'Électeur de Saxe, le Comte Palatin, & le Duc de Bavière parloient de paix & de réunion. Mais leurs intérêts étoient si differens, qu'ils ne purent pas agir de concert. Ce que chacun d'eux propose en parti-

particulier, est capable d'augmenter la division, bien loin de la diminuer. Le Saxon favorise secrètement la Maison d'Autriche, mais en servant ses amis, il n'est pas fâché de travailler aussi pour lui-même. L'Électeur Palatin appuie les Bohémiens. Le prétexte de défendre ceux de sa Religion, est specieux. Ces premiers mouvemens le firent penser bien-tôt à ce qui éclata dans la suite. *Si votre Religion, lui disoient ses Confidens, ne vous permet pas de penser à l'Empire dans la situation présente des affaires de l'Europe, elle ne vous rend pas incapable de recevoir la Couronne de Bohême, en cas que les Etats du pays dégoutés de Ferdinand, vous l'offrent de bonne grâce. Et c'est à quoi vous devez penser maintenant.*

Maximilien Duc de Bavière qui travaillait sourdement à se faire Empereur, ou du moins qui ne vouloit pas abandonner ses prétentions pour rien, voioit avec plaisir les embarras du nouveau Roi de Bohême. Ferdinand ne peut plus parvenir à l'Empire, ni conserver la Bohême, sans acheter cherement les bons offices & l'amitié du Bavarois. Et celui-ci se tenoit assuré de l'Empire, en cas que la Maison d'Autriche ne put venir à bout de gagner la pluralité des voix. Jamais Prince n'eut plus d'adresse & de dissimulation que Maximilien. Quand il perd l'espérance de profiter des débris de la Maison d'Autriche, il en flatte l'ambition. Ferdinand ne peut se venger de l'Électeur Palatin, qu'en agrandissant le Duc de Bavière des dépouil-

1618. les de la Maison Palatine. Les Etats de Bohême avoient envoié demander la protection du Bavarois. Il n'osa pas la leur promettre de peur d'irriter le Pape & tous les Princes de la ligue Catholique, dont Maximilien étoit le chef. Quel parti prendra-t-il dans le dessein qu'il a d'empêcher que les Bohémiens ne s'accordent avec l'Empereur & avec le Roi Ferdinand ?

L'outrage que vous avez fait aux Ministres de l'Empereur est si grand, dit-il aux Députés de Bohême, qu'il n'y a pas un Prince dans le monde qui puisse honnêtement agir en votre faveur. Le meilleur conseil qu'on puisse vous donner, c'est d'implorer la clémence de sa Majesté Impériale. Il fait bien, le dissimulé Prince, que les Etats de Bohême ne prendront jamais ce parti, & qu'une Nation jalouse de sa liberté & de sa Religion, aimera mieux défendre l'une & l'autre les armes à la main, que de se mettre à la discretion du vindicatif Ferdinand. Le Duc veut que le désespoir reduise les Bohémiens à faire une chose que la politique & la bonté ne lui permettent pas de leur conseiller.

Les Etats de Bohême ne demandoient que la confirmation de leurs priviléges & une amnistie de ce qui s'étoit passé. Contenus de leur condition, ils n'auroient pas osé s'exposer aux événemens incertains & aux malheurs d'une guerre civile, si l'E lecteur de Saxe, le Duc de Bavière, & quelques autres Princes, eussent promis d'agir efficacement auprès de l'Empereur. Mais par je ne sai quelle fatalité, tout le monde

1618.

monde souhaitoit le trouble & la confusion. Le Roi Ferdinand ne demande pas mieux que d'avoir les armes à la main: Et presque tous les Princes d'Allemagne cherchent à lui susciter des affaires & des embarras. Les Bohémiens offroient d'entrer en négociation avec sa Majesté Imperiale, pourvu qu'elle n'envoïât point de troupes étrangères dans le Roiaume. Mais les conseils violens du Roi Ferdinand ayant prévalu, les principaux Officiers de l'Empereur passèrent en Bohême avec les troupes de Matthias. Le Comte de Buquoi amena un secours de cinq ou six mille hommes que l'Empereur avoit demandé à l'Archiduc Albert son frere. Ce fut alors que les Etats de Bohême penserent sérieusement à se defendre. Le Comte de Thurn eut le commandement de l'Armée qu'ils mirent sur pied. Ernest de Mansfeld, ce fameux avanturier qui a tant fait parler de lui dans le monde, la vient joindre avec un petit corps de troupes qu'il entretenoit, & qu'il conduissoit au service de ceux qui lui faisoient de meilleures conditions. Il étoit fils naturel du Comte de Mansfeld Gouverneur de Luxembourg, connu par sa bravoure & par ses exploits dans les guerres civiles des Païs-Bas. Ernest embrassa la Religion Protestante. Cet homme aussi artificieux que brave échauffa les esprits à la guerre plus quaucun autre, quand il fut venu au secours des Bohémiens. Il réduit en peu de temps la ville de Pilsen qui a reçû garnison Imperiale. Il arrête si bien les progrès que les Officiers

1618. ciers de l'Empereur prétendoient faire en Bohême, qu'il ne leur reste plus que Budonitz & quelques places peu considérables. On les auroit prises, si la saison eût été moins avancée. Mansfeld est mis au ban de l'Empire. Cela ne sert qu'à l'irriter davantage. Il entonne plus que jamais la trompette d'une guerre, qui auroit pu devenir fatale à la Maison d'Autriche, si on eût su la conduire avec plus de prudence, & mieux profiter des avantages remportés. Le Comte de Thurn poursuivit les Généraux de l'Empereur qui se retiroient en Autriche, & s'avança si près de Vienne que la Cour Imperiale en fut épouvantée.

In'rigues de l'Abbé Rucellaï pour la delivran- ce de la Reine Mere. A l'occasion de ces mouemens d'Allemagne, on conseilla au Roi de France de faire un voyage à Mets, non pas tant pour traiter de plus près avec quelques Princes de l'Empire sur l'Election prochaine d'un Empereur, que pour s'assurer de la ville de Mets, & peut-être même de la personne du Duc d'Epernon. Les intrigues des Agens de la Reine mere furent point si secrètes, que la Cour ne reçût des avis de la reconciliation du Maréchal de Bouillon & du Duc d'Epernon autrefois Ennemis déclarés l'un de l'autre & de leur grande intelligence avec Marie de Médicis. Le Cardinal de Guise retiré à Joinville dans le voisinage de ces deux Seigneurs, paroisoit encore se lier à eux: Et quelques Emissaires de la Reine mere alloient conferer de temps en temps avec lui. On prit de grands ombrages à la Cour de

Mémoires de l'État. grant. pag. 184. 185. &c.



Tome. 3. pag. 229.



J. Lamassest: del: fcc

de ce que sous prétexte de fortifier la garnison de Mets , le Maréchal de Bouillon y faisoit couler des soldats. Certaines gens s'imaginèrent qu'il portoit ses vues fort loin. *Cet homme profond & ambitieux*, disoient - ils , *prend déjà ses mesures afin de s'emparer de Mets , en cas qu'il y ait quelque mouvement dans le Roiaume.* Déageant étoit celui qui inspiroit tant de soupçons au Roi. Il se vante d'avoir eu plus de part à la confidence de Louis XIII. que Luines , dont sa Majesté se défioit souvent parce qu'il ne savoit pas garder un secret. Elle ne voulut point que Déageant parlât à Luines d'une intrigue formée pour surprendre Mets & le Duc d'Epernon Gouverneur de la ville. Si nous en croions Déageant le succès étoit infaillible, en cas que le Roi se fût avancé vers la Lorraine. Mais Louis n'osa quitter le cœur du Roiaume. On lui faisoit craindre que les principaux Seigneurs du parti Huguenot ne se déclarassent en faveur de la Reine mère , & que les Réformés mécontents à l'occasion de l'affaire de Bearn , ne se soulevassent , afin que le Roi embarrassé de nouvelles divisions domestiques n'eût ni le temps , ni la force de se faire obéir dans le Roiaume. Rapportons , il en est temps , les intrigues déjà liées , & qui se continuerent depuis que l'imprudente & parjure Marie de Médicis eût protesté devant *le Dieu scrutateur des cœurs* , qu'elle demeuroit en repos à Blois tant qu'il plaitoit au Roi son fils.

L'Abbé Rucellaï Florentin fut le seul
K 7 des

1618. des serviteurs d'une Princesse abandonnée de tout le monde, qui eut le courage d'exposer sa fortune & sa vie pour la délivrer. Deux passions mirent en grand mouvement l'homme le plus voluptueux qu'on ait peut-être jamais vu, l'ambition & le désir de la vengeance. N'ifiant pu s'avancer à la Cour de Rome, Rucellaï vint en France dans le dessein de jouir agréablement du bien qu'il y avoit, & de faire une plus grande fortune si l'occasion s'en presentoit. L'accès que l'Abbé trouve auprès du Maréchal d'Ancre son compatriote, lui donne de grandes espérances. Mais elles s'évanouirent bientôt. Rucellaï enragé prit la resolution de venger la mort de son protecteur, en travaillant à la ruine de celui qui en étoit la cause principale. Il suivit la Reine mere à Blois. Dès qu'elle y est arrivée, l'Abbé s'occupe jour & nuit à chercher les moyens de l'en faire sortir, persuadé qu'il est que le rétablissement de Marie de Médicis sera suivi de la chute du Favori, & qu'elle récompensera liberalement un homme qui l'aura mieux servie qu'aucun autre. On vit alors une étrange métamorphose. Ce Rucellaï qui ne pouvoit souffrir ni le ferein, ni la moindre intempérie de l'air, ce premier homme à *Vapeurs*, maladie si fort à la mode en nos jours, depuis que le Roi a cru en être attaqué, aussi bien que certains Courtisans efféminés, & je ne sai quels beaux esprits de cercle & de ruelle; Rucellaï, dis-je, voyage jour & nuit dans les faisons les plus fâcheuses. Sa santé déli-

*Vie du
Duc d'E-
pernon.*
L. VII.

délicate devient à l'épreuve des plus grandes incommodités. 1618.

Il jouissoit d'environ vingt mille écus de rente, tant en patrimoine qu'en bénéfices. Son pere amassa du bien au métier de Banquier. Ses grandes correspondances avec Zamet & quelques Partisans de France, lui firent obtenir l'Abbaie de Signi en Champagne & d'autres benefices pour son fils. Rucellaï acheta d'abord une charge de *Clerc de Chambre* à Rome: c'est par là que commencent les gens qui viennent au Cardinalat. Le Pape Paul V. aimoit assez un jeune homme qui s'insinuoit agréablement dans l'esprit de ceux dont il vouloit gagner les bonnes graces. Mais Rucellaï, ou trop fier, ou trop imprudent en certaines rencontres, se perdit en manquant de souplesse & de complaisance pour le Cardinal neveu. Il fallut abandonner la Cour de Rome. Le voilà qui vient en France. L'Abbé s'attache au Maréchal d'Ancre: Et Conchini lui donne tant de marques de distinction, que Rucellaï ne desespere pas de parvenir bien-tôt à quelque dignité considérable. La belle dépense est un grand mérite à la Cour de France. Le train de l'Abbé étoit leste & magnifique. Sa table délicate & bien servie attiroit une infinité de gens chez lui. Jamais Etranger ne parut ni plus libéral, ni plus poli. Rucellaï s'insinuoit auprès des premières Dames de la Cour par mille présens des curiosités d'Italie. Un Abbé qui entre dans les intrigues de Cour & de galanterie, est souvent sujet à s'atti-

*Vittorio
Siri Mé-
morie re-
condite.
Tom. IV.
P. 567.*

1618. s'attirer quelqu'affaire fâcheuse. Je ne sai comment Rucellaï s'en fit une avec le Marquis de Roilhac neveu du Duc d'Epernon. Tant y a que le Marquis donne des coups de bâton à M. l'Abbé. Le Duc d'Epernon appuie hautement son neveu contre Rucellaï qui s'préteud avoir réparation de l'outrage. Et depuis ce temps-là Rucellaï se déclare ennemi de la Maison d'Epernon. Un homme fait comme lui s'ennuia bien-tôt à Blois auprès d'une Reine prisonniere. Agité de mille passions diverses, il se ronge l'esprit à chercher quelqu'ouverture pour en tirer Marie de Médicis, à qui sa fortune est désormais attachée. Mais comment négocier avec les grands Seigneurs du Roiaume? Ils sont tous à la Cour, dans leurs terres, ou dans leurs Gouvernemens.

*Journal
de Bassompierre.
Mémoires
du Duc de
Roohan. I. I.
Vie du Duc
d'Epernon.
L. VII.*

Rucellaï obtint la permission de revenir à Paris. Bassompierre fut sa caution auprès de Luines; qui s'imagine que l'Italien degouté de la solitude, où il se trouve à Blois, aime mieux abandonner la Reine mere, que de se priver des plaisirs & des divertissemens de la ville capitale. Mais le Favori ne favoit pas que Rucellaï devenoit tout un autre homme. L'Abbé dissimule de son mieux pour tromper Luynes & ses Emissaires. Il fonde secrètement divers Seigneurs de la Cour. Tous souhaitent la ruine du Favori & le retour de la Reine mere. Mais aucun n'ose entreprendre de l'enlever de Blois, de la conduire dans une place forte, & de prendre les armes. Rucellaï se met enfin dans l'esprit

l'esprit que le Maréchal de Bouillon aura plus de courage que les autres. Peut-il 1618. trouver une plus belle occasion , disoit l'Italien en lui-même , de contenter la passion qu'il a toujours témoignée de se signaler , d'avoir part aux affaires , & de se rendre plus puissant à la Cour. Le parti Huguenot est en mouvement sur les affaires du Bearn. Le Maréchal y a beaucoup de crédit. Il peut aisément le soulever contre le Favori qui veut se faire un mérite auprès du Pape & des Catholiques en persecutant les hérétiques. Le Duc de Rohan sera d'accord en cette rencontre avec le Maréchal de Bouillon. Rohan est mal avec Luynes : il agit ouvertement en faveur de la Reine mère. Si nous avons une fois ces deux hommes pour nous , il ne sera pas difficile de gagner le Maréchal de Lesdiguières. Là dessus Rucellaï fait semblant d'être obligé d'aller dans son Abbaye de Signy en Champagne , régler quelques affaires domestiques ; & il s'en va secrètement à Sedan faire ses propositions au Maréchal de Bouillon.

Quelle fut la surprise de l'Abbé, quand Le Maréchal de Bouillon se dégouttoit des intrigues de la Cour de France , & qu'il paroissait résolu à demeurer en repos à Sedan ! Chagrin d'un si grand nombre de projets échoués en France , Bouillon se donne tout entier aux affaires d'Allemagne. Il entretient ses intelligences avec le Prince Maurice d'Oran-Reine son beaufrere & avec l'Electeur Palatin ^{comme le neveu de la Maréchale.} En travaillant à l'agrandissement de la Maison Palatine , Bouil-

1618. Bouillon donnoit un puissant Protecteur à ses enfans cousins germains de l'Electeur. Je suis vieux & incommodé, dit-il à Rucellai; il est temps de borner sa fortune & ses désirs. Je me trouve assez bien à la Cour, & je ne crains pas qu'elle me chagrine. Vous ne me conseilleriez pas de me priver du repos que je goûte, ni d'exposer ma fortune & celle de mes enfans, en me jettant dans un parti trop dangereux. Ne croiez pas que je manque de zèle pour le service de la Reine mere. Elle a besoin d'un homme plus actif & plus robuste. Je n'ai pas tout ce qu'il faut pour réussir dans l'entreprise que vous me proposez de sa part. Voulez-vous que je vous indique le Seigneur le plus propre à la bien servir? C'est le Duc d'Epernon. Il a de belles charges; Il est puissant, riche, entreprenant & courageux. Ses trois fils n'ont pas moins d'ambition que lui. Ils aideront volontiers leur pere en cette rencontre. M. d'Epernon a des places dans le cœur du Roi au me & sur la frontière. En un mot, le voilà qui se brouille ouvertement avec Luynes. Le désir d'acquerir de la gloire, le dépit de se voir méprisé à la Cour, l'espérance de mortifier un Favori orgueilleux & insolent, sont des motifs capables de déterminer un homme qui a de la fierté & du courage. Vous savez que le Duc n'en manque pas. Adressez-vous à lui. C'est le meilleur conseil que je puisse donner à la Reine mere. L'avis étoit bon. Je louerois la générosité du Maréchal au regard d'une Princesse dont il n'étoit pas content. Mais je crains ici quelque mouvement secret de jalouse & de ven-

vengeance. Bouillon n'avoit-il point la
vûe maligne d'engager le Duc son ennemi
dans une affaire capable de le perdre sans
ressource? De quelque manière que la chose
tourne, le Maréchal y trouve son
compte. Le succès de l'entreprise humilié
un Favori que Bouillon n'aime pas
& le Maréchal a l'honneur & le mérite
de l'ouverture du projet. Que si l'en-
treprise échoue, il aura le plaisir de voir
la grande fortune d'Epernon entièrement
ruinée.

L'Abbé demeura d'accord que le Duc étoit l'homme le plus propre à servir la Reine mère. Mais deux choses jettent Rucellai dans une grande perplexité. Epernon étoit sorti de la Cour fort mécontent de Marie de Médicis. Après des services signalés rendus au voyage de Guienne pour le mariage du Roi, Marie de Médicis sacrifia le Duc au Maréchal d'Ancre & au Prince de Condé. Cette première difficulté ne paroisoit pas insurmontable à Rucellai. Il en trouve une beaucoup plus grande. L'Abbé prétend avoir l'honneur & le mérite de la négociation: & comment l'entamera t-il avec un Seigneur qu'il hait & qui le traite avec le dernier mépris? La passion la plus forte l'emporte. Rucellai est encore plus animé contre Lui-mêmes que contre le Duc d'Epernon. L'ambition qui se met de la partie, fait que l'Abbé surmonte la repugnance à traiter avec le Duc. Le voilà de retour à Paris. Il y trouve la conjoncture la plus favorable qu'il pouvoit souhaiter. Epernon est mal

*Relations
du Cardinal de Richelieu
avec le Cardinal de Richelieu
dans les Mémoires pour l'Histoire du Cardinal de Richelieu.*

1618. mal en Cour à cause de son affaire avec le Garde des Sceaux. Le Duc & ses enfans crient contre Luines sur ce que l'Evêque de Paris devient Cardinal au préjudice de l'Archevêque de Toulouse. Il n'est plus question que de faire la première ouverture. Rucellai n'osa pas se hazarder d'abord. Un Seigneur si fier l'auroit rebuté. Il auroit même apprehendé que l'Italien ennemi de sa Maison, ne cherchât à lui tendre des pièges. Epernon étoit encore si fort irrité contre Marie de Médicis, qu'on ne favoit pas bien comment lui parler d'elle. On s'adresse premièrement à l'Archevêque de Toulouse son fils. Le Marquis de Moni lui porte une Lettre d'un confident de la Reine mere nommé Chauteloube. On y prioit l'Archevêque de se trouver dans une maison de campagne. Il n'ose y aller sans le dire au Duc son pere, qui le lui defend; soit qu'Epernon veuille se faire prier long-temps par une Reine qui l'a païé d'ingratitude; soit qu'il craigne que le Roi ne pense tout de bon à s'assurer de sa personne, si Luines vient à découvrir que le Duc entre en négociation avec Marie de Médicis. *Je ne veux entendre parler de rien*, dit-il enfin après quelques nouvelles sollicitations. *Je me retire à Metz: j'y pourrai écouter les propositions qu'on me veut faire.* Les gens jugerent par cette réponse que le Duc n'étoit pas éloigné d'entrer en composition. La Reine mere lui envoya une montre de diamans avec une lettre obligeante. Mademoiselle du Tillet se charge de la faire accepter au Duc. On eût

éût dit que ce Seigneur prétendoit que la Reine mere devoit lui être obligée de ce qu'il recevoit le présent , & de ce qu'il vouloit bien lire la Lettre de sa Majesté. Du Tillet le presse de s'expliquer. Ferme dans sa premiere resolution , le Duc renvoie tout le monde après son arrivée à Mets.

Vincentio Ludovici Secrétaire du Maréchal d'Ancre s'étoit retiré dans l'Abbaie de Signi , après être sorti de la prison , où les ennemis de son maître le mirent , quand on voulut faire le procès à la mémoire & à la veuve de Conchini . Cet Rélation
du Cardinal de la
Valette. homme avoit de l'esprit & de l'expérience Prie du Duc
d'Epernon dans les affaires de Cour. Rucellaï lui envoie une Lettre de créance de la part de la Reine mere pour le Duc d'Epernon , & lui ordonne d'aller à Mets. La dépêche L. VII. est accompagnée de bonnes instructions sur ce que *Vincentio* doit proposer au Duc , & sur la maniere dont il s'y prendra pour se faire écouter. L'Italien s'acquitte fort bien de la commission. *La Reine mere* , dit-il au Duc après qu'il eût lu la Lettre de sa Majesté , n'a point oublié les grands services que vous lui avez rendu au commencement & dans le cours de sa Régence. Un de ses plus sensibles déplaisirs c'est de ne les avoir pas assez bien récompensés , quoi qu'elle vous ait témoigné sa reconnaissance en plusieurs rencontres. Je vous avouerais même de sa part , que prevenue par certaines gens , dont elle ne penétrait pas les mauvais desseins , elle vous a donné quelque sujet de plainte ; mais sa Majesté est tellement persuadée de votre

1618. votre générosité ; qu'elle ne doute pas que vous n'ayez oublié un petit mécontentement, que vous ne preniez part à sa douleur, & que vous ne soiez dans la disposition de servir une Reine injustement persécutée. Le feu Roi vous recommanda peu de jours avant sa mort les intérêts de son épouse. Ne semble-t-il pas que ce grand Prince prévoisit l'injustice faite à sa veuve, & qu'elle feroit dans la nécessité de s'adresser à vous pour arrêter la violence de ses ennemis ? Vous avez suivi religieusement les intentions du feu Roi en servant son épouse durant la Régence. Voici une nouvelle occasion de témoigner le respect que vous conservez pour la mémoire d'Henri le Grand. Sa veuve est resserrée dans une étroite prison, en danger même de perdre la vie. Le Roi son fils est dans une espèce de captivité. Un indigne Favori abuse du nom & de l'autorité de l'héritier d'Henri le Grand. Il éloigne ceux à qui leur rang, leurs services & leurs emplois, donnent droit d'avoir part au gouvernement. On pense à vous dépouiller, Monsieur. Rien ne sera impossible aux Luines, après qu'ils auront achevé de ruiner la Reine mère. Je ne vous parle point de vos intérêts ; vous les connaissez mieux que moi. Pensez seulement que le Roi vous saura un jour bon gré de ce que vous l'aurez délivré de l'oppression où il est, aussi bien que la Reine sa mère. Peut-être qu'un jeune Prince obsédé par vos ennemis, ne sentira pas d'abord l'importance de ce que vous ferez pour lui. En ce cas, la Reine mère se charge de toute l'obligation. Elle vous promet un souvenir éternel de la générosité que vous aurez eue de lui rendre la liberté.

berit & de lui sauver la vie. Le Duc d'Epernon répondit d'une manière respectueuse pour la Reine mere. Il mêla seulement quelques plaintes sur la manière dont elle en avoit usé avec lui au retour du voyage de Guienne. On vient ensuite à la négociation. Vincentio promet de la part de Marie de Médicis de l'argent, des hommes & des places. Et un mot, il offre des conditions si avantageuses, que le Duc répond qu'il examinera la proposition & qu'il donnera sa réponse dans quelques jours.

1617.

Epernon vouloit parler à ses deux fils qui se trouvèrent auprès de lui, le Marquis de la Valette & l'Archevêque de Toulouse. Du Plessis intime confident du Duc fût aussi de la délibération. Vincentio lui avoit fait la première ouverture du dessein de son voyage. Les jeunes gens ont plus de hardiesse que les veillards: ils conçoivent aisément de grandes espérances. Si le Duc en eût voulu croire ses deux fils, & sur tout l'Archevêque de Toulouse, l'affaire auroit été bien-tôt concluë. La Valette & son frere représentoient à Epernon la gloire dont une si belle entreprise seroit suivie; le succès leur paroissoit infaillible. Ils s'imaginent voir déjà tous les grands Seigneurs de France mécontents du Favori, venir à leur pere & le reconnoître pour leur Général & pour leur libérateur. *Dans la situation présente des affaires de notre Maison, disoient-ils, pouvons-nous mieux faire que de nous unir avec la Reine mere contre Luynes qui entreprend de nous perdre aussi bien qu'elle?* Epernon le voyoit bien. La proposition

1618. tion ne flattoit pas moins sa fierté que celle de ses enfans. Mais sa longue expérience des affaires du monde le rend plus circonspect. Les difficultés de l'entreprise lui paroissent presqu'insurmontables. Les menaces & la mauvaise volonté du Favori, lui font craindre la perte de ses grands établissemens : mais le danger où il s'expose d'attirer contre lui toutes les forces du Roi, l'effraie davantage. Il pouvoit parer la plus grande partie des coups que Luines lui porteroit par des intrigues secrètes. Mais quel moyen de résister au Favori armé de l'autorité & des troupes de son Maître ?

Au premier mouvement que nous ferons, disoit-il, nous voilà condamnés comme rebelles. Deux ou trois armées viendront fondre sur nos Gouvernemens. Compter sur le grand nombre de confédérés qu'on nous promet; n'est-ce point se repaître d'une chimère? Le seul nom du Roi en arrêtera plusieurs. Les autres se laisseront gagner par les promesses artificieuses du Favori. Nous engageons la Reine mère, il est vrai, à soutenir notre Maison que Luines veut ruiner. Marie de Médicis ne nous a-t-elle pas fait sentir qu'elle a le vice ordinaire des Princes? Elle n'est pas moins ingrate que ceux de son rang. Ces Messieurs croient avoir suffisamment récompensé les services que nous leur rendons, en souffrant que nous exposions pour eux & notre bien & notre vie. Après y avoir pensé, le Duc donna cette réponse générale à Vincentio. J'ai une extrême passion de servir la Reine mère, dit il: mais elle doit m'en fournir les moyens. Quels sont les grands Seigneurs qui entrent dans

dans ses intérêts? Quelle somme d'argent peut-elle avancer pour entretenir les garnisons de nos places, pour mettre des troupes sur pied, pour soutenir les frais de la guerre? Je ne puis prendre aucun engagement jusqu'à ce que je sois éclairci sur ces articles. J'attends la réponse de la Reine mère. Cependant je lui promets le secret & une fidélité inviolable. Au reste, que l'Abbé Rucellai ne sache rien de cette affaire. Je ne m'en mêlerai plus, dès que j'apprendrai que l'ennemi de ma Maison en a quelque connoissance.

Vicentio rapporte à Rucellai le succès de cette première négociation. L'Abbé eut du chagrin de ce qu'on vouloit l'exclure d'une intrigue dont il prétendoit avoir l'honneur & le mérite. Les prémières hauteurs d'Epernon ne le rebutent pas. Le Duc sera plus traitable, dit-il, quand nous lui aurons fait prendre de plus grands engagements. Rucellai renvoie Vincentio à Mets. On donne de belles espérances, que la Maison de Guise, le Duc de Montmorenci, le Maréchal de Bouillon, & quelques autres se joindront au Duc d'Epernon, dès qu'il se sera déclaré pour la Reine mère. Vincentio fait voir qu'elle a de quoi avancer des sommes considérables. Là dessus Epernon donne sa parole. L'intérêt secret qui l'y engage est trop puissant. Quelque chose qu'il fasse, on ne trouve pas de meilleur moyen de résister aux efforts continuels du Favori, qu'en s'unissant à Marie de Médicis, & en la mettant dans la nécessité de s'opposer à la ruine de celui qui l'aura délivrée elle-même.

1618.

de l'oppression , & de soutenir le pere & les enfans , dont les services lui seroat toujours nécessaires . Tel fut le véritable motif d'une action qui surprit toute l'Europe , & que les flâneurs d'Epernon relevent comme une entreprise héroïque . L'amour propre est le grand ressort qui remue tous les hommes . Epernon craint de perdre ses charges & ses Gouvernemens , dont les Luines pensent à profiter : & Marie de Médicis n'a pas d'autre ressource , que de gagner un Seigneur puissant , ambitieux , & vindicatif , qui trouve son compte en la titant de Blois , & en la mettant en état de balancer la trop grande autorité du Favori . On disoit assez plaisamment sur cette affaire , que si le Chevalier , empêcha que la Reine ne fut prise par le Tort ; la Reine fut aussi cause de ce que le Chevalier ne fût pas pris par le Fou . C'est une allusion au jeu des échets qu'il est facile d'entendre .

Adresse de Rucel Dans le temps qu'Epernon se prépare à l'exécution de son projet , d'enlever la Reine mere , & de la conduire à Loches , & de là dans la ville d'Angoulême , s'il en est besoin , vers le millieu du mois d'Août au plus tard ; on lui écrit de Paris que le Favori témoigne vouloir être de ses amis .

Luines , disoit-on au Duc , est fâché de ce qui est arrivé à l'occasion de votre affaire avec le Garde des Sceaux . Si vous voulez envoyer M. l'Archevêque de Toulouse à Paris , il verra le Favori , & les choses se racommoderont . Epernon consentit au voyage de son fils à Paris , non pour négocier avec Luines ; le Duc étoit trop irrité contre lui ;

lui; mais pour traiter plus sciemment avec la Reine mere, en feignant de songer à se remettre bien à la Cour. Quand Rucellai vit l'Archevêque de Toulouse à Paris, il résolut de s'ouvrir à lui, dans la pensée qu'il seroit plus facile d'aborder le pere, après avoir gagué le fils. Le Marquis de Moni fut un de ceux qui eurent le plus de part à l'intrigue. L'Archevêque de Toulouse l'ayant rencontré dans le Louvre, lui dit que le Duc d'Epernon se prépare tout de bon à délivrer la Reine mere au plutôt. Moni paroît embarrassé à cette confidence de l'Archevêque, & celui-ci demeure presqu'interdit. Rucellai prend la commission d'aller dire à l'Archevêque pourquoi Moni a paru si distrait. Le Prélat nia d'abord à Rucellai qu'il eût aucune connoissance du dessein formé d'enlever la Reine mere. Mais l'Abbé dit tant de choses; il fait si bien comprendre que Vincentio n'agit que par ses ordres, & qu'il a lui-même le secret de Marie de Médicis; enfin, Rucellai explique si clairement tout ce qui s'est passé, que l'Archevêque ne doute plus que l'Abbé ne soit le premier mobile de l'intrigue. *Au nom de Dieu*, dit l'Archevêque à Rucellai, prenez garde que M. d'Epernon ne saache pas que vous êtes du secret. L'affaire échouera s'il a le moindre soupçon que vous entrez dans l'intrigue. L'Abbé ne perd point courrage. Il persiste dans son dessein de tirer la négociation des mains de Vincentio, & de traiter désormais lui-même avec le Duc d'Epernon, le Cardinal de Guise, & le Marechal de Bouillon.

1618. Il falloit sortir de Paris pour cet effet: & l'Abbé ne savoit comment s'y prendre. On l'observoit de fort près. Le voilà qui donne des avis secrets contre lui-même à Luines & aux Ministres. On lui porte incontinent une Lettre de cachet qui lui ordonne de sortir au plutôt du Roiaume. Rucellaï paroît interdit: il demande à se justifier auprès de Luines: ses amis tâchent de lui obtenir du moins la permission de demeurer encore quelques jours à Paris. Après avoir si bien joué son personnage, il se retire secrètement à Joinville auprès du Cardinal de Guise. Il négocie avec lui, & de là il va trouver le Maréchal de Bouillon. Cependant l'Archevêque de Toulouse revient à Mets, Rucellaï s'approche de la ville. Il écrit à l'Archevêque, & demande à l'entretenir. On fut alors dans la nécessité de dire au Duc d'Epernon que Rucellaï a lié l'intrigue, & que s'étant avancé jusqués à une lieue de Mets, il demande une conference avec l'Archevêque de Toulouse. Epernon entra dans une si furieuse colere, qu'il menaçoit déjà de retirer sa parole. Ses fils eurent l'adresse de l'appaifer. On lui représente que dans le fond il vaut mieux traiter avec Rucellaï, qu'avec un autre. Après bien des allées & des venues, Rucellaï obtient la permission d'entrer dans la ville. On le cache dans la maison du Duc avec une précaution extraordinaire. Il donna ses premiers soins à reconcilier Epernon avec le Maréchal de Bouillon. Enfin, il menage si bien les intérêts de la

la Reine mere; que le Cardinal de Guise le Maréchal de Bouillon, & le Duc d'Epernon conviennent de mettre sur pied une Armée de douze mille hommes d'Infanterie & de trois mille Chevaux en Champagne. C'étoit pour faire une diversion, en cas que le Roi envoiât toutes ses troupes vers l'Angoumois, après que la Reine mere s'y seroit retirée; & pour défendre le Marquis de la Vallette, si le Favori entreprenoit de le chasser de Mets, pendant que le Duc d'Epernon seroit occupé à défendre Marie de Médicis. Elle avoit fait remettre à Mets la somme de deux cens mille écus. Rucellaï en donna quelque chose au Maréchal de Bouillon & au Cardinal de Guise. Il se conduisoit avec tant de dexterité que le Duc d'Epernon revenu de ses préjugés, prenoit une extrême confiance en lui. Toutes ces intrigues durerent jusques à la fin de l'an 1618. Le Duc qui prétendoit exécuter son projet au mois d'Août ne put sortir de Mets qu'aux premiers jours de l'année suivante.

La Cour étoit alors occupée à recevoir ^{Le Car-} & à divertir le Cardinal de Savoie. Char-^{dinal de}
les Emmanuel son pere l'envoioit en Fran-^{Savoie} ^{vient à}
ce négocier le mariage de Victor Amédée ^{Paris} ^{demander}
Prince de Piémont avec Madame Christi-^{en maria-}
ne de France sœur du Roi. Le Duc de ^{ge pour le} Prince de
Savoie en fit les premières propositions à ^{Piémont}
Bethune & à Modene Ambassadeurs de sa ^{sou frere}
Majesté Très Chrétienne en Italie; Et ces ^{Madame} Messieurs en écrivirent en Cour. Le Ma-^{Christine}
réchal de Lesdiguières agit plus efficace-^{de Fran-}
ment qu'aucun autre. Il représenta vive-^{ce.}

1618. ment au Conseil du Roi , que le Duc de Savoie ne pouvoit demeurer long - temps entre deux Puissances telles que la France & l'Espagne , sans se lier avec l'une ou l'autre afin d'assurer sa fortune , & de se mettre à couvert des entreprises de ses ennemis ; qu'il étoit de l'honneur de sa Majesté de ne souffrir pas que le Duc cherchât un autre appui que celui de la Couronne de France ; que le Roi ne pouvant faire aucune entreprise solide du côté de l'Italie , sans que le Duc y entrât , il étoit important à sa Majesté de mettre ce Prince dans les intérêts de la France ; enfin , que le feu Roi avoit si bien connu la force de ces raisons , qu'il commença de traiter avant sa mort du mariage de Madame Elisabeth fille ainée de France avec le Prince de Piémont. La caballe des Espagnols traversa la conclusion de cette affaire autant qu'il lui fut possible. Ils craignoient que le Roi ne prît des liaisons trop étroites avec un Prince qui se déclaroit leur ennemi irreconciliable. Les Espagnols trouvoient par tout Charles Emmanuel dans leur chemin , en Italie , en France , en Allemagne. Cependant le mariage de Christine avec Victor Amédée fut conclu. Déageant qui étoit bien encore avec Luines , servit beaucoup à déconcerter les intrigues de Monteleon Ambassadeur d'Espagne. Maurice Cardinal de Savoie vint à Paris avec une suite magnifique , demander la fille de France de la part du Duc de Savoie & du Prince de Piémont. Il devoit traiter des conditions du

*Histoire
du Connétable de Lestrigon.*
Vittorio Siri Memorie reggimentate.
Tom. IV. pag. 535.

Lettres de Bentivoglio.

1618.

du mariage. Le Cardinal fut reçu avec les honneurs dûs à sa naissance. On le régala de tous les divertissemens imaginables. Sa négociation fut plus longue qu'il ne pensoit. Louis gardoit de grands ménagemens avec le Roi d'Espagne. Du Fargis fut envoié à Madrid pour obtenir l'agrément de sa Majesté Catholique. On exigea encore que Charles Emmanuel fit demander le consentement du Roi Philippe son beaufrère. Tant de bienseances observées furent cause que l'affaire ne se consumma, qu'au temps de la délivrance de la Reine mere.

Le monde étoit surpris de ce que la France assez indolente sur les affaires d'Allemagne & de Bohême, prenoit un fort grand intérêt dans les troubles domestiques des Provinces-Unies, & de ce qu'elle appuioit ouvertement Barneveld contre le Prince Maurice d'Orange. Cette conduite fut le sujet d'une infinité de spéculations. Les ennemis du Pensionnaire de Hollande prétendoient tirer de grands avantages, de ce que la Cour de France qui ne faisoit rien que de concert avec celle de Madrid, se déclaroit hautement pour lui. On vouloit conclure de-là que le Pensionnaire étoit d'intelligence avec les Espagnols, & que le Roi Philippe n'osant protéger Barneveld par lui-même, faisoit agir la Cour de France en faveur du Pensionnaire. Nous avons vu que l'Arminianisme ne fut dans ses premiers commencemens qu'une simple dispute entre les Théologiens sur des questions purement

Différens
Princes
s'entre-
mettent
pour pa-
cifier les
troubles
domesti-
ques des
Provinc-
es-Unies

Brande
Histoire de
la Refor-
mation. E.
XXIX.

1618. speculatives. Il devint une affaire d'Etat par l'intérêt que le Prince Maurice d'Orange y prit, & par la division qui se mit dans les Provinces-Unies. Quatre agissoient de concert avec Maurice: Et les trois autres, la Hollande, Utrecht & Overissel, conduites par les conseils de Barneveld prétendoient soutenir leurs droits & leur souveraineté, conformément à l'acte de l'Union d'Utrecht, qui fait le fondement principal de la République des Provinces-Unies. Depuis qu'elles parurent ainsi divisées, plusieurs Puissances étrangères s'entremirent afin de pacifier des troubles capables de causer la subversion entière d'une République florissante, & de donner occasion à l'Espagne de ruiner par ses artifices & par ses intrigues, un Etat dont elle n'avoit pu empêcher l'établissement à force ouverte.

Jacques Roi de la Grande Bretagne s'étoit mis en tête d'extirper l'Arminianisme & de le faire proscrire dans un Synode National. Son Ambassadeur en pressoit fortement la convocation. Prevenuë par ses Théologiens, peut-être par les raisons politiques du Prince Maurice, sa Majesté Britannique soutenoit les Contre-Reformans & les ennemis de Barneveld. La Cour de France pensoit tout autrement que celle d'Angleterre. Elle entroit dans les vûës du Pensionnaire. Il y étoit connu & estimé. Le President Jeannin & les anciens Ministres du feu Roi, regardoient Barneveld comme un des plus habiles politiques de son temps. Ils étoient con-

convaincus de sa droiture & de son amour sincere pour le bien de sa Patrie. Je ne sai si le Pensionnaire ne leur avoit point insinué les raisons qu'il croioit avoir de se défier des desseins du Prince Maurice, & de craindre qu'il ne pensât à faire un changement considérable dans la République. De maniere que la Cour de France persuadée qu'il étoit à propos que les Provinces-Unies se conservassent sur le pied où elles étoient au temps de leur trêve avec l'Espagne; la Cour de France, dis-je, donna ordre à Du Maurier Ambassadeur de Louis à la Haie, d'agir de concert avec Barneveld & de le seconder autant qu'il pourroit. Je trouve que Gustave Roi de Suede s'entremis pour la même affaire. Son Ambassadeur exhora les Etats Généraux à pacifier des troubles domestiques dont les suites seroient peut-être fâcheuses à leur République. Gustave commençoit de faire grande figure dans l'Europe. La maniere dont il se maintenoit dans son Roiaume contre Sigismond Roi de Pologne, & la paix avantageuse qu'il conclut avec les Moscovites, augmentèrent la réputation qu'il s'étoit acquise dès les premières années de son Regne.

Bien loin que les remontrances de Aersens l'Ambassadeur de France fussent de quel-
qu'utilité au Pensionnaire de Hollande, Aersens de Sommerdyck son ennemi s'en servoit, pour rendre ce grand homme plus suspect & plus odieux. Il fait publier différens libelles, où Barneveld est dépeint comme un traître qui se laisse corrompre
E 5 par:

1618. par l'argent d'Espagne, & qui travaille de concert avec les Papistes à renverser la Religion établie dans l'Etat, & à remettre les sept Provinces dans l'esclavage. Comme les Remontrans décrioient dans leurs

Brandt Histoire de la Réformation L. XXIX. écrits la conduite de Jacques Roi d'Angleterre ; les Contre-Remontrans n'épargnent pas Marie de Médicis & ses Ministres.

Du Mansier dans les Mémoires sur le Prince Maurice d'Orange & sur Barneveldt. Aersfens irrité depuis long-temps contre la Cour de France qui ne fut point contente de

cet esprit malin & artificieux durant son Ambassade, parloit du Roi d'une manière tout-à-fait injurieuse dans un de ses libelles. Il accusoit Louïs, ou plutôt sa mère, son Favori, & ses Ministres, de se rendre les instrumens de la Cour de Madrid pour soutenir Barneveldt, & pour lui donner moyen d'exécuter ses pernicieux projets contre la patrie. Je ne serois pas surpris que des gens d'esprit aient pensé que les Espagnols tâchoient de profiter de la division semée dans la République des Provinces-Unies, & qu'ils s'intriguoient afin de l'entretenir & de l'augmenter s'il étoit possible. L'Espagne avoit un trop grand intérêt à ruiner un Etat, qui fut la première cause de la décadence d'une Monarchie autrefois redoutable à toute l'Europe.

Le Duc de Rohan dans son Discours sur les divisions de Hollande 1618. Mais que le Duc de Rohan, ce Seigneur si judicieux, si pénétrant, se soit imaginé que l'Espagne jetta malignement les premières semences de l'Arminianisme dans les Provinces-Unies, afin de ruiner par la division, ceux qu'elle ne pouvoit réduire par la force de ses armes; c'est en vérité un trop grand rafinement en politi-

litique; disons mieux, c'est la chose du monde la plus chimérique. 1618.

Arminius & quelques autres avoient leurs sentimens sur la Grace & sur la Prédestination, avant la négociation de la trêve entre les Espagnols & les Provinces-Unies. La Cour de Madrid n'envoya pas des Missionnaires secrets avec ordre de gagner quelques Ministres de Hollande, & de leur faire embrasser des sentimens contraires à ceux de Calvin & de Beze. Arminius, Uitenbogard, Episcopius & les autres ont pu connoître la fausseté du Système de S. Augustin & de Calvin, en lisant l'Ecriture sainte, les anciens Peres de l'Eglise Grecque, Melanchthon & quelques Auteurs Luthériens. M. de Rohan croioit-il donc que la *Prédestination absolue* & la *Grace irrésistible*, sont des dogmes si clairement révélés dans la parole de Dieu, qu'on ne peut les abandonner sans trahir les lumières de sa conscience; ou sans se laisser corrompre par les pistoles d'Espagne? L'Arminianisme commença de même que toutes les autres contestations entre les Théologiens, par des jalousies, par des intérêts personnels. La politique n'y eut point de part. Il est vrai que Barneveld & quelques autres Magistrats qui apprirent ensuite les Arminiens, furent d'avis de la conclusion de la trêve, nonobstant les fortes oppositions du Prince Maurice d'Orange. Mais cela vint de ce que ces Messieurs croioient que leur Etat extrêmement endetté pour soutenir une longue guerre contre l'Espagne, avoit besoin de quelques années de paix,

1618. paix, pendant lesquelles il acquitteroit ses dettes, & reprendroit de nouvelles forces, afin de résister plus vigoureusement aux Espagnols, en cas qu'ils voulussent recommencer la guerre. Barneveld fit assez connoître que c'étoit-là sa pensée: Et le Roi Henri IV. couvint qu'elle étoit juste & raisonnable. Dès que la trêve est conclue, Barneveld donne toute son application à trouver les moyens de paier ce que la République doit à la Couronne d'Angleterre, & de retirer ses places engagées à la Reine Elizabeth. Si les contestations survenues à l'occasion des sentimens d'Arminius, furent une division excitée par les artifices des Espagnols, d'où vient que le Prince Maurice ne s'en apperçut pas? Il examinoit de fort près les démarches de la Cour de Madrid: il étoit attentif à découvrir les ruses & les artifices du Conseil d'Espagne. Et si le Prince Maurice le reconnut, pourquoi demeura-t-il durant quelques années tellement neutre dans ces contestations, qu'il chérissait Barneveld, & faisoit du bien à ses enfans?

Le Duc de Rohan ne borne pas là ses réflexions. Il donne encore dans les visions malignes & ridicules d'Aersens. Louis, dit le Duc, ayant succédé à son père à l'âge de neuf ans, les choses changèrent de face en France. Marie de Médicis avoit obtenu la régence. Dans le dessin d'affirmer son autorité contre les Princes du sang & les Grands du Roiaume, elle mit la division entre eux. La Reine se jette, entre

M. de Rohan des Interêts des Princes, Discours. Kl.

R&

1618.

les bras du Pape & du Roi d'Espagne, persuadée que l'appui de la Cour de Rome lui est nécessaire, & qu'elle aura besoin en tout temps de ceux du Roi d'Espagne. Si bien que durant son gouvernement, les vrais intérêts de la France étant abandonnés, on en prit le contrepied. La réflexion est juste. Nous avons vu dans la suite de cette Histoire que Marie de Médicis fut souvent la duppe de la Cour de Rome & du Conseil d'Espagne. Mais les choses n'allèrent pas si loin que le Duc de Rohan le suppose. Les Espagnols, poursuit-il, ne perdirent pas une si belle occasion. Ils en furent profiter dans l'affaire des Arminiens qui divisa la République des Provinces-Unies. Barneveld soutenu de la France par les pratiques du Conseil d'Espagne, entreprend de protéger les Arminiens contre le Prince d'Orange; tellement que d'une dispute de Religion, il s'en forme une affaire d'Etat si pernicieuse qu'elle penaça ruiner cette République. Ce fut alors que l'Espagnol déploya toutes ses ruses pour faire agir Marie dans les Provinces-Unies suivant les intérêts de l'Espagne. On lui persuada que la mesintelligence entre les Provinces-Unies lui est avantageuse pour maintenir son autorité, afin qu'elles ne soient pas en état d'assister les Princes mécontents, ni même les Protestans de France, qui pouvoient se joindre à eux. Les Emissaires d'Espagne firent jouer la Bigoterie, mauvaise Conseillère à tous ceux qui s'en corrompent. De manière que les Ambassadeurs de France, sous prétexte de zèle pour la Religion, furent les sollicitateurs des affaires d'Espagne en Hollande. En favori-

L. 7

sant

1618. furent Barneveld, ils fomentèrent la division dans l'Etat. Ils le portèrent si avant sur le bord du précipice, que sans la patience & la fermeté de Maurice assisté des gens de guerre, la République courroit risque d'être aussi éteinte que formée.

J'avoue que la bigoterie dont Marie de Médicis se laissa coiffer, lui inspira souvent de fort mauvais conseils. Cela est ordinaire aux femmes. Il est plus surprenant que son Petit-fils dont certaines gens nous vantent tant la lumière & le discernement, se soit tellement coiffé de la bigoterie, qu'il lui ait sacrifié les plus grands intérêts de sa Couronne. Le Duc de Rohan n'applique pas bien ici, une maxime fort véritable. Marie de Médicis fort éloignée des affaires au commencement de l'An 1617. Et depuis ce temps-là l'Ambassadeur de France agit pour Barneveld plus fortement que jamais. Ville-roi, Jeannin, Silleri & les autres Ministres d'Henri IV. étoient d'habiles gens. Bien loin de vouloir aider l'Espagne à ruiner les Provinces-Unies, ils cherchoient à les soutenir. Des politiques d'une si longue expérience dans les affaires, n'étoient pas les duppes du Conseil d'Espagne. S'ils aspirerent Barneveld, c'est qu'ils crurent ses intentions droites & qu'il ne pensoit qu'au bien de la patrie. Peut-être aussi que prévenus par les insinuations du Pensionnaire, ils s'imaginèrent que le Prince d'Orange portoit ses vues trop loin, & qu'il travailloit à se rendre plus puissant dans la République en maintenant le parti des Con-

tre-Rémoitans. Dans cette pensée, la Cour de France qui ne veut aucun changement dans la constitution du gouvernement des Provinces-Unies, fait agir son Ambassadeur de concert avec Barneveld. Et quand cet illustre Vieillard succombe enfin aux efforts de ses ennemis, elle s'intéresse pour sauver l'honneur & la vie à un Magistrat dont elle estimé la sagesse & la prudence, & que le feu Roi Henri IV. chérissait particulièrement. Le Duc de Rohan donne une mauvaise raison pourquoi Marie de Médicis fomentoit, à son avis, la division dans la République des Provinces - Unies. Cela, dit-il, les mettoit hors d'état de secourir les Princes mécontents & les Réformés de France. Dans le temps que la mesintelligence augmentoit entre le Prince & le Pensionnaire de Hollande, les Etats-Généraux envoierent du secours à la République de Venise & à leurs Alliés. Il est vrai qu'ils ne craignent pas d'évoir assister le Prince de Condé, ni les Réformés de France: Et c'est pour cela peut-être que le Duc de Rohan a du chagrin contre Barneveld. Mais pouvoit-on raisonnablement exiger des Etats-Généraux qu'ils mécontentassent la Cour de France? Le Roi leur entretenoit quatre mille hommes. Les Provinces-Unies eussent-elles pu se défendre contre l'Espagne, si la France les eût abandonnées? Du Plessis-Mornai le disoit fort judicieusement au Prince de Condé & aux autres que jamais les Etats-Généraux des Provinces-Unies n'entretenaient droitien.

1618. droient la division dans un Royaume, qui étoit le plus fort contrepoids qui se pût opposer à la puissance de la Maison d'Autriche.

Je trouve, & je le rapporte à regret, que le Prince d'Orange appuioit lui-même les faux bruits répandus contre Barneveld.

*Braude
Histoire
de la Ré-
formation.*

LXXIX.

Le Pensionnaire est d'intelligence avec les Espagnols, dit il un jour au Comte de Cuylenbourg, auquel Maurice vouloit persuader d'abandonner le parti des Rémontrants. Le Comte surpris de ce discours demanda quelles preuves on avoit de cette noire trahison imputée à un Magistrat qui sert bien la Patrie. *Il n'est pas temps de les dire*, repliqua le Prince sans s'expliquer davantage. Tous ces fâcheux soupçons se repandoient parmi le peuple d'une si étrange maniere, qu'on parloit déjà d'abattre soixante & dix têtes. Le bruit courroit que le Prince menaçoit hautement Barneveld & son parti de les reduire tous en poudre. Seroit-il possible, que Maurice surpris par Aersens crût sérieusement que le Pensionnaire se laissoit corrompre par l'Espagne? On ne peut s'imaginer qu'un Prince éclairé qui connoissoit la droiture & les bonnes intentions de Barneveld, ait eu cette pensée! Quelle fut donc la cause de la grande aversion que conçut Maurice contr'un homme, auquel il avoit certainement des obligations particulières, & dont il récompensa généreusement les services? Disons, il en est temps, ce que nous croions de plus vraisemblable sur cette affaire. Maurice ne pensoit nullement à se faire Soubeyrain. J'ai suffisamment refuté cette calomnie.

1618.

lomnie. Mais pourquoi cet acharnement contr'un Magistrat qui tient un rang si considérable entre les premiers fondateurs de la République des Provinces-Unies ? Le Pensionnaire donna au Prince de grands sujets de penser qu'il vouloit diminuer les droits & l'autorité des charges que Maurice posseundoit : Et Barneveld avoia lui-même que c'étoit là sa vûe. Les soupçons & la défiance du Prince augmenterent, quand il vit lever des soldats qui dépendoient uniquement des Magistrats de chaque ville. Aersens profite de l'occasion. Il fait craindre à Maurice que Barneveld n'ait l'adresse de lui enlever toute son autorité, de même qu'au Comte de Leicester peu de temps après la mort de Guillaume Prince d'Orange. Telle fut, à mon avis, la raison pourquoi Maurice appuia si fortement ceux qui jurèrent la perte de Barneveld & du parti Arminien.

Quelque bien intestionnée que fût Apologie Louise de Coligny Princesse Douairière de Barneveld. d'Orange pour un Magistrat bon serviteur du feu Prince Guillaume, elle parut ébranlée des faux bruits qui courroient contre le Pensionnaire de Hollande. Maurice insinuait lui-même à sa belle-mère, qu'il recevoit de Bruxelles des avis si positifs que Barneveld étoit d'intelligence avec les Espagnols, qu'on ne pouvoit pas se dispenser d'y ajouter foi. Bon Dieu ! Que penserons-nous de tout ceci ? Maurice auroit-il voulu employer la calomnie pour perdre un homme qui le chagrinoit ? Un Prince d'un grand courage n'est guères capable

Brands Histoire de la Reformation.

XXIX.

1618, pable d'une pareille bassesse. Croit-il trop aveuglément les faux rapports de l'ostifieux & malin Aerstens ? Enfin, les Espagnols ne contribuerent-ils point eux-mêmes à décrier & à ruiner un Magistrat dont la prudence & l'activité les avoit empêchés de profiter du crime de celui qu'ils gagnèrent pour assassiner le Prince Guillaume ? Plus je réfléchis sur tout ceci, plus je suis embarrassé. Quoi qu'il en soit, la Princesse douairière conseille à Barneveld de se justifier par un écrit public. Il défére à cet avis : & la publication de son Apologie est précédée d'une Lettre libre & respectueuse au Prince d'Orange. Sur du témoignage que sa conscience lui rend de la droiture de ses intentions dans la négociation de la trêve avec l'Espagne, & dans les affaires arrivées depuis, Barneveld s'y plaint de ce que le Prince s'éloigne de lui d'une manière si subite & si extraordinaire. J'ai cherché tous les moyens honnêtes d'apaiser les contestations exercées dans l'Eglise, disoit le Pensionnaire à Maurice. Si certaines gens se mettent en tête d'augmenter la division, en soutenant contre les articles formels de l'Union, que l'affaire dooit être décidée dans un Synode National ; suis-je responsable du mal que les autres font ? Il est juste de prévenir le schisme : Et d'en arrêter le progrès. Mais cela se doit faire sans donner atteinte à la souveraineté de chaque Province. J'ai supplié que votre Excellence étoit dans la toute pensée que moi. On a donné les ordres nécessaires pour stopper les mauvais desseins des factieux.

1618.

*Vie de
Barneveld.
Mercure
Français.*

facticum. Je n'aurois jamais pensé que les précautions prises par les Etats de quelques Provinces dussent vous déplaire

Parloit-il sincèrement, le bon Barneveld! La précaution qu'il entend, c'est la levée des soldats extraordinaires. Un si habile politique pouvoit-il s'imaginer que Maurice souffriroit patiemment une chose qui diminuoit considérablement son crédit & son autorité? Ne disputons point sur le droit de chacune des Provinces-Unies. Je l'ai déjà dit, Barneveld s'oublie en cette occasion. La prudence ne vouloit pas qu'il donnât des soupçons & de la jalouse au Prince Maurice. On ne devoit point le mettre dans la nécessité de soutenir les prérogatives de sa charge de Capitaine Général, en s'opposant ouvertement aux résolutions de trois Provinces. Aersens & les autres ennemis de Barneveld ne manqueront pas de faire courir des libelles & des pasquinades injurieuses contre la Lettre du Pensionnaire au Prince. Les Etats de Hollande donnerent inutilement une ordonnance afin d'arrêter un si grand déchaînement contre le premier Magistrat de la Province. Amsterdam & les autres villes déclarées en faveur du parti Contre-Remontrant, refusèrent de recevoir & de publier l'ordonnance des Etats. Ils perdent insensiblement leur autorité par l'opposition de cinq villes à toutes les délibérations favorables aux Arminiens & aux desseins du Pensionnaire.

La foiblesse des Etats de Hollande paraît davantage après que Barneveld leur eût adressé

1618. adressé son Apologie. Ils en sont si contents qu'ils prennent Barneveld sous leur protection. Mais cela ne lui sert de rien. La pièce est sans art, & sans aucun ornement d'éloquence. Le venerable vieillard y expose d'un air simple & naïf les services qu'il a rendus à la Patrie. Il y fait un récit curieux & exact de sa vie & de la manière dont il s'est conduit dans ses emplois. Enfin il répond aux calomnies d'Aersens & des autres qui l'accusoient malignement de s'être enrichi aux dépens du public, & par les gratifications des Puissances étrangères. En racontant la manière dont il déconcerta les mauvais projets du Comte de Leicester, Barneveld représente ingénument ses services rendus au Prince Maurice en même temps.. Le Pensionnaire dit clairement que son excellence lui est redevable de ce qu'elle fut revêtue malgré les oppositions & les intrigues du parti de Leicester, des charges qu'elle possède dans la République. Le fait est certain & incontestable. Mais je ne fais s'il étoit à propos de reprocher en cette occasion les services passés. Un chagrin présent fait oublier les obligations précédentes. En rafraîchir la mémoire, c'est vouloir irriter des esprits déjà trop aigris. Un homme aussi versé dans le monde & dans les affaires que Barneveld, devoit-il parlarsi hautement de ce qu'il fit en faveur de Maurice ? Un Prince reçoit agréablement les services qu'on lui rend, quand il a de quoi les récompenser dignement. Mais s'ils font

sont au-dessus des graces qu'il peut accorder , la vuë de son bienfaiteur l'incommode & le chagrine. Il le hait secrètement. On ne veut pas être trop obligé à ses inférieurs. C'est une charge qui pese & qui embarrasse. La vengeance est plus douce & plus agréable. Il en coute quelque chose pour récompenser un service rendu. En se vengeant , on a du moins le plaisir de mettre un homme hors d'état de nous nuire. Telle est la corruption du cœur humain. Les Princes & les Héros n'en sont pas plus exempts que les autres. Le grand crédit de Barneveld accommoda le Prince d'Orange , tant qu'il fut question de résister au Comte de Leicester & de dissiper son parti. Mais dès que Maurice est établi dans les charges dues à ses services & à ceux de son pere , il ne voit pas sans chagrin la puissance de celui qui les lui a fait obtenir. Il est plus sensible aux contradictions qu'il trouve de la part du Pensionnaire , qu'aux avantages que ce Magistrat lui a procurés.}

Puisque Barneveld explique dans son Apologie ce que c'est que la charge de Conseiller Pensionnaire de Hollande , je croit devoir le rapporter ici. On sera bien-aise de savoir quelles sont les fonctions d'un Magistrat fort considérable dans une puissante République. La charge que j'exerce , dit Barneveld , aux Etats de la Province , est depuis long-temps d'une grande distinction dans le corps de la Noblesse & des villes de Hollande & de West-Frisé. Elle avoit ses honneurs & ses prérogatives sous les anciens Comtes

1618. Comtes du País, & auprès des Gouverneurs que les Princes de la Maison de Bourgogne & de celle d'Autriche nous ont donnés. Celui qui en étoit revêtu portoit le titre d'Avocat Général de Hollande. Les Chevaliers & les Nobles n'ont pas cru qu'il fût au-dessous d'eux de prendre le nom d'Avocat lors qu'ils ont assiégié aux Etats particuliers de leurs Provinces, ni de se regarder comme des Magistrats. Le devoir principal de ma charge, c'est d'avoir soin de votre conservation, de défendre le domaine & les droits de la patrie, de faire assembler les Etats, d'y proposer toutes choses, de recevoir les remontrances & les requêtes qui s'adressent à vous, de les représenter en temps & lieu, d'en délibérer avec la Noblesse, aussi bien que de toutes les autres affaires proposées en pleine assemblée, de déclarer les Resolutions que vous avez prises ou d'un commun consentement, ou bien à la pluralité des voix, de demander ce que les villes en pensent, de conclure au plus grand nombre des suffrages, enfin de faire observer ce qui est ordonné. Nous lisons dans cette Apologie que Barneveld fut chargé de ce pénible emploi en un temps de trouble & de confusion, qu'il remit les affaires sur un bon pied par ses soins & par sa prudence, enfin qu'il le possedoit depuis trente-deux ans.

Le Prince Maurice abat le parti Arminien dans la Gueldre & dans l'Overtis sel. Lors que Barneveld pensoit à se défendre par écrit contre ses accusateurs, le Prince Maurice agissoit vigoureusement pour abattre le parti des Arminiens. Leur union avec Barneveld les lui rendoit odieux & suspects. Il les regardoit comme des gens

gens qui donnaient tous avec plaisir dans le projet de diminuer les droits & la puissance du Capitaine Général. Appuyé des Officiers de guerre & des vieilles troupes, qui sont à sa dévotion, le Prince entreprend de faire exécuter la résolution prise à la pluralité des voix dans l'Assemblée des Etats-Généraux, touchant la cassation des nouvelles milices, de déposer les Magistrats des villes, & d'exclure des Etats, ou particuliers, ou généraux, ceux qui se déclaroient pour l'Arminianisme, & qui agissoient de concert avec Barneveld. Les Rémontrans étoient en grand nombre dans quelques villes de Gueldre, en Overijssel, dans la Province d'Utrecht & en Hollande. Maurice résolut de commencer par la Gueldre, d'aller ensuite dans l'Overijssel & à Utrecht & de finir par la Hollande. Cette Province plus puissante que les autres, devoit faire beaucoup moins de résistance, quand elle ne feroit plus appuyée de deux autres, & quand on auroit écarté ceux qui avoient le plus de crédit dans les villes & dans l'Assemblée des Etats. L'entreprise est certainement périlleuse & difficile. Il semble qu'elle doit causer un bouleversement général dans une République naissante, que ses divisions domestiques ébranlent beaucoup. Maurice a pour lui quatre Provinces & six villes de Hollande. Les trois autres Provinces, le plus grand nombre des villes & des Nobles de Hollande suivent Barneveld qui prétend soutenir les droits & la souveraineté de chaque Province, conformément aux

1618.

*Brande**Histoire de**la Refor-**mation.**l. XXIX.**Mercure**François.**1618.*

1618. aux articles fondamentaux de l'union des sept Provinces.

Je n'entre point ici dans l'examen de la question de droit , si le Prince Maurice pouvoit légitimement en user de la sorte , & si quatre Provinces devoient entreprendre à force ouverte de faire consentir les trois autres à ce qui fut ordonné à la pluralité des voix dans l'Assemblée des Etats-Généraux des sept Provinces Unies ; cette discussion n'appartient pas à l'Histoire.

Grotii A-re. L'Apologie de Grotius est forte pour Barnevekt & pour les autres membres des Etats de Hollande ; je l'avoue. Mais avant que de prononcer , je voudrois savoir ce qu'un habile Jurisconsulte du parti Contre-Remontrant y peut répondre. Qu'il me soit donc permis d'éviter la question de droit. Je dirai seulement que s'il y eut de la violence & de l'injustice dans l'entreprise du Prince Maurice , comme Grotius le soutient avec beaucoup de force & de modération dans sa propre cause ; l'affaire fut du moins conduite avec une extrême prudence & avec une habileté tout à fait extraordinaire. Le Prince abat le parti qui lui est contraire , il ménage si bien les choses au dedans de l'Etat , qu'après une grande secousse , la République se trouve aussi forte & aussi puissante que jamais , quand il est question de faire la guerre aux Espagnols , qui se flattoint que les sept Provinces affoiblies & divisées entr'elles , ne leur resisteroient pas long-temps. Les Ennemis de Maurice admirerent l'adresse & la dexterité d'un Prince , qui savoit maintenir

tenir son autorité, rétablir assez d'union dans la République pour soutenir avec vigueur la guerre contre l'Espagne, & augmenter la belle réputation que ses exploits lui avoient acquise dans l'Europe. 1618.

Suivons-le dans ses démarches. Le voici en Gueldre au commencement de cette année. Il dépose plusieurs Magistrats de la ville de Nimegue ; il chasse les Ministres Arminiens, il écarte un des Députés aux Etats de la Province. Maurice en use de même à Zutphen. De là il marche vers Arnheim. Malgré la résistance & les précautions des Magistrats, il entre dans la ville, & casse les milices nouvellement levées. Trois des Magistrats de Nimegue déposés vont se plaindre à la Haie, & implorer la recommandation des Etats de Hollande. On résout dans l'Assemblée d'écrire aux Etats de Gueldre en faveur des Magistrats déposés, & de leur représenter en même temps les raisons que la Province de Hollande a de refuser son consentement à la convocation d'un Synode National. Amsterdam & les autres villes déclarées pour le parti Contre-Remontrant s'opposent à ce que la lettre soit envoyée au nom des Etats de Hollande. Le Prince étoit à l'Assemblée de ceux de Gueldre lors qu'elle leur fut rendue. Bien loin d'y avoir égard, on approuve ce que Maurice a fait à Nimègue, on écrit aux autres Provinces que la levée des milices est contraire aux articles de l'Union, & à l'autorité du Prince d'Orange qui doit être maintenue. Enfin, les Etats de Gueldre or-

1618. donnent à leurs Députés à l'Assemblée des Etats-Généraux de presser la convocation d'un Synode National. C'est en vain que les Etats de Hollande tâchent de retenir dans leur parti ceux de la Province d'Overissel. Maurice se trouve à l'Assemblée qui se tient à Deventer. Il y agit si efficacement qu'elle consent à la tenuë du Synode National. Voici désormais cinq Provinces contre deux. Elles auroient pu tenir bon, si la Hollande eût été moins divisée. La ville de Schiedam gagnée se détache & se joint aux cinq qui se conforment aux résolutions prises dans l'Assemblée des Etats-Généraux.

Lettres
des Etats-
Généraux
envoies
par tout
pour la
convoca-
tion d'un
Synode
National,
non-ob-
stant l'op-
position
des Pro-
vinces de
Hollande
& d'U-
trecht.

Cette soudaine révolution effraie les Ministres Rémontrans. Persuadés que leurs adversaires seront désormais les plus forts, & qu'on assemblera le Synode National malgré l'opposition de deux Provinces, ils cherchent les moyens d'obtenir que les choses y soient réglées d'une telle manière, que les dogmes controversés s'examinent sans prévention & avec autant d'intégrité qu'il sera possible. Ils dressent pour cet effet une longue remontrance présentée aux Etats de Hollande. On n'y eut pas égard. L'affaire étoit désormais trop engagée. Les Etats de Hollande vouloient tout au plus entendre parler d'un Synode Provincial. La convocation du National leur paroisoit préjudiciable aux droits & à la souveraineté de la Province. Uitenbogart Ministre Arminien de la Haie avoit plus de pénétration & d'expérience que ses confrères.

frères. Il desespéra de tout, dès que le 1618. Prince d'Orange se fut ouvertement déclaré en faveur des Contre-Remontrans. Uitenbogart voit avec chagrin que l'autorité des Etats de Hollande diminue tous les jours, & que Barneveld sera dans peu de temps trop faible pour appuyer les Rémostrants. Ce Ministre demande sans cesse la permission de se retirer. Il veut même sortir des Provinces-Unies. La Princesse douairière d'Orange & le Prince Frédéric-Henri son fils l'arrêtèrent, & le prirent sous leur protection.

Barneveld s'entretenoit souvent avec Uitenbogart dont il estimoit la droiture & la prudence. Je vois les choses dans une telle situation, dit un jour le Pensionnaire à Uitenbogart, que je commence de croire qu'il faut enfin consentir à la convocation d'un Synode afin d'éviter une plus grande division. Il est trop tard, répondit Uitenbogart en soupirant. Plut à Dieu que vous m'eussiez écouté lorsque je vous proposai d'en faire assembler un. Les Etats de la Province n'avoient pas encore perdu la plus grande partie de leur autorité. Votre influence dans les resolutions qui s'y seroient prises, auroit empêché nos adversaires d'être les maîtres. Quelle justice pouvons nous attendre dès lors? Pour moi je ne pense plus qu'à obtenir la permission de me retirer. Dieu vous préserve d'en venir-là, reprit Barneveld. Vous détourageriez tout le monde & les hommes d'Etat & les gens d'Eglise. Le Pensionnaire avoit tellement à cœur de pacifier les differends par un Synode Provincial, ou

1618. National , qu'il en parloit à Uitenbogart dans tous leurs entretiens : & le Ministre persistoit dans son sentiment qu'il n'étoit plus temps d'y penser. Il me semble , lui dit Barneveldt , qu'on pourroit bien dresser une Confession de foi dont les deux partis s'accommodeoient . Il n'y a que trop de Confessions de foi , répondit Uitenbogart. Cela feroit naître encore de nouvelles disputes . Je m'en tiens à nos cinq articles . Il ne faut pas faire d'autre déclaration , dussions-nous étre déposés . Mais , reprit Barneveldt , si vous ne voulez rien relâcher , vous êtes en danger d'être condamnés comme des opiniâtres & des rebelles . Laissez les faire , dit Uitenbogart . Nous sommes los de vivre dans la société de ces gens qui veulent que tout le monde renonce à ses lumières pour se soumettre à leurs spéculations & à leurs préjugés . Les Etats peurvent du moins nous accorder la liberté de demeurer dans notre patrie . Nous ne sommes pas de pire condition que les Luthersens & les autres qui ont leurs Eglises particulières . De quelque manière que les choses tournent , nous soufrirons pluôt les dernières injustices , que de donner occasion à une guerre civile , & à l'effusion du sang de nos compatriotes . Dignes sentiments d'un bon Ministre de l'Evaugile !

Il faut rendre justice à tout le monde . Je n'épouse pas le parti des Arminiens , quoique je croie leurs cinq articles injustement condamnés à Dordrecht . Si parmi les Arminiens , il ne se fût pas trouvé des gens qui donnoient trop de liberté à leurs spéculations sur les mystères de la Trinité &

1618,

& de l'Incarnation, sur la nature & sur les attributs de Dieu, des gens, en un mot, qui paroissoient imbus du Socinianisme, leurs adversaires n'auroient eu aucun reproche raisonnables à leur faire. Les Rémontrans témoignèrent toujours de la modération & de l'équité. Ils offroient une tolérance charitable & Chrétienne. Et c'est à quoi les Contre-Rémontrans ne voulurent jamais consentir. Ils aimèrent mieux former un schisme. Les Chefs des Arminiens prirent la sage résolution de souffrir plutôt que de causer la moindre effusion de sang. Leurs adversaires n'en userent pas de même. Ils furent les conseillers & les auteurs de plusieurs entreprises, où il y auroit eu du sang répandu si les Rémontrans n'avoient pas été meilleurs citoyens; disons tout, meilleurs Chrétiens. Je rapporte cette conversation pour faire voir que Barneveld étoit fort éloigné de servir les Espagnols en mettant la division dans les Provinces-Unies. Il a pu prendre de fausses mesures en certaines rencontres. Les hommes les plus sages & les mieux intentionnés se trompent quelquefois. Plus on examine sa conduite: & plus on se persuade qu'il ne cherchoit qu'à pacifier les différends, en conservant les droits qu'il croioit appartenir incontestablement à chacune des Provinces-Unies. Cependant le parti Rémontrant s'affaiblissait tous les jours en Hollande & ailleurs. Uitenbogart qui prévoit que les Arminiens feront infailliblement opprimés, vient trouver Barneveld

1618. vers le mois de Janvier, & lui dit : Je vois bien, qu'on ne veut plus nous protéger. Peut-être qu'on n'en a plus le pouvoir. Au nom de Dieu, dites-nous, Monsieur ; en quelle situation nous sommes, afin que nous prenions nos mesures. Le Pensionnaire tâcha de rassurer Uitenbogart en lui protestant qu'il ne desespéroit pas d'un bon succès. Tel est le génie de ceux qui ont manié beaucoup d'affaires épineuses ; ils se flattent toujours de trouver de bons expédients. Barneveld ne connoissoit pas la disposition des Contre-Remontrans.

*Brants
Histoire de la Réformation.
L. xxx.* Ils avoient une si furieuse passion que les cinq articles des Arminiens fussent bâtris, qu'ils remuèrent ciel & terre pour empêcher qu'on ne tint un Synode Provincial en Hollande. Ils craignoient que les Etats de la Province n'y fissent prendre quelque voie d'accordement. Quelques Ministres des plus habiles & des plus zélés du parti s'assemblent à Amsterdam. Leur dessein, c'est de persuader aux Magistrats que la tenuë d'un Synode Provincial sera inutile, & que les contestations doivent être décidées dans un Synode National. La ville d'Amsterdam appuia le sentiment de ces Ministres Contre-Remontrans en divers mémoires présentés de sa part à l'Assemblée des Etats de Hollande. Grotius y répondit. Il y eut plusieurs écrits faits là-dessus de part & d'autre. Barneveld propose le projet d'un Synode National, dont il croit que les deux partis peuvent s'accorder. Quelques-uns en présentèrent d'autres. Mais le Prince Mau-

Maurice & le Comte Louis Guillaume de Nassau Gouverneur de Frise prévenus par les Ministres Contre-Remontrans font échouer tout ce qui n'est pas au gré de ces Théologiens entêtés. En vain Grotius dressa encore lui-même , sans la participation de Barneveldt & des Etats de Hollande , un projet d'accommodement que certains Contre-Remontrans modérés trouvoient raisonnable. Le Prince & le Gouverneur de Frise ahuris à la tenuë d'un Synode National n'y firent pas attention. Les Contre-Remontrans pressoient si vivement l'expédition des Lettres de convocation dans l'Assemblée des Etats-Généraux , qu'il fut résolu de les envoier incessamment , malgré l'opposition des Provinces de Hollande & d'Utrecht , & de prier le Roi de France de permettre aux Théologiens Réformés de son Roiaume de venir au Synode.

Ce fut alors que les Etats de Hollande en corps comparurent dans l'Assemblée des Etats-Généraux. Le Pensionnaire portoit la parole. Il offre de la part de la Province , de convoquer un Synode Provincial , auquel elle invitera quelques Théologiens des autres Provinces , gens éclairés , sages , pieux , & bien intentionnés pour la paix , qui auront voix dans le Synode aussi bien que les autres. La proposition est rejetée. Les Etats-Généraux persistent dans leur resolution d'assembler un Synode National. Toute autre chose n'est pas du goût des Contre-Remontrans. Il leur faut une Assemblée , où ils soient...

1618. assurés de la pluralité des voix. Les Etats-Généraux envoient donc leurs Lettres de convocation aux sept Provinces. Ils écrivent au Roi d'Angleterre, aux Eglises Réformées de France, à divers Princes, à quelques Républiques & les prient d'envoyer des Théologiens à Dordrecht où le Synode est indiqué. Les Etats de Hollande & d'Utrecht refusent de recevoir des Lettres écrites contre leur sentiment: ils les renvoient aux Etats-Généraux. Ceux de Hollande se plaignent hautement de l'atteinte donnée à leur Souveraineté, en indiquant contre leur gré un Synode dans une ville de la Province. On presse les Magistrats de Dordrecht de ne souffrir pas qu'une pareille Assemblée se tienne chez eux: on leur représente le préjudice que l'entreprise de cinq Provinces porte aux droits légitimes de celle de Hollande. Enfin, on écrit à toutes les Puissances & aux Eglises à qui les Etats-Généraux avoient adressé des Lettres, afin de les informer de la contestation muë entre les Provinces, & du droit que celles de Hollande & d'Utrecht ont de s'opposer à la convocation d'un Synode National. Il y eut divers Manifestes publiés de part & d'autre. Cinq Provinces soutiennent qu'elle est légitime: & les deux autres repliquent pour la défense de leurs droits & de leur souveraineté.

Le Prince
Maurice
abat le
parti Ar-
minien à
Utrecht,

Pendant qu'on se prépare à faire condamner les cinq articles des Arminiens dans un Synode National, le Prince d'Utrecht, range penché de son côté aux moyens de per-

perdre leur parti sans ressource dans les Provinces d'Utrecht & de Hollande. Il avoit cassé les milices & changé les Magistrats dans la Gueldre & dans l'Overissel, il ne lui restoit plus qu'à faire de même à Utrecht & dans plusieurs villes de Hollande. Maurice l'entreprit avec beaucoup de hauteur & d'autorité. Mais pour se rendre moins odieux dans une République libre, il agit toujours en vertu de la commission que les Etats-Généraux lui donnèrent. En se défaisant des ennemis de son autorité, le Prince sembloit exécuter les ordres d'une puissance supérieure. Les cinq Provinces sont d'avis dans l'Assemblée des Etats-Généraux qu'on casse les milices nouvellement levées, & elles exhortent la Hollande à le faire de bonne grâce. Toujours jalouse de son indépendance & de sa liberté, la Province répond qu'elle a droit d'en user comme il lui plaira, & que des Souverains peuvent avoir autant de soldats qu'ils le jugent à propos pour la sécurité de leurs villes. Nouvelle contestation. Des sept Provinces-Unies, cinq soutiennent qu'aucune d'elles ne peut lever des gens de guerre que du consentement de toutes les autres. Quelques jours après, l'Assemblée des Etats-Généraux prend à la pluralité des voix la résolution d'envoyer des Députés à Utrecht afin de persuader aux Etats de la Province de renvoyer leurs milices. La prière étoit un véritable commandement. Le Prince Maurice va lui-même à Utrecht. Il étoit d'autant plus assuré de réussir que certaines

1618. mes gens disposèrent le peuple à souhaiter la cassation d'une milice qui lui étoit à charge. Les Etats de Hollande avertis du dessein formé, députent de leur côté quelques-uns de leurs membres à Utrecht. Grotius Pensionnaire de Rotterdam & Hoogerbercts Pensionnaire de Leide étoient les principaux de cette députation. Ils exhorent les Etats d'Utrecht à tenir ferme. Ledemberg leur Secrétaire un des plus zélés du parti Rémontrant, ménage si bien les choses conjointement avec les Députés des Etats de Hollande, que ceux de la Province d'Utrecht résolurent d'agir toujours de concert avec les Hollandais.

Le Prince d'Orange arrive accompagné de quelques Députés des Etats-Généraux. Il se trouve à l'Assemblée des Etats d'Utrecht. Maurice leur propose le renvoi des milices, & le consentement à la convocation d'un Synode National. Après quelques jours de délibération, ceux d'Utrecht répondent qu'ils sont engagés à ne rien faire que de concert avec les Etats de Hollande, & qu'ils enverront des gens à la Haie, savoir le sentiment des Hollandais, sur le renvoi des milices. Pour ce qui regarde la convocation d'un Synode National, ajouterent les Etats d'Utrecht, nous n'y pouvons consentir. Les Députés de Hollande vont trouver le Prince. Ils tâchent de l'arrêter en lui représentant que les Etats de leur Province les envoient, afin de conférer avec ceux d'Utrecht sur la sécurité des deux Provinces, & sur le renvoi des milices, parce que l'une ne veut rien faire

faire sans le consentement de l'autre. Pour rendre la députation de Hollande inutile, & empêcher que les Officiers des vieilles troupes ne deferent à l'ordre que les Etats de Hollande, à la solde desquels ils sont, leur envoioient d'obéir exactement à ce que les Députés de Hollande leur commanderont, Maurice fait venir adroitement des geus de la part de la ville d'Amsterdam & des cinq autres opposées aux Rémontraus. Ceux-ci déclarent aux Etats d'Utrecht & aux Officiers des vieilles troupes, que Grotius, Hoogerbeets & leurs collègues ne sont point envoyés par les Etats de Hollande, puisque six villes de la Province s'opposent à leur commission. D'un autre côté le Prince ménage si bien le peuple d'Utrecht, qu'appuyé des Officiers des vieilles troupes qui sont là en garnison, & dont il dispose à sa volonté, Maurice casse sans résistance les nouvelles milices, change les Magistrats de la ville, & met les Contre-Rémontraus en possession de l'Eglise Cathédrale. Ledemburg Secrétaire des Etats de la Province est déposé & mis en prison. Ce pauvre homme ayant entendu dire qu'on lui fera souffrir la question, il en est si épouvanté qu'il se tue lui-même.

Maurice revint content & glorieux à la ^{Boissise}
Haie. L'affaire qu'il avoit finie n'étoit ^{Conseil-}
^{du Roide} moins difficile, ni moins importante pour arriver à la
lui que la prise d'une place. Il faut lui ^{Franceas.}
rendre ce témoignage, qu'il la conduisit ^{qualité}
avec beaucoup d'adresse & de dexterité. ^{d'Ambas-}
Tout le parti Contre-Rémontrant le re-
^{Extraor-}
^{dinaire.}

1618. mercie amplement. Les Etats-Généraux, c'est-à-dire les cinq Provinces & les six villes de Hollande, approuvent ce que son Excellence a fait: ou lui donne de grands éloges. Les moins clairvoians jugèrent alors que la ville & la Province d'Utrecht ayant cédé, le reste de la Hollande ne résisteroit pas long-temps. Barneveld pa-

Brande roit déconcerté. *Episcopius* & quelques *Histoire* autres Ministres Arminiens lui ayant de-*la Refor* mandé, s'il y a de la seureté pour eux, *maison L.* en cas qu'ils exhortent le peuple à demeuer *XXIX.* fidèle aux Magistrats des villes, le *Du Man-* *Pensionnaire* leur répond franchement *les Mémoi-* *vers sur* qu'il ne fait que leur dire. Le bon vieil-*Barnoveli-* bard est lui-même sur le bord du précipi-*ce.* Il espéroit en vain que les instances de l'Ambassadeur extraordinaire de France feroient quelque bon effet. Boissise Con-*feiller* d'Etat venoit en cette qualité à la Haie. Il avoit ordre d'exhorter les sept Provinces à se réunir, & de se plaindre de certaines choses injurieuses au Cou-*seil de France* qu'Aersens débitoit dans ses libelles. Le nouvel Ambassadeur s'ac-*quitte* bien de sa commission. Il n'oublie rien de ce qui peut poiter les Etats-Généraux à finir leurs contestations: il leur offre l'entremise & la médiation du Roi son maître. On le remercia fort honnê-*tamente.* Au reste, lui dit le Président de l'Assemblée, la division n'est pas si grande *parmi nous que certaines gens se l'imaginent.* On ne craint rien pour la République: s'il y avoit le moindre danger, nous en aurions donné avis au Roi. Nous prions seulement *sa Ma-*

Majesté de permettre à trois ou quatre Théologiens Réformés de son Royaume, de venir au Synode indiqué à Dordrecht. On y examinera uniquement certains articles de doctrine qui font du bruit dans ces Provinces.

1618.

Peu de temps après la première audience donnée à Boissise, les Etats-Généraux publient à la Haie au son du tambour, une ordonnance pour la cassation des nouvelles milices en Hollande. Les Députés de la Province & l'Ambassadeur de France avoient demandé qu'on différât la publication d'un Edit, dont les suites seroient peut-être dangereuses. Il étoit à craindre que les Magistrats qui levèrent ces milices, ne s'opposassent à leur renvoi, & qu'il n'y eût du sang répandu. Elles faisoient toute la feureté des Magistrats du parti de Barneveld. On juge que la cassation de nouvelles troupes sera suivie de la déposition & de la ruine de ceux qui ont donné le conseil de les mettre sur pied. Que savoit-on si des gens poussés à bout avec tant de hauteur, ne penseroient pas à se maintenir dans leurs postes avec le secours des milices qui étoient à leur dévotion ? Rendons justice aux Rémontrans. En toutes rencontres ils aimerent mieux céder & souffrir, que de verser du sang. Les anciens Romains dont l'Histoire nous vante les beaux sentimens n'eurent pas toujours autant de vertu que ces dignes Magistrats Hollandois. Il n'appartient qu'à la Religion Chrétienne de faire de véritables gens de bien. L'extrême rigueur avec laquelle on en usoit, n'irrita point ceux-

Ordonnance des Etats-Généraux pour la cassation des nouvelles milices en Hollande

Brande Histoire de la Réformation. L, XXIX,

1618. ci. Ils virerent, sans s'émouvoir, que bien loin d'avoir égard à leurs sages remontrances pour obtenir du délai, on envoioit ordre aux Capitaines des milices de mettre les armes bas & de se retirer dans vingt-quatre heures sous peine d'être traités comme rebelles. La ville de Rotterdam fait le conseil que Grotius lui donne de renvoyer les milices avant que de recevoir l'ordonnance des Etats-Généraux. Elle est exécutée à Leide & ailleurs avec une sagesse & une modération qu'on ne sauroit assez admirer. Je ne repete encore. Le sacrifice que firent les Magistrats de plusieurs villes de Hollande, en obéissant pour le bien de la paix & de l'union des Provinces à un ordre émané d'une Assemblée qu'ils ne croioient pas avoir droit de leur commander en cette rencontre ; ce sacrifice, dis-je, est quelque chose de grand & d'héroïque. C'est un exemple singulier de l'amour qu'un bon citoyen doit avoir pour la Patrie.

Barneveld Une affaire arrivée à la Haie fit cesser tout à coup le bruit que causoit la cassation des milices. On n'en parla plus. **Grotius** & Hoo-gerbeets sont arrêtés à la Haie. On toute la Hollande. Barneveld avoit : deux differens avis qu'on tramoit quelque chose contre lui, & qu'il feroit bien de se tenir sur ses gardes. Content du bon témoignage de sa conscience, le Pensionnaire communiens des villes de Hollande tenu de faire les fonctions de sa charge avec la même tranquillité. Lorsqu'il étoit dans l'ancien château des Comtes de Holland à la Haie pour se trouver à l'Assemblée des Etats de la Province, on lui vint dire



J. Lamsyeld del. et fec.

1. 1. 1. 1. 1. 1. 1. 1. 1. 1.

2. 2. 2. 2. 2. 2. 2. 2. 2. 2.

dire que le Prince Maurice le pria de monter à sa chambre, & que son Excellence vouloit lui parler. Le Pensionnaire y va bonnement: & des gens apostés l'arrêtent prisonnier avant qu'il entre dans la chambre du Prince, Barneveld demande ^{Brande Histoire de la Ré-} la permission de dire deux ou trois mots à ^{LXXXI.} ^{Vie de Barneveld.} Maurice. On la lui refuse. Le même ^{formation} tour fut joué à Hoogerbeets & à Grotius. Ils furent arrêtés en entrant dans l'appartement du Prince, où son Excellence ^{Mercure François} les avoit pareillement mandés. Cette en- ^{1618.} reprise inouïe mit tout le monde en mouvement à la Haie. Schagen & Asperen Nobles de Hollande & d'une grande considération dans l'Etat, percèrent malgré la résistance des Gardes jusques à la chambre où Barneveld fut conduit. Ils demandent hautement qu'on relâche le Pensionnaire; & ces deux Messieurs paraisoient déterminés à l'emmener avec eux. Maurice accourt au bruit. Il commande qu'on ôte l'épée aux deux Nobles, & qu'on les arrête jusques à ce que les Etats-Généraux en aient ordonné. *Je cras qu'ils en feront quittes pour une reprimande,* ajouta le Prince, afin d'apaiser les parents & les amis de ces deux Messieurs. Ils auroient pu former un parti trop puissant en se joignant à ceux des trois Magistrats prisonniers.

On affiche incontinent un placart sans signature & sans autorité. On y avertissoit le public, que dans la nécessité de prévenir les malheurs dont la République est menacée, & d'y rétablir la paix & l'union,

1618.

l'Union, les Etats-Généraux ont cru devoir faire arrêter Barneveld, Hoogerbeets & Grotius auteurs d'une émète arrivée à Utrecht, & d'une entreprise capable de causer un grand dommage à la Ville & à la Province d'Utrecht, jusques à ce qu'ils rendent raison de leur conduite & de l'administration de leurs charges. Ceux qui

*Grotius
Apologie
tico eorum
qui Hol-
landiae
praeue-
runt. Cap.
XIII.*

lurent ce placart informe firent mille raisonnemens divers selon leurs préjugés & leurs passions. Ces trois hommes, disoient les Contre-Remontrans emportés, sont cause de toutes nos divisions. Les Etats-Généraux ont sagement fait de les mettre en prison, comme des rebelles & des séditieux. Puisque les Etats de Hollande s'opinidtrent à les protéger, pourquoi les Etats-Généraux ne prendront-ils pas connoissance de la conduite de ces gens, qui par leurs caballes & par leurs factions rompent la bonne correspondance entre les Provinces, & ruinent le fondement principal de la République. Fort bien, répondoint quelques uns plus modérés & moins prévenus : Mais est-il vrai que les Etats-Généraux aient ordonné cet emprisonnement ? voici un placart sans nom & sans signature. Ceux qui savent ce qui s'est passé dans l'Assemblée des Etats-Généraux, soutiennent qu'il n'y a eu aucune résolution prise d'arrêter ainsi trois des principaux Magistrats de Hollande. On ne produit point d'ordre par écrit. Qui a donc entrepris une chose si extraordinaire ? Sept ou huit particuliers sans autorité, sans caractère, ennemis déclarés des prisonniers. On nous dit maintenant que les Etats-Généraux approuvent ce qui s'est fait.

fait. Cet aveu postérieur rend-il valide & légitime une chose nulle & contraire aux loix par elle-même. Selon le Droit reçu en Hollande, on ne met personne en prison, à moins qu'on n'ait informé précédemment, s'il n'a pas été surpris dans le crime, & que quelqu'un n'ait porté sa plainte contre lui. A-t-on fait des informations précédentes contre ces trois Messieurs ? Les a-t-on surpris dans une mauvaise action ? Ils venoient faire leurs charges lors qu'on les a mis en prison. Qui a porté des plaintes à leurs juges ? Quel Magistrat a donné le décret de prise de corps ? Ce sont les Etats-Généraux qui se plaignent des caballes & des intrigues de ces ennemis secrets de la patrie, dirent quelques-uns pressés par la force de ce raisonnement. Les Etats-Généraux, leur repliquoit-on, n'ont donc pas dû ordonner qu'on les mit en prison. Les mêmes personnes font-elles juges & parties.

Les gens versés dans les loix & dans les affaires politiques refléchissoient plus profondément sur cette nouveauté. On remarquoit que les trois Magistrats ne pouvoient pas être arrêtés par un ordre précis & formel des Etats-Généraux, dont ils n'étoient point justiciables. Cette Assemblée, disoit-on, n'a aucune Jurisdiction sur les sujets d'une Province particulière, encore moins sur les Officiers & sur les Magistrats de Hollande. C'est une Loi constante de l'Union des sept Provinces, qu'une ne peut rien entreprendre sur les droits de l'autre. Comment a-t-on mis des Magistrats de Hollande en prison sans, & même

1618. me contre la volonté des Etats de la Province leurs uniques & légitimes Souverains ? On les arrête dans l'ancien palais des Comtes de Hollande. Les Etats-Généraux n'y ont aucune juridiction. Ils s'y assemblent ; il est vrai : mais c'est par la permission des Etats de la Province. La seule Cour de Hollande peut exercer quelque acte de Jurisdiction en cet endroit, parce qu'elle représente le Souverain. Le monde tâtonnoit encore sur les artifices employés pour arrêter les trois Magistrats. Aucun acte juridique, disoit-on, ne se doit faire par fraude & par tromperie. Le Prince tâchez qui ces Messieurs ont été arrêtés, tient des Etats de Hollande tout le pouvoir qu'il a dans la Province, en qualité de Gouverneur. Il ne peut rien ordonner lui seul. Si c'est une affaire de droit, il faut qu'elle soit jugée dans la Cour de Hollande. Ce qui regarde le gouvernement de la Province se décide dans l'Assemblée des Etats, ou dans la Chambre de ceux qui les représentent. Les gens sages & bien intentionnés remarquèrent avec plaisir que le Prince Frédéric-Henri ne prit aucune part dans tout ce que Maurice parut faire. On admirait sa pénétration & sa prudence. Il se conservoit l'estime & l'amitié des deux partis, pendant que son frère se rendoit odieux & suspect à bien des gens, afin de maintenir & d'augmenter même l'autorité d'une charge destinée à Frédéric après la mort de Maurice.

Les Etats de Hollande délibérèrent plusieurs fois sur l'emprisonnement de leurs principaux Membres. Mais ils ne peuvent

vent prendre aucune resolution certaine & vigoureuse. Outre que les Villes de la Province ne s'accordent pas entr'elles, Maurice avoüé par les Etats-Généraux, renvoie les Hollandais à débattre leur droit & leur souveraineté avec les autres Provinces. Les Villes de Leide & de Rotterdam lui firent des remontrances en faveur d'Hogerbeets & de Grotius leurs Pensionnaires. *Cela ne me regarde pas, dit-il. C'est l'affaire des Etats-Généraux.* On s'adroste à vous, Monseigneur, comme au Gouverneur de la Province, lui repliquerent les Députés de Leide : *En cette qualité vous devez maintenir ses droits & ses priviléges.* L'instance étoit forte & pressante. Maurice fit semblant de ne la pas bien comprendre. Il renvoioit tout aux Etats-Généraux. Resolu à donner le dernier coup au parti Rémontrant encore étourdi de celui qu'il venoit de lui porter en arrêtant ses trois principaux Chefs, le Prince va bien accompagné dans toutes les villes de Hollande. Il fait déposer les Magistrats qui ne sont pas à son gré. On en met d'autres en leur place, & personne n'ose résister. La ville d'Amsterdam n'est pas plus exempte que les autres, quoi que ce soit la plus favorable aux Contre-Rémontrans. Ces Messieurs croioient que certains Magistrats d'Amsterdam n'avoient pas assez de zèle & de ferveur. Ils furent déposés aussi bien que les Arméniens déclarés. La face des affaires change tellement depuis l'emprisonnement de Bannevelt, que les Etats de Hollande remer-

1618. mercient le Prince Maurice de tout ce qu'il a fait. Ils lui promettent de reconnoître & de maintenir les nouveaux Magistrats établis dans les villes de la Province.

Instances des Ambassadeurs de France craignirent que les entreprises du Prince d'Orange, ne bouleversassent la France en Hollande, & les autres Provinces-Unies. Ils demandent audience aux Etats-Généraux & des autres. Après avoir intercedé fortement au nom du Roi leur maître en faveur de Barneveld, dont Boissise releva le mérite & les services rendus à la patrie, il représente aux Etats qu'une pareille secoussé dans une République naissante, aura peut-être des suites fâcheuses. Vous savez, leur dit l'Ambassadeur, que le peuple de ces Provinces n'aime pas d'être contraint. Ce qu'on obtient de lui par un consentement volontaire, est toujours plus certain, plus durable, que ce qu'on lui arrache par la violence.

Brandt Histoire de changemens qui se font maintenant dans la Reformation. I. Magistrature des villes. Mais enfin, ceux XXXI. qui sont déposés ont leurs parens, leurs amis, Du Marrier dans & leurs créatures. Ne doit-on pas craindre ses Memoirs qu'ils ne tachent de rentrer dans leurs places res sur Barneveld. à la première occasion? Secondes des gens qui leur appartiennent, & de leurs amis, les Magistrats dépossédés traiteront les autres de la maniere dont ils ont été traités eux-mêmes. Quelle funeste division tant de passions violentes ne causeront-elles pas dans votre République? Souvenez-vous des mœurs que les partis de Marius & de Silla firent à la

à la République de Rome. Les deux factions eurent le dessus tour à tour. Le chef de celle qui fut enfin supérieure obtint une Dictature perpétuelle. Si Mithridate & les autres ennemis du peuple Romain eussent su profiter de ses divisions, jamais la République ne se seroit relevée des pertes qu'elle fit dans ses guerres civiles. Vous avez des ennemis aussi opinionnés, & plus fins que ceux qui avoient juré la perte des Romains.

Boissise insista encore sur la satisfaction que le Roi son maître demandoit au regard du libelle publié par Aersens. L'Am-bassadeur ne put rien obtenir ni pour les prisonniers, ni contre leur ennemi déclaré que le Prince d'Orange appuioit de tout son crédit. Mécontent de ce que les Etats-Généraux ménagent si peu le Roi son maître, Boissise prend son audience de congé. Il part sans vouloir accepter le présent qui se fait ordinairement aux Ambassadeurs. En entrant dans Anvers, il reçut ordre de retourner à la Haie, & d'offrir derechef ses bons offices & la médiation de Louis pour appaiser les differends. Boissise retourne sur ses pas. Il fait de nouvelles instances. On le remercie en termes généraux, & les Etats prennent du temps pour délibérer. Quelques-uns furent d'avis qu'on s'ouvrît au Ministre d'une Couronne alliée & ancienne amie de la République. Ils représentent qu'une si grande réserve est capable de refroidir le Roi Très-Chrétien, & que dans peu de temps l'Etat aura besoin du secours de la France contre l'Espagne. Ceux qui avoient résolu de

1618: de perdre Barneveld rejettèrent cet avis. Ils voioient bien que si Louis entroit comme médiateur en connoissance de la cause véritable des divisions de la République, il sauveroit infailliblement un homme dont le Roi son pere estimoit la capacité & la vertu.

Tout ce qui vient de la Cour de France, nous doit être suspect, disoient ces gens. Elle est pleine de Pensionnaires du Roi d'Espagne. On n'y fait rien que de concert avec le Conseil de Madrid. C'est à sa sollicitation que le Roi de France nous envoie un Ambassadeur extraordinaire. On se déifie de tout ce que nous proposons dans les Cours Catholiques Romaines. Pourquoi n'autons-nous pas la même précaution contre des puissances qui s'accordent toutes dans le dessein de ruiner notre Religion? Ne comptons point trop sur le secours de la France, quand il faudra rentrer en guerre avec l'Espagne. Outre qu'il y a une alliance si étroite entre les deux Couronnes, que Louis semble oublier ses véritables intérêts pour faire plaisir à Philippe son beau-pere; nous voions de si grandes semences de division à la Cour, & dans tout le Royaume de France, que le Roi ne sera de long-temps en état de penser aux affaires du dehors. Comment a-t-il secouru le Duc de Savoie? Les Espagnols auroient enlevé tout le Piémont, si la nécessité de soutenir la Maison d'Autriche en Allemagne, ne les avoit obligés à laisser l'Italie en repos. Ils seront désormais assez occupés en Allemagne. Les brouilleries y augmentent tous les jours. La Maison d'Autriche est en danger de perdre

dre la couronne Impériale. Tant que les affaires de l'Europe seront dans cette situation, nous n'avons pas beaucoup à craindre du côté de l'Espagne. On pourra lui résister sans le secours de la France. En tout cas, si les Espagnols deviennent supérieurs, il faudra bien que la Cour de France ouvre les yeux. Elle nous donnera du secours, sans que nous lui en demandions. Son intérêt l'engage à nous soutenir.

Il fut conclu dans l'Assemblée des Etats-Généraux qu'en se contenteroit d'écrire au Roi Très-Chrétien, de le remercier de ses bons offices, & de le prier de permettre à quelques Théologiens François de la Religion Réformée, de venir au Synode convoqué à Dordrecht. On dressa un mémoire qui servit de réponse aux remontrances de l'Ambassadeur extraordinaire. Les affaires de la République, dit-on, ne sont point en si mauvais état, que certains gens le rapportent à sa Majesté. La prudence & l'activité de M. le Prince d'Orange ont rétabli ce qui regarde le gouvernement des Villes & des Provinces. On espère que le Synode prochain terminera les contestations élevées dans nos Eglises. Puisque sa Majesté veut bien contribuer au rétablissement de la paix dans ces Provinces, nous la prions instamment d'envoyer à notre Synode quelques Théologiens Réformés. Boissise & Du Maurier se regardent l'un l'autre après avoir lu cette réponse. Ces gens-ci se moquent de nous, dit Boissise. Le Roi m'ordonne de leur offrir sa médiation & son entremise : Et ils lui demandent trois ou quatre Ministres pour

1618. pour discuter des points de Théologie. Les deux Ambassadeurs admirèrent en cette occasion l'habileté du Prince d'Orange. En moins d'un an, disoient-ils, Maurice a ruiné un puissant parti contraire à son autorité. Sans répondre une goutte de sang, il s'est rendu maître des affaires en Hollande & dans les autres Provinces. Barneveld s'est perdu dès qu'il a donné atteinte aux droits du Prince. Tout ce que nous pouvons faire; c'est de sauver la vie à ce vieillard infortuné. Et je ne sais si nous en pourrons venir à bout.

Boissise & Du Maurier demandent encore audience aux Etats-Généraux avant la fin de cette année. On la leur donne. Ils lisent dans l'Assemblée & y présentent un mémoire qui fut rendu public. Après une petite préface où les Ambassadeurs disent que le Roi leur maître leur ordonna de continuer leurs bons offices pour le bien & le repos des Provinces-Unies, quoique les précédens n'eussent pas été aussi bien reçus que l'alliance de la République avec la France, & la bonne amitié que sa Majesté leur avoit toujours témoignée, sembloient le demander; après ce reproche, dis-je, les deux Ambassadeurs avertissent les Etats-Généraux de prendre garde que les changemens faits dans la Magistrature, n'augmentent les animosities & les divisions, bien loin de les diminuer. Toutes les innovations dans les Loin & dans la police sont dangereuses disoient les Ministres de France, à moins qu'elles ne se fassent par une grande nécessité, & qu'elles ne paroissent si utiles à l'Etat,

Brande Histoire de la Réformation. l. XXXII. prenne garde que les changemens faits dans la Magistrature, n'augmentent les animosities & les divisions, bien loin de les diminuer. Toutes les innovations dans les Loin & dans la police sont dangereuses disoient les Ministres de France, à moins qu'elles ne se fassent par une grande nécessité, & qu'elles ne paroissent si utiles à l'Etat, que

que personne ne s'en puisse plaindre. Vous
devez donner ordre que les nouveaux Ma-
gistrats se conduisent avec tant de prudence
& de modération, que le peuple naturellement
léger & inconstant, n'ait pas sujet de re-
gretter l'ancien gouvernement, & que ceux
qui sont déposés de leurs charges supportent
avec patience l'innovation, persuadés qu'ils
feront qu'elle a été faite pour le bien public.
L'avis étoit sage & digne des lumières &
de l'expérience de Boissise & de son Col-
légiue Du Maurier qui semble avoir dressé
le mémoire.

Je ne sai si je me trompe. On y remar-
que à mon avis que la France craignoit
que le Prince d'Orange ne devint trop
puissant dans les Provinces-Unies. N'est-
ce point le motif qui la portoit à s'em-
ployer avec tant de chaleur pour Barne-
velt & pour son parti ? Maurice maître des
affaires dans les Provinces-Unies pouvoit
se faire un mérite de protéger les Hugue-
nots en France. Le Maréchal de Bouil-
lon étoit son beaufrère & le Duc de la
Trimouille son neveu. Robau & les au-
tres Seigneurs Réformés en France re-
cherchoient tous à l'envi l'amitié de Mau-
rice. La Cour estimoit sa valeur & son
habileté dans le métier de la guerre. Mais
l'ambition d'un Prince amoureux de la
 gloire & reveré dans tout le parti Pro-
testant, lui dounoit de l'inquiétude. On
s'accommodoit mieux de l'humeur aisée
& tranquille de Barneveld & de ceux de
son parti. Contens de faire fleurir les Arts
& le Commerce dans leurs villes, ces bons
Tom. III. N Ma-

1618. Magistrats de se mêloient des affaires du dehors, qu'autant qu'il étoit nécessaire afin d'empêcher la trop grande puissance de l'Espagne l'ennemie irréconciliable de leur République.. Barnewelt & les autres ne vouloient point entrer trop avant dans les intérêts des Réformés de France. Ils les aidoient tout au plus de leur recommandation & de leurs bons offices. Cette réserve fut apparemment une des causes de la grande aversion des Eglises Réformées de France pour le parti Arminien, & de la prévention du Duc de Rohan & des autres Seigneurs contre Barnewelt. Ils ne le trouvoient pas assez bien intentionné pour l'avancement de la Réformation. Le zèle impétueux & violent des Contre-Réformans étoit d'autant plus du goût des Huguenots, que la Cour sembloit le craindre. Je reviens à la suite du Mémoire des Ambassadeurs de France.

Des changemens faits dans la Magistrature, ils passent à l'affaire du Synode National ouvert depuis un mois. Nous espérons, disoient Boissise & Du Maurier, que cette Assemblée trouvera quelque moyen d'accordement sur les articles qui ont causé des disputes & un schisme dans ces Provinces. Mais pour rendre votre Synode plus utile, il faut qu'il soit libre ; qu'il y ait de la sûreté pour ceux qui s'y trouveront ; que les dogmes s'y examinent sans intérêt & sans passion ; que ceux qui composent le Synode n'aient point d'autre but que la gloire de Dieu & le repos des consciences. Quiconque entreprendra d'expliquer les mystères subli-

mes

mes dont il est question. Et de découvrir les 1618.
 trésors de la sagesse divine , sans une grande
 humilité & sans une entière soumission à ce
 qu'il a plu à Dieu de révéler aux hommes ,
 celui-là se trouvera autant éloigné de la vé-
 rité , qu'il croira en être plus près. On est
 surpris de voir des Ambassadeurs de Fran-
 ce parler si bien pour les Arminiens. Quel
 intérêt leur Maître avoit-il d'empêcher
 que les cinq articles fussent condamnés ?
 Je ne sais si Du Maurier n'avoit peint du
 pechant pour l'Arminianisme. Son étroi-
 te liaison avec Grotius le fait penser.
 Peut-être que Du Maurier inséra dans le
 Mémoire deux ou trois périodes en faveur
 d'une doctrine qui lui paroissoit plus rai-
 sonnable que celle des Calvinistes.

Le dernier point de la remontrance re-
 garde Barneveld & les deux autres prison-
 niers. C'est sur quoi les Ambassadeurs
 insistent particulièrement. Ces personnes ,
 disoient-ils , sont accusées des crimes les plus
 énormes , de trahir la patrie , d'être d'intelli-
 gence avec vos Ennemis , d'avoir exposé vos
 villes au danger d'être pillées & leurs habi-
 tans à être tués. Si les prisonniers sont cou-
 pables d'une si grande perfidie , le Roi no-
 tre maître vous conseille d'exercer contr'eux
 la rigueur des loix. Souvenez vous seule-
 ment , Messieurs , que les Princes pardonnent
 en plusieurs rencontres les entreprises contre
 leur propre personne. Les Républiques éparg-
 gnent plus que les autres le sang des Ci-
 -tois. Une des marques principales de la
 liberté , c'est qu'on ne touche pas facilement
 à la vie des sujets de l'Etat. L'accusation de

1618. crime de Lèze-Majesté se doit prouver selon les termes précis de la loi. Il n'est pas permis de la tirer par des inductions & par des conséquences de certaines actions qui ne sont pas comprises sous le nom de haute trahison. Les contentions qui arrivent souvent dans le maniement des affaires, la jalouse de conserver son crédit & son autorité, l'ambition qui porte les hommes à entreprendre plus qu'ils ne doivent, sont des maux ordinaires dans les Etats. Ils causent des inconveniens & des malheurs. Mais on ne punit pas ces désordres comme des crimes de Lèze-Majesté. On juge de la nature de l'action d'un homme par son intention, par le dessein qu'il s'est proposé, & non par les suites que son entreprise peut avoir. Nous avons si bonne opinion de votre prudence & de votre intégrité, que nous ne doutons pas, Messieurs, que vous n'apportiez ce discernement & cette équité dans l'examen de l'affaire de vos prisonniers. Il est question de la vie de trois de vos principaux Officiers, dont un est le plus ancien Conseiller de votre Etat. M. Barneveld est si recommandable par les services signalés qu'il a rendus à votre République : & les Princes, vos alliés ont des preuves si certaines de sa fidélité & de son amour pour la patrie, qu'ils ont peine à se persuader que M. Barneveld ait conspiré à la ruine d'un Etat pour lequel il a tant travaillé. Cependant puisqu'il est appelé en justice, il est important pour la sécurité de ces Provinces que la vérité soit connue. Il est certain qu'il y a beaucoup de bon sens & de raison dans ces remontrances.

Après

1618.

Après avoir exhorté les Etats-Généraux à donner des Juges intégrés & desintressés aux trois prisonniers, les Ambassadeurs leur conseillent de la part du Roi leur maître d'user de douceur & de clémence. C'est le moyen le plus propre, disoient-ils, à gagner l'amour du peuple & à le rendre obéissant. Par là vous réunirez vos sujets divisés, & vous adoucirez l'aigreur qu'ils ont les uns contre les autres. Le conseil étoit bon & salutaire. La mort de Barneveld augmenta les animosités, au lieu de les diminuer. On en parle encore en Hollande avec douleur & avec ressentiment. Que je fai bon gré à l'incomparable Louïse de Coligny d'avoir empêché que le Prince Frédéric-Henri son fils n'entrât dans une affaire si odieuse ! Nous avons ordre, poursuivent les Ministres de France, d'ajouter ici la prière & la recommandation du Roi notre maître en faveur de M. Barneveld. L'intérêt que sa Majesté prend à la conservation de votre République, & la connoissance que le Roi a de ce que le prisonnier a fait pour la patrie, engagent sa Majesté à parler en faveur de M. Barneveld. Il a toujours pris un soin particulier de maintenir l'alliance entre la Couronne de France & cet Etat. Le Roi ne peut pas le croire coupable à moins que vous ne fassiez voir évidemment le crime à sa Majesté. Le Mémoire finissoit par une espèce de menace. Si nonobstant les bons avis que nous vous donnons de la part du Roi notre maître, disoient Boissise & Du Maurier, vous préferez la rigueur à la clémence, sa Majesté aura

1618. L'avantage & la consolation de vous avoir donné en bon ami & allié des conseils aussi salutaires, que les mesures violentes que vous prendrez, peuvent être dangereuses. Nous ne vous dissimulerons pas que sa Majesté se tiendra offensée du peu de respect que vous aurez eu pour ses avis & pour ses prières. Vous avez reçus jusques à présent des marques de la bienveillance du Roi; il sera obligé de changer de conduite & de sentiment, si vous n'aurez pas assez de soin de ménager son amitié.

Réponse. Les Etats-Généraux donnèrent le 19. des Etats-Decembre leur réponse aux Ambassadeurs Généraux au Mémoi^r. Des gens qui n'avoient aucune envie d'agres des Ambassadeurs du Roi de France, ne purent la concerter de leurs de France. p'^{re} une manière plus adroite, ni plus honnête. On témoigne d'abord être fort surpris du reproche des Ambassadeurs, que les Etats-Généraux, n'ont pas assez bien reçus les bons offices de sa Majesté, à l'occasion des derniers mouvements. On proteste ensuite qu'on a toujours eu un soin particulier d'observer exactement les Traites faits avec la Couronne de François. Le 25. de Decembre, & de ménager les bonnes grâces du Roi, dont les Etats-Généraux recevoient avec beaucoup de reconnaissance les bons avis, si nous les en voulons croire, quoique d'ailleurs ils n'eussent aucune envie de les suivre. Ce n'a pas été sans une mesure délibération, ajoutoient-ils, que les Magistrats de quelques Villes sont changés. Le monde s'allarme au dehors plus que la chose ne mérite. Le remède étoit nécessaire &

*Brands
Histoire
de la Ré-
formation*
L. XXXI.

*Mercure
Français.*

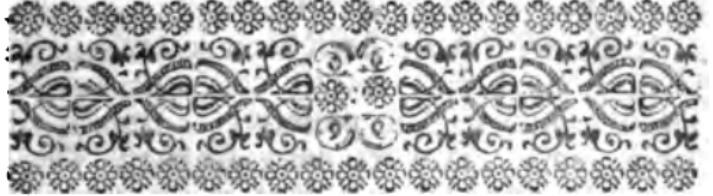
Et plus facile qu'on ne pensoit. Il a été appliquée avec beaucoup de prudence & de modération, sans violence & sans aucun danger de répandre du sang. Le courage & la denterité du Seigneur Prince d'Orange ont établi l'autorité publique; l'union & la tranquillité par tout, sans toucher aux lois ni à la police des villes: & les Magistrats choisis sont des gens de mérite & bien intentionnés pour la patrie. Après quelques plaintes respectueuses de ce que sa Majesté prévenuë par Barneveld & par ceux de son parti n'a pas voulu accorder la grâce que les Etats-Généraux lui demandoient de permettre à quelques-uns de ses sujets Réformés de venir au Synode, où protent de faire bonne & brève justice aux prisonniers: & de manière que sa Majesté sera contente de la procédure, quand on l'aura mieux informé des particularités de la conspiration contre la République. Enfin, les Etats-Généraux prient Boissise & Du Maurier d'assurer sa Majesté qu'ils donneront autant à la douceur & à la clémence, que le bien de l'Etat le leur permettra. Mais nous espérons aussi, ajoute-t-on, que le Roi aura plus d'égard à la dignité de la République & à la seureté de ces Provinces, qu'aux sollicitations & aux importunités de quelques particuliers coupables.

Les Ambassadeurs virent bien qu'on cherchoit à les amuser par des honnêtetés & par des paroles générales. Ils en écri-
virent à la Cour de France. Boissise est rappelé peu de temps après. On ne croit pas que l'Ambassadeur extraordinaire puisse

1618. demeurer avec dignité dans un endroit, où ceux qui sont maîtres des affaires se font un mérite de ne déferer en aucune manière aux demandes & aux conseils du Roi. Boissise refuse encore le présent ordinaire. Et quand on le presse d'en dire la raison, c'est, répondit-il avec une noble fierté, qu'on ne m'a pas fait justice sur le libelle injurieux qu'Aersens a publié contre les Ministres du Roi mon maître. Je ne veux ni courrir ni dissimuler l'offense faite à sa Majesté, en recevant une gratification, de la part de ceux qui n'ont pas écouté mes justes plaintes. Le Synode étoit ouvert à Dordrecht avant que les Ambassadeurs eussent présenté leur Mémoire. Mais l'Affaire des Arminiens n'y fut examinée que dans les premiers mois de l'année suivante. Laissons la Hollande, & voions une nouvelle révolution qui se prépare à la Cour de France.



1619.



HISTOIRE DU REGNE DE LOUIS XIII.

Roi de France & de Navarre.

LIVRE XIII.


L E Duc d'Epernon avoit pris Le Duc toutes ses mesures avec l'Ab^d d'Eper-
bé Rucellaï pour mettre la non part de Mets Reine mere en liberté. On dans le devoit la conduire de Blois desein de tirer la à Loches dont le Duc étoit gouverneur, & Reine de là au Château d'Angoulême. Elle pou- meugre du voit y attendre plus feurement que les grands Château de Blois. Seigneurs mécontents de la faveur & de la trop grande autorité de Luines, avec qui la bonne Princesse entra en négociation, & sur lesquels elle comptoit, se déclaras- fent. Epernon change quelque chose dans son premier dessein. Il résolut d'abord.

N 5

que.

1619. que l'Archevêque de Toulouse son fils
 iroit joindre Marie de Médicis lorsqu'elle
 sortiroit de Blois, & que ce seroit le mème
 jour que le Duc passeroit la rivière de
 Loire pour s'avancer vers Loches. Mais
 venant à réfléchir que dans une entreprise
 difficile & périlleuse, il est plus à propos
 d'être près de l'endroit, afin de donner des
 ordres sûrs & de remédier promptement
 aux accidens imprévus, il résolut d'aller
 lui-même à Loches, d'y recevoir la Reine
 mere, & de la conduire à Angoulême.
 Tel fut le second projet d'Epernon mieux
 concerté que l'autre. Avant que de sortir
 de Mets, l'ordre & la bienséance vouloient
 qu'on obtînt la permission du Roi. Eper-
 non la demande avec de grands ménage-
 mens, de peur de s'exposer à un refus ab-
 solu. On représente de sa part que n'é-
 tant pas bien païé de ses appointemens, il
 ne peut vivre assez splendidement à Mets,
 ni faire la dépense convenable au Gouver-
 neur d'une grande ville située sur le pas-
 sage de France en Allemagne. Le Duc
 feignoit de céder à sa mauvaise fortune,
 & de ne penser plus qu'à jouir désormais
 du repos que les gens de son âge cher-
 chent ordinairement. On ne crut point à
 la Cour qu'Epernon fût d'humeur à pren-
 dre le parti de la retraite. Il étoit déjà
 vieux, on le voioit bien. Mais son am-
 bition & ses autres passions étoient encore
 aussi vives, que dans les premières années
 de son entrée dans le monde.

La Cour l'amuse d'abord de quelque
 espérance. Mais enfin le Roi lui écrit au
 com-

Vis du
 Duc d'E-
 pernon.
 t. VII.
 Relation
 du Cardi-
 nal de la
 Vlette.

compteneement de l'an 1619. que les troubles augmentant en Allemagne, sa Majesté juge qu'il est important que le Duc demeure encore quelque temps dans ^{Mercenne} le Gouvernement de Metz; & qu'il prenne ^{François.} garde à ce qui se passe dans l'Empire. ^{1619.}
 Le Roi faisoit espérer qu'il consentiroit ^{Vie du Due d'Epernon} au voyage d'Epernon en Angoumois & en l.^{VII.}
 Maintoung, dès que les affaires permettroient qu'il s'éloignât de la frontiere du Royaume. On ne favoit rien à la Cour de l'intrigue avec Marie de Médicis. Lui-mes vireoit dans une indolence merveilleuse. Un valet de Rucellai porte des Lettres à la Reine-mere. Elles l'avertissoient du jour que le Duc partiroit de Metz, & des mesures prises pour la conduire à Angoulême. Le valet soupçonne qu'il est chargé de quelque pacquet important, & qu'on sera bien-aise de favoîr à la Cour ce qu'il contient. Il va droit à Paris, & propose à quelques gens du Favori de découvrir un grand secret, pourvû qu'on lui donne une bonne récompense. L'imprudent Luines néglige l'avis: il fait attendre le valet deux ou trois jours. Du Buisson Conseiller au Parlement de Paris, serviteur de la Reine-mere, apprend le plus heureusement du monde, que le valet confident de Rucellai est en ville. Surpris de ce que cet homme ne l'est point venu trouver à l'ordinaire; Du Buisson craint qu'il n'y ait de la friponnerie & de la trahison. Si s'enquiert avec soin de ce que fait le valet, & certaines gens assurent qu'on l'a vu à la porte de Luines. Le

300 HISTOIRE DE

^{3619.} Conseiller plus inquiet que jamais, s'avise d'apostrer un homme qui va parler au valet, comme si Luines lui en avoit donné la commission. Il compte cinq cens écus de récompense au compagnon & prend les Lettres. On n'entendit plus parler de lui dans la suite. Ceux qui l'avoient trompé, le firent tuer apparemment pour raver leur argent. Les gens qui sont au timon des affaires, ne doivent pas être trop crédules aux rapports: mais ils ont tort aussi de négliger les moindres choses. Luines méprisa un valet qui promettait de révéler un secret important: il s'imagina que c'étoit un malheureux qui vouloit escroquer quelques pistoles. Si le Favori lui eût donné audience, il auroit déconcerté toute l'intrigue du Duc d'Epernon.

<sup>Mercure
Français.
1619.</sup> Avant que de partir de Mets, il fait prendre les devants à l'Archevêque de Toulouse, & le 17. Janvier il écrit au Roi & prie sa Majesté de trouver bon qu'il aille dans son gouvernement d'Angoumois & de Xaintonge, puisque les affaires sont dans une si heureuse situation, que sa Majesté n'a rien à craindre de la part de ses voisins. Epernon avoit auprès de lui le fameux Balzac. C'est un des Ecrivains qui a le plus travaillé à donner de la majesté, du tour & de l'harmonie à la langue Françoise; mais son style fut toujours enflé & ses périodes trop mesurées. Le Duc se servit de la plume de Balzac pour écrire une Lettre, qui fut comme le Manifeste d'un ancien Officier de la Couronne, persuadé qu'il peut desobéir ouvertelement aux ordres.

ardres précis de son Maître. L'Auteur de la Vie d'Epernon prétend que c'est une des plus rares productions de l'esprit de Balzac. Pour moi, je n'y trouve que des mensonges hardis, & des déguisements grossiers, sous un assez beau François. On y représente d'une manière étudiée & respectueuse en apparence que tout est si tranquille en deça & même fort loin au delà du Rhin; que le Marquis de la Valette second fils d'Epernon qui demeure dans Mets, sera capable de donner ordre lui seul à tout ce qui concerne les affaires du Roi. Ce n'étoit là qu'une vaine défaite. Epernon ne laisseoit pas tant la Valette à Mets pour y servir sa Majesté, que pour defendre une place importante qu'on auroit peut-être enlevée à la Maison d'Epernon, pendant que le Duc seroit occupé à soutenir la Reine mère en Angoumois. Je m'assure, ajoute-t-il, que votre Majesté est si équitable, qu'elle aura égard à la nécessité de mes affaires particulières, & qu'elle trouvera bon que j'use de la liberté qu'elle donne aux moins de ceux qui sont sous son obéissance. Je ne doute point, Sire, que vous n'aiez agréable le desir que j'ai de faire ce voyage: Et je me promets que vous prendrez la peine de considerer, que depuis votre avènement à la Couronne m'étant engagé de cent mille écus pour votre service, dont je paie la rente à Paris, & n'ayant reçu de vos bienfaits depuis deux ans, autre gratification que la simple paie de Colonel, il n'est pas possible que je puisse fournir aux grandes & nécessaires dépenses que je fuis obligé

1619. oblige de faire ici ainsi de maintenir la dignité de ma charge, & de servir votre Majesté avec plus de lustre & d'éclat. Il est bon d'appeler quelquefois les choses par leur nom. Ce que les Grands regardent comme une habile & prudente dissimulation, n'est souvent qu'une effronterie impertinente & ridicule. En voici un exemple sensible.

La manière dont Epernon reproche ensuite ses services passés, est mêlée de quelques flatteries pour adoucir l'esprit d'un jeune Roi jaloux d'une autorité que les grands Seigneurs méprisoient alors impunément. Mais le discours du Duc donne assez à connoître qu'il pensoit plus à se venger des chagrins que la Cour lui causa, qu'à demeurer en repos chez lui. Au reste, Sire, disoit-il encore, puisque tous les jours mes Ennemis râcent de faire naître dans l'esprit de votre Majesté de la défiance de mes plus pures intentions, & que je suis si malheureux qu'aint vieilli au service de trois grands Rois, je me vois encore dans la nécessité de défendre une si longue fidélité contre la calomnie ; il faud que je déseure beaucoup de douleur, que je me fuis tenu par mon devoir lors qu'on proposoit des récompenses à la désobéissance, & que j'ai défendu votre autorité lors que les uns en abusivoient & qu'elle étoit méprisée des autres. Cest me faire tort aujourd'hui que de croire que je veuille commencer à faillir dans l'âge où je suis & que mes ressentimens particuliers me fesoient plus chers que la considération de votre succès. En quoi, Sire, j'avois franchement que

que je n'ai sujet de me plaindre que de ma mauvaise fortune ; étant bien assuré que ce n'est pas sous votre regne que la vertu est suspectée. Et la réputation odieuse. Votre Majesté est trop juste pour ne distinguer pas les innocens offensés d'avec les coupables. Il n'y a point d'apparence, Sire, que vous aiez dessein d'affliger la vieillesse d'un de vos meilleurs serviteurs. Et du plus ancien Officier de notre Couronne, ni de refuser à son âge le repos que la nature demande. Je pense, Sire, devoie espérer à tout le moins cela pour récompense de mes longs & fidèles services. Doit-on rire, ou se mettre en colere en lisant de pareils mensonges ? Le bon Duc proteste que ses intentions sont pures : Et il va se venger de ce que sa Majesté veut avoir un autre Favéri que lui. Le service du Roi lui est plus cher que ses ressentimens particuliers ; Et le voilà qui se dispose à faire au jeune Louis le plus grand affront qu'un Prince puisse recevoir. Il demande à passer le reste de sa vie en repos, & il part pour une entreprise capable d'allumer une guerre civile dans le Royaume. Est-il donc permis de jouer ainsi & le monde & son Prince ?

Epernon part secrètement de Mets peu de jours après cette Lettre écrite. Cent Cavaliers bien montés & bien armés l'accompagnent dans un voyage long & dangereux. Notre fortune & notre réputation dépendent de cette entreprise, dit-il avec beaucoup de raison en embrassant le Marquis de la Valette qu'il laisseoit dans la ville. Si elle réussit, nous serons combles d'honneur.

*Vie du
Duc d'El-
pernon à
VII.
meun.*

2619. neur. Et si nous succombons, nous passerons pour des criminels & pour des rebelles. Adieu. Il vaut mieux mourir que de tomber dans l'opprobre & dans le mépris. J'espére pourtant que nous aurons le dessus & que nous vivrons. A la fin de Janvier & dans la saison la plus fâcheuse de l'année, le Duc traverse la Bourgogne, passe la Loire au dessous de Roüane & l'Allier au pont de Vichi en Bourbonnois. De là, il écrit une seconde Lettre au Roi & le prie d'agrémenter sa sortie de Mets. Ma présence y est moins nécessaire qu'en Xaintonge & en Angoumois, disoit le fier vieillard en ajoutant la raillerie & l'insulte au mépris des commandemens de son Maître. Il y a de la division dans ces deux Provinces : Et c'est à moi de les retenir dans le devoir. Je ne croi pas, Sire, que votre Majesté fasse si peu d'état d'un vieux Officier qu'elle veuille l'employer seulement à faire tenir avec plus de sécurité vos dépêches en Allemagne. Je puis vous rendre ailleurs des services plus importans.... Les temps sont bien changés. Celui qui portoit cette Lettre à la Cour, y fut bien reçu. Luines effraie & incertain des projets du Duc d'Epernon, veut l'appaiser & le gagner même, s'il y a moyen. Le Favori envoie promptement un expès au Duc qui lui porte l'aveu du Roi pour le voyage en Angoumois.

Negligence de Son dessein fut d'abord fort secret. Mais Luines auquelques Gentilshommes de l'intrigue en regard de ayant fait confidérence à leurs maîtresses, la prise du chose devint presque publique. C'est par Duc d'Epernon, là que les plus grands projets se découvrent ordi-

ordinairement. On parloit tout ouvertement de celui-ci dans la Maison du Duc d'Épernon. *M. de Luines*, dit le Cardinal de la Valette, fut si malheureux, ou si négligent, qu'il ne fut point averti d'une chose que tant de gens savoient. Il en reçut pourtant des avis & de fort bonne part. Mais le Favori demeure sur ce chapitre dans une indolence & dans une sécurité, dont tout le monde se mocque. Déageant plus fin & plus vigilant, lui porta l'avis qu'une personne envoioit du projet de l'évasion de la Reine mère, & de la manière dont il se devoit exécuter. Luines traite la chose de vision & de chimère. Déageant ne se rebute pas. Quatre jours après, il porte au Favori un nouvel avis, qu'une autre personne donnoit. Prévenu que Déageant cherche à se faire de fête & à se rendre nécessaire, Luines le reçoit aussi froidement que la première fois. De grace, Monsieur, lui dit alors Déageant, avertissez le Roi. La chose le mérite bien. Elle est capable de causer une guerre civile en France. Le Favori n'en est pas plus ému. Il témoigne n'avoir aucune envie de donner de l'inquiétude à son Maître sur les fanatisées que Déageant lui paroit se mettre dans l'esprit. Du moins, Monsieur, reprit Déageant, parlez en pour votre décharge au Conseil. Vous y allez maintenant. Les Ministres seront les premiers à crier contre vous, & à vous accuser de négligence, si l'avis se trouve véritable. Luines promit de le faire. Tout le monde s'est mocqué de votre avis, dit il à Déageant en sortant du Conseil-

Mémoires de Déageant pag. 187. 188.

Relation G. C. nat de la Valette.

2619. fait. Ne nous amuser point à de basse imaginations. Il y a de l'opposition que Luynes n'avoit rien dit aux Ministres. S'il leur fit part de l'avise, la plupart des Courtisans, las de la domination de Luynes, furent bien-aisés que Marie de Médicis revint à la Cour afin de donner un contre-poids à l'autorité du Favori. C'est peut-être ce qui les parloit à l'entretenir dans son indolence. Quoi qu'il en soit, ochri qui avoit donné le second avis, étonné fut se qu'on n'y fait pas attention, vient lui-même à la Cour. Il parle à Luynes; il répond sur sa tête que l'entreprise est certaine, il se soumet à tout, en cas que son rapport se trouve faux. Luynes n'eût souci rien: Il n'en doit pas moins tranquilllement.

Faut-il être surpris après cela, que Marmere s'éste de Médicis se soit facilement échappé de Blois, & que le Duc d'Epernon ait trouvé si peu d'obstacles dans son entreprise? il étoit en Augoumois fort inquiet de ce qu'il ne recevoit aucune nouvelle de la Reine mère. La trahison du valet de l'Abbé Rucellai en fut la cause.

*Rélation
du Gardi-
nal de la
Valette.
Vie du Duc
d'Epernon.
L VII.
Lettre de
Bentivo-
glio.*

Du Buisson n'avoit pas encore envoié les Lettres heureusement tirées des mains du filippon. D'aps cet embarras, Epernon dépeché du Plessis son confident à Blois, afin de savoir la disposition de Marie de Médicis. Il avoit ordre de passer par Loches, de préparer la Mère qui commandoit dans la place à y recevoir la Reine mère, & de lui dire de mettre tout en bon état. Du Plessis trouva Marie de Médicis dans une assez

assez grande perpléxité. Ses serviteurs les plus affidés n'étoient pas à Blois. Elle les avoit envoiés négocier avec quelques Seigneurs. Ils faisoient presque tous difficulté d'entrer dans une affaire qu'Epernon conduissoit. Le Duc de Bellegarde son parent & son ami, écrivit lui-même à la Reine mère afin de la dissuader de se mettre entre les mains d'un Seigneur, dont l'humeur hautaine & incompatible rebutoit tous les autres. *Pour moi, Madame, disoit Bellegarde, je suis prêt à me croire votre Majesté dans mon Gouvernement de Bourgogne. Mais je ne puis pas la servir, quand elle sera dans un endroit où M. d'Epernon a droit de commander.* Ces remontrances jettent Marie de Médicis dans l'incertitude. Elle craint d'être abandonnée de tous les grands Seigneurs chagrins de la voir assujettie, pour ainsi dire, à un homme, dont ils ne peuvent souffrir les manières impétueuses. Mais quand elle vient à considerer, que le Duc n'attend plus que sa dernière résolution, & que sur la parole qu'elle lui a donnée, il est venu la recevoir à Loches, afin de la conduire ensuite au château d'Angoulême, ses craintes se dissipent. Elle écoute volontiers les instances qu'on lui fait de ne perdre pas de temps, & de sortir au plus tôt de sa prison.

Du Plessis dispose le Comte de Brenne premier Ecuier de la Reine mère à la servir dans son évasion. Il envoie à l'Archevêque de Toulouse qui s'est avancé jusques à Loches avec le Duc son père, & le

1619. & le prie de venir à Montrichard, de s'assurer du passage, & de rendre le chemin plus libre & moins perilleux. Epernon entre dans une profonde reverie, en apprenant que Marie de Médicis n'attend plus que le moment de se jeter entre ses bras. L'esprit du Duc paroît extrêmement agité. Les suites de son entreprise l'effraient plus que jamais au moment de l'exécution. La crainte de rester seul exposé au ressentiment & à la colere d'un Roi irrité, lui cause mille mouvements divers. *Mais quoi? se dit-il enfin à lui-même. Le Rubicon est passé. Il n'est plus temps de reculer. Mon honneur est trop engagé.* Partez incessamment pour Montrichard avec quinze ou vingt Gentilshommes, ajoute Epernon en s'adressant à l'Archevêque de Toulouse: *j'attendrai ici la Reine.* Elle descendit de la fenêtre de son cabinet par une échelle, la nuit du 21. au 22. Fevrier, accompagnée d'une femme de chambre, du Comte de Brenne & de trois ou quatre autres personnes. Marie de Médicis eut tant de peine en descendant la première échelle, que la pauvre Princesse ne voulut pas se hasarder sur la seconde, pour descendre encore d'une plateforme dans la rue. On la met sur un manteau qu'on tire doucement en bas, parce que la terrasse n'est pas revêtue. Ce Comte de Brenne & du Plessis la soutinrent sous les bras pendant qu'elle alloit à pied au delà du pont de Blois, où son carrosse l'attendoit. On arrive heureusement à Montrichard. L'Archevêque de Toulouse y étoit avec ses gens. On

On prend dés relais ; & on fait toute la diligence possible afin d'entrer de bonne heure dans Loches. Le Duc d'Epernon alla au devant de sa Majesté , suivi de cent cinquante Cavaliers. C'étoit un jour de triomphe pour lui : mais il fut suivi de plusieurs mauvaises nuits. Marie de Médicis sejourne deux jours à Loches , où quelques-uns de ses domestiques la joignent. Elle prit ensuite la route d'Angoulême , incertaine de la réponse que le Roi son fils feroit à la Lettre qu'elle lui écrivit de Loches.

La Cour de France est tout occupée dés divertissemens du Carnaval & de la foire Divers S. Germain , lorsque l'évasion de la Reine mens des mere se trame. On ne parle que de fêtes , esprits à la de ballots , & de réjouissances . Luings ailleurs avoit conduit le Roi au lit de la jeune sur l'éva- Reine pour la consommation de leur ma- fion de la riage différée à cause de la foiblesse de mère . Louïs. Il maria ce même hiver Mademoiselle de Vendôme sa sœur naturelle au Duc d'Elbeuf ainé d'une branche cadette , de la maison de Guise. Enfin Victor Amédée Prince de Piémont étoit venu à Paris épouser Madame Christine seconde fille de France. Las des divertissemens tumultueux de la ville , Louïs se retire à Laïe où il prétend prendre un peu de repos. Il n'y trouva pas ce qu'il cherchoit. On lui apporte tout aussitôt la nouvelle de l'évasion de sa mère . Le voilà de retour à Paris , où il assemble plusieurs fois son Conseil. Le monde est attentif à quoi de si longues , de si fré-

Journal de Bassom-

P. 586.

Siri Me-

marie re-

condite.

Tom. IV.

p. 587. 588.

Lettre dé

Bentive-

glie.

1619. fréquentes délibérations aboutiront, & chaque raison se felon qu'il prend plus ou moins d'intérêt à la fortune de Luines. C'est une chose fâcheuse, disoient quelques-uns, que la Reine mère n'ait pas voulu avoir encore un peu de patience. Le Roi étoit sur le point d'aller à Blois & d'y mener le Prince de Piémont. Epernon a pressé la fuite de la Reine, dans l'espérance de traverser la fortune du Favori. Le Duc a eu peur que le fils & la mère ne se reconciliassent à la première entrevue. Il ne veut pas que la Reine fasse sa paix sans l'y comprendre. Il est vrai qu'on l'a traitée avec trop de honte & de dureté. Mais ne devoit-elle pas sacrifier ses ressentimens particuliers au bien de l'Etat & de la Religion? Les Huguenots ne manqueront pas de profiter de ces mouvements. Ils tiennent déjà une assemblée à la Rochele contre la volonté du Roi. Il est jeune; on lui cache bien des choses. Doit-il étre responsable des mauux que la Reine a soufferts? Une bonne mère ne se venge pas aux dépens de son fils, si quelques gens abusent du nom & de l'autorité de celui qu'elle est obligée d'aimer plus que toutes choses. D'autres soutiennent au contraire que Marie de Medicis & le Duc ont bien fait. Il faut, croioient-ils, réprimer l'arrogance du Favori. Bien loin de profiter de l'exemple du Maréchal d'Ancre, il cherche à se rendre encore plus absolu.

Les Courtisans virent avec un plaisir malin l'embarras, où Luines se jeta par sa négligence. Persuadé que la Reine mère, le Duc d'Epernon, & quelques autres,

Seig.

Seigneurs conspiroient à sa perte, il parle de pousser les choses à la dernière extrémité, & de faire marcher incessamment le Roi à la tête d'une Armée afin de délivrer le Duc d'Epernon, & d'obliger la Reine mère à séparer ses intérêts de ceux d'un Seigneur, qui ne sera jamais content moins qu'on ne le rendre maître des affaires. Mais tous les anciens Ministres s'opposoient à Luines. Ils ne jugeoient pas à propos que le Roi déclarât la guerre à sa mère. Le Cardinal de Retz vîl esclave du Favori, étoit lui seul de cet avis. La voie de la négociation paroisoit plus honnête & plus convenable. On parloit hautement dans le Parlement de Paris contre ceux qui vouloient engager un fils à poursuivre sa mère à force ouverte. Ce dessein donne de l'horreur aux honnêtes gens. Quand le Roi alla quelques jours après au Parlement faire vérifier quelques Edits péculiaires ; car enfin, les coffres du Roi étant épuisés par des dépenses en liberalités indiscrettes, en ballets, & en divertissemens inutiles, il faut bien chercher les moyens d'avoir de l'argent, puisque le Favori se met en tête de faire marcher des troupes de plusieurs côtés : quand le Roi, dis-je fut au Parlement, on entendit des gens crier, que ceux qui entretenoient la division entre Louis & Marie de Médicis, étoient ennemis du bien public. Qu'on laisse faire le fils & la mère, disoit-on : ils feront bien-tôt d'accord. C'est à eux d'apaiser ces mouvements, sans qu'aucun autre s'en mêle. Certaines personnes obligeant à se

1619. se rendre nécessaires à l'un & à l'autre. Mais on ne doit pas souffrir que ces Messieurs établissent leur fortune aux dépens du peuple.

Vittorio
Sire Me-
moria re-
cendite.
Temp. IV.
pag. 390.

La seule pensée d'un fils armé contre sa mère effarouchoit tellement les esprits, que le Jésuite Arnaux crut devoir faire sentir au Roi dans un sermon prononcé en sa présence, combien cette entreprise feroit tort à la réputation de sa Majesté, & qu'elle étoit indigne d'un Prince Chrétien. Je sais, dit-il assez finement, quelle est la tendresse & la bonne volonté du Roi pour la Reine sa mère. On ne doit pas croire légèrement qu'un Prince si religieux tire jamais l'épée pour verser le sang dont il a été formé. J'ose espérer, Sire, ajouta-t-il en s'adressant à Louis, que vous ne permettrez pas que j'aie avancé un mensonge dans la chaire de vérité. Un fils ne peut avoir une raison légitime de prendre les armes contre sa mère qui ne l'attaque pas. Votre Couronne ne vous dispense point de l'obligation que la loi de Dieu vous impose, d'honorer celle qui vous a mis au monde. Rejetez les conseils violens qu'on vous inspire contre le commandement exprès du Roi des Rois. Je vous conjure, Sire, par les entrailles de Jésus-Christ de ne donner pas un si grand scandale à toute la Chrétienté. Les Prédicateurs ne parlent pas si librement au fils de Louis XIII. Bien loin de lui remontrer chrétiennement ses devoirs & ses défauts, ils seroient fâchés qu'il sortît du sermon, sans avoir entendu dire qu'il est le plus grand & le plus religieux Prince qui ait paru dans

dans le monde. L'auditoire fut surpris de ce qu'un Confesseur du Roi donué de la main de Luines, osoit parler de la sorte: car enfin, on ne doutoit point que le Favori ne conseillât la guerre de toute sa force. Le Courtisan toujours malin, s'imagine qu'il y a de la collusion entre Luines & Arnoux. Le Favori, dit-on, voudroit nous faire accroire qu'il ne demande qu'une prompte réconciliation entre le fils & la mere. Peut-être, ajoutoient les autres, que le bon Pere Arnoux cherche à réparer le tort qu'il s'est fait dans l'esprit de la Reine & de tous les honnêtes-gens, en extorquant d'elle un écrit ridicule. Il craint que Mario de Médicis reconciliée avec son fils, ne se venge du parjure qu'on lui a fait commettre.

Les amis, les alliés, & les parens du Prince de Coudé se réveillent en cette occasion. Ils espèrent d'en profiter & d'obtenir la liberté de son Altesse, qui meurt d'ennui & de chagrin dans une si longue prison. Le Duc d'Angoulême représente à Luines qu'il ne peut mieux faire que de gagner la confiance & l'amitié du premier Prince du sang, qui lui sera toujours redévable de sa délivrance. *Vitterio Siri Mé-* Vous empê-*Tom. IV.*
cheriez, disoit-on au Favori, que le Duc de Montmorenci ne se déclare pour la Reine me-*marie re-*
re. Le Maréchal de Bouillon ami de Condé & le parti Huguenot ne se remuéront point. Les Ducs de Maienne, de Nevers, de Longueville qui ont autrefois embrassé le parti de son Altesse, ne manqueront pas de se ranger encore de son côté. Epernon demeurera tout seul, & la Reine mere sera dans la nécessité *condite.*
Tom. III. O de

1619.

de recevoir les conditions que le Roi voudra lui prescrire. L'avis paroissoit bon, & Luines fut enfin obligé d'en venir-là. Mais le Nonce Bentivoglio détourna le coup à cette fois. La Cour de Rome dévouée aux Espagnols qui souhaitent que la Reine mere rentre dans le gouvernement, fait agir son Ministre avec toute la chaleur imaginable en faveur de Marie de Médicis. On craignoit à Rome & à Madrid que le Prince de Condé devenu supérieur, n'écoutât les conseils du Maréchal de Bouillon, & qu'il ne persuadât au Roi de prendre plus de part aux affaires d'Allemagne. Bentivoglio eut l'adresse d'engager le Cardinal de Retz, à détourner Luines de suivre le sentiment de ceux qui lui insinuoient de s'accommoder avec le Prince de Condé. On represente au Favori qu'il est facile de gagner les Ducs de Maïenne, de Nevers, de Longueville, de Montmorenci, le Maréchal de Bouillon & les autres sans mettre le Prince en liberté. Aucun de ces Messieurs, dit le Cardinal de Retz à la persuasion du Nonce au Favori, n'a envie d'entrer dans un parti dont le Duc d'Epernon qu'ils n'aiment point, est le Chef. Il n'y a rien à craindre de la part des Huguenots. Epernon s'est toujours déclaré leur ennemi. Le chagrin qu'il leur a fait depuis peu en attaquant la Roebelle, les irrite trop contre lui.

Vuës se-
cretes du
Maréchal
de Bouil-
lon dans
ces

Le Maréchal de Bouillon promit de servir la Reine mere, après que le Duc d'Epernon se seroit déclaré. On craint à la Cour que ce ne soit là son véritable dessein.

sein. Le Roi lui envoia un exprès quand ^{1619.} on eut appris l'évasion de Marie de Médicis. Sa Majesté tâchoit de faire expliquer mouvement de Maréchal en lui demandant son avis sur la Cour. l'état présent des affaires du Roiaume. Le vieux & adroit Courtisan répond à Louis ^{Mercure Franſois.} avec toute la réserve imaginable. Il conseille au Roi de se réconcilier avec sa femme ^{1619.} Vittorio re, d'écouter les avis qu'elle veut lui donner, de prévenir la guerre civile, de maintenir les loix du Roiaume, d'ordonner que les Edits de pacification soient exactement observés, d'en réparer les infractions, d'ôter à ses sujets toutes les occasions de jalouse & de défiance, de distribuer les honneurs & les dignités à des personnes de mérite & bien choisies; enfin de n'écouter point certaines gens qui offrent leurs services pour avoir de quoi faire du mal, dont il y a bon nombre, disoit le Maréchal. Avis tous dignes de sa prudence. Mais outre qu'ils n'étoient pas tous du goût de la Cour, elle eût voulu que Bouillon se fût expliqué en termes moins généraux: & c'est ce qu'il évitoit. Ses expressions vagues & ambiguës sur ce qui regarde Marie de Médicis, donnent à penser qu'il n'avoit pas grande envie de se déclarer pour elle, & qu'il cherchoit seulement à mettre Lui-nnes dans la nécessité de s'accorder avec Condé, de recourir à la protection du premier Prince du sang, & de lui donner part aux affaires. Bouillon est fort avant dans les intrigues d'Allemagne, disoit on: les Princes Protestans & quelques autres pensent à tirer l'Empire de la Maison d'Autriche, &

1619. à lui enlever la Couronne de Bohême. L'Électeur Palatin neveu du Maréchal est à la tête du parti. Il ne faut pas douter que Bouillon n'aime mieux voir les affaires entre les mains du Prince de Condé, que dans celles de Marie de Médicis. Elle fait aveuglément tout ce que la Cour de Rome & le Conseil d'Espagne souhaitent. Condé connaît mieux les véritables intérêts de la France. S'il revient une fois en crédit à la Cour, le Maréchal lui persuadera d'engager le Roi à profiter de l'occasion qui se présente de donner un échec terrible à la Maison d'Autriche, & à soutenir les Princes d'Allemagne qui veulent secouer un joug qui les blesse depuis trop long-temps.

Lettres de Marie de Médicis écrits de Loches au Roi son fils. Elle déclare dans sa Lettre au Roi, à qu'après avoir souffert à Blois les incommodités d'une véritable prison, elle a cru devoir se procurer la liberté de lui donner & aux Ministres les bons & salutaires conseils, que ceux d'Etat. sous la puissance desquels il est malheureusement réduit, ne lui permettent pas d'écouter, & de lui apprendre des choses importantes que les plus grands Seigneurs souhaitent unanimement qu'elle découvre à sa Majesté. Voilà pourquoi, disoit la Reine mère, j'ai prié mon cousin le Duc d'Épernon de permettre que je me retirasse dans Angoulême. J'y vas, convaincue que je suis de sa fidélité, & de son zèle pour votre service. Le Roi votre pere me commanda dans les derniers jours de sa vie de confier à la prudence & à la probité de ce Seigneur vos plus importantes affaires & les miennes particulières

Mercure
Français
1619.

tières, s'il étoit possible que je pusse avoir des intérêts distingués des vôtres. Je ne cherche qu'à prévenir les inconveniens capables de troubler le bonheur de votre regne. Vous me ferez plaisir de me donner les moyens de vous avertir sans haine & sans ambition de ce qui peut rendre votre Royaume plus florissant & plus tranquille. Je vous proteste que je ne souhaite point de rentrer dans l'administration de vos affaires. Ma plus grande passion, c'est de vous voir gouverner vos Etats par vous-même, & d'entendre vos sujets contents exalter vos vertus & la douceur de votre regne.

Cela signifie en bon François que Marie de Médicis demandoit l'éloignement de Luines. Et certes elle n'avoit pas si grand tort. On n'a guères vu de plus indigne Favori. Son maître ne l'estima jamais. Il semble que ce fut par un esprit de contradiction aux desirs de sa mère, que Louis s'obstina toujours à combler Luines d'honneurs & de dignités. Tel est souvent le génie des Princes. On en trouve d'un discernement plus exquis que Louis XIII. qui choisissent comme lui leurs Favoris par caprice, sans aucun égard au mérite, ni aux services rendus. Ils reconnoissent ensuite leur mauvais choix: & ils se font un point d'honneur de le soutenir à quelque prix que ce soit. De pareils prodiges de fortune & d'élévation, font une marque du grand pouvoir de celui qui les a tirés de la poussière: mais ces Messieurs sont en même temps une preuve incontestable de la faiblesse, & de la bizarrerie de ceux que

1619. les Poëtes chantent comme des héros. Le Duc d'Epernon écrivit aussi au Roi. La Lettre étoit courte, & pleine de mensonges grossiers & impertinens. *Dès que je suis arrivé à Loches, disoit-il, la Reine votre mere m'a commandé de l'y recevoir & de la conduire à Angoulême. J'ai cru qu'en lui désobéissant, je manquerois au respect que je dois à votre Majesté. Je vous supplie très-bumblement, Sire, de croire qu'un homme qui ne s'est jamais écarté du service des Rois vos prédeceſſeurs, ni de celui de votre Majesté, quelque mauvais traitement qu'il ait reçû, n'a pas envie dans l'âge où je suis, de se démentir de la fidélité dont il a toujours fait profession, & que je ne donnerai jamais un juste sujet à votre Majesté de douter de la droiture de mes intentions.* Louïs reçut ce compliment comme il devoit. Sa Majesté le regarda comme une insulte que sa mere & un ancien Officier de la Couronne, faisoient encore à leur Souverain, après avoir ouvertement méprisé ses ordres & son autorité. Luines l'entretint dans ces sentiments : il l'exhorta tous les jours à se faire craindre en punissant la temerité & la désobéissance d'un sujet, que les biens-faits des Rois précédens rendent trop puissant & trop orgueilleux.

Mémoires de Rohan. t. I. Histoire du Connétable de Lesdig. goutées. L. LX. ob. p. 12. Le Roi demeura quelques semaines sans répondre à sa mere. Elle fut bien-tôt avertie que Luines pressoit le Roi de mettre sur pied une Armée nombreuse, & de retenir les grands Seigneurs dans le devoir, en faisant un coup d'autorité contre le Duc d'Epernon. Marie de Médicis pense donc

1619.

donc à se fortifier. La voilà qui écrit aux Ducs de Maïenne & de Rohan, au Maréchal de Lesdiguières & à quelques autres. Elle espéroit de les engager à la défendre & à s'opposer au Favori qui la voulloit perdre. Epernon écrit aussi de son côté; il invite ses amis à se joindre à lui. Presque tous les Seigneurs représentent à la Reine que sa résolution causera des mouvemens trop violens dans l'Etat. Ils répondent que leur devoir ne leur permet pas de désobéir au Roi : Enfin, ils envoient à la Cour les Lettres que Marie de Médicis leur écrit, & la copie de la réponse qu'ils lui font. Quelques uns de ceux sur qui la bonne Princesse comptoit, gagnés par les bienfaits & par les promesses du Favori, acceptent le commandement des troupes destinées contr'elle & contre Epernon. Le Duc de Rohan fut plus honnête & plus sincère que les autres : *Je suis bien fâché, Madame, dit-il à la Reine, de ce que votre Majesté ne m'a pas fait l'honneur de m'employer dès qu'elle a formé le dessin de sortir de Blois. Je l'aurois fidèlement servie. Mais je me trouve à la Cour lors que le Roi a reçu la nouvelle de votre retraite. Il m'a ordonné de venir dans mon Gouvernement de Poitou & de le maintenir en paix; j'ai promis d'obéir. Au reste, Madame, je n'entreprendrai rien contre votre Majesté. Le meilleur avis que je lui puis donner; c'est d'entendre à un prompt accommodement.*

Marie de Médicis déchut alors de ses grandes espérances. On comprit que les

1619. Seigneurs les mieux intentionnés pour elle demeureroient spectateurs de l'événement. Ils ne veuloyent pas dépendre de l'humeur altière d'Epernon. Quelques-uns étoient bien aises de voir comment cet esprit présomptueux & entreprenant se démèleroit lui seul d'une affaire si délicate. Nous aurions tort de nous embarquer maintenant, disoient-ils. Tout ceci finira par une négociation, quelque chose que fasse le Favori. M. d'Epernon aura l'honneur de l'entreprise, & nous nous serons attirés la haine & le ressentiment du Roi. Marie de Médicis inquiète de ce que son fils ne lui répond point, & de ce qu'on ne parle à la Cour que de préparatifs de guerre, écrit une seconde Lettre au Roi. Elle tâche de le détourner des résolutions violentes que son Favori lui inspire. Vous avez auprès de vous des gens, lui dit-elle avec assez de bon sens, qui cherchent à bâtir le prodige de leur fortune sur la ruine de votre mère. Je proteste devant Dieu que je n'ai aucune prétention. Le seul but que je me propose, c'est la prospérité de votre règne & le bonheur de vos sujets. Si vous fermez encore les oreilles à mes fidèles & justes supplications, je serai contrainte de les faire entendre par tout, & de prendre la France & l'Europe à témoin de mon innocence & de ma sincérité. Veut-on me force à publier que mes malheurs deviennent tous-les jours plus grands par l'ambition & par la cruauté de ceux qui disposent absolument de votre personne & de votre puissance? Si je me défens contre les armes qu'on vous fait prêter

1619.

prendre injustement; c'est que je veux vous épargner le regret que vous auriez un jour, d'avoir laissé opprimer votre mère. Marie de Médicis écrivit en même temps au Chancelier de Silleri, à du Vair Garde des Seaux, & au President Jeannin. Elle les foinmoit de remplir les devoirs de leur Ministere, en avertissant le Roi, qu'il se fera un tort extrême dans le monde, s'il marche à la tête de ses troupes contre une mère innocente & malheureuse.

Ces Lettres qu'on eut soin de rendre publiques, animoient extrêmement le peuple contre Luines. Tout Paris détestoit son opiniâtreté à prêfer le Roi de pousser la Reine mère à force ouverte. Les Predicateurs déclamèrent dans les chaires: Et le Parlement de Paris sembla disposé à faire des remontrances. Le Favori avoit ses émissaires dans cette Compagnie. Ils proposerent de proceder contre Epernon & de le condamner comme rebelle & criminel de Lézo-Majesté. Le Duc eut la précaution de se faire donner la Lettre du Roi qui permettoit à Marie de Médicis de s'aller promener hors de Blois, quand elle le jugeroit à propos pour sa santé. La Reine mère mit encore une Lettre entre les mains de son libérateur, antidatée de la sortie de Blois. Elle y prioit Epernon de l'aider dans son évation; de la recevoir à Loches & de la conduire à Angers. De maniere qu'on ne pouvoit plus accuser le Duc d'avoir enlevé la Reine mère. Louis lui permettait d'aller où il lui plairoit: Et c'étoit à sa sollicitation

O 5

que

*Fitteray.**Siri Me-**arie re-**condite.**Tom. IV.**p. 592.**Ges-**Vid du Due-**d'Epernon.**I. VIII.*

1619. que le Duc l'avoit reçue dans Loches & dans Angoulême. La collusion saute aux yeux, je l'avoué. Mais ces deux pièces suffissoient pour arrêter le Parlement. Marie de Médicis & Epernon y avoient des amis: Et cette Compagnie n'étoit pas réduite encore à faire tout ce qu'il plait à la Cour de lui prescrire. Quand on s'appertoit que le Parlement ne seroit pas si docile en cette rencontre que Luines l'espéroit, il proposa au Roi d'envoyer un Exempt de ses Gardes au Duc d'Epernon, pour lui ordonner de venir à la Cour, & de remettre entre les mains de sa Majesté les places dont il étoit Gouverneur. On croioit bien que le Duc refuseroit d'obéir. Mais Luines espérait qu'après une désobéissance si manifeste, le Parlement ne pourra se dispenser de poursuivre Epernon. Les plus sages du Conseil ne furent point d'avis que le Roi commît si facilement son autorité. Ces artifices du Favori allarmèrent les amis d'Epernon; il ne paroît pas s'en mettre beaucoup en peine. *Je saurai bien parer les coups que mes ennemis me veulent porter,* disoit le Duc. *Je ne me suis pas engagé dans cette affaire sans avoir bien pensé aux moyens de m'en tirer avec honneur.*

*Mémoires
de Deau-*
*geant pag
193, 194
etc.* Dans les premiers Conseils tenus depuis l'évasion de Marie de Médicis, certaines gens remontrèrent au Roi, qu'il devoit réprimer avec vigueur la première entreprise faite contre son autorité, depuis qu'il commençoit de gouverner par lui-même. On propose de lever cent mille hommes.
Une

1619.

Une partie devoit être emploiee à la seu-
reté des Provinces, & l'autre étoit desti-
née à marcher vers Angoulême sous le
commandement de sa Majesté. Elle écoute
cet avis sans déclarer ce qu'elle en pen-
se. Louïs vouloit examiner la chose avec
quelques-uns de ses confidens. Déageant
nous insinué que ce fut lui qui fit remar-
quer au Roi, que les auteurs de la propo-
sition, n'avoient pas envie que l'affaire finît
bien-tôt. Il faut beaucoup de temps pour le-
ver un si grand nombre de troupes, dit-il
au Roi. Le tressor de votre Majesté est
épuisé. Le fonds qu'elle prétend avoir par le
moyen des nouveaux Edits, ne sera pas si tôt
prêt. L'Eté se passera sans qu'on puisse rien
entreprendre. Cependant le parti de la Reine
mère pourra devenir bien fort. Il est plus à
propos de tenter un accommodement, & de lui
offrir de bonnes conditions pourvu qu'elle se sé-
pare du Duc d'Epernon. Votre Majesté trou-
vera bientôt les moyens de le punir, si la Reine
mère consent à l'abandonner. En tout cas, le
Duc de Maine est mécontent d'elle depuis
long-temps: il hait Epernon; il a de fort bonnes
intentions pour le service de votre Majesté. Elle
peut lui ordonner de lever douze ou quinze mil-
le hommes dans son Gouvernement de Guienne,
& de se poster avantageusement & le plus près
qu'il pourra d'Angoulême. D'un autre côté vous
ferez attaquer Mts, Boulogne & les autres
places du Duc d'Epernon. La Reine mère & lui
pressés par tant d'endroits seront bien-tôt ré-
duits à implorer la clémence de votre Majesté &
à recevoir les conditions qu'elle voudra leur
accorder.

1619. Le Roi gouta cet avis. Le Comte de
 Bethune eut ordre de porter la réponse de
 Louis à la première Lettre de la Reine sa
 Comtesse. Bethune devoit souder premièrement
 pour négocier avec la Reine
 mere. *Vittorio Siri. Marie remordue.*
 Tom. IV. pag. 593. Bethune de voir le Duc d'Epernon, de rece-
 594. *C.* *Vie du Duc* voir ses visites, & d'avoir aucun commerce
 d'Epernon. avec lui. L'envoïé fut chargé de presser la
 Reine mere de se séparer du Duc, & d'offrir
 à Marie de Médicis les conditions les plus
 avantageuses, en cas qu'elle abandonnât E-
 pernon au juste ressentiment du Roi. Tout le
 monde se réjouît de ce que Louis prenoit
 enfin la voie de la négociation. Mais les
 plus pénétrans jugèrent que l'accommo-
 dement ne seroit pas si-tôt conclu. On
 ne pouroit se persuader que Marie de Mé-
 dicis fût si lâche & si ingrate que de sacri-
 fier un Seigneur qui l'avoit fort bien servie.
 Le Comte de Bethune lui-même ne se
 soucioit pas de presser fortement la Reine
 mere de consentir à une chose indigne d'u-
 ne personne de son rang, & capable de
 flétrir à jamais sa réputation, & de lui fai-
 re perdre tous ses serviteurs. Cependant
 Louis mourroit d'envie de l'amener là.
 Convaincu que Bethune aveit trop d'hon-
 neur & de probité pour insister beaucoup
 sur un article si odieux de ses instruc-
 tions.

tions, le Favori gagna secrètement l'Abbé ^{1619.}
Rucellai. Un ennemi reconcilié est sou-
vent plus dangereux qu'un ennemi dé-
claré. Outre que Rucellai n'oublia jamais
le chagrin qu'Epernon lui donna dans l'affaire du Marquis de Roilhac, le Duc s'é-
tait nouvellement brouillé avec l'Abbé :
Lui ne le savoit bien. Il fait sonder Ru-
cellai, & le vindicatif Italien prend avide-
ment l'occasion de gagner les bonnes gra-
ces du Favori, en insinuant à la Reine
mère qu'elle ne doit pas faire scrupule d'a-
bandonner un homme qui la tenoit, dit-il,
encore plus resserrée dans Angoulême qu'el-
le ne l'étoit à Blois..

La Lettre que le Comte de Bethune ren- ^{Lettres}
dit à Marie de Médicis de la part du Roi, ^{du Roi, du}
commençoit par de grandes menaces con- ^{Prince de}
tre le Duc d'Epernon. Louis suppose ^{& des Mi-}
qu'un sujet a enlevé la mère de son Roi, ^{nistres à}
qu'il la tient prisonniere, & qu'elle écrit ^{Marie de}
ce que le Duc lui dicte. C'est sur ce fon-
dement que Louis appuie son dessein d'ar-
mer. Il prétend marcher à la tête de ses
troupes pour délivrer seulement sa mère
d'une dure captivité. Vit-on jamais une
plus plaisante comédie de part & d'autre ?
Je ne crois pas, dit le Roi, *qu'il y eût* ^{Mercure}
un homme en France, qui en pleine paix eût François,
l'audace, je ne dis pas d'exécuter, mais de ^{1619.}
former la résolution d'entreprendre sur la li-
berté de la mère de son Roi. Mais Dieu qui
est le protecteur des Rois & qui m'afflige vi-
siblement dans tous mes desseins, me fera la
grâce de châtier severement cette injure.
Ceux qui se voulent couvrir de votre nom,

1619. & qui cherchent leur avantage dans la ruine de mon peuple & dans la diminution de mon autorité, sentiront les effets de ma juste colere. Les marques de la puissance que le Duc d'Epernon exerce sur votre esprit, sont si visibles dans la lettre qu'il vous a dictée, que tout le monde s'apperçoit facilement que vous l'avez écrite à regret. Qui pourroit s'imaginer qu'après m'avoir donné de si mauvaises impressions de son esprit & de sa conduite, vous me voulussiez maintenant persuader que le feu Roi mon Seigneur & pere vous a recommandé un peu avant son décès, de vous servir du conseil de cet homme tant en mes affaires qu'aux votres? Vous savez, Madame, en votre conscience que le feu Roi avoit des sentimens tout à fait contraires à ceux qu'on lui donne dans votre Lettre. Vous me l'avez déclaré plusieurs fois, & vous l'avez même experimenté.

Marie de Médicis méritoit bien la confusion que son fils lui fait en cette rencontre. Elle s'y étoit imprudemment exposée en disant trop de bieu d'un Seigneur qu'elle décria souvent auprès de son fils. Que tout ceci nous découvre admirablement le génie des Princes! Il en est de même des autres hommes à proportion. Quand Epernon ne plioit pas assez au gré d'Henri IV, il en disoit mille maux. Mais lors qu'il vient à considérer de sang froid, que c'est le Seigneur le plus propre à servir la Reine & ses enfans contre les entreprises des Princes du sang, Henri recommande à Marie de Medicis de se servir des conseils du Duc d'Epernon, & de prendre con-

1619.

confiance en lui. Prevenuë par le Maréchal d'Ancre, la Reine mere ne pouvoit souffrir quelquefois les airs de hauteur & d'autorité qu'Epernon se donnoit ordinairement. En ces occasions elle rapporte à Louis XIII. tout ce qu'Henri IV. lui a dit de mal contre le Duc. Aujourd'hui qu'Epernon l'a fort utilement servie, c'est, à son avis, un homme d'une probité reconnue & d'une prudence consommée. Elle veut suivre le conseil que le feu Roi lui a donné de se confier parfaitement au Duc d'Epernon. Quel fonds peut-on faire après cela sur le bien, ou sur le mal que les Princes disent des gens ? Ils tiennent un langage different selon que leurs intérêts, ou leurs passions changent. Je reviens à la suite de la Lettre de Louis à sa mere. Il est bon de voir comment les Rois parlent devant le monde, & de les comparer avec ce que l'histoire nous apprend de leur conduite & de leurs actions.

Où est l'homme assez dépourvu de sens, ajoutoit Louis, qui ne voit pas qu'on vous a forcée à vous plaindre des mauvais traitemens que vous dites avoir reçus de ma part. Si ce que vous avancez est véritable, je dois être le premier blâmé. Toutes les résolutions prises sur ce qui vous regarde, ont été non seulement autorisées de mon nom ; mais elles sont venues encore, ou de mon propre mouvement, ou de l'avis de mon Conseil, c'est-à-dire, de ceux dont le feu Roi se servoit. Ma conscience, la vôtre, & toute la France, font témoins, Madame, que je n'ai omis aucun

1619. aucun de mes devoirs à votre égard. La crainte de Dieu est tellement gravée dans mon ame, que je me tiens plus giorieux de cette grace que de la possession de mon Royaume. Je ne prétends pas que ma Couronne me dispense d'avoir pour vous les mêmes égards & le même respect; que ceux d'une naissance inférieure à la mienne, doivent à leurs meres. Si je vous ai paru en certaines rencontres n'avoir pas tous les tendres sentimens d'un bon fils, c'est que je suis obligé d'agir quelquefois en Roi & en pere de mon peuple. La conjoncture du temps & des affaires ne me permettoit pas d'en user autrement. Vous m'avez souvent avoué dans vos Lettres que cette conduite étoit si jolie, que vous ne pouviez pas vous en offenser, & que vous préfériez de bon cœur la seureté du repos public à votre contentement particulier.

Né croiroit-on pas en lisant cette Lettre que Louïs faisoit tout par lui-même, & qu'il étoit le premier auteur des résolutions prises dans son Conseil ? Cependant, on nous rapporte comme une chose de notorieté publique, & quelques-uns de ses Courtisans l'assurent, qu'il s'occupoit à des amusemens puériles & indignes de lui, pendant que son Favori régloit les affaires les plus importantes. On ne peut assez louer les sentimens Chrétiens que Louïs témoigne dans sa Lettre. Il est certain qu'il craignoit Dieu. Mais comme il eut toujours plus de superstition que de véritable religion, & fit souvent des choses qui ne conviennent pas à un Prince qui se picque de préférer la qualité de Chrétien à celle de

de Souverain. Sous prétexte de remplir ses devoirs de Roi, il oublioit à la sollicitation d'un Favori, ou d'un Ministre, que sa Couronne ne le dispensoit pas d'honorer sa mère. Il eut la dureté de la laisser mourir d'ennui & de misère dans un païs étranger. Marie de Médicis dissimula souvent avec lui. Dans le dessein de l'amuser elle faisoit semblant d'être contente de sa conduite. Les Princes & les particuliers ne doivent pas toujours dire ce qu'ils pensent. Mais il y a des mesures à garder dans la dissimulation. En la poussant trop loin, on s'expose à passer pour fourbe, ou pour inconstant. La réputation, c'est la bonne opinion que nous donnons de nous au public. Il n'est pas obligé d'approfondir tout, ni d'entrer en mille petits détails. Si Marie de Médicis avoit envie de se plaindre un jour de la dureté de son fils, elle ne devoit pas lui mettre en main de quoi justifier qu'elle approuvoit sa coaduite. C'est sur ce fondement que plusieurs gens l'accusèrent d'inquiétude, d'inconstance, d'une dissimulation trop profonde, & trop artificieuse.

Quant à l'administration de mes affaires, disoit encore le Roi, je ferai connoître à ceux qui vous ont pressée de vous en plaindre sans sujet, que c'est moi qui gouverne mon Royaume, Et qui agis dans tous mes Conseils. Lors que vous serez mieux informés de la vérité, vous louerez Dieu avec moi de cette grande bénédiction. J'ai résolu de prendre les armes afin de vous tirer de captivité, de vous remettre dans la liberté que vos ennemis.

2619. nemis vous ont bête , & de vous faire rendre l'honneur & le respect qui vous font dûs. Si le séjour de Blois ne vous est pas agréable. vous pourrez choisir celle de vos maisons, ou des miennes , qui vous plaira davantage. Vous y serez en pleine liberté. J'irai vous voir incontinent après votre arrivée. Ce sera dans cette entrevue , que vous me direz de bouche ce que vous croirez important au bien & au repos de mes sujets. Toute autre manière de me donner des avis sur mes affaires , feroit connoître au public , qu'on cherche plutôt l'éclat que le profit. Louïs prie ensuite sa mère d'ajouter foi à tout ce que le Comte de Bethune lui dira de sa part. Les honnêtes gens ne purent lire sans indignation les Lettres de Marie de Médicis & la réponse du Roi. Quel étrange jeu , disoient-ils , prétend-on jouer aux dépens du peuple ! La Reine mère croie qu'elle est prisonnière à Blois : elle fait venir le Duc d'Epernon pour la délivrer. Si nous l'en voulons croire , son unique dessin , c'est de donner de bons avis à son fils . Et à quoi se termineront ces conseils salutaires ? A dire qu'il faut chasser Luynes de la Cour. Le Roi le voit bien , & il n'en veut rien faire. Le voilà qui suppose à son tour que le Duc d'Epernon tient la Reine mère captive. Il faut mettre des Armées sur pied ; il faut faire des levées extraordinaires d'argent pour tirer de prison celle qui prétend en être délivrée. Malheureuse condition des sujets qui vivent sous un Prince jeune & foible ! Parce qu'un Favori croît la présence de la Reine mère à la Cour préjudiciable à l'établissement de

de sa fortune, il mettra toute la France en feu pour éloigner de Paris une Princesse qui pourroit demeurer au Louvre, sans prendre aucune part au gouvernement de l'Etat. Qu'avons-nous gagné à la mort du Maréchal d'Acre? Les Luines font plus de mal, que Conchini & la Galigaï n'en ont jamais fait.

Le monde refléchit encore beaucoup sur la Lettre que le Prince de Piémont écrivit en même temps à Marie de Médicis. Elle lui avoit demandé ses bons offices auprès du Roi. Mais la Reine mere se trompoit, si elle croioit que le Duc de Savoie & son fils souhaitassent de la voir rentrer dans sa première autorité. Charles Emmanuel étoit trop mécontent d'elle. Il prenoit des engagemens si contraires aux intérêts de la Maison d'Autriche, qu'il fut bien - aise que le Roi de France éloignât de son Conseil une mere trop facile à se laisser surprendre par la Cour de Rome & par celle de Madrid. Marie de Médicis jugea de la réponse de Victor Amédée, qu'elle ne devoit rien attendre de Charles Emmanuel, ni de la Maison de Savoie. *Je suis bien fâché, Madame,* lui dit le Prince de Piémont, *de ce que vous êtes sortie de Blois dans la pensée que vous n'y étiez pas en sécurité, & que vous ne pourriez déclarer au Roi les désordres que vous vous figurez dans l'Etat. Cette résolution ne vient pas, à mon avis, de votre Majesté. Son naturel est trop bon, & son jugement trop solide. C'est un artifice de cer-*

Mercure
Français,
1619.

2619. certaines gens qui craignent votre reconciliation avec le Roi, & qui espèrent de profiter de la mesintelligence de vos Majestés: il est certain, & je puis l'affirmer que vous jouissiez d'une entiere liberté à Blois, & qu'on ne peut rien ajouter à la tendresse que le Roi a pour vous. Ses actions publiques & particulières répondent à la grande réputation qu'il s'est acquise dans l'Europe, & à l'estime qu'on y a conçue de sa vertu & de sa générosité. Outre les effets que toute la Chrétienté en a sentis, je remarque encore tous les jours de nouvelles preuves des rares qualités du Roi. Il agit dans son Conseil entre les anciens Ministres du feu Roi son pere avec un jugement si esquis, avec une justice si exacte, avec un courage si ferme, que tous ceux qui le voient en sont ravis d'admiration. Dieu qui a comblé le Roi de tant de graces extraordinaires, veut bénir son regne, & le rendre encore plus glorieux que celui de ses ancêtres. L'amour de la vérité, m'oblige à publier ce que je connais par ma propre expérience.

Cette flatterie outrée sembla indigne d'une personne du rang de Victor Amédée. Le témoignage avantageux que le Prince de Piémont rend au Roi, pourroit faire honneur à sa Majesté, dirent quelques-uns, si ces éloges étoient moins intéressés. Peu s'en est fallu que le Duc de Savoie, ne se fût mis en tête de se faire Pape: il pense maintenant à l'Empire. Et que savons-nous s'il n'espère point aussi de profiter des mouvements de la Bohême? Son fils flatte le Roi bassement. On cherche à gagner sa Ma-

Majesté, afin qu'elle appuie les projets ambitieux & chimériques de Charles Emmanuel 1619.
On remarquoit aussi que Victor Amédée,
non content de faire l'adulateur, emploioit
encore les menaces pour intimider une Reine
inquiète & affligée. La Maison de Sa-
vate, & moi par dessus tous, ajoutoit le Prin-
ce de Piémont, sommes tellement redevables
au Roi, que nous exposerons librement nos
vies & nos biens, en cas que le Roi soit
obligé de prendre les armes afin de maintenir
son autorité, de reduire les ennemis de la gran-
deur de sa Couronne, & de rendre à votre Ma-
jesté sa liberté qu'on lui a ôtée, en vous tirant
de Blois.

On raisonna davantage sur les réponses que le Chancelier, le arde des Seaux, & le Président Jeannin firent aux Lettres de Marie de Médicis. Celle de Silleri étoit courte & en termes généraux. Le monde s'imagina que le vieux & habile Courtisan ne vouloit pas s'expliquer. Il avoit du chagrin contre le Favori: & le Duc d'Epernon étoit son ami. D'ailleurs le Chancelier se plaignoit de la Reine mere qui lui ôta les Seaux. Pour se démêler de ces embarras, Silleri n'entre dans aucun détail. Il se contente d'exhorter Marie de Médicis à la paix, & à donner satisfaction au Roi son fils. Du Vair qui se picquoit d'éloquence, fit une Lettre plus étendue: mais il donna prise aux malins & aux râilleurs. On n'étoit pas d'humeur à lui pardonner une fausse démarche. Plus il affectoit une vertu austère, plus les gens cherchoient à découvrir ses passions & ses

*Mercurie
François,
1619.*

1619. & ses vues secrètes. On ne fut pas surpris qu'un ennemi déclaré d'Epernon qui lui avoit fait un affront public, insinuat à Marie de Médicis d'abandonner le Duc , en conseillant à cette Princesse de se contenter de ce que son fils lui promet. Arrêtez le cours du mal à sa source , disoit le Garde des Sceaux : vous seule , Madame , le pourrez ég̃ par un seul moyen. Remettez-vous franchement entre les bras du Roi votre fils. Vous voiez quelles assurances il vous donne ég̃ de son amitié & du désir qu'il a de vous contenir. La parole solennelle d'un si grand Roi, suffiroit à ses ennemis de quelque nation qu'ils fussent. La présence de votre Majesté , un seul regard maternel achevera tout ce que vous pouvez désirer davantage & pour vous & pour ceux que vous affectionnez. Le monde comprit fort bien que du Vair insinuoit à Marie de Médicis , que le Roi pardouneroit plus facilement au Duc d'Epernon , quand elle se seroit remise entre les bras de son fils. Si la Reine mère , disoit-on , est jamais assez imprudente pour suivre le conseil de M. le Garde des Sceaux , sera-t-il d'avis pour lors que le Roi laisse à M. d'Epernon ses honneurs & ses dignités , & que sa Majesté le réçoive dans ses bonnes grâces ? Non sans doute, le bon M. du Vair a trop de confiance pour le faire.

Les râilleurs tournèrent en ridicule les éloges outrés & flatteurs , qu'un vieux & grave Magistrat déclina à un jeune Prince , qui n'avoit pas d'une matière fort avantageuse dans le monde. Votre Majesté , disoit

soit encore du Vair à Marie de Médicis, 1619.
a trop de discernement pour se persuader que
le Roi, qui fait que son nom est en vénéra-
tion jusques aux extrémités de la terre, &
que toute l'Europe admire la manière, dont
il a promptement éteint le feu qui embragoit
son Royaume, dont il a donné la paix à l'Ita-
lie, dont il se prépare à la procurer en
Allemagne, dont il a rétabli la justice & le
bon ordre en France: Votre Majesté voit
bien, dis-je, que dans une pareille situation,
le Roi doit regarder tout ce qu'on lui dira
contre son administration, comme une voix
injurieuse qui lui voudroit ravir la gloire
éminente qu'il s'est acquise. Les honnêtes
gens leverent les épaules en lisant de si
grandes pauvretés. Que cela nous rend
bien croiable, disoient-ils, ce que l'histoire
nous rapporte de la basse adulatio[n] des an-
ciens Sénateurs de Rome en certaines rencon-
tres! Le Garde des Sceaux est plus lâche
qu'eux. Sous le nom du Roi, il prétend
donner de l'encens au Favori, auquel il est
redevable de son rétablissement. Et qu'a-
t-on fait de merveilleux depuis que Luines
gouverne l'Etat? Nous savons comment la
paix a été donnée à l'Italie: en ménageant
avec grand soin les intérêts & l'honneur de
la Couronne d'Espagne. Nous verrons quel
parti on fera prendre au Roi dans les gran-
des révolutions qui se préparent en Allemagne.
Quel bien a produit l'assemblée des
Notables à Rouen dont Luines a voulu nous
amuser. Il s'en est servi pour mieux établir
son autorité. Et M. le Garde des-Sceaux
nous vient dire gravement que la justice est
réta-

1619. établie, que les abus sont corrigés, que le vice & le crime sont bannis.

Les gens étoient sur tout indignés contre un endroit de la même Lettre. Du Vair craignoit tellement que Luines son patron, ne fût éloigné de la Cour, que le bon Magistrat avertit sans façon la Reine mère, qu'elle ne doit pas espérer que Louis se défasse jamais de son Favori, quoique toute la France crie contre lui : *Il ne faut point penser, Madame, disoit le Garde des Sceaux, qu'on puisse rendre le coup moins sensible au Roi, en le portant sur ceux qui sont auprès de sa personne.* Outre que vous lui avez inspiré trop de courage & trop de jugement, il a déjà connu aussi bien que vous par sa propre expérience, que tous ceux qui ont voulu ci-devant attaquer les Princes & troubler l'Etat, ont fait semblant de n'en vouloir qu'à ceux qui les approchoient. Pardonnez, Madame, à un homme qui fait profession d'avoir son cœur sur ses lèvres. Si je parle trop librement à votre Majesté, c'est que je pense uniquement à suivre les lumières de ma conscience, comme vous m'y exhortez. Quelques-uns se mirent à rire en disant : *M. le Garde des Sceaux n'est que trop sincère.* Il déclare franchement à la Reine qu'elle fera bien de se tenir en repos, de sacrifier M. d'Epernon, & de permettre que Luines demeure le maître absolu des affaires.

La réponse du Président Jeannin parut mieux concertée & plus judicieuse. Il exhorte seulement la Reine mère à se rapprocher avec son fils, & à ne suivre

pas

pas trop aveuglément les conseils du Duc d'Épernon, parce que les troubles de l'Etat lui sembloient nécessaires à la conservation & même à l'accroissement de sa fortune. Faites cesser, Madame, les mouvements qui se préparent sous votre nom, disoit Jeannin de fort bon sens. Au lieu de profiter au public & de causer le soulagement, & la réformation que vous demandez, ils serviront de prétexte à couvrir les mauvaises intentions de ceux qui prétendent s'élever sur les ruines du Royaume. Votre intérêt vous engage à maintenir l'autorité du Roi. Plus il sera respecté, & plus on aura d'égards pour sa mère. Craignez de vous repentir d'avoir trop écouté les mauvais conseils de ceux qui veulent vous jeter dans le précipice. Il y avoit de grāuds abus dans le gouvernement. Jeannin semblé en convenir. Cependant il a raison de vouloir arrêter Marie de Médicis, qui faisoit mine d'en demander le retranchement. Elle pensoit plus à ses avantages particuliers, qu'au bien de l'Etat. Tant que la bonne Princesse eut la souveraine administration des affaires, elle ne voulut jamais entendre parler de réformation. La voilà chassée de la Cour : elle crie au mauvais gouvernement. Ses intentions sont les meilleures du monde pour le soulagement du peuple. Si Louis eut rétabli la Reine mère dans sa première autorité, elle auroit pesé à la conserver mieux. On auroit oublié les grandes plaintes dont la France retentit, lors qu'on s'échappa de Blois. Juilé-jugement de Tom. III. P Dieu !

1619. Dieu! Ceux qui travaillent le plus à l'établissement du pouvoir arbitraire des Rois, sont souvent les premiers à gémir sous la pesanteur du joug, dont ils veulent accabler le peuple. Marie de Médicis s'efforça de mettre Louis au dessus de toutes ces loix. Elle vouloit commander à son aise sous le nom de son fils: & l'ambitieuse Princesse connut par sa propre expérience, qu'un Roi trop absolu peut devenir le tyran de sa mère & de ses plus proches parens.

Le Roi
envoie
encore
l'Arche-
vêque de
Sens & le
P. de Be-
rulle à la
Reine
mère.

*Journal
de Bassom-
pierre.*

*Mémoires
de Dés-
geant.* pag.
205. 206.

*Vittorio
Stri Me-
morie re-
conaitre.*

*Tom. IV.
p. 594.
597. 598.*

*Lettere
di Bentivoglio.*

Le Marquis de Béthune jugea dès le premier entretien avec Marie de Médicis qu'il seroit inutile de lui proposer d'abandonner le Duc d'Epernon. Elle témoigne d'abord que son cœur est incapable d'une pareille lâcheté. Quand Béthune assure que Louis armé uniquement pour punir un Sujet qui a l'audace d'élever la mère de son Roi, elle disculpe Epernon.

S'il y a du crime, dit la Reine, *je suis la seule coupable. M. d'Epernon me traite ici en Reine & je jouis d'une parfaite Liberté. Qu'on ne s'y trompe pas; je me mettrai devant lui, afin de recevoir les coups qu'un Favori arrogant prétend porter à un Seigneur qui ne s'est engagé dans cette affaire qu'à ma prière & à ma sollicitation. La cour connaît alors qu'il falloit empêcher la négociation si elle vouloit insister trop fortement sur une chose que la Reine mère rejettroit avec indignation. Béthune parut lui-même la proposer à regret avec quelque confusion. Il conseilla au Roi de cesser de faire des levées & des préparatifs de guer-*

re. Cela donne, disoit-il, de trop grands
embrages à la Reine mere. Je crains qu'elle
ne prenne la résolution de publier un Mani-
feste. Un pareil Ecris feroit un mauvais effet
au dedans & au dehors du Royaume. Louis
continua son armement, persuadé qu'il
étoit que sa mère intimidée se rangeroit
plutôt à la raison, & que certains Seigneurs
mécontens & factieux ne se déclareroient
pas si facilement pour elle. Cependant, en
tâche de l'amuser de l'espérance d'un ac-
commodement avantageux.

Comme elle avoit de la déférence pour
les Ecclesiastiques, ou les Religieux d'une
piété distinguée, le Roi résolut de lui en-
voier le P. de Berulle Supérieur Général
de l'Oratoire, dont Marie de Médicis esti-
moit la douceur, la prudence, & la pro-
bité. Le Duc d'Epernon respecte lui-
même Berulle. Il étoit proche parent du
Président Séguier intime ami d'Epernon.
Et cela donnoit beaucoup d'accès au P. de
Berulle auprès du Duc. On est bien aise
de l'amuser aussi. Déageant continuoit
son intrigue pour une entreprise sur la vil-
le de Mets, & il ne désespéroit pas de
réussir. Il tâche de faire en sorte qu'Eper-
non & la Vallette son fils leurrés de l'es-
pérance d'un prompt accommodement, se
tiennent moins sur leurs gardes. Quelque
échauffé que Luihes parût pour les voies
de hauteur & d'autorité, une guerre civile
remplirait & la haine de la plupart des
grands Seigneurs, augmentoit sa timidité
naturelle. S'ils ne se déclarent pas pour
Marie de Médicis, c'est qu'ils n'aiment

1619. point à dépendre du Duc d'Épernon. Mais il n'étoit pas impossible qu'en servant trop faiblement le Roi contre sa mère, & en se tenant même dans une espèce de neutralité, ils ne réduisissent enfin Louis à donner des conditions préjudiciables à la fortune du Favori. Voila pourquoi Lui-nes fit envoyer à Angoulême un homme agréable au Duc d'Épernon. Le Favori pensoit à le gagner en cas que Rucellai ne pût venir, a bout de persuader à la Reine mère de sacrifier son libérateur. Tel est l'esprit de toutes les Coars qui se picquent de raffinement en politique. On y entretient les gens d'une négociation, pendant que par une perfidie qui se couvre du nom moins odieux d'adresse & de subtilité, on travaille sourdement à les perdre sans ressource. Berulle avoit tout le secret de ce que le Roi vouloit accorder à sa mère. Cependant il ne paroît que comme un adjoint à l'Archevêque de Sens que le Roi envoia quelque temps après le départ de Béthune. Ce Prélat étoit frere du Cardinal du Perron mort l'année précédente. Désgeant dressa des mémoires particuliers pour Berulle. Il avoit l'ordre de s'ouvrir seulement jusqu'à un certain point au Comte de Béthune & à l'Archevêque de Sens. Il semble que le Roi & le Favori ne se fioient pas complètement

La Reine à eux.

me. e sol- Marie de Médicis, cette Reine si biga-
lilicite ini- te, si zélée contre les Huguenots, fut com-
le parti me. les autres. Elle les rechercha dans sa
Hugue- disgrâce. Le Duc d'Épernon leur en-
not à nemis

némi déclaré, s'intrigue à la Rochelle pour engager l'Assemblée générale qui s'y tient, ^{1619.} à se remuer en faveur de la Reine mere, ^{se déclarez pour elle.} & contre la trop grande autorité de Lunes, dont les Réformés sont fort mécontents. La conjoncture se trouvoit favorable aux desseins de Marie de Médicis. Et l'Assemblée de la Rochelle auroit peut-être embrassé les intérêts & le parti de la Reine mere, si Du Plessis-Mornai n'eût ^{Vie de M. du Plessis-Mornai.} eu la prudence de prévenir prompte-^{ex-l. IV.} ment ceux de sa Religion, & de les exhorter vivement à se servir de l'occasion, ^{Lettres & Mémoires} afin d'obtenir de la Cour du moins une partie de ce qu'ils demandoient. L'Assemblée générale que les Réformés tennoient ^{1618 &} à la Rochelle sans la permission du Roi, deliberoit sur les moyens de s'opposer aux innovations faites dans le Bearn à la sollicitation du Clergé. Le Duc de Rohan, le Marechal de Lesdiguières, & Du Plessis-Mornai cherchèrent avec application une voie d'accordement, où l'autorité du Roi commise trop brusquement fut sauvee, & qui procurât aux Réformés de Bearn un dédommagement certain des biens Ecclesiastiques & des autres choses que la Cour leur étoit. L'affaire sembloit prendre un assez bon train: mais certaines geûs de la Cour se mirent en tête de pousser les choses à l'extrémité. On représenta au Roi que c'est donner une trop grande atteinte à son autorité que de souffrir la convocation & la tenue d'une Assemblée générale des Réformés, à la Rochelle sans la permission & même, contre

1619. la volonté du Souverain. Le Parlement de Paris rend au commencement de cette année un Arrêt, par lequel les gens assemblés à la Rochelle sont déclarés rebelles, aussi bien que ceux qui les ont députés. Et les Magistrats des Provinces commencent des procédures contre quelques uns en vertu de l'Arrêt.

Cette nouvelle affaire donnoit une extrême inquiétude à du Plessis-Mornai. Il étoit dans une crainte mortelle que tout le parti Réformé ne se rémuât, lors qu'il seçut la nouvelle de l'évasion de la Reine mère. Du plessis dépêche promptement un expès à la Rochelle: Il lui donne des Lettres pour l'Assemblée. On y exhorte les Députés à profiter de l'occasion. Il faut envoier promptement en Cour, disoit du Plessis, & protester au Roi que nos Eglises lui demeureront fidèles, nonobstant les sujets de plainte qu'elles ont, & que nous ne demandons à sa Majesté que le libre exercice de notre Religion & la conservation de nos priviléges. La maxime constante du sage du Plessis, c'étoit d'empêcher autant qu'il pouvoit, que ceux de la Religion n'entraissent dans les partis & dans les factions d'Etat. Il favoit que toute la haine du Roi retombéroit infailliblement sur ses Sujets Réformés, après que les Princes & les grands Seigneurs auroient fait leur traité. Et cela ne s'est trouvé que trop véritable. L'Assemblée de la Rochelle embrasse l'ouverture que du Plessis lui donne. Elle envoie des Députés à la Cour: Ils sont bien reçus, & les Magistrats ont ordre

dre d'arrêter leurs poursuites. Chambret gendre de la Nouë vint sur ces entrefaites à la Rochelle de la part de Marie de Médicis & du Duc d'Epéraon. Ils espéroient l'un & l'autre de profiter du mécontentement des Huguenots. Mais ils s'y prirent trop tard. On avertit secrètement Chambret de se retirer au plutôt de la Rochelle.

1619.

Du Plessis-Mornai fut un de ceux à qui la Reine mere écrivit incontinent après sa sortie de Blois. Elle ne parloit dans sa Lettre que de ses bonnes intentions pour la réformation des abus du Gouvernement, & de ses espérances que tous les bons François la seconderoient ; enfin elle témoignoit compter beaucoup sur les bons conseils de Mornai, & sur la parole que certains Huguenots lui donnaient. Du Plessis répond avec un extrême respect à la Lettre de Marie de Médicis. Il plaignoit le malheur de cette Princesse ; il lui confessoit de bonne foi qu'il y avoit de grands désordres à corriger dans l'Etat. Cependant, Madame, ajoutoit le prudent Gentilhomme, je supplie très-bumblement votre Majesté d'éviter tous les remèdes violents, ils seroient pires que le mal, que vous prétendez guérir. Pensez que vous êtes non seulement la mere du Roi, mais encore du Roiaume. Beaucoup de gens vous promettent des merveilles. Ils feront peu de chose ; peut-être rien du tout. Du Plessis profite si habilement de la conjecture, en faveur de ceux de sa Religion : il agit si efficacement à la Cour, que l'Arrêt donné contre l'As-

1619. semblée de la Rochelle est cassé. Le Roi déclare qu'elle a été convoquée à bonne intention ; & permet d'en tenir une autre le mois de Septembre prochain à Loudun. Les Députés sortirent de la Rochelle soit contenus. Ils espéraient que les affaires du Bearn s'accommoderoient à l'amiable. Mais on y trouva de plus grands obstacles qu'ils ne croioient.

*Lettres &
Mémoires
de
Plessis-
Mornai.
1619.*

Du Plessis-Mornai ne s'occupoit pas seulement à tirer ceux de sa Religion en France d'un assez grand embarras, il étoit attentif encore à ce qui se passoit au Synode ouvert à Dordrecht en Hollande le treizième Novembre de l'année précédente. Ce fut comme le premier Concile Général des Eglises Réformées. Il y avoit un Evêque & trois Docteurs d'Angleterre, des Ministres députés des Eglises du Palatinat, de Hesse, de Suisse, de Genève & de quelques autres endroits. Le Roi de France refusa de permettre à ses Sujets Réformés d'y envoier quelques Théologiens : & ceux que l'Electeur de Brandebourg nomma ne purent faire le voyage. Il en est de ce Synode, comme de plusieurs Conciles anciens & modernes. La fin n'en fut avantageuse qu'au parti qui prenoit le dessus. Bien loin de terminer les contestations, il les augmenta. Le schisme fut confirmé, & devint plus opinionnaire. Une longue expérience de plusieurs siècles devroit apprendre au monde que c'est là le fruit ordinaire de ces sortes d'Assemblées. Je n'ai point encore vu de Concile qui ait bien réussi, disoit un illustre

Evê-

Évêque de l'Antiquité. On y aigrit pluôt
les mœurs de l'Eglise, qu'on ne les guérit.
Les Etats-Généraux des Provinces-Unies,
envoient, à l'exemple des Empereurs
Chrétiens, des Commissaires à Dordrecht,
sous prétexte de maintenir le bon ordre
dans le Synode, & d'y empêcher la con-
fusion; disous la vérité, pour régler abfo-
lument toutes choses. Messieurs les Com-
missaires en usèrent de la même maniére
que ceux de l'Empereur: quand un des
deux partis avoit plus de crédit à la Cour
que l'autre, les Commissaires faisoient un
rapport favorable au parti le plus puissant,
& l'Empereur ne manquoit pas d'autoriser
ce que ses Commissaires ordonnaient.
Les Contre-Rémontrans étoient supé-
rieurs dans les Provinces-Unies: & les
Etats-Généraux les appuioient hautement.
Tout fut si bien menagé dans les assem-
blées tenues pour députer au Synode Gé-
néral, que les Rémontrans devoient seu-
rement être condamnés. Les Commissaires
bien avertis de l'intention des Etats Géné-
raux favorisent le parti le plus agréable à
la Cour, & les Souverains confirmént ce
que les Commissaires ont réglé. Le Clergé ^{Hales}
~~s'autre~~ ^{en connoissance de ce qui se passe,} ^{its letters}
~~qu'autant qu'il plait aux seculiers de lui en faire from the~~
^{Synod of}
~~part,~~ ^{dis} un Docteur Anglois écrivant à ^{Dort}
Carleton Ambassadeur du Roi de la Grande-
Bretagne à la Haie:

Je ne sais comment du Plessis-Mornas
fut pris de donner son avis sur la maniére
de procéder dans le Synode, & sur les
mœurs de le rendre utile à la Réforma-

1619. tion. Le sage & pieux Gentilhomme déclara son sentiment avec beaucoup de prudence & de modération. Il faut sur tout, disoit-il, que l'Assemblée garde une équité parfaite, & qu'elle témoigne plus d'indulgence que de rigueur, en maintenant les intérêts de la vérité. On doit, autant qu'il est possible ouvrir le chemin à la réunion générale des Protestans. & éviter avec soin les ministres de parler capables d'exciter de nouvelles disputes; ou de réveiller les anciennes. Demeurons-en à ce qu'il a plu à Dieu de nous réveiller, non seulement au regard du dogme; mais encore dans la manière de s'exprimer. Plût à Dieu que le Synode eût suivi des maximes si équitables... Je l'ai déjà dit: il y avoit à Dordrecht des gens plus éclairés & plus habiles qu'à Tressé. Les articles controversés paroissent examinés avec plus d'application & d'exactitude; je dirai même avec plus d'apparence de bonne foi. Mais il faut avouer que les passions sont également violentes, & que les préjugés ne furent guères moins opiniâtres dans l'une de ces deux Assemblées que dans l'autre. Il y aura du désordre tant qu'il y aura des hommes. Je ne ferai point ici le détail d'un Synode qui eut plus de cent cinquante Sessions. Je toucherai seulement quelque chose de sa manière de procéder à la condamnation des Rémontrants.

Procédures du Synode. Ces pauvres gens effraies de ce qu'on avoit fait par tout contr' eux avant l'ouverture les Ré-ture du Synode, s'assemblent à Leide; & montrant des différences sur les mesures qu'ils doivent prendre. Ils résolurent de n'abandonner point

point la cause qu'ils avoient defendue jusqu'aux alors. Episcopius & trois autres se chargent d'aller à Dordrecht & d'y demander qu'il soit permis à tout le corps des Rémontrans de nommer des gens capables de bien soutenir leur doctrine dans le Synode. Episcopius & ses trois Collègues apprennent en arrivant à Dordrecht qu'on les a déjà cités dans les formes à comparaître devant le Synode, que les Lettres de citation sont expédlées tant au nom des Commissaires envoies par les Etats-Généraux, que de la part du Synode, qui s'occupoit à regler certains points de discipline en attendant qu'on pût proceder avec quelqu'apparence de justice à l'examen de la doctrine. Les Arminiens présentèrent diverses requêtes & plusieurs mémoires aux Commissaires & au Synode. Ils recusent sans façon tous les Ministres & tous les Théologiens députés des Provinces-Unies. On dit que les Contre-Rémontrans font parties declarées, qu'il n'y a nulle justice à espérer de gens qui se séparent ouvertement de la communion des Rémontrans, & que les Contre-Rémostrans ayant déjà fait plusieurs actes où ils condamnent les cinq articles des Arminiens comme hérétiques & pernicieux, on ne peut les regarder comme juges compétens. C'est à peu près ce que les Protestans autrefois alleguerent contre le Concile de Trente, lorsque l'Empereur Charles-Quint entreprit de les contraindre à se soumettre aux décrets de cette Assemblée. Avant que d'entrer en conférence,

*A Re sy-
nodi Dord-
racena,
Gc. Adm
& Scrip-
ta Syno-
dalia Re-
monstrans-
tium,*

1619. les Arminiens demandèrent qu'on leur accordât douze conditions. Ils en prouvoient fort au long dans un écrit la justice & l'équité; & ils affirmerent de n'apprécier qu'ils demandoient les choses proposées par les Protestans pour temps du Concile de Trente. En vérité Boetius Président du Synode & les autres chefs du parti Contre-Remontrant ne prirent point trop mal les manières du Légat du Pape & des Evêques dans le Concile de Trente. Le Président & son Synode se récrierent des qu'ils entendent dire aux Rémontrans qu'ils viennent pour entrer en conférence avec leurs frères sur les articles controverrés. Entrer en conference, disoient les Contre-Remontrans, ce n'est pas ainsi que nous l'entendons. Les Arminiens sont试试 devant leurs juges légitimes. On écoutera leurs défenses & nous déciderons, ensuite. Le Légat & les Evêques parlèrent-ils autrement dans l'Assemblée de Trente? Les Contre-Remontrans aussi artificieux que ceux-ci, vouloient que leurs adversaires parussent seulement au Synode pour y entendre pronoacer leur condamnation.

Un Docteur Anglois remarqua fort bien que le projet d'un Synode proposé par les Arminiens, étoit chimérique. Ils demandoient qu'il fut uniquement composé de gens qui n'eussent point pris parti dans les contestations. Où les auroit-on trouvés dans les Provinces-Unies, ces juges des intéressés? Les Rémontrans faisoient une autre proposition, que le Docteur Anglois ne jugea pas plus praticable; cependant

dant on en trouveroit des exemples dans l'Histoire Ecclesiastique. C'est qu'il y eût un nombre égal de Théologiens des deux partis qui conferassent en présence des Commissaires des Etats-Généraux, & qui cherchassent des voies d'accommodement. Que si les deux partis ne pouvoient convenir entre eux, le Souverain prononceroit définitivement pour les uns, ou pour les autres, ou du moins en faveur d'une tolérance mutuelle. Une pareille chose ne seroit pas sans exemple. Et c'est peut-être la méthode la plus sûre de terminer les disputes sur la Religion. Quand les Théologiens sont une fois échauffés, ils ne sont plus capables de garder des ménagemens, ni d'entendre raison. Il ne veulent point demeurer en repos jusques à ce que leurs adversaires soient condamnés & flétris. Cependant le Docteur Anglois n'a pas tort de croire que ce second projet étoit chimérique dans la situation présente des affaires des Provinces-Unies. Depuis que l'Arminianisme devint une affaire d'Etat, les Magistrats ne furent ni moins prévenus, ni moins passionnés que les Théologiens. Les uns & les autres vouloient qu'il y eût des hérésies à condamner. Cela rondeoit Barneveld, les autres prisonniers, & les Magistrats déposés encore plus odieux au peuple. Les Rémontrans font déboutés de toutes leurs demandes par les Commissaires des Etats-Généraux: & ils enjoignent à Episcopius & à ses Collègues de donner incessamment l'exposition

1619. de leur doctrine, ainsi que le Synode l'examina.

Les Arminiens sont entièrement exclus du Synode. Une des choses que les Maistres du Peuple & les Evêques du Concile de Trente, craignoient le plus, c'étoit que les Protestans eussent non seulement la liberté d'y proposer leurs sentimens, mais encore d'expliquer & de réfuter sans aucune contrainte les dogmes monstrueux & ridicules de l'Eglise de Rome. On remua une infinité de ressorts pour empêcher les Protestans de venir au Concile & d'y parler du moins d'une maniere trop libre, en cas qu'on ne pût se dispenser de les entendre.

Acta Synodi Dordracena.
Acta et Scripta Synodalia Remonstrantia.

Il arriva quelque chose de semblable à Dordrecht. Les Arminiens furent cités pour la forme : on fit mine de leur permettre de soutenir leurs sentimens & de refuter ceux de leurs adversaires. Mais dans le fond les Contre-Remontrans éviterent d'entrer en lice avec Episcopius. Ce Théologien défendoit sa cause avec tant de netteté, de force & d'érudition ; il faisoit voir si clairement les mauvaises conséquences & la dureté des dogmes des Contre-Remontrans sur la Reprobation & sur quelques autres articles, enfin il faisoit si bien les prendre par leur foible, qu'on résolut de faire en sorte qu'Episcopius & ses Collègues doanaissent un prétexte de leur fermer entièrement l'entrée du Synode. Examiner les livres des geas ; cela est plus commode. Le papier ne parle pas, il ne fait point d'instance flatteuse sur le champ. Mais découvrir des hommes habiles, versés dans la dispute,

&

& qui savent réduire les choses à la dernière précision ; être obligé de répondre à leurs difficultés, & de satisfaire à leurs doutes : & à leurs demandes ; la chose est souvent fort embarrassante, sur tout quand il faut parler devant un grand nombre de témoins. Voici l'expédient dont les Contre-Rémontrans s'aviserent pour se défaire d'Episcopius & des autres Arminiens.

On chicanera sur la liberté accordée de proposer leurs sentiments & de refuter ceux de leurs adversaires. Elle n'est point si ample, disoit-on, que le Synode n'ait droit de la restreindre. Les Rémontrans viendront donner un air odieux à ce que nous pensons de la Réprobacion. Ils veulent citer de longs passages de Béze, de Zanchius & des autres Docteurs dont toutes les Eglises Réformées reçoivent les écrits & la mémoire. Ils en tireront des conséquences malignes contre ces grands hommes. Cela ne se doit pas souffrir. Que les Arminiens exposent modestement ce qu'ils pensent, à la bonne heure. Pourquoi leur permission de se débattre contre ce que les plus anciens & les plus illustres défenseurs de la Réformation enseignent du decret de la Réprobacion ? Ceux qui firent la proposition faisoient bien qu'Episcopius & les autres ne l'accepteroient jamais. En effet, ils ne manquèrent pas de représenter que la doctrine des Contre-Rémontrans sur la Réprobacion, étant la chose qui blessoit le plus la conscience des Arminiens, le Synode ne devoit pas trouver étrange qu'ils exposassent ce qui les choquoit dans ce dogme, & que leurs Lettres de citation pro-

1619. promettoient une pleine liberté d'expliquer leurs sentiments & de refuter ceux des Contre Remontrans. On répandit aux Arminiens que c'étoit à l'Assemblée de juger jusques où cette liberté devoit raisonnablement s'étendre.

Hale's Letters from the Synod of Dort.

Il y eut là-dessus de grandes contestations. Les Arminiens présentent des requêtes & des mémoires aux Commissaires des Etats Généraux & au Synode. Mais les Contre-Remontrans ont si bien lié leur partie, que les Théologiens étrangers, approuvent la restriction donnée à la liberté des Arminiens. De manièr que les Commissaires enjoignirent sous de grievous peines à Episcopius & à ses Collègues de se soumettre au decret du Synode. Le Président leur demande donc un jour en pleine Session s'ils veulent suivre ou non, les règlements faits par l'Assemblée sur la manière dont ils proposeront leurs sentiments & réfuteront ceux de leurs adversaires. Episcopius & ses Collègues, ayant répondu qu'ils persistaient à demander la liberté premièrement accordée, Rogerman Président de l'Assemblée, les en chasse de la part des Commissaires des Etats Généraux. Et de tout le Synode. Ce Ministre emporté traita les Arminiens de fourbes & de meuteurs, il le fit dire plusieurs choses outrageantes. Episcopius répond modestement en se retirant, que Dieu jugera un jour qui sont ceux qui méritent d'être accusés de tromperie & de mensonge. Un de ses Collègues déclare qu'il appelle un tribunal de Dieu de cette singulière procédure.

1619.

dure. Enfin un autre témoigne qu'il sort avec plaisir de l'assemblée des mechans.

Un Docteur Anglois témoin oculaire de ce qui se passoit, & dont les Lettres ne sont pas autrement favorables aux Rémontrans, avoué de bonne foi que l'emportement & la colère firent commettre en cette occasion une faute insigne au Président du Synode. Ces manières impérieuses & brusques, dit il, sont contraires à la Religion Chrétienne qui ne recommande rien tant que la douceur & la modération. Elles sont encore moins pardonnables à un Ecclésiastique. Cependant l'autorité du Synode est commise. On ne peut honnêtement s'en dédire, ni changer une résolution prise mal à propos. Tout ce qu'on a pu faire pour couvrir la fausse démarche, c'est d'obtenir une ordonnance des Etats-Généraux qui confirme ce que leurs Commissaires & le Synode ont fait. C'est en vain qu'Episcopius & ses Collègues envoient des plaintes & des remontrances aux Etats-Généraux & à Maurice Prince d'Orange ; qu'ils demandent justice & qu'ils tâchent d'émouvoir la compassion des Magistrats. Ils ne sont point écoutés. On les regarde comme des opiniâtres & des rebelles. Les Etats Généraux leur défendent de sortir de la ville de Dordrecht sans une permission expresse des Commissaires. Il fallut que les Arminiens demeurassent là pour entendre la condamnation de leur doctrine & pour voir leurs personnes flétries. Une si grande affliction ne les empêcha pas de travailler infatigablement à la composition

1619. sition de plusieurs savans Ecrits où ils défendent leurs cinq articles. Ou les remit entre les mains des Commissaires qui les communiquoient pour la forme au Synode. Les Arminiens sont certainement louables de ne s'être point rebutés & d'avoir continué à soutenir leur cause avec tant de courage & de modération. Ces ouvrages feront un monument éternel de l'érudition & de la solidité de ceux qui les ont composés. Mais à quoi servirent-ils? A faire dire que des gens venus avec le dessein formé de condamner les cinq articles, prononçoient avec une grande connoissance de cause.

Condamnation de l'opinion des Rémontrans sur les cinq articles des Arminiens. Après avoir gardé les apparences d'un examen assez long & fort sérieux des cinq articles des Arminiens, le Synode publia ses derniers jours du mois d'Avril ce qu'il appelle la doctrina véritable & orthodoxe des Arminiens. sur la Prédestination, sur la mort de Jesus-Christ, sur la corruption de l'homme & sur sa conversion à Dieu, enfin sur la perséverance. On ajoutoit à l'explication des sentimens du Synode sur chaque article, une condamnation de l'opinion contraire des Rémontrans. Cette publication solennelle fut suivie de la déposition d'Epicopius & des autres Ministres Arminiens cités au Synode. La sentence les flétrit comme des corrupteurs de la véritable Religion & comme des gens convaincus de troubler le repos des Eglises Belges, d'y causer de la division, enfin de donner de fort grands scandales. On raisonna beaucoup sur cette sentence dans toute l'Eu-

*ABA Sy-
nodi Dor.
dracena.*

l'Europe. Les uns demandoient avec quelle apparence de vérité, une assemblée de gens habiles & éclairés pouvoit reprocher aux Arméniens que leurs cinq articles étoient une corruption manifeste de la Religion Chrétienne. Etoit-elle généralement corrompue avant S. Augustin en Occident? N'a-t-elle jamais été pure en Orient? L'Eglise Greque, ajoutoit-on, a toujours enseigné une doctrine contraire à celle de l'Evêque d'Hippone: Et avant que celui-ci se fut avisé d'écrire contre les Pélagiens, l'Eglise Latine ignoroit & la Prédestination absolue, & la Grace à laquelle on ne résiste point. Avec quel front, disoient d'autres, les Contre-Rémostrans peuvent-ils accuser leurs adversaires de troubler la paix & le repos de l'Eglise? Et d'y causer un schisme! Les Arméniens offrent depuis long-temps une tolérance ébaritable. Et les Contre-Rémostrans la refusent opiniâtrement: ils ont commencé de faire des assemblées particulières. On cherchoit encore quels scandales Uitenbogart, Episcopius & les autres causoient dans les Provinces-Unies.. Leur vie étoit exemplaire & irreprochable. Ils donnèrent toujours de bons exemples de douceur, de charité, de désinteressement, & des autres vertus Chrétiennes.

Quelle fut la surprise des Luthériens d'Allemagne & du Nord, quand ils virent leur doctrine sur la Grace & sur la Prédestination condamnée avec tant de hauteur! Ils ne compreneroient rien à la conduite du Synode, ni à celle de Jacques Roi.

1649.

Hales's
Letters
from the
Synod of
Dort.

Roi d'Angleterre. On nous fait parler d'une réunion générale des Protestans, disoient les Luthériens. Le projet en a été proposé dans le Synode par ordre de sa Majesté Britannique: & dans cette même Assemblée on condamne, on scrit nos sentiments sur la Grace. & sur la Prédestination. A ce compte, il en est à peu près des Théologiens Réformés, comme de ceux de l'Eglise de Rome. Ils ne parlent que de réunion; mais c'est à condition qu'on en passera par tout ce qu'il leur plait de décider. Ayouons de bonne foi qu'il y a quelque chose dans le procédé des Réformés qui ne se comprend pas. On se plaint parmi eux de ce que les Luthériens témoignent trop d'éloignement pour la réunion générale des Protestans. Mais si où avoit un désir sincère de rapprocher les Luthériens, & de faire cesser une division si contraire au rétablissement de la pureté de l'Evangile, & si avantageuse aux ennemis de la vérité, le premier Concile général des Eglises Réformées devoit-il condamner solemnellement la doctrine des Lutheriens, sous prétexte de rejeter les cinq articles des Armoriens? Faudroit-il témoigner encore un attachement trop opiniâtre à des décisions faites à contre-temps & sans aucun besoin? Les Protestans ne croient pas les Conciles infallibles. Ne peut-on pas adoucir, & corriger ce qui s'est fait à Dordrecht? Quand on découvre quelque chose qui n'étoit pas assez éclairci, dit judicieusement S. Augustin, un Concile général corrige ce qui a été réglé dans un autre

tre Concile général. Cela se fait sans arrogance, sans orgueil, & sans envie ; dans un esprit d'humilité, de paix, & de charité chrétienne. Les Eglises Réformées de France n'eurent aucune part au Synode de Dordrecht. Cependant je ne fis par quelques intrigues on fit en sorte qu'elles en reçurent solennellement les décisions dans quelques-uns de leurs Synodes Nationaux. Rien ne les y obligoit. Après avoir fait cette démarche, elles offrirent dans un autre Synode National la communion aux Luthériens. Il y a là quelque chose qui paroît choquer le bon sens. Je ne m'étonne plus après cela que les Luthériens n'aient pas répondu aux avances des Réformés. Comment peuvent-ils écouter des gens qui condamnent authentiquement une doctrine comme contraire à l'Évangile, & qui viennent ensuite offrir seulement leur communion à ceux qui la soutiennent ? Je crois pouvoir conclure de là que les Eglises Réformées de France n'ont jamais approuvé tout de bon les décisions de Dordrecht. La cabale de certains Ministres les fit recevoir dans un Synode National.

Pendant que ceux qui prennent intérêt aux disputes théologiques & à ce qui vaille au concerne l'Eglise, s'occupent de ce qui se procès de passé dans le Synode à Dordrecht, les Barneveld, gens qui se mêlent des affaires politiques & qui entendent les loix, sont encore d'Hogerbeets, plus attentifs aux procédures faites à la Haïg contre Barneveld, Hogerbeets, & Grégoire. L'ouvrage paru récemment sur ce sujet laisse point baguez les gens dans une longue

1769. longue prison, & que les juges travaillent
 au plutôt à l'instruction du procès des ac-
 cusés. Qui vit avec étonnement le pre-
 mier Magistrat de Hollande & deux autres
 qui témoignent un rang considérable à Le-
 idie, à Rocciam, & dans les Etats de la
 Province, gardés six mois en prison, sans
 qu'aucun juge commenceât de procéder
 juridiquement contre eux. Une des grandes
 plaintes que nos ancêtres firent contre le ty-
 ranne du Due d'Albe, disoient quelques-
 uns, c'est qu'il retenoit les gens en prison au-
 vant qu'il lui plaisît. Et les enfans de ceux
 qui ont pris les armes pour se délivrer de
 cette violence, le commettent aujourd'hui
 contre des personnes les plus distinguées de la
 République. Les gens qui ont interrogé d'a-
 bord les prisonniers, font leurs ennemis décla-
 rés : ils ne sont point leurs juges naturels ;
 ils n'ont aucune commission du Souverain lé-
 gitime. De pareilles procédures sont nulles
 de droit, & les prisonniers ont raison de pro-
 tégier contre. Le parti opposé à Barneveld
 tâchoit de justifier une conduite contraire
 aux loix & à l'équité. Mais que peut-on
 dire de bon en faveur de ceux qui ne se
 méritent en peine de rien, & pourvus qu'ils
 perdent leurs condamnations ? Grotius dont l'A-
 pologie paraît écrit avec tant de modé-
 ration & de sincérité, jure que depuis que
 les Etats Généraux eurent nommé des ju-
 ges Commissaires pour lui faire son procès
 & aux autres, on ne l'interrogea pas sur la
 sixième partie des chefs d'accusation rap-
 portés dans l'Arrêt prononcé contre lui,
 que son interrogatoire ne fut point relu en
 sa

sa présence, enfin qu'il ne lui fut jamais permis d'expliquer un peu plus ses réponses, & de faire mieux comprendre sa pensée. Nous pouvons croire que Barneveld & Hoegerbeets, ne furent pas traités plus équitablement. Ce qu'il y a de plus étrange, c'est que les premiers interrogateurs qui n'ont aucune juridiction sur les prisonniers, menacent des personnes d'un rang & d'un mérite si distingué de leur faire donner la question. L'injustice de ces gens qui suivoient aveuglément leurs passions, effraient tellement le pauvre Ledenberg Secrétaire des Etats d'Utrecht, qu'il se tue lui-même dans la prison.

Les personnes désintéressées qui connoissoient la constitution du gouvernement des Provinces-Unies, firent de grandes réflexions sur ce que l'Assemblée des Etats-Généraux entreprenoit de nommer des Judges Commissaires pour faire le procès à Barneveld & aux autres. Cela parut directement contraire aux loix de l'Union des sept Provinces. *Les six Etats Grotius alliés*, disoit-on, *n'ont aucune juridiction* Apologetico eorum *sur les sujets de la Hollande*. Car enfin, qui Hollandie *l'alliance* que divers Souverains contractent *entre eux* pour leur commune défense, ne donne pas droit à un des Alliés de faire juger Cap. XV, les sujets de l'autre. Si les Magistrats d'une Province sont responsables de leur conduite à l'Assemblée des Etats-Généraux, n'a-t-on pas dû rendre publique cette condition de l'alliance, afin que chacun prete ses précautions? Les accusés prétendent avoir suivi les ordres des Etats de Hollande seuls & légitimes Souverains.

versans de la Province. Ont-ils jamais été avertis qu'il y a une Puissance supérieure à laquelle ils doivent rendre compte de ce qu'ils feront, en conséquence des résolutions prises dans les Etats de la Province ? Et quand il seroit vrai que l'Assemblie des Etats Généraux auroit, à peu près, dans les sept Provinces-Unies, la même autorité que les Ducs de Bourgogne, & l'Empereur Charles Quint avant qu'on eût secoué le joug des Espagnols, les prisonniers ne pourraient encore être jugés que par les Magistrats ordinaires de Hollande. C'est un privilège de la Province, authentiquement confirmé par les Ducs de Bourgogne, que toutes les affaires de Hollande y doivent être terminées par le Gouverneur, ou par les Magistrats, & qu'on ne peut évoquer les affaires hors de la Province. Quand les Etats Généraux nommeroient ces Juges Commissaires, ajoutoit-on, ils déclareroient que c'étoit sans préjudice des droits de chaque Province. Les Etats Généraux reconnoissent ainsi qu'ils agissent en cette occasion contre les Loix de l'Union. Et les Etats particuliers de Hollande, où il s'est fait de si grands changemens depuis l'emprisonnement du Pensemaire & des autres, protestent que l'entreprise présente des Etats Généraux, n'a pourra tirer à conséquence pour bâillonner, ni préjudicier aux droits & à la souveraineté de la Province de Hollande. Il est donc certain, concluoit-on, que cette procédure extraordinaire ne s'accorde pas avec les Loix de l'Union des sept Provinces.

Voilà ce qu'on disoit en faveur des prisonniers, qui prétendoient que les Commissai-

missaires donnés , étoient Juges incompe-
tens. Ce qu'on alléguoit , & ce qui se
pourroit alléguer pour soutenir l'entreprise
des Etats-Généraux , je ne le fai pas bien.
Je rapporte seulement ce que je trouve.
Un Auteur moderne avance hardiment *Du Man-*
que tout ceci se faisoit par les intrigues & rier dans
par la violence du Prince Maurice d'O- ses Me-
range qui aspiroit à la Souveraineté : Et le Prince
bien des gens se l'imaginent. Pour moi , Maurice
je ne vois pas sur quel fondement on veut Barneveld.
rendre Maurice responsable de toutes les Grotius
injustices commises dans le Synode à Dor- Prafa-
drecht , & à la Haie dans l'affaire de Bar- tione A-
nevelt & des autres prisonniers. Les per- pologeticis
sonnes équitables s'en rapporteront plutôt Gratibi
au témoignage de Grotius qu'à celui de
tout autre. Il ne doit pas être suspect sur
ce qui peut disculper le Prince Maurice.
On fait assez les sujets que Grotius eut de
se plaindre de son Excellence. Or ce fa-
vant homme dit seulement que Maurice ,
aiant demeuré quelque tems sans entrer
dans les contestations muës sur la Reli-
gion , & sur la maniere de les terminer ,
quelques esprits malins & artificieux trou-
vérent le moyen de surprendre un Prince
plus occupé des affaires de la guerre , que
de celles qui concernent la Religion & les
Loix. Ce fut donc Aerseus & quelques
autres ennemis de Barneveld , qui cher-
chaient à s'élever sur les ruines de ce grand
homme , firent croire au Prince Maurice
que Barneveld & ses amis avoient entre-
pris plusieurs choses contraires aux Loix ,
& capables de rompre l'Union des sept
Tom. III. Q Pro-

1619. Provinces. Aersens fut bien profiter de la révolution arrivée dans l'Etat. Il se fit, aggréger au Collège des Nobles de Hollande un peu après l'emprisonnement du Pensionnaire. D'autres qu'Aersens y trouvèrent encore leur compte. Ils obtinrent la place des prisonniers & des Magistrats déposés. Le seul Maurice content de conserver l'autorité que ses charges & les grands services rendus à la République lui donnerent toujours, ne se servit point de la révolution pour monter plus haut & pour se rendre plus puissant. Tout ce qu'on peut reprocher au Prince d'Orange, c'est d'avoir trop écouté & laissé faire des gens qui lui disoient sans cesse qu'on cherchoit à diminuer son autorité, pour exécuter plus facilement le complot fait avec les Espagnols de renverser la République. L'ambition & l'avarice d'Aersens & de quelques autres, le zèle aveugle & impétueux des Ministres Contre-Remontrans, furent la véritable cause des troubles & des malheurs. Le Prince Maurice est tout au plus blamable d'une trop grande crédulité à de faux rapports contre des Magistrats qu'il regarde comme les ennemis déclarés de son autorité. Encore faut-il avouer de bonne foi que Barneveld & ses amis commirent une grande imprudence, en donnant à Maurice un prétexte specieux de croire, qu'ils cherchoient à diminuer les droits dont son pere & lui jouissent incontestablement depuis la fondation de la République. Ce que la prétention fut en-

1619.

treprendre à Maurice sous le nom & par l'ordre des Etats Généraux, il l'exécuta avec une prudence & une dexterité inéveillée. Quant à la condamnation de Barneveld & des autres, il paroît avoir laissé faire les Etats Généraux & les geus de Loi. Le Prince n'avoit pas besoin de les gagner & de les corrompre. La plupart de ces Messieurs ne furent que trop ardents à se défaire de quelques Magistrats dont la lumiere & la probité ne les accommodoient pas.

Un des anciens griefs de la Hollande Condamnation de & des Provinces-Unies contre le Duc Barneveld & des autres d'Albe, c'est que l'injuste & sanguinaire Espagnol faisoit juger plusieurs personnes tres. par des Commissaires choisis à sa fantaisie. Quelle fut la surprise du monde, quand il vit encore les enfans de ceux qui crièrent à la Tyrannie en cette rencontre, commettre la même injustice contre les premières personnes de leur République !

Les accusés étoient sujets de la Province Grotius. Aq de Hollande : Et par conséquent les Etats pologetico Généraux devoient du moins les faire juger par les Magistrats ordinaires de Hollandie. Au lieu de cela, on nomme vingt-six Commissaires choisis dans toutes les Sept Provinces, tant du corps de la Noblesse, que de celui des Magistrats. Et ces Commissaires seront-ils des Judges irreprochables & desinteressés ? Non sans doute. Ils sont la plupart ennemis déclarés de Barneveld, & des autres. Aersfens, le nouveau Noble de Hollande, paroit avec ceux qui remplissent la place des

1619. Magistrats déposés. On voioit dans ce Tribunal des gens qui dirent tout publiquement & sans façon quelque temps auparavant, qu'on sauroit bien punir Barneveld, & qui menacèrent les prisonniers ; des gens sans aucune teinture des loix, & sans expérience, dans les affaires, des gens étafin intéressés à maintenir par la condamnation du Pensionnaire & des autres les changemens faits dans la République. C'est en vain que la femme & les enfans de Barneveld, les autres prisonniers & leurs parens, recusent la plupart de ces juges : leurs requêtes & leurs remontrances ne sont point écoutées.

N'attendons pas que les procédures des Commissaires soient exactes & juridiques. L'affaire des prisonniers étoit, à proprement parler, une affaire civile dans ses principaux chefs. Elle ne pouvoit se juger autrement. Les Commissaires la traiterent comme une affaire purement criminelle. Cela fit crier beaucoup de gens. Il n'est pas question, disoient-ils, si les accusés ont commis un crime incontestablement défendu par les Loix. On demande, si ce que les prisonniers confessent avoir fait, est contraire, ou non, aux Loix de l'Union & de l'alliance contractée entre les sept Provinces. La question est de droit. Elle doit être examinée publiquement. Et dans les formes. Les prisonniers peuvent demander la liberté de se défendre devant tout le monde. Au lieu de les interroger en particulier, il faut les écouter & leur donner un conseil. A-t-on jamais rien vu de semblable ? Des juges supposent d'abord que

1619.

que les choses imputées à des Magistrats d'une probité reconnue, sont criminelles: Et là dessus on les interroge, on les examine en particulier, on les déboute de leurs prétentions & de leurs demandes, quelque justes qu'elles soient. Les Commissaires s'engagent par une nouvelle manière de serment à ne rien dire de ce qui se passe, & à garder même le secret après que l'affaire sera jugée. L'Inquisition d'Espagne que nos peres ont tant détestée, permet à l'accusé de parler à son Advocat & de prouver les faits qui servent à sa défense: Et l'on n'accordera pas du moins la même grâce aux premiers Magistrats de Hollande?

Quelques-uns racontaient à propos de cela, que sous le Duc d'Albe, on communiqua aux Comtes d'Horn & d'Egmont les accusations intentées contre eux, qu'on leur donna du temps, pour mettre leurs défenses par écrit, qu'il leur fut permis de présenter des requêtes, & d'alleguer les actes qui serviroient à leur justification. D'où vient, ajutoit-on, qu'on ne garde pas la même équité au regard des prisonniers? Nos Ancêtres se récrierent contre la condamnation des Comtes d'Horn & d'Egmont, parce qu'on ne leur donna ni Procureurs, ni Avocats pour les aider à se défendre, parce qu'on ne leur confronta point les témoins produits contre eux. Bien loin d'accorder aux Magistrats accusés une chose, dont le défaut fut regardé par nos peres comme une nullité essentielle de l'arrêt de mort rendu contre les Comtes d'Egmont & d'Horn, on ne veut pas donner aux prisonniers d'aujourd'hui, ce que les

Q 3

Espa-

1619. Espagnols n'osèrent refuser à deux Seigneurs dont le Duc d'Albe avoit juré la perte. D'autres ajoutoient à ceci que le Procureur Général du Roi Philippe II. ayant fait donner un décret d'ajournement personnel contre le Prince Guillaume d'Orange, il répondit que rien ne l'obligeoit à s'exposer de souffrir une prison aussi rigoureuse, aussi injuste que celles des Comtes d'Horn & d'Egmont. Les Loix veulent, disoit le Prince d'Orange, que les prisonniers accusés aient la liberté de parler à ceux dont ils ont besoin pour se défendre, & de prendre conseil des gens qui les peuvent aider à se justifier. Sans cela, les plus innocens seroient opprimés: & la meilleure cause du monde ne se pourroit soutenir. Si les morts ont quelque connoissance de ce qui se passa ici bas, s'écrioit-il, que pense-t-il ce Héros incomparable, à qui nous sommes redevables de notre liberté, que pense-t-il en veant qu'on ne laisse pas aujourd'hui aux premiers Magistrats de Hollande, ces moyens naturels & légitimes de prouver leur innocence?

Je ne ferai point ici le détail des différents chefs d'accusation rapportés dans l'Arrêt de mort donné contre Barneveld. Cela feroit trop long. Le premier prouve assez l'injustice de ses Juges. Ils déclarent Barneveld coupable "d'avoir avancé & mis en pratique cette pernicieuse maxime, que châtre des Provinces-Unies a le pouvoir & le droit de régler chez elle ce qui concerne la religion indépendamment des autres Provinces. Et c'est sur cette maxime que

Mercure

François.

1619.

Vie d'Ol-
den-Bar-
neveld.

1619.

que la République fut premièrement fondée. Jusques à l'affaire de l'Arminianisme elle fut reçue comme certaine & indubitable. Quand les Judges s'appérçoivent que tout le monde se récrie contre leur arrêt, ils font courir le bruit; & cela fut imprimé depuis dans une espèce de manifeste, qu'on n'a pas "cru devoir mettre dans l'arrêt certaines choses dont Barneveld étoit containcu. Il autoit fallu lui donner la question, selon les Loix, disoit-on: *Et les Judges ont voulu épargner cette peine à un vieillard plus que septuaginaire.* On tâche de faire comprendre que Barneveld est véritablement coupable d'entretenir des intelligences secrètes avec les Espagnols. *L'humanité de Messieurs les Commissaires est grande, s'écrierent quelques-uns.* Ils croient devoir épargner la question au premier Magistrat de Hollande: *Et ils lui offrirent le peu de jours que le cours ordinaire de trois cornues la nature pouvoit lui donner encore.* C'est qu'à Hollande vain qu'on s'efforce de nous persuader que le Pensionnaire s'entendoit avec les ennemis runt. cap. XVII. de l'Etat. Qu'y avoit-il à gagner pour lui? XVIII. Il étoit revêtu de la première dignité de sa XX. Province; il y possède d'assez grands biens; il y a fait des alliances considérables en mariant ses enfans. Les Espagnols ont-ils de meilleurs établissemens à lui donner & à sa famille? Ce n'est pas d'aujourd'hui que le crime de Leze-Majesté & de mauvaise intention pour le Gouvernement présent, est le crime ordinaire des innocens que leurs ennemis veulent opprimer. On remarquoit encore que Barneveld étoit condamné pour plu-

1619. plusieurs choses qu'il avoit seulement faites en exécution des résolutions prises dans l'Assemblée des Etats de Hollande. Enfin, sur ce que l'Arrêt imputoit à Banneveld certaines actions contraires aux Loix en apparence, Où est le Ministre d'Etat, demandoient quelques-uns, auquel on ne fera pas couper la tête, si le Souverain veut se mettre sur le pied d'examiner les actions de ceux qui le servent avec une exactitude si rigoureuse? Ne fait-on pas que la prudence & le bien public même, exigent que ceux qui sont au timon des affaires passent au-dessus des Loix ordinaires en certaines occasions pressantes?

Hoogerbeets & Grotius furent seulement condamnés à une prison perpétuelle & à la confiscation de leurs biens. La peine parut nouvelle & inouïe dans une République libre. Ceux qui étoient versés dans le Droit Civil, remarquoient qu'un Empereur Romain desaprouva que les Magistrats condamnassent des hommes libres à passer le reste de leur vie dans les liens. Ce supplice, disoit le Prince, ne convient qu'à des esclaves. Les anciens Jurisconsultes, ajoutoit-on, déclarent que la prison n'est pas une peine; mais seulement un lieu destiné à garder quelque temps ceux qui sont accusés. En Espagne & en Italie on renferme quelquesfois les gens dans une prison perpétuelle: mais c'est depuis que la tyrannie s'y est établie. Cette sorte de peine est inconnue dans ces Provinces, & dans les pays jaloux de leur liberté. Quoique les divisions civiles soient contraires au bien de l'Etat, disoit-on enfin

enfin à la décharge d'Hoogerbeets & de Grotius ; tous ceux qui se trouvent engagés dans le parti qui ne paroît pas ensuite le meilleur, n'ont pas conjuré la ruine de la patrie : ils ont seulement suivi leurs préjugés. Les Juges équitables ne les condamnent point comme des ennemis de l'Etat. Le parti qui prend le dessus, est le plus heureux : mais il n'est pas toujours le plus juste. Quand de grands hommes bien intentionnés pour la patrie contestent ensemble, on se trouve dans un étrange embarras. Il n'est pas si facile de juger quelle est la meilleure cause : chacun ne voit pas bien ce qui est plus convenable, ce que la bonté exige, ce que les Loin permettent. Le monde étoit surpris que les Juges n'eussent pas gardé ces règles d'équité au regard des Magistrats qui se trouvoient entre les Etats-Généraux & les Etats particuliers de leur Province, & entre différentes villes de Hollande qui n'étoient pas d'accord ensemble.

Quoique le Roi de France mécontent de ce que les Etats-Généraux avoient L'Ambassadeur de peu d'égard à sa recommandation & à ses conseils, eût rappelé Boissise son Ambassadeur extraordinaire à la Haie, il ordonna intercéda encore à Du Maurier Ambassadeur ordinaire de continuer les bons offices de sa Majesté en faveur de Barneveld & des autres prisonniers. Dès que Du Maurier apprend que les Commissaires se préparent à prononcer leur arrêt de mort contre Barneveld, il demande audience à l'Assemblée des Etats-Généraux. L'Ambassadeur intercéda fortement au nom du Roi son Mercure François. mai- 1619.

1619. maître pour un illustre & infortuné vieillard. Cette nouvelle instance fut aussi inutile que les précédentes. Du Maurier ne se rebute pas. Le 13. Mai jour destiné à la prononciation & à l'exécution de l'Arrêt, l'Ambassadeur demande audience aux Etats-Généraux à quatre heures du matin. On s'excuse sur ce que l'heure est indue, tout ce que Du Maurier peut faire, c'est d'envoyer promptement une Lettre aux Etats-Généraux, & de leur déclarer que le Roi son maître, lui ordonne de les exhorer encore à la clémence. *Sa Majesté, disoit l'Ambassadeur, vous prie d'épargner le sang du plus ancien Officier de votre République. Le conseil que le Roi vous donne, est plus avantageux à cet Etat, qu'à la personne d'un vieillard qui n'a plus que peu de jours à vivre. M. Barneveld sera délivré de son affliction & de sa misere; au lieu que votre patrie doit craindre les suites fâcheuses d'une pareille exécution. Quelque soin que vous préniez d'adoucir l'amertume du remede que vous prétendez apporter aux desordres de votre République, les Magistrats déposés dans cette Province, croiront qu'on a voulu les flétrir encore, en faisant mourir par la main du Bourreau celui dont ils écoutoient avec respect les avis & les conseils.* L'Ambassadeur finit sa Lettre en conjurant les Etats-Généraux d'ordonner une commutation de peine. Il propose que Barneveld soit confiné dans une de ses terres sous la caution de ses plus proches parents, ou banni hors des sept Provinces.

Les

Les ennemis de Barneveld étoient allés trop loin pour reculer désormais. A neuf heures du matin, il fut conduit sur un échaffaut dressé dans la cour du château de la Haie remplie de soldats bien armés. Le vénérable vieillard vêtu d'une robe de chambre de Damas, marchoit appuié sur son bâton. Une foiblesse le fit en mettant le pied sur l'échaffaut. O Dieu ! qu'est-ce que l'homme ! dit-il alors d'une voix languissante. Barneveld reprend ses forces peu de temps après, & se mettant à genoux il prie Dieu avec de grands sentimens de foi & de pieté. Puis se relevant, il se tourne vers les assistans. Ces personnes, leur dit le vieillard après les avoir salués, j'ai toujours été votre fidèle compatriote. Faites-moi la justice de croire que je ne suis point un traître. Je meurs pour avoir soutenu les droits & la liberté de la patrie. Il se deshabille ensuite avec beaucoup de courage & de fermeté. S'étant mis deréchef à genoux, il attend le coup de la mort, en remettant son esprit entre les mains de celui qui en est le Créateur & qui garde fidèlement ce qu'il a promis à ceux qui perséverent dans les bonnes œuvres. Telle fut la fin, dirai-je, tragique, ou glorieuse de Jean d'Olden-Barneveld l'un des plus habiles politiques de son siècle, & le second fondateur de la puissante République des Provinces-Unies.

Hoogerbeets & Grotius furent conduits quelques jours ensuite au château de Louwenstein près de Gorcum. On les y renferma fort étroitement ; ils y souffrent tou-

1619. tes les rigueurs imaginables. Grotius se le château consoloit par la méditation des livres sacrés; & la lecture des beaux ouvrages qui nous restent de l'Antiquité Grecque & Romaine, faisoit le plaisir & le divertissement de cet homme incomparable. Dans une si grande adversité il redouble l'ardeur des prières qu'il offroit sans cesse à Dieu, pour la prospérité des Provinces-Unies, & pour le repos des Eglises Réformées. Sentimens plus beaux & plus nobles que ceux d'un héros de l'ancienne Rome, qui dans son exil détesta jusques à la fin de sa vie, l'ingrate patrie qui reconnoissoit si mal

Grotius Epist 124 bunal de ma conscience, dit Grotius, dans 125. &c. 133. &c. une de ses Lettres à Du Maurier, me paraît plus saint & plus redoutable que tout autre. Quand je m'y appelle moi-même, je trouve que j'ai pensé seulement à conserver l'unité de l'Eglise, en laissant à chacun la liberté de ses sentimens sur des questions spéculatives. Pour ce qui est de la République, je n'ai jamais eu dessein d'y causer aucun changement. Mon unique but, c'étoit de soutenir les droits de mes Souverains, & de remplir les devoirs de l'emploi dont ils m'avoient honoré, sans donner atteinte au pouvoir légitime de l'Assemblée des Etats-Généraux. Voilà pourquoi nous avons perdu notre réputation, nos biens & notre liberté. Consolons-nous; la disgrâce n'est pas sans exemple.

Nouveaux mens des troupes du Roi On trouva fort étrange à la Cour de France que la recommandation du Roi n'eût pu sauver la vie à un vicillard, qui eut autre

d'étoit

n'étoit pas certainement capable de nuire beaucoup à la République des Provinces-Unies, quand même il n'auroit pas aimé sincèrement sa patrie. Le refus que les Etats - Généraux firent d'accorder aux prières instantes & réitérées de Louis une chose peu importante, choqua extrêmement la fierté Françoise. Mais quoi ? il fallut bien dissimuler. Le temps ne permettoit pas de témoigner son ressentiment. La Cour étoit occupée de l'affaire de la Reine sa mère. Luines pensoit plus à soutenir sa fortune, qu'à ce qui se passoit au dehors. Pendant que le Comte de Béthune & les autres entretiennent Marie de Médicis de l'espérance d'un prompt accommodement avec son fils, le Duc de Maïenne amasse dans son Gouvernement de Guienne & ailleurs, une bonne Armée. Il s'avance vers l'Angoumois à la tête d'environ douze mille hommes. Les préparatifs du Roi jettèrent Epernon dans un extrême embarras. La Reine mère demandoit beaucoup de commissions pour lever des troupes, mais elle fournissoit peu d'argent. Tout ce que le Duc d'Epernon put faire par son adresse & par son crédit, ce fut d'avoir cinq ou six mille hommes d'infanterie, & environ mille chevaux. Incontinent après la mort d'Henri IV, Epernon eut soin de faire des provisions pour armer dix mille hommes. Ce fut une grande ressource pour lui dans la conjoncture présente de ses affaires.

Le Comte de Schomberg Lieutenant de Roi en Limousin sous le Duc d'Epernon,

*Mémoires
de Deau-
geant.
pag. 203 ;
204
vie du
Duc d'E-
pernon.
t. VIII.
Lettres de
Bentivoglio.
glis.*

1639.

en étoit Gouverneur, se déclara contre lui. Il assiége l'Abbaye d'Uzerche, où le Duc avoit mis une petite garnison. Epernon accourt au secours, persuadé que dans les guerres civiles, il n'y a rien de meilleur que la diligence, & qu'en ces occasions il faut plus agir que consulter. Le premier bruit d'un bon succès, peut beaucoup dans les entreprises nouvelles & extraordinaires. Le Duc arriva trop tard; Schomberg avoit pris la place; & ce petit malheur fit tort aux affaires de Marie de Médicis. Effraiee de la marche du Duc de Maïenne qui veut entrer dans l'Angoumois, elle envoie prier Epernon de revenir promptement à son secours. Il obéit: & les choses furent si bien ménagées par sa prudence & par son habileté, qu'avec des troupes inférieures à celles du Roi, il empêcha Maïenne de faire aucun progrès. Marie de Médicis est foit étonnée de se voir seule avec Epernon. Aucun des grands Seigneurs, sur lesquels la bonne Princesse comptoit, ne se remue en sa faveur. Dans une si grande incertitude, elle écoute avidement toutes les propositions d'accordement. Bien des choses lui faisoient espérer d'assez bonnes conditions. Quelques Ministres du Roi la favorisoient en secret. On étoit bien aise de diminuer la trop grande puissance d'un Fayot qui ne dennoit aucunes bornes à son ambition. D'autres moins intéressés dans ces divisions, s'efforçoient de prévenir une guerre ouverte entre le fils & la mere. Les uns & les autres appuient autant que la bienfaveur

féante le leur permet la prière que Marie de Médicis fait encore au Roi de surseoir tous les actes d'hostilité. Elle lui avoit écrit à l'occasion de l'entreprise sur Uzerche. Mais à peine eut-elle envoié cette Lettre, que le Duc d'Epernon reçut une nouvelle fâcheuse. Les habitans de Boulogne en Picardie dont il étoit Gouverneur, ne l'aimoient point. Ils ouvrirent volontiers leurs portes aux troupes que le Roi fit avancer vers Boulogne à leur sollicitation. Cette perte donne de nouvelles alarmes à Marie de Médicis. Elle commence de craindre que le Duc d'Epernon dépouillé de ses places, ne soit plus en état de la défendre. Nous avons la Lettre qu'elle écrivit encore à son fils sur la prise de Boulogne. Marie de Médicis en parle comme d'une chose qui ne lui permet plus de douter du dessein formé de la perdre & de l'opprimer.

Epernon étoit alors dans une extrême *Vie du*
inquiétude pour son Gouvernement de *Duc d'E-*
Mets. Il lui tenoit beaucoup plus au cœur *Epernon. la*
que celui de Boulogne. Le Duc de Ne-*Mémoires*
vers amassoit une Armée en Champagne : *de Dés-*
Et le monde ne doutoit pas qu'il ne dût *gant. pag.*
la conduire à *Mets*. Le Marquis de *la C.*
Valette à qui son pere laissa le soin de
conserver une place si importante à la for-
tune de leur Maison, ne manquoit ni de
courage, ni de fermeté. Il étoit bien aise
d'avoir occasion de se signaler. Mais en-
fin, la Valette étoit encore jeune : que
savoit-on s'il auroit assez d'expérience &
de forces pour soutenir un siège vigou-
reux ?

1619. reux ? Le Maréchal de Bouillon fit espérer qu'il se déclareroit, en cas que la ville de Mets fût attaquée. Mais Bouillon tient maintenant un autre langage. Il paroit vouloir demeurer neutre; soit que le parti de la Reine mère ne fût pas assez puissant, soit qu'il attendît la délivrance du Prince de Condé que Luynes promettoit. Plusieurs personnes de distinction en Champagne & dans les Provinces voisines donnaient de bonnes paroles à Marie de Médicis parce qu'elle les assurloit que le Maréchal de Bouillon se mettroit à leur tête. Quand ces gens voient que le Chef dont la Reine mère leur a parlé, demeure en repos, ils ne sont pas d'avis de se remuér.

Ce silence & les mouemens des troupes du Roi en Champagne allarmoient le Duc d'Epernon & le Marquis de la Valette. Mais ils ne cunoissoient pas encore tout ce qui se tramoit contr'eux. Déageant entretenoit son intrigue avec quelques-uns des principaux habitans de Mets qui promettoient de se soullever contre la Valette, & de faire entrer les troupes du Roi dans leur ville. Louis prévenu que le succès de l'entreprise est infaillible, se dispose à marcher lui-même du côté de Mets, pendant que le Duc de Maïenne s'avancera vers Angoalême. Pour mieux couvrir son dessein, le Roi feignoit d'avoir envie de joindre Maïenne, mais il prit secrètement ses mesures pour tourner tout d'un coup vers la Champagne en sortant de Paris. Sa Majesté n'en dit rien

rien à son Conseil. C'étoit même un mystère pour son Favori, dont elle craignoit l'indiscretion. Mais il fallut enfin découvrir tout à Luines: Et l'intrigue secrète ne manqua pas d'être connue bientôt après. Luines en fait confidence à quelqu'un qui en avertit le Cardinal de Guise. Celui-ci ne perd point de temps; écrit tout au Marquis de la Valette. On désarme incontinent les habitans de Mets, on renforce la garnison: le Gouverneur est attentif à tout; il se tient encore mieux sur ses gardes. Mais la Valette n'avoit aucune connoissance d'un magazin caché, où les habitans de l'intrigue firent une assez grande provision d'armes, en cas que le Gouverneur voulût leur ôter celles qu'ils gardoient dans leurs maisons. Cela fut cause qu'ils ne perdirent point courage. On promet derechef de se soulever, & d'introduire les troupes du Roi dans la ville & même dans la citadelle. Ce nouveau dessein est encore découvert par l'indiscretion du Favori. Le Cardinal de Guise bien informé des confidences que Luines fait à quelques adorateurs de sa fortune, qu'il regarde ridiculement comme ses véritables amis; Guise, dis-je, avertissoit exactement de tout le Marquis de la Valette. Les deux projets échoués furent penser au Roi qu'il ne seroit pas bien servi dans ce qu'il vouloit entreprendre contre sa mère & contre le Duc d'Epernon. La plupart des grands Seigneurs qui n'osent se déclarer ouvertement pour eux, tâchent de les aider en secret autant qu'il leur est possible.

469. Blé. Louis prit donc enfin la résolution de s'accommoder au plutôt avec Marie de Médicis, & de lui accorder des conditions qu'elle ne pourroit refuser honnêtement.

Intrigues de l'Abbé Rucellai depuis qu'il apprit que l'Abbé Rucellai perdoit son crédit auprès de la Reine me-auprès de la Reine, en voulant lui persuader de se séparer mere con-dû Duc d'Epernon. Afin qu'elle écoutât le Duc plus volontiers les propositions que le Roi d'Epernon. lui faisoit, Bethune eut des ordres positifs d'assurer Marie de Médicis, que le Prince de Condé ne sortiroit point de prison avant la conclusion de l'accordement. Elle voit bien que son fils ne peu pas tenir toujours le premier Prince du sang renfermé dans Vincennes. Mais elle souhaite qu'il paroisse du moins, que celle qui ne l'a fait mettre en prison que de concert avec le Roi, contribue quelque chose à sa délivrance. Tirer Condé du château de Vincennes pendant les brouilleries de la Reine avec son fils, c'étoit déclarer trop publiquement, que le Favéri écheroit à se faire un mérite auprès du premier Prince du sang aux dépens de Marie de Médicis, & à l'opposer comme un ennemi irréconciliable à celle dont il se plaignoit le plus. La Reine mere demandoit qu'on sauvat du moins les apparences, & que le Prince pût croire qu'il n'auroit pas obtenu si facilement sa liberté sans le consentement de Marie de Médicis. On met donc son esprit en repos sur ce chapitre. Luines & le Roi même promet-

Wittorio Siri M. Marie Re-condite. Tom. IV. pag. 611. 612.

mettent que Condé ne sortira de Vincennes, qu'après la reconciliation entière du fils & de la mère. 1619.

Le Favori fut tout autrement traitable sur l'article de la paix, depuis qu'il apprit que bien loin de persuader à la Reine mère de se séparer du Duc d'Epernon, Rucellai se ruiroit lui-même entièrement dans l'esprit de sa maîtresse, en lui faisant cette indigne proposition. Madame, disoit à Marie de Médicis Partificieux & vindicatif Italien, *Vie du Duc d'Epernon.* vous êtes prisonnière du Roi ^{d'Epernon.} VIII, votre fils à Blois : Et vous l'êtes ici ^{du Roi} de l'un de vos sujets. M. d'Epernon observe toutes vos démarches. Vous ne pouvez traiter avec les Envoyés du Roi, ni rien faire sans le consentement de celui qui est le maître dans Anjou. Il est facile de vous mettre en liberté. Satisfiez-vous du château. M. le Duc dépendra de vous, au lieu que vous dépendez maintenant de lui. Je vous réponds du succès. On ne se défie point de votre Majesté. Elle va se promener tous les jours dans le parc du château. Faites y entrer des gens à votre dévotion. Ils chassentont sans peine le neveu et M. d'Epernon qui commandé dans la place. N'est-ce pas une chose indigne que votre Majesté soit réduite à souffrir les manières bizarres & impérieuses d'un Seigneur qui vous a beaucoup plus d'obligation, que vous ne lui en avez ? Le Duc a bonne grâce de vous reprocher sans cesse qu'il s'est exposé pour vous, & que votre Majesté ne tient pas ce qu'elle a promis. Il a plus peur de soulever de votre nom & de votre autorité la faveur évidente de sa Mai-

1610. *Maison, qu'à vous donner une marque de son respect & de son attachement.*

Marie de Médicis découvre elle-même au Duc les conseils que Rucellai donna à sa Majesté avec beaucoup d'ardeur & d'application. Est-ce que la Reine mere conçut de l'horreur & de l'indignation contre l'homme qui lui proposoit une si grande lâcheté? Ne craignoit-elle point aussi le ressentiment du fier Epernon, en cas qu'il vint à favoîr que Marie de Médicis écoutoit des avis si contraires aux intérêts de son libérateur? Quoi, qu'il en soit des véritables motifs de la Reine mere, le Duc se loüa de sa franchise & de sa générosité. Mais Epernon voulut un mal mortel à Rucellai. Ils étoient brouillés depuis quelque temps. L'Abbé se donnoit la liberté de contredire le Duc en présence de la Reine avec une arrogance qu'un autre moins fier & plus endurant qu'Epernon n'auroit pas aisément soufferte. Depuis qu'il fut informé de ce que Rucellai insinuoit à Marie de Médicis, il cessa de parler à un si mal honnête homme, & d'avoir commerce avec lui. Le Capitaine des Gardes & quelques domestiques du Duc lui offrirent de le défaire promptement de cet esprit dangereux. Quelque grande que fût la colère d'Epernon, elle ne le porta pas à se venger indigneusement. Il défend à ses gens de faire aucun outrage à Rucellai. Qu'auroit pensé la Reine mere en voiant que le Duc faisoit tuër ses serviteurs? Il étoit plus honnête & plus sûr d'attendre qu'elle chassât de sa maison

un homme qui s'Imagine que certains services rendus lui donnent la liberté de proposer à sa maîtresse les choses du monde les plus pernicieuses. 1619.

L'Archevêque de Sens & le Comte de Le Cardinal de Bethune jugèrent à propos que le P. de Berulle ^{mal de la} rentrât à la Cour, & qu'il fit faire Roche-voir au Roi les véritables sentiments de est nom-Marie de Médicis, que Berulle connoissem pour soit mieux que les autres Envois de la part du Louis. Plus résolu que jamais à finir Roi avec cette affaire, le Roi écoute le P. de Berulle avec plaisir. Et après avoir réfléchi ^{Journal de Bassigny} sur ce qu'on lui rapporte, à la sollicitation du Nonce Bentivoglio, sa Majesté donne ^{Lettre d'} pierre au Cardinal de la Rochefoucault la com-mission d'aller trouver la Reine mere, & glise, de traiter tout de bon avec elle. Berulle eut ordre d'accompagner le Cardinal. On lui donna des instructions particulières. Et ce fut toujours lui à proprement parler, qui eut le secret de la négociation. Si nous jugeons de l'esprit & des qualités du P. de Berulle par ce que l'Auteur de sa Vie raconte, & par le recueil qu'on nous a donné de ses ouvrages & de ses Lettres, nous croirions que c'étoit un homme seulement propre à diriger des Religieuses & d'autres personnes dans les voies sublimes de la dévotion, à tracer des instructions pour la conduite d'une Communauté : aussi à écrire, ou bien à parler sur la Théologie Mystique & sur quelques points de controverse. L'Auteur de sa Vie a voit infiniment d'esprit, il écrivoit bien, & n'étoit pas autrement dévot. On est surpris

1619. pris de te voir attaché à nous persuader que son Héros étoit un Saint à révélations, & qu'il entreteuoit ses dévotes dans ces illusions ridicules. Cela fait pitié. Les hommes de bon sens qui lisent ces fadaises ne peuvent s'empêcher de rire & de croire que le bon P. de Berulle étoit un franc visionnaire. Cependant les Mémoires du Régne de Louis XIII. nous représentent Berulle comme un homme qui avoit de la prudence, du discernement, & du génie pour les affaires. La Cour fut assez souvent contente de ses négociations. Comment cela s'accorde-t-il avec les pauvretés que nous lisons dans sa Vie & dans ses ouvrages?

✓ Ce n'est pas d'aujourd'hui que les geas de la dévotion la plus sublime entrent & réussissent dans les intrigues de la Cour & du grand monde. Dans leur oratoire & dans leur cabinet, ils donnent l'essort à leur esprit: ailleurs ils sont faits comme les autres. En lisant ce qu'ils écrivent dans la chaleur de leur imagination & dans les sentiments vifs & confus qu'une longue & ardente méditation produit, aussi bien que la vue des objets sensibles, vous croiriez qu'ils sont incapables de s'occuper des choses de la terre. Mais quand vous verrez à réflechir sur leur conduite dans le commerce du monde, vous trouverez qu'ils laissent à part leurs spéculations sublimes, dès qu'un intérêt secret, que l'amour propre toujours fin & trompeur, leur représente comme un motif de religion & de piété, demande qu'ils sortent de la retraite.

traite. Alors ces Messieurs sont aussi habiles & aussi déliés que les Courtisans. Quelquefois ils ont plus de droiture & plus de probité. Tel fut le P. de Berul, le: tout le monde lui rend ce témoignage. Souvent aussi l'artifice & la mauvaise foi ne leur paroissent pas incompatibles avec la sublimité de leur dévotion. Ils ont d'intimes communications avec Dieu dans leur oratoire, & ils trompent le prochain dans une intrigue. L'Histoire & l'expérience en fournit une infinité d'exemples.

Le P. de Berulle avoit un ordre secret d'insinuer à la Reine mère de se servir des conseils d'un homme nouvellement venu cretement auprès d'elle. C'étoit Richelieu ^{à Richelieu} Evêque de Luçon. Las de méditer & d'écrire que de Lu sur les devoirs d'un bon Crétien & sur la façon de résoudre une controverse, il résolut de se tirer de son exil d'Avignon, dès qu'il apprit que Marie de Medicis s'étoit échappée de Blois. Il entretenoit une correspondance secrète ^{Mémoires} avec Déageant son ami. Richelieu pria ^{de Dieu} Pont-courlai son beaufrère de parler à ^{à geant.} Déageant, & de lui promettre que l'Evéque ^{208. &} que de Luçon serviroit utilement le Roi, ^{209.} si on vouloit bien lui donner la permission ^{Lumière pour l'Histoire de Franco.} de se rendre auprès de Marie de Médicis. L'ouverture plut à Déageant. Il n'étoit plus si bien auprès de Luynes, &c. sans quelques raisons d'intérêt & de bienséance. Ce, le Favori l'auroit éloigné tout à fait de la Cour. Déageant profita de l'occasion de gagner un puissant ami auprès de la Reine mère, qui doit retenir à la Cour selon ^{Vittorio Sire Mémorie Religiose Tom. IV. pag. 623. &c. 624.}

1619. selon toutes les apparences. Il cherche à se faire un nouveau protecteur au défaut de Luines, qui se dégoûte de plus en plus d'un homme qu'il a choisi d'abord pour son intime confident. L'adroit Déageant propose l'affaire au Roi, & il tourne si bien l'esprit de sa Majesté, qu'elle envoie secrètement une Lettre à Richelieu avec un passeport pour se rendre d'Avignon à Angoulême.

Louis n'evoit point communiqué à son Conseil la résolution prise de rappeler l'Evêque de Luçon. Le Chancelier de Sillery, Puisieux, & les autres Ministres d'Etat ennemis de Richelieu & jaloux de son crédit auprès de la Reine mere, s'y seroient trop fortement opposés. Mais il fallut bien découvrir du moins à Luines que le Prélat partoit d'Avignon pour Angoulême. Déageant tâche de persuader au Favori que Richelieu est l'homme le plus propre à détourner Marie de Médicis de suivre aveuglément les conseils du Duc d'Epernon. Mais Luines redoutoit autant qu'aucun autre l'esprit de l'Evêque de Luçon. Il n'aimoit pas que cet Ecclesiastique ambitieux rentrât dans les affaires. Le Favori, ou quelque Ministre, écrit promptement au Marquis d'Alincourt Gouverneur de Lyon, de faire arrêter Richelieu qui doit passer près de cette ville pour gagner l'Angoumois. Alincourt ne manqua pas son coup. Richelieu est arrêté aux environs de Valence en Dauphiné & conduit à Lyon. Il eut beau montrer son passeport & la Lettre du Roi, Alincourt le

le retint jusques à ce qu'il eût des nouvelles de la Cour. Dès que les Ministres apprirent, que Richelieu avoit une permission expresse du Roi & un passeport, ils devinèrent que tout s'étoit fait à leur insu par le moyen de Déageant. Les voilà donc étrangement scandalisés de ce qu'un homme éloigné des conseils & des affaires en apparence, a le credit de faire lui seul des choses qui doivent naturellement passer par leurs mains. Le Chancelier de Silleri primit de porter au Roi les plaintes des Ministres contre Déageant, qui entreprenoit sur les droits de leurs charges, & de parler à sa Majesté contre le rappel de l'Evêque de Luçon.

Silleri fait de son mieux. Il dit sans façon au Roi que celui qui a conseillé à sa Majesté de permettre à Richelieu de retourner auprès de la Reine mere, & qui en a dressé les dépêches, mérite d'être envoié à la Grève sans autre forme de procès. Expression ridicule & indigne du premier Magistrat de France. Bien loin d'inspirer au Roi ces manières absolues & tyranniques, il doit l'exhorter sans cesse à ne rien faire que selon les loix & selon les règles exactes de la justice. Mais dès qu'un Magistrat entre dans le Ministère, il se met fort peu en peine de l'établissement du pouvoir arbitraire & de la tyrannie, pourvû qu'il conserve son crédit & son autorité. Louis arrête l'ardeur de son Chancelier, en lui répondant d'un air froid & sérieux, que tout s'est fait par le commandement exprès de sa Majesté.

1619. Je croi, dit-elle, que le retour de M. de Luçon auprès de la Reine ma mere, est nécessaire à mon service. Qu'on ne me parle pas davantage contre une resolution que j'ai bien voulu prendre, à moins qu'on n'ait envie de me déplaire.

Ces paroles fermèrent la bouche au Chancelier. Il n'ose plus insister sur ce qu'il insinuoit au Roi de reléguer Richelieu à Rome & de permettre que Déageant soit puni de ce qu'il ose dresser lui seul des dépêches qui doivent être expédiées par un Secrétaire d'Etat. On envoia donc un Courier au Marquis d'Alincourt, pour lui dire de laisser à l'Evêque de Luçon la liberté de continuer son voyage. Les Ministres se mirent alors à déclamer contre Déageant auprès du Favori. Ils représentent à Luines, que c'est la chose du monde la plus indigne, qu'un homme éloigné des affaires & des conseils, entreprenne de faire des choses de la dernière conséquence, sans les lui communiquer. Le Favori étoit assez disposé à suivre l'avis que les Ministres lui donnoient de chasser Déageant de la Cour. Mais outre que cela ne se peut faire sans le consentement du Roi qui a confiance en lui, Déageant est encore nécessaire à Luines qui se défie des Ministres. Celui contre lequel ils déclamoient tant, avoit fait voir au Favori des Lettres interceptées. On y découvroit clairement que les Ministres cherchoient à faire durer la négociation avec la Reine mere, jusques à ce qu'on pût trouver une ouverture afin d'ébranler davantage la fortune

tune du Farori. Ils ne desespéroient pas de mettre Marie de Médicis en état de presser l'éloignement de Luines. Les Ministres l'auroient appuiee de toute leur force.

Quand Richelieu est aux portes d'Angoulême il demande au Duc d'Epernon la permission d'entrer dans la ville. Cette déférence plut extrêmement à un Seigneur fier & jaloux de son autorité. Epernon avoit une raison pressante de recevoir honnêtement un homme qui seroit plus agréable à la Reine mere que Rucellaï, & qui trouveroit bien-tôt le secret d'éloigner l'Italien. Richelieu va descendre chez le Duc d'Epernon. Il lui fait toutes les soumissions imaginables, il prie le Duc de le présenter à la Reine mere, & d'être le témoin de son premier entretien avec elle. Chafmé de ces grands ménagemens, Epernon conduit Richelieu chez Marie de Médicis, il en dit mille biens à la Reine déjà trop bien disposée en faveur d'un homme qui les persecutera cruellement tous deux *Vie du Due d'Epernon. I. VIII.* quelque jour; enfin; il prie sa Majesté de donner ses Sceaux à l'Evêque de Luçon & d'en faire son Chancelier. Rucellaï vit avec un extrême dépit que le nouveau venu éroit gratifié d'abord d'une place, à laquelle tant de services signalés rendus à la Reine mere pour sa délivrance, donnaient droit à l'Italien de prétendre. Il résolut dès lors d'abandonner une Princesse qui lui paroissoit trop ingrate, & de se venger d'elle en passant au service de ses ennemis. Les liaisons que Rucellaï

2619. avoit prises avec le Favori , lui faisoient espérer d'en être bien reçû. Lors que le Traité est sur le point d'être conclu , Rucellaï dont le mécontentement éclatoit depuis long-temps , demande la permission de se retirer. Marie de Médicis qui n'étoit pas fort pécunieuse , lui fit offrir la somme de trente mille écus , pour récompense de ses services. Il refuse avec un noble dedain , une chose qui lui paroit fort au dessous de son mérite & de ce qu'il a fait pour la Reine mere. L'offre d'une modique récompense semble choquer encore plus le fier Italien , que la perte des bonnes grâces de celle dont il attendoit une fortune considérable. On dit que le Cardinal Borghèse ancien ennemi de Rucellaï , fit agir le Nonce Bentivoglio pour éloigner de la Cour de Marie de Médicis un homme que le Cardinal Borghèse avoit chassé de celle du Pape. Le fameux Capucin Joseph dont nous parlerons souvent dans la suite de cette Histoire , fut de l'intrigue. Il y avoit déjà long-temps que le bon Père ennuié de sa cellule & de l'obscurité d'un cloître , se donne du mouvement pour entrer dans les affaires de la Cour & du monde. Rucellaï alla se jeter entre les bras de Luines. Content d'avoir auprès de lui un homme d'esprit , & qui hait mortellement Épernon & Richelieu , le Favori reçoit agréablement Rucellaï : il lui donne part à sa confidence & aux affaires. Ainsi l'Italien qui a pris tant de peine , & qui a exposé sa vie dans l'espérance de renverser la fortune

*Pietro
Siri Mé-
morie Re-
condite.
Tom. IV.
pag. 634.
Lettere di
Bentivo-
glio.*

1619.

tune de Luites ; se trouve enfin dans la nécessité de recourir à la protection du premier auteur de la mort du Maréchal d'Ancre , que Rucellai se mit en tête de vanger. Etrange & bizarre effet de l'ambition !

La qualité de *Pere commun* que la ^{Le Nonce} perquisition & l'ignorance laissent prendre au Pape ; Pape , lui est d'une utilité merveilleuse. Elle lui offre la donne droit d'entrer non seulement de son méditation en connaissance des démêlés que maître les Souverains de sa Communion ont entre eux ; mais encore de leurs affaires commo- mestiques. Une guerre prête à s'allumer de la Re- entre le fils & la mère , étoit une chose trop criante. Il falloit bien que le S. Pe- re fit du moins la façon de vouloir arrêter un si grand scandale. Marie de Médicis servit bien Paul V. pendant qu'elle gou- verna en France ; n'étoit-il pas juste que le Pape l'aïda à se tirer du pas dangereux dans lequel il la voioit engagée ? On mur- muroit de ce que Borghèse uniquement occupé à conserver sa santé & à combler ses neveux de richesses & de dignités, de- meuroit comme un spectateur oisif des mouvements excités en France. Mais le S. Siège ne commet pas si facilement son ^{Mémoires} autorité. Le Pape offre ses bons offices ^{pour l'Histoire du} aux Princes , quand il juge qu'ils seront ^{Rich- lius. 1619.} bien reçus. Marie de Médicis ayant té- moigné qu'elle souhaitoit ceux de Paul V , ^{Vittorio Siri. Remarque. condite. Tom. IV.} & le Roi de France étant disposé à écouter ^{pag. 620.} respect les exhortations du S. Pere , Ben- tivoglio son Nonce vient à la Cour avec ^{Lettre di Bentiveglio. degli.}

• 1619. des Briefs de Paul qui exhortent les uns & les autres à la paix. Outre ceux qui furent adressés au Roi & à Marie de Médicis, il y en avoit deux autres pour le Duc d'Épernon & pour l'Archevêque de Toulouse son fils. Le Nounce dit en présentant le Bref au Roi, que le Pape voit avec un extrême déplaisir la mesintelligence semée entre sa Majesté & la Reine, (& qu'en qualité de Pere commun, il offre son entremise pour leur réconciliation. Bentivoglio ajoute qu'il fera volontiers un voyage à Augoulême, & qu'il pressera fortement Marie de Médicis de se rendre aux instances du Pape, & d'accepter les conditions que le Roi lui accorde.

Averti par quelques Ministres de ce que le Nounce doit lui dire, Louis reçoit le Bref du Pape avec beaucoup de reconnaissance & de civilité. Il proteste que les exhortations de sa Sainteté lui sont agréables, & qu'il y défère de tout son cœur. Quand l'affaire fut agitée dans le Conseil, on ne jugea pas à propos que le Nounce allât trouver la Reine mère. Le Cardinal de la Rochefoucault s'acquittoit bien de sa commission. Il auroit eu trop de chagrin de voir tirer de ses mains une négociation presque finie. Le P. de Berulle étoit revenu en Cour avec les principaux articles du Traité dont la Reine mère convenoit. Luines & ses confidens ne se défioient-ils point aussi du Ministre du Pape ? Il prenoit fort à cœur les intérêts de Marie de Médicis ; il agissoit presque toujours de concert avec l'Ambassadeur d'Espagne. Ou

On savoit bien que la Cour de Madrid & celle de Rome souhaitoient avec ardeur que la Reine mere fût rétablie dans son autorité. Quoiqu'il en soit des vues secrètes du Favori & des Ministres de Louïs, on se contente de remercier le Pape en termes honnêtes. Les Ministres répondent au Nonce que le P. de Berulle retourne incessamment vers la Reine mere, qu'il lui portera le Bref du Pape, & qu'il la pressera vivement de se rendre aux exhortations de sa Sainteté. Quant aux Brefs adressés au Duc d'Épernon & à l'Archevêque de Toulouse, les Ministres ne furent point d'avis que Bentivoglio les leur envoiat. On crut que ce seroit faire trop d'honneur, & donner de trop grands avantages, à deux Sujets que le Roi traitoit de rebelles. La Majesté du Souverain ne permettoit pas que le S. Pere offrit sa médiation & ses bons offices auprès du Roi, à des gens qui devoient d'eux-mêmes reconnaître humblement à sa clémence.

Lors que le traité d'accordement entre Louïs & la Reine sa mère est près qu'entièrement conclu & qu'on attend le retour du P. de Berulle qui doit rapporter les dernières intentions du Roi, on découvre une conspiration dans Angoulême. Elle auroit été capable de tromper tout si la Reine mere n'eût ardemment souhaité de faire sa paix. Par un empressement mal entendu de s'avancer auprès du Favori, en enhorâissant sur les plus zélés & sur les plus ardents à le servir & à lui plai-

1619. plaire, le Comte de Schomberg suborne un Poudrier Limousin, qui promet de s'insinuer dans le château d'Angoulême & de mettre le feu au Magazin des poudres. Il y en avoit une si grande quantité que la ville auroit été perdue aussi bien que le château. Mais le misérable fut heureusement surpris, lorsqu'il étoit sur le point d'exécuter son entreprise. La Reine mere voulut que l'affaire fût promptement étouffée, de peur qu'elle ne causât de nouveaux embarras à cause de ceux qui auraient pu être convaincus d'avoir part à cette indigne & lâche conspiration. La chose ne fut pas si secrète qu'on ne connaît dans le monde que le Poudrier Limousin étoit venu de concert avec le Comte de Schomberg. Cela lui fit un extrême tort dans l'esprit des honnêtes gens. Ils ne purent approuver qu'un Gentilhomme qui se picquoit de probité, eût formé une entreprise capable de renverser une ville tout entière & de faire perdre la vie à la Reine mere, pendant que les premiers Seigneurs du Roi, & les plus attachés à la personne du Roi, témoignoient le servir à regret contre une Princesse, dont ils plaignoient le malheur.

Le Cardinal de la Rochefoucault & le Comte de Bethune conviennent assez facilement avec la Reine mere des articles qui regardoient la liberté qu'elle auroit désormais d'aller par tout où il lui plairroit & même d'être auprès du Roi, le rétablissement du Duc d'Epernon & des autres

*Mémoires
du Duc de
Béthune.*

I. I.

*Vie du
Duc d'E-
pernon.*

I. VIII.

autres qui l'avoient servie , dans toutes leurs charges & dans les bonnes graces du Roi , l'acquit des dettes contractées par Marie de Médicis depuis sa sortie de Blois & la conservation de ses revenus. Mais il y eut de grandes difficultés sur une chose. La Reine mère étoit contente de se défaire du Gouvernement de Normandie & de prendre celui d'Anjou : cela l'accommodeoit mieux. Elle se trouvoit dans le voisinage des Provinces dont les Ducs de Rohan , d'Epernon , de Maïenne & de Vendôme étoient Gouverneurs. Tous ces Messieurs ne paroissoient pas devoir souffrir long-temps avec patience la trop grande autorité de Luines & de ses frères. Le Gouvernement de Normandie se destinoit encore au Duc de Longueville en échange de celui de Picardie que Luines souhaitoit , à cause du bien qu'il possedoit dans la Province. Ainsi Marie de Médicis demeuroit en Anjou presqu'au milieu de cinq ou six grands Seigneurs sur le secours desquels elle comptoit en cas que le Favari s'avisât de la chagrinier. Il ne lui manquoit plus qu'un bon passage sur la rivière de Loire : Et ce fut sur cela que le P. de Berulle vint à la Cour. Le Roi offroit à sa mère le pont de Cé près d'Angers. Mais un assez méchant pont de bois n'accommode pas Marie de Médicis. Elle demande la ville & le château d'Amboise , ou bien la ville & le château de Nantes qui ont chacun un bon pont de pierre sur la Loire. Le Roi n'y voulut jamais consentir. Le P. de Berulle eut

1619. ordre de retourner à Angoûlême avec l'agrément du Roi à tous les autres articles, & d'y porter la déclaration que sa Majesté feroit enregistrer au Parlement en faveur de la Reine mere & de ceux qui l'avoient servie. Outre le Gouvernement d'Angouême, la ville & le château d'Angers, & le pont de Cé, Louis donnoit encore à sa mere la ville & le château de Chinon en Touraine. Il lui eutretenoit quatre cens hommes de pied pour la sécurité de ces places, une compagnie de Gendarmes & une dé Chevaux légers avec ses gardes ordinaires. Quelqu'avantageuses que fussent ces conditions, Marie de Médicis combattit assez long-temps avant que de les accepter. Elle vouloit un meilleur passage sur la Loire que le pont de Cé.

^{Courage} L'Article qui concernoit le Duc d'Epernon fut beaucoup débattu. Le Roi du Duc offroit de mettre dans sa Déclaration qu'il pardonnoit à ce Seigneur, & que sa Majesté le rétablissoit dans tout ce qu'il possedoit, avant que la Reine mere sortît de Blois. Mais Epernon ne veut point entendre parler du mot de *pardon*. Bien loin de se regarder comme un criminel qui demande grâce, il insiste que le Roi déclare solennellement que le Duc a servi sa Majesté en servant la Reine mere. Il faut concerter avec lui les expressions que le Roi emploiera & en chercher dont la fiere délicatesse d'Epernon se contenter. Enfin l'article fut ainsi coucu, que le Roi promettoit de traiter entièrement com-

comme ses autres Sujets, le Duc d'Epernon, 1619.
ses enfans, & tous ceux qui avoient servi la Reine mere. Et dans la Déclaration qui fut enrégistrée au Parlement, le Roi dit ^{d'Epernon.} ^{I. VIII.}
seulement, qu'étant bien informé que ceux ^{Mercure}
qui ont servi la Reine sa mere, s'y sont ^{1619.}
engagés dans la pensée que le Roi le ^{Vittorio}
trouveroit bon, sa Majesté ne veut pas ^{Sire Me-}
que ce qu'ils ont fait, leur puisse être im- ^{morie re-}
puté à crime, ni qu'ils en soient jamais ^{ondite.}
recherchés par les Magistrats. Que les ^{Tom. IV.}
sentimens du Duc d'Epernon furent no-
bles en cette occasion! Qu'ils sont dignes
d'un cœur François! Qu'ils paroissent
éloignés de la basse adulmentation, de l'hu-
meur rampante & servile des Princes
& des grands Seigneurs de la Cour pré-
sente!

Voions comment le Duc d'Epernon
parle lui-même au Roi dans la Lettre
qu'il écrivit à sa Majesté peu de temps
après la conclusion du Traité. L'Arche-
vêque de Toulouse son fils en fut le por-
teur. Sire, disoit le Duc avec une liberté
respectueuse, si j'ai été si malheureux que
votre Majesté ait eu mauvaise opinion de mes
intentions, devant que d'en être véritable-
ment informée, je croi que ma conduite les a
maintenant si bien justifiées, qu'il n'en peut
ressler aucune impression dans votre esprit qui
ne me soit favorable. En effet la Reine vo-
tre mere m'ayant fait l'honneur de se servir
de moi dans une occasion qu'elle a jugé impor-
tante au bien de votre Etat, je puis dire
que j'ai pris de telles mesures, qu'en sacri-
fiant mes propres sentimens, & sans me

1619. porter à des résolutions qui pouvoient apparemment bien réussir, je me suis contenté de faire voir à toute la France que je respectois votre autorité entre les mains de mes ennemis. Je croi, Sire, avoir rendu mes actions si nettes devant votre Majesté, qu'elle en doit être satisfaite. Elle a pu reconnoître que si je pense qu'une défense naturelle ne manque point d'excuse légitime, je suis aussi persuadé qu'une guerre civile ne peut avoir de juste cause, depuis qu'il a plu à votre Majesté d'ajouter par une action vraiment Chrétienne ce qui manquoit à la félicité de son regne, en établissant la paix dans l'Etat.

Je ne prétens pas que ce discours étudié du Duc d'Epernon, soit juste & sincère. Remarquons seulement que les Seigneurs Français du temps dont j'écris l'histoire, connoissoient mieux que ceux du regne présent, les bornes véritables de l'autorité des Rois, & les droits légitimes des Sujets. Est-il donc possible que la Noblesse Française ait entièrement perdu le courage, & les généreux sentiments de ses pères ? N'aurons-nous point la consolation de les voir revivre en nos jours ? Ne cessera-t-on jamais de ramper, je ne dis pas devant le Roi, mais devant un Ministre, devant un monstre bizarre de la fortune ? Bien loin que le Duc d'Epernon fasse la moindre avancé à Luines au temps de l'accordement, l'orgueilleux Favori écrit le premier au Duc, & lui demande sa amitié. Epernon ne rechercha aucune récompense de Marie de Médicis après un service si important : il ne voulut

lut pas souffrir qu'elle sollicitât quelque chose pour lui. Conseil de triompher glorieusement du Favori, & d'avoir heureusement achevé ce que tout autre que lui n'auroit jamais eu le courage d'entreprendre, il demeure tranquille dans son gouvernement d'Angoumois. Louis avoit menacé à la vue de toute la France d'un châtiment public & exemplaire son Sujet rebelle & désobéissant : & ce même Sujet rentre aujourd'hui dans les bonnes grâces du Roi , sans que sa Majesté puisse sauver son honneur en disant seulement qu'elle a bien voulu lui pardonner. Ceux qui dressent les Lettres publiques & les Déclarations des Rois, devroient être plus réservés à les faire parler d'un ton imperieux & absolu. Un Roi n'est pas toujours en état d'exécuter les menaces qu'un Secrétaire flatteur croit pouvoir mettre sur le papier.

Louis s'étoit avancé jusques à Tours lorsqu'il reçût la Lettre du Duc d'Epernay. Marie de Médicis écrivit en même temps au Roi son fils , pour se réjouir avec lui de leur accommodement. Le Comte de Brenne premier Ecuier de la Reine fut le porteur de la dépêche. Par une fierté mal entendue , ce Gentilhomme encore jeune donna quelques ombrages au Roi & à son Favori. Brenne affecte de ne faire aucune civilité à Luynes. Il n'ôte pas même son chapeau , quand le Favori se trouve dans son chemin. Cette hauteur choqua le Roi. On s'imaginoit que la Reine mère avoit ordonné à son En-

1619. voie d'en user de la sorte. Brenne fut obligé de s'expliquer, & de déclarer que Marie de Médicis ne lui avoit pas commandé de braver Luynes à la Cour. Quand Brenne se présente pour avoir la réponse de Louis à la Lettre de Marie de Médicis, on lui dit de la part du Roi, de ne paroître point devant sa Majesté. Elle choisira quelqu'autre, ajouta-t on, qui soit plus affectionné que vous à son service, quand il sera question d'envoyer la Lettre qu'elle a dessein d'écrire à la Reine. Un Gentilhomme ordinaire du Roi fut dépêché pour cet effet : & Marie de Médicis désavoua hautement le procédé fier & incivil de son Ecuier.

Pendant que Brenne se brouille à la Cour, le Marquis de Moni son frere, se rapproche avec le Favoir qui le reçoit à bras ouverts. Moni s'étoit flatté que la Reine mère lui donneroit le Gouvernement d'Angers. Cette récompense paroît être due aux services qu'il rendit à Marie d'Epernon. Mais l'Évêque de Luçon Chef pour l'His- du Conseil de la Reine mère, Surintendant de sa maison, & tout puissant auprès d'elle, l'emporta. Le Duc d'Epernon que le couple & artificieux Prélat fut gagner, se joignit à lui, pour faire donner le Gouvernement d'Angers au Marquis de Richelieu frere ainé de l'Évêque de Luçon. Moni outre de cette préférence quitte le service de Marie et Médicis & se livre au Favoir du Roi. Le Duc de Montbazon beau-père de Luynes

épouduisit Monseigneur à la Cour d'une manière triomphante. Le Marquis de Thémire intime ami de Monseigneur & de l'Abbé Rucellai, n'étoit pas plus content qu'eux. Tous trois croioient également contre l'Evêque de Luçon. La charge de Thémire l'attâchoit tellement auprès de Marie de Médicis, qu'il ne pouvoit se retirer de son service avec honneur. Il résolut de se venger lui-même & ses amis du tort que l'Evêque de Luçon leur faisoit par son crédit auprès de la Reine mère & par ses artifices. Mais il n'y a pas moyen de se battre contre un Ecclésiastique. Il faut faire une querelle au Marquis de Richelieu. L'occasion s'en présente bien-tôt. Thémire prétend que l'Evêque de Luçon lui a manqué de parole en quelque chose. Il demande un éclaircissement sur cette affaire au Marquis de Richelieu. Ceux qui ont envie de quereller, en trouvent facilement le moyen dans une pareille conversation. Thémire & Richelieu se disent des paroles aigrées : On veut se battre de part & d'autre ; & les amis communs l'empêchent autant qu'ils peuvent. Enfin, Thémire aborde Richelieu dans une rue d'Angoulême ; & après quelque discours, ils tirent l'épée. Thémire plus adroit que son ennemi, lui donne le coup mortel en un instant.

Ce funeste accident auroit dégouté de la Cour tout autre que l'Evêque de Luçon. Un Prélat moins ambitieux seroit allé pleurer dans son Diocèse la mort d'un frere dont il étoit l'occasion. Mais cet hom-

1619. homme qui se mêloit il y a quelques mois, de publier des instructions sur les devoirs d'un bon Chrétien , ne pense plus qu'à l'avancement de sa fortune. Si l'Evêque fut affligé sincèrement de l'extinction de sa famille par la mort d'un aîné qui ne laisseoit point d'enfans, il dissimula fort bien sa douleur. Le monde ne s'en apperçut nullement. Marie de Médicis obtient la grâce du Marquis de Thémunes : Et le Roi ayant remis la confiscation des biens du défunt, qui revenoit à sa Majesté en vertu des loix publiées contre les duels ; l'Evêque de Luçon le dernier de trois frères, recueille la modique succession de la Maison de Richelieu. Alphonse qui suivoit le Marquis s'enferma dans une Chartreuse. La Porte Chevalier de Malte leur oncle maternel eut le gouvernement d'Angers. L'Evêque vouloit mettre un homme à sa dévotion dans la ville, où la Reine mere prétendoit se retirer , en cas qu'elle ne pût retourner avec honneur auprès du Roi son fils,

Le Prince de Piémont va voir la Reine mere à Angoulême. La mort du Marquis de Richelieu ne troubla pas beaucoup les plaisirs & les divertissemens de la Cour de Marie de Médicis dans Angoulême. Elle étoit déjà presqu'aussi magnifique , & aussi sombreuse que celle du Roi. On y accourroit de toutes parts. Le Duc d'Epernon reçoit

Vie du Duc d'Epernon l.VIII. avec tant de splendeur & de générosité les personnes de distinction qui viennent voir la Reine mere , que le monde est surpris qu'un Seigneur épousé par les dépenses faites pour soutenir Marie de Médicis , puisse entrer-

entretenir plusieurs tables servies avec une abondance & une délicatesse extraordinaire. Brantes qui apporta les Lettres de Luines son frere , à la Reine mere & au Duc d'Eperton , vit avec le dernier étonnement , que l'ancien Favori d'Henri III. faisoit ce que celui de Louis XIII. ne seroit jamais en état d'entreprendre. Mais les fêtes qu'Eperton donna au Cardinal de la Rochefoucault & à Brantes , furent peu de chose en comparaison de la manière dont il reçut Victor Amédée Prince de Piémont & le Prince Thomas de Savoie son frere , qui vinrent avec la permission du Roi de Tours à Angoulême , rendre leurs devoirs à Marie de Médicis. Il les loge dans le palais Episcopal orné des meubles les plus riches & les plus précieux. Il leur donne le divertissement de la chasse: il les regale plusieurs fois avec une magnificence plus digne d'un Souverain que d'un particulier.

On prétend que le Prince de Piémont s'étoit chargé de travailler à guérir Marie de Médicis des soupçons qui lui restoient encore sur la sincérité des intentions du Roi son fils & de Luines. Elle trouvoit toujours de nouvelles difficultés , quand Louïs la pressoit de quitter Angoulême & de s'approcher de Tours pour leur entrevue. Nous ne savons pas bien ce qui se passa entre la Reine mere & le Prince de Piémont. Je trouve seulement que Victor Amedée se sépara d'elle si content , & qu'il en dit tant de bien , que cela donna quelque jalouſie au Favori. Le Prince travail-

*Vistorio
Siri Mé-
moris Re-
condite.
Tom. IV.
pag. 631.*

*Lumières
pour l'Histoire
de France.
Lettres de
Bentivoglio.*

1619. vailloit alors fardement à mettre le Roi & les Ministres dans les intérêts de Charles Emmanuel. L'inquiet & ambitieux Duc de Savoie aspiroit tout de bon à la Couronne Imperiale; Et ce ne fut pas la moindre des raisons qui le portèrent à conclure le mariage de son fils avec Christine de France sœur de Louis. L'Empire vacquoit par la mort de Matthias arrivée au mois de Mars de cette année. Charles Emmanuel se flattoit que les Puissances jalouses de la grandeur de la Maison d'Autriche, travailleront volontiers à faire passer la Couronne Imperiale dans la Maison de Savoie beaucoup moins redoutable que l'autre. Jacques Roi d'Angleterre se déclaroit ouvertement pour Charles Emmanuel, sans qu'on en voie bien la raison. Mais les démarches de ce Prince trompé par ses Foyois & par les Espagnols, n'étoient souvent ni judicieuses, ni régulières. Il falloit obtenir encor la protection & les bons offices de Louis auprès des Princes d'Allemagne alliés de la Couronne de France. Victor Amédée sonda le Roi, son Favori, & ses Ministres sur cette affaire. Ne travailla-t'il point durant son séjour auprès de Marie de Médicis, à la rendre favorable aux desseins du Duc de Savoie, dans la pensée que la Reine mere iroit bientôt à la Cour, & qu'elle y reprendroit du moins une grande partie de son autorité dans le Conseil du Roi? Si cela est, le Prince de Piémont ne pénétreroit pas bien les intentions secrètes de Louis & de son Favori. Celui-ci fait semblant de

de souhaiter que Marie de Médicis revienne à la Cour. Mais dans le fond, il n'a nulle envie d'y voir une Reine dont il craint le ressentiment & la vengeance. Luines a trop de peine à se persuader qu'elle oublie jamais & son éloignement de la Cour & la mort du Maréchal d'Ancre.

Du Plessis-Mornai avoit déjà fait parler au Comte de Verrue l'un des principaux confidens du Duc de Savoie, des raisons pourquoi son Altesse devoit penser à l'Empire. Je ne sais comment Du Plessis s'imagina que la plupart des Princes d'Allemagne, bien aises d'ôter la Couronne Impériale de la Maison d'Autriche, & incapables de s'accorder entre eux sur le choix d'un Prince de la Nation Germanique, jetteroient volontiers les yeux sur le Duc de Savoie, & qu'il seroit plus agréable que tout autre à ceux de l'Union Protestante en Allemagne. Christine de France nouvelle Princesse de Piémont vint à Saumur accompagnée de Madame Henriette sa sœur, durant le séjour du Roi à Tours en attendant l'entièbre conclusion de l'accordement avec sa mère. Le sujet du voyage, c'étoit la dévotion superstitieuse de visiter la chapelle des Ardilliers près de Saumur, où l'on garde une prétendue image miraculeuse de la Vierge. Victor Amédée & Thomas son frère suivirent les deux filles de France. Le Prince de Piémont fit de grandes caresses à du Plessis-Mornai Gouverneur de la ville. Dans un entretien particulier, Victor Amédée prit l'occasion

Vie de M.
du Plessis-
Mornai...
l. IV.

1619. casion de témoigner à l'illustre vieillard, qu'on lui savoit bon gré de ce qu'il s'étoit ouvert au Comte de Verrue sur l'affaire de l'Empire. Le Prince de Piémont & du Plessis en parlèrent encore sérieusement: Et le bon Gentilhomme persiste dans sa pensée, qu'on pourra bien préférer Charles Emmanuel à Ferdinand Archiduc de Gratz, qui ne paroiffoit pas encore assuré de succéder aux Royaumes de Bohême & de Hongrie.

Je suis surpris qu'un aussi habile homme que du Plessis-Mornai, se fût mis dans l'esprit que les Electeurs aimeroient mieux prendre un Italien qu'un Prince de leur Nation. Maximilien Duc de Bavière étoit celui qu'il falloit opposer à Ferdinand d'Autriche. Frédéric Electeur Palatin & quelques autres le prétendoient avec beaucoup de raison. Je l'ai plus d'une fois dit, il n'y eut jamais une plus belle occasion d'arracher l'Empire d'une Maison qui le regarde comme une partie de son patrimoine. Si la France eût connu ses véritables intérêts mieux, si le Favori & les Ministres de Louis eussent eu un zèle sincere & désintéressé pour le service de leur jeune maître, ils auraient fait appuier ses prétentions du Bavarois. Le succès paroiffoit infaillible. Mais on se laissa seduire par les artifices de la Cour de Rome: peut-être par l'argent de celle de Madrid. De maniere que Maximilien ne trouvant plus d'autre ressource pour s'agrandir, que de se lier fortement à la Maison d'Autriche, se livra tout entier à ceux, dont

dont il seroit devenu l'ennemi le plus irréconciliable, si la France & quelques autres Puissances eussent voulu l'aider à monter sur le trône Impérial. 1619.

Quoique le Prince de Piémont eût assuré Marie de Médicis de la part du Roi son fils qu'elle seroit bien reçue à la Cour, & qu'il souhaitoit ardemment de l'y voir, elle fut nantie mille difficultés quand on la vut avec pressa de venir trouver Louis qui l'attendait à Tours. Cette mère si zelée pour le bonheur de son fils & du Roi auquel il y a quelques jours avec un extrême empressement de voir le Roi, & de lui donner des avis salutaires sur les désordres du gouvernement : Marie de Médicis, dis-je, qui se plaignoit hautement de ce qu'un Favori ne lui laissoit pas la liberté de parler au Roi, semblant maintenant ne se mettre plus en peine de venir à la Cour, ni de voir son fils. Cette bizarrerie nous surprendroit, si nous ne savions que la bonne Princesse pensoit plus à se mettre en liberté & à chasser Luynes de la Cour, qu'à rendre Louis un bon Prince, & à procurer le soulagement du peuple. La voici délivrée de son honnête prison: mais elle n'a pu former un parti assez fort pour obtenir l'éloignement du Favori. En attendant l'occasion de le renier sans ressource, elle écoute les conseils que le Duc d'Épernon & l'Évêque de Luçon lui donnent de se retirer dans Angers. Elle espère d'y lier une nouvelle intrigue avec les Gouverneurs des Provinces voisines, & de faire un plus grand effort

Vittorio
Stri Me-
morie re-

condite.
Tom. V.

p. 39. 40.
L'apostol

pour l'His-
toire de
France.

1619. effort afin de se venger pleinement de l'auteur de son exil & de la mort de Conchini & de la Galigai qu'elle ne pardonna jamais à Luines.

Marie de Médicis chicane quelque temps sur le rétablissement de deux Capitaines aux Gardes que le Roi fait difficulté d'accorder. Sa Majesté les cassa parce qu'ils suivirent le Duc d'Epernon contre la volonté du Roi. Quand on a contenté la Reine mère sur cet article, elle demande d'aller prendre possession de son nouveau Gouvernement d'Anjou avant que de se rendre à la Cour. *Luines, disoit-elle, ne témoigne un si grand empressement de me voir à la Cour, que pour avoir le plaisir de me mener comme une captive qui le suit à Paris, où il espère d'entrer en triomphe.* La défaite parut trop recherchée; car enfin Marie de Médicis triomphoit elle-même du Favori. Elle étoit sortie de Blois malgré lui: elle avoit obtenu du Roi son fils des conditions fort avantageuses pour elle, pour le Duc d'Epernon, & pour tous ceux qui la servirent. La Reine mère se trompoit encoré; si elle croioit tout de bon que Luines eût si grande envie de la voir à la Cour. Sa Majesté connut dans la suite que le Favori la craignoit; & qu'il étoit bien aise que l'Evêque de Luçon ne fût pas auprès du Roi. Cet esprit vaste & ambitieux faisoit une extrême peur au Favori. Richelieu remuoit ciel & terre afin de parvenir au Cardinalat. Il promettoit tout à Luines, pourvu qu'il lui obtint la nomination du

du Roi à cette dignité. Mais plus le Prélat travaille à s'avancer, plus le Favori s'efforce de le reculer. Luines avoit assez de lumière pour s'appercevoir que Richelieu devenu Cardinal voudroit entrer dans le Conseil du Roi, y avoir la première place, & se rendre en peu de temps maître des affaires.

On raisonne fort à la Cour sur les défiances de la Reine mere : Et chacun tâche de savoir qui les lui inspire. Ceux-ci disent que le Duc d'Epernon est bien-aise de la tenir éloignée de la Cour; & d'empêcher qu'elle ne se réconcilie parfaitement avec le Roi, jusques à ce que le cours rapide de la fortune de Luines soit arrêté, & que les Seigneurs mécontents trouvent le moyen de mettre quelques bornes à l'autorité du Favori qui devient tous les jours plus insupportable. Ceux-là prétendent que l'Evêque de Luçon veut se faire le premier Ministre d'une Cour séparée de celle du Roi, & qu'il cherche à se rendre nécessaire à sa Majesté, qui aura besoin de lui pour ménager Marie de Médicis, & pour la détourner de prendre des liaisons trop étroites avec les Seigneurs mécontents. Enfin quelques-uns s'imaginent que Luines fait lui-même inspirer ces soupçons à la Reine mere, de peur qu'elle ne vienne à la Cour, où elle contrebalanceroit le crédit du Favori. Tout cela pouvoit bien être véritable en partie, Luines n'eut envie de voir Marie de Médicis à la Cour, que lors qu'il craignit un nouvel orage formé contre lui. Mais quoi-

1619. quoiqu'il souhaitât l'éloignement de la Reine mere , il dissimuloit ses sentimens. Le Roi fait tous les jours de nouvelles invitations à la Reine mere. Luines proteste publiquement qu'il déconcertera tous les artifices de ceux qui arrêtent Marie de Médicis.

Elle demande que Louïs donne de nouvelles assurances à l'Archevêque de Toulouse fils du Duc d'Epernon , qu'il obtiendra le chapeau de Cardinal à la première promotion. Le Roi y consent de bonne grâce , dans le dessein de contenter sa mere , & de donner au Duc une marque de sa bienveillance. Le Capucin Joseph confident de Richelieu à ordre d'aller à Angoulême & d'y faire en sorte que Marie de Médicis qui considere ce Moine de Cour , se guérisse de ses soupçons , & qu'elle vienne trouver le Roi qui l'attend avec impatience. Quelques efforts que Louïs parut faire afin de se reconcilier promptement avec sa mere , elle ne se rapprocha point. Le Roi ne douta plus alors , qu'il n'y eût des esprits brouillons & artificieux , qui entrepreuoient d'empêcher la réunion à quelque prix que ce fût. Sa Majesté résolut de rompre ces nouvelles intriguës & d'ôter à Marie de Médicis tous les prétextes de reculer.

Lettre du Roi à la Reine. Il lui écrit une Lettre fort engageante. Le Duc de Monbazon , en fut le porteur. Vous savez , Madame , disoit Louïs à sa mere , que j'ai déjà emploie plusieurs personnes de confiance pour vous assurer de la sincérité de mes intentions.

Je vous envoie encore mon cousin le Duc de Monbaron. C'est un de ceux de ma Cour que j'estime le plus; & je sais que vous ^{Mercure} ajouteriez foi à tout ce qu'il vous dira de ^{François.} ma part. Vous avez toujours eu dans mon ^{Vittorio} cœur la place qui vous y est due, venez reprendre celle qui vous appartient à la Cour ^{marie recondite.} C'est le moyen de vivre bien ensemble. Vous ^{Tom. V.} demeurerez auprès de moi autant qu'il vous ^{pag. 49.} plaira, & vous ne me quitterez point, si ^{Lettere dé} vous le jugez à propos. Le plus ardent de mes desirs, c'est de voir la bonne intelligence ^{de Bentivoglio.} ce rétablie entre nous. L'invitation paroît fort tendre: si elle étoit sincère, Dieu le fait. Tant d'instances réitérées augmentent les soupçons de Marie de Médicis, bien loin de les dissiper. On ne m'invite pas, mais on veut me forcer à me rendre à la Cour, disoit - elle. N'ifiant plus rien de specieux à répondre, la Reine mere demande que le Duc de Maïenne soit caution qu'elle ne recevra aucun mauvais traitement de la part du Roi & de son Favori. L'adroite Princesse avertie qu'il y a quelque froideur entre Luines & Maïenne, cherche à mettre celui-ci dans ses intérêts. Quelque mécontent que le Duc fût du Favori, il ne donna pas dans le piège. Il ne m'appartient pas, dit modestement Maïenne, d'entrer dans les demêlés du Roi avec la Reine sa mere. On représente encore à Marie de Medicis que la Majesté du Souverain ne lui permet pas de consentir qu'un Sujet soit le garant de la parole que le Prince donne. La Reine mere se rend à cette remontrance.

Tom. III.

S

Mais

1619. Mais elle veut que le Jésuite Arnoix Confesseur du Roi & de son Favori, lui réponde que ses deux pénitens en useront bien avec elle. Les Courtisans attentifs à tout ce qui se passoit, conclurent de ces défiances de Marie de Médicis que la réconciliation ne seroit pas de longue durée.

Difficultés entre les deux Reines sur le ce-
rémo-
niel.

Vittorio
Siri Me-
morie re-
condite.
Tom. V.
pag. 50.

Il est difficile de s'imaginer combien Marie de Médicis chercha de défaites, pour éviter de voir si tôt son fils. Elle s'avise de faire une nouvelle difficulté pour le pas & la préseance sur la jeune Reine sa belle-fille. Elles avoient eu déjà quelque froideur à l'occasion du céromoniel. Anne d'Autriche d'une Maison fort supérieure à celle de Médicis, paroisoit affecter des airs de grandeur qui ne plaisoient pas à Marie. Quand le Roi écrit à sa mère, il met ainsi la soucription de la Lettre, *votre très humble & obéissant fils.* Marie de Médicis prétendoit que la jeune Reine devoit lui rendre le même honneur. Mais Anne qui s'estime plus que Marie, souscrit de la sorte; *votre très affectionnée fille.* Elle se fonde sur ce que Marie lui met seulement, *votre très affectionnée mère.* Cela paroît ridicule & badin. Cependant ces formalités sont quelque chose de fort important parmi les Princes & les Princesses. La jalouſie du rang l'emporte sur les sentiments & sur les devoirs de la nature. Pour ce qui est de la préseance, quelques-uns soutenoient que dans les grandes cérémonies, où la Majesté du Souverain paroît dans tout son éclat, la Reine regnante devoit précéder la Reine mère.

1619.

mère. Cependant Marie de Médicis eut tout l'avantage : les exemples anciens & modernes étoient pour elle. Louis eut un soin particulier que son Epouse rendît tous les devoirs possibles à la Reine mère. Quand Anne d'Autriche parut ne lui faire pas assez d'honneur, le Roi ne manqua pas de témoigner que cela lui déplaisoit.

Pendant que la Reine mère & ses serviteurs s'occupent à chercher les moyens de former à la première occasion un plus puissant parti contre Luines, il pense de chaux de son côté à se faire des amis, & à parvenir aux premières dignités du Roiaume. Praslin & S. Geran anciens Lieutenans Général & Pair, raux d'Arinée, affectoient de paroître mécontents de ce qu'on ne leur donnoit point le bâton de Maréchal de France, qui leur étoit promis depuis long-temps. Ils l'obtinrent enfin le 24. Août. Luines les servit bien en cette occasion. Mais il considera moins le mérite de deux bons Officiers, que le besoin de se faire des créatures. En portant le Roi à distribuer de nouvelles dignités, le Favori ne s'oublie pas lui-même. Celle de Maréchal de France lui paroît au dessous de son mérite. Il aspire à quelque chose de plus grand ; mais il n'est pas encore temps de demander. Cependant Luines se contente du brevet de Duc & Pair de France. Cadenet son frere lui céda le Comté de Maillé en Touraine & par les nouvelles acquisitions que le Favori joignit à cette terre, il la mit en état d'être érigée en Duché Pairie.

Le

S a

*Journal de Bassompierre.**Vittorio Stri Morie recondite.**Tom. V.**pag. 51. 52.*

1619. Le Roi qui se trouvoit dans le voisinage alla voir la Seigneurie de Luines, dont la situation est fort belle sur la rivière de Loire. Sa Majesté voulut que le nom de *Meilly* fût changé en celui de son Favori. Le Marquisat d'Ancre qu'il avoit obtenu par confiscation , perdit pareillement son nom. C'est maintenant le Marquisat d'Albert en Picardie. Sote & ridicule vanité des gens de fortune ! S'imaginent - ils qu'en donnant leur nom à de grandes & belles terres , ils feront oublier la basseesse , ou du moins la mediocrité de leur origine ? Quand il est question d'enregîtrer au Parlement de Paris le brevet de Duc & Pair , Créqui s'y oppose pour le Maréchal de Lesdiguières son beau - pere , dont le brevet est expedié depuis plusieurs années. Créqui pretend qu'il doit être enregîtré avant celui de Luines. Cela causa quelques embarras au Favori. Il se voioit dans la nécessité de passer après Lesdiguières , ou de se faire un puissant ennemi. La faveur l'emporta dans le Parlement : le brevet de Luines fut enregîtré nonobstant l'opposition formée au nom de Lesdiguières. Le souple Maréchal dissimule , & témoigne ne se mettre pas en peine de céder au Favori. Je ne sai si Luines ne consentit point que Lesdiguières auroit la pré-séance durant sa vie. Quoiqu'il en soit , cela finit assez promptement. Le Favori se placera bien - tôt au - dessus de tous les Officiers de la Couronne.

Marie de Medicis va trouver Il parut affecter d'avoir la qualité de Duc & Pair avant l'entrevue du Roi & de

de Marie de Medicis. Ne vouloit-il point faire sentir à cette Princesse qu'elle s'opposeroit en vain à l'agrandissement d'un homme que le Roi prenoit plaisir à combler de biens & de dignités ? Elle partit enfin d'Angoulême le 29. Août, suivie de dix carrosses à six chevaux, & escortée de cinq cens Cavaliers. Le Duc d'Epernon la conduisit jusques à l'extrémité de son Gouvernement d'Angoumois. La séparation fut tendre de part & d'autre. La Reine fit présent au Duc d'un rare diamant, en le priant de le porter toujours au doigt, comme une marque de la reconnaissance d'une Princesse qui lui étoit redévable de la liberté. C'est toute la récompense qu'Epernon reçut pour deux cens mille écus dépensés au service de Marie de Medicis. Le fier & généreux Duc se console aisément de la perte de son argent, quand il refléchit sur la gloorieuse distinction que le succès de son entreprise lui donne dans le monde, & sur la mortification qu'un Favori trop arrogant en reçoit. Il voulut que l'Archevêque de Toulouse son fils suivît la Reine mere à la Cour. Elle vint jusques à Poitiers accompagnée de ses Dames d'honneur, du Duc de Monbazon, de l'Evêque de Luçon, & de plusieurs personnes distinguées. Les carrosses du Roi l'attendoient là ; & il y avoit des relais de dix lieues en dix lieues jusques à Tours. Marie de Medicis dépecha de Poitiers l'Evêque de Luçon au Roi afin de donner avis à sa Majesté de l'heureuse arrivée de la Reine mere à une

1619.

le Roi son
fils à
Tours.

Vie du
Duc d'E-
pernon.
l. VIII.
Vittorio
Sire Ma-
morie rea-
condite,
Tom. V.
pag. 52.
53.

1619. journée de Tours. Richelieu fut reçu avec des caresses extraordinaires; le Favori lui fit mille amitiés; & il revint fort content, donner à Marie de Médicis de nouvelles assurances de l'empressement que son fils avoit de la voir & de l'embrasser.

Le Cardinal de Retz & Arnaux Nouvel-fesseur du Roi eurent ordre de sa Majesté les dé-
fiances de d'aller au devant de la Reine mere accom-
la Reine pagnés d'un grand nombre de Gentils-
mère de- hommes. Elle devoit coucher à Monba-
puis son premier zon ce jour-là même. Le nouveau Duc
entretien de Luines se rend à la maison de son beau-
avec Lui- pere & y fait la révérence à Marie de Mé-
nes.

Mémoires de D'Artagnan. On le reçoit avec de grandes de-
monstrations de bienveillance. Mais l'en-
tretien particulier qu'il eut ensuite avec la
Reine mere, gâta tout. Les soupçons &
les défiances de sa Majesté redoublerent
d'une étrange maniere. Le Prince de Con-
dé avoit fait de grandes avances d'obtenir
sa liberté avant la conclusion de l'acom-
modement de Marie de Médicis avec le
Roi. Son Altesse craignoit que la Reine
mere qui l'avoit mis en prison, ne l'em-
pechât d'en sortir si-tôt, quand elle seroit
reconciliée avec Louïs. L'empressement
du Prince fut si extraordinaire, qu'il tâcha
de gagner le Favori en le leurant du ma-
riage de Cadenet son frere avec Eleonor
de Bourbon sœur de Condé & veuve de
Philippe Guillaume Prince d'Orange. Je
veux bien croire que c'étoit une vaine es-
pérance, dont le Prince flattoit l'ambi-
tion de trois hommes qui ne croioient
plus rien au dessus d'eux. Quoiqu'il en
soit,

soit, la simple proposition fut indigne du 1519.
 premier Prince du sang. Devoit il donner seulement à penser qu'il seroit capable d'acheter sa liberté, en prostituant sa sœur, pour ainsi dire, au cadet d'un Favori, dont la naissance étoit du moins médiocre? Mais Condé sacrifioit tout à son intérêt. Nous le verrons rechercher les bonnes graces d'un premier Ministre en lui demandant sa nièce pour le Duc d'Eughiu fils ainé du Prince. Cette alliance étoit plus honnête que l'autre. La Maison de Maillé de Brezé fut toujours infinitement au-dessus de celle d'Albert.

Marie de Médicis avoit autant de passion de prolonger la prison du Prince, qu'il en avoit de l'abréger. Elle apprehendoit de son côté que Condé rétablî dans les bonnes graces du Roi, ne se vengerât de l'injustice qu'on lui faisoit, en détournant sa Majesté de rendre la liberté à un premier Prince du sang injustement arrêté. De maniere que Louis qui vouloit contenter sa mère, promit seulement au Prince de le tirer de Vincennes, dès que l'accordement seroit conclu avec Marie de Médicis. Luines déclare sans façon la parole que son maître a donnée, dans le premier entretien avec la Reine mère à Monbazen. Ce débat la choqua extrêmement, quoique le Favori tâchât de l'adoucir, en disant que le Roi paroîtroit agir de concert avec elle, & ne rendre ses bonnes graces à Condé, qu'en considération de la priere que Marie de Médicis en faisoit à son fils.

1619. fils. Elle s'Imagine, & ce n'est pas sans raison, que Luines veut se défendre contre elle en lui opposant le premier Prince du sang. Là-dessus, Marie de Medicis rompt la conversation le plutôt qu'elle peut.

S'étant retirée dans sa chambre, la Reine consulta ses confidens sur ses nouveaux soupçons. Ils étoient si grands, qu'elle parla de s'en retourner, sans voir le Roi son fils. *Votre Majesté s'est trop engagée*, lui dit-on : *il n'y a plus moyen de reculer, Madame. Vous n'avez que les gens de votre maison, & les troupes du Roi vous environnent de tous côtés. Il faut courir le hazard, dissimuler le mieux qu'il sera possible, & observer exactement tout ce qui se passe.* La Reine mère n'avoit pas en effet de meilleur parti à prendre. Le Duc de Maïenne étoit alors à la Cour fort mécontent de ce que le Roi & son Favori lui témoignoient tant de froideur, après les services qu'il venoit de rendre contre le Duc d'Epernon. La Noblesse de Guienne qui suivit le Gouverneur de la Province, n'étoit guères moins chagrine que lui. Quelqu'un s'avise de dire à Marie de Medicis qu'il faut profiter de l'occasion, & lier un nouveau parti avec le Duc de Maïenne contre le Favori. La proposition s'en fait, & Maïenne irrité l'écoute volontiers. Le Courtisan qui remarquoit les défiances de la Reine mère & la froideur du Duc de Maïenne, se confirma dans la pensée que la bonne intelligence entre le fils & la me-

re ne dureroit pas , & qu'il se formeroit bien-tôt un nouvel orage sur la tête du Duc de Luines. 1619.

Il faut avouer que la Reine mère fut fort bien cacher ses sentimens à Cousier du Roi & res où se fit la première entrevue , & dans le temps qu'elle fut à Tours avec le Roi. Je ne sai si les caresses extraordinaires que Louis lui fit & les grands égards qu'il lui témoigna , ne dissipèrent point une partie de sa crainte & de ses soupçons. Le 5. Septembre Marie de Medicis se rend de Monbazon à Coussières. Le Roi devoit venir jusques-là au devant d'elle. Dès qu'on l'eut avertie que son fils étoit dans le parc de la maison , elle sortit avec empressement dans le jardin , suivie des Ducs de Guise , de Monbazon & de Luines , du Cardinal de Retz , de l'Archevêque de Toulouze , de l'Evêque de Luçon & d'un grand nombre de personnes qui accourroient au spectacle. La foule fut si grande , qu'il falloit écarter le monde , afin que Louis pût aborder sa mère. On s'embrasse tendrement , on verse des larmes de part & d'autre , on demeure assez long-temps sans pouvoir parler. Madame , soiez la bien venue , dit enfin le Roi. Je sens graces à Dieu de tout mon cœur , de ce qu'il m'accorde une chose que je souhaitois avec tant de passion. Je suis au comble de mes voeux , répondit Marie de Medicis ; & je mourrai désormais contente , puisque j'ai la consolation de vous voir encore , Monsieur , & mes autres enfants. Je vous ai toujours aimé fort

1620. tendrement. Faites-moi la justice de croire que j'ai tout l'attachement possible pour votre personne & les meilleures intentions du monde pour le bien de votre Etat. Dire qu'il n'y avoit là que déguisement & dissimulation, ce seroit une malignité trop outrée. Les Princes sont faits comme les autres. Les sentimens de la nature se reveillent en eux, malgré leur application continue à cacher ce qu'ils pensent Mais l'amour propre & l'intérêt étouffent plutôt dans leur cœur ce que les particuliers y conservent long-temps.

Louis donne la main à sa mère jusques à la maison. Ils y passent environ trois heures ensemble, jusques à ce que la jeune Reine, la Princesse de Piémont, & Madame Henriette de France arrivent. Elles venoient suivies des Princesses & de toutes les Dames qualifiées de la Cour, avec un cortége de cinquante carrosses & plus. On alla coucher ensuite à Tours. Marie de Médicis y reçut tous les honneurs dûs à son rang. Le Prince de Piémont lui donna la serviette au souper, il se tint toujours debout & découvert; quoique la Reine mere lui eût fait apporter un siège, & qu'elle le le priât de s'asseoir. Enfin, tout se passoit si bien que Marie de Médicis eut envie de demeurer à la Cour. On lui en avoit laissé la liberté. Mais le Duc de Luines qui craignoit le ressentiment d'une Reine offensée, & le génie supérieur de l'Évêque de Luçon, fit entendre à Marie de Médicis de la part du Roi,

Lamidot pour l'Histoire de France.

Roi, que sa Majesté auroit de la peine à mener sa mere à Paris, à cause de la maladie contagieuse qui faisoit du ravage dans la ville & aux environs. Défaite pitoiable & ridicule! Luines prenoit-il plus de soin de conserver la vie d'une Reine qu'il regardoit comme son ennemie, que celle du Roi dont la fortune du Favori dépendoit uniquement? Mais on vouloit tenir la parole donnée au Prince de Condé, pendant que Marie de Médicis seroit dans Angers. Après cela, on espére de la faire venir, en cas qu'il y ait de nouvelles brouilleries à craindre. De peur qu'elle ne se chagrine trop, Louis lui promet de la rappeller dans trois mois au plus-tard. Le fils & la mere qui s'étoient vus avec de si grandes démonstrations de tendresse & d'amitié, se séparent peu contens l'un de l'autre. Le Roi prit la route de Chartres, pour aller ensuite à Compiegne. Le Prince & la Princesse de Piémont marchent du côté de Lion pour se rendre à Turin. Marie de Médicis passe quelques jours à Chinon. Cela donna le temps aux Magistrats d'Angers de lui préparer une entrée magnifique. Elle y arriva le 16. Octobre: le Maréchal de Bois dauphin suivi de quinze cens hommes à cheval l'avoit reçue au Pont de Cé.

Durant le séjour de la Reine mere à Tours, Déageant parut avoir une si grande correspondance avec l'Evêque de Luçon, que les Ministres d'Etat irrités contre Déageant & quelques autres gens qui Cour. Le Due de Luines éloigne Deageant de la Cour, lui

1619. lui vouloient du mal, obtinrent facilement du Favori, qu'on le renverroit exercer à Grenoble sa charge de premier President à la Chambre des comptes. Je ne sai comment Déageant s'étoit brouillé avec le Jésuite Arnoux. Le bon Pere que Luines écoutoit comme un homme inspiré du ciel pour la conduite des affaires d'Etat, se déclaroit le plus ardent persécuteur de Déageant. Deux habiles fourbes peuvent rarement se souffrir l'un l'autre. Le Favori tâche de donner quelque légère satisfaction à Déageant, en le présentant lui-même à la Reine mere. Il parut interdit & tremblant en présence d'une Princesse qu'il avoit noircie dans l'esprit de son fils par les calomnies les plus malignes & son compliment plein de mensonges & d'artifices, qu'elle aura toujouors de la considération pour ceux qui servirent bien son fils. Ces paroles générales acheverent de desoler Déageant. Le Favori le disgracioit, & la Reine mere lui faisoit sentir qu'elle n'ignoroit pas ses intrigues. Déageant demeura persuadé qu'on sacrifioit au juste ressentiment de Marie de Medicis, un homme qui s'insinua dans l'esprit du fils, en lui donnant de l'ombrage & des soupçons contre la mere. Brantes frere de Luines avoit déjà déclaré à Déageant qu'il falloit se disposer à se retirer dans Grenoble. De peur que le fourbe ne fasse au Favori la même perfidie qu'à Barbin, on le comble de caresses & de protestations d'amitié. Je vous

*Mémoires
de Dé-
ageant.*

pag. 216.

227. &c.

*Vittorio
Siri Ma-
morie re-
condite.*

Tom. V.

pag. 43.

44.

1619.

regarderai toujours comme mon troisième frère, lui disoit le Duc de Luines. C'est avec une peine extrême que je vous propose de faire une tour à Grenoble: votre présence y est nécessaire auprès du Maréchal de Lesdiguières. Les Huguenots travaillent à l'engager dans leurs actions: tout est perdu si un homme de son crédit & de son importance prend de trop grandes liaisons avec eux. Il étoit vrai que le dissimulé Lesdiguières faisoit mine de n'être pas content: il donnoit à penser qu'il pourroit bien appuier les préteations de ceux de sa Religion, qui devoient s'assembler incessamment à Loudun. Luines craignoit encore que l'affaire de l'enregistrement de son brevet de Duc & Pair avant celui du Maréchal, ne l'irritât trop contr'un Favori, qui se mettoit au dessus de ceux que leurs longs & importans services rendoient plus considérables, qu'un petit Gentilhomme, dont tout le mérite se boroit à quelque adresse pour la Fauconnerie.

Comme le Roi consideroit Déageant, il fallut se servir du prétexte de la nécessité de gagner Lesdiguières, afin de faire consentir sa Majesté, à l'éloignement d'un homme qu'elle emploioit dans certaines affaires secrètes. Déageant voit fort bien que Luines & le Jésuite Arnoux le jouent d'une cruelle manière. Il enrage dans le fond de son cœur: Mais il n'ose rien dire au Roi, de peur d'irriter tout à fait le Favori. Déageant affecta si bien de paroître content, que peu de gens s'apperçurent de sa disgrâce véritable. On s'imagine

La Cour gagne le Maréchal de Lesdiguières en lui tant l'é-
ble. Mémoires de Dés-

229. 230. pag.

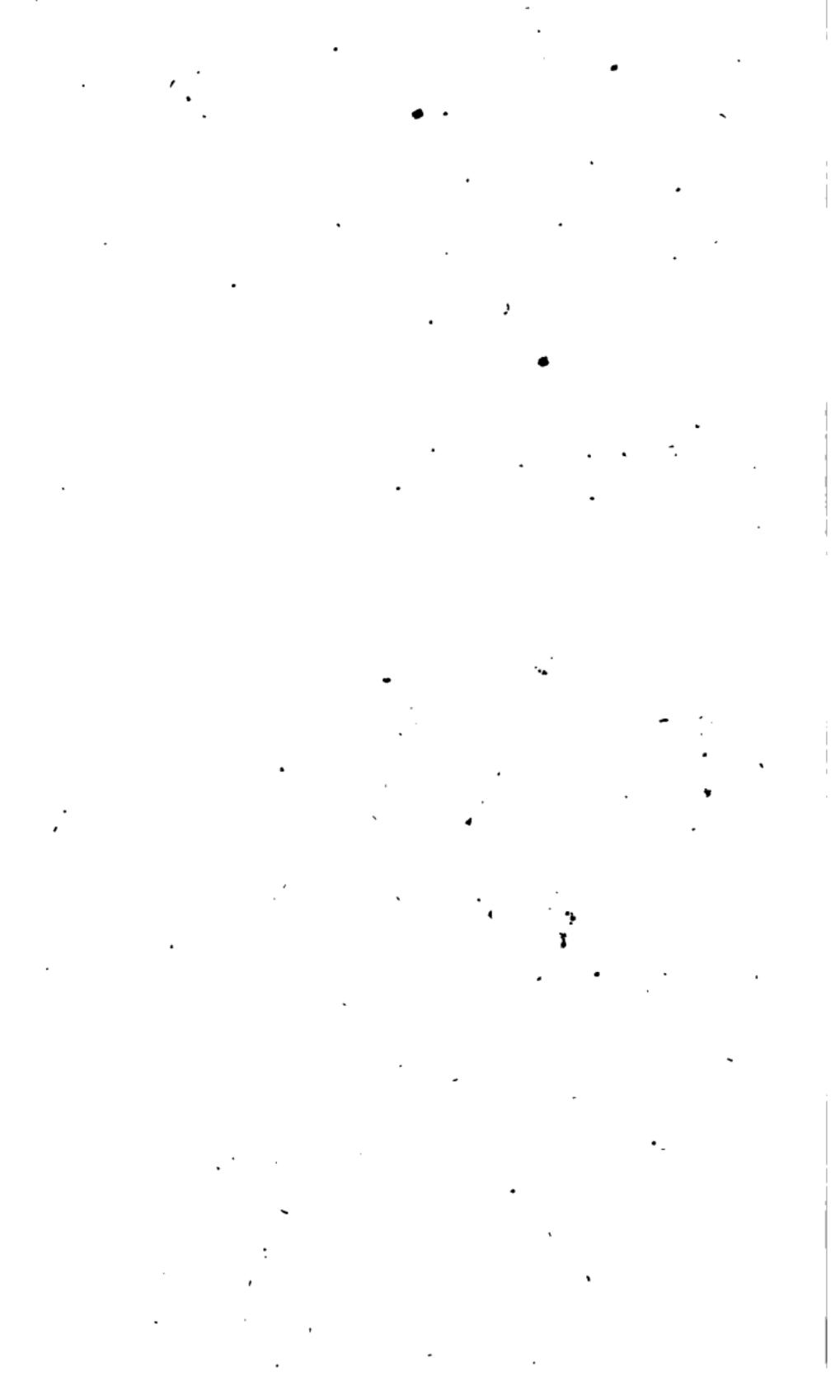
1620. gine que le voyage de Grenoble est mystérieux , & qu'il y a toujours de la collusion entre lui & le Duc de Luines. Il part de la Cour avec des Lettres de créance du Roi & de son Favori au Maréchal de Lesdiguières. Déageant avoit un ordre secret de lui offrir l'épée de Connétable , s'il vouloit changer de Religion. L'ambitieux vieillard qui ne cherche qu'à se vendre le plus cher qu'il pourra , écoute volontiers la proposition. Il en fit même beaucoup plus que Déageant ne vouloit. Afin que la Cour n'ait aucun sujet de douter de sa volonté sincère de la servir aux dépens de sa Religion , à laquelle il est redevable d'une assez grande élévation pour un Gentilhomme dont la naissance n'étoit pas certainement illustre , Lesdiguières communique à Déageant toutes les propositions des Huguenots ; il prend ses avis sur les réponses qu'il y doit faire ; enfin , il veut que Déageant lui dresse en certaines rencontres la minute des dépêches qu'il envoie. Cela ne suffit-il pas pour justifier ce que j'ai dit de ce Seigneur , que c'étoit *un franc scelerat* ? Il avoit de grandes & belles qualités ; je n'en disconviens pas. Mais son mariage honteux & criminel avec Marie Vignon , les incestes qu'il a permis dans sa famille ; cette dissimulation de plusieurs années pour mieux trahir les Réformés , après qu'il a promis au Roi de changer de Religion , quand sa Majesté lui donnera l'épée de Connétable ; ces indignités , dis-je , flétriront à jamais la mémoire

1619.

moire d'un homme, qui auroit pu laisser bonne opinion de lui à la posterité, s'il eût été moins esclave de l'amour, de l'avarice, de l'ambition. Un Historien qui se picque de droiture & de sincérité, peut-il se dispenser de donner le caractère & le nom de scélérat à un Seigneur qui de l'aveu de ses amis & de ses panegyristes, a fait des actions si basses, si atroces?

Fin de la première Partie du III. Tome.





HISTOIRE DU REGNE DE LOUIS XIII.

ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE.

TOME TROISIÈME.

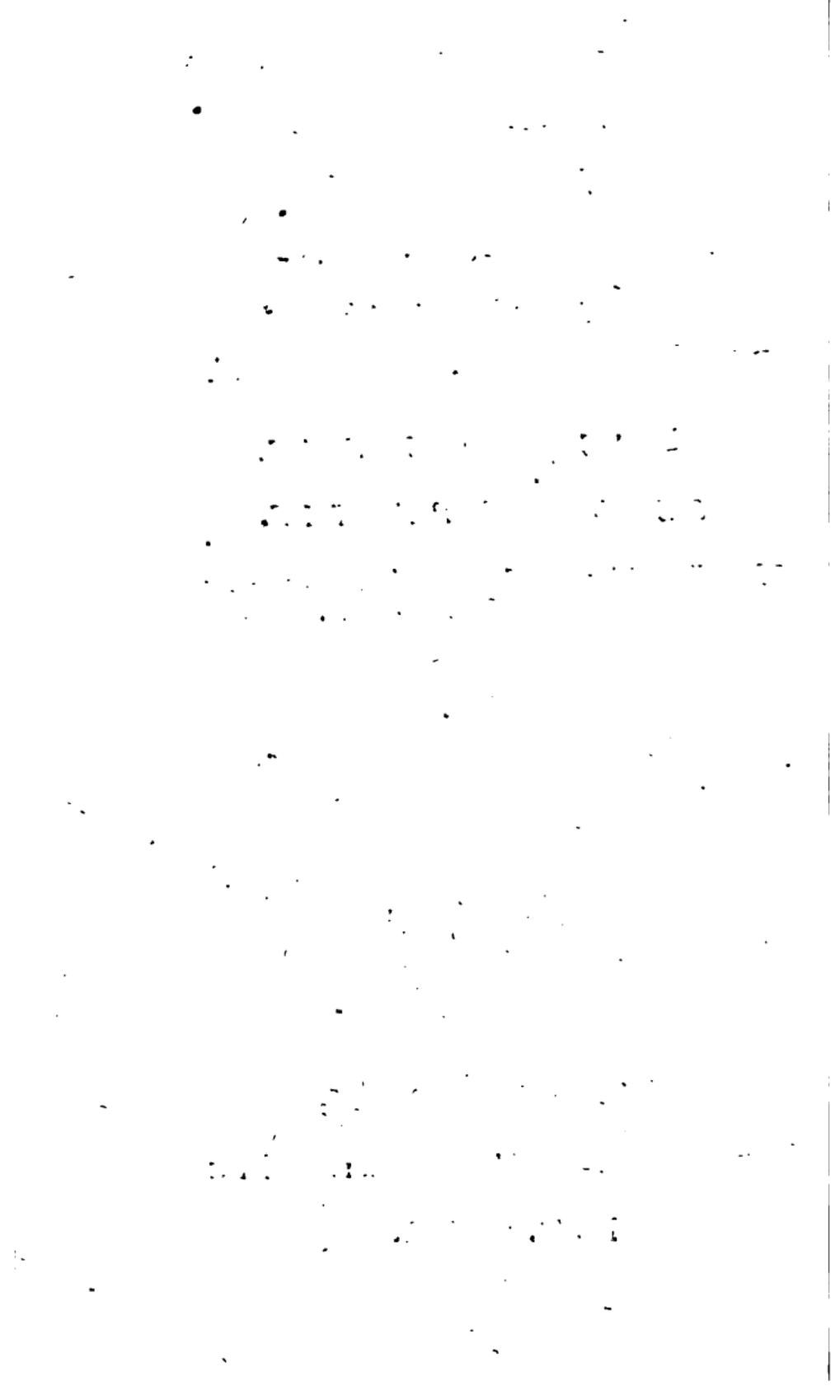
SECONDE PARTIE.

*Nouvelle Edition revue, corrigée & augmentée
sur l'Exemplaire de l'Auteur.*



A AMSTERDAM,
Chez ZACHARIE CHATELAIN & FILS.

M. D. CCLIL.



S O M M A I R E D E S D E U X L I V R E S

*Contenus dans la Seconde Partie de
ce III. Volume.*

Sommaire du XIV. Livre.

Mort d'Anne de Dannemark Reine de la Grande Bretagne. Mort de l'Empereur Matthias. Sentimens de la Cour de France au regard du Successeur à Matthias. Ferdinand tâche inutilement d'appaiser les troubles de Bohême. La Silesie, la Moravie, & l'Autriche refusent de reconnoître Ferdinand. Diète indiquée à Francfort pour l'élection d'un Empereur. Artifices de la Cour de Madrid pour empêcher que le Roi d'Angleterre n'appuie les Etats de Bohême. Opposition des Etats de Bohême à ce que Ferdinand soit reçu à la Diète comme leur Roi légitime. Les Etats de Bohême protestent contre l'admission de Ferdinand au nombre des Electeurs. Election & couronnement de l'Empereur Ferdinand II. Fréderic Comte Palatin est élu Roi de Bohême. Differens écrits pour &

S O M M A I R E

contre l'élection du nouveau Roi de Bohême. Justice du droit de Frédéric Electeur Palatin au Royaume de Bohême. Nullité des moyens allegués par l'Empereur Ferdinand II. Bethlem Gabor enlève la Hongrie à l'Empereur. Sigismond Roi de Pologne envoie fort à propos du secours à l'Empereur en Hongrie. Le Roi de France tire le Prince de Condé de sa prison de Vincennes. Déclaration du Roi en faveur du Prince de Condé. La Reine Mère plus mécontente refuse d'aller à la Cour. Assemblée générale des Eglises Reformées à Loudun. Jugement que porte du Plessis-Mornai sur la conduite de l'Assemblée de Loudun. Le Roi ordonne à l'Assemblée de Loudun de se séparer. Les Espagnols gagnent le Duc de Luynes. Cause véritable des guerres de Religion en France. L'Electeur Palatin semble hésiter sur l'acceptation de la Couronne de Bohême. Les Conseilleurs de Frédéric l'exhortent à prendre la Couronne de Bohême. L'Electrice Palatine Douairière tache de dissuader son fils. Le Roi d'Angleterre & plusieurs Princes de l'Empire conseillent à Frédéric de refuser la Couronne de Bohême. Frédéric l'accepte. Le nouveau Roi va en Bohême. Couronnement de Frédéric & d'Elizabeth son épouse. Déclaration ou Manifeste de Fré-

Frédéric sur ce qu'il avoit accepté la Couronne de Bohême. Les Princes de l'Union Protestante s'assemblent à Nuremberg, & ceux de la Ligue Catholique à Wurtzbourg. L'Électeur de Saxe se déclare pour l'Empereur. L'Empereur envoie demander du secours au Roi de France. Lettre du Maréchal de Bouillon au Roi sur l'Ambassade envoyé par l'Empereur. Avis differens dans le Conseil de France sur les affaires d'Allemagne. Création d'un grand nombre de Chevaliers des Ordres du Roi. Vuës secrètes des Ministres du Pape & du Roi d'Espagne en France. Le Roi réitere ses ordres pour la séparation de l'Assemblée de Loudun. Remontrances du Parlement de Paris au Roi à l'occasion d'un Edit pecuniaire. On travaille à l'accordement de l'affaire de l'Assemblée de Loudun. Cette Assemblée se sépare. Avis du President Jeannin sur les affaires d'Allemagne. Le Roi envoie une grande Ambassade en Allemagne. Mécontentement de la Reine Mère, de quelques Princes & de plusieurs grands Seigneurs. Le Roi fait diverses tentatives pour engager Marie de Médicis à venir auprès de lui. Luines tâche de ramener les Ducs de Mayenne & d'Epernon. Le Comte & la Comtesse de Soissons, le

Duc de Vendôme & plusieurs autres Seigneurs se retirent de la Cour. Révolution à la Cour d'Espagne. Le Duc d'Ossone pense à se faire Roi de Naples. Les incertitudes du Conseil de France sont cause que le Duc d'Ossone se désiste de son entreprise. Le Cardinal de Borghia est fait Viceroy de Naples à la place du Duc d'Ossone.

Sommaire du XV. Livre.

FOrces du parti de la Reine Mere. Le Roi envoie des Commissaires pour traiter avec la Reine Mere. Bellegarde Grand Ecuier & le Maréchal de Brissac sont reçus Ducs & Pairs. Lettre de Bentivoglio Nonce du Pape à la Reine Mere, Richelieu Evêque de Luçon empêche que la Reine Mere ne suive les bons avis que les Seigneurs de son parti lui donnent. Le Prince de Condé donne un avis salutaire au Roi. Le Roi va en Normandie. Lettre de Marie de Médicis au Roi son fils. Le Roi prend la résolution de marcher vers l'Anjou. Déclaration du Roi sur la prise d'armes contre la Reine Mere & contre les mécontents. Le Roi se rend maître du Pont de Cé. Traité entre le Roi & la Reine sa Mere. Entrevue du

D U X V . L I V R E . 7

du Roi & de la Reine sa Mere à Bris-
sac. Le Duc d'Epernon est le premier à
poser les armes. Le Roi va en Guienne.
*Manifeste de l'Empereur contre la nou-
veau Roi de Bohême.* Fautes de Fréderic
Roi de Bohême. L'Electeur de Saxe se
déclare hautement pour l'Empereur. As-
semblée des Princes d'Allemagne du par-
ti de l'Empereur à Mulhausen en Turin-
ge. Déclaration de l'Empereur contre
le Roi de Bohême. Les Princes de l'U-
nion Protestante s'assemblent à Ulm pour
conferer avec les Ambassadeurs de Fran-
ce. Traité d'Ulm entre les Princes de la
Ligue Catholique & ceux de l'Union
Protestante. Les Ambassadeurs de Fran-
ce vont trouver l'Empereur à Vienne.
Bethlem Gabor se fait déclarer Roi de
Hongrie. Reduction entière de l'Autri-
che à l'obéissance de l'Empereur. L'E-
lecteur de Saxe & le Duc de Bavière
acceptent la commission d'exécuter le Ban
Impérial contre les Bohémiens. Le Roi
de France prend la resolution d'aller dans
le Bearn. La Souveraineté de Bearn est
depouillée de ses priviléges & de sa li-
berté. Les Réformés convoquent une As-
semblée générale à la Rochelle. Lettre
de M. du Plessis-Mornai au Duc de
Monbazon. Deux réponses, l'une véri-
table & l'autre feinte du Duc de Mon-
bazon.

8 SOMMAIRE DU XV. LIV.

bazon à la Lettre précédente. *Irruption du Marquis Spinola dans le Palatinat.* *Jacques Roi d'Angleterre se plaint de l'irruption dans le Palatinat.* *Raisons de la conduite de Jacques Roi d'Angleterre dans l'affaire de Bobême & du Palatinat.* *Progrès de l'Electeur de Saxe dans la Lusace, & pertes de l'Empereur en Hongrie.* *Défaite entière du Roi de Bobême par le Duc de Bavière.* *Fuite du Roi de Bobême.* *Reduction de la Bobême à l'obéissance de l'Empereur.* *Mémoire envoyé par les Ambassadeurs de France au Roi leur maître sur les affaires d'Allemagne après la bataille de Prague.* *Longue & inutile Négociation des Ambassadeurs de France avec Bettem Gabor.* *Mouvements excités dans la Valteline par les artifices du Duc de Feria Gouverneur de Milan.* *Voyage du Maréchal de Lesdiguières en Piémont à l'occasion des mouvements de la Valteline.* *Bassompierre est envoyé Ambassadeur Extraordinaire en Espagne pour l'affaire de la Valteline.*

1619.

HISTOIRE DU REGNE DE LOUIS XIII.

Roi de France & de Navarre.

LIVRE XIV.

J Amais le peuple ignorant & ^{Mort} credule ne fit présager à une d'Anne Comète des évenemens plus ^{de Dannc-} grands, ni plus divers, qu'à ^{mark Rei-} celle qui parut vers la fin de Gr ^{nde} l'année dernière. Chaque nation crut que Bretagne ce phénomène étoit fait tout exprès pour elle. Quand Marie de Médicis se fut échappée de Blois, on s'imagina en France que la Comète étoit un avertissement de la guerre civile, dont le Roiaume sembloit menacé. Les Arminiens de Hollande, qui devoient se mettre au - dessus des opinions populaires, y donnèrent comme les autres en cette rencontre.

Tom. III. Part. II.

A

Les

2 HISTOIRE DE

1619. Les bonnes gens se mirent dans l'esprit
 que la nouvelle étoile, étoit l'avantcou-
 rière de la mort funeste de l'illustre Barne-
 sain. 1619 dans le Synode tenu à Dordrecht. Il y
 eut des Anglois qui regarderent la Comé-
 te comme un presage de la perte qu'ils
 firent au commencement du mois de Mars.
 1619. Anne de Danemark épouse de Jacques I.
 Roi de la Grande Bretagne mourut alors.
 La réputation de cette Princesse paroît
 assez équivoque. Les uns n'en disent ni
 bien ni mal. D'autres louent sa pieté, sa
 douceur, sa prudence, sa vertu. Il se
 trouve des Historiens qui nous la représen-
 tent imperieuse, gagnée par les Espagnols,
 imbuë des maximes d'Italie, & du moins
 fort disposée à embrasser la Communion
 du Pape ; si tant est qu'elle n'eût pas
 renoncé secrètement à la Religion Pro-
 testante. Les Gazzettes Francoises de ce
 temps-là publièrent sans façon qu'Anne
 sortit de ce monde *avec une ame toute Chrétienne & toute Catholique.* Jacques lui fit
 des obséquies magnifiques. L'attachement
 extraordinaire que ce Prince eut à ses Fa-
 voris dont Anne se plaignit toujours, n'em-
 pêcha pas sa Majesté Britannique d'avoir
 des égards & des ménagements pour la Reine
 son épouse.

Mort de l'Empe-
 neur Mat-
 thias. Si les Comètes n'étoient pas dans le
 sentiment des gens sages & éclairés, des
 choses purement naturelles, qui n'ont au-
 cun rapport aux événemens d'ici bas, je
 dirais que les Allemands furent mieux fon-
 dées que les autres, à prendre la Comète

de l'année précédente, pour un présage des malheurs & des guerres dont leur nation fut affligée. La Bohême avoit déjà pris les armes pour se défendre contre les troupes de l'Empereur. Prévenus que le Comte de Buquoi venoit dans leur pays, comme le fameux sanguinaire Duc d'Albe alla autrefois dans les Pays-Bas, les Bohemiens tâchent d'entrainer les peuples voisins, mécontents de ce qu'on leur destine pour maître Ferdinand Archiduc de Gratz, déjà proclamé successeur de Matthias aux Royaumes de Hongrie & de Bohême. La mort de cet Empereur arrivée le 20. Mars, fit craindre une révolution générale dans l'Empire & ailleurs. Matthias avoit travaillé dès sa première jeunesse à agrandir aux dépens de ses plus proches parents. La possession de l'Empire, & des Etats que son grand-père obtint, ne le rendit pas plus heureux. Il passa les dernières années de sa vie accablé de chagrins & de maladies.

Quelque médiocre que fût le mérite de Matthias, il mourut dans une certaine conjoncture qui fit regretter sa perte. On craignoit que la vaste & profonde ambition de Ferdinand son cousin, ne causât de trop grandes divisions en Allemagne. Ferdinand s'efforçoit de la cacher : mais elle se montrroit malgré lui par plusieurs endroits. Il n'étoit point tellement impénétrable, qu'on ne reconnût fort bien que son naturel le portoit à suivre plutôt les maximes de Philippe II. Roi d'Espagne, que les exemples de modération & d'équité

1619

que l'Empereur Maximilien II. laissa dans sa famille. On appréhendoit encore que les intrigues des Princes qui s'étoient mis en tête d'abaiffer la Maison d'Autriche, & de profiter de l'occasion de lui enlever l'Empire & les Roiaumes qu'elle regardoit comme héréditaires depuis long-temps, n'allumassent une guerre longue & sanglante, quand même il arriveroit que Ferdinand vint à bout de se faire élire Empereur. La République de Venise, Charles Emmanuel Duc de Savoie, & les Etats Généraux des Provinces-Unies, concevoient dans le même dessein de s'opposer aux projets & à l'agrandissement de la Monarchie d'Espagne. Ces trois Puissances entretenoient une étroite correspondance avec les Princes de l'Union Protestante en Allemagne. Tous ensemble souhaitent avec la même ardeur que la Couronne Impériale sorte de la Maison d'Autriche, & que ses Etats soient démembrés. On ne doutoit pas que les Vénitiens & le Savoiard, n'eussent aussi bien que les Etats des Provinces-Unies, de grandes intelligences avec les mécontents de Bohême, & que les deux Républiques ne leur promissent du secours. Tant d'intérêts differens, tant d'intrigues formées avec soin depuis long-temps, firent craindre les suites de la mort d'un Empereur, qui dans une autre occasion n'auroit point été regretté.

Sentiments de
la Cour de France
au regard

En vain, le Sénat de Venise & le Duc de Savoie tentent de faire entrer la Cour de France dans leurs projets. Le Pape & le

le Roi d'Espagne avoient habilement pris 1619.
les devants. Peu de temps après la mort du succès
de l'Empereur, Louis déclare nettement son
au Prince de Piémont & à l'Ambassadeur qu'on
de Venise, qu'il ne fera aucune Ligue doit
contre la Maison d'Autriche, & qu'il se donner à
tiendra toujours en état de se rendre l'ar-
bitre des differends que les autres Souve-
rains pourront avoir entr'eux. Il n'y a que
les Princes de la Maison d'Autriche, disoit
le Roi Très-Chrétien, qui soient capables
de porter avec dignité la Couronne Impériale,
de soutenir la Majesté de l'Empire, & de le Vittorio
defendre contre les Infideles. Ces raisons Sirs Me-
m'engagent à sacrifier mes intérêts particu- condite.
liers à ceux de la Chrétienté. Bien loin de Tom. V:
m'opposer aux justes prétentions de Ferdi- P.zg. 6. G. 7
nand, je les favoriseraï autant qu'il me sera Lettere di
possible. Les sages de Venise furent extré- Bentive-
mement surpris de ce que le Favori & les g. 12.
vieux Ministres d'un jeune Roi, soufroient
qu'il se laissât éblouîr de la sorte par les
faux rasonuemens de la Cour de Rome,
dont les Ministres étoient les Agens & les
solliciteurs de celle de Madrid. La Hon-
grie, disoit-on dans le Sénat de Venise,
s'est mieux défendue contre les Turcs, avant
que la Maison d'Autriche se fût emparée de
ce Roiaume. Pourquoi le Duc de Bavière,
ou tout autre Prince élu Empereur, n'au-
ront-ils pas soin d'empêcher que les Infide-
les ne forcent la seule barrière qui les sépare
de l'Allemagne ? Les Princes de l'Empire
envoyeront plus volontiers du secours en Hon-
grie, quand elle n'appartiendra plus à un Roi
aussi formidable aux Chrétiens que le Turc.

6 HISTOIRE DE

1619. Est-il de l'intérêt de la Couronne de France que l'Empereur soit si puissant ? Moins il aura de force, plus il sera dans la nécessité de s'unir avec elle afin de maintenir son crédit & son autorité en Allemagne.

Le Favori & les Ministres de Louis voioient aussi bien que les Senateurs de Venise, le foible des raisons que sa Majesté alleguoit. Mais la France paroifsoit agitée de tant de factions différentes, que Lui & les Ministres ne croioient pas que la prudence permit au Roi d'entrer trop avant dans les affaires du dehors. On craignit que les Espagnols irrités des liaisons que la Majesté preadroit contre eux, n'appuiaissent Marie de Médicis & les Seigneurs malcontens. Peut-être que le Favori prétoit déjà l'oreille aux grandes promesses que les Archiducs des Païs-Bas lui firent de donner à son frere Cadenet la riche héritière de la Maison d'Ailli de Pequigni en Picardie, qu'ils avoient à leur disposition. Que fait-on encore si certains Ministres de Louis n'étoient pas gagnés par les pistoles que la Cour de Madrid répandoit assez liberalement & fort à propos. Quoiqu'il en soit, si Louis XIII. parut en cette occasion être un politique moins habile & moins rafiné que son fils, le jeune Prince témoigna du moins plus de religion & de justice que Louis XIV. dans un âge beaucoup plus avancé. Lauriez-vous jamais pensé, puissant Roi, qui vous faisez un mérite de sacrifier vos intérêts au bien général de la Chrétienté, en conservant l'Empire dans la Maison d'Autriche;

1619.

che ; l'auriez - vous pensé , que vôtre fils attendroit avec impatience la nouvelle des avantages que les Turcs sembloient devoir remporter sur les Chrétiens , afin d'enlever la Couronne Impériale aux descendants de Ferdinand II. , à qui vous disiez qu'on la devoit donner , comme à celui dont la Maison étoit la plus capable de s'opposer aux efforts continuels des Infideles ? Tout change d'une étrange maniere avec le temps . Louis XIII. crut autrefois que la nécessité de conserver une barriere entre les Turcs & l'Allemagne , étoit une raison pressante de laisser l'Empire dans la Maison d'Autriche : Et nous avons vû de nos jours que ceux qui vouloient l'enlever à Ferdinand en ont assuré la succession à sa postérité ; afin que l'Allemagne fût plus capable de s'opposer aux vastes & injustes projets de Louis XIV.

En attendant le succès des brigues du Pape , des Ministres du Roi d'Espagne , & des partisans de la Maison d'Autriche , afin de mettre Ferdinand sur le trône Impérial , ce Prince tâche d'appaiser les troubles de Bohême , & de s'y faire reconnoître pour Roi légitime , en conséquence de son couronnement avant la mort de l'Empereur Matthias . Dans la vûe de prévenir le monde en sa faveur , Ferdinand commanda premièrement au Comte de Buquois & à tous les Officiers Généraux des troupes de la Maison d'Autriche en Bohême , de suspendre les actes d'hostilité jusqu'à nouvel ordre . Il écrit aux Etats & aux principaux Officiers du Royaume de

Ferdinand ta-
che inu-
tilement
d'appaiser
les trou-
bles de
Bohême,

*Mémoires
de Louis
Juliane
pag. 1324*

8 HISTOIRE DE

1619. Bohême, que la couronne lui étant dévolue par la mort de l'Empereur, il pense à Puffendorf procurer une paix solide à ses nouveaux ^{Comment} Sujets. Pour parvenir au but que je me propose, ajoutoit Ferdinand, je croi que les ^{tar. Kernum} Suecicae ^{rum. I. I.} ciens Officiers & tous ceux qui ont servi sous ^{Mercure} François mon prédecesseur, doivent demeurer dans leurs emplois, jusques à une plus ample délibération.

1619. Je tiendrai ce que j'ai promis à mon couronnement, d'envoyer dans un mois au Burgrave la confirmation de tous les priviléges de Bohême. Au lieu de répondre à la Lettre de Ferdinand, les Etats en font mettre deux copies entre les mains du Duc de Saxe, & du Comte Palatin du Rhin Vicaires de l'Empire durant la vacance. Les Bohémiens se plaignoient aux deux Electeurs, de ce que le premier acte du prétendu regne de Ferdinand, c'étoit de remettre en place les Officiers dont la mauvaise administration causoit les troubles du Roiaume. Cela nous déclare assez nettement, disoient les Etats, que bien loin de rétablir la paix, on voulut se servir encore des gens qui cherchent la ruine de la patrie & l'abolition du libre exercice de la Religion Evangelique.

Dans le dessein d'ôter aux Bohémiens le prétexte le plus plausible de l'exclure, Ferdinand ne manque pas d'envoyer au plutôt une ample & exacte confirmation de tous les priviléges accordés par les Rois précédens. Il promettoit encore de maintenir de bonne foi les Edits publiés en 1601. & 1610. en faveur du libre exercice de la Religion Réformée, & les Traité

tés faits entre les Catholiques & les Evangeliques. La Bulle, pour m'exprimer à la manière du païs, est si précise & si bien concertée, qu'elle semble devoir dissiper les ombrages & les soupçons qui ont causé la division dans le Royaume. Mais le Comte de Thurn & plusieurs autres, déterminés à pousser les choses aux dernières extrémités, firent ensorte que les Etats ne voulurent entendre parler d'aucune réconciliation avec Ferdinand. On ne répond ni à la Lettre envoiée conjointement avec la Bulle de confirmation, ni à une troisième écrite pour inviter les Etats à députer quelques gens, auxquels il offre un saufconduit, afin de traiter avec lui à Vienne des moyens d'appaiser les troubles de Bohême. Le Comte de Thurn & les Seigneurs du même parti, secondés par Mansfelt & par les Emissaires de certains Princes qui aspiroient à une Couronne qui ne leur paroissoit pas fort assurée sur la tête de Ferdinand, représentent vivement aux Etats, que la prudence ne leur permet pas de se fier aux promesses de Ferdinand. Il vous parle de pain, leur disoit-on : Et cependant il donne des ordres secrets au Comte de Buquois de vous faire tout le mal imaginable. On continua de lever contre vous des soldats en Italie, dans les Pays-Bas, Espagnols, & en Allemagne. Ferdinand vous envoie la confirmation des priviléges du Royaume d'une manière aussi ample que vous le pouvez souhaiter. Cela vous en imposerait, si vous n'avez pas un traité fait entre les Archiducs, qui porte la prétention héréditaire.

1619. ditaire sur la Couronne de Bohême. On le céde à Ferdinand comme une portion du patrimoine de la Maison d'Autriche; Et au défaut des enfans mâles de Ferdinand, le Roi d'Espagne est appellé à la succession du Royaume de Bohême.

La publication des Traités faits entre le feu Empereur Matthias, Philippe III. Roi d'Espagne, & les Archiducs des Païs-Bas, d'Inspruck & de Gratz, souleva une infinité de gens en Bohême & en Allemagne contre la Maison d'Autriche. Les Bohémiens qui supposent leur Couronne élective, voient avec une extrême colere, qu'on la rend tellement héréditaire, qu'ils peuvent tomber sous la domination du Roi d'Espagne. Plusieurs Princes d'Allemagne trouvèrent encore fort mauvais qu'on eût entrepris sur les droits de l'Empire en assurant à un Souverain étranger la succession d'un Electorat. Il n'en faut plus douter disoit-on. Les Princes d'Autriche pensent sérieusement à rendre l'Empire héréditaire dans leur Maison. Si le Roi d'Espagne parvient un jour à la Couronne de Bohême, qui osera lui résister, quand il sera question d'élire un Empereur? Sa puissance déjà trop formidable arrêtera tout le monde, lors qu'elle sera augmentée d'un Royaume & de plusieurs belles Provinces en Allemagne.

La Silésie, la Moravie, & l'Autriche refusent de reconnoître une grande extrémité. Les Etats de Silénoître & Ferdinand la Moravie entreront dans la même confédération,

1619.

ration, quoi qu'elle ait envoié à Ferdinand un secours de trois mille hommes de pied & de deux mille chevaux. Le Cardinal de Dietrichstein & les autres partisans de la Maison d'Autriche s'efforcerent inutilement de retenir les Moraves. Leurs troupes ayant appris que les Etats de la Province s'unissaient aux Bohémiens, elles se débâdent & vont chercher leurs nouveaux confédérés. Albert de Walstein un de ceux qui commandoient la petite Armée de Moravie, continua son chemin jusqu'à Vienne. Il y offre ses services à Ferdinand, en lui remettant entre les mains l'argent que les Moraves ont donné pour l'entretien de leurs troupes. Cette générosité charme Ferdinand : Et Walstein commence dès lors à s'insinuer dans l'esprit du Prince qu'il venoit servir. Telle fut l'origine honnête d'une des plus grandes fortunes qu'on ait vues dans le siècle passé. La catastrophe en sera aussi funeste, que l'ouverture en fut belle. Les Etats de Moravie chagrins de perdre leur argent, arrêtent le Cardinal de Dietrichstein par manière de représailles. Quelque grande que fut la disette de Ferdinand, il renvoia sans peine l'argent en Moravie. Croioit-il que les conseils d'un Prélat fidèle & versé dans les affaires d'Etat, lui étoient plus nécessaires ! Ne regardoit-il point aussi comme une chose indigne d'un Prince qui aspiroit à l'Empire, de préférer une somme d'argent peut-être assez modique, à la liberté d'un Cardinal qui l'a utilement servi ?

Puffendorf
Commen-
tar. Rerum
Suecia-
rum. t. I.
Nani His-
toria Pe-
neta. 1619.

Mercure
Français.

1619. Ferdinand avoit sans doute grand besoin d'un habile Ministre qui l'aïdât à se démêler des nouveaux embarras qui lui survenoient tous les jours. Il sollicitoit alors d'être reconnu Archiduc d'Autriche en vertu de la cession qu'Albert Archiduc des Pays-Bas, lui fit de tous ses droits sur l'Autriche quelque temps avant la mort de l'Empereur Matthias. Quand l'Acte de cession est présenté aux Etats de la Province, ils demandent préablement que les troupes étrangères se retirent du pays; que les Etats aient l'administration des affaires selon l'ancienne coutume, jusques à ce que le Souverain soit reconnu; enfin qu'on travaille à la réparation des griefs que la Province a depuis long-temps. Ferdinand s'aperçut de l'artifice. On lui rendoit des prêges. La haute Autriche forma le dessein de s'unir à la Bohême, & d'exclure Ferdinand, dont tous les Protestans craignoient l'humeur altière & la bigoterie. La basse Autriche paroiffoit encore incertaine: mais il étoit à craindre que l'autre ne l'entraînât. Ferdinand ne se trouvoit pas même en sécurité dans Vienne. La garnison n'étoit que de quinze cens hommes d'infanterie, & de deux cens chevaux; & le Comte de Thurn avoit de grandes intelligences dans la ville. Appelé par les Seigneurs du pays il souleva la haute Autriche contre Ferdinand; & marche à Vienne après avoir heureusement passé le Danube avec les troupes que la Bohême, la Silesie, & la Moravie lui fournirent pour cette expédition, pendant que

que Mansfelt feroit tête au Comte de Bu-
quoï en Bohême. 1619.

Thurn eût pu emporter Vienne , s'il ne se fût pas arrêté mal à propos deux ou trois jours en chemin. C'étoit un coup de partie. En prenant Ferdinand enfermé dans la ville, on renversoit tous ses projets ; on le dépouilloit des Roiaumes de Hongrie & de Bohême ; on le contraignoit à se contenter de l'Autriche & de quelques Provinces , à des conditions avantageuses à la liberté du peuple. Mais la lenteur du Général de l'Armée des Etats confédérés , donne le temps à Ferdinand de se reconnoître , & de se mettre en état de soutenir un siège , en attendant du secours. On arme les plus grands Eccliers de l'Université ; on fait entrer des milices. Quelques Compagnies de Cuirassiers que le Grand Duc de Toscane envoioit à Ferdinand son beau-frère , passèrent heureusement dans la ville. Thurn ne perd pas courage. Resolu à former le siège dans les formes , il se loge aux faux-bourgs. Le Comte de Dampierre accourt promptement avec quatre mille hommes ramassés en Hongrie. Il prétendoit joindre le Comte de Buquoï & marcher avec lui au secours de Vienne. Mansfelt entreprit de leur couper le chemin. Mais Buquoï l'attendit à propos en embuscade , que Mansfelt est presqu'entièrement défait. Le coup sauva Ferdinand. Il fallut abandonner le siège de Vienne. Thurn craignoit que les Etats de Bohême abattus de la disgrâce arrivée à Mansfelt , ne fus-sent

1619. fent tentés d'entrer en composition avec les Officiers de Ferdinand. Si Mansfelt, dit fort bien un Auteur moderne, porta dans l'Armée de Bohême toutes les qualités militaires qui le rendirent un des grands Capitaines de son siècle, il y porta en même temps la mauvaise fortune qui ne l'abandonna jamais. Ce brave homme eut cet avantage dans ses malheurs, que semblable à de fameux guerriers, il fut toujours après sa défaite prêt à s'opposer aux progrès du vainqueur.

Frédéric Electeur Palatin qui a ses vues secrètes ; car enfin ses amis agissoient si puissamment en Bohême, qu'il pouvoit espérer d'être élu Roi, dès que les Bohémiens auroient pris la resolution de se couvrir entièrement le joug de la Maison d'Autriche : le Palatin, dis-je, représente vivement à l'Electeur de Mayence & aux autres, qu'il est à propos de differer l'élection d'un Empereur, jusques à ce que l'affaire de Bohême soit terminée. Cela n'étoit pas mal imaginé. Si Frédéric fût venu à bout de se faire reconnoître Roi de Bohême avant la Diète, il avoit deux voix dans le Conclave Electoral : & à quoi n'auroit-il pas prétendu, en ce cas ? Quelques raisons politiques devoient l'empêcher de penser à l'Empire pour la première fois : mais il étoit le maître de donner l'Empire à qui il auroit voulu, en s'accordant avec les deux autres Electeurs Protestans. Jean George Duc de Saxe & Jean Sigismond Marquis de Brandebourg approuverent d'abord le sentiment du Palatin,

Puffendorf, Commentar. Rerum Suecicarum. T. I. Mémoires de Louise Juliane. pag. 134. 138.

2619.

latin, d'appaître les troubles de Bohême avant que de procéder à l'élection d'un Empereur. Mais les Ministres de la Maison d'Autriche renversèrent habilement ce projet par le moyen des trois Electeurs Ecclesiastiques. Jean Swicard Archevêque de Mayence y travailla plus que ses deux Collègues. Il étoit entièrement à la dévotion de Ferdinand. En convoquant la Diète au plutôt, Swicard eut une raison plausible d'y appeler Ferdinand en qualité d'Electeur, puisqu'il fut couronné Roi de Bohême avant la mort de Matthias. Le droit de Ferdinand à la Couronne de Bohême étoit ainsi reconnu par le Collège Electoral : & la Maison d'Autriche avoit une voix assurée pour elle dans le Conclave. La Diète fut donc indiquée au 20. Juillet à Francfort.

L'ambition des Ecclesiastiques est souvent plus aveugle & plus violente que celle des autres. Ferdinand Archevêque de Cologne frère de Maximilien-Duc de Bavière avoit une extrême passion de voir la Couronne Impériale dans sa Maison. Le Palatin Frédéric le flattoit de cette espérance autant qu'il pouvoit. On faisoit voir à l'Electeur de Cologne qu'en se joignant aux trois Laïques, il donnoit la pluralité des voix à son frère. Frédéric alla tout exprès à Munich afin de persuader au Duc de Bavière de n'abandonner point ses prétentions à l'Empire & d'y penser sérieusement. Le Palatin vouloit avoir du moins un Empereur qui lui fût créditable de son élévation, en cas que la Diète

1619. Diète ne fût pas remise après l'accommo-dement des affaires de Bohême. Le Ba-varois monté sur le Thrône Imperial, au-roit eu de grands intérêts à faire sortir la Couronne de Bohême de la Maison d'Au-triche qui devenoit une rivale formidable à celle de Bavière. Et Maximilien n'au-roit pu s'opposer honnêtement au dessein qu'un Prince qui l'aide à devenir Em-pereur, a formé d'obtenir la Couronne de Bohême au préjudice de Ferdinand. Le voyage & les instances du Palatin sont inu-tiles. Soit que le Bavarois fût gagué par le Pape & par les Espagnols ; soit qu'il desespé-rât de l'emporter sur un concurrent , dont la France même appuioit ouvertement les-prétentions , Maximilien refusa constam-mment de s'embarquer dans une affaire dont les suites lui paroisoient trop-dange-reuses.

Il se défia même de la sincérité de Fréderic. Le prudent Bavarois craignoit qu'on ne pensât moins à mettre une nouvelle dignité dans sa Maison , qu'à le brouiller irréconciliablement avec celle d'Autriche. Le Palatin , disoit-il , veut me faire Em-pereur , parce qu'il cherche à se faire Roi. Quand il sera devenu plus puissant , il pren-dra des mesures avec les Protestans , pour mettre l'Empire dans sa famille. Je péné-trer les desseins de Fréderic & de ceux de sa Religion. Ils prétendent que je sois un Em-pereur de théâtre , jusqu'à ce que les Prin-ces d'Autriche abais-sés , & les Catholiques moins puissans en Allemagne , ne soient plus en état d'exclure les Princes Protestans qui voul-

voudront aspirer à l'Empire. On eut beau représenter à Maximilien que Frédéric n'étoit pas capable d'une politique si profonde, qu'il pourroit bien échouer dans son projet de se faire Roi de Bohême, & que cependant la Maison de Bavière ne devoit pas rejeter l'Empire qu'on lui offroit ; le Duc demeura toujours inflexible. Si les Etats de Bohême, lui disoit-on, veulent absolument rejeter Ferdinand & tous ceux de la Maison d'Autriche, sera-t il si difficile de les engager secrètement à choisir du moins un Roi Catholique ? Les Protestans alors n'en seront pas plus forts dans le Collège des Electeurs. Le Duc de Savoie a des Agents en Bohême. En cas que Charles Emmanuel ne plaise pas aux Bobémiens, un autre Prince Catholique pourra les accommoder. Ces raisons ne firent aucune impression sur l'esprit du Bavarois. Je sai bien, repliqua-t-il, que le Comte Palatin n'est pas capable de former de lui-même des desseins si vastes, ni de bien conduire une entreprise difficile & délicate. Mais il suit les conseils du Prince d'Orange & du Maréchal de Bouillon ses oncles. Ces deux Messieurs sont des politiques aussi pénétrants, aussi rafinés qu'il y en ait dans l'Europe. Les Evangeliques sont supérieurs dans les Etats de Bohême, de Silesie & de Moravie. S'ils en viennent jamais à secouer le joug de la Maison d'Autriche, ils choisiront infailliblement un Prince Protestant. Suivons, c'est le plus sûr, suivons l'exemple de Frédéric Electeur de Saxe. Il aimait mieux obliger Charles-Quint en lui cédant la Couronne Impé-

18. HISTOIRE DE

1619. *Impéiale, que de la prendre pour lui-même.* Telle fut la dernière résolution de Maximilien Duc de Bavière. Fut-ce le zèle pour la Religion Romaine qui l'inspira ? Fut-ce l'effet d'une pénétration extraordinaire, & d'une prudence consummée ? N'espéroit-il point déjà de profiter de la temérité du Palatin qui s'embarquoit dans une affaire capable de le perdre sans ressource ?

Artifices de la Cour de Madrid pour empêcher que le Roi d'Angleterre n'appuie les Etats de Bohême. Les Ambassadeurs des trois Electeurs Protestans agirent d'abord de concert à la Diète de Francfort, pour obtenir que l'élection fût différée jusques à la pacification des troubles de Bohême. Les trois Electeurs Ecclesiastiques faisoient au contraire de grandes instances afin qu'en procédât incessamment. Ferdinand délivré du siège mis devant Vienne, partit pour la Diète. Sa présence y étoit plus nécessaire qu'ailleurs. Il espéroit de require facilement les Etats soulevés contre lui, dès qu'il seroit revêtu du nom & de l'autorité d'Empereur.

Puffendorf Commen-
tar. Rerum Suecica-
rum t. I. Wilsons History of Great Britain. Rush's Historial collections. L'Archiduc Leopold son frere s'étant chargé du soin de conserver ce qui restoit dans les Provinces héréditaires & en Bohême, Ferdinand marche escorté des Comtes de Buquoi & de Dam-pierre, jusques à ce qu'il soit en sécurité. Il trouva dans Ratisbonne le Vicomte de Doncaster Ambassadeur extraordinaire de Jacques Roi de la Grande Bretagne. La

1619. Cour de Madrid avoit eu peur que sa Majesté ne prît des liaisons avec les Etats de Bohême, & les Princes de l'Union Protestante en Allemagne, qui trai-

vailloient à diminuer la puissance de la Maison d'Autriche. Pour tenir Jacques dans une espèce de neutralité, le Roi Catholique lui propose finement de se rendre le médiateur des differends entre Ferdinand & les Etats de Bohême.

Incapable de prendre de lui-même le parti le plus avantageux, & toujours mal conseillé, Jacques donne dans le piège. Le Vicomte de Doncaster a ordre d'aller incessamment offrir à Ferdinand & aux Princes de l'Union Protestante la médiation de la Couronne d'Angleterre; Ferdinand reçoit l'Ambassadeur de sa Majesté Britannique avec de grandes démonstrations de reconnaissance. *Je ne puis traiter ici avec vous de l'affaire de Bohême, dit-il à Doncaster. Venez à Francfort; nous n. 1624.* Brieve Information du Palati-
en parlons aux Electeurs assemblés. L'Ambassadeur retourne bonnement sur ses pas. Quand il est aux portes de Francfort, on lui déclare que la Bulle d'or défend expressément de recevoir dans la ville aucun Prince, ni aucun Ambassadeur étranger. Doncaster se retire à Hanau: il demande instantanément d'être écouté sur l'affaire de Bohême. Ferdinand tout jaloux d'être admis dans le Conclave Electoral, lui fait donner des réponses générales. Et dès qu'il est assuré de l'Empire, on déclare de sa part au Ministre d'Angleterre que l'affaire de Bohême se doit terminer amiablement par l'entremise des Electeurs. Tout autre Souverain que Jacques se seroit ressenti d'un si grand affront; mais il fut toujours un bon Prince. Content de se plaindre

1619. dre par la bouche de Cottington son Ministre à la Cour de Madrid, il n'en est pas plus irrité contre les Espagnols qui se mocquent de lui à la vue de toute l'Europe.

Opposition des Etats de Bohême à Ferdinand de Saxe gagné ordonne à ses Ambassadeurs de ne presser plus la pacification des troubles de Bohême avant l'élection de la Diète l'Empereur ; il envoie même son suffrage comme en faveur de Ferdinand. Et afin qu'on ne parle plus de l'affaire de Bohême comme d'une raison de remettre la Diète à un autre temps, Swicard Archevêque de Mayence ménage si bien les choses, qu'il fut résolu à la pluralité des voix, que les Electeurs seroient les arbitres du différend des Etats de Bohême avec Ferdinand, après le couronnement du nouvel Empereur. Ferdinand consentoit à tout. Sa grande affaire, c'étoit d'obtenir promptement la Couronne Impériale. Il espéroit qu'elle lui seroit d'un merveilleux secours, pour Puffendorf se tirer facilement de l'affaire de Bohême, & pour arrêter encore les mouvements qui commençoient en Hongrie. Les Députés des Directeurs nommés par les Etats de Bohême s'étant présentés aux portes de Francfort, l'entrée de la ville leur fut hautement refusée. Ils venoient s'opposer à ce que Ferdinand fût admis dans le Conclave Electoral en qualité de Roi de Bohême. Ces pauvres gens n'eurent point d'autre parti à prendre que de se retirer à Hanau aussi bien que l'Ambassadeur d'Angle-

gleterre. De là ils envoient une Lettre
en forme de Manifeste, que les Directeurs
de Bohême adressoient à l'Electeur de
Maience & aux autres.

1619.

On s'y plaignoit de ce que dans la con-
vocation de la Diète, Swicard avoit man-
qué d'observer certaines formalités requi-
ses au regard de la Bohême. La Lettre
de convocation, disoient les Directeurs, doit
être premierement apportée à Prague, &
mise dans l'absence du Roi, entre les mains
des Régens & des Officiers du Royaume. Ce-
la s'est toujours pratiqué de la sorte, quand
nos Rois ne se trouvoient pas dans la ville
capitale. Les Lettres de convocation ne leur
ont été rendues à Vienne ou à Bude, qu'a-
près avoir été présentées à Prague. Le Roi
de Bohême est censé résider dans sa capitale.
Or cela n'a point été observé dans cette der-
nière convocation. La Lettre fut portée tout
droit à Vienne. Le septième chapitre de la
Bulle d'or, ajouteoit-on, déclare expressé-
ment, qu'aucun ne peut être admis à don-
ner son suffrage en qualité d'Electeur ? s'il
n'est préalablement en possession de la Prin-
cipauté à laquelle la dignité Electorale est
attachée. Cette pratique se justifie par plu-
sieurs exemples. On insistoit fort sur le
fait de Jean de Luxembourg Roi de Bo-
hême. Aiant été mis sur le trône à la
place d'Henri Duc de Carinthie, deposse-
dé après une jouissance de quelques an-
nées, Jean est sommé de se rendre à la
Diète où l'Empereur Louis de Bavière fut
élu. On ne considere point que le Duc
de Carinthie prétend être le véritable &
légि-

1619. légitime Roi de Bohême. C'est assez que Jean se trouve en possession d'une Couronne, dont la dignité Electorale est inseparable. Les Directeurs concluoient de là que Ferdinand n'ayant jamais pris possession du Royaume de Bohême, il ne devoit pas être admis à la Diète en qualité d'Electeur.

Ils alléguoient ensuite que s'il arrive que le Roi de Bohême ne soit pas en état de donner sa voix, c'est aux Etats du Royaume d'envoyer des gens à la Diète pour y tenir la place de leur Roi. Cette prétention se déduissoit d'un fait qui paroît trop éloigné. Quand il fut question d'élire un successeur à l'Empereur Maximilien I, Louis Roi de Bohême se trouva mineur. Sigismond Roi de Pologne son oncle demanda d'être admis à la Diète comme tuteur du jeune Prince. La requête fut rejetée, parce que sa Majesté Polonoise n'avoit pas l'administration du Royaume Electoral de Bohême. Les Etats qui suppleoient au défaut de l'âge de Louis, envoierent conjointement avec lui des Députés à la Diète, où Charles-Quint fut élu Empereur. Ils y furent admis non seulement comme Ambassadeurs du Roi de Bohême, mais encore comme procureurs des Etats. Cette qualité leur est donnée plus d'une fois dans les délibérations de la Diète. On concluoit de cet exemple que Ferdinand n'ayant pas les qualités requises pour donner son suffrage, puis qu'il n'étoit pas en possession du Royaume Electoral, le droit d'envoyer des Députés à la

la Diète , étoit dévolu aux Etats de Bohême. Les Directeurs finissoient leur Lettre en demandant la suspension de l'élection jusques au jugement définitif de leur contestation avec Ferdinand ; ou que les Etats de Bohême véritables propriétaires du droit de suffrage, fussent sommés d'envoyer des Députés à la Diète , comme ils firent après la mort de l'Empereur Maximien I. 1619.

Swicard Archevêque de Mayence répond en termes généraux , qu'il a exactement observé ce qui est prescrit dans la Bulle d'or , & qu'il en rendra compte à tous ceux auxquels il est responsable de ses actions , quand il en sera juridiquement requis. Voici comment on justifioit ^{Mercure} sa conduite. *L'Electeur de Mayence* , di- ^{François} soit-on , peut envoyer les lettres de convocation directement au Roi de Bohême par tout où il se trouve. Si dans son absence , elles ont été premièrement portées à Prague , ce n'est qu'une formalité pour la conservation du droit de l'Electeur de Mayence. Dans la rigueur , il n'est pas obligé à faire chercher le Roi de Bohême ailleurs que dans la ville de sa résidence ordinaire. Si les Lettres ont été rendues à Vienne , ou à Buda , c'étoit une pure civilité de l'Archevêque de Mayence. De plus , quand on a porté les Lettres de convocation à Prague , celui qui en étoit chargé , y trouvoit des Officiers nommés par le Roi pour l'administration des affaires durant son absence. Il n'en est pas de même aujourd'hui. A qui les Lettres autrefois étoiles été présentées ? A des Directeurs choisis

1619. choisis contre le gré du feu Empereur, & qui malgré son successeur légitime à la Couronne de Bohême, se maintiennent à force ouverte dans l'exercice d'une administration usurpée? On ajoutoit à cela que Ferdinand étoit entré en possession du Royaume par son couronnement, & par le serment de fidélité qui lui fut prêté. L'Empereur Ferdinand I, disoit-on, fit couronner Roi de Bohême Maximilien son fils, & se réserva l'administration des affaires du Royaume durant toute sa vie. Quand il fallut élire un Roi des Romains avant la mort de Ferdinand I, l'Electeur de Mayence envoia les Lettres de convocation à Maximilien couronné Roi de Bohême, quoï qu'il ne gouvernât pas encore le Royaume. La même chose est arrivée sous l'Empereur Maximilien II. Il avoit fait couronner Roi de Bohême Rodolphe son fils, en se réservant toute son autorité durant sa vie. On élut un Roi des Romains avant la mort de l'Empereur. Comment en usait-on encore au regard de la Bohême? Rodolphe fut admis à la Diète, parce qu'il avoit été couronné Roi de Bohême. Il étoit facile de conclure de là, que l'Electeur de Mayence eut plus de raison que ses prédécesseurs d'appeler Ferdinand à la Diète. Les Etats de Bohême le reconnurent pour leur Roi dans plusieurs actes authentiques. L'Empereur Matthias auquel il devoit succéder, étoit mort; au lieu que Ferdinand I. & Maximilien II. vivoient encore, quand leurs fils ainés furent admis aux Diètes en qualité de Rois de Bohême. Enfin, poursuivoit-on, si la Bulle

Bulle d'or exige que celui qui doit donner son suffrage, soit préalablement en possession des Etats auxquels la dignité Electorale se trouve attachée, cela s'entend manifestement d'une succession litigieuse & contestée. Celui qui a des prétentions douteuses sur un Electorat, ne peut donner son suffrage, avant la décision du procès en sa faveur. Mais il seroit injuste d'exclure un Electeur de la Diète, sous prétexte que ses Sujets revoltes refusent de lui obéir.

Les Députés de Bohême étoient allés de Hanau à Marpurg. Ils y reçurent une Lettre des trois Etats de Bohême adressée au Collège des Electeurs, qu'on leur ordonna d'envoyer à Francfort. Les Bohémiens persistent à demander que la Diète ne procede point à l'élection d'un Empereur avant la décision du différend entre Ferdinand & les Etats de Bohême sur le droit de suffrage. Ils alleguèrent dans cette seconde Lettre de nouvelles raisons plus specieuses que celles de la précédente. Les Etats soutiennent que l'élection de Ferdinand au Royaume de Bohême est nulle. On va plus loin. Les Bohémiens prétendoient que supposé la validité de l'élection de Ferdinand, il est déchu de tous ses droits, en n'observant pas ce qu'il a promis à son Couronnement. Ferdinand s'étoit engagé fort solennellement à ne se mêler point de l'administration des affaires durant la vie de Matthias. Les Etats lui reprochent l'emprisonnement du Cardinal de Clef, l'usurpation d'une autorité absolue dans le Conseil du feu Empereur. Mercure François, 1619.

1619. pereur , plusieurs choses faites contre les resolutions qu'on y avoit prises ; des instances auprès de Matthias afin de le porter à faire la guerre à ses Sujets de Bohême , l'envoi du Comte de Buquoë dans le Roiaume à main armée , & avec des ordres positifs d'agir . Enfin , on insiste particulièrement sur les Traités de Ferdinand avec le Roi d'Espagne , où les Princes de la Maison d'Autriche renversoient les droits les plus authentiques & les plus sacrés du Roiaume de Bohême , dont ils disposent comme d'une Souveraineté purement héréditaire . Les Etats finissent par une protestation solennelle contre l'admission de Ferdinand au Conclave Electoral , & en appellent à l'Assemblée générale des Etats de l'Empire .

La signification de ce nouvel acte fut inutile . On continua de proceder à l'élection de l'Empereur : & ce ne fut pas sans une raison légitime . Pour dire la vérité , cette protestation des Bohémiens pouvoit bien empêcher que Ferdinand ne prévalût contr'eux de ce qu'il étoit reçu à la Diète en qualité de Roi de Bohême ; mais elle ne devoit pas en exclure Ferdinand . Voici sur quoi je me fonde . Les exemples de Maximilien & de Rodolphe prouvent qu'un Prince a droit d'assister aux Diètes dès qu'il est couronné Roi de Bohême , & que les Etats lui ont prêté serment . On dispute ensuite à Ferdinand la validité de son élection : les Bohémiens prétendent qu'il est déchu de son droit à la succession de Matthias .

La

La contestation devoit être jugée avant 1619.
que d'exclure Ferdinand de la Diète. Selon le texte de la Bulle d'Or allegué par les Bohémiens, la possession d'un Electorat quoique contesté, suffit pour être appellé aux Diètes. Or Ferdinand étoit revêtu du Droit Electoral par son couronnement. & par le serment que les Bohémiens lui prêtèrent ensuite. L'Archevêque de Mayence devoit donc l'appeler à la Diète, & les autres Electeurs ne purent pas légitimement l'en exclure. On tâcha de contenter les Bohémiens, en faisant promettre à Ferdinand d'assembler à la fin de Novembre une Diète à Ratisbonne, où lui & les Etats de Bohême comparoient par des Députés avec les pouvoirs nécessaires de se soumettre à ce que les Electeurs détermineroient. On écrivit aux Etats de Bohême afin de les avertir de cette résolution. Cela n'empêcha pas leurs Députés d'envoyer à Francfort une seconde protestation contre ce qui avoit été fait, disoient-ils, au préjudice des droits du Royaume de Bohême.

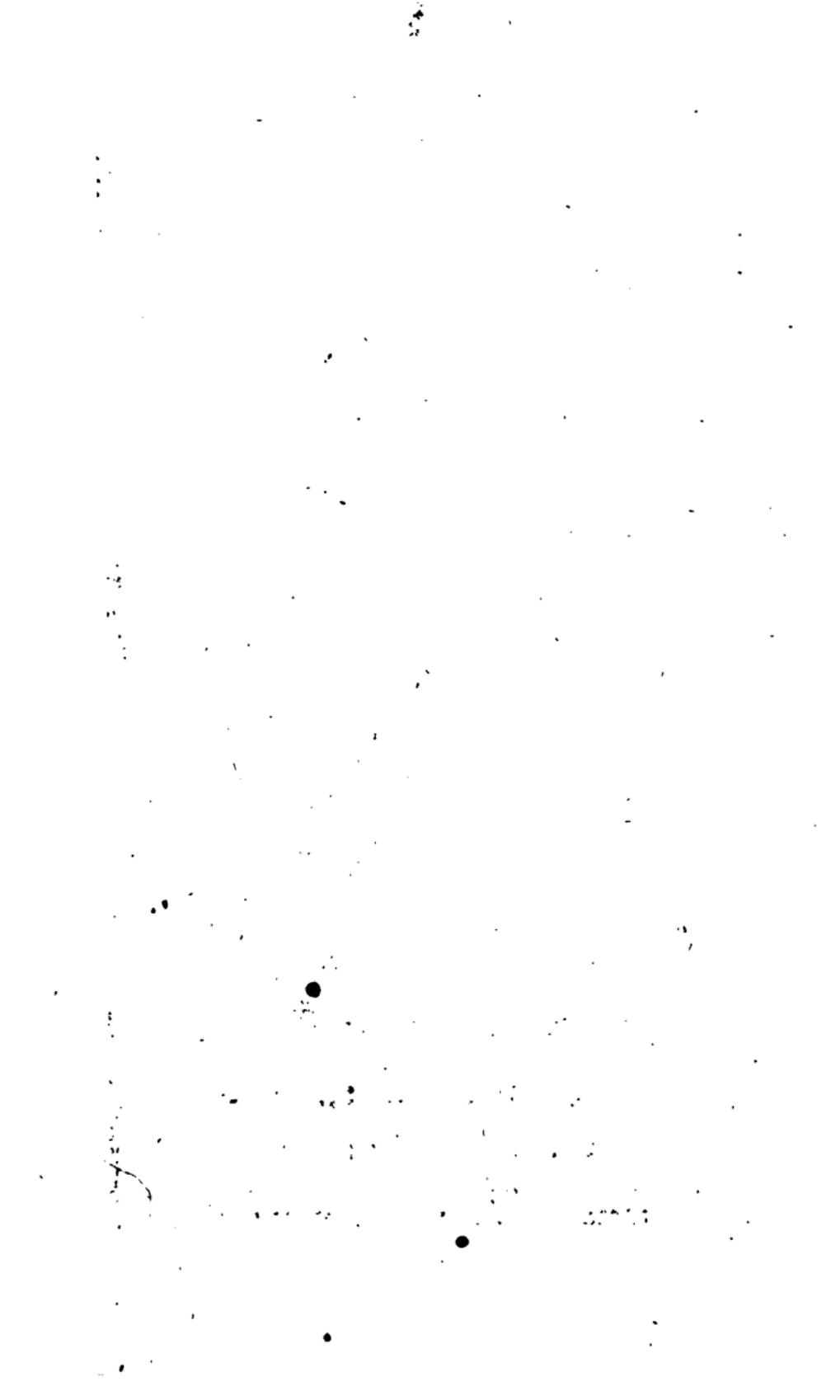
Ferdinand fut élu Empereur à la pluriété des voix le 28 Août. On ne pensa pas seulement au pauvre Charles Emmanuel Duc de Savoie, qui se donna de si grands mouvements en Allemagne, en France, en Angleterre. Frédéric Electeur Palatin ne change point de sentiment : il envoie son suffrage en faveur de Maximilien Duc de Bavière qui deviendra bien-tôt son plus dangereux ennemi. Voici comment le Palatin le con-

1619. cut. Puisque j'ai souhaité jusques à présent, disoit-il, que l'Empire eût un chef sous lequel la justice fût bien administrée, qui pût apporter les remèdes nécessaires aux desordres & aux besoins présens de l'Empire, & qui ne se trouvât point engagé dans des guerres étrangères; j'ai cru qu'entre tous les Potentats Electeurs, ou Princes, je devois jeter la vuë sur le Duc de Bavière. C'est un Prince d'esprit, d'expérience, & pacifique. Il conserve son paix en bonne paix, & n'entre dans aucune guerre. Si je le préfere aux autres, ce n'est pas que j'aie aucune mauvaise volonté pour eux, encore moins pour les Princes d'Autriche. Ceux-ci ont souvent reçu de bons offices de ma Maison Electorale. Mais je croi devoir tenir ce que j'ai promis par mon serment, & remplir les devoirs que mon rang me prescrivit. Je donne donc au nom de Dieu ma voix & mon suffrage au Duc de Bavière. Ferdinand fut couronné le 9. Septembre avec les cérémonies ordinaires. Content d'être reconnu Roi de Bohême & de porter la Couronne Impériale, il va de Francfort à Gratz en Stirie, aviser aux moiens de ramener ses Royaumes & ses Provinces qui se soulèvent universellement contre lui.

Frédéric Comte Palatin est élu Roi de Bohême. Les nouvelles fâcheuses que Ferdinand reçut incontinent après son élévation sur le trône, diminuèrent beaucoup la joie que sentoit un Prince cadet de la Maison d'Autriche, qui après avoir vû quatre ou cinq fils de l'Empereur Maximilien II. vivre assez longtemps pour laisser un grand nom-



FREDERIC ROY DE BOHEME
ELECTEUR PALATIN.



nombre d'enfans, eut le bonheur, ou l'adresse de recueillir la succession de tout ce que les aînés de sa Maison possedoient en Allemagne, & de parvenir à l'Empire, nonobstant les grandes oppositions que plusieurs Puissances y formèrent. Les *Mercure Franſois.* Etats de Bohême irrités de la maniere *1619.* dont la Diète de Francfort en a usé à *Puffendorf.* leur égard, s'assemblent incessamment en *Commen-* présence des Députés des Etats de Moravie, de Silesie & de Lusace. Ils protestent *tar Rerum Speciaca-* avec serment de secouer le joug de la *Mémoires de Louïse Juliane.* Maison d'Autriche, & de choisir un autre Roi que Ferdinand. Les Provinces-U-*pag. 136.* nies à la Bohême ayant donné leur con-*137.* sentement à cette deliberation, les Ecclesiastiques exhortèrent le peuple durant deux *Lettres de Bensiglio.* jours à demander instamment à Dieu les graces nécessaires pour le choix d'un bon Prince. On en proposa quatre, le Roi de Dannemark, l'Electeur de Saxe, le Duc de Savoie, & le Comte Palatin du Rhin. Le Danois étoit trop éloigné de la Bohême. Elle cherchoit un Prince voisin & puissant qui fût en état de la defendre contre Ferdinand. Tout cela se rencontroit dans la personne de Jean-George Duc de Saxe. Mais ses étroites liaisons avec la Maison d'Autriche donnaient de la défiance aux Bohémiens. Ils craignirent que le Saxon ne se contentât de profiter de l'occasion, afin d'obtenir de Ferdinand une cession entière de certains fiefs que la Maison de Saxe tient de la Couronne de Bohême.

Si nous en croions un Senator Venitien,

1619. tien, le Duc de Savoie refusa prudem-
 mement une Couronne environnée d'épines trop
Nani His
storia Ve-
tta. I. IV.
 piquantes. Cela paroit surprenant. Car
 enfin, Charles Emmanuel fut toujours plus
 1619. disposé à rechercher de nouvelles dignités
Mémoires
pour l'His-
toire du
Cardinal
de Roche-
ben. 2619.
 qu'à les rejeter, quelque grande que
 fût la difficulté d'y parvenir & de les
 conserver. Un Prince capable de se flat-
 ter d'obtenir la Tiare Pontificale & de
 monter sur le trône de l'Empire, étoit-il
 d'humeur à refuser un beau Royaume? Bien
 loin de cela, le Duc de Savoie le brigua
 long-temps avant que les Etats de Bohême
 eussent déclaré Ferdinand déchu de ses
 droits. Du moins le Pape Paul V. le dé-
 clara nettement à Marquemont Archevêque
 de Lion. Sa Sainteté m'a dit en souriant,
 écrivoit ce Prélat au Roi de France le 26.
 Mars de cette année, que le Duc de Savoie
 est en traité avec les Bohémians, qui le veulent
 prendre pour leur Roi. Cela s'est menagé dans
 le voyage que le Comte de Mansfelt a fait à
 Turin. Le grand Chambellan de l'Empereur
 l'a dit au Nonce du Pape à Vienne. Char-
 les Emmanuel pensa donc sérieusement à la
 Couronne de Bohême. Mais les Etats
 n'écouterent pas les propositions que Mans-
 felt leur fit de la part de son Altesse. El-
 le étoit encore plus éloignée & moins ca-
 pable de les défendre que sa Majesté Da-
 noise.

Frédéric Electeur Palatin l'emporte sur
 Pfendorff & tous les autres. Les Etats de Bohême le
 Commen- proclamèrent Roi le 5. Septembre. Ceux
 sar. Rerum de Moravie, de Lusace & de Silesie y
 Suecica- zans. L. I. ayant donné leur consentement, on rendit
 en. de

de solennelles actions de graces à Dieu avec des démonstrations extraordinaires de joie. De grandes raisons engageoient les Bohémiens à préférer le Palatin. Le naturel doux & bienfaissant de ce Prince leur convenoit. Ses Etats étoient voisins de la Bohême : & Frédéric pouvoit tirer de puissans secours du Palatinat pour défendre ses nouveaux Sujets contre l'Empereur. On espéroit que Jacques I. Roi d'Angleterre appuieroit son beau-fils, & que les Etats-Généraux des Provinces-Unies favoriseroient Frédéric en considération de Maurice Prince d'Orange son oncle. Leur intérêt le demandoit. La trêve avec l'Espagne étoit sur le point d'expirer. Les Etats devoient faire en sorte que le Roi Catholique occupé à défendre l'Empereur de tous côtés, ne fût pas en état d'employer toutes ses forces contre les Provinces-Unies. Les Bohémiens comptoient encore beaucoup sur les Princes de l'Union Protestante en Allemagne. L'Électeur Palatin en étoit le chef. Enfin, ils se flattoint que le Maréchal de Bouillon, qui épousa la tante de Frédéric, lui procureroit quelque secours de la part de la France, & que la Noblesse Réformée de ce Royaume viendroit volontiers servir un Prince de sa Religion.

S'en rapporter bonnement à ce que dit un Historien de la Maison Palatine, que Frédéric ne brigua point la Couronne de Bohême, ce seroit une trop grande crudité. On nous prend pour des gens de

*Mémoires
de Louis
Juliane.*

*Pag. 143.
144.*

*Mercure
Français.
1619.*

1619. l'autre monde, quand on nous debite sérieusement que l'Electeur envoia seulement le Comte de Dona en Bohême, afin de rendre à son Altesse un compte exact & fidèle de tout ce qui s'y passoit. Disons, j'y consens, qu'elle ne pressa point l'exclusion de Ferdinand. Les Etats n'y étoient que trop portés d'eux-mêmes. Mais on ne nous persuadera jamais, que Dona ne se servit pas du mécontentement général des Bohémiens, pour les engager à offrir leur Couronne à Fréderic. Ils la lui presenterent de bonne grace dans une Lettre écrite immédiatement après l'élection. Nous avons déjà publié les raisons qui nous portent à rejeter Ferdinand, quoiqu'il ait été couronné Roi de Bohême, disent les Etats au Palatin. Un Roi bon & juste nous est absolument nécessaire, afin de remédier aux malheurs déplorables de la patrie. Dans le dessin de l'obtenir du ciel, nous lui avons offert nos vœux les plus ardens. Aiant après cela procédé à une nouvelle élection selon l'ancien usage du Roidume, nous avons d'un consentement unanime jeté les yeux sur votre Altesse. Contens d'un si heureux choix, nous vous avons incontinent proclamé Roi avec les solemnités ordinaires, & nous bénissons encore Dieu de ce qu'il nous a si bien inspirés. La Bohême le remerciera éternellement de cette faveur signalée. Nous avons cru que cette Lettre d'avis devoit preceder la grande Ambassade qu'on doit vous envoyer. Elle rendra compte à votre Altesse de la maniere dont Dieu l'appelle à la Couronne

*ronne de Bohême, & de l'affection sincère de 1619.
tous les Etats du Roiaume.*

L'Allemagne fut bien-tôt remplie d'une infinité d'écrits publiés pour ou contre l'élection du nouveau Roi de Bohême, au préjudice de l'Empereur Ferdinand. Voir sur quoi les Bohémiens se fondèrent particulièrement. *Notre Roiaume*, disoient-ils, *est un Etat purement électif. La pratique constante de six cens ans, le prouve invinciblement. Nos Ancêtres ont pris leurs Rois indifféremment dans les Maisons de Luxembourg, de Pologne, de Lituanie, & quelquefois on a choisi un Baron du Roiaume. Wenceslas fut déposé à cause de sa faïneantise & les enfans de George Podiebrad jura défense lui succéderent point, parce que les Etats ne le jugerent pas nécessaire au bien de la formation patrie. Les Rois de France & plusieurs autres Princes ont reconnu la Couronne de Bohême comme élective, en la demandant pour leurs enfans, pour eux-mêmes, ou pour ceux à qui ils offroient de marier leurs filles. Enfin, tous nos Rois dont nous avons les Lettres qu'on appelle reversales, reconnoissent qu'ils sont redouables de la Couronne au choix libre que les Etats ont fait de leurs personnes. Les Princes de la Maison d'Autriche l'avouent de même que leurs prédeceesseurs.*

Non contenus d'établir la vérité de ces faits, les Etats de Bohême soutiennent que l'élection de Ferdinand avant la mort de Matthias, est nulle, & ils ajoutent qu'il est légitimement déchu de tous ses droits sur la Bohême, quand même il seroit vrai

1619. que son élection fût bonne & valide. *Un Roi électif perd son droit, disoient les Bohémiens, quand il n'observe pas les conditions, dont il est convenu lorsque la Couronne lui a été donnée.* Or nous apportons des preuves convaincantes que Ferdinand a violé les promesses authentiques & solennelles qu'il nous a faites à son Couronnement. Le plus considérable de tous les chefs allegués contre l'Empereur, c'est le Traité fait avec le Roi d'Espagne, où Ferdinand & les autres Princes de la Maison d'Autriche disposent du Roiaume de Bohême, comme d'un Etat héréditaire. Puis qu'il est vrai, concluoit-on, que la Bohême est un Etat purement électif, on ne peut nier qu'un Roi élu pour regner seulement durant sa vie, ne soit déchu de tous ses droits, dès qu'il fait un acte qui renverse la constitution essentielle du Roiaume, dont l'administration lui est confiée, à condition qu'il en maintiendra les loix & les priviléges.

Sa Majesté Impériale répondait à ces moyens allegués par les Etats de Bohême, que le Roiaume est seulement électif, en cas qu'il ne reste aucun héritier, male ou femelle de la Maison regnante. D'où Ferdinand concluoit que la Couronne de

Informa-
sio funda-
nentatis. Bohême lui appartenait, comme petit-fils d'Anne Jagellon fille de Ladislas & sœur ^{&c. 1619.} de Louïs Rois de Bohême & de Hongrie, *Fidei Bo-*
b. mo-Pa- Elle époufa l'Empereur Ferdinand I. grand-
latina pro- pere de sa Majesté Impériale, à qui ses
Ferdinan- cousins enfans de Maximilien II, fils ainé
do II. &c. & successeur de Ferdinand I. & de la Rei-
1620. ne Anne leurs aieux communs, avoient
cedé

cedé leurs droits & leurs prétentions sur le Roiaume de Bohême. On alleguoit en faveur de sa Majesté Impériale une Bulle de l'Empereur Charles IV. Roi de Bohême. Il y déclare en termes précis que la Couronne est seulement élective, quand il ne reste aucun héritier mâle ou femelle de la Maison actuellement regnante. Cela se confirmoit par la disposition du Roi Ladislas en 1510, où la Princesse Anne sa fille & depuis épouse de l'Empereur Ferdinand I, est qualifiée de véritable bératrice de la Couronne de Bohême, *en vertu des droits, constitutions, & priviléges du Roiaume*, si Louis son frère meurt sans enfans. La chose étant arrivée de la sorte, on soutenoit que l'Empereur petit-fils de cette Princesse, lui succedoit de plein droit. Enfin on produisoit une Lettre *versalle* de l'Empereur Ferdinand I. où ce Prince déclare de même le Roiaume de Bohême seulement électif, en cas qu'il ne reste ni mâle, ni femelle de la postérité qu'il laisse de la Reine Anne son épouse. Tout cela supposé, concluoit-on, le Traité fait avec le Roi d'Espagne n'est nullement contraire à la constitution essentielle du Roiaume de Bohême. Sa Majesté Catholique descend par sa mère de l'Empereur Ferdinand I. & de la Reine Anne son épouse. Ce qui donne au Roi Philippe III. un droit légitime à la Couronne de Bohême.

Puis qu'il est permis à un Historien de déclarer ce qu'il pense d'une fameuse contestation ; après avoir fidélement rapporté ce que les parties allèguent de plus fort en faveur de

1619. faveur de leurs prétentions, je puis dire avec la sincérité dont je fais profession dans cet ouvrage, que le Royaume de Bohême est originairement électif, & qu'il l'a toujours été jusques à la malheureuse révolution, dont je commence le triste récit. C'est une vérité généralement attestée par les Historiens du païs & par les monumens anciens & modernes qui nous restent. Mais il faut avouer aussi que les Bohémiens moins prévoians que les Polonois, ayant trop souvent élu les enfans de leurs Rois avant la mort du pere, & ceux-là même qui avoient épousé une fille du 'dernier mort; les Bohémiens, dis-je, ont donné sans y penser, occasion à quelques-uns de leurs Princes de prétendre que la Bohême n'est un Royaume électif, qu'en cas qu'il ne reste ni homme, ni femme de la Maison regnante. Explication forcée qui se détruit d'elle-même ! car enfin, tous les Etats du monde les plus héréditaires, ne deviennent-ils pas électifs, dès qu'il ne reste qui que ce soit de la famille à qui la Couronne a été premièrement donnée ? Les Rois de Bohême qui ont déclaré qu'elle est un Etat électif, n'ont accordé à leurs Sujets un privilége fort particulier, si cela se doit entendre, en cas que leur posterité de l'un & de l'autre sexe, vienne à manquer. De plus la Bohême étant un fief masculin de l'Empire aussi bien que les autres Electorats, les femmes en sont naturellement excluës. Leur sexe les rend incapables des fonctions que la Bulle d'or attribue aux Electeurs.

Sans

1619.

Sans nous arrêter à des raisonnemens, ni à des recherches trop anciennes, parcourons légerement l'Histoire de Bohême depuis Ottocare à qui Philippe & Frédéric II. donnerent le titre de Roi au commencement du treizième siècle. Les chartres de ces deux Empereurs portent expressément que les Bohémiens ont droit d'élire leur Roi, qui doit venir ensuite prendre l'investiture de la main de l'Empereur. La race masculine d'Ottocare ayant manqué, les Etats de Bohême élurent dans le quatorzième siècle Jean de Luxembourg fils de l'Empereur Henri VII. Il eut envie de faire un échange de la Bohême avec le Palatinat que Louis de Bavière lui offroit. Les Etats du Royaume s'y opposerent hautement, parce que cette entreprise, dirent-ils, leur étoit le privilége d'une *élection libre*. Sigismond Empereur & dernier Roi de la Maison de Luxembourg, n'ayant point d'enfans mâles fit ensorte que les Etats de Bohême élurent pour son Successeur, Albert Archiduc d'Autriche & depuis Empereur, qui avoit épousé Elizabeth fille de Sigismond. Albert laissa un fils posthume & quelques filles. Les Bohémiens offrirent alors la Couronne au Duc de Bavière Albert, qui n'étoit point parent des Rois précédens. Il la refusa sur un scrupule de conscience assez léger. Les Princes ne s'y arrêteroient pas maintenant : du moins tout le monde riroit d'une pareille bigotterie. Les Etats de Bohême demandoient que le Bavarois approuvât la Communion sous les deux

1619. especes , & qu'il promet d'en défendre la pratique contre ceux qui l'attaquaient. *J'aur-
me mieux mourir* , répondit dévotement Al-
bert , que de recevoir un Roi auame à cette con-
dition. Après ce refus les Bohémiens furent
gagnés en faveur de Ladislas fils de l'Em-
pereur Albert d'Autriche leur dernier Roi.
Il mourut sur le point d'épouser une fille
de Charles VII. Roi de France.

Si nous en croions les Historiens de Bo-
héme , jamais leur Couronne n'eut de plus
illustres compétiteurs , qu'après la mort
du jeune Ladislas. Des Rois , de puissans
Princes la demandèrent inutilement pour
eux-mêmes , pour leurs fils , pour ceux à
qui ils offroient de donner leurs filles en
mariage. George Podiebrad Seigneur du
païs fut choisi par les Etats. Ses enfans
ne lui succederent pas. On élut après sa
mort Ladislas fils de Casimir Roi de Po-
logne , & d'Elizabeth seconde-fille de
l'Empereur Albert , & petite-fille de Si-
gismond. Ladislas eut beaucoup de pein-
ce à obtenir des Etats de Bohême qu'ils
éluissent avant sa mort Louïs son fils. Il
en vint pourtant à bout. Louïs ayant été
tué dans la funeste bataille de Mohats con-
tre les Turcs en Hongrie , les Etats de
Bohême élurent Ferdinand depuis Empe-
reur. Il avoit épousé Anne sœur de Louïs
mort sans enfans. C'est par là que le
Roi auame de Bohême entra pour la secon-
de fois dans la Maison d'Autriche , & ce-
lui de Hongrie pour la première. Ladislas
& Louïs son fils furent Rois de Bohême
& de Hongrie: Ferdinand reçut dans
ses

ses Lettres roversales, qu'il tenoit la Couronne de Bohême en vertu du *choix libre* que les Etats du Roiaume *avoient bien voulu faire de lui*. Maximilien, Rodolphe & Matthias ses successeurs donnèrent la même reconnaissance. Enfin Swicard Electeur de Maïence appella Ferdinand II. à la Diète de Francfort, comme étant *élu & couronné Roi de Bohême par les Etats du païs*. Preuve certaine que dans le style ordinaire de l'Empire, la Bohême étoit Roiaume électif.

1619

Tous ces faits évidemment prouvés par les Etats de Bohême, rendent le droit d'élection incontestable. Il ne reste plus qu'à voir si Ferdinand II. *élu & couronné avant la mort de Matthias*, déchut légitimement du droit que son élection & son couronnement lui donnaient au Roiaume de Bohême. Or les Princes de la Maison d'Autriche n'ayant point désavoué leur traité avec le Roi d'Espagne, qui peut raisonnablement douter que Ferdinand n'eût perdu tous ses droits par une acte si contraire à son serment de maintenir les loix du Roiaume & d'en conserver les priviléges ? Frédéric Electeur Palatin fut donc légitimement élu & proclamé Roi de Bohême. Nous lui en donnerons désormais le titre durant toute sa vie. Il en est de ce Prince infortuné comme de quelques Empereurs Romains. Une bataille perdue les rendoit Usurpateurs, quoiqu'ils eussent autant & plus de droit à l'Empire, que leurs concurrens. Si Ferdinand n'eût pas gagné la bataille de Prague, Frédéric ne seroit

1619. feroit pas un Usurpateur dans l'esprit de ceux qui jugent de la bonté d'une cause par les événemens. La fortune se déclara pour celle de César : mais Caton & les gens de bien soutinrent toujours que Pom-pée défendoit la liberté de la patrie.

Nullité. Pourachever de convaincre les personnes équitables de la justice des prétentions moiens allégués du nouveau Roi de Bohême, faisons en par l'Em-^{core} quelques réflexions sur les moiens al-pereur legués par l'Empereur Ferdinand. Il est vrai que Charles IV. eut dessein d'assurer II.

la succession du Royaume de Bohême à tous ses descendants de l'un & de l'autre sexe. Mais une clause que le Prince s'avise d'insérer de sa tête dans un acte, renverse-t-elle les droits les plus anciens, les plus incontestables ? Jean pere de Charles voulut échanger la Bohême avec le Palatinat ; il entra même en composition. Direz-vous que l'attentat du Roi Jean contre les droits de ses Sujets, prouve que la Bohême est un Etat héréditaire ? Il en est de même de la clause qu'il plût à l'Empereur Charles IV. de mettre dans sa Bulle. Elle ne donne aucune atteinte aux droits des Bohémiens. Charles se contredit même fort grossièrement dans cette pièce. Il veut confirmer les anciens priviléges de ses Sujets ; il reconnoit que Fréderic II. son prédécesseur à l'Empire, suppose qu'ils sont en possession d'écrire leur Roi ; & il restreint ensuite ce privilége à un certain cas qui n'arrive presque jamais. Il est fort rare de voir manquer la posterité masculine & féminine d'un hom-

1619.

homme qui a laissé plusieurs enfans. Celle de Charles IV. dure encore par les femmes: Et les Princes de la Maison d'Autriche n'en sont pas les ainés. Si sa Bulle est recevable, les Maisons de Saxe, de Brandebourg, de Dannemark, d'Angleterre, la posterité même de Frédéric Electeur Palatin, ont un droit héréditaire au Royaume de Bohême plus certain que celui des Princes d'Autriche. Enfin jamais les Etats de Bohême ne se sont réglés sur la Bulle de Charles, comme sur une loi fondamentale de leur Royaume. Après la mort d'Albert d'Autriche mari de la petite-fille de Charles, on offrit la Couronne au Duc de Baviere. L'Empereur Ferdinand II. soutient que le Bavarois là refusa, parce qu'il ne vouloit pas la ravir aux héritiers du Roi dernier mort. C'est une chose que sa Majesté Impériale avançoit sans aucun fondement. Les Historiens de Bohême disent positivement qu'Albert Duc de Baviere, ne voulut pas accepter le Royaume de Bohême, à cause de son scrupule sur la Communion sous les deux espèces. George Podiebrad Seigneur du païs fut mis sur le thrône après la mort du jeune Ladislas. On choisit ensuite un autre Ladislas fils de Casimir Roi de Pologne, & d'Elizabeth fille puisnée d'Albert d'Autriche, & d'Elizabeth de Luxembourg fille de l'Empereur Sigismond. Anne fille ainée d'Albert d'Autriche & d'Elizabeth de Luxembourg épousa Guillaume Duc de Saxe. La Couronne de Bohême lui appartenoit véritablement, si la Bulle de l'Em-

1619. l'Empereur Charles IV. son aïeul est une loi fondamentale du Royaume.

La disposition du Roi Ladislas ne prouve pas plus que celle de Charles. On avoue que Ladislas tâcha d'assurer la succession du Royaume de Bohême à sa fille Anne Jagellon ; mais une entreprise illégitime ne prescrit pas contre les anciens droits du peuple. On voit encore les Lettres *reversales* que le Roi Ladislas donna au jour de son couronnement. Il y reconnoit qu'il est monté sur le trône en conséquence du *choix libre* que les Etats de Bohême ont fait de lui. Dans la pièce allegée par l'Empereur Ferdinand II, Ladislas avoue que Louïs son fils fut *élu* pour lui succéder de *la libre volonté* des Etats de Bohême ; & il prétend quelques lignes plus bas que la Princesse Anne sa fille est la véritable héritière de la Couronne de Bohême, *en vertu des droits, des constitutions, & des priviléges du Royaume*. Vit-on jamais une contradiction plus manifeste, plus grossière ? Bien loin que Ferdinand I. époux d'Anne Jagellon fille de Ladislas, se fonde sur la disposition de ce Prince pour succéder au jeune Louïs tué à Mohatz, il donne des Lettres *reversales*, où il reconnoit comme ses prédécesseurs, que les Etats de Bohême *l'ont élu de leur libre & bonne volonté*. Il est vrai que Ferdinand qui pensa depuis à rendre le Royaume de Bohême héréditaire dans sa famille, eut l'habileté de se faire donner ses Lettres *reversales* par les Etats de Bohême, & d'en substituer d'autres en leur place. Il prétend

1619.

tend dans ces dernières qu'Anne Jagellon son épouse est *la véritable héritière du Roiaume de Bohême*, en conséquence de la Bulle de l'Empereur Charles IV. & de la disposition du Roi Ladislas. Mais cette supercherie indigne d'un Prince Chrétien, peut-elle préjudicier aux loix les plus anciennes & les plus inviolables du Roiaume de Bohême?

Ferdinand I. tomba lui-même dans une contradiction plus grossière que celle de ses prédécesseurs, dont il alléguoit les chartres. Il fit élire & couronner Maximilien son fils ainé, & se réserva l'administration du Roiaume de Bohême. Anne Jagellon mourut avant l'Empereur Ferdinand son époux. Pourquoi fit-il élire Maximilien? Pourquoi se réserva-t-il l'administration des affaires jusques à sa mort, si le Roiaume de Bohême lui appartenloit en conséquence de son mariage avec Anne Jagellon, & non pas en vertu du choix des Etats? Maximilien devoit succéder de plein droit à sa mère, & Ferdinand fit une injustice à son fils, en se réservant l'autorité souveraine dans la Bohême après la mort de son épouse, qu'il prétend être *l'héritière véritable du Roiaume de Bohême*. Enfin l'Empereur Maximilien II. & ses deux fils Rodolphe & Matthias n'ont point fondé leurs prétentions à la Couronne de Bohême sur le droit d'Anne Jagellon mère du premier & grand-mère des deux autres. Ils ont reconnu solemnellement qu'ils étoient redétables de leur élévation sur le trône de Bo-

1619. Bohême , à la bonne & franche volonté des Seigneurs , des Nobles , & des villes qui les élurent Rois selon les priviléges & les libertés du Royaume . Il en déplore maintenant la perte entière , de ces priviléges , & de ces libertés . Mais quelque longue que soit l'injustice & la violence que les Bohémiens souffrent depuis quatre-vingt ans , elle ne fera jamais une prescription légitime contre eux . Le peuple est toujours en droit de reclamer contre une pareille oppression , & de rentrer dans la jouissance de ses anciens droits ; quand il en trouve l'occasion favorable .

Bethlem Les Etats de Bohême avoient lié dès Gabor en le commencement une étroite correspondance avec Bethlem Gabor Prince de Hongrie à Transylvanie , qui leur promit un puissant secours . L'ambition d'un particulier semble devoir être satisfaite , quand il s'est élevé d'une fortune mediocre à la puissance souveraine . Mais les desseins de Gabor étoient trop vastes : il ne pouvoit se contenter d'une Principauté aussi res-

Mémoires de Louis ferrée que la Transylvanie . Enragé contre la Maison d'Autriche qui voulut placer Julian . Humanat en Transylvanie à son pré-
Pag. 149. jugice , Gabor se met sous la protection **Nani Hisz** de la Porte Ottomane , & attend tous les **istoria Ver.** **meta. t. IV.** jours l'occasion de s'agrandir aux dépens **1619.** des Princes d'Autriche ses ennemis , dont **Puffendorf** **Commentar. Rerum &** **Suecica-** inécontente depuis long - temps , souff-
tum. I. frit la domination avec assez d'impatien-
ce . Les mouvements de Bohême vinrent fort à propos pour reveiller les passions du **Trans-**

Transylvain. Les Etats lui demandèrent ^{1619.}
 du secours; & l'ambitieux Gabor, après ^{Mercure}
 s'être prudemment assuré des intentions ^{François.}
 de l'Empereur des Turcs, se préparoit à ^{1619.}
 faire irruption en Hongrie & à marcher en- ^{Lettre di}
 suite vers la Moravie. Il étoit sur le point ^{Bentivoglio,}
 de commencer son expédition, lorsque
 Frédéric fut proclamé Roi de Bohême.
 Dès que l'Armée Transylvaine entre en
 Hongrie, elle y fait de grands progrès.
 Tous les mécontents se déclarent pour
 Gabor: & Humanaï Général de l'Empe-
 reur trop foible pour arrêter un torrent
 rapide qui grossit à vuë d'œil, se retire
 vers la Pologne. Cassovie & plusieurs au-
 tres placés furent prises dans la haute
 Hongrie sans grande résistance. Le païs
 étoit dénué de forces, depuis que l'Empe-
 reur tira les garnisons des villes importan-
 tes pour augmenter son Armée de Bohé-
 me. Soit que les Etats de la haute Hon-
 grie fussent bien aises de secouër la domi-
 nation de Ferdinand, dont les Protestans
 redoutoient l'humeur hautaine, & le zèle
 aveugle & impétueux pour sa Religion,
 soit qu'ils ne crussent pas être assez forts
 pour résister à la puissance de Gabor; les
 Etats de la haute Hongrie, dis-je, se sou-
 mirent à lui sous certaines conditions pour
 la conservation de leurs priviléges.

Forgatsi Palatin de Hongrie écrit à Ga-
 bor & l'exhorté à se désister d'une entre-
 prise capable de causer des maux infinis à
 la Chrétienté, & contraire aux traités faits
 entre le feu Empereur Matthias & les Etats
 de Transylvanie. Gabor répond que
 n'aient

1619. n'ifiant pu refuser de marcher au secours des Moraves & des Bohémiens ses alliés contre la Maison d'Autriche qui les opprime , il a cru devoir s'assurer de quelques places en Hongrie, de peur que le feu allumé en Bohême , & en Moravie , ne se répande dans un Royaume voisin. Vous savez , disoit le Transylvain à Forgatsi , qu'il y a des gens en Hongrie ennemis de la paix , & de la liberté de conscience. Il est à propos de délivrer le pais de ces esprits brouillons. Permettez-moi de vous faire souvenir que vous avez toujours aimé la liberté de votre patrie , & qu'en recevant l'épée Roiale quand on vous fit Palatin de Hongrie , vous jurâtes au Roi & au Royaume de vous en servir pour la conservation des priviléges de la nation Hongroise & de la liberté de conscience. N'y avoit-il point de la collusion entre Gabor & Forgatsi ? L'Armée Transylvaine s'étant avancée jusques à Presbourg , Gabor envoie sommer le Palatin de se rendre. Forgatsi demande quelque temps pour délibérer avec les Seigneurs qui se trouvoient auprès de lui. Après une consultation assez courte , on convient de part & d'autre , que la ville & le château de Presbourg seront mis entre les mains de Gabor , qu'on le reconnoira Prince de Hongrie , que Fortgatsi sera continué dans la dignité de Palatin , & que la liberté de conscience s'établira par tout.

L'Armée de Bohême commandée par le Comte de Thurn , s'avançoit alors en Autriche , dans le dessein de joindre les Transylvains. Thurn se seroit rendu maître

tre des ponts de Vienne sans la vigoureuse résistance du Comte Dampierre qui les défendit avec beaucoup de courage. Les Bohémiens continuent leur marche vers la Hongrie : & pour empêcher leur jonction avec les Transylvains, le Comte de Buquoï attaque avec cinq mille hommes bien aguerris, Gabor qui en a quinze mille, mais assez mal disciplinés. La bravoure & l'expérience des soldats de Buquoï l'emportent sur le grand nombre des Transylvains. La bataille fut gagnée ; mais avec si peu de gens Buquoï ne peut pas empêcher que les deux Armées ne se joignent. Elles marchent du côté de Vienne où tout le monde est dans la consternation. La ville auroit été bien-tôt assiégée, si Gabor n'eût pas reçû la nouvelle de la défaite d'Etienne Ragotzi Général de ses troupes dans la haute Hongrie par Humanaï Général de l'Empereur. Il étoit revenu en Hongrie avec un secours de dix mille hommes Polonois & Cozaques.

L'Archiduc Charles frere de sa Majesté Sigismond de Pologne possedoit l'Evêché de Breslau en Silésie. Les mouvements de cette Province confederée avec la Bohême, obligé-^{envoie} fort à rentrer Charles de se retirer auprès de Sigismond Roi de Pologne son beau-frere. Cet Empereur avoit épousé une des Archiduchesses sœur en Hongrie de Gratz sœur de l'Empereur Ferdinand II, & des Archiducs Leopold & Charles. Le prétexte de la retraite de celui-ci en Pologne, ce fut le besoin d'implorer la protection du Roi Sigismond pour l'Eglise de Breslau, que ses prédécesseurs avoient fondée,

1619. dée , & dont l'Evêque est suffragant de l'Archevêque de Gnesne Primat de Pologne. Sa Majesté Polonoise écrivit en effet aux Etats de Silesie sur la conservation des terres & des revenus de l'Evêché de Breslau. Mais l'Archiduc avoit un dessein plus profond. Il vouloit engager Sigismond à secourir Ferdinand. Les grands Seigneurs de Pologne s'y opposerent. N'étoient-ils point bien-aisés que la Maison d'Autriche qui tenta plus d'une fois d'ajouter le Royaume de Pologne à ceux de Hongrie & de Bohême , perdit deux Etats électifs voisins de la Pologne , que les Princes d'Autriche s'efforçoient de rendre héréditaires ? Nonobstant l'opposition de la grande Noblesse , Sigismond donna dix mille hommes de secours à l'Empereur. Humanaï rentre à leur tête dans la haute Hongrie ; & défait Etienne Ragotzi , & l'oblige à s'enfermer dans Caſſovie.

Cette victoire fut extrêmement avantageuse aux affaires presque desesperées de Ferdinand. Chassé de la Hongrie & de la Bohême , il se voioit au moment de perdre encore l'Autriche. Thurn & Gabor se séparent. Celui-ci retourne promptement en Hongrie , & l'autre en Bohême , Mansfelt tâcha d'y profiter de l'absence du Comte de Buquoï qui courroit au secours de l'Autriche attaquée par le Bohémiens & par les Transylvains. Mais Mansfelt peu heureux dans ses entreprises , ne remporta pas de grands avantages en Bohême. La victoire d'Humanaï fit encore

1619.

core plus de bien à Ferdinand, en refroidissant l'ardeur des esprits dans l'Assemblée qui se tenoit en Hongrie. Elle fut convoquée dans le dessein de faire proclamer Gabor Roi de Hongrie. Mais ceux qui se declaroient le plus ouvertement pour lui, s'arrêtent tout à coup. Chacun craint de s'exposer au ressentiment de l'Empereur, dont les affaires semblent se rétablir. Gabor incertain lui-même du succès de l'entreprise du nouveau Roi de Bohême, qui ne trouve ni en Allemagne, ni ailleurs, le secours qu'il esperoit ; Gabor, dis-je, écoute les propositions d'une trêve qu'on lui fait avec une extrême prudence de la part de Ferdinand. Le Transylvain y consentit mal à propos ; trompé par la vaine & fausse raison que des ennemis artificieux lui insinuèrent peut-être, qu'en gardant ses conquêtes, il feroit mieux d'attendre la suite des affaires de Bohême, & de prendre sur ce qui arrivera, le parti de continuer la guerre, ou de faire la paix sous de bonnes conditions avec l'Empereur. Tout le monde connut alors que Gabor étoit moins habile, & moins raffiné que Ferdinand. En poursuivant ses conquêtes, le Transylvain eût fait perdre la Bohême à l'Empereur ; il lui auroit enlevé sans peine la Couronne de Hongrie. Accorder une trêve à l'ennemi, c'étoit lui donner le temps de se fortifier. Gabor s'apperçut trop tard de sa faute. Ferdinand délivré d'une fâcheuse diversion du côté de la Hongrie, commence de mettre ses affaires sur un meilleur pied.

1619. Humanaï conduissoit ses Polonois dans la Silesie & dans la Moravie, Buquois maintint dans la haute Autriche: enfin Dampierre en Bohême s'opposoit au Comte du de Thurn.

Le Roi de France ti-
re le Prince de Con-
dé de sa
prison de
Vincen-
nes.

*Vittorio
Seri Mo-
moriere-
eondite.
Tom. V. p.
59. 60. 61.
C. Lette-
re di Ben-
tivoglio.*

Le Roi de France prévenu par les artifices des Ministres du Pape & de la Cour de Madrid, regarda les disgraces de l'Empereur Ferdinand, comme un des plus grands malheurs qui put arriver à la Chrétienté. Louïs promet du secours à sa Majesté Impériale; il tâche de dissuader Frédéric d'accepter la Couronne de Bohême. Cela desfloit le Maréchal de Bouillon l'un des plus intimes confidens du nouveau Roi de Bohême son neveu. Une seule chose encourage Bouillon; l'espérance que la Cour changerait de sentiments après la délivrance du Prince de Condé. On attendoit avec impatience l'exécution de la parole donnée de lui rendre la liberté, dès que l'accordement de la Reine mere seroit coaclus. C'étoit bien le dessein du Duc de Luines. Sans l'appui du premier Prince du sang, il ne pouvoit résister à Marie de Médicis, dont le chagrin & le mécontentement se faisoient sentir par plusieurs endroits. Quelques grands Seigneurs sembloient encore disposés à se lier avec elle contre le Favori. Il tâche de la ménager en differant quelque-temps de tirer le Prince de Vincennes. On offre à la Reine mere de conduire les choses de telle maniere que le Prince lui aura obligation de sa liberté. Bien avertie par ses confidens que tout cela paroîtroit

un jeu de théâtre ; & que Luines pensoit uniquement à lui opposer le premier Prince du sang , Marie de Médicis ne se met pas en peine de prendre part à la délivrance d'un homme qu'elle a trop maltraité , pour espérer qu'il soit jamais de ses amis , Pendant que Luines travailloit à la gagner , Modene confident du Favori alloit souvent à Vincennes . On permit à la Princesse douairière de Condé & à Rochefort Favori du Prince , de le voir autant qu'il leur plaisiroit . Ces adoucissemens promettoient un élargissement prochain .

Le Duc de Luines vint enfin à Paris accompagné de Cadenet son frere , & suivi de cinquante Gentilshommes . La faveur traîne toujours un grand nombre d'esclaves après elle . Luines apportoit au Prince de Condé une Lettre obligeante de la part du Roi . Il invitoit son Altesse à le venir trouver incessamment à Chantilli , Maison du Duc de Montmorenci beau-frere du Prince . Luines & Cadenet vont le lendemain à Vincennes . Condé reçut l'agréable nouvelle qu'ils lui apportoient , de l'air du monde le plus content . Son Altesse proteste mille fois , qu'elle reconnoîtra les bons offices que le Favori lui a rendus en cette rencontre . Luines prie modestement Condé de le prendre sous sa protection . Cadenet descend incontinent & renvoie les soldats qui gardoient son Altesse . Elle monta en carrosse avec les deux freres pour aller jusques à sa maison de S. Maur , voir la jeune Princesse de Condé fille du Prince . Soit que son Al-

1619. tesse crût devoir donner une marque de son respect au Roi, en ne sortant point entièrement de prison, jusques à ce qu'elle eût fait la révérence à sa Majesté, soit qu'elle voulût témoigner une confiance parfaite au Favori, le Prince retourna coucher à Vincennes. *Soions du moins libres durant une nuit,* disoit-il en riant, *dans une chambre, où nous avons été si long-temps prisonniers.* Condé va le lendemain à Chantilly avec la Princesse son épouse. Il ne voulut pas accepter les offres que plusieurs Gentilhommes lui firent de le suivre à la Cour. Un cortège trop nombreux ne lui paroît pas convenable à un homme, qui doit se présenter comme un coupable à qui le Souverain fait grâce. Le peuple se reveille à toutes les choses extraordinaires; il conçoit aisement de grandes espérances d'un meilleur gouvernement. On fit mille acclamations à son Altesse, lors qu'elle traversa Paris.

Le Duc de Maïenne vint recevoir le Prince dans l'antichambre du Roi, & le conduisit au cabinet où Louis l'attendoit. Condé & son épouse se jettent aux genoux de sa Majesté. Elle releve promptement la Princesse. Mais on laisse quelque temps le Prince dans la posture d'un suppliant. Le discours de Condé répond parfaitement à son humiliatioin extérieure. Il demande pardon des fautes que les mauvais conseils de certaines gens lui ont fait commettre contre sa volonté; & il finit par d'amples remercimens de la nouvelle grâce que le Roi lui accorde. Louis répartit

partit gravement qu'il avoit toujours aimé le Prince, & qu'il auroit encore pour lui la même affection, pourvù que les actions répondissent aux protestations que Condé venoit de faire à sa Majesté. *Ne parlons plus du passé*, ajouta-t-elle en relevant Condé. On l'embrasse tendrement ; on s'entretient quelque temps avec lui ; on parle d'une partie de chasse. En un mot, le Prince paroît parfaitement bien rétabli dans les bonnes graces de Louïs.

La Cour étant allée ensuite à Fontainebleau, le Roi envoia de là au Parlement de Paris une déclaration en faveur de Condé. Sa Majesté y rejette la faute de l'emprisonnement du premier Prince du sang, sur l'audace de certaines gens qui ont abusé du nom & de l'autorité du Roi, c'est-à-dire sur le Maréchal d'Ancre & sur les Ministres de Marie de Médicis. Un des plus grands maux que ces prétendus usurpateurs de l'autorité souveraine ont causé dans l'Etat, c'est d'avoir fait injustement arrêter l'innocent Condé. Louïs l'auroit tiré plutôt de prison, s'il n'eût pas cru devoir s'informer exactement quel étoit le prétexte de traiter avec tant de rigueur un Prince dont la conduite est irreprochable. Voilà ce que porte la déclaration. Elle fit rire les gens d'esprit. C'est une nouvelle scène que la Cour donne au monde, disoient-ils. On fait, on défait, & puis on réfait. Nous vîmes il y a quelques années une déclaration qui imputoit à M. le Prince des entreprises criminelles contre la personne du Roi & contre celle de la Reine mere. Cet

Déclaration
Roi en faveur du
Prince de
Condé.

*Mercure
Français*

1619. ècle sanglant fut révoqué. Peu de temps après son Altesse a été mise en prison : nouvelle déclaration qui la charge des crimes les plus atroces. M. le Prince est accusé d'avoir voulu usurper la Couronne. On le retient trois ans & plus à la Bastille, ou à Vincennes : il n'en sort qu'en demandant humblement pardon à sa Majesté qui paroît lui faire grâce. Quinze jours après, le voila solennellement absous comme l'homme du monde le plus injustement calomnié. Que penserons-nous de ces procédures bizarres & contradictoires ?

Rien du tout, répondit-on. L'irregularité qui vous choque, est une suite nécessaire d'un gouvernement foible, dont les Ministres, ou un Favori se servent pour affirmer leur autorité, en tâchant d'établir le pouvoir arbitraire du Prince qui se laisse gouverner. M. le Prince a voulu s'opposer au règne absolu du Maréchal d'Ancre ; la Reine mère l'a fait déclarer criminel de la Majesté. La Cour s'est vuë ensuite dans la nécessité de s'accommoder avec M. le Prince : on n'a pas fait difficulté de casser & de révoquer toutes les procédures précédentes. Afin de conserver son crédit & son autorité, ou plutôt celui de ses Ministres, la Reine mère fait arrêter M. le Prince sans autre forme de procès. Le voila placé dans une nouvelle déclaration, comme un homme qui ne pense à rien moins qu'à se faire Roi. Un nouveau Favori a besoin maintenant de l'appui de son Altesse. On la tire de prison. Pour sauver l'honneur du Roi, M. le Prince demandera pardon : Et de peur que la réputation

zion du premier Prince du sang ne demeure 1619.
flétrie à jamais, sa Majesté le déclare in-
nocent d'un crime imaginaire, dont il l'a pour-
tant suppliée de ne se souvenir plus. C'est
l'explication de l'éénigme qui embarrasse ceux
qui ne connoissent pas le génie & les allures de
la Cour. Avec ces contradictions apparentes,
elle vient insensiblement au but qu'elle se pro-
pose, de s'élever au dessus de toutes les
loix, & d'établir un pouvoir absolu, qui
n'a point d'autre règle que la volonté du
Roi, ou celle de son Favori & de ses Mini-
stres.

Avant que de mettre le Prince en libér- La Reine
té, le Roi dépêcha Brantes, frere de son ^{mere plus}
Favori à Marie de Médicis, il devoit lui tente re-
donner avis de la résolution prise & du ^{fuse d'al-}
choix que sa Majesté faisoit d'Ornano Co- ^{ler à la}
lonel des Corses, pour être Gouverneur
du jeune Duc d'Anjou à la place du Com-
té de Lude mort depuis peu. Elle reçut
ces deux nouvelles d'un air froid & sé-
rieux. L'élargissement du Prince la cha-
grinoit : il augmentoit sa défiance & ses
soupirs. Ornano avoit du mérite : mais ^{Vittorio}
il étoit ami de Luines. Marie de Médicis ^{Sire M}
n'aimoit pas à voir auprès de son second ^{marie re-}
^{condé.} fils, un Gouverneur mis de la main du ^{Tom. V.}
Favori. Toiras fut chargé de lui porter ^{pag. 59. 63}
ensuite une Copie de la déclaration don- ^{64. 65.}
née en faveur de Condé. Ce Gentil- ^{Vie du}
homme aura dans quelque temps un assez ^{Marechal}
beau rôle dans cette Histoire. Issu d'une ^{de Toiras.}
bonne Maison en Languedoc & le dernier ^{chap. 1.}
de quatre frères, il tâche de s'avancer à
la Cour. L'inclination & le naturel de
C 4 Toi-

1619. Toiras pour la chasse que le Roi aimoit beaucoup , lui firent obtenir la place de Lieutenant dans la Venerie , & celle de Capitaine de la Volière des Tuilleries. Ces emplois semblent au dessous d'un Gentilhomme qui a du courage & de l'ambition. Beaucoup de gens les rechercherent à la Cour de Louïs XIII. depuis que le Duc de Luines eût fait une si prodigieuse fortune , en s'insinuant dans les bonnes graces du Prince par le moyen de la Fauconnerie. Toiras se dégoutta pourtant des emplois dans la Venerie. Jaloux de s'avancer par une plus belle voie , il obtient la permission de traiter d'une charge de Capitaine aux Gardes. Ce fut son premier pas vers une fortune certainement honnête & glorieuse; mais remplie de fâcheuses traverses.

La préface de la déclaration deplut extrêmement à la Reine mere. Sa régence lui parut décriée comme injuste & violente: Et ce n'étoit pas sans raison. Elle s'en plaignit d'une maniere qui fit sentir que son mécontentement ne finiroit pas si-tôt. Richelieu Evêque de Luçon assez clairement désigné dans l'acte dissimule son chagrin. Il est content que celui de Marie de Médicis augmente. L'artificieux Prélat attendoit le temps de se venger de Luines qui le notoit dans une déclaration publique , pour faire sa cour au Prince , dont Richelieu conseilla l'emprisonnement. Que s'il étoit impossible d'attaquer le Favori sans se faire tort à soi-même , l'Evêque de Luçon vouloit du moins mettre Luines

Luines dans la nécessité de ne pouvoir se passer de celui dont il décrioit les conseils & la conduite. Cette sorte de vengeance plait assez à un courtisan ambitieux. Il y trouve un double avantage. Ses ennemis sont sensiblement mortifiés, & il les oblige à travailler à l'établissement de celui qu'ils ont entrepris de ruiner. Marie de Médicis ne gouta point ce qu'on lui disoit en faveur de la déclaration. Toiras & les autres lui alleguerent inutilement, que ces actes extorqués par la nécessité des affaires, ne signifient rien ; & que la même Catherine de Médicis qui voulut faire couper la tête à Louis Prince de Condé sous le regne de François II, ne fit pas difficulté de le déclarer innocent, dès que la face des affaires changea après la mort du Roi. Cet exemple ne contente point la Reine mere. Elle ne reçoit pas non plus les excuses du Duc de Luines, qui proteste de n'avoir point vu la déclaration avant qu'elle fût publique, & qui rejette toute la faute sur le Garde des Sceaux du Vair Auteur de la pièce.

Bien loin d'écouter la proposition que Toiras lui fit encore, de revenir à la Cour, Marie de Médicis témoigna n'avoir nulle envie d'aller être la spectatrice de la grande autorité donnée au Prince de Condé. Le Favori avoit toute la déférence imaginable pour son Altesse. Outre le Gouvernement de Berri & les pensions précédentes que le Roi rendit à Condé, il l'appelait encore à tous les Conseils Secrets, Le dissimulé Prince y parloit de

1619. la Reine mere avec un extrême respect; il pressoit le Roi de la rappeller à la Cour, il proposoit d'envoyer le Duc de Montbazon, inviter Marie de Médicis à revenir incessamment. Toutes ces démarches de Condé lui furent suspectes. La liaison étroite de son Altesse avec le Favori augmentent la jalouse & les soupçons de la Reine mere. Certaines gens ne manquent pas de lui insinuer malinement, que Condé & Luines agissent de concert afin de la tirer d'un endroit, où le voisinage de quelques grands Seigneurs bien intentionnés pour elle, arrête les entreprises de ses ennemis. *Si vous allez à la Cour, lui disoit-on, qui vous répondra que M. le Prince ne se vengera point de sa prison, en nous faisant conduire vous-même à Vincennes?* Ces insinuations ne lui paroisoient pas mal fondées. En la priant de retourner à la Cour, on lui disoit que le Roi ne souhaitoit pas qu'elle eût à Paris une garde aussi nombreuse que celle qui la suivoit durant sa Régence. Il n'en fallut pas davantage pour donner une extrême défiance à une femme naturellement timide & soupçonneuse. Et certes, ce qu'elle avoit fait contre Condé & contre Luines, ne l'engageoit que trop à se précautionner. Louis croioit tout le mal qu'on lui disoit de sa mere: Et le Favori avoit grand soin d'entretenir son maître dans les sentiments qu'il lui inspiroit.

*Assem-
blée ge-
nérale des
Eglises
Refor-
mées à
Londun*

Louis & son Favori de leur côté n'étoient pas moins en garde contre la Reine mere. On s'apercevoit que le Duc d'Eper-

1619.

person & plusieurs autres Seigneurs mé-
contens, prenoient de nouvelles liaisons
avec elle. Luines craignoit encore que le
parti Huguenot ne fût gagné. Il tenoit
une Assemblée générale à Loudun avec la
permission du Roi. On crut devoir en-
voier des Députés à Marie de Médicis
pour la feliciter de son heureuse arrivée
dans le voisinage, & lui communiquer les
demandes que les Réformés prétendoient
faire au Roi. Ces Députés furent bien
reçus. *Je viens vivre avec vous en bonne*
voisine, leur dit la Reine mère. *Mais dis-*
pensez moi d'entrer en connoissance des
mondes de votre Assemblée. Cela regarde le
Roi & son Conseil. La correspondance qui
semble se former entre la Reine mère mé-
contente & des gens dont les esprits étoient
alors en grand mouvement, donne de
l'ombrage à la Cour. L'Assemblée géné-
rale fut composée de plusieurs personnes
distinguées par leur naissance & par leur
mérite. Lescun Conseiller de Pan, ce
zelé défenseur des priviléges & de la libet-
té de sa patrie, y agissoit de toute sa for-
ce, afin que l'Assemblée demandât unani-
mement la révocation de l'Arrêt qui or-
donnoit la restitution des biens Ecclesiasti-
ques dans la souveraineté de Bearn. Ce
fut en effet une des premières résolutions
qui se prirent. On dresse une espece de
Cahier préliminaire, où toutes les Eglises
Réformées de France demandent con-
jointement la revocation de l'Arrêt, la
continuation des places de seureté, &
quelques autres articles. C'est une nou-
veille

1619. velle méthode que les Réformées vouloient prendre Dans les Assemblées précédentes , ils présentèrent leurs demandes & leurs plaintes dans un Cahier général. La Cour le recevoit; elle leur donnoit de bonnes paroles en apparence , & puis le Roi congédioit l'Assemblée. Afin d'éviter l'artifice dont la Cour se servoit ordinairement pour éluder les demandes les plus justes du parti Réformé , on tenta cette fois de présenter de temps en temps quelques articles séparés , & d'attendre la réponse que le Roi voudroit bien y faire. Le Marquis de la Moussaïe Seigneur d'une Maison distinguée dans la Province de Bretagne, fut prié d'aller à la tête de quelques autres Députés faire la nouvelle tentative auprès du Roi qui se divertissoit à Chantilli.

Le Cahier fut rejeté avec une extrême hauteur , sous prétexte qu'il n'appartient pas aux Sujets de traiter de la sorte avec le Souverain par articles séparés. *Dressez votre Cahier général , dit-on à la Moussaïe ; & le Roi aura égard aux remontrances raisonnables que vous lui ferez.* La Cour s'étoit apperçue de l'artifice de l'Assemblée pour éluder les siens. Les Ministres jugèrent fort bien que par ce moyen , les Huguenots demeureroient assemblés à Loudun , jusques à ce qu'on eût satisfait à leurs demandes & à leurs plaintes présentées les unes après les autres. Or la Cour ne veuloit ni accorder ce qu'on lui demandoit , ni permettre qu'une Assemblée qui donnait de l'ombrage au Favori brouillé

1649.

brouillé avec le Duc de Rohan & avec plusieurs autres Seigneurs Réformés ; de meurât si long - temps sur pied. Les plus sages du parti Huguenot conseillèrent à l'Assemblée d'obéir au Roi & d'envoyer son Cahier général. Elle se rend aux avis modérés qu'on lui donne ; le Cahier général est dressé ; certaines gens ont la commission de le poster à la Cour. Mais afin de prévenir son artifice ordinaire de faire séparer l'Assemblée avant que le Roi réponde au Cahier , tous les membres s'engagent par un acte solennel , de ne partir point de Loudun , à moins que les Eglises Réformées n'obtiennent la réparation des griefs dont elles se plaignent. Ce qu'on avoit prévu ne manqua pas d'arriver. La Cour plus fière que jamais depuis l'union du Prince de Condé avec le Favori , déclare nettement que le Roi donnera ses réponses au Cahier après la séparation de l'Assemblée. Les Réformés refusent d'obéir de la manière la plus respectueuse dont ils peuvent s'aviser , convaincus par une trop longue expérience , que la Cour veut éluder encore par un artifice usé les justes demandes de l'Assemblée de Loudun , comme elle s'étoit défaite des instances de l'Assemblée de Saumur & des suivantes.

Pendant que tout ceci se traitoit à la fin de cette année & au commencement de celle où nous allons entrer , le sage & religieux du Plessis-Mornai offroit d'ardentes prières à Dieu. Il prévoioit que la Lettre de
M. du
Plessis-
Mornai.

1619. connue, n'auroit pas égard aux justes remontrances de ceux de sa Religion, & il craignoit les suites de leur mécontentement. J'espéro, dit-il dans une Lettre au Marquis de la Force, que Dieu flétrira le cœur du Roi, & qu'il lui inspirera d'avoir plus d'égard aux solides maximes du feu Roi son pere, qu'aux suggestions de nos ennemis auteurs des innovations qui se font dans le Bearn. Mais vous savez aussi, Monsieur, que nous avons grand besoin de prier Dieu qu'il préside au milieu de nous, & qu'il nous fasse prendre de bonnes & salutaires résolutions, afin que nous puissions conserver toutes nos Eglises en paix sous la protection de nos Edits, & donner au Roi des preuves si convaincantes de notre attachement à sa personne & de notre zele pour son service, que les mauvaises impressions qu'il a prises contre nous, soient entièrement effacées de son esprit.

Je contribuerai de tout mon pouvoir à cette bonne œuvre, comme j'ai fait jusques à present, nonobstant les sinistres interpretations que quelques-uns donnent à mes meilleures actions. J'ai appris à vivre devant Dieu, & à ne me degouter point de son service pour de pareilles choses. Je suis dans un âge à ne rien espérer & à ne rien craindre. Et lorsque j'étois plus susceptible de quelques sentiments d'ambition, vous m'êtes témoin, Monsieur, que j'ai préféré les peines & les disgraces inseparables de la Religion que nous professons aux agréments & aux douceurs quo j'aurois pu trouver en suivant ma vocation avec moins de fidélité. Que j'aime la foi de pieté, le zèle éclairé, la rare magnanimité de

a M. le
Marquis
de la Force
le 24 De-
cembre
1619.

de ce Gentilhomme vraiment Chrétien ! 1619.

Quand du Plessis vit que l'Assemblée de Loudun se brouilloit avec la Cour, il Jugement composa un petit discours intitulé, *Avis que porte du Plessis, d'un vieux Conseiller d'Etat sur le fait de Mornai l'Assemblée de Loudun.* La pièce fut imprimée ensuite à Paris. J'en donnerai l'extrait. Outre qu'elle nous explique fort bien ce qui étoit alors en contestation entre la Cour & l'Assemblée de Loudun, dont les suites furent si funestes aux Réformés, ce que je rapporterai peut servir à ceux qui voudront juger de leur conduite d'une manière équitable & desinteressée. Nous en ferons bien-tôt au commencement des guerres de Religion sous le regne de Louis de XIII. On accuse le parti Huguenot de les avoir excitées & de s'être injustement soulevé contre le Roi. Voions ce que du Plessis-Mornai pensoit des plaintes que faisoient les Réformés. Il aimoit sa Religion: je l'avoue; mais il aimoit aussi le bien & la tranquilité de l'Etat; cela est incontestable. Du Plessis ne dissimuloit pas les fautes des Réformés; il les en reprenoit severement: il connoissoit parfaitement ce que le Roi Henri IV. prétendit accorder à ses Sujets Huguenots; enfin, quelque zélé que fût du Plessis pour l'exacte observation de l'Edit de Nantes, il conseilla toujours à ceux de sa Religion, de céder plutôt quelque chose de leurs droits, que d'allumer une guerre civile. Ce que j'ai rapporté de sa conduite, jusques à présent, le prouve évidemment, Le témoignage d'un Gentilhom-

*Lettres Et
Mémoires
de M. du
Plessis.
Mornai.*

1619. me si éclairé & si judicieux, est donc plus recevable que celui des Ecrivains prévenus ou emportés de l'un & de l'autre parti. Voions en peu de mots, quelle étoit sa pensée.

Il est certain, dit du Plessis, que les Députés de la Religion Réformée assemblés à Loudun par la permission du Roi, sont obligés par la teneur de leur brevet à se séparer & à se retirer chacun dans leur Province, après avoir digéré leurs plaintes & leurs demandes dans un Cabier général, & après avoir nommé au Roi ceux qu'ils jugent les plus propres à se bien acquitter de l'emploi de Député général de leurs Eglises. Si l'Assemblée manque à ces formalités, le Roi peut à la rigueur lui commander de les observer exactement; & sa Majesté a droit de prendre en mauvaise part que les Députés continuent de s'assembler contre sa volonté. Mais il est certain d'un autre côté, & nous ne pouvons le dissimuler, ajoute du Plessis, que depuis plusieurs années les plaintes & les remontrances des Réformés ont été entièrement négligées, & qu'on leur a causé même de nouveaux griefs; soit que les Ministres d'Etat n'eussent pas assez de bonne volonté pour eux; soit que ceux qui sont chargés de l'exécution des Edits, aient suivi trop aveuglément leur aversion naturelle au regard de ceux que leur Religion condamne comme des hérétiques. Il ne faut donc pas trouver étrange que les Députés à l'Assemblée de Loudun, croient que dès qu'ils auront obéi au commandement que sa Majesté leur fait de se séparer, on n'aura pas plus d'égard à leurs

leurs demandes & à leurs plaintes , qu'à celles des Assemblées précédentes. C'est maintenant aux gens du Conseil du Roi de considérer avec attention , s'il est de la justice & de la clémence de sa Majesté , de prendre les choses à la rigueur , & s'il est de leur intégrité & de leur zèle pour le service du Roi , de lui conseiller de ne rien relâcher de son droit.

Du Plessis ayant rapporté plusieurs griefs incontestables des Réformés , dont le détail seroit inutile & ennuyeux , il conclut de la sorte. On ne doit pas s'étonner que des gens effarouchés depuis long-temps , aient de la défiance , & que semblables à des chevaux trop mal-ménés , ils se jettent hors du droit chemin. Mais il est de la prudence du Conseil du Roi , de leur ôter tous sujets d'ombrage , & de les ramener doucement par l'observation des Édits. Ceux que le Roi honore de sa confiance , doivent penser plutôt à menager la santé de l'Etat , dont ils connaissent la faiblesse , qu'à en augmenter les désordres & les maladies. Telle est donc ma pensée. Il faut en bonne conscience satisfaire aux demandes les plus justes & les plus pressantes des Réformés , ayant que leur Assemblée se sépare , & remettre les moins importantes à la sollicitation de leurs Députés généraux que sa Majesté doit choisir entre ceux qu'on lui nommera. Si l'Assemblée s'opiniâtre alors à ne se séparer point , le Roi aura mis Dieu & les hommes de son côté : & tous les gens de bien l'aideront à se faire obéir. Mais les Réformés ont si bien servi le feu Roi ; ils ont témoigné jusques à présent un si grand attachement à la Maison Royale ; enfin ils

1619.

ont

1619. ont donné depuis peu des preuves si certaines de leur fidélité, que nous pouvons espérer qu'ils ne se démentiront pas en cette rencontre. Mon grand âge, poursuivoit du Plessis, me rend incapable des conseils violens. Une longue expérience m'apprend encore que nous avons besoin de tous les membres de l'Etat pour sa conservation. Les Réformés ne sont pas les moins nécessaires contre certains maux qui peuvent l'attaquer. Si quelques-uns croient que ce sont des membres trop doux, je réponds qu'il vaut mieux les guérir que de les couper. Ceux qui conseilleront le contraire au Roi, diront tant qu'il leur plaira qu'ils ont du zèle pour leur Religion & pour la conservation de l'autorité Roiale, ces Messieurs passeront toujours pour de mauvais Chrétiens & pour de véritables ennemis de l'Etat.

Le Roi. Le bon du Plessis ne se contentoit pas ordonne à de représenter au Conseil du Roi la nécessité de ramener les esprits par la douleur, il exhortoit encore les Députés de l'Assemblée de Loudun à faire de sérieuses réflexions sur le danger qu'il y avoit de porter les choses aux extrémités, & d'exposer tant de belles & florissantes Eglises à une ruine presqu'inévitable. Du Plessis

écrivit même au Duc de Luines. Toute prise d'armes vous doit être suspecte, disoit-il de fort bon sens au Fayori. La guerre Mornas commencera sous la prétexte specieux de la l. IV. Religion; elle passera ensuite en querelle d'Etat: & vos ennemis en prendront occasion d'attaquer votre crédit & votre autorité. Les sages remontrances du judicieux Gentil-

Vie de M.
du Plessis.
Mornas.
l. IV.
Mercurio
François.
1619.

tilhomme furent inutiles de tous côtés. Les Réformés remplis de leur juste défiance ne purent consentir à la séparation de leur Assemblée. Et leurs ennemis faussement persuadés que le Roi les ruinerait sans peine, portent sa Majesté à reduire par la force de ses armes, des gens qu'une malice envenimée lui dépeint sans cesse comme des rebelles & des séditieux. Enfin quelques esprits mécontents & factieux se flattèrent que si la guerre civile s'allumoit une fois, elle leur seroit d'un grand usage pour ébranler la fortune du Favori. Ces deux partis concourant également par differens motifs au malheur des Réformés de France, le Maine Cottéiller d'Etat & Marescot Secrétaire du Roi, ont ordre d'aller à Loudun au commencement de l'année suivante & de signifier à l'Assemblée le commandement précis que sa Majesté lui fait de se séparer incessamment.

Les Emissaires de la Cour de Rome & du Conseil de Madrid usoient de toute leur adresse pour allumer une guerre de Religion en France. On vouloit que Louis occupé contre les Huguenots de son Royaume, ne fût pas en état de secourir le nouveau Roi de Bohême & les protestans d'Allemagne. On craignoit encore que le Maréchal de Bouillon, le Duc de la Tremouille, & quelques autres Seigneurs n'engageassent la Noblesse Réformée de France à marcher au cours de Frédéric. Le moyen le plus sûr d'arrêter les François dans leur païs, c'estoit

Les Ef-
pagnols
gagnent
le Duc de
Luines.

Vittoria
Siri Me-
morie re-
condite.
Tom. V.
pag. 17.

1619. toit de faire en sorte que le Roi attaquât
_{Mercure}
 ses propres Sujets. Cela mettoit la Mai-
 son d'Autriche en repos du côté de la
 1619. France sa plus puissante & sa plus dange-
 reuse ennemie. Les Catholiques & les
 Huguenots demeuroient chez eux égale-
 ment embarrassés ; les uns à ruiner leurs
 compatriotes & les autres à se défendre.
 Le Duc de Luines déchu de l'espérance
 de marier Cadenet son frere à une Prin-
 cesse du sang , tourne ses vuës d'un au-
 tre côté. Albert & Isabelle Archiducs des
 Païs-Bas offroient à Cadeaet l'heritiére de
 Pequigny élevée à la Cour de Bruxelles.
 Le parti étoit fort à la bienseance de Lui-
 nes. Non content des terres qu'il possé-
 doit en Picardie , ce Favori voulut encore
 être Gouverneur de la Province , & Ca-
 denet eut en même temps la Lieutenance
 générale. Le Duc de Longueville obtint
 en échange du Gouvernement de Picardie
 celui de Normandie. Il lui convenoit ad-
 mirablement , à cause des grands biens que
 la Maison de Longueville y a. Le Duc
 de Montbazon fut pourvû du Gouverne-
 ment de l'Isle de France , que Luines
 quitta volontiers pour aller en Picardie.
 La Maison du Favori y devenoit extrê-
 mement puissante par le mariage de Cade-
 net avec Mademoiselle de Pequigny. Les
 Archiducs la donnèrent à condition que
 le Duc de Luines leur promettoit d'em-
 pêcher que son maître ne secourût les en-
 nemis de la Maison d'Autriche. Et pour
 prévenir l'inconvenient qui arriveroit en
 cas que le Favori ne tînt pas sa parole,
 les

les Ministres de Rome & d'Espagne agissent de concert auprès de Luines, afin qu'il pressât Louïs de reduire les Réformés de son Roiaume, dont les demandes & les plaintes les chagrinoient. 1619.

On remontrroit au Favori qu'il n'auroit jamais une plus belle occasion d'acquerir de la gloire, & de se faire un mérite auprès des bons Catholiques Romains qui s'intéresseroient tous dèsormais à l'établissement de sa fortune. La caballe des dévots n'est point à négliger. Un Courtisan ambitieux & delié tâche toujours de la mettre de son côté: il évite du moins de la soulever contre lui. Ce sont les ennemis les plus opiniâtres & les plus dangereux. *Les Huguenots*, disoit au Duc de Luines l'artificieux Bentivoglio Nonce du Pape, ne peuvent tirer maintenant aucun secours des païs étrangers. Les affaires de Bohême occupent les Protestans d'Allemagne; l'Électeur Palatin se perd lui-même en acceptant la Couronne que des rebelles lui offrent. Les Provinces-Unies ne voudront pas se brouiller avec la France lors que leur trêve avec l'Espagne est sur le point d'expirer. Si elles ont des troupes à donner pour le service de ceux de leur Religion, le Prince d'Orange les fera marcher infailliblement en Allemagne au secours du Palatin son neveu. Un double intérêt l'y engage, d'occuper la Maison d'Autriche à défendre ses païs héréditaires, & de rendre le Palatin & les Protestans plus puissans dans l'Empire. Enfin, vous n'avez rien à craindre du Roi d'Angleterre. S'il aime tellement le repos & la fainean-

tise,

1619.

tise , qu'il fait difficulté de secourir le Palatin son beau - fils , pouvez vous croire qu'il veuille secourir les Huguenots en France ? Il ne peut entrer dans les affaires de ses voisins , sans convoquer un Parlement pour avoir de l'argent . Jacques aime mieux en manquer , & abandonner ses propres enfans & ceux de sa Religion , à laquelle il n'est pas fort attaché dans le fond de son cœur , que d'assembler des gens qu'il ne peut congédier ensuite , sans leur accorder certaines choses contraires au projet de se rendre Souverain absolu , ou sans mécontenter généralement tous ses Sujets , s'il refuse ce qu'ils ne manqueront pas de lui demander pour la conservation de leur liberté . Ces insinuations des gens de la Cour de Rome l'emporterent dans l'esprit de Luines sur ce que du Plessis - Mornai lui remontra du danger , auquel il s'exposoit , en ne détournant pas toutes les occasions que les mécontents de France pourroient avoir de prendre les armes . Une passion secrète rendoit encore le Favori plus susceptible des impressions que les Emissaires du Pape & du Roi d'Espagne s'efforçoient de lui donner . Luines pensoit à parvenir lui-même à la première dignité de l'épée en France , quoi qu'il la fit espérer à Lesdiguières . Le Favori crut que la guerre contre les Huguenots seroit une occasion de proposer à son maître de créer un Connétable .

Cause véritable des guerres de Religion en France. Ne cherchons point d'autre cause du malheur des Réformés sous le règne de Louis XIII , que l'ambition du Duc de Luines , & les artifices du Conseil d'Espagne

pagne & de la Cour de Rome. On voulut susciter des affaires domestiques à un jeune Prince, de peur qu'en se joignant aux ennemis de la Maison d'Autriche, il ne la fit succomber en Allemagne & en Italie. Le Pape étoit le seul qui pût tirer quelqu'avantage de ces guerres qui ont fait couler des ruisseaux de sang Chrétien. Pendant que le Roi de France ruine chez lui des gens dont le plus grand crime consiste à se déclarer ennemis de la Monarchie du Pape, l'Empereur Ferdinand abattu & reduit à se refugier à Gratz en Stirie se releve, & devient bien-tôt assez puissant, pour penser à l'entière oppression des Protestans d'Allemagne. Adorable jugement d'un Dieu vengeur du sang injustement répandu, & des innocens sacrifiés à la cruelle & fausse politique de la Cour de Rome ! La Maison d'Autriche s'est affoiblie en Espagne par le Tribunal sanguinaire de son Inquisition ; & dans ses Etats d'Allemagne en persécutant ses Sujets Protestans. Et lors que les deux branches d'Autriche ont travaillé de concert à exerciter le Roi de France à ruiner les Réformés de son Roiaume ; elles ont conseillé à leur plus irreconciliable ennemi, de se rendre assez fort pour les mettre l'une & l'autre à deux doigts de leur perte. Si les Princes & les Etats Protestans obligés de penser à leur propre conservation, n'eussent pas soutenu la Maison d'Autriche prête à succomber, que seroit-elle devenue en Espagne & en Allemagne ? Un habile Ministre d'Etat connaît bien que l'oppression

1619. pression entière des Réformés de France affoiblirait trop le Royaume. Content de les avoir réduits à ne s'opposer plus au pouvoir arbitraire de son Prince , Richelieu donne la paix aux Huguenots ; il tourne les armes victorieuses de Louis XIII. contre la Maison d'Autriche épuisée par ses pertes précédentes. Qu'en est-il arrivé ? l'Espagne est tombée dans une si grande décadence , que ceux qui veulent la soutenir aujourd'hui , seroient bien-aisés que la France profitât seulement d'une partie du demembrement d'une Monarchie , dont la moindre menace effraioit le Conseil de Louis XIII. encore mineur.

Disons tout. Par un autre jugement de Dieu aussi juste que le premier , Rome cette fière ennemie des Protestans , tremble maintenant elle-même , à la vue d'un voisin , qu'elle a rendu formidable à toute l'Europe , en l'excitant à ruiner ceux qu'il lui plait de regarder comme des hérétiques. Si le Pape veut se servir de la puissance de la France pour étendre sa Monarchie spirituelle , ne se met-il point en danger de perdre sa domination temporelle , ou du moins d'être lui-même le vassal & le tributaire du nouveau Roi d'Espagne ? Les Papes formèrent autrefois la *Ligue Lombarde* pour chasser les Empereurs d'Italie. Ne faudra-t-il point chercher la même ressource contre la France épuisée par de longues guerres , & par le grand nombre de Sujets que la fausse & superstitieuse politique de Louis XIV. , lui a fait per-

perdre, & par les efforts qu'elle doit faire pour établir un de ses Princes en Espagne ? Que les hommes d'Etat & de cabinet raisonneat tant qu'il leur plaira. Plus je refléchis sur l'Histoire moderne & sur ce que nous voions de nos jours, plus je me persuade que la meilleure maxime pour augmenter la puissance d'un Prince, c'est de le porter à rendre ses Sujets heureux, & ses Etats florissans, à regner plutôt sur des gens libres que sur des esclaves, à se contenter d'être, comme disoit un grand Prince, *Roi des hommes & non pas des armes*, en laissant à chacun la liberté de sa conscience, pourvù qu'il remplisse les devoirs de bon citoyen. Tous ces vastes & chimeriques projets d'agrandissement & de conquêtes ruinent tôt ou tard & le peuple, & le Prince. Ferdinand, Charles-Quint & Philippe II. ont mis en œuvre toutes les maximes de Machiavel, le premier pour jeter les fondemens d'une Monarchie universelle, & les deux autres pour y parvenir. A quoi leurs successeurs en ont-ils été reduits ? Le Cardinal de Richelieu a introduit la même politique en France : Elle a été poussée plus loin sous le regne présent. Qui nous répondra que Louis XIV. ne mourra point avec les sentimens de Philippe II. son aieul, qu'il semble prendre pour modele ? Philippe déploroit l'épuisement de sa Monarchie : il violoit avec regret que la conquête du Portugal étoit le seul fruit d'un nombre surprenant de millions dépensés, & des torrents de sang repandu, dont il inonda pres-

Etienne Battorie Roi de Pologne.

1619. que toute l'Europe. Et quel avantage ses successeurs tiennent-ils encore de la conquête du Royaume de Portugal?

L'Électeur Palatin sembla hésiter sur l'acceptation de la Couronne de Bohême. La Maison d'Autriche, à l'agrandissement de laquelle ce faux sage du monde avait tant travaillé, se trouva dans une étrange situation vers la fin de l'an 1619. Toutes les Puissances de l'Europe attendaient l'issue des malheureuses affaires où elle étoit engagée, avec les mêmes mouvements, qui agitent des joueurs différemment intéressés, lors qu'ils attendent un coup décisif du dé qui roule sur la table. Les uns souhaitoient l'abaissement entier du nouvel Empereur Ferdinand, les autres demandoient qu'il se relevât de ses grandes pertes. Et ce qu'il y a de plus singulier, c'est que chacun prend intérêt, dit-on, par des motifs de religion & de pieté. Les Protestans espéraient que la Réformation s'établira du moins en Allemagne, sur les ruines de sa plus grande ennemie. Le Pape & ceux de sa Communion font au contraire des vœux pour le rétablissement des affaires de Ferdinand, persuadés que la Chaire Pontificale déjà fort ébranlée, est en danger de tomber par terre si les Protestans deviennent supérieurs dans l'Empire. Toute l'Europe jettoit les yeux sur Frédéric Électeur Palatin. Il sembloit hésiter sur l'acceptation d'une Couronne que les Etats de Bohême lui offroient de bonne grace. Bien des gens croient qu'il y eut plus de façons & de bienveillance que de réalité, dans les consultations que Frédéric fit dans son cabinet,

Mémoire,
de l'empereur
Julianus.
pag. 140.

riet, & dans les dépêches qu'il envoia dans les Cours étrangères pour savoir l'avis des Princes ses alliés. Cependant l'esprit du Palatin étoit véritablement dans une grande agitation.

Quelqu'ambitieux que soit Frédéric, il s'arrête tout à coup, quand il vient à réfléchir sur le danger auquel il expose les beaux Etats dont il jouit paisiblement, ses enfans encore jeunes, sa propre personne, pour courir après une Couronne qu'une Maison infiniment plus puissante que la sienne, lui doit disputer avec la dernière opiniâreté. Un particulier qui cherche à s'avancer, disoit le Palatin en lui-même, peut faire quelques pas en arrière quand il rencontre de trop grands obstacles à ses desseins. Il ne se bazarde qu'autant qu'il le juge à propos. Le Prince qui aspire à une Couronne, est dans une situation tout à fait différente. Il n'y a point de milieu pour lui entre le précipice & le suprême degré de l'elevation. Ceux qui s'offrent à me servir d'jourd'hui, deviendront mes plus implacables ennemis, dès que je ne leur donnerai pas toutes les recompenses qu'ils croiront mériter : ils tenteront de m'arracher la Couronne qu'ils s'imagineront m'avoir mise sur la tête. Et comment les contenterai-je tous ? Quand j'aurai réduit Ferdinand à ne pouvoir plus m'attaquer à force ouverte, pourrai-je me garantir des embûches secrètes qu'il me fera dresser tous les jours ? Une bonne armée ne me servira de rien contre un ou deux desespérés quo l'envie d'obtenir la récompense promise, obligera d'attenter à ma vie. Guilla-

1619. me Prince d'Orange mon grand-pere enleva de belles Provinces à Philippe II : il se défendit courageusement contre le plus puissant Roi de l'Europe : il méprisa la proscription publiée contre lui : ce héros put-il éviter le coup qu'un assassin suborné lui porta ? Si j'échoué malheureusement, si je succombe dans les dangers qu'il faut courir, que deviendront mes enfans ? Je veux les mettre en état de me succéder au Royaume de Bohême : que fai-je si je ne leur ferai point perdre l'Electorat héréditaire dans ma Maison ?

Les Considérations de Frédéric, qui l'exhortent à prendre la Couronne de Bohême. Ces réflexions auroient pu retenir Frédéric, s'il n'eût pas appellé à son Conseil de ces gens d'un esprit vif & bouillant qui conçoivent aisément de grandes espérances, & s'il n'eût pas trop écouté des hommes avides & intéressés, qui se flattent que les troubles présens de l'Empire, serviroient à l'avancement de leur fortune. Louïs Camerarius fut, dit-on, celui qui contribua le plus à déterminer le Palatin.

Ce Conseiller étoit certainement fort propre à soutenir par écrit le bon droit de son Prince : & il l'a fait avec beaucoup d'esprit & de solidité; peut-être avec trop de chaleur & d'emportement.

Puffendorf Commentar. Rerum Suecicar. tom. I. 2. Mais pour acquérir, ou pour défendre une Couronne, il faut avoir auprès de soi des gens, qui sachent faire autre chose qu'un Manifeste & une Apologie. La fortune se déclare ordinairement en faveur de ceux qui ont du courage, disoit Camerarius à Frédéric. Ce seroit une lâcheté indigne d'une personne de votre rang, que de refuser une Couronne qui se présente d'elle-même, & que tous

tous les Princes de l'Europe iroient volontiers chercher , s'ils voioient la moindre apparence de l'obtenir. Quand votre Altesse rejettez le Royaume de Bohême , des Princes moins timides & moins scrupuleux le prendront bientôt. Le monde se mocquera d'une moderation qui ne convient pas à ceux que la nature a fermés pour commander. Que craignez-vous , Monseigneur ? Vous n'aurez pas en tête un Empereur aussi puissant , aussi heureux , aussi prudent que Charles-Quint. Ferdinand est constraint de s'enfermer à Gratz : il ne seroit pas en seureté dans Vienne. Betblem Gabor lui enleve la Hongrie. La Bohême , la Moravie , la Lusace , la Silésie , se donneront à vous : presque toute l'Autriche à secoué le joug de Ferdinand : où trouvera-t-il des forces à vous opposer ? Les secours qu'il attend d'Italie & des Païs-Bas ne passeront pas si facilement en Allemagne. Les Etats-Généraux des Provinces-Unies donneront bientôt de l'occupation aux Espagnols. Leur trêve est sur le point d'expirer. Cependant le Prince d'Orange vous fera donner de l'argent & des troupes. Le Roi d'Angleterre votre beau-père , celui de Danmark votre allié , les Princes Protestans d'Allemagne vous aideront dans une si belle entreprise & si utile à la Réformation. La Cour de France paroît contraire à votre dessein : que fait-on s'il n'y a point de la dissimulation dans ses dé-marches ? Elle ne veut pas mécontenter le Pape ouvertement. Dans le fonds elle sera bien-aise de voir la Maison d'Autriche dépouillée du moins d'un beau Royaume. Quoiqu'il

3639. qu'il arrive, la France, l'Angleterre, le Danemark, les Provinces-Unies, les Princes Protestans ne souffriront pas qu'on opprime votre Maison, ni qu'on la dépouille de ses Etats. Il n'y a donc presque rien à perdre pour votre Alteté : je trouve au contraire qu'elle peut beaucoup gagner. Dans une pareille situation, un Prince courageux & prudent doit-il faire difficulté de bâzarder?

L'Électri- Lé sage & vertueuse Louise Juliane de ce Palati- Nassau mère de Frédéric, s'efforçoit de ne douai- rière tâche de dissuader d'accepter une Couronne où de dissu-elle appercevoit plus d'épinés que de roses. Ses. Pensez, mon fils, lui disoit-elle les larmes aux yeux, pensez à la grande puissance de la Maison d'Autriche.

Elle a des trésors immenses, des troupes nombreuses, d'agiles, d'habiles Généraux, quantité de braves Officiers. Les affaires de l'Empereur sont en fort mauvais état, je l'avoue : mais elles peuvent se rétablir en un instant. La Cour de Rome va réunir tous les Catholiques pour la défense de Ferdinand.

Mémoires Le Pape est persuadé, & ce n'est pas sans de Louise raison, que la grandeur de la Maison d'Aut- Julianne.

triche est le plus ferme appui de l'autorité Suffendorf Pontificale, & que le salut de l'une dépend Commen- de la conservation de l'autre. Le Roi de sar. Rerum Suecica-

France le plus puissant ennemi de la Maison rum. l. I. d'Autriche, n'est pas en état de vous secou- vir. Son Royaume est agité par des partis & par des factions contraires : la Cour de Madrid aura grand soin de les entretenir. Vous voiez même que le Roi Très-Chrétien ne vous est point favorable. Il paroît avoir des-

1639.

desein d'abattre le parti Reformé : croirez-vous qu'il voie de bon œil l'agrandissement de la Maison Palatine qui sous les regnes precedens a si puissamment secouru les Huguenots ? La Franceoubtie ses véritables intérêts par un faux zèle de Religion. Elle aimera mieux souffrir que la Maison d'Autriche devienne aussi formidable que jamais, que de voir les Protestans supérieurs dans l'Empire. Vous comptez sur le Roi d'Angleterre : je vous le pardonnerois, si vous ne deviez pas le connoître. Votre beau-pere ne compra jamais avec l'Espagne ; il aime trop le plaisir & l'oisiveté. Peut-être qu'il y a plus de ressource du côté des Etats-Généraux & du Prince d'Orange mon frere : mais je ne laisse pas de craindre que les Etats-Généraux ne souffrent que les Espagnols viennent plutôt mettre le feu dans le Palatinat, que dans les Provinces-Unies. Que peut-on espérer du Roi de Danemarck ? Il est trop éloigné & incapable de vous soutenir contre l'Empereur. Les Maisons de Saxe & de Barrière jalouses de l'agrandissement de la votre, se donneront à Ferdinand. Elles travailleront de concert à vous chasser de la Bohême.

Ne vous reposez point, mon fils, ajoutoit la Palatine douairière, sur les promesses des Princes de l'Union Protestant. Une ligue composée de gens qui ont presque tous des intérêts differens, se réunira avec plus de facilité. L'Empereur en gagnera quelques-uns, & les autres se dégousteront, quand ils verront que les charges de la guerre tombent sur eux, & que vous êtes le seul

1619. qui en profite. Le Prince de Transylvanie est leger & inconstant. Il attendra peut-être le succès de votre entreprise; & si vous avez la moindre disgrâce, il s'accommodera promptement avec l'Empereur, qui lui offrira des conditions avantageuses. Les Bohémiens sont inquiets & remuants. S'ils vous présentent leur Couronne, ce n'est pas qu'ils vous aiment plus qu'un autre. Ils n'ont point d'autre ressource contre le ressentiment d'un Roi rejeté avec le dernier mépris. N'espérez pas que ce peuple vous soit plus soumis qu'à Ferdinand. Toujours dégouté du gouvernement présent, il cherchera encore un autre Roi. Enfin, quand vous pourriez raisonnablement compter sur vos parents, sur vos amis, sur les Puissances jalouse de la grandeur de la Maison d'Autriche, vous n'avez ni assez d'argent dans vos coffres, ni des troupes suffisantes pour entrer dans une grande guerre. On ne se déclarera pour vous que lorsque vous serez en état de faire bien valoir votre droit & vos prétentions. Que si vous avez une fois du désavantage, Ferdinand commencera de faire l'Empereur. Il ne sera pas moins formidable par ses Edits que par ses armes.

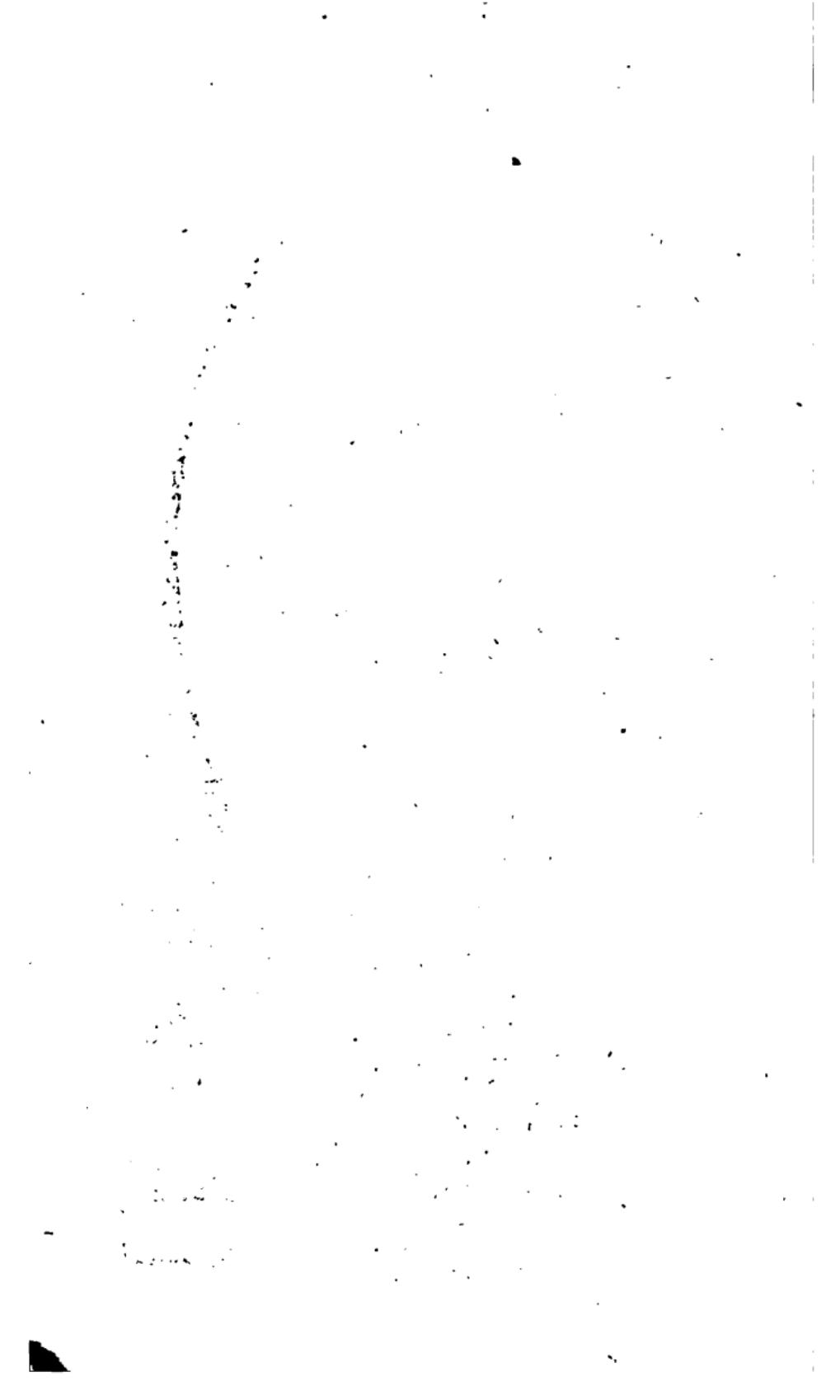
Le Roi
d'Angle.
terre &
plusieurs
Princes de
l'Empire
conseil.
lent à
Frédéric
de refuser
la Couronne de
Bohême.

L'évenement justifia que l'Électrice douairière avoit plus d'expérience & de pénétration que les Conseillers de son fils. Ébranlé par des remontrances si judicieuses, Frédéric ne veut pas se déterminer avant que de savoir le sentiment de plusieurs Princes qu'il a consultés. Il falloit s'assurer premièrement de Maximilien Duc de



JAQUES I. ROY DE LA
GRANDE BRETAGNE.

J. Lamiveld delet fec.



de Bavière à cause du voisinage de ses ^{1619.}
 Etats, & parce qu'il étoit le chef de la
 Ligue Catholique. On craint que gagné ^{Mémoires}
 par Ferdinand, le Bavarois n'entre dans ^{de Louise}
 le Palatinat à la tête de l'Armée des Prin- ^{Juliane.}
 ces Catholiques, pendant que le nouveau ^{Puffenhorf pag. 145.}
 Roi sera occupé à se défendre en Bohême ^{Comment-}
 contre le Comte de Buquoi. Le Conseil ^{ter. Rerum}
 de Munic ne fut pas d'avis que Fréderic ^{Suecica-}
 acceptât la Couronne. Mais on lui pro-
 mit de vivre toujours avec lui en bon voi-
 sin. Maximilien demande seulement que
 ses Sujets soient épargnés par les troupes
 que Fréderic fera passer en Bohême, &
 qu'elles ne commettent aucun acte d'hosti-
 lité dans les Etats de Bavière. Au reste
 le Duc témoigna beaucoup de bonne vo-
 lonté pour un Prince de sa Maison, quoi-
 qu'il ne lui conseillât point de s'engager
 dans une affaire aussi difficile que celle de
 Bohême.. Maximilien concerte si bien ses
 réponses que sans rien promettre, il fait
 croire au Palatin qu'il ne doit rien crain-
 dre du Bavarois. Fréderic eut d'autant
 moins de peine à se le persuader, qu'il
 s'étoit mis dans l'esprit que Maximilien
 auroit des égards pour un Electeur qui
 avoit voulu faire passer l'Empire dans la
 Maison de Bavière. Cependant on ne
 douta pas dans la suite que le dissimulé
 Bavarois ne fût bien aise que Fréderic se
 mit en danger de perdre la dignité Elec-
 torale que les Ducs de Bavière tenterent
 plusieurs fois d'enlever aux Comtes Pala-
 tin, ou du moins de partager avec eux.
 Les Electeurs de Saxe & de Branden-

82. HISTOIRE DE

1619. bourg & le Roi de Pologne , consulter aussi bien que le Duc de Bavière , furent du même sentiment. Ils exhorterent Frédéric à ne penser point au Royaume de Bohême.

*Ros-
crib's
Historical
Collections.
1619.*

Jacques Roi de la Grande Bretagne fait agiter dans son Conseil , s'il doit consentir que son beau - fils reçoive ce que les Etats de Bohême lui presentoient. Abbot Archevêque de Cantorbery qu'une indisposition empêchoit d'aller à Whitehall , envoia son avis par écrit au Secrétaire d'Etat. Le bon Prélat qui voioit le Pape en danger de perdre par cette révolution son autorité dans les Royaumes de Hongrie , & de Bohême & dans plusieurs belles & grandes Provinces ; Abbot , dis -je , s'imagine que les Prophéties de l'Apocalypse commencent de s'accomplir , & que les Rois de la terre qui ont donné leur puissance à la bête , abandonnent déjà la grande prostituée , & qu'ils la desoleront bien - tôt . L'Archevêque écrit donc au Secrétaire d'Etat , qu'il est d'avis que l'Electeur Palatin suivre la vocation de Dieu. Je suis convaincu , disoit - il , que les Etats de Bohême ont eu raison de rejeter l'orgueilleux & cruel Ferdinand , qui veut rendre hérititaire un Royaume véritablement électif. Le Roi doit se ressentir des indignités faites au Vicomte de Doncaster son Ambassadeur. Sa Majesté voudroit - elle abandonner son beau - fils pour l'amour de certaines gens qui ne pensent qu'à leurs propres intérêts ? Si l'Angleterre se déclare , elle donnera du courage aux Bohémiers ; & une plus grande confédération au Pe-

1619.

*Palatin Les Princes de l'Union Protestant-
te deviendront plus puissans en Allemagne.
Les Provinces-Unies suivront notre exem-
ple, le Roi de Dannemark se reveillera; le
Prince d'Orange, & le Maréchal de Bouil-
lon oncles de l'Électeur, le Duc de la Tre-
monille son proche parent, & plusieurs au-
tres se mettront de la partie. Convoquer un
Parlement, c'est l'ancienne & légitime ma-
nière de lever de l'argent dans le Royaume.
On ne manquera pas d'en accorder à sa Ma-
jesté. Par une providence particulière de
Dieu, la sene Reine a laissé beaucoup de pier-
terries qui sont à la Tour de Londres. Peut-
on en faire un meilleur usage que d'en em-
ployer le prix à secourir la fille de la bonne
Princesse qui les a laissées? Concourrons tous
unanimement à une si juste entreprise. Que
le monde voie que nous ne sommes pas endor-
mis quand la voix de Dieu nous appelle.*

Quoique le Primat d'Angleterre semble
opiner plutôt en Théologien qu'en hom-
me d'Etat, il y a pourtant de la raison & Frédéric
du bon sens dans ses remontrances. Elles accepte la
ne servirent de rien. Les artifices des Es-
pagnois ferment les oreilles à sa Majesté Couronne
Britannique. Le Favori & les principaux
Ministres sont gagnés. Parler à Jacques
de convoquer son Parlement, c'est l'effa-
réucher. Je ne fais point d'avis, disoit-il,
que l'Électeur Palatin s'aille bruler la main
pour prendre une Couronne que le feu envi-
ronne de tous côtés. Les Etats de Bohême
se veulent servir de lui, comme le singe se
sert de la patte du chat pour tirer les ma-
isons du feu. C'est ainsi que ce Prince elu-
D 6 deit

1619. doit les raisons les plus solides, en répondant par des proverbes populaires. Frédéric n'attendit pas le résultat des lentes délibérations de son beau-père. Le Prince d'Orange, le Maréchal de Bouillon, & les Princes de l'Union Protestante en Allemagne le déterminèrent en apparence à l'acceptation d'une Couronne qu'il avoit souhaitée, & qu'il n'eut jamais envie de refuser. Le faux brillant dont Frédéric se laisse éblouir, l'empêche de sentir le poids, & d'apercevoir toute la solidité des raisons que sa mere & les autres opposoient à une ambition trop ardente. *Demandez avis si on acceptera une Couronne offerte*, dit le Maréchal de Bouillon irrité de ce que l'Electeur semble hésiter ; *c'est se déclarer indigne de la porter & incapable de la défendre.* Bouillon étoit si fier, si transporté de joie, de ce que son neveu montoit sur le trône, que ses amis lui aient écrit le mouvement que bien des gens se donnaient à la Cour de France pour obtenir un des *Cordons bleus* que Louis voulloit distribuer au commencement de l'année suivante, le Maréchal leur répondit d'un air content & railleur, *pendant que vous pensez à faire des Chevaliers, je travaille à faire des Rois.*

On dit qu'Elizabeth d'Angleterre Electrice Palatine, fut celle qui pressa plus vivement Frédéric de ne rejeter point ce qui se presentoit si heureusement. Issuë d'une Maison Roiale, & nourrie à la Cour du Roi son pere, elle prit dès son enfance les sentiments élevés & ambitieux que la proxim-

proximité du trône inspire. L'Électrice ^{1619.} ne pouvoit digérer que son époux délibérât s'il accepteroit une Couronne. Et parce que les passions sont toujours ingénieries à se justifier, l'ambition d'Elizabeth appelloit les motifs de religion à son secours. *Je sacrifierais sans peine jusques à la dernière de mes pierreteries,* disoit-elle, *pour soutenir une cause aussi juste, aussi Chrétienne que celle des Etats de Bohême.* Ce fut à Rottenbourg que Fréderic déclara tout publiquement qu'il acceptoit enfin la Couronne. Il y avoit convoqué les membres de l'Union Protestante, dont il étoit le chef, afin de savoir leur sentiment. Et ils ne manquerent pas de lui parler selon son cœur. Il part incontinent pour Heidelberg, dans le dessein de se rendre au plutôt à Prague.

Fréderic met l'administration des affaires du Palatinat entre les mains du Duc veau Roi de Deux Ponts; & prie l'Électrice douai-^{va en Bohême.} rière d'afflister le Gouverneur de ses conseils & d'avoir soin des jeunes enfans que Fréderic laissoit à Heidelberg. Il partit avec Elizabeth son épouse & le Prince Electoral leur fils ainé. Les Princes d'An-^{Mémoires} halt & un grand nombre de personnes de ^{Louis} Juliane distinguées suivent Fréderic qui va prendre possession d'un Roiaume qui lui fera perdre ^{pag. 147.} son patrimoine & son repos pour le ^{& 148.} reste de sa vie. Une Ambassade magnifique ^{François.} ^{1619.} des Etats de Bohême attendoit à Egra, que le nouveau Roi fut arrivé sur les confins du haut Palatinat & de la Bohême. Quand on sut qu'il étoit à Wald-

1619. Sachsen dernière place du haut Palatinat, les Ambassadeurs y vinrent avec une suite de dix-huit carrosses à six chevaux. Joachim André Comte de Schlick porta la parole au Roi, & le Baron de Rupa complimenta la Reine en François sur son heureuse arrivée. Les Ambassadeurs demandèrent ensuite que Fréderic leur donnât à l'exemple de ses prédecesseurs des Lettres *reversales*, par lesquelles il reconnût tenir la Couronne de l'élection libre des Etats du Royaume, & promit la confirmation des priviléges de la Bohême & des Provinces annexées. L'Acte fut expédié à Waldsachsen le 20. Octobre. On prit ensuite la route de Prague. Fréderic y est reçû avec toute la magnificence imaginable. Jamais on n'entendit de plus grandes acclamations. Lorsque le nouveau Roi entroit dans sa capitale, il vit avec plaisir un bataillon de paysans armés de fleaux, de hâches, de rondelles; tels qu'étoient les soldats du fameux Jean Ziska qui remporta de si grand avantages sur l'Empereur Sigismond. Ces bonnes gens firent des acclamations à Fréderic en Latin.

Couronnement de Fréderic & ne, il fallut chercher un milieu, où plusieurs cérémonies pussent être conservées sans blesser la conscience de Fréderic qui faisoit profession de la Religion Réformée. Afin d'accommoder les choses le mieux qu'il se pourroit, on résolut que l'Administrateur des Hussites feroit la cérémonie du

Mercure François
1619.

du couronnement à la place de l'Archevêque de Prague. Les Hussites ayant conservé presque toutes les cérémonies de l'Eglise Romaine, il fut aisé de régler si bien celle du sacre & du couronnement, qu'il n'y eût rien qui fut de la peine au nouveau Roi, & que le peuple jaloux de l'observation des auctiennes pratiques dans ces occasions extraordinaires, n'y trouvât pas une trop grande altération. Frédéric fut oint & couronné le 4 Novembre dans l'Eglise du Chateau de Prague par l'Administrateur ou Vicaire Hussite de la Métropole de Bohême. Tout se fit avec la pompe accoutumée, aux cérémonies Romaines près, que la Religion des Protestans ne souffre pas. Elizabeth fut couronnée trois jours après de la même manière. On chanta l'Hymne du S. Esprit & des Pseaumes en musique; on recita les Litanies sans aucune invocation des Saints; on dit des collectes & des oraisons en Latin. L'onction, l'anneau, l'épée, le sceptre, la pomme d'or, la couronne; tout fut donné à la manière accoutumée. On prit seulement garde qu'il n'y eût rien de superstitieux dans les formules & dans les prières.

Le jour même du couronnement de la Reine son épouse, Frédéric publie une déclaration des raisons qu'il a d'accepter la couronne de Bohême. C'est à proprement parler, un Manifeste adressé à tous les Rois, Electeurs, Ducs, Princes, Comtes, Barons, Gentilshommes, et à toutes les personnes de quelque condition que ce soit dans

1619.
Acte Cxx.
nations
Frédéric
Prague

me.

2619. dans la Chrétienté. Chacun raisonna sur la
 pièce selon sa religion, ses intérêts, & ses
 préjugés. Les uns la condamnerent ; les
 autres la trouverent solide & bien faite.
 1619. Quelques gens desinteressés sont seule-
 ment étonnés de ce que le nouveau Roi
 Frédéric &c. prend si hautement Dieu & sa conscience
 Déclaratio publica. à témoin, qu'il n'a jamais pensé à s'éle-
 ver au-dessus du rang dans lequel Dieu
 1619. Mémoires de Louise l'a fait naître, & qu'il n'a point brigué la
 Julianne. couronne de Bohême. On aura toujours
 pag. 148. & 149. de la peine à se persuader que cela soit bien
 véritable, disoient quelques-uns ; Mais en-
 fin le perjure se peut sauver par ce que
 Frédéric ajoute, qu'il n'a pas employé de mau-
 vais moyens & qu'il n'a corrompu qui que ce
 soit pour obtenir son suffrage. Tout cela
 peut être vrai d'une certaine manière. C'est
 à Dieu qui sonde les cœurs, de juger de la vé-
 rité de ce que le Roi de Bohême avance. On
 approuva généralement ce qu'il dit à la fin
 de sa déclaration, qu'il ne vouloit inquié-
 ter personne sur la Religion ; qu'il prenoit
 les Catholiques Romains sous sa protection
 spéciale, & qu'il les maintiendroit tou-
 jours dans la liberté de leur conscience,
 & dans leurs priviléges. Frédéric garda
 religieusement sa parole, tant qu'il fut en
 possession de son Roiaume. Les Prêtres
 & les Religieux jouirent de leurs biens &
 de leurs droits, comme sous les regnes
 précédens. Il seroit inutile de donner ici
 l'extrait de la déclaration. Après avoir
 lû ce que j'ai rapporté jusques à présent
 de ce qui se passa dans la Bohême &
 dans l'Empire, on devine aisément ce
 que

que Frédéric pouvoit alléguer en sa fa- 1619.
veur.

Il se rendit bien-tôt de Prague à Nu- Les Prin-
remberg. Les Princes de l'Union Pro- ces de
testante y tenoient une grande assemblée, l'Union
& la présence du Roi de Bohême y étoit ^{stante} Prote-
nécessaire, afin qu'on y prît des résolutions assiem-
qui lui fussent favorables. Le Comte déblent à
Hohenzollern vint à Nuremberg de la berge &
part de sa Majesté Impériale. Elle l'avoit-ux de la
chargé d'un long mémoire, qui contenoit ^{Ligue Ca-}
plusieurs propositions pour la paix de ^{de a} Wirtz-
l'Empire & sur les affaires de Bohême. ^{bourg.}
Ferdinand se plaignoit des Bohémiens ^{en}
général: mais il ne disoit rien contre Fré-
deric. On garde quelques ménagemens
avec lui, jusques à ce que ses affaires ne
soient plus en si bonne situation. Les
propositions de l'Empereur sont reçues ^{Mémoires}
avec respect; & les Princes y répondent ^{de Léopold}
par un autre mémoire. Après de grandes ^{pag. 150.}
& vives plaintes des injustices faites aux ^{Mercure}
Protestans, & des infractions continuelles ^{François}
des traités de pacification, dont les Prin- 1619. Na-
ces unis demandent la réparation, ils té- ^{nii Historia}
moignent être dans le dessein de s'opposer ^{1619.}
à l'oppression des Etats de Bohême, & de
maintenir Frédéric, du moins dans la pos-
session de ses païs héréditaires. Cela fit
juger au Comte de Hohenzollern que le
parti du Roi de Bohême prévaloit dans
l'Assemblée. N'ayant plus rien à repre-
senter, il publie un Manifeste où il tâchoit
de faire voir la justice des prétentions de
Ferdinand à la couronne de Bohême. Cet
écrit ne servit qu'à donner une nouvelle
jalou-

1619. jalouse aux Princes unis. On fendoit uniquement le droit de l'Empereur sur cette maxime, que le Royaume de Bohême est seulement électif, en cas qu'il ne reste personne de la Maison regnante. Tout le monde étoit persuadé du contraire. Chacun trouve mauvais que la Maison d'Autriche prétende que la Bohême lui appartient par droit de succession.

Pendant que les Princes de l'Union Protestante font à Nuremberg, ceux de la Ligue Catholique assemblés à Wirtzbourg, prennent des mesures pour le maintien de leur Religion en Allemagne. C'étoit leur manière de parler. Par la Religion Catholique on entendoit le rétablissement des affaires de l'Empereur. *L'un est inseparable de l'autre*, disoit-on. Le Roi d'Espagne eut ses Ambassadeurs à Wirtzbourg, & le Duc de Lorraine demanda d'entrer dans la Ligue. On l'y reçut volontiers. Maximilien Duc de Bavière est déclaré Général de l'Armée des Catholiques confédérés ; & le Pape promet un secours d'argent. C'étoit plutôt par bienfaveur, que par un désir sincère de sacrifier une partie de ses revenus pour la défense d'une cause où l'autorité Pontificale étoit fort intéressée. Les Borghèses ses néveux vouloient profiter du temps : il leur étoit précieux. On ne croioit pas que Paul V. pût vivre encore plusieurs années. Ces Messieurs ne prétendoient pas être encore assez riches. Du soin de donner des secours plus effectifs à l'Em-

l'Empereur, ils s'en reposerent sur le zèle du successeur de leur oncle. 1619.

Les Princes Protestans bien informés des resolutions prises à Wirtzbourg , envoient des Députés à Munic avec ordre de faire expliquer le Duc de Bavière. On présente de longs mémoires à son Altesse: elle y fait d'amples réponses. Les Protestans demandoient la réparation de leurs griefs , & que les Catholiques eussent à desarmer; faute de quoi les Protestans serroient obligés de pourvoir à leur propre seureté. Le Bavarois gagné par les offres secrètes que l'Empereur lui fait de le dédommager de la couronne Imperiale refusée , aux dépens de celui qui voulut la mettre dans la Maifon de Bavière ; Maximilien, dis-je , répond avec assez de fierté aux demandes des Princes unis. Il leur déclare que lui & les autres Catholiques ont de justes raisons d'être bien armés. De maniére qu'après la séparation de ces deux Assemblées , chacun se prépare tout de bon à voir une guerre civile allumée dans toute l'Allemagne. On fit à Nuremberg une chose qui n'accommoda point les affaires du Roi de Bohême. Quelques villes de l'Union Protestante ayant remontré que les repartitions ne se faisoient pas également, & que certains Princes profitoient seuls des contributions , il fut résolu que les membres de l'Union n'armeroient que pour leur commune défense , & qu'on ne fourniroit point d'argent à l'Armée de Bohême. Voilà donc Frédéric reduit à lever & à entreteair des troupes nombreuses à ses

1619. ses propres dépens & à la charge de ses nouveaux sujets:

L'Électeur de Saxe se déclare pour l'Empereur.

Nani Historia Vetera t. IV.

*Puffendorf Commen-
tar. Rerum Suecica-
rum, t. I.*

Deux autres choses lui firent encore grand tort. L'Electeur de Saxe se déclare hautement pour Ferdinand dans une Assemblée du Cercle de la basse Saxe. Je ne crois pas, disoit-il, qu'on doive rendre la Religion Protestante odieuse à tout le monde, en soutenant une aussi mauvaise cause que celle des Etats de Bohême. Son Altesse étoit gagnée par les promesses avantageuses que l'Empereur lui fit. Les Catholiques habiles à mettre la division parmi ceux qu'ils ne peuvent détruire tous ensemble, représentent aux Luthériens qui deferoient extrêmement aux sentimens du Saxou, que le parti Calviniste dont Frédéric est le chef, ne hait pas moins les Luthériens que les Catholiques, & que s'il devient une fois supérieur, il ruinera sans aucune distinction ceux de la Communion du Pape & ceux de la Confession d'Augsbourg. Ce préjugé des Luthériens est si fort, que dans cette révolution ils aiment mieux favoriser l'Empereur que le Roi de Bohême. Ils en furent bien punis dans la suite. Quand Ferdinand crut n'avoir plus rien à ménager, il ne maltraita pas moins les Luthériens que les autres. Enfin pour dernier surcroit de malheur ; le Comte de Thurn & Mansfelt ne servent plus Frédéric avec le même zèle. Ils ne pouvoient digérer que le Prince d'Anhalt obtint à leur préjudice le commandement général des Armées du Roi de Bohême. L'infortuné Frédéric n'est pas long-

long-temps sans connoître la vérité de ce qu'il a prévu lui-même, & de ce que sa vertueuse mère lui a prédit. 1619.

Pendant que l'Empereur s'appliquoit à faire des Amis en Allemagne & à gagner ceux de la Confession d'Augsbourg, il tra-^{voie de-}_{mander du} vailloit encore à obtenir du secours des Princes étrangers, ou du moins à les empêcher d'en donner à ses ennemis. Les Rois de France & d'Angleterre étoient ceux dont Frédéric pouvoit espérer de la protection; & leurs intérêts sembloient les engager fortement à souhaiter l'abaissement de la Maison d'Autriche. Les Espagnols prirent habilement le dessus au Conseil d'Angleterre. Jacques desavoua hautement son beau-fils. L'entreprise étoit à l'entendre dire, temeraire & injuste. Vittorio Sisi Mé-^{Mémoires de Louise Juliane.}_{morie re-} Espagnol a si bien réussi auprès de sa Majesté Britannique, pense à gagner la Cour Tom. V. de France. Le Nonce du Pape & l'Am-^{pag. 152.}_{67. 87. 88.} bassador d'Espagne tâcherent de méanger si bien les esprits, que le Comte de François Furstemberg Ambassadeur extraordinaire de Ferdinand pour demander du secours à Louïs, pût réussir dans sa négociation. Depuis que le Duc de Luines eût donné sa parole aux Archiducs des Païs-Bas, le Cardinal de Retz sa créature, le Jésuite Arnoux Confesseur du Roi & intime confident du Favori, les Pensionnaires du Roi d'Espagne, & la caballe des bigots agissent vivement en faveur de Ferdinand. Gonzague Duc de Nevers se rend le plus ardent solliciteur de sa Majesté Impériale.

1619.

Il ne prévoit pas que celui dont il veut rétablir les affaires, fera un jour son plus puissant & son plus dangereux ennemi.

Les émissaires du Pape & du Roi Catholique n'eurent pas un si facile accès chez quelques grands Seigneurs, & auprès des anciens Ministres d'Etat. Imbus des maximes d'Henri IV, ceux-ci ne vouloient pas que le Roi se fit une affaire d'empêcher la diminution de la puissance d'une Maison ennemie irréconciliable de celle de France. Furstenberg trouve la Cour de Louis partagée sur le sujet de son Ambassade. Il y répand d'abord un certain écrit sous le nom *d'Avis envoié aux Rois & aux Princes sur les causes des mouvements de l'Europe*. C'étoit une déclamation puérile & mal concertée d'un vieux Conseiller d'Etat, qui prétendoit effrayer les Rois & les Princes, en les avertissant d'une conspiration chimérique de les dégrader tous, & d'établir par tout le gouvernement Républicain. Les gens d'esprit se moquèrent de ce petit artifice de la Maison d'Autriche. Furstenberg en eut honte lui-même, quand on lui fit lire une Lettre du Maréchal de Bouillon au Roi. Elle fut publiée dans le dessein d'empêcher que le monde ne se laissât surprise aux clamours des Ministres de Rome & d'Espagne.

Lettre du Maréchal de Bouillon au Roi

Bouillon qui se faisoit un si grand mérite d'avoir contribué à l'élevation du P. latin son néveu, emploioit tout son esprit & toute son adresse à le maintenir dans la Bohé-

Bohême, contre les efforts de la Maison d'Autriche. Non content d'agir auprès du Prince de Condé & des Ministres d'Etat, ^{baffade} afin qu'ils ne se laissent point éblouir ^{envoiee par l'Em-} par les remontrances artificieuses de Ferdinand, le Maréchal écrivit une belle Lettre au Roi. Sans parler du droit de Frédéric à la couronne de Bohême en vertu de l'élection des Etats du pays. Bouillon s'arrête uniquement à l'intérêt & ^{Mercure} à la part que Louis devoit prendre aux ^{Francois.} mouvemens présens de l'Allemagne. C'est ^{1619.} une chose assez connue, Sire, disoit-il admirablement bien, que l'Empereur Ferdinand voiant l'autorité de sa Maison presqu'entièrement perdue en Allemagne, & n'ayant gueres d'espérance de la relever par ses propres forces & par celles de l'Espagne, il voulut faire de son intérêt particulier une cause commune de Religion, & engager tous les Princes Catholiques à l'aider au recouvrement de ce qu'on lui ôte. Voilà pourquoi son Ambassadeur demanda du secours à votre Majesté contre le Roi de Bohême. Vous avez tant de discernement, Sire, que vous démetrez sans peine la cause véritable du présent apparent, en vous souvenant que la Religion Catholique est maintenue dans le Royaume de Bohême & dans les Provinces incorporées, & que les Loix établies pour la liberté de conscience y sont exactement gardées. Puisque l'affaire dont il s'agit est purement politique, votre Majesté voudroit-elle se déclarer en faveur de la Maison d'Autriche contre le chef de la Maison Palatine affiliée de la vôtre & de la couronne de France? Les

1619. Les Electeurs Palatins ont souvent assisté les Rois vos prédecesseurs, & principalement le feu Roi votre pere, quand il combatoit pour la defense de sa personne & de son droit à la couronne qu'il vous a laissée. Outre que le Roi de Bohême est étroitement lié avec les Princes & les villes de la Religion Protestante en Allemagne, il appartient de fort près au Roi d'Angleterre, dont il a épousé la fille. Ce Prince prudent & équitable, qui a toujours eu de bonnes intentions pour votre Royaume, s'intéresseroit sans doute, s'il voioit que sous un faux prétexte, on voulut ruiner son beau-fils, & le priver de ses Etats héritaires.

Si votre Majesté veut prendre parti dans cette affaire, je croi, Sire, qu'il est de votre prudence & du bien de votre Etat, de preferer les meilleurs & les plus anciens alliés de la Couronne, & de les secourir s'ils en ont besoin, afin d'arrêter les progrès que la Maison d'Autriche voudroit faire aux dépens des Princes incapables de lui résister. Les Rois vos prédecesseurs ont toujours assisté ceux qu'elle entreprenoit d'opprimer. Le Roi Henri II. protegea les Princes Protestans d'Allemagne contre l'Empereur Charles-Quint. Le feu Roi votre pere a constamment favorisé les Etats des Provinces-Unies. Enfin votre Majesté a suivi les mêmes maximes en assistant l'Electeur de Brandebourg & le Duc de Neubourg dans l'affaire de Clèves & de Juliers, pour s'opposer au projet que l'Empereur & le Roi d'Espagne avoient fait de s'emparer de cette succession. Quelques-gens essaient de vous détourner de marcher sur les traces

traces du Roi votre pere , en persuadant à 1619. votre Majesté qu'on en veut à la Religion Catholique , & qu'elle est perdue en Allemagne , parce que les Etats de Böhème ont élu un nouveau Roi. Mais vous n'ignorez pas , Sire , que les Böhmiens pensent seulement à maintenir leur liberté , leurs priviléges , & les Loix établies chez eux tant pour la Religion que pour la Police. Ils se plaignent qu'elles ont été renversées dans le dessein de rendre héréditaire un Roiaume qui depuis immémorial dépend de la libre élection des Etats du païs.

C'est une chose digne de votre zèle & de votre piété , Sire , que d'avoir soin de la Religion dont vous faites profession. Vous devez même la défendre contre ceux qui voudroient l'opprimer. Il semble que les Princes Catholiques d'Allemagne ont raison de se tenir armés , afin d'empêcher qu'on n'entreprene sur leur Religion , ou sur leurs Etats , pourvu qu'ils s'en tiennent là. Mais cela paroît presqu'impossible. On emploie de trop grands artifices afin de les porter plus loin. Il n'y a que l'entremise & l'autorité de votre Majesté qui puisse retenir les uns & les autres , en déclarant qu'elle veut conserver la paix & le repos dans l'Empire , maintenir chacun dans la jouissance des priviléges du païs , tant pour la Religion que pour le gouvernement politique , & assister ceux qui les veulent défendre contre les autres qui entreprennent de les violer & de les enfreindre. Vous pouvez , Sire , procurer un si grand bien à l'Allemagne , en moignant la tenue d'une Diète , où les Rois & les Etats voisins non

lesq. intéressés, saient conviés d'intervenir par leurs Ambassadeurs. Dans une pareille Assemblée, on cherchera d'un commun accord les divers prétentes de prendre les armes, d'assurer la Religion, de guérir les Catholiques de leur défiance & de leur crainte, d'affermir l'autorité de l'Empereur affaiblie & ébranlée, d'éteindre enfin un feu capable d'embraser l'Allemagne & toute la Chrétienté. C'est par là, Sire, qu'à l'exemple des Rois vos prédecesseurs, vous vous rendrez le père commun & l'arbitre de la paix dans l'Empire, & dans toute l'Europe.

Avis diffé-
rents
dans le
Conseil
de France
sur les af-
faires
d'Allemagne.

Pittorio
Giri Memoriere re-
condite.
Tom. V.
pag. 87.
& 88.
Lettres de
Bentivoglio.

On ne pouvoit donner un avis plus sage, ni plus avantageux à la France. La Lettre est certainement digne de la lumiére, de la pénétration, & de la prudence consummée du Maréchal de Bouillon dans les affaires d'Etat. Mais quoi que tout le monde soit d'avis dans le Conseil du Roi, que sa Majesté ne doit pas reconnoître le nouveau Roi de Bohême, les esprits sont si partagés sur ce qui concerne l'Empereur & la Maison d'Autriche; & chacun a des intérêts si différents, qu'il ne fut pas possible de les faire convenir des mesures que Louis devoit prendre. Le Duc de Nevers toujours zélé pour l'Empereur, propose qu'on envoie sous son nom un puissant secours à sa Majesté Impériale. Il offre de le conduire en qualité de chef d'un nouvel ordre de Chevaliers qu'il s'est avisé d'instituer. Luines, le Cardinal de Retz, & le Jésuite Arnoux appuioient fortement la proposition de Nevers. Le Prince de Condé

Condé & le Duc de Guise conseilloient au Roi d'être neutre, & d'attendre qu'on le fit l'arbitre des differends de l'Allemagne. Le Chancelier de Silleri, du Vair Garde des Seaux, le President Jeannin & le Comte de Schomberg furent du même sentiment. Mais Louis prévenu par son lâche Favori, déclare qu'il veut secourir l'Empereur. Une resolution si contraire aux intérêts du Prince qui la prenoit, désole les gens bien intentionnés pour son service. L'Ambassadeur d'Angleterre s'en plaignit au nom du Roi son maître. Jacques desavouoit son beau-fils: mais il ne vouloit pas souffrir que la Maison d'Autriche tâchât d'enlever le Palatinat à ses petits-enfans. Les Ministres de France appaisèrent le Ministre de sa Majesté Britannique, en faisant naître de grandes difficultés, quand il fut question de déterminer quel seroit le secours que Louis fairoit espérer à Ferdinand. Le Comte de Furstemberg eut beau demander une réponse positive, il ne put tirer autre chose des Ministres, sinon que le secours seroit digne du Prince qui l'enverroit & proportionné aux besoins de l'Empereur. Furstemberg part là-dessus au commencement de l'année suivante; & charge le Nonce du Pape & l'Ambassadeur d'Espagne de solliciter l'exécution des bonnes paroles que Louis donnoit à sa Majesté Impériale.

L'an 1620. s'ouvrit en France par la ^{1620.} Création création de cinquante-cinq Chevaliers des ordres du Roi & plus. Le Duc d'Anjou grand frere

1620. frere unique de Louïs étoit le premier.
 Le Comte de Soissons Prince du Sang ,
 Cheva- les Ducs de Guise , de Malenne , de
 lier, des Chevrieuse , de Vendôme , d'Angoulême ,
 ordres du Roi. d'Elbeuf , de Montmorenci , d'Ufés , de
 Retz , & de Luines reçurent aussi le Cor-
 don bleu. Des Seigneurs ou des Gentils-
 hommes distingués furent choisis pour
Lettres di- remplir le reste de places vacantes. Les
Bentivo- Vaudevilles qui ne manquent jamais de se
glio. faire en de pareilles rencontres , disent que
Mercure
François. dans ce grand nombre de Chevaliers , il
 1620. se trouva des roturiers & des gens qui ne
Pièces en- virent jamais l'Ennemi. Les traits de sa-
vies fait- tes durant tire qu'on lançoit alors d'une manière fort
&c. piquante , attaquoient particulierement le
Connetable Favori & ses deux frères. Le déchaine-
de Luines pag. 1. 2. ment fut égal à la Cour & la ville con-
&c. tre l'élevation des trois Luines faits Che-
Journal de valiers en un même jour. Et certes , il
Bassano pierre. n'est guéres possible de trouver une plus
 grande rapidité de fortune. En moins de
 trois ans l'ainé des trois frères obtient le
 rang de Duc & Pair & le Gouvernement
 d'une Province considérable. On donne
 le bâton de Maréchal de France au cadet ,
 afin qu'il épouse avec plus de dignité l'he-
 ritière de la Maison de Pequigni. Nous
 l'appellerons désormais le Maréchal de
 Chaulnes. Enfin le dernier deviendra bieu-
 tôt M. le Duc de Luxembourg , en se
 mariant à l'heritière de la Maison de Pi-
 ney-Luxembourg , dont il prit le nom &
 les armes , comme Cadenet avoit pris le
 nom & les armes de celle d'Ailli de Pe-
 quigni.

Ceux

1620.

Ceux qui déchaurent de leurs prétentions au Cordon bleu , augmenterent le nombre des mécontents. Le Marquis de Cœuvres étoit allé depuis quelque - temps à Rome en qualité d'Ambassadeur. Il fut si choqué de se voir omis dans la nombreuse promotion , qu'il demanda son rappel. *Je ne puis plus demeurer à Rome avec Vittorio honneur ,* disoit-il. On tâche de l'appaiser Siri Mérornie recondite. en lui promettant quelque chose qui l'accommodera mieux. Luines étoit bien aise Tom. V. pag. 102. de tenir hors de France un homme actif & pag. 102. intriguant qui pouvoit beaucoup sur l'esprit du Duc de Vendôme. On trouva fort mauvais à la Cour de Rome , que dans la pompeuse cérémonie qui se fit à Paris pour la création des Chevaliers , les Cardinaux ne fussent pas au - dessus des Princes du sang. Telle est la constante & ridicule ambition des gens du Clergé d'un Evêque successeur , si nous l'en voulons croire , de l'Apôtre qui a donné aux Ecclesiastiques les plus vives leçons & les plus grands exemples de modestie & d'humilité. La Cour de France se mocqua de l'arrogance des Cardinaux , comme elle avoit déjà fait en quelques occasions. Les Princes du sang ayant refusé de donner le pas à des Prêtres , il fallut se retirer avec une sensible mortification , de la salle où le Roi regaloit ses Chevaliers. Je louerois volontiers les Princes du sang de soutenir bien leur rang , s'ils n'avoient eu la bassesse de céder ensuite le pas aux Cardinaux , pour faire leur cour à un premier Ministre revêtu d'une pourpre qui

1620. mérite le mépris de toutes les personnes de bon sens.

Le Duc de Luynes occupé de sa fortune & de l'élévation de ses frères, à quoi
Ministres les Ministres du Pape, du Roi d'Espagne,
du Pape & des Archiducs des Pays-Bas témoignent
& du Roi d'Espagne prendre grand intérêt, suit aveuglément
en France, toutes les impressions que ces gens artificieux
lui font donner par le Jésuite Arnoux qu'il écoute comme un oracle. Leur
grand dessein, c'étoit d'engager le Favori
à faire la guerre aux Huguenots. Que si
cela ne réussissoit pas, ils se préparoient à
fomenter les partis & les factions qui s'aug-
mentoient à la Cour de France, afin que
Louïs occupé chez lui d'une manière ou
d'une autre, ne pût entrer dans les affaires
d'Allemagne. On souhaitoit plus que tou-
te autre chose, qu'il travaillât à ruiner les
Réformés, pendant que l'Empereur, le
Duc de Bavière, & les Princes de la Li-
gue Catholique attaqueroient les Protestans
en Allemagne. Le projet en est formé.
On doit en commencer l'exécution, dès que
les affaires de Ferdinand qui semblent
prendre une meilleure situation, seront ré-
tablies. La Cour de Rome & le Conseil
de Madrid ne comptoient pas trop sur le
secours que Louïs promit à Ferdinand.
On ne doutoit pas que le Prince de Con-
dé, plusieurs grands Seigneurs, & les Mi-
nistres d'Etat n'eussent quelqu'égard aux
remontrances du Maréchal de Bouillon.
Quelle apparence y avoit-il que la Fran-
ce emploierât ses forces à rendre la Maison
d'Autriche plus puissante ? Louïs devoit
affectionner

affecter une espece de neutralité , & emploier tout au plus ses bons offices à pacifier les troubles d'Allemagne. Ainsi la prudence vouloit que les Ministres du Pape & du Roi Catholique en France , se bornassent à ces deux choses ; à donner de l'occupation à Louïs dans son Royaume , afin qu'il ne pût secourir le Palatin , que l'Empereur prétend chasser de Bohême , & dépouiller ensuite de ses Etats héréditaires ; & à faire en sorte que les négociations que la France voudroit entamer pour la paix de l'Allemagne , fussent favorables aux intérêts de la Maison d'Autriche. Les Espagnols étoient sûrs que les Ministres de sa Majesté Très-Chrétienne , auroient des ordres précis , de n'être pas trop contraires à Ferdinand. Il ne reste plus qu'à faire donner Luines dans le piège qu'on lui prépare , afin qu'il pousse les Huguenots aux dernières extrémités.

Arnoux Confesseur du Roi servoit de tout son cœur le Nonce du Pape & l'Ambassadeur d'Espagne , dans leur dessein d'allumer , s'il étoit possible , une guerre de Religion en France. Et Luines à qui la conjoncture paroît favorable pour obtenir l'épée de Connétable , unique & principal objet de son ambition démesurée ; le Favori , dis-je , fait aveuglément tout ce que le Jésuite lui suggère. On avoit déjà causé de furieuses allarmes à l'Assemblée des Réformés à Loudun , en lui envoyant des Commissaires avec un ordre précis de se séparer le 25. Janvier au

1620. *Mercure François* plutôt. Cela fit juger aux membres de la Compagnie que la Cour ne pensoit nullement à donner satisfaction aux Eglises Réformées sur leurs griefs. L'Assemblée résolu donc d'envoyer de nouveaux Députés

Bernard Histoire de Louis XIII l. IV. à l. IV. lut donc d'envoyer de nouveaux Députés au Roi & de lui permettre de demeurer à Loudun , jusques à ce que sa Majesté eût

Vie de M. du Plessis-Mornay. Lettres & Mémoires du même. 1620. répondre aux cahiers qui lui furent présentés. Ou écrit en même-temps une Lettre circulaire à toutes les Eglises Réformées , afin de les avertir de ce qui se passoit , & de leur déclarer les raisons que l'Assemblée a de ne se séparer point , & de les exhorter à demeurer fermes & constantes dans l'union qu'elles se sont reciprocquement promise.

De peur que de si fréquentes remontrances ne rebutassent le Roi , la Haie qui étoit à la tête de la nouvelle députation , en fit des excuses à sa Majesté d'une manière fort respectueuse en lui présentant la Lettre de l'Assemblée . Puisque Dieu veut bien être importuné par les prières de ses créatures , dit-il , nous espérons , Sire , que votre Majesté , qui en est la vive image , ne rejettéra pas les très-bumbles supplications que nous vous faisons encore , en nous prosternant aux pieds de votre Majesté , pour lui demander quelque soulagement à nos maux . Les Assemblées qu'il vous plait de permettre , ne doivent pas seulement nommer des Députés qui résident à la Cour , leur fin principale , c'est de vous représenter les plaintes de nos Eglises , d'attendre que votre Majesté y ait pourvu , & de remporter dans les Provinces des réponses favorables à nos Cahiers .

biers. Nous vous supplions, Sire, de jeter
les yeux sur nos malheurs, de nous faire
sentir les effets de votre clémence & de votre
justice ; enfin, d'apporter des remèdes salu-
taires à nos plaies. On tâche de les rendre
mortelles en vous détournant de les guérir.
Quelque soumises, quelque pressantes que
fussent ces instances, elles ne firent aucu-
ne impression sur le cœur d'un jeune Prin-
ce que son Favori & son Confesseur for-
moient à la dureté, & à l'envie d'être obéi
sans replique. Puisque vous n'avez rien
de nouveau à me représenter, dit-il d'un
air sévère & impérieux à la Haïe, & à ses
Collègues; obéissez & retirez-vous. J'ai
fait entendre ma volonté à votre Assemblée
par ses Députés précédens, & par les Com-
missaires que j'ai envoiés à Loudun. La
Haïe ayant témoigné vouloir remontrer
encore quelque chose, sa Majesté fit signe
à l'Huissier du Cabinet, d'en faire sortir
des gens qu'elle n'étoit pas bien-aise d'é-
couter. Le Chancelier de Silleri tâche
seulement de prévenir les mauvais effets
qu'une pareille hauteur peut produire,
en disant aux Députés tout consternés,
que si l'Assemblée nomme des gens
pour traiter avec le Conseil du Roi, on
trouvera le moyen d'accorder les af-
fares.

Les Réformés n'étoient pas les seuls
qui fissent des remontrances au Roi. Il
en eussent de plus fortes & de plus chagri-
nautes de la part du Parlement de Paris.
On y avoit envoié un Edit pécuniaire à
vérifier. Les Magistrats y trouvèrent des
Remon-
trances des
Parlement
de Paris
au Roi à
l'occasion
d'un Edit
pécuniai-
re diffi-

1619. difficultés d'autant plus grandes, que les Gramond Cours souveraines & subalternes y avoient Histeria- quelque intérêt. Il s'agissoit d'ériger l'em-
Gallia. ploï des Procureurs en titre d'Office ; bien
l. V.

Pièces en- entendu qu'ils paieroient pour cela une cer-
riences du- taine somme d'argent. Quoique selon la
rant le re- coutume établie depuis long temps, le
gne du Con- niable de Conseil du Roi eût coloré le nouvel Edit
Luines du prétexte spacieux du bien public ; le
pag. 35. Parlement chagrin de ce qu'en ruinant les
36. 37. Mercure gens, on prétend leur faire accroire qu'on
François leur procure de grands avantages, apporte
1619. quelques difficultés à l'enregistrement de
l'Edit : & ce fut inutilement que le Roi
envoya des ordres exprès de passer outre.
Irrité de cette résistance, Louis va au
Parlement, suivi du Duc d'Anjou son fré-
re, du Prince de Condé, du Comte de
Soissons & de quelques Seigneurs, pour se
faire obéir sans aucune contradiction. Mais
il trouva des Magistrats plus intégrés &
plus courageux que ceux qui ont trahi
honteusement leur patrie par une lâche
complaisance pour son fils.

Il n'y eut que du Vair Garde des Sceaux
qui acheva de perdre en cette rencontre
l'estime & la réputation que sa droiture &
sa probité lui avoient acquise lorsqu'il fut
élevé à la seconde Magistrature du Roien-
me. Pour avoir plus de droit à posséder
un Evêché sans faire aucune fonction Ec-
clésiastique, du Vair s'étoit mis en tête
d'être Cardinal. Dans ce dessein il se dé-
voue entièrement au Duc de Luines. Voici
donc le Garde des Sceaux qui parle fort
au long dans le Parlement en faveur du
peu-

pouvoir abfolu des Rois , & qui blâme hautement la résistance des Magistrats. 1620.
 Vous pouvez bien faire une ou deux remontrances , leur dit-il , mais si le Roi ne veut pas y avoir égard , vous devez lui obéir aveuglément. Les Parlemens^y sont établis pour rendre la souveraine autorité des Rois plus supportable au peuple , & non pour leur résister. Dire le contraire , c'est vouloir passer pour ignorant , ou pour rebelle. Comme les Rois par une sage condescendance , ont soumis leurs Ordonnances & leurs Edits à l'examen du Parlement , ils peuvent lui ôter ce privilège quand ils le jugeront à propos. Le refus opiniâtre que vous faites d'enregistrer l'Edit que sa Majesté vous a envoié , est d'un pernicieux exemple. Voulez-vous apprendre au peuple qu'on peut résister à la volonté du Roi , & que les Edits tirent toute leur autorité du consentement que le Parlement y donne ? Du Vair finit sa harangue en menaçant de l'indignation & de la colère du Roi ceux qui refuseroient plus long temps de lui obéir. On ne fut pas extrêmement surpris de la servile adulatration du Garde des Sceaux. Il avoit dégénéré de son ancienne vertu en plusieurs rencontres. Et le monde se persuadoit qu'il y avoit plus d'affectation que de sincérité dans l'austère probité qu'il affectoit avant l'éloignement de la Reine mère.

Verdun premier Président au Parlement de Paris entre assez rarement sur la scène dans l'Histoire de Louis XIII ; mais c'est toujours avec honneur. Il témoigna en cette occasion que les nobles sentiments

1620.

de l'ancienne liberté Françoise, n'étoient pas encore éteints dans le cœur des principaux Magistrats. Verdun déclare nettement qu'ils ne céderont qu'à la violence. Sire, dit-il avec beaucoup de courage & de gravité, nous avons un extrême regret de ce que la nécessité de vos affaires, semble vous engager à priver votre Parlement de son ancien droit de connaitre des besoins de l'Etat, & de délibérer sur les Edits que vous lui envoiez. Comme l'omission de vous soumettre à cette loi inviolablement observée de tout temps par vos prédecesseurs, est un pré-sage de la décadence & de la diminution de votre autorité Riale, nous redoublerons désormais nos vœux pour la prospérité de votre Regne. Nous prierons Dieu, Sire, qu'il vous fasse connaitre le préjudice que les auteurs de ces conseils violens font à la Majesté du Souverain. Et puisque nous ne pouvons en prévenir les suites pernicieuses, nous mettrons dans nos registres, pour la décharge de nos consciences envers Dieu & envers notre Roi le nom & les qualités de ceux qui vous ont conseillé de n'écouter pas nos justes remontrances. On croit maintenant en France que l'autorité du Roi est plus grande & mieux établie que jamais, parce que le Parlement est réduit à vérifier les Edits dès que sa Majesté les envoie. Le sage & judicieux Président de Verdun n'étoit pas de cet avis : & tous les hommes de bon sens n'en feront jamais. Plus le peuple est esclave; plus le Roi perd de la solide & véritable puissance qu'un Prince éclairé doit rechercher.

Ser-

16208

Servin Avocat Général ne parla pas moins fortement. Après avoir établi le droit incontestable que le Parlement a toujours eu d'examiner les Edits du Roi , & de s'opposer avec respect à ceux qui sont contraires au bien public , l'incomparable Magistrat s'adresse ainsi au jeune Louïs. *Ceux qui ont donné ce conseil à votre Majesté de faire enregistrer l'Edit nonobstant les remontrances de votre Parlement , ne vous ont montré , Sire , que la grandeur de votre pouvoir : & nous en convenons avec eux . Mais ils devoient vous parler en même - temps de ce que la justice & la clémence exigent de vous . C'est une chose étrange que ces gens ne vous aient pas représenté la misère du peuple pour lequel nous faisons des remontrances . Quel sujet y a-t-il d'augmenter les subfides & les impôts , lorsqu'on devroit les diminuer ? Votre Majesté veut - elle obliger ses Sujets à quitter leurs biens & leur patrie , & à se retirer dans les païs étrangers , où ils trouveront plus de repos & de douceur ? Lui - nes qui accompagna le Roi au Parlement , eut le chagrin & la mortification d'entendre dire encore à l'Avocat Général , que ceux qui conseilloient au Roi ces levées extraordinaires de deniers , vouloient en profiter.*

Irrité de ce que les Magistrats parlèrent si librement ; encore plus de ce qu'ils l'avoient clairement désigné , le Favori persuade au Roi de mander le lendemain les Présidens , le Procureur & les Avocats Généraux & de leur faire une forte reprimande. C'est une chose ironie , leur dit le

I^e HISTOIRE DE

1620. Garde des Sceaux avec une sévérité affectée, que des Magistrats aient parlé au Roi avec autant de hardiesse & de temerité que vous parlez hier à sa Majesté. Elle l'a souffert patiemment. Que cela vous apprenne que le Roi a plus de clémence & de bonté qu'aucun de ses Prédecesseurs. Soyez cependant que les anciens Magistrats ne se sont jamais oubliés de la sorte. Le Parlement n'a pas d'autre autorité que celle qu'il plaît au Roi de lui donner. Si vous séparez une fois vos intérêts de ceux du Roi, on connaîttra votre faiblesse & vous deviendrez méprisables. Verdun premier Président voulut inculquer encore au Roi, ce qu'il avoit déjà remontré à sa Majesté quelques années auparavant, touchant le droit que le Parlement a d'examiner les Edits que le Roi lui envoie. Mais du Vair devenu aussi lâche esclave de la Cour que Silleri l'étoit alors, interrompit le premier Président pour repeter ce qu'il avoit déjà dit ayant que Verdun prit la parole.

On travaille à l'accommodement cette puissante Compagnie ne se déclare de l'affaire de l'Assemblée pour la Reine mere & pour les Seigneurs de Louvain. La vigueur du Parlement fit rentrer Luynes en lui-même. Il appréhende que dont le mécontentement éclatroit par plusieurs endroits. De peur d'avoir tant de gens à la fois sur les bras, il cherche les moyens d'appaiser le parti Huguenot qui murmuroit plus fort qu'auparavant. Du Vair Garde des Sceaux lui donna mal à propos de nouveaux soupçons, dans sa harangue au Parlement sur la vérification de l'Édit. Il y déclare sans façon que le Roi étant

Mémoires de M. du Plessis-Mornay.

étant obligé de se tenir sur ses gardes contre les Réformés, cette dépense extraordinaire constraint sa Majesté à chercher les moyens de la soutenir de la manière la moins onéreuse au peuple. Le prétexte parut allegué à contre-temps. Le Maréchal de Lesdiguières venu à Paris, afin de se faire recevoir Duc & Pair, & le Marquis de Châtillon s'étoient offerts pour accommoder l'affaire de l'Assemblée de Loudun. Ils y travailloient conjointement avec le Prince de Condé & le Duc de Luines. A quel propos du Vair venoit-il donc augmenter les ombrages & la défiance des Huguenots ? Etoit-il du nombre de ceux que Bentivoglio Nonce du Pape gagna pour porter le Roi à tourner ses armes contre ses propres Sujets ? Si cela est, du Vair tenta inutilement d'entonner la trompette de la guerre civile. Luines effrayé du foulement des Magistrats à la vérification de l'Edit, devient plus traitable, quand il faut parler de donner quelque satisfaction à l'Assemblée de Loudun. Le Favori a peur d'avoir trop d'ennemis à combattre, si les Huguenors irrités se joignent aux mécontents, qui parloient déjà fort haut à la Cour, dans la Ville, & dans toutes les Provinces.

Lesdiguières prêt à vendre ceux d'une Religion qu'il n'aima jamais que par intérêt, & leurré par les promesses que Dégéant lui fait de la part du Roi, & de son Favori, Lesdiguières, dis-je, que le Noncé Bentivoglio appelloit fort à propos. Un Ugonotto piadista, che di Huguenot d'Etat, & non de conscience, & le coscienza. Mar-

1620. Marquis de Châtillon qui espére aussi quelque chose de la Cour , conviennent de certains articles avec le Prince de Condé & le Duc de Luines En accordant à l'Assemblée la continuation des places de seureté pour quatre ans & la reception de deux Conseillers au Parlement de Paris , les Députés devoient se séparer. Pour ce qui est des autres demandes , le Roi promettoit d'y avoir égard dans six mois , & d'écouter dans sept au plûtard , les remontrances que les Eglises Réformées faisoient contre la restitution des biens Ecclésiastiques dans le Bearn. Et parce que tous ces délais sont suspects à l'Assemblée de Loudun , le Prince de Condé & le Duc de Luines s'engagent à faire obtenir un Brévet , qui permettra aux Députés de se rassembler , en cas que les promesses de sa Majesté ne soient pas exécutées. Les-diguères envoie un de ses confidens à Loudun afin de persuader à l'Assemblée d'accepter les conditions de bonne grace , du Plessis-Mornai toujours amateur de la paix , joint ses instances à celles du Maréchal , afin que l'accordement se conclue au plûtôt. Quelle fut , bon Dieu ! la surprise du sage Gentilhomme , quand il apprit dans ce temps-là même , que le Prince de Condé avoit porté au Parlement de Paris une Déclaration , par laquelle Louïs ordonnaoit à l'Assemblée de Loudun de se séparer dans trois semaines , faute de quoi les Députés seroient poursuivis comme rebelles & criminels de leur-majesté ?

Du

Du Plessis-Mornai s'épuise en vain à chercher la raison , pourquoi le Prince de Condé qui vient de se rendre garant de l'exécution des conditions que le Roi accorde aux Réformés , parle dans sa harangue au Parlement , comme si Louis avoit résolu de porter ses armes contre eux. *Je ne sais où j'en suis*, disoit du Plessis. *Notre Assemblée se dispose à recevoir ce que le Roi veut bien donner : Et voici une Déclaration foudroyante.* On semble nous menacer de nous poursuivre à outrance. Il ne favoit pas , le bon Gentilhomme , que c'étoit une nouvelle tentative des Emissaires du Pape & du Roi d'Espagne. Après avoir rassuré le Duc de Luines , ils se pousserent encore à porter les choses à la dernière extrémité contre les Huguenots. Et le Favori que son ambition tourne de ce côté-là , écoute ce qu'Araoux Confesseur du Roi dit , dès que le violent & artificieux Jésuite lui proteste qu'il n'y a rien à craindre de la part de la Reine mere , du Duc d'Epernon & de quelques autres Seigneurs. Du Plessis & les autres qui ne penetraient pas dans les intrigues des Ministres de la Cour de Rome & de celle de Madrid , conjecturerent que la Déclaration étoit un artifice du Favori afin de donner de la couleur aux Edits pécuniaires qu'il faisoit publier , & d'arrêter les cris du Parlement. Je ne sai si cette pensée n'avoit pas quelque fondement. Les Magistrats se plaignoient de ce qu'on faisoit des levées extraordinaires de deniers sans aucun besoin , & que le Favori & ses créatures s'enrichissoient

1620. soient du sang du peuple. Quoiqu'il en soit des motifs véritables du Duc de Lui-nes dans la démarche irrégulière qu'il fit faire à son maître, le Nonce du Pape, l'Ambassadeur d'Espagne, le Jésuite Arnoux, & les Pensionnaires de la Maison d'Autriche en triompherent. Sous prétexte d'appaiser le Parlement, on soulevoit le parti Réformé.

Tout semblait se disposer à une guerre de Religion. Les Protestans effraies de la Déclaration parlent déjà comme des gens résolus à ne se laisser pas opprimer sans résistance. Ils crient contre le Ma-séchat de Lesdiguières qui leur devient plus suspect que jamais. On se plaint de l'ingratitude & de la mauvaise foi du Prince de Condé. Il s'étoit rendu porteur d'une Déclaration contre des gens qui s'intéresserent à lui faire obtenir sa liberté & auxquels il s'offre pour caution, que l'on exécutera ce que son Altesse leur promet de la part du Roi. Les Prédicateurs de l'Eglise Romaine se mirent à sonner le tocsin contre les hérétiques à Paris & dans les Provinces. Les écailles tombèrent alors des yeux du bon du Plessis. Il s'aperçut d'une conspiration presque générale pour détruire à force ouverte ceux de sa Religion. Du Plessis écrit fortement au Duc de Monbazon beau-pere du Favori. Il représente à ce Seigneur que les affaires semblent prendre le train qu'elles prirent sous le Règne funeste d'Henri III, & qu'on expose la France au danger d'être bien-tôt toute en feu. Du Plessis re-mon-

L'Assie-
blée de
Loudun
se sépare.

Vie de M.
du Plessis.
Mornas
l. IV.
Lettre, &
Mémoires
du même
1620.
Journal
de Bassompierre.

montrroit encore à Monbazon l'intérêt 1620.
que le Duc de Luines avoit pour l'éta-
blissement de sa fortune, de prévenir tou-
te sorte de guerre civile. Soit que ces
remontrances fissent quelqu'effet ; soit
que Luynes & Lesdiguières changeas-
sent de vues & de sentiment, les projets
des Ministres de Rome & de Madrid
contre les Réformés échouerent pour cet-
te fois.

Le Maréchal de Lesdiguières voiant
que le Roi & son Favori ne lui parlent
point de l'épée de Connétable, que Déa-
geant lui a offerte de leur part, fait ré-
flexion qu'il n'est pas de son intérêt que
les Protestans soient poussés à bout. Le
zaffiné politique juge qu'il lui est avanta-
geux que le parti Réformé demeurant
toujours assez fort pour faire peur à la
Cour, elle ne puisse se dispenser de mé-
nager le Maréchal, de peur qu'il ne se
déclare pas en faveur de ceux qu'elle veut
ruiner à la première occasion favorable :
au lieu que le Roi & le Favori le lais-
seront mourir en repos, dès qu'il n'y au-
ra plus rien à craindre du côté des Réfor-
més. Luynes se trouve lui-même de-
concerté par les avis qu'il reçoit de plu-
sieurs endroits que la Reine mère travaille
serieusement à former une puissante fac-
tion contre lui, & que les premières per-
sonnes du Roiaume y entrent. De peur
que les Réformés ne se mettent encore de
la partie, comme ils firent contre le Ma-
réchal d'Ancre, le Favori laisse là ses pre-
mieres pensées d'une guerre de Reli-
gion,

1620. gion, & songé à prévenir l'orage qui le menace. Il prend la résolution de séparer au plutôt l'Assemblée de Loudun, en lui donnant quelque satisfaction. Lesdiguières & Luines concoururent de la sorte par des intérêts différens à guérir les Réformés de leurs soupçons & leur défiance, à renouer la négociation avec l'Assemblée, & à conclure un prompt accommodement.

Un domestique du Maréchal alla de sa part à Loudun, demander le consentement de l'Assemblée au second projet d'accommodément, dressé de concert avec le Prince de Condé & le Duc de Luines. Les conditions étoient presque les mêmes.

*Lettere di
Brasiva.
glis.* Le Favori plus intrigué que jamais, avoit tâché de les faire paraître plus favorables, afin qu'elles fussent acceptées avec moins de résistance. Du Plessis-Mornai & les principaux Seigneurs Réformés conseillèrent à l'Assemblée de s'en contenter: & Luines toujours plus impatient de la voir séparée, fait avancer le Roi jusques à Orléans; c'étoit pour l'intimider aussi bien que la Reine mere qui parloit haut. La précaution fut inutile au regard de l'Assemblée. Le Roi reçut à Orléans la nouvelle de sa séparation. Tout s'y passa fort doucement. Elle nomme six de ceux qu'elle juge les plus propres à résider à la Cour, en qualité de Députés généraux des Eglises Réformées, afin que le Roi choisisse selon la coutume les deux qui agréeront le plus à sa Majesté. Chacun s'en retourne fort tranquille dans sa Province.

vince, Louïs ayant su comment les choses s'étoient passées à Loudun, l'Assemblée m'a obligé, dit-il, mais elle n'a pas moins fait pour elle. Je veux désormais traiter mes Sujets de la Religion comme les autres. Certaines gens auroat grand soin que le Roi ne demeure pas long-temps dans cette bonne disposition. Peut-être qu'il dissimuloit lui-même. La retraite précipitée du Duc de Maïenne qui s'échappe de la Cour sans rien dire & s'en va dans son Gouvernement de Guienne, donne de nouvelles & de plus grandes apprehensions, que la nuë qui grossit depuis le commencement de l'année, ne crève bien-tôt avec un furieux éclat.

La vuë de l'orage prochain détourna le ^{Avis du} Duc de Luines de son premier projet de ^{Président} faire envoyer un secours considérable à ^{Jeanne} l'Empereur. On lévoit des troupes en ^{fur les} France sous prétexte, que toute l'Alle-^{affaires}-magne étant en armes, le Roi devoit ^{aug-}_{magne.} menter ses forces à proportion des mouvements qui se faisoient dans les Etats voisins. Mais la véritable raison d'un armement extraordinaire, c'est la nécessité où se trouve le Favori de se tenir sur ses gardes contre ses ennemis. On ne pense nullement aux espérances données à l'Empereur. Quand le Conseil de Louïs eut examiné avec soin les mesures que sa Majesté devoit prendre par rapport aux affaires d'Allemagne, les Ministres revinrent, à certaines choses près, au sentiment du Maréchal de Bouillon, que le Roi se rendit l'arbitre des différends survenus dans l'Em-

1619. l'Empire. Y avoit-il un meilleur parti à
Ambassa- prendre! Le vieux président Jeannin fut
de d'An- celui qui ramena les autres à cette opini-
goulême. on. Nous avons encore son avis qu'il
pag 25. mit par écrit." Voions comment cet hom-
26. &c. me consummé dans les affaires d'Etat,
Oeuvres raisonnoit sur les intérêts de la France par
int. des du rapport à la situation présente de l'Alle-
Président magne & de la Maison d'Autriche. On
Jeannin. y remarque avec étonnement, combien
 ce préjugé que la ruine de la Religion
 Catholique seroit suivie de celle de la
 Maison d'Autriche, servit à Ferdinand.
 C'est le plus puissant, & presque le seul
 motif que Jeannin, allégué pour rendre
 le Roi son maître favorable à l'Empereur.
 Prévenu par les clamours continues des
 Ministres du Pape & du Roi d'Espagne,
 Jeannin soutient que la grandeur encore
 naissante de la Maison Palatiné, est plus
 à craindre que celle de la Maison d'Au-
 triche qui commence de tomber. Vit-on
 jamais un plus grand travers dans un hom-
 me d'esprit & d'expérience? Suivons Jean-
 nin dans son mémoire.

Il pose premierement que la Maison
 d'Autriche est devenue si puissante & si
 formidable, que tous les Princes de l'Eu-
 rope ont souhaité son abaissement, & qu'ils
 ont été obligés d'empêcher du moins
 qu'elle ne s'agrandît d'avantage. C'est
 pourquoi, disoit le Président, les Rois de
 France assistèrent les Princes Protestans
 d'Allemagne contre Charles-Quint & les
 Provinces-Unies contre Philippe Second.
 Le face des affaires est changeé depuis ce
 temps.

tempo - la , continue Jeannin. Il n'y a plus rien que doive nous induire à faire maintenant du mal à la Maison d'Autriche. Au contraire , si nous voulons raisonner sur les maximes de nos Rois qui ont tâché de tenir la balance égale dans l'Europe , & d'empêcher que le plus fort n'opprimât le plus faible , sa Majesté doit secourir l'Empereur presque dépouillé de son ancien patrimoine , contre un grand nombre d'ennemis fort puissans , qui ne peuvent devenir supérieurs , à moins que la Religion Catholique ne soit en grand danger . Le premier avantage que les Princes séparés de l'Eglise Romaine voudront tirer de leur victoire , ce sera de bannir de l'Allemagne toute autre Religion que la leur . Quoique les Luthériens ne soient pas si violents que les Calvinistes qui ont toujours usé de cette rigueur , quand ils ont cru pouvoir l'entreprendre avec sécurité ; si est - ce pourtant que les uns & les autres seront portés à le faire , tant pour l'avancement & la sécurité de leur Religion , que pourachever de partager entr'eux les grands biens qui restent encore à l'Eglise en Allemagne . Et quand les Protestans y seront devenus les plus forts , il est à croire que cela n'ense le courage à ceux qui font profession de la même Religion dans les Etats Catholiques , & qu'ils n'aient envie de s'y rendre les maîtres , flattés qu'ils seront de l'espérance de tirer de puissans secours d'Allemagne , d'Angleterre , & des Provinces - Unies . On a raisonné tout autrement en nos jours dans le Conseil du fils de celui dont j'écris l'histoire . La Maison d'Autriche paroiffoit moins puissante

1620. sante que sous Louis XIII. Et cependant on ne s'est pas mis en peine que la Religion Catholique se perdit, que dis-je? que l'Alcoran s'établit sur les ruines de l'Evangile dans le reste de la Hongrie & dans l'Autriche, pourvû que l'Empereur fût ruiné en Allemagne. Qui étoit le plus habile, de Jeannin, ou de Louvois? Disons librement la vérité. Il y avoit plus d'apparence de religion & d'équité dans le Conseil de Louis XIII. Et les Ministres de Louis XIV. raisonnèrent plus conséquemment selon les maximes de la fine, mais détestable politique de Machiavel, que Richelieu & Mazarin ont introduite en France.

Jeannin décrit ensuite fort bien la décadence de la Maison d'Autriche, dont tous les gens d'esprit s'appercevoient alors. *La victoire est comme assurée pour les Protestans, dit-il, si l'Empereur n'est puissamment secouru des Princes Catholiques d'Allemagne, & du Roi d'Espagne. Mais quelle ressource peut-il espérer de ces deux côtés? Les Princes Catholiques d'Allemagne n'ont aucune liaison entre eux: ils sont éloignés les uns des autres; ils arment seulement pour la défense de leur pays. Les Protestans au contraire ont fait de si grands progrès par l'élection du nouveau Roi de Bohême, que les Princes qui voudroient assister l'Empereur, semblent n'oser se déclarer, de peur de mettre leurs Etats en danger pour secourir ceux d'autrui. Quelque puissant que soit le Roi d'Espagne, il aura de la peine à lever beaucoup de troupes. Ses trésors sont épuisés par*

par les dépenses excessives de son pere. L'Espagne manque d'hommes à cause des colonies qu'elle envoie aux Indes, & le bannissement des morisques acache de la depouler. Le Vice-Roi de Naples a fait sortir d'Italie quatre mille Napolitains & trois mille Wallons. Le Roi Catholique ne peut dégarnir davantage ses Etats d'Italie. Ses meilleures troupes & les plus aguerries sont dans les Pays-Bas. Mais les Archiducs ont envoié déjà dix mille hommes en Allemagne sous la conduite du Comte du Buquoij. Et la trêve tantôt finie oblige l'Espagne à garder ce qui lui reste de troupes & de forces en Flandres & ailleurs.

Ne s'imaginoit-on pas que Jeannin va conclure de là que Louïs doit envoier un puissant secours à Ferdinand? Il s'en gardera bien, l'habile Ministre d'Etat. Toutes ses réflexions aboutissent à faire comprendre que la France doit tout au plus empêcher par la voie de la négociation que les Protestans ne soient en état d'opprimer les Catholiques auprès avoir ruiné la Maison d'Autriche, & que le Roi doit conserver un certain équilibre entre la puissance de l'Empereur & celle des Princes Protestans. Dès que Jeannin vient à considérer quel secours Louïs peut envoier à Ferdinand, il change tout à coup de langage. Le Président ne croit pas que le Roi doive dégarnir son Royaume à cause des troubles dont il est menacé. Le voilà donc qui en revient après un long circuit au sentiment du Maréchal de Bouillon, d'envoyer une Ambassade so-

620.

lennelle à l'Empereur & aux Princes de l'Empire Catholiques & Protestans , d'exhorter les uns & les autres à la paix , de proposer une suspension d'armes & la convocation d'une Diète , où les Princes voisins & desintéressés interviennent pour chercher les moyens de procurer une bonne paix à l'Empire. L'adroit Jeannin marque à cette occasion comment il faut négocier avec les Princes d'Allemagne qui ont des intérêts si differens. Il veut qu'on entretienne les soupçons & la défiance des Luthériens au regard des Calvinistes , qu'on insinue aux premiers que l'élevation de la Maison Palatine est plus à craindre que la décadence de celle d'Autriche ; qu'on remonte à l'Empereur que la perte d'une bataille entraînera celle de ses Etats héréditaires ; enfin qu'on fasse entendre aux Princes de la Communion du Pape , que les Protestans se trouvant supérieurs , le plus sûr , c'est d'appaiser promptement tous les differends par la négociation , sans s'exposer aux évenemens incertains de la guerre. Le mémoire du Président Jeannin parut si bien raisonné , si convenable à la situation des affaires & aux intérêts de Louis , que son Conseil résolut de s'en tenir là.

Le Roi envoie une grā-
fie. Charles de Valois Duc d'Angoulême fut le chef de l'Ambassade. On lui donne pour adjoints le Comte de Bethune , & l'Aubespine de Châteauneuf Abbé de Allema-
gne. Préaux , l'un Conseiller d'Etat d'épée &
Lettres de l'autre de robe. Puisque leur expédia le
Bénévo-
gle. 8. Avril leur instruction à Fontainebleau.
Elle

Elle étoit dressée sur le mémoire du 1620.
 Président Jeannin. Les trois Ambassadeurs partirent de Paris le 8. Mai , suivis ^{Ambassadeurs} d'un grand nombre de gens de qualité qui ^{de d'An-}
 voulurent faire le voyage , & d'un train ^{gouverneur} de quatre cens chevaux. Ils avoient ordre de voir tous les Princes d'Allemagne ,
 de conferer avec les Magistrats des principales villes de l'Union Protestante ,
 d'exhorter les uns & les autres à la paix ;
 enfin d'aller trouver Ferdinand , & de lui faire les complimentens du Roi sur son avénement à l'Empire. On devoit protester encore à sa Majesté Impériale que Louïs sentoit une vive douleur des embarras où elle se trouvoit , & qu'il feroit tous ses efforts pour l'aider à s'en tirer heureusement. Après quoi les Ambassadeurs devoient representer à Ferdinand qu'une suspension d'armes & la convocation d'une Diète pour y travailler à la paix de l'Allemagne , étoit le moyen le plus sûr , le plus convenable au bien de l'Empire , & le plus avantageux à la Maison d'Autriche.

Le Duc de Luines pensoit beaucoup Mécon- plus à prevenir la guerre civile dont la tentement France étoit menacée , qu'à pacifier les ^{de la Re-} troubles de l'Allemagne. La Reine me- ^{ne mere,} de quelque , quelques Princes & plusieurs grandsques Prin- Seigneurs ne dissimulent plus leur mé-ces & de contentement. Le peuple crie par tout ^{pusieurs} grands contre le Favori & contre ses deux fr-e-seigneurs, res. En un mot les esprits sont telle-
 ment soulevés à la Cour & à la ville que Bentivoglio Nonce du Pape se croit obli-
 F 2
 gé

1620. gé d'avertir Luines que sa fortune n'est pas si bien assurée qu'il se l'imagine. *Os ne vous regardez pas comme un Favori, mais comme un Roi,* dit le Nounce à Luines, *craignez que Louis ne se mette en tête à n'avoir plus de compagnon, & que la France ne veuille obéir qu'à un seul maître.*
Visorio
Sui Me-
morie re-
condite.
Tom. V.
pp. 70.
71. & 116
Vie du Duc
d'Épernon.
L. VIII.
 Outre le chagrin que Marie de Médicis eut de la déclaration donnée en faveur du Prince de Condé, elle trouva mauvais encore que la promotion des Chevaliers se fût faite sans sa participation. Il lui sembla que le Favori avoit affecté qu'aucun d'eux ne pût être redévable de son Cordonbleu à la Reine mere. Luines se réserva tout le mérite de la distinction accordée aux Seigneurs & aux Gentilshommes. On garda seulement quelque bienfaisance au regard de Marie de Médicis. Le Roi lui fit donner avis de la promotion résolue, ceux que le Roi avoit choisis, lui furent nommés ; on lui offrit d'en ajouter encore quelques-uns, si elle avoit envie de récompenser ou un deux de ses serviteurs. Mecontente de ce que le Roi lui parle d'une affaire, après qu'elle est entièrement conclue, & de ce que le Favori n'a pas voulu lui laisser la liberté d'exclure certaines gens dont elle a sujet de se plaindre, Marie de Médicis reçoit froidement les civilités de son fils. Elle ne veut demander le Cordon pour aucun de ceux qui sont à son service.

Richelieu Evêque de Luçon ne perdoit pas la moindre occasion de l'irriter contre Luines. L'ambitieux Prélat voit bien que

que le crédit de sa maîtresse n'augmentera pas , tant qu'elle sera éloignée de la Cour & des affaires , & qu'il n'aura lui-même aucune occasion de s'avancer. Le Favori lui faisoit espérer un Chapeau de Cardinal ; mais l'Archevêque de Toulouse fils du Duc d'Epernon étoit assuré de la nomination du Roi à la première promotion. Et Richelieu craignoit que d'autres compétiteurs ne l'emportassent sur lui , à moins qu'il ne se rendît nécessaire à Luines , ou que la Reine mère ne reprit son autorité perdue. Le voila donc qui se confirme plus que jamais dans la résolution de lier un parti capable de perdre le Favori , ou du moins de le mettre dans l'impuissance de conjurer autrement l'orage , qu'en gaguant celui qui a le plus de crédit auprès de la Princesse qui le forme. *Il faut , Madame ,* lui disoit sans cesse l'Évêque de Luçon , emporter par une seconde guerre ce que vous n'avez pu obtenir en faisant la paix. Le Duc de Luines est trop fier de l'appui du Prince de Condé. Faites sentir au Favori qu'il se trompe dans ses espérances. En réunissant à vous ceux qui n'aiment pas M. le Prince , vous avez de quoi les déconcerter tous deux.

L'avis plut à la Reine mère. Condé eut dans ce temps-là même un grand différend avec le Comte de Soissons second Prince du sang , sur une de ces choses qui ne sont que des bagatelles souvent indignes des personnes du premier rang , & dont les Princes & les Courtisans sé-
duit;

1620. duits par un faux point d'honneur que le Roi a grand intérêt de maintenir, se font des affaires sérieuses & importantes. Condé ayant voulu donner en qualité de premier Prince du sang, la serviette au Roi, le Comte de Soissons s'en fait, & prétend que c'est une des prérogatives de sa charge de Grand - Maître de la Maison du Roi. Les Princes & les premiers Seigneurs de France faisoient autrefois à la vérité de pareilles fonctions auprès des Rois; mais comme les Electeurs les font auprès de l'Empereur, au sacre & au couronnement, & tout au plus un jour de mariage, ou de cérémonie extraordinaire. Depuis que les Princes & les premiers Seigneurs ont perdu presque toute leur distinction, ils se sont réduits à faire ce qui ne convient qu'à des Officiers subalternes & à de simples domestiques. D'un autre côté, les Rois bénaisse d'avilir & de rendre méprisables ceux que leur naissance, ou leur dignité ne rend pas fort inférieurs aux têtes couronnées, ont exigé que les Princes & les premiers Seigneurs s'accoutumassent à se regarder comme des domestiques. Et afin que la servitude soit moins honteuse & plus supportable, les enfans & les frères du Roi lui donnent la serviette & la chemise comme les autres.

Chacun des deux Princes du sang fort échauffé à qui fera une fonction de Maître d'Hôtel, tire la serviette de son côté, & la contestation augmentoit d'une manière dont les suites pouvoient devenir facheuses.

cheuses, lors que le Roi les mit tous deux 1620.
d'accord, en appellant le Duc d'Anjou son
frere pour lui donner la serviette. Ils
furent donc obligés de céder : mais ce ne
fut pas sans se dire l'un à l'autre des
paroles hautes & menaçantes. Les plus
grands Seigneurs de la Cour vont inconti-
mment offrir leurs services à celui des
deux Princes qu'ils considerent le plus. Gui-
se & les amis du Favori se déclarent pour
Condé. Maïenne, Longueville, & plu-
sieurs autres prennent le parti de Soissons.
Il n'avoit encore que dix-sept ans; & la
Comtesse sa mere, Princesse de bon esprit,
& de grand courage, le conduisoit dans
toutes ses démarches à la Cour. Elle se
sert habilement de la querelle pour faire
entrer dans le parti de la Reine mere bien
des gens chagrins contre le Favori & con-
tre le Prince de Condé qui le soutient.
La Comtesse avoit envie de marier son
fils à Madame Henriette de France troi-
sième sœur du Roi. Persuadée que le
Prince de Condé s'opposera de tout son
pouvoir à une alliance qui donneroit de
trop grands avantages à un cadet de sa
Maison qui ne l'aime pas, la Douairière
de Soissons espère de venir à bout de
son projet par le moyen de la Reine mere,
qui ne sera pas fachée d'élever le se-
cond Prince du sang, & de l'opposer au
premier qui la veut perdre. C'est pour-
quoi la Comtesse emploioit tout son cré-
dit & toute son adresse à fournir à Marie
de Médicis les moyens de reprendre du
moins une grande partie de son autori-

1620. té. Nous allons voir que la plûpart de ceux qui s'étoient liés il y a quatre ans à Luines pour perdre le Maréchal d'Ancre, s'uniront bientôt à la Reine mere dans le dessein de ruiner celui qui s'est élevé sur les debris de la fortune de son Conchini. Heureuse! si Richelieu ne l'eût pas trahie, dans cette dernière affaire, comme Désagéant & l'Evêque de Luçon lui-même la sacrifièrent dans la première, l'un pour se mettre à la place de Barbin, & l'autre pour se conserver dans le poste de Secrétaire d'Etat.

Le Duc de Maïenne fut un des premiers que la Comtesse de Soissons gagna. Il étoit mécontent de ce que le Favori ne le ménageoit pas assez, & de ce qu'on ne lui paioit point certaines sommes dont le Roi lui avoit promis de le rembourser. La Comtesse étoit assurée du Duc de Longueville son beau-fils. Richelieu profite promptement de ces nouvelles brouilleries. Il réunit les esprits chagrins du gouvernement, & les attache tous aux intérêts de la Reine mere. En fort peu de temps le Comte & la Comtesse de Soissons, le Duc de Vendôme, & le Grand-Prieur de France son frere, les Ducs de Maïenne, de Longueville, de Rohan, & de Retz éclatterent contre le Favori. La difficulté c'étoit de mettre Epernon de la partie. On craignoit qu'il ne refusât à cause des grands Seigneurs qui en étoient déjà. Il ne vouloit céder à personne, & les autres n'aimoient pas à dépendre de lui. On surmonta cet obstacle.

cle. Marie de Médicis lui fait de riches présens ; elle lui écrit des Lettres fort engageantes. La bonne Princesse croit avoir dit les plus belles choses du monde dans une Lettre qu'elle lui envoie avec une montre garnie de pierreries. *Les diamans que j'ai fait mettre à la montre qu'on vous rendra de ma part, ne sont pas plus à l'épreuve du marteau, que l'affection que j'ai pour vous est à l'épreuve de tout ce qui seroit capable de la diminuer.* La générosité avec laquelle vous m'avez servie, repassé aussi souvent & aussi régulièrement dans mon esprit, que l'équille marque les heures différentes sur le cadran. Ces expressions recherchées qui sont plus du génie Italien, que de la simplicité Francoise, gagnerent moins le Duc d'Epernon, que le plaisir de s'imaginer que la Reine mère ne peut rien faire sans lui, quoique d'ailleurs elle ait les plus grands Seigneurs du Royaume à sa dévotion. Marie de Médicis se plaignoit de ce que son fils n'avoit point exécuté le traité fait avec elle dans Angoulême. C'étoit flatter agréablement la vanité d'Epernon, que de recourir à lui comme au garant de ce que le Roi avoit promis à sa mère. Le Duc n'est pas capable de résister à une tentation si delicate. Il pehse dès lors à servir tout de bon Marie de Médicis.

Le Duc de Savoie ne pouvoit pas demeurer long-temps en repos. N'ayant plus rien qui l'occupe en Italie, ou en Allemagne, il commence d'entrer dans les brouilleries de la Cour de France.

1620. Son Altesse étoit mécontente du Favori
 & des Ministres. On ne paioit point les
 pensions promises à Charles Emmanuel &
 à ses enfans. Le Cardinal de Savoie
 n'obtint aucun benefice dans la dernière
 distribution, quoique le Roi lui en eût
 fait espérer, en lui donnant le beau titre
 de Protecteur de la Couronne de France
 à Rome; enfin on cessoit d'entretenir une
 Compagnie de Gendarmes au Prince de
 Piemont. Si Charles Emmanuel voulut
 tout de bon se déclarer pour la Reine
 mère, ou si ce ne fût qu'un artifice du
 Luc qui prétendoit se faire rechercher par
 le Roi, je ne puis pas le déterminer. Quoi
 qu'il en soit, la Cour en eut la peur tout
 entière. Le Maréchal de Lesdiguières
 s'en étoit retourné dans son Dauphiné in-
 continué après l'accordement de l'affaire
 de l'Assemblée de Loudun. Le
 Roi lui écrit de veiller sur les démarches
 du Savoiaard, parce qu'on est averti de
 bonne part qu'il a de grandes intelligen-
 ces avec Marie de Médicis. Lesdigières
 toujours un des plus intimes confidens de
 Charles Emmanuel, répond à sa Majesté
 des bonnes intentions de la Maison de Sa-
 voie. Mais il se sert de l'occasion pour
 remontrer au Roi que le Duc de Luines
 & les Ministres ont tort de négliger ce
 Prince, & pour persuader à sa Majesté
 qu'il est à propos de ménager la Maison de
 Savoie,

Le Roi fait divers tentatives pour Luines travaille de son côté à se for-
 tifier contre le grand nombre d'ennemis
 qu'il se voit sur les bras. Il se tenoit as-
 suré

furé du Prince de Condé : & son grand 1620.
 dessein, c'est de mettre encore le Duc
 de Guise dans ses intérêts. On propose ger Marie:
 pour cet effet un double mariage dans la de Médal-
 Maison de Guise. Condé donne sa fille cis à venir:
 au Prince de Joinville fils aîné de Guise; auprès de:
 & le Duc de Joyeuse troisième fils de lui.
 celui-ci doit épouser la fille du Due de
 Luynes. On dressa des articles, quoique
 ces deux derniers fussent des enfans enco-
 re à la mamelle. On dit que le Duc de
 Guise prenant la plume pour les signe,
 fit semblant de réver à la maniere d'un
 homme qui cherche à se souvenir de
 quelque chose. Le Roi lui ayant de- Gramona:
 mandé le sujet de sa reverie subite; je Historian:
 vous proteste, Sire, dit-il, que j'ai oublié Gallia:
 mon nom : je tâche de le rappeller dans ma Vittorio:
 mémoire. Quelques-gens sourirent alors Siri Me:
 Ils comprenoient fort bien que le Duc marie Re:
 vouloit dire qu'il craignoit de n'être plus condite:
 ce même Guise, chef d'une branche de pag. 156.
 l'ancienne Maison de Lorraine, alliée à 107. 108.
 tout ce qu'il y a de plus grand dans l'Eur- re des Ben:
 rope, lequel immédiatement après avoir tivaglio:
 signé les articles du mariage de son fils.
 aîné avec une Princesse du sang, pro-
 mettoit de donner le troisième à la fille
 d'un homme tout nouvellement sorti de
 la fauconnerie du Roi. On parle encore
 de marier le Duc d'Anjou à la Prin-
 cess de Monpensier fille de la Duchesse
 de Guise, & de donner Henriette de
 France au Comte de Soissons. Ce fut
 un prétexte d'envoyer Brantes frere du
 Roi à Angers. Nous le nommerons
 desordre

1620. desormais le Duc de Luxembourg. Il devoit demander le consentement de Marie de Médicis pour le mariage de ses deux enfans , & lui proposer de venir à la Cour. On espéroit que son parti qui grossiffoit tous les jours , se dissiperoit , dès qu'elle seroit auprès du Roi , qui la feroit observer avec soin. La Reine mere parut contente des mariages projettés. *On finira l'affaire , dit-elle , quand je serai à la Cour.* C'étoit donner une ouverture à Luxembourg de la presser de s'y rendre au plûtôt. Il n'y manqua pas. *Je ne puis y aller avec honneur , repartit-elle , à moins que le Roi ne donne une déclaration capable de réparer l'injure faite à ma régence dans celle que M. le Prince a obtenu.*

Luxembourg ne peut tirer autre chose d'une Princesse irritée , que la retraite du Duc de Maïenne rend encore plus fiere & plus ferme dans la resolution de se venger du Favori. Maïenne partit de Fontainebleau , sans prendre congé du Roi , & il alla en grande diligence dans son Gouvernement de Guienne. On ne douta plus à la Cour que la partie ne fût liée & que la guerre civile ne se rallumât bien-tôt en France. Le Maïne confidant du Favori eut ordre de courir au plûtôt en Guienne , & d'y porter des Lettres du Roi aux Gouverneurs des places importantes , & sur tout à celui de Blaye. Louis les exhortoit à lui demeurer fidèles , & à n'entrer point dans les factions qui se formoient contre son service.

Le

Le Duc de Moubazon fut dépêché à la Reine mère. Il devoit lui faire de nouvelles instances de la part de Louis de ^{Lamieres} ve. pour l'His-
nir auprès de lui, & la menacer même, ^{flire de} que si elle ne fait pas la chose de bonne France, ^{grace}, on lira querir. Le Roi s'avance en effet à Orléans. Comme l'Assemblée de Loudun s'étoit déjà séparée, le monsieur jugea que le desssein principal du voyage, c'étoit d'intimider Marie de Médicis. Constante dans sa resolution de demeurer à Angers, elle allegue diverses raisons à Moubazon pour se dispenser d'aller à la Cour. Louis chagrin de l'inflexibilité de sa mère prit alors la route de Paris. On blâme le Favori d'avoir fait faire une démarche au Roi, qui ne sert qu'à donner de nouveaux ombrages à une Princesse déjà trop effarouchée. Luines s'en excuse en disant que le Roi n'a rien voulu omettre de ce qui pouvoit rassurer Marie de Médicis, & qu'il offroit à sa mère d'aller au devant d'elle jusques à Tours. La défaite parut pitoiable. On voioit trop bien que le Roi ne s'en seroit pas retourné sur ses pas, s'il se fût senti assez fort pour aller tirer sa mère d'Angers, comme il fut quelque-temps après. L'Evêque de Luçon n'étoit pas encore gagné.

Le pauvre Duc de Luines se trouvoit ^{Vittorio} fort embarrassé. Le Prince de Condé ^{Sirè Mde} l'exhortoit de toute sa force à n'avoir plus ^{marie e-} condise. de ménagemens pour une Princesse qui ^{Tom. V.} se déclaroit son ennemie irréconciliable, ^{pag. 110.} & à la reduire une bonne fois. Le Cardinal ^{111. 112.}

3620. dinal de Retz, le Jésuite Arnoux, & quelques autres confidens du Favori, lui conseilloient le contraire. Ceux-ci craignoient que Condé devenu trop puissant par l'entier abaissement de la Reine mère, ne pensât à se rendre le maître absolu de tout, à diminuer l'autorité du Favori, & à ne mettre que ses créatures en place.

Lettre de Bentivoglio.

Le Nonce Bentivoglio réfléchissant sur cette situation de la Cour de France, écrivoit de fort bon sens à Rome, que Louis ne se mettoit pas en peine d'être Roi, puisqu'il s'appliquoit si peu à ses affaires. L'autorité souveraine, ajoutoit-il, est ici à proprement parler au bénéfice vacant. Le Duc de Luynes qui en jouit, veut s'en conserver la possession. La Reine mère, le Prince de Condé, le jeune Comte de Sullys, les Ministres d'Etat, quelques grands Seigneurs, tous disputent en diverses manières le bénéfice au Favori. Au moins que le Roi ne se réveille de son assoupissement, il est à craindre que chacun des contendans n'attrappe un morceau, & que Louis n'ait plus que le nom de Roi. Luynes qui voit bien que le contre-poids de la Reine mère ne lui est pas inutile contre le Prince de Condé, & qu'un Favori se maintiendra mieux entre deux puissans partis qui doivent le rechercher à l'envi; à cause du grand crédit qu'il a sur l'esprit de son maître; Luynes, dis-je, fait encore de nouveaux efforts pour dissiper les soupçons de Marie de Médicis.

Blainville alla plusieurs fois à Angers afin de la flétrir. Il lui promit les choses

ses du monde les plus avantageuses de la part du Favori, si elle revenoit à la Cour. Mais Blainville gâta tout en voulant lui persuader que Luynes étoit fort bien intentionné pour elle. M. le Duc de Luynes a toujours eu *infiniment de respect pour vous* ; Madame, lui disoit-il. On lui a souvent parlé de mettre votre Majesté à Vincennes ou de la releguer à Florence. Quelques-gens lui ont donné des conseils plus violens encore : ils ont tâché de lui persuader que sa fortune ne sera jamais bien assurée, tant que votre Majesté pourra la traverser. M. de Luynes a rejeté ces propositions avec indignation, avec horreur. Quelle difficulté votre Majesté peut-elle raisonnablement faire de se fier à un homme qui ne pense qu'à se conserver les bonnes grâces du Roi par des moyens innocens & honnêtes.

Ces remontances firent un effet directement contraire à ce que Luynes & Blainville attendoient. Marie de Médicis venant à réfléchir sur les dangers qu'elle a courus & qu'elle peut courir encore, sa fraîcheur devient si grande, qu'elle résolute de ne s'exposer pas une seconde fois. Je ne trouve aucune sécurité pour moi à la Cour, répondit-elle à Blainville. Si le Roi veut bien permettre que quelques Princes étrangers, ou certains de France, soient garants que je n'y serai point maltraitée, je suis bien aise de vivre auprès de lui. Je me contenterai même de la parole de M. de Guise, ou de l'assurance du Parlement de Paris. Toutes ces réponses ne tendoient qu'à rendre la négociation plus difficile & à trai-

1620. traîner l'affaire en longueur. Il paroît que Marie de Médicis cherche à mettre de son côté ceux qu'elle demande pour garants. On crut que les Archiducs des Païs-Bas, ou le Duc de Savoie, étoient les princes étrangers qu'elle vouloit pour caution. Le Roi la soupçonna d'avoir de grandes intelligences à la Cour de Bruxelles & à celle de Turin. Le Nonce Bentivoglio se donne de grands mouvements en apparence pour ajuster les affaires. Mais le Ministre du Pape & ceux du Roi d'Espagne, voyant que leur projet d'une guerre de Religion, échoue, sont bien-avisés que le Roi occupé chez lui d'une autre maniere, ne puisse se mêler des affaires d'Allemagne que par la voie de la négociation.

Luinés Les Ducs de Maïenne & d'Epernon tâche de étoient les deux Seigneurs le plus capables de faire bien valoir les prétentions de Maïenne de la Reine mere. Le Favori tente de ne & de les ramener. Bellebat fut envoié au Duc Epernon de Maïenne. Il lui portoit des Lettres obligantes du Roi qui invitoit le Duc à revenir auprès de sa Majesté. Maïenne condit. Tom. V. s'excusa le plus honnêtement qu'il put. pag. 22. Je suis plus utile au Roi dans mon Gouvernement qu'à la Cour, disoit-il. Et dans la réponse à la Lettre de Louis, il fit mille protestations d'un attachement inviolable au Roi & d'une volonté sincere de n'entrer dans aucune faction contraire au service de sa Majesté. La Cour ne se contente point de ces termes généraux qui signifient ce que chacun veut. Elle étoit bien

bien avertie que Maïenne entretenoit une grande correspondance avec les Ducs de Montmorenci & d'Epernon ; que le Parlement de Bourdeaux étoit à sa dévotion , que le Duc étoit allé à Blaïe , afin de gagner Aubeterre Gouverneur de la place , mécontent de ce qu'il n'a pas eu le Cordon-bleu ; enfin , qu'il négocioit avec tous ceux qui commandoient dans le voisinage de la Guienne. Le premier que Luines dépêcha au Duc d'Epernon , ayant rapporté seulement ce que le vieux courtisan ne cachoit à personne & ce qu'il étoit bien-aise de faire savoir au Favori , on lui envoie Toiras homme habile & pénétrant. Il trouve le Duc dans sa maison de Plassac , qui lui montre en riant des instrumens propres à cultiver des fleurs & des arbres. Toiras ne fut pas si simple que d'en croire Epernon sur sa parole. Il étoit trop visible que le Duc pensoit à toute autre chose qu'au jardinage. Epernon qui conçut de l'estime pour Toiras , s'ouvre enfin un peu plus à lui.
J'ai sujet de me plaindre , dit-il , de ce que M. de Luines n'a pas tenu les paroles qu'il m'avoit données. Mais à Dieu ne plaise que j'entre jamais dans une guerre civile pour mes intérêts particuliers. Je serai ami & serviteur de M. de Luines , dès que la Reine mere sera contente de lui.

Tout cela jettoit le Favori dans une étrange perplexité. Elle devint encore plus grande , quand il apprit que le Duc ^{Le Comte & la Comtesse de} de Vendôme qui se retira d'abord dans sa ^{Soissons,} _{le Duc de} mai-

1620. maison d'Anet, avait pris le chemin d'Angers. Le Duc de Nemours y arriva Vendôme presqu'en même-temps. Enfin, Bassompierre vient dire à Luynes, que la Comtesse de Soissons se prépare à partir avec son fils, & que le Grand-Prieur de France les accompagne. On proposa d'abord de les arrêter: mais quand il fut question de prendre des mesures pour l'exécution, le Duc de Luynes se trouva tellement embarrassé qu'il ne savoit à quoi se résoudre. Il consulte Bassompierre. L'adroit, & peut-être malin Courtisan, semble prendre plaisir à le jeter dans une plus grande incertitude, en lui proposant divers expédients. Bassompierre content d'avoir fait sa tournée en rapportant ce qu'il avoit appris du complot, ne vouloit-il point donner le temps à la Comtesse & aux autres de s'enfuir, pendant que Luynes délibéretoit. Plus incertain qu'auparavant, le Favori demande le sentiment des Ministres d'Etat. Bassompierre s'offre à les consulter de sa part. Le Cardinal de Retz & quelques autres n'osoient conseiller d'arrêter un Prince du sang. Ils assignoient que sa mère, ou lui ne s'en vengeassent un jour. On s'en tint donc au sentiment du President Jeannin. Il faut laisser partir M. le Comte & Mme la Comtesse, disoit-il. Quel avantage peuvent-ils apporter au parti de la Reine mère. Ils y causeront de nouveaux embarras. Et de la division par leurs prétentions. Et par les espérances dont ils se font. Puisque le fils & la mère sont mal-intentionnés pour le

*Journal
de Bassom-
pierre.*

*Lettre di-
Bentivoglio.*

scr-

service du Roi, ne voulz-il pas mieux qu'ils soient hors de Paris? Sa Majesté n'oseroit en sortir, s'ils y demeuroient. Tous les Princes s'en vont: aions un peu de patience! Ils écouteront bien-tôt les propositions qu'on peut faire à chacun en particulier. Dès que vous en ramenez un, les autres le suivront de près: semblables à des moutons qui suivent tous après celui d'entr'eux qui a le premier franchi le pas. L'avis parut d'autant meilleur, que le Roi s'en étoit bien trouvé plus d'une fois. On laisse faire tous ceux qui ont envie de se retirer de la Cour.

Celle d'Espagne eut ses révoltes comme les autres. Sandoval Duc de Lerme & depuis Cardinal, gouvernoit avec une autorité absolue depuis le commencement du règne de Philippe III. mais ce fut avec si peu de bonheur ou d'habileté, que ses ennemis eurent de fréquens sujets de crier contre son ministère. Roderic Calderon qu'il éleva à la charge de Secrétaire d'Etat, ne fut pas moins puissant auprès du Duc, que le Duc auprès du Roi. Le Favori du premier Ministre avoit plus de crédit à la Cour qu'aucun autre. Mais l'orgueil de Calderon qui de fils d'un pauvre soldat de la citadelle d'Anvers devint extrêmement riche & puissant, fut bien-tôt insupportable à tout le monde. On l'accusa de plusieurs crimes énormes. Les ennemis du Cardinal Duc disoient, qu'il s'étoit servi de Calderon pour empoisonner la feue Reine d'Espagne, & pour commettre plusieurs autres

Nani Historia Vetera. l. IV.

1620. autres violences atroces. Soit que Sandoval ne se fût pas sa conscience assez nette; soit qu'il craignît les effets de l'envie & de la jalouse des Grands presque tous soulevés contre lui, Sandoval, disje, fut bien - aise de prendre la pourpre de Cardinal. Elle est d'un grand usage à ceux qui ont besoin de se mettre à couvert d'une infinité de recherches & de poursuites. On ne sait si le Duc d'Uçeda avoit quelque chagrin secret contre le Cardinal Duc, ou s'il voulut habilement prendre quelques précautions de peur d'être enveloppé dans la disgrâce de son pere, & pour remplir même sa place; quoiqu'il en soit il y a cela d'extraordinaire dans la chute du premier Ministre d'Espagne, que son fils semble y contribuer plus qu'un autre. Et lorsque le Cardinal Duc fait encore quelques efforts pour se maintenir, Uçeda se fert du Confesseur du Roi, & achieve de perdre son pere dans l'esprit de sa Majesté. Lerme eut ordre de se retirer dans une de ses terres. Uçeda devient le maître des affaires; & Calderon chargé de toute la haine publique, est condamné quelque - temps après à mourir par la main du bourreau. Ses Ju-
ges le déclarerent innocent de l'accusation intentée contre lui d'avoir empoisonné la Reine.

Le Duc d'Offone pense à se faire Roi de Naples. Don Pedro Giron Duc d'Offone Viceroi de Naples maria son fils à la fille du Duc d'Uçeda. Il esperoit que cette alliance lui feroit obtenir plus facilement la continuation de son emploï, malgré les

les oppositions de la Noblesse Néapolitaine qui le haïssoit mortellement , & qui envoioit sans cesse des mémoires & des plaintes contre lui à la Cour de Madrid. Osone prit un soin particulier de se faire aimer du peuple & de le mettre à couvert de la tyrannie des Seigneurs du Roiaume. Qu'il y eut plus de politique & de dissimulation , que d'amour de la justice dans cette droiture affectée , la suite en est une preuve manifeste. La Noblesse Néapolitaine le remarquoit assez ^{Nani Historia Viceroy met. l. IV.} L'envie de se défaire d'un Viceroi , qui par des maximes opposées à celles de ses ^{Histoire Connétable de Losdi-} prédecesseurs , semble vouloir s'enrichir ^{table de Losdies.} aux dépens des Nobles en soulageant le peuple , est cause qu'on envenime & qu'on ^{Chap. X.} donne des interpretations sinistres à tout ce que le Viceroi fait de meilleur en apparence. Il avoit gouverné avec une autorité souveraine durant le ministère du Cardinal Duc de Lerme : mais la face des affaires changeoit , quoique le Duc d'Uceda succédât à son pere. Un fils qui decria lui-même l'administration de son pere , ne se fit pas une affaire de conserver ceux que le Cardinal Duc avoit mis en place. Si l'ambition du Duc d'Uceda le portoit à sacrifier à la haine publique le plus intime confident & pour ainsi dire le premier Ministre de son pere , & à le releguer lui-même dans ses terres , Osone sembloit ne devoir pas espérer qu'Uceda eut plus d'égard à leur alliance nouvellement contractée qu'aux liens les plus sacrés

4610. sacrés de la nature. Le Viceroy craignoit encore que ses ennemis ne trouvaissent de quoi le perdre sans ressource à la Cour. Il s'étoit soutenu principalement par ses intrigues avec Calderon ; il lui avoit fait confidence de ses desseins & de ses actions les plus secrètes : tout pouvoit se découvrir par les papiers de Calderon saisis pour lui faire son procès. Dans une si grande agitation d'esprit, Ossone qui desespére presque de trouver de la seureté pour sa personne s'il retourne en Espagne, commence de prêter l'oreille aux insinuations de La Verrière Gentilhomme François & Capitaine de ses Gardes, qui lui parloit sans cesse de profiter de l'occasion de se faire Roi de Naples & peut-être des deux Siciles.

Elle auroit pu tenter un homme moins ambitieux & moins entreprenant que le Duc d'Ossone. Il lui sembla que la chose valoit bien qu'on prit secrètement quelques mesures, & qu'il fonda du moins la disposition de ceux dont le secours lui seroit nécessaire dans une pareille entreprise. Le Viceroy fut d'autant plus hardi que son fils étoit alors auprès de lui. Il le fit venir à Naples avec sa nouvelle épouse. De maniere que la Cour de Madrid n'avoit plus, pour ainsi dire, d'otage de la part du Duc d'Ossone ; au lieu qu'il en avoit un dans la personne de la fille du Duc d'Uceda. Cette considération devoit porter le premier Ministre à défaire,

1620.

dre, ou du moins à ménager le Viceroy de Naples. Vous ne pouvez presque plus douter que vous ne soyez bien-tôt perdu à la Cour de Madrid, disoit Verriere au Duc d'Orléans. Le premier Ministre votre allié ne veut pas & peut-être n'est-il pas capable de vous défendre contre la malignité opiniâtre de vos ennemis. Voici, Monseigneur, une belle occasion, je ne dis pas de mettre votre fortune à ceuvres ; mais de l'augmenter d'une manière digne de la réputation que vous avez acquise dans le monde. Le temps des révoltes extraordinaires, c'est le temps le plus propre à l'exécution des grands desseins. Mais il faut un peu de diligence dans ces moments précieux. La temérité y est souvent plus nécessaire, qu'une lente & mure délibération. Tous les hommes meurent également. La gloire qu'ils ont méritée durant leur vie ; c'est la seule distinction qui leur resbo après la mort. Votre personne ne seroit pas en sécurité à Madrid. Dans cette situation, un cœur noble & élevé doit chercher du moins à montrer au monde, que ses ennemis n'ont pas tort de vouloir se défaire d'un Seigneur, dont le mérite & la réputation donnent même de l'ombrage à un puissant Monarque.

Non content d'exciter la vanité naturelle du Viceroy, Verriere lui représente encore que l'entreprise est extrêmement facile. Vous avez, poursuivoit-il, une armée de quinze ou seize mille hommes ; vingt galères & autant de gallions bien armés & bien équipées. La plus grande partie de l'artillerie ; & les meilleures places du Roiaume

1620. me sont entré vos mains. Trouvera-t-on je-mais une conjoncture plus favorable? Toutes les Puissances de l'Europe conspirent à l'abaissement de la Maison d'Autriche. Le Bohème, la Hongrie, & plusieurs Provinces voisines, sont ou révoltées, ou prêts à secourir le jour. Une partie des meilleures troupes du Roi Catholique marchent au secours de Ferdinand. L'autre n'ose abandonner les Pays-Bas. Que fait-on si les Etats des Provinces-Unies impatients de profiter de l'occasion, ne comprennent point la trêve? Le Duc de Savoie meurt d'envie de se jeter sur le Milanais. Les Venetiens s'intriguent pour soulever toute l'Italie contre la domination Espagnole. Où le Conseil de Madrid trouvera-t-il des troupes à vous opposer? En Espagne? on y manque d'hommes. En Sicile? Elle est menacée d'une invasion des Turcs. Dans le Duché de Milan? Les mouvements continuels de Charles Emmanuel & des Venetiens tiennent le Gouverneur en échec. Le Royaume de Naples est donc à votre disposition. Philippe n'est point en état de vous empêcher de vous en rendre le maître, quand il vous plaira. Dès que vous aurez levé l'étendard, la France & les autres Puissances jalouses de la grandeur de la Monarchie d'Espagne peuvent-elles manquer de se déclarer pour vous?

Le Duc d'Offone opposoit deux choses à son confident; la difficulté de gagner une Armée composée de nations différentes, d'Espagnols, de Wallons, d'Italiens, de François, & l'arrivée prochaine du Prince Philibert de Savoie Généralissime

de

de la mer. Le Roi d'Espagne l'envoioit à Naples sous le prétexte d'un armement contre les Turcs. Mais on croioit que Philibert avoit un ordre secret de veiller sur les desseins & sur les actions du Vice-roi, que la Noblesse du pays tâchoit de rendre suspect. Ces réflexions ne doivent pas vous arrêter, Monseigneur, repliqua Verriére au Duc. Les Italiens & les François de l'armée se déclareront pour vous à la première sollicitation. Les Espagnols & les Wallons, nous les ferons bien donner dans la piège. Que l'on demeure quelque temps sans les paier ; la plupart se mutineront infailliblement. Vous ne l'ignorez pas. Lorsque le plus grand nombre commence une sedition militaire, le reste suit bien-tôt. Vous pourrez alors gagner & les Espagnols & les Wallons en rejettant sur les Trésoriers du Roi la négligence de paier les troupes : Et si vous leur distribuez un peu d'argent de votre bourse particulière ; ils vous élèveront au ciel ; ils feront tout ce que vous voudrez. Il ne restera plus qu'à fomenter le mécontentement & à faire sentir aux soldats qu'une révolte ne se pardonnant guères, il est de leur sûreté de se mettre à couvert du ressentiment de la Cour de Madrid. Charmés de votre générosité, ils se jetteront d'eux-mêmes entre vos bras. Pour ce qui est du Prince Philibert, on peut se cacher à lui. S'il demande des hommes & des vaisseaux ; c'est à vous de lui fournir ce que vous jugez à propos. Donnez ceux qui sont moins à votre dévotion. Il est facile de menager si bien les choses, que vous demeuriez tous jours

1620. jours supérieur. Que pourra-t-il faire alors contre vous ?

Le desespoir jette les tâches dans la crainte & dans l'abattement ; au lieu qu'il donne de la colere & de la résolution aux gens de cœur. Ossone qui enrage de ne voir plus de jour à se maintenir dans son emploi , après avoir travaillé plus qu'aucun autre à relever la réputation de son Prince presqu'entièrement perdue en Italie , Ossone , dis-je , se rend à des remontrances qui flattent son humeur ambitieuse & vindicative. Toujours maître des passions diverses qui l'agitent , il a la prudence de ne rien précipiter. Le Viceroy veut premièrement voir , quel secours il doit attendre des Puissances voisines & intéressées à l'abaissement de la Maison d'Autriche. Il dépêche Veynes Gentilhomme Dauphinois en France , avec ordre de sonder en passant le Duc de Savoie , & le Maréchal de Lesdiguières. Ossone fait tenter encore le Senat de Venise. Il étoit bien difficile que des gens qui haïssoient mortellement le Viceroy de Naples à cause de ses entreprises continues dans leur Golphe , & qui l'accusoient d'avoir voulu mettre leur ville à feu & à sang ; voulussent l'aider à se faire Roi. Cependant Ossone se flatte que la passion que les Vénitiens témoignent de voir les Espagnols chassés de l'Italie , les portera du moins à recevoir les excuses qu'il leur envoie faire de tout ce qui s'est passé. Il en rejettroit la faute sur le Conseil de Madrid qui lui donnoit des ordres précis. Soit que le Vice-

Viceroi fût trop généralement haï des premiers de la République ; soit qu'ils se désfassent des forces & de la dexterité du Duc d'Offone pour réussir dans un si grand projet , on ne voulut point y entrer. En attendant le retour de Veynes , le Viceroi redouble ses soins & son application à gagner les bonnes grâces des habitans de Naples. Le Magistrat qui s'y nomme *l'Elu du peuple*, homme d'esprit & entreprenant , est de l'intrigue. Il sert si bien le Duc d'Offone , que la multitude charmée du Viceroi le plus humain & le plus juste en apparence qu'elle ait encore vu , est disposée à faire tout pour lui. Une action du Duc acheva de gagner le peuple. En passant par l'endroit où les vivres apportés au marché se pesent afin de faire paier l'impôt mis dessus , le Viceroi tire son épée , coupe les cordes qui soutenoient les balances , & donne à entendre que dans sa pensée , les hommes doivent jouir aussi librement des fruits de la terre , que de la lumière & des influences du ciel.

Charles Emmanuel & Lesdiguières ne manquerent pas d'aprouver le dessein ^{des intérêts} du ^{du conseil} Duc d'Offone. Le Maréchal en écrivit ^{Conseil de France} aux Ministres de France , & le Prince des ^{France} Piémont qui se trouvoit alors à Paris pour que le la conclusion de son mariage avec la ^{Duc d'Offone se} Reine ^{du Roi} , remontra souvent à Louis & à ^{son conseil} à desfîte de son Conseil , combien il étoit important son entre-^{prise} d'aider le Viceroi de Naples , & de pro-^{grès} fiter de son ambition pour chasser les Espagnols de l'Italie. Soit que les brouil-

1620. leries domestiques occupaient trop les Ministres de France; soit que Laines perdit plus à l'établissement de sa fortune qu'aux véritables intérêts de son maître; soit que certains Pensionnaires secrets du Roi d'Espagne détournassent habilement un coup qui pouvoit être fatal à sa grandeur, le Conseil de France ne répond point avec chaleur aux propositions du Duc d'Offone. L'affaire est renvoyée au Duc de Savoie & au Maréchal de Lesdiguières, parce qu'étant plus près de l'Italie, ils peuvent mieux juger des mesures qu'il faudra prendre. Le Viceroy fut assez content de cette réponse. Il crut venir plus promptement à bout de son projet, s'il avoit seulement à traiter avec le Duc de Savoie & avec le Maréchal de Lesdiguières, gens à sa portée & capables de bien conduire les plus grandes affaires. Offone continua de se fortifier, & d'échapper les propositions artificieuses que ceux du Conseil d'Etat, lui furent de disperser en differens endroits, les forces qu'un Viceroy dont ils croient devoir se défier, ramassé dans le cœur du Royaume. Le Duc se confirma d'autant plus dans son dessin, que la Noblesse Neapolitaine faisoit encore de nouvelles déportations à la Cour de Madrid contre lui. Il s'applique même à gagner le frère de présent Borghese Cardinal neveu, persuadé que pour réussir dans son entreprise, il doit faire du moins en sorte que le Pape ne lui soit pas tout à fait contrarie.

*Histoire
du Conné-
table
de Lesdi-
g uières.
T. X.
Chap. 1.
C. 2.*

Ven

Verrière pressoit le Viceroy de ne perdre point de temps. Monseigneur, lui disoit-il, un pareil projet ne s'exécute pas impunément à demi. Dès que vous serez suspect à la Cour de Madrid, il n'y a plus de sécurité pour vous en Espagne. Espérer seulement de s'élever au dessus de la condition de Sujet, c'est un crime qui ne s'y pardonne pas. Les belles promesses que le Roi Catholique vous fera désormais, ne seront que des pièges tendus pour vous tirer d'un pays où vous êtes trop puissant, & pour vous mettre ensuite entre les mains des Magistrats. Les principaux Seigneurs de Naples se liguent contre vous ; ils ne vous laisseront jamais en repos. Le moyen le plus sûr de les arrêter, c'est de vous mettre en état de les punir comme des Sujets, au lieu de vous amuser à les combattre comme des ennemis. Tout le peuple est pour vous. On vous menace de vous demander compte de votre administration. Montez sur le trône qui se présente à vous, & vos ennemis deviendront vos comptables. Quelque grande que fût la disposition du Duc d'Ossone à suivre les avis de son confident, il voulut avoir encore des assurances plus positives du secours qu'il devoit attendre du Roi de France. On renvoie Veynes à Turin, à Grenoble, & à Paris.

Le Duc de Savoie & le Maréchal de Lesdiguières agirent fortement auprès du Roi afin d'obtenir de bonnes paroles en faveur d'Ossone. Mais les Ministres de Louis lui conseillent de promettre quelques assistances sous main, & de ne s'engager

1620. gager point à secourir ouvertement un sujet mécontent, qui peut se remettre bien avec son Roi. La Cour de France se défia même de Charles Emmanuel. On s'imagine qu'il ne demande qu'à trouver l'occasion de causer une rupture entre les deux Couronnes, dans le dessein de profiter lui seul des mouvements qui se feront en Italie. Dès que le Duc d'Offone s'aperçut que la France ne vouloit pas s'engager à le secourir ouvertement, il se déista de son entreprise. Afin d'effacer les impressions sinistres que sa conduite a données, il use de quelques artifices capables, à son avis, de faire croire au Roi d'Espagne, que le Duc de Savoie & le Maréchal de Lesdiguières lui font des propositions qu'il rejette avec haineur. Ainsi le Roi de France perdit en un an l'occasion d'enlever deux Royaumes à la Maison d'Autriche. Un zèle de religion mal-entendu l'empêcha d'appuyer les justes prétentions de l'Electeur Palatin à la Couronne de Bohême; & l'humeur timide ou intéressée du Favori & des Ministres de Louis, arrêta les desseins du Duc d'Offone sur le Royaume de Naples, qui ne paroisoient pas trop mal concer-tés.

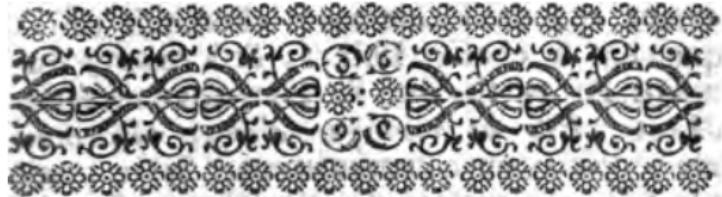
Le Cardinal de Uceda son allié fait inutilement tous Borgia est ses efforts pour le maintenir dans son em-fait Vice- plois à la place du Duc de Na-moires contre Offone. On tâche d'arrê-d'Offone. ter le Capucin à Gênes: & il s'échappe.

Le Duc d'Uceda fut empêcher l'effet des mauvais offices du Moine envoié. Mais le Capucin étant tombé dangereusement malade , il met entre les mains du Nonce du Pape une Lettre foudroiaante contre le Duc d'Offone adressée au Roi. En prenant l'air & les manières de Prophète , le Moine moribond menace sa Majesté des jugemens les plus terribles de Dieu , à moins qu'elle ne remédie promptement aux desordres que le Duc d'Offone cause dans le Roiaume de Naples. Philippe timide & superstitieux est frappé de ce que lui dit un mourant à qui certain exterieur dévot & mortifié avoit acquis une grande réputation de sainteté. Le Roi fait expédier incontinent un ordre au Cardinal de Borgia d'aller de Rome à Naples en qualité de Viceroi. Le Duc d'Offone épua tous ses artifices pour parer le coup : Et ce fut en vain. Borgia s'avance jusques à Gaïette : mais il n'ose venir hautement à Naples. On craignoit que le Duc d'Offone ne fit soulever le peuple ; & il avoit de quoi se defendre long-temps. Le Cardinal secondé par les ennemis de celui qu'il vient chasser , entre secretement dans le Château neuf de Naples , gagne les Officiers de la garnison Espagnole dans les autres châteaux de la ville ; & se fait proclamer Viceroi. Offone surpris de ce coup imprévu , fit mine de ceder de bonne grace. Il part pour l'Espagne ; & se rend à Madrid à fort petites journées.

162c: temps au Duc d'Uçeda d'appaiser le Roi.
Offone est assez bien à la Cour jusques au
nouveau regne de Philippe IV. Alors
ses ennemis furent écoutés : On le met
en prison dans le dessein de lui faire son
procès, & il y meurt accablé de chagrin
& de maladie.



1620.



HISTOIRE DU REGNE DE LOUIS XIII.

Roi de France & de Navarre.

LIVRE XV.

D Epuis la fameuse Ligue du Forces des
bien public sous Louis XI, parti de la
la France n'avoit point vu de Reine me-
parti plus puissant, que ce-
lui, à la tête duquel se mit
Marie de Médicis mere de Louis XIII,
sous le même prétexte spacieux, d'obtenir
le soulagement du peuple & la réforma-
tion de l'Etat, que la bonne Princesse Mercure
pouvoit accorder elle-même, lorsqu'elle François.
se trouvoit à la tête des affaires. Cette Remon-
seule reflexion fit douter de la sincérité de trance au
ses intentions. Les gens d'esprit, que dis Roi dans
je à les moins clairvoians du peuple, ju- les éventées
gerent piées.

2620. gerent que la Reine mère cherchoit uniquement à chasser Luines, & à rentrer de pour la de moins en partie dans le gouvernement de l'Etat. *Elle ne veut pas d'autre réforme*
Reine mère *tion,* disoit-on communément. Si le peuple fait quelquefois des vœux pour Marie de Médicis, c'est plutôt un effet de la haine & de l'indignation publique contre la rapidité de la fortune d'un Favori sans mérite, qu'une marque des bonnes espérances que la Reine mère eût données, de reparer le mal dont sa mauvaise administration fut cause. On vit sans regret la dissipation de son parti; on se mocqua des Seigneurs qui s'y engagèrent mal à propos. Le peuple plaignit d'autant moins les pertes que firent quelques-uns d'entr'eux, qu'ils lui en causerent d'infiniment plus grandes, afin de contenter leur ambition. Cette malheureuse affaire couta au moins dix millions à la France. Le Roi en dépensa plus de six pour dissiper le parti; Marie de Médicis deux pour le former; les Seigneurs s'épuisèrent de même inutilement: & quelques-uns perdirent encore leurs charges & leurs établissements.

Le second Prince du sang, & dix-sept grands Seigneurs, Officiers de la Couronne, ou Gouverneurs de Province s'étoient mis de la partie. Le Duc de Longueville, le Grand-Prieur de France, & le Comte de Tôrigny tenoient toute la Normandie. Le Comte de Soissons assuroit le Ferche & une partie du Maine. Le Duc de Vendôme étoit maître de quelques villes sur la rivière du Loir; le Ma-réchal

réchal de Bois-dauhin en tenoit d'autres 1620.
 entre la Sartre & la Maïenne. La Reine
 mere avoit Angers & le Pont de Cé. Les
 Ducs de la Tremouille & de Retz possé-
 doient de bonnes places en Poitou & en
 Bretagne. Le Duc de Rohan comman-
 doit dans S. Jean d'Angeli , le Duc d'E-
 pernon disposoit de l'Angoumois & de la
 Xaintonge. Le Vicomte d'Aubeterre Gou-
 verneur de Blaie s'étoit declaré. La vil-
 le, le Parlement de Bourdeaux & toute la
 Guienne furent à la dévotion du Duc de
 Maïenne. En un mot Marie de Médicis
 avoit pour elle une liziére de deux cens
 lieues des Provinces maritimes de France
 depuis Dieppe jusques à l'embouchure de
 la Garonne, grand nombre de bonnes pla-
 ces dans tout le Roiaume , des Officiers
 braves & experimentés , d'habiles Géné-
 raux , & des Seigneurs consommés dans
 les affaires civiles & militaires. Ils ne pre-
 tendoient pas s'amuser à prendre des vil-
 les. Leur dessein , c'étoit de former une
 armée nombreuse , de marcher droit à Pa-
 ris , & de mettre tout le peuple de leur
 côté , en demandant la réformation des
 abus & des desordrés du gouvernement.
 Le projet étoit le plus beau du monde :
 mais rien ne fut jamais plus mal exécuté.
 Ils auroient pu le pousser loin , s'ils n'eus-
 sent pas eu une femme imprudente & mal-
 habile à leur tête ; ou plutôt si les prin-
 paux d'entr'eux eussent pris la précaution
 de s'assurer de sa personne , & de ne la pas
 laisser à la discretion de ceux qui veuloient
 faire leur fortune en la trompant.

1629. Soit que le Prince de Condé se flattât
Le Roi en d'augmenter considérablement son crédit
voie des en obtenant le commandement d'une armée ; soit qu'il cherchât à se venger de
fautes pour Marie de Médicis, il conseilloit au Duc
avec la Reine mère de Luines d'attaquer le parti des mécontents à forte ouverte, & de les reduire à
Mercure venir implorer humblement la clémence

François du Roi. Le Cardinal de Retz & le Jésuite Arnoux furent d'un avis contraire. A

Vittorio Siri Messer Mario recondite. la sollicitation de Bentivoglio Nonce du Pape, ils representent vivement au Favori

Tom. V. pag. 123. que la voie de la négociation est la plus sûre, & que la trop grande autorité du

124. 125. premier Prince du sang, n'est guères moins

&c. à craindre, que le rétablissement parfait de la Reine mère. On ne fait si Luines panchoit plus de ce côté-là ; ou bien s'il eut seulement envie d'amuser Marie de Médicis, en lui faisant espérer de bonnes conditions, pendant que le Roi se prépareroit à s'avancer vers Angers avec ses meilleures troupes, avant que la Reine mère en eût assez pour se défendre. Quoiqu'il en

soit, le Duc de Monbazon, Bellegarde grand Ecuier, du Perron Archevêque de Sens, & le Président Jeannin ont ordre du Roi d'aller à Angers, & de faire des propositions de paix & d'accordement à la Reine mère. Berulle Général de l'Oratoire y fut envoié dans le même temps : il eut encore les instructions secrètes. Plus amoureux de la retraite & de sa Théologie sublime, que du grand monde & des intrigues de Cour, le bon Pere refuse d'abord avec humilité cette nouvelle commission,

mission , que le Roi , ou plutôt le Favori ¹⁶²⁰ lui donne à l'insçu du Prince de Condé. Mais on lui trouve des raisons de conscience pour obéir à sa Majesté , comme il en allegue , pour demeurer à la tête de sa Communauté naissante.

Bellegarde fut reçû Duc & Pair avant ^{Bellegar-}
son départ , aussi bien que le Maréchal ^{de} grand
Briffac. On envoioit celui-ci en Bretagne ^{Ecuier &}
afin d'empêcher que le Duc de Vendôme ^{le Maré-}
Gouverneur de la Province , n'y remuât en ^{châl de}
faveur de Marie de Médicis. La dignité ^{font recus}
de Duc & Pair , autrefois si considérable ^{Ducs &}
en France , s'avilit extrêmement sous le
regne de Louis XIII. & sous son fils elle
a perdu entièrement ce qui lui restoit
d'éclat & de distinction. Il en est de mê-
me du bâton de Maréchal de France. Un ^{Mercure}
des grands secrets de l'établissement du ^{François}
pouvoir arbitraire , ç'a été l'extinction des ^{1620.}
premières charges de la Couronne , ou
l'avilissement de celles que le Roi a cru
devoir conserver pour l'ornement de sa
Cour. Les Princes du sang ont encore
un rang & une distinction considerable :
mais en leur laissant certain dehors , on a
soin de leur ôter toute sorte d'autorité.
La Majesté du Souverain demande que
ceux qui lui appartiennent de près , soient
respectés. Et ce qu'on veut appeler *la raison d'Etat* , nom mystérieux & honnête
dont la tyrannie se couvre , ne permet pas
que les Princes aient trop de part aux af-
faires. Ils y en devroient avoir beaucoup
selon l'ancienne & véritable constitution
du gouvernement de France. Leur naiss-

1620; fance leur donne droit d'assister à toutes les délibérations importantes. Les Pairs de la Couronne ont les mêmes priviléges. Mais la multiplicité & le peu de crédit de ceux qui sont revêtus de cette dignité depuis un siècle , les mettent hors d'état d'en soutenir les droits & les prérogatives,

Après la réunion de quatre anciennes Pairies à la Couronne , des Fils de France & des Princes du sang furent créés Pairs. On donna ensuite la même qualité à quelques Seigneurs cadets de maison souveraine qui s'établissaient dans le Roiaume. Les Monmorencis ne se croient pas fort inférieurs à ceux qui se disent Princes étrangers dans un Etat où il n'y a point d'autres Princes , à proprement parler , que ceux du sang Royal ; les Monmorencis , dis - je , & quelques autres Seigneurs d'une naissance illustre & distinguée , aspirerent à la dignité de Duc & Pair. Les Rois dont ils furent favoris , la leur donnèrent. Depuis que les Gondis , les Joües , les Epernons , les Luines , les Lesdiguères l'ont obtenuë , tous les Gentilshommes se croient en droit d'y prétendre. Je ne sais comment ceux qui sont issus des anciennes & bonnes maisons du Roiaume , ne méprisent pas maintenant une dignité dont plusieurs gens d'une naissance du moins assez médiocre se trouvent ridiculement revêtus. On dit que le Comte de Lauzun refusant la qualité de Duc & Pair que le Roi de France lui offroit , comme un premier dédommagement des avantages

ges que la Majesté lui fit perdre, en rom-
pant son mariage avec feu Mademoiselle
d'Orléans, il rejetta la proposition avec
une extrême hauteur. *Me faire compagnon
de S. Agnac, de Noailles, & de Coissin,
dit le Comte, par ma foi, j'aimerois autant
devenir frater de Barbier.* Quoique l'ex-
pression soit basse & outrée, je lui faurois
peut-être bon gré de sa fierté, s'il l'avoit
fouenu jusques à la fin. Mais un hom-
me de qualité se lasse de voir tant de gens
qui le reculent au-dessous d'eux.

Bentivoglio Nonce du Pape avoit offert
plus d'une fois les bons offices de son Lettre
maître pour la réconciliation du fils & de de Ben-
la mere. Il propose d'aller traiter lui-mê- tivoglio.
me avec Marie de Médicis. Mais il étoit Nonce du
suspect au Prince de Condé & au Favori. Pape à la
Reine mere. On lui permit seulement d'écrire à la Re-
ine mere, & de donner sa Lettre à l'Ar-
chevêque de Sens. C'étoit une exhorta-
tion à la paix, qui fut rendue publique.
J'en rapporterai un ou deux endroits. Ils
nous découvrent les motifs & les intrigues Mercure
de la Cour de Rome. Cela sert encore François.
merveilleusement à justifier la défiance 1620.
continuelle des Protestans & les précau- Lettre de
tions qu'ils prenoient pour se défendre en Bentivo-
France & en Allemagne. En racontant glio.
ce qu'il a dit au Roi pour le porter à la
paix, Bentivoglio déclare sans façon qu'il
a représenté à sa Majesté que les troubles
domestiques l'empêcheroient de donner
le secours promis à l'Empereur contre les
hérétiques d'Allemagne. Le Nonce ex-
posant ensuite à Marie de Médicis les
raisons

1620. raisons qu'elle a de se recoacilier avec son fils, on ne fait aucune difficulté d'apprendre au monde, que la plus pressante de toutes, c'est la nécessité de travailler incessamment à l'extirpation de l'hérésie en France. *Sa Sainteté vous conjure, Madame,* dit le Ministre du Pape, *Et j'en ai instamment supplié le Roi, d'éviter autant qu'il sera possible, tout ce qui est capable de porter les choses aux extrémités, Et de faire prendre les armes. Vous savez mieux que personne ce que c'est qu'une guerre civile. Ceux dont il dépend de la commencer, ne sont pas toujours les maîtres de la finir. Elle est également pernicieuse aux vainqueurs Et aux vaincus. Quand Dieu en veut punir les auteurs, les fléaux de sa colère se répandent sur la nation entière. Les plaies mêmes de la France rendent un témoignage déplorable à la vérité de ce que je dis. L'hérésie s'y est introduite parmi les désordres des guerres civiles. Elle a toujours acquis de nouvelles forces dans la confusion que les troubles domestiques ont causée. Votre Majesté n'ignore pas que cette Monarchie ne pouvoit être affligée d'un plus grand fléau que celui de l'hérésie. L'unique but de ceux qui en font profession dans ce Royaume, c'est de former un gouvernement populaire directement opposé à la Monarchie du Roi, de la même manière qu'ils en ont déjà formé un directement contraire à la Monarchie spirituelle de l'Eglise. Puis donc que l'hérésie a pris sa naissance, Et qu'elle s'est fortifiée durant les guerres civiles Et la desunion du corps des Catholiques de cet Etat; il faut qu'à la faveur de la paix rétablie*

tablie dans le Roiâume , & de la réunion 1620 ;
parfaite des Catholiques , on vienne à bout
d'abaisser & de détruire l'hérésie . L'ame
de cette union , Madame , ce doit être le Roi
qui ne fait avec vous qu'une seule & même
chose.

Et certaines gens viendront nous crier
à la sédition , à la revolte , quand on leur
parlera des mesures que les Protestans
prenoient alors en France & en Allemagne
afin de se réunir & de se défendre ?
Voici un Ministre de la Cour de Rome
qui leur déclare tout publiquement , que
Louis trompé par de faux prétextes de re-
ligion , a , contre les véritables intérêts de
sa Couronne , & contre la justice même ,
promis de secourir l'Empereur . Je dis
contre la justice ; car enfin l'Electeur Pa-
latin avoit un droit légitime au Roiâume
de Bohême . Le même Italien dit encore
que le Pape s'efforce d'établir une parfaite
correspondance entre la France & la Mai-
son d'Autriche afin que ces deux Puissan-
ces travaillent de concert à la ruine des
hérétiques en Allemagne . Si la Cour de
Rome emploie ses bons offices à la recon-
ciliation du fils & de la mere , ce n'est
que pour rendre la destruction des Réfor-
més de France & plus facile & plus
prompte . Les Protestans n'auroient-ils
pas été les hommes du monde les plus
imprudens , s'ils n'avoient pas profité des
avis que leurs ennemis vouloient bien leur
donner .

Bentivoglio ne fait pas l'histoire , ou bien
il avance à plaisir d'insignes faussétés . Qui
lui

1620. lui a dit que ce qu'il lui plait d'appeler l'Hérésie, a pris naissance durant les guerres civiles ? Une infinité de gens embrassèrent la Réformation avant le règne de François II. C'est le fameux Triumvirat, c'est le massacre de Vassy, qui ont allumé les premières guerres de Religion : Et à qui ces deux choses doivent-elles être imputées ? aux intrigues de la Cour de Rome & de l'Espagne, au zèle impétueux & sanguinaire des Catholiques. Où M. le Nouce a-t-il pris que les Réformés voulaient établir un gouvernement populaire en France ? Ils avoient à leur tête les premiers Princes du sang & des principaux Seigneurs du Royaume. Les personnes d'un rang si élevé ne sont pas pour la Démocratie. Les Protestans sont ennemis de la Monarchie spirituelle du Pape, donc ils ne sont pas moins contraires à l'autorité des Rois. Quelle ridicule conséquence ! Tel est pourtant le phantôme dont la Cour de Rome se fert depuis long-temps pour effrayer les Princes. Découvrions le mystère d'iniquité, puis qu'on nous y conduit. Voici le plus grand artifice du Pape afin d'établir sa Monarchie spirituelle. Les Rois & les Souverains tendent ordinairement à se rendre maîtres absous. La Cour de Rome les flatte de les aider par le moyen de la Religion à l'établissement de la tyrannie temporelle, pourvu qu'ils lui permettent de dominer sur les consciences. C'est par là que certains Princes entêtés du pouvoir arbitraire, préfèrent le Papisme à toute autre Religion. Ils croient s'ac-

s'accorder mieux avec le Pape, qu'avec leurs Sujets. Dès que le Pape est reconnu pour le Vicaire de Jesus-Christ, il fournit aux Princes mille moyens secrets & puissans de rendre le peuple esclave. Le Papisme, est la religion la plus commode à la tyrannie. Il tend à l'assujettissement entier de la Raison. Dès que l'esprit se fait à l'esclavage, le cœur conserve rarement l'amour de la liberté. L'expérience nous apprend que le pouvoir arbitraire est plus grand par tout où le Papisme est le mieux établi. C'est à quoi un peuple jadis de sa liberté, ne fauroit trop penser.

Les remontrances des Commissaires du Roi, & la Lettre du Nounce, ne firent pas grande impression sur l'esprit de Marie de Médicis. Elle ne vouloit traiter que de concert avec les principaux Seigneurs de son parti. On lui répond que le Roi n'en suivre le point en négociation avec ses Sujets, & que s'il députe des personnes distinguées afin de savoir les intentions de la Reine sa de son mere ; c'est une déference qu'il veut bien donner. rendre à celle que la nature & la religion l'engagent à respecter. Quelqu'un proposa là-dessus cet expedient, que la Comtesse de Soissons soit présente, & qu'elle d'embrasser les intérêts de son fils & des autres Seigneurs mécontents lors que Marie de Médicis écouterait les Commissaires du Roi. Cette nouvelle délicatesse de Louis donne à penser qu'il cherchoit tout au plus à déranger Marie de Médicis de ceux qui embrassèrent son parti. Louis n'avoit-il pas négoci-

Richelieu Evêque de Luçon que la Reine

Mémoires de Rohan. l. I. Vie du Duc d'Epernon. l. VIII. de Vittorio. Tom. V. pag. 132. 133. &c.

1620.

négocié avec ses Sujets dans la Conférence de Loudun? Et sur quoi fondé-t-on cette maxime: *Le Roi n'entre point en négociation avec ses Sujets.* Ils peuvent avoir de justes démêlés avec lui. Comment les terminera-t-on, si ce n'est par la voie de la négociation? J'avoue qu'il faut avoir de grands égards & une extrême déférence pour la Majesté du Souverain. Le bon ordre l'exige. Mais s'il prétend aussi prescrire toujours des Loix absoluës, il regarde ses Sujets comme de véritables esclaves. La réponse faite à Marie de Médicis, c'est un de ces principes de la politique introduite depuis quelque temps en France; ils tendent tous à l'établissement de la tyrannie.

On cessa de parler de conférence & de négociation, quand on eût appris que le Roi alloit en Normandie. Une personne plus clairvoyante que la Reine mère, auroit du moins commencé de se dénier de Richelieu Evêque de Luçon. En détournant sa maîtresse de suivre les bons avis que lui donnaient les Ducs de Maienne, de Rohan, & d'Epernon, il la met à la disposition du Roi, dès qu'il aura réduit le parti du Duc de Longueville en Normandie, qui n'est ni assez puissant, ni assez bien lié pour tenir contre toutes les forces du Roi. Le Duc de Rohan offrant ses services à Marie de Médicis, lui conseille de se retirer à Bourdeaux auprès du Duc de Maienne, qui avoit une bonne armée de dix-huit mille hommes. *Vous serez-là, Madame, dans une entière sécurité,* disoit Ro-

Rohan. M. d'Epernon & moi joindrons M.
de Maïenne au premier besoin. Si le Roi vient
vous attaquer, nous avons une armée nombreu-
se qui tiendra la campagne. Un grand Parle-
ment se déclarera en votre faveur. Le Duc de
Monmorenci & le Marquis de Châtillon vous
donnent de bonnes espérances. Dès que votre
Majesté sera dans le voisinage, ils se détermi-
neront, & vous aurez encore le Languedoc &
le Parlement de Toulouse. Si le Roi s'approche
une fois de vous, toutes les villes lui ouvriront
leurs portes; & quand on vous aura enlevé le
Pont de Cé, où votre Majesté passera-t-elle la
Loire pour nous venir joindre?

Vos raisons sont les meilleures du monde,
répliqua Marie de Médicis; mais ne con-
noissez-vous pas M. d'Epernon? Si je vas
à Bourdeau, il aura du chagrin de ce que
je lui préfère M. de Maïenne. Au reste, je
suis mieux que vous ne pensez, dans Angers.
La Comtesse de Soissons est sûre du Duc de
Longueville son beau-fils. Cela nous donne
Dieppe. Nous tenons la ville & le château
de Caen par le Grand-Prieur de France.
Le Comte de Torigni dispose de la baie Nor-
mandie. M. de Longueville a son parti dans
Rouen; & nous espérons que la ville & le
Parlement se déclareront. En ce cas le Roi
pourra-t-il s'éloigner de Paris? Ces choses
que l'Evêque de Luçon eut grand soin
d'inculquer à Marie de Médicis, la deter-
minèrent à ne sortir point d'Angers. Le
Duc d'Epernon la confirme dans cette ré-
solution. Il craint que le Duc de Maïenne
maître de la personne de la Reine me-

1622.

re, ne pense à tirer des conditions avantageuses du Favori, aux dépens de tous les autres qui avoient pris des engagements avec elle. Une autre chose arrêtoit Epernon. Si votre Majesté se retire d'Angers, remontrroit-il à Marie de Médicis, cette fuite apparente fera grand tort à ses affaires. On s'imaginera qu'elle n'est pas en état de résister. Vous perdez encore tout d'un coup ce que vous tenez entre la Loire & le Garonne. Il vaut mieux que M. de Maïenne & moi rejoignions nos troupes, & que nous allions auprès de votre Majesté. Nous aurons là une armée de trente à trente-cinq mille hommes. C'est de quoi réduire, du moins le Favori à des conditions raisonnables. Nous avons pris les armes dans ce dessein. Suivons le conseillement, & qu'aucun de nous ne pense à ses intérêts particuliers.

C'étoit le meilleur parti que la Reine mere pût choisir. L'Evêque de Luçon le vit bien : mais cela ne l'accommodeoit point. Le Duc de Maïenne étoit suspect à Epernon. Le bon Seigneur devoit se défier davantage de l'ambitieux Richelieu. Ce fut lui qui avança sa fortune en trahissant la Reine mere sans qu'elle s'en aperçut, & en mettant à la disposition du Roi, ou plutôt de son Favori, tous les Seigneurs déclarés pour elle. Richelieu n'avoit garde de souffrir que deux hommes aussi habiles & aussi penetrans que les Ducs de Maïenne & d'Epernon fussent auprès de Marie de Médicis. Arbitres souverains des résolutions prises dans son Co-

feil , ils auroient rompu les mesures de 1620,
l'Evêque de Luçon. La Reine mere ne
pouvoit traiter avec le Roi que de concert
avec eux; au lieu que le Prélat prétendoit
la contraindre à faire sa paix , dès que le
Favori promettoit de lui rendre une par-
tie de son autorité à la Cour , & deman-
der un chapeau de Cardinal pour Richelieu. Le fin Courtisan desesperant de ruï-
ner le Duc de Luines , pense à s'accom-
moder avec lui. Il se flatte que dès qu'il
sera revêtu de la pourpre , la Reine mere
jalouse de mettre ses créatures dans le
Conseil , doit l'aider à supplanter le Car-
dinal de Retz , & que le Favori assez fa-
cile à surprendre , y consentira , si Richelieu
se lie d'intérêts avec lui. L'ambition
demeurée d'un Prélat fourbe & délié au-
denier point , fut l'unique & véritable
cause de la ruine d'un des plus puissans
partis qu'on ait formés en France contre
l'élevation d'un Favori. Richelieu seroit
parvenu à quelques-unes de ses fins; en
soutenant les moiens concertés pour abais-
ser le Duc de Luines. Mais un homme
qui concevoit de si vastes desseins , craignit
de se rendre trop odieux à un jeune Roi.
L'Evêque de Luçon croit devoir ménager
Louïs en épargnant son Favori. C'est
pourquoi il conduisit les choses avec tant
de dexterité , que le Roi & le Duc de Lui-
nes lui furent redevables de la dissipation
subite & inespérée du parti de Marie de
Médicis , qu'il leur livre le plus à propos
du monde. Avec toute son habileté , Ri-
chelieu eut de grandes pénées à surmon-
ter

4620. ter un inconvenient qui deconcerte ordi-
nairement les fourbes & les traîtres. On
se sert volontiers de lui. Mais le Favent
a peur ensuite d'avancer trop un homme
qui en fait infiniment plus que les trois
Luines, & que leurs plus intimes confi-
dens. Tout ceci se développera dans le re-
cit que je vas commencer.

Le Prince de Condé Luines toujours incertain & timide au-
roit perdu les occasions les plus favora-
donne un bles, aussi bien que Marie de Médicis, si
avis salu- le Prince de Condé n'eût représenté vi-
taire au vement dans le Conseil du Roi, que la
Roi. diligence & l'activité sont les deux cho-
ses les plus importantes pour étouffer une

Mémoires du Due de Robespierre. I. I. Luines faction naissante. Il est d'avis que sa Ma-
Vie du Due d'Epernon. fortifier. Après que vous serez assuré, Sire,
I. VIII. d'une Province puissante & voisine de Po-
Mercure ris, ajoutoit le Prince, vous irez droit à la
Francois 1619. Reine mere. En lui prenans le seul passage
Vittorio qu'elle a sur la Loire, vous la contraindez à
Sire Mé- morie Ro- se jettent entre vos bras. C'est à regret que
condite. Tom. V. je me vois obligé de prier votre Majesté de se
pag. 127. souvenir d'une chose que je vaudrois effacer
lettres di de sa memoire. Entrainé par de mauvais
Bentivo- conseils, je me retirai de la Cour avec quel-
glia. ques Seigneurs dans le dessein de prendre les
armes. Nous étions perdus sans ressource,
si votre Majesté se fut avancé vers la
Champagne avec les seules troupes de sa mai-
son, comme M. de Villeroi & quelques au-
tres le proposerent dans votre Conseil. La
Reine mere est plus puissante que nous ne
l'étions alors, je l'avoué. Mais elle n'a pas

gicent

mieux pris ses mesures. Ceux qui se déclarent contre votre service, ne sont pas d'accord ensemble. Ils ne savent encore à quoi se déterminer. Avec un peu de diligence & par un coup d'éclat, vous les empêcherez de se reconnoître. Luines fit consentir le Roi à profiter d'un si bon avis.

On envoie incontinent des ordres au Duc de Chevreuse & au Maréchal de Thémire de s'opposer au Duc d'Epernon du côté du Limosin & au Duc de Malençon en Guyenne. Le Comte de la Roche-foucaut Gouverneur de Poitiers doit faire tête au Duc de Rohan en Poitou. Le Marquis de Courtenvaux va en Touraine observer les démarches de la Reine mère. Le Duc de Nevers & l'aréchal de Vitri sont chargés d'agir contre le Marquis de la Valette qui commandoit à Metz à la place du Duc d'Epernon son pere, & d'empêcher que les troupes levées pour la Reine mère dans le paës de Liège, n'entreant en Champagne. Le Duc de Guise est envoyé en Provence avec ordre de se joindre au Maréchal de Lesdiguières, en cas que le Duc de Monmorenci se déclare dans le Languedoc en faveur de Marie de Médicis. Enfin, Bassompierre Colonel Général des Suisses reçoit ordre d'amasser des troupes dispersées dans quelques villes de Champagne, & de venir joindre au plutôt l'armée que le Prince de Condé doit commander sous le Roi, en qualité de Lieutenant Général. Après ces précautions, Louïs appelle tous les Magistrats de Paris. En leur déclarant son intention

1620,

d'aller à Rouen, il leur recommande la conservation de la ville capitale, où la Reine son épouse demeurait avec le Chancelier & une partie du Conseil pour l'expédition des affaires. Le Roi emmenoit seulement avec lui du Vair Garde des Sceaux & un nombre choisi de Conseillers d'Etat & de Maîtres des Requêtes. Verdun premier Président du Parlement & Servien Avocat Général, persuadés qu'il s'agit plus dans cette guerre de la fortune d'un indigne favori que de toute autre chose, font à sa Majesté d'amples remerciemens de la confiance qu'elle témoigne à son Parlement, & de nouvelles protestations de la fidélité de tous les Magistrats. Nous vous supplions seulement, Sire, ajoutèrent-ils, de prendre les mesures les plus convenables au repos de l'Etat & au bien de vos Sujets, d'éviter autant qu'il sera possible les malheurs de la guerre civile, & de considérer, s'il vous plaît, que la Reine votre épouse, un Prince de votre sang & plusieurs Officiers de votre Couronne, sont engagés dans cette fâcheuse affaire.

Le Roi ^{Louis} partit de Paris le 7. Juillet accompagné de Gaston Duc d'Anjou, du Prince de Condé, d'un grand nombre de Gentilshommes. Il conduisit seulement avec lui un petit corps d'armée d'environ 1. III. huit mille hommes de pied & de huit cents chevaux. Sa Majesté apprit à Pontoise que le Duc de Longueville Gouverneur de Normandie, étoit allé le même jour au Parlement de Rouen. Après une amende, il protesta de son attachement au serment. Il vice

vice du Roi, Longueville déclare, que les justes raisons qu'il a de l'empêcher de le faire, offrent que le Roi est son ennemi, mais rend sans cette supposition que la Majesté, iustement, l'empêchera d'aller au devant d'eux pour recevoir la croix de la Paix. Mais je me suis rendu à Dieppe, ajouta-t-il, il n'est pas que je veuille éviter le visage du Roi. Je cherche feutrement à me mettre à couvert de la haine de mes ennemis. Tel est le langage ordinaire des Princes, ou des Seigneurs, lorsque, réunis dans la Cour, ils vont se cantonner dans leurs tressors, ou dans leurs Gouvernements. Louys, fut reçu à Rouen avec des accolades extraordinaires. Il monte le lendemain au Parlement. La Vain Garde des Sceaux y fit un long exposé de tout ce qui s'est passé depuis la remise de la Reine, mère à Aligoultine, des gratifications que le Roi lui a faites, du soin qu'il a pris de la contenter, des sentiments tendres qu'il conserve encore pour elle. La Garde des Sceaux déclara ensuite que le Roi ayant envoié ses ordres au Duc de Longueville, de venir trouver sa Majesté à l'entrée de la Province, &c de l'accueillir avec bonté dans la visite qu'elle en veut faire. Il a refusé d'obéir. Cette préface prépara tout le Parlement à recevoir les Lettres qui suspendaient Longueville des fonctions de sa charge de Gouverneur de Normandie, jusqu'à ce qu'il se fût justifié en présence du Roi. Les Lettres de suspension furent suivies de l'interdiction de quelques

1620. Officiers, qui prenoient le parti du Duc de Longueville.

Il se retranche si bien à Dieppe, que le Roi n'ose pas seulement la l'y attaquer. On prend la résolution de marcher au secours des habitants de la ville de Caen, et barbassés à ce défendre contre un Officier nommé Prudent qui commandoit dans le château pour le Grand-Prieur de France. Le Maréchal de Praslin eut ordre de s'avancer en diligence avec quelques troupes du côté de Caen. Prudent ayant refusé de rendre le château, Praslin commence l'affaigrement des formes. Le Grand-Prieur accoume avec quelques soldats tent d'y s'entretenir et fut inutilement. Il se retire, et qu'il fait que le Roi s'appoche de la ville. Louis encouragé par les Armee de Condé, voulut aller à la tranchée. Le Dauphin d'Anjou l'y accompagne. Le maréchal fut surpris de voir le premier Prince du sang conduire le Roi & son frere en que ce endroit, où leur vie estoit par trop bie feurelē. Non content d'empêcher ces deux Jeunes Princes aux incommoditez d'un perilleux voyage, dirent quelques uns à l'or, de faire les même encore à la tranchée. Il n'eut pas moins que de Cent mille hommes qui appartenient à Condé domisoit alors dans le Comte. Personne n'osoit résister à tout ce qu'il falloit pour gêuler Marie de Médicis à la condition de simple particuliéret. On se contente de murmurer. M. le Prince, remarquaient deux là qui sa puissance donne de l'ombrage, ne cherche pas

sont à servir le Roi, qu'à se venger de la Reine mère & à se rendre le maître des affaires. Le Favori s'y trouva lui-même surpris.

Louis impatient de la longue résistance de Prudent, fit sommer pour la troisième fois la garnison du château. On les menaçait tous de la torture, à moins qu'ils ne se rendent au plus tôt. Cela n'affraie point le brave Prudent. Un valet de chambre du Roi chargé de faire la sommation, s'assura de crier aux soldats de la garnison que si ils veulent jeter par-dessus leurs murailles un Commandant rebelle & opiniâtre, qui les trompe en les empêchant d'obéir à sa Majesté, elle leur fera distribuer dix mille écus de récompense. La bravoure de Prudent ne fut pas à l'épreuve de cet artifice. Il craignait que ses soldats, éblouis par la récompense promise, de lui jouassent un mauvais tour. On demanda, inconsciemment à capituler, & Louis bien-aise de n'être pas si long-temps arrêté devant un château, accorde des conditions honnêtes. Si les gens trouvèrent étrange que le Prince de Condé eût mis né le Roi à la tranchée, ils furent beaucoup plus surpris de ce que le Duc de Luynes n'y suivit jamais son jeune maître. Qu'il se moque hautement de la poltronerie du Favori. Mon Dieu ! dit un malin en faisant semblant de l'excuser, ce doit-il pas se précautionner autant contre les mouvements de l'armée du Roi, que contre celles de la garnison du château ? Il y a plus de gens qui lui veulent du mal dans une

5525. que l'an 1584. M. de Lutnes se garantit
d'un ennemi déclaré : mais il ne peut pas empêcher un ennemi fidèle.

Lettre de
Marie de
Médicis
au Roi
son fils

Mercure
Français.
1620.
Gramond
Historiar.
Galliae. I.
Lettres di
Bentivoglio.

Avant que d'arriver à Caen, Louis avoit refusé de recevoir une Lettre que Sardini lui presenta de la part de Marie de Médicis. Je sais ce qu'elle contient, dit le Roi. On l'a concertée à Paris. J'ai envoié mes personnes de distinction à la Reine ma mère. Elle peut leur dire ce qu'elle souhaite de moi. Louis dépêche Ricontinat un de ses Gentilshommes ordinaire à Angers pour informer le Duc de Bellegarde & les deux autres Commissaires du Roi des raisons qu'il a de ne recevoir pas la Lettre, & pour leur enjoindre d'avertir la Reine sa mère qu'il ne manquera jamais d'affection pour elle. Le Duc de Moabazon, le premier des quatre Commissaires, s'étoit rendu à Angers mécontent de ce qu'on avoit arrêté prisonnier, le Marquis de Richefond son fils, par ordre de Marie de Médicis. La Lettre de cette Princesse au Roi fut une espèce de Manifeste. Le résultat fut, que la guerre étoit, disoit-elle, trop favorisée & la temérité du Duc de Lutnes, insupportables à tout le monde. Il distribua les charges de l'Etat, il écrivit ses viles trahisons, en un mot, il disposa absolument de toutes choses. Non content de traiter avec le dernier mispris les plus grands Seigneurs du Royaume, il a eu l'audace de me calomnier dans la déclaration qu'il vous a fait donner en faveur du Prince de Condé. Je ne trouve point maladroit que vous ayez rendu la liberté au premier Prince de votre sang,

1620.

ni qu'il en ait l'obligation au Duc de Luines. Mais rien ne vous engageoit à permettre qu'on se servît de votre nom pour noircir mon administration. Le dessain du Duc de Luines est visible. Il a voulu irritier le Prince de Condé contre moi. La colere de celui-ci pourroit avoir quelque fondement, si l'accusation étoit véritable. Vous savez, & le Duc de Luines en est bien informé, que tous ceux de votre Conseil furent d'avis qu'il falloit arrêter le Prince de Condé. Pourquoi veut-on me rendre responsable d'une chose, que s'est faite du consentement unanime de vos Ministres d'Etat?

Au reste, poursuivoit Marie de Médicis, je n'ai aucune part à la faute des Princes & des Seigneurs qui se sont retirés d'autre de vous. Les vices & les mérites sont peut-être différents. Nous sommes d'accord en une seule chose; nous nous plaignons tous également du Duc de Luines. Puis qu'il me veut opprimer aussi bien que les autres, je suis obligée de me joindre à eux pour autre commune défense. Bien loin de tenir le povile que vous m'avez donnée de mettre quelques bornes à la fortune du Duc de Luines, vous souffrez qu'il s'attribue une puissance égale à la vôtre. Il n'est pas juste qu'un nouveau venu entreprenne d'abaisser les premières personnes de l'Etat, ni qu'il s'eleve sur leurs têtes. J'ai pour vous les sentiments de tendresse & de respect que je dois avoir pour mon fils & pour mon Roi. La prospérité de votre rogne & le bien de vos Sujets; voilà ce que j'ai de plus cher au monde. Une seule chose me désole. Mes

2620. justes desirs ne seront jamais accomplis, tant que vous abandonnerez toute votre autorité à un autre. J'ai beaucoup de choses à vous dire : mais je ne puis m'expliquer librement, que lorsque vous ne serez plus obsédé par le Duc de Luines.

Marie de Médicis écrivit encore à tous les Parlement, elle qui avoit si hautement soutenu à celui de Paris, qu'il ne lui appartenloit pas de prendre connoissance des affaires d'Etat. Je leur pardonnerois volontiers de n'avoir pas voulu ouvrir, & d'avoir envolé à la Cour des Lettres d'une Reine, qui s'avise de presser la réformation du gouvernement qu'elle avoit empêchée de toute sa force... Mais ce fut par une basse adulatio[n] pour le Roi & pour son Favori, que ces Compagnies ne déclarerent pas les Lettres de Marie de Médicis. Elles négligèrent l'occasion qu'elle leur présentoit de demander le retranchement des abus & des désordres qui devenoient tous les jours plus grands par la mauvaise administration du Duc de Luines. Il en rétablit un des plus crians & pour avoir l'argent nécessaire à soutenir une guerre où il s'agissoit de la conservation de sa fortune, & pour gagner les Magistrats intéressés à la continuation de l'abus... Je veux dire, que Luines fit donner un Edit qui rétablissait le droit annuel ou la Poulette. On proposa dans quelques Parlements d'arrêter & de punir celui qui apportoit les Lettres de la Reine mere. Cela parut indigne & ridicule aux Magistrats qui conservaient encore quelques sentimens

mens d'honneur & de liberté: Ceux de Toulouse & de Rennes assurèrent le Roi de leur fidélité & le Dauphin de Montrouzi sur lequel Marie de Médicis semble compter, fait de grandes protestations de son attachement au service du Roi.

La reddition du château de Caen fit un tort extrême aux affaires de Marie de Médicis. Le Roi prend résolution. Toute la Normandie se soumit immédiatement au Roi. Matignon Comte déchir vers Torigni, Beuvron, Mougon, la Lu, l'Anjou, zerne & plusieurs autres Gentilshommes distingués vinrent trouver sa Majesté. Le Duc de Longueville semble lui-même vouloir entrez en composition. Il écrit une Lettre soumise & respectueuse à sa Majesté. Après quelques excuses sur ce qu'il ne se rend pas auprès d'elle, il prétend de ne rien faire contre le service du Roi. Quoique ces termes généraux ne signifiaissent rien de positif, on jugea dans François le Conseil de Louis, que toute la Nor-^{1620.} mandie étant réduite, excepté la ville de Dieppe, on y pouvoit laisser le Duc de Longueville. Incapable de rien entreprendre désormais, il paroît devoir attendre du moins quel sera le succès du voyage du Roi en Anjou. En tout cas, le Duc d'Elbeuf qui commandoit pour sa Majesté en Normandie, pouvoit observer Longueville, & l'arrêter s'il exécoit quelque nouveau mouvement dans la Province. On agite dans le Conseil de Louis, une chose qui cause de la contestation. Quelques uns étoient d'avis que sa Majesté

1600, j'eust s'en retourné à Paris. Le Prince de Condé s'y oppose fortement. Il soutient que le Roi doit marcher vers Alençon, passer par le Maine, y prendre les places du Comté de Soissons, entrer dans l'Anjou, enlever le Pont de l'Or afin d'ôter à la Reine mère toute sorte de communication avec les Ducs de Rohan, d'Épernay, & de Mayenne.

Le Cardinal de Richelieu ayant représenté que la bataille de la Breda demandoit que le Roi épargnât du moins Alençon qui appartenoit à la Reine mère, Condé reproche au Cardinal qu'il n'eût de si grands méangemens pour Marie de Médicis qu'en considération du Due de Richelieu qui s'est déclaré pour elle. « Vous croyez », lui dit le Prince d'Orléans, « que je suis en présence du Roi, lorsque je le parle de la Reine mère, est une chose entièrement fausse ; le Due vous neveu ne se trouve développé avec tous les autres, mes contens à Monsieur », répondit le Cardinal, « je suis serviteur du Roi : Et je ne devraurois pas que je ne le sois de la Reine mère. Mais je ne lausse la difference qu'il y a entre la fidélité que je dois au Roi, & le respect que je suis obligé de consentir pour la Reine mère. On ne me reprochera jamais d'être dans aucun parti contre le service du Roi », ajouta-t-il en souriant, « ni d'avoir trop menagé ceux qui ont pris les armes contre lui, quelque grande que fût la débâcle du sang entier. » Moi, Les manières hautes du Prince de Condé manifestent à ses discours le Cardinal de Richelieu & ses autres collègues du Due de Béthune.

Luines se mettent à lui remontrer vivement, qu'il y va de son intérêt, d'empêcher que la Reine mère ne soit trop abaissée, & que le Prince de Condé voudra dominer absolument ; dès que Marie de Médicis ne sera plus en état de s'opposer à lui. Vous vous accommoderez infiniment mieux avec la Reine mère ; disoit-on au Duc de Étaintes. En gagnant l'Evêque de Luçon qui peut tout auprès d'elle ; vous saurez bien empêcher qu'elle ne vous soit trop contraire.

Le Favori ne parut pas trop éloigné de négocier secrètement avec Richelieu, & de lui donner de nouvelles assurances du chapeau de Cardinal. Ces deux hommes étaient également timides, & ardents pour l'avancement de leur fortune. Ils se haissoient l'un l'autre & chacun d'eux souhaitoit de perdre celui qu'il regardoit comme son rival. Cependant, leurs passions cohabitèrent à les porter à un accommodement & à se lier ensemble : l'un pour n'avoir plus la Reine mère à dos, & l'autre afin de se faire Cardinal. L'Evêque de Luçon cragoit que Marie de Médicis incapable de résister au Roi qui venoit à elle après la réduction de la Normandie, n'allât se jettter entre les bras des Ducs d'Epernon & de Maïenne, & que si la paix se faisoit ensuite, on ne se mit pas trop en peine de stipuler un chapeau rouge pour lui. Le Duc de Luines se défioit de son côté des événemens incertains de la guerre. Au premier désavantage des armes du Roi, toute la France se ferait

1620. soulevée contre un Favori universellement hâï. Le bon succès de l'entreprise de Louis, n'effraioit pas moins Luines. Condé en auroit eu tout l'honneur. Après avoir humilié la Reine mere, il ne lui restoit plus qu'à éloigner insensiblement le Favori, ou du moins à lui retrancher une grande partie de son autorité. Une seule chose arrête le Duc de Luines & ses confidens. Ils ont peur que Richelieu devenu Cardinal, ne pense à se faire premier Ministre. On rassure Luines en lui remontrant que c'est beaucoup que de gagner du temps, & qu'il sera facile de reculer sous main la promotion de Richelieu au Cardinalat. Nouvelle intrigue liée avec lui. Le Favori d'oude des assurances pour le chapeau, & l'Evêque de Luçon promet de livrer sa maîtresse quand le Roi sera venu au Pont de Cé.

Marie de Médicis effraiee du progrès déclarati-
tion du des armes de son fils, resolute de prendre
Roi sur la^ete Mans & les autres villes, qui se trou-
prise d'ar-
mes par voient sur le chemin du Roi à Angers.
La Reine La voilà donc en campagne avec six mille
mere & hommes de pied & douze cens chevaux.
contre les Elle s'empare de la ville de la Flèche, &
mécon- s'avance vers le Mans. La bonne Prin-
tessé n'alla pas si loin qu'elle espéroit. Ce
qu'elle gagna ne la dédommageoit point
d'Alençon, de Verneuil, & de Dreux
que son parti perdit encore depuis la redi-

Bernard
Histoire de
Louis
XIII. I. *Louis venoit en grande diligence, & son*
III. *armée*

armée fut renforcée de huit mille hommes, ^{1620.}
de pied & d'environ sept cents chevaux,
que Bassompierre lui amenoit, après avoir <sup>Mercure
Français.</sup>
pris sur sa route la ville de Dreux, en ve-^{1620.}
nant joindre le Roi. Cela releva extrê- <sup>Journal
de Bassom-
pierre.</sup>
mément le courage & les espérances du <sup>Lettre d'
Bentivoglio.</sup>
Duc de Luynes. Il commence de parler ^{1620.}
d'un ton plus haut. Assuré par ses nou-
velles intrigues avec l'Evêque de Luçon, ^{1620.}
que Marie de Médicis sera bien tôt à la
discretion de son fils, le Fayori persuade
au Roi qui étoit alors à Mortagne dans le
Perche, de publier une déclaration sur la
guerre civile allumée sous le nom de la
Reine mere. Elle y est beaucoup plus me-
nagée que dans celle qui fut donnée en
faveur du Prince de Condé. On se plaint
seulement de ce que Marie de Médicis
suit les mauvais conseils de quelques Sei-
gneurs mécontent, qui veulent lui faire
accroire que c'est l'offenser, que de ne lui
laisser pas une autorité absolue dans le
Royaume. *Quoique nous soyons fort sensi-
bles au mal que sa trop grande facilité nous
cause, ajouteoit Louis, nous l'excusons ve-
touetiers, persuadés que nous sommes qu'il
y a peu de gez au monde capables de ne
le laisser pas surprendre par les insinuations
artificieuses de ceux qui ont de si damnables
intentions. Son nom retentit par tout; son
seing, & son sœu courrent dans nos Provin-
ces pour autoriser ce qui s'entreprend con-
tre nous. Le Royaume est rempli des plain-
tes, & des protestations qu'elle fait de vou-
loir réformer notre Etat. Cependant nous
ne lui imposons rien de tout ceci. Nous ne
croions*

1620. rendue suspect au Roi, ou d'arrêter prisonnier le frère du Duc de Guise, son bon ami, & la Princesse de Conti, son amante; disons si vous le voulez, son épouse de conscience. On n'ignoroit à la Cour ni les intentions du Cardinal de Guise, ni ses engagements avec la Reine mère. Comme il n'avoit encore rien fait d'éclatant, le Roi ne le comprit pas dans la déclaration. On ménageoit ainsi les Ducs de Guise & de Chevreuse ses frères qui servoient utilement sa Majesté.

Le Roi se rend maître du Pont de Cé. Marie de Médicis étonnée de voir son fils venir droit à elle en si bonne résolution, fit agiter dans son Conseil, si elle l'attendroit avec huit mille hommes de pied & quinze cents chevaux qu'elle avoit, jusques à ce que le Comte de Soissons & le Duc de Rohan lui eussent amené du secours, ou bien si laissant quelques trou-

*Journal des Bassom-
pierre.*

Mémoires de Rohan

l. I. **Bernard**
Histoire de
Louis XIII *lerez ici, Madame, lui disoit-il, vous se-*

Lumieres *rez l'abbé de la Roix & de la guerre. Et*
pour l'His- si vous nous jetterez les bras des Ducs de

toire de Maienne & d'Epernon ils, vous, feront la
France.

Mercure *& seront les maîtres des conditions. Ce-*
François. *la flatte, l'inclination d'une femme impe-*

rieuse, qui aime l'indépendance. Mais en
veulant être la maîtresse, il falloit avoir
plus de vigilance & ne se laisser pas trahir.

L'Évêque de Luçon disposoit absolument

de

de toutes choses. Il ne fait ni poudre 1620.
ni plomb au Pont de Cé. Ses parents,^{Vitterio}
ses alliés, ses créatures commandent ^{Siri M-}
dans les troupes & ailleurs. En un mot ^{moire re-}
il est en son pouvoir de livrer Marie de ^{condite,}
Médicis au Roi, dès qu'il s'approchera. pag. 135.
Elle envoie le Duc de Bellegarde, PAR^{136. Gc,}
chevêque de Sens, & le P. de Berulle dire ^{Lettres de}
à Louis, qu'elle est prête à négocier avec ^{Bentive-}
lui. Un préliminaire arrête tout. Le Roi
consentait d'accorder des bonnes condi-
tions à sa mère, & de pardonnez au Comte
& à la Comtesse de Soissons : mais il
vouloit que tous les autres se remissent
à sa clémence. Marie de Médicis dé-
mandea au contraire de traiter conjointe-
ment pour elle ^{soe} pour tous ceux qui
ont embrassé son parti. Elle ne pouvoit
souffrir qu'on lui proposat de les aban-
donner.

Cependant le Roi s'avance toujours.
Le voila dans la Flèche. On y proposa
dans son Conseil s'il assiégera la ville
d'Abvers, ou s'il attaquera premièrement
le Pont de Cé. Bien instruit de tout de
qui se trame entre son Favori & l'Evêque
de Luçon, Louis déclare que le respect
qu'il a pour sa mère, ne lui permet pas
d'assiéger une ville où elle est enfermée.
Pendant que le Duc de Bellegarde amuse
Marie de Médicis en lui proposant des
conditions de paix, & qu'on lui fait croire
que son fils s'avance dans le dessein de
la voir, Bassompierre & quelques Offi-
ciers marchent vers Sorges à une lieue du
Pont de Cé comme pour escarmouchez
Ou

1620. On ne trouve aucune résistance; on marche jusques au Pont de Cé. Les troupes de la Reine mère se défendent en désordre: à la troisième charge elles prennent la fuite, & les gens du Roi entrent avec elles dans la ville. Le Duc de Retz qui devoit défendre la place, gagné ou du moins averti par le Cardinal son oncle, que la Reine mère est trahie, se retire promptement dans sa maison de Beauvais. Enfin le château se rend à la première sommation. Le Duc de Bellégard qui a le Traité signé par Marie de Médicis, dès le jour précédent, a couru au plus vite; & se plaint de ce que des Officiers du Roi ont attaqué les gens de la Reine mère après la conclusion de la paix. Soit qu'il y eût de la collusion de la part de Bellégard; soit qu'on l'eût surpris en lui persuadant de n'aller trouver le Roi que le lendemain; le Prince de Condé qui ne demande qu'à chagriner Marie de Médicis, répond que c'est la faute de Bellégard, & qu'on n'est pas obligé de deviner si la Reine mère a donné sa parole, ou non.

Le Comte de S. Agnan qui prit de l'emploi dans les troupes de Marie de Médicis, est fait prisonnier à la malheureuse journée du Pont de Cé. Louis naturellement sévère vouloit le mettre entre les mains du Garde des Sceaux & lui faire couper la tête, sous prétexte qu'il était Officier de cavalerie; il avoit abandonné le service du Roi. Mais Bassompierre & Cinq-Mars disent que S. Agnan est de leurs prisonniers.

.0521
1620.

nier de guerre, qu'ils ne font pas des Prévôts pour aller prendre ceux à qui on veut faire le procès; enfin que si le Roi traite ainsi un Officier, il ne faut pas espérer qu'aucun se rende jamais dans une guerre civile, & que tout le monde aimera mieux mourir en défendant sa vie, que de porter sa tête sur un échafaud. Ces considérations engagerent le Roi à faire grâce au Comte. Sa Majesté entra le lendemain au Pont de Cé. Elle fut surprise d'y trouver les boutiques ouvertes, & le peuple aussi tranquille que dans la plus profonde paix. C'étoit une marque du peu d'intérêt qu'il prenoit à une guerre, où, comme le Maréchal de Bouillon le fit dire à Bassompierre, il ne s'agissoit que de faire qui gouverneroit sous le nom d'un Roi fiable, ou de la mère, ou du Favori. Voilà comme les intrigues secrètes du Duc de Luines avec l'Évêque de Luçon, ruinèrent par le moyen de cinq ou six mille hommes le puissant parti que Marie de Médicis eut tant de peine à former. Dans le temps qu'elle a trente mille hommes sur pied en Poitou, en Angoumois, en Guienne, l'imprudente Princesse est reduite à se contenter des conditions que son fils veut bien lui accorder.

Marie de Médicis éperdue de la déroute de ses gens & de la prise du Pont de Cé, résolut dans un Conseil de ses plus intimes confidens, d'aller passer la Loire à Ancenis, & de se jeter enfin entre les bras des Ducs de Maine & d'Epernon. L'Évêque de Luçon en fait promptement aver-

1620. avertir le Duc de Luines; Et le Roi envoie de la cavalerie afin de s'opposer à l'exécution d'un projet, qui renverse tous ceux de son Favori & de Richelieu.

Journal de Bassompierre. Reine avertie que les passages sont fermés, change tout à coup de langage.

Mémoire François. Elle ne demande plus des conditions si avantageuses. La voilà prête d'accepter

Vittorio Siri Mé-morie Re-condite. celles que son fils lui prescrira. Louis répond qu'il recevra toujours sa mère à bras ouverts, & qu'il lui accorde par avance tout ce qu'elle demandé pour elle-même.

Tom. V. pag. 139. Mais ceux qui ont embrassé son parti, ajoute le Roi, je veux leur faire sentir que je

Vie du Duc d'Epernon. suis le maître. Il le disoit seulement par façon. Le Duc de Luines craignoit trop

le VIII. de se voir à la fin traité comme il avoit fait traiter lui-même l'infortuné Conchiani.

Lumière pour l'Histoire de France. De peur de trop irriter ses ennemis déclarés & secrets, il dispose le Roi à pardonner aux grands Seigneurs. L'Abbé Rur-

cellai aux sentiments duquel, le Favori défera beaucoup lui conseille de gagner tout le monde. L'habile Italien vouloit-il se faire des amis à lui-même? ne pensoit-il qu'à donner de bons avis au Duc de Luines, dont sa fortune trouveroit de puissans obstacles, tant qu'il cherchoit à s'établir sur la ruine des autres.

Depuis que Bassompierre eut amené fort heureusement les troupes de Champagne, sa Majesté témoigna beaucoup d'amitié à un Officier brave & diligent. Elle semble prendre un extrême plaisir à s'entretenir avec un homme dont la conversation est agréable & enjouée. Luines commença d'en

Pen d'être jaloux. Lors que Louïs fit venir Bassompierre les articles accordés à la Reine mère, il s'avisé de dire au Roi, que c'étoit une chose d'une conséquence pernicieuse, que les Seigneurs du parti de la Reine mère, demeurassent impunis après tant de révoltes. Si notre Majesté donne quelque exemple de sévérité, ajouta Bassompierre, cela retiendra les autres dans le devoir. Ils ne seront plus si prompts à prendre des armes. Les Courtisans agissent & parlent différemment selon l'état de leur fortune. En démeurant constamment attaché à ceux qui se trouvoient au timon des affaires, Bassompierre cherchoit autrefois à servir tout le monde. Il avoit des amis de tous côtés. Aujourd'hui qu'il s'apperçoit que le Roi lui donne plus de part à sa confidence, il flatte l'humeur sévère et jeune Prince. Bassompierre ne seroit pas fâché qu'un ou deux Seigneurs fussent la victime de l'entreprise de Marie de Médicis, & de profiter de la dépouille. Il avoit indirectement Louïs que son Favoir de sert mal, en sacrifiant la majesté du Souverain offensée, à la nécessité de se faire des amis. Louïs sentit fort bien que Bassompierre étoit rendue de mauvais offices, et n'eût pas fait ce qu'on fait, le Favoir pensé à éloigner de la Cour un homme qui a plus de génie que lui, & qui peut-être le supplanter.

Le Duc de Bellegarde, le Cardinal de Sourdis, l'Archevêque de Sens, le President Jeanrin, l'Evêque de Luçon, & le Pal de Berulle, étant venus trouver le Roi
de

1620 de la part de Marie de Médicis, où dresse les articles du Traité. Ce fut une confirmation de celui d'Angoulême. Louis promet de reconnaître l'innocence de sa mère dans une Déclaration juridique, & d'y donner une abolition générale à tous ceux du parti, pourvu qu'ils se rangent à leur devoir huit jours après que l'accommodement leur sera signifié. Ceux dont le Roi avait déjà rempli la place & les emplois, furent seulement exceptés. Cela regardoit particulièrement le Grand-Prieur de France. Louis ne voulut pas lui rendre le Gouvernement du château de Caen. Il étoit moins irac contre les autres. Dans ces sortes de traités il y a toujours des articles secrets. La demande d'un chapeau de Cardinal pour l'Évêque de Luçou en fut un de celui-ci: mais ce fut sans préjudice de l'Archevêque de Toulouse qui devoit passer de premier. Le Roi & la Reine mere avoient donné des paroles trop positives au Duc d'Epernon: & le Favori qui ne souhaitoit pas de voir si-tôt Richelieu revêtu d'une pourpre teinte dans le sang des sujets du Roi, mènés à la boucherie dans la journée du Pont de Cé, le Favori dit-il, rappuic les raisons que le Roi a de ne pas un nouveau sujet de mécontentement au Duc d'Epernon qui n'excitait toutes ces tempêtes, que pour se yanger de ce que le Cardinal de Retz passoit devant l'Archevêque de Toulouse. Marie de Médicis plus infatuee que jamais que Richelieu la fût bien dans le temps même qu'il trahit,

1626.

trabit, se met encore dans l'esprit que ses affaires en iront mieux, si son premier Ministre s'unit étroitement au Favori, dont elle juroit la perte il y a peu de jours. On parle du mariage de Combalet, neveu du Duc de Luynes avec la Vierge-rod Pontcoulain, nièce de l'Evêque de Luçon. Cette créature fera grand bruit dans le monde sous le nom de Madame de Combalet, & depuis sous celui de la Duchesse d'Aiguillon. Elle fut la bonne mère du Cardinal de Richelieu.

Après l'entiére conclusion du traité, Entré vué du Roi & Louis donne rendez-vous à sa mère dans le château de Brissac, où il l'attendoit. Cinquante cavaliers de l'armée du Roi furent commandés pour escorter Marie de Médicis depuis le Pont de Cé. Praslin, Maréchal de France la reçut à mi-chemin. Le Duc de Luxembourg s'avisa ensuite accompagné d'un grand nombre de Noblesse. Enfin, Louis vint lui-même au devant de Marie de Médicis cinq ou six cens pas au delà du château. Il descendit de cheval dès qu'il apperçut la litière de sa mère. Elle met incontinent pied à terre. Journal de On court l'un à l'autre, on s'embrasse de Bassom-
pierre. Je Mercredi 1620. Monsieur le Prétat qui la lui livra, faura bien un jour l'empêcher de tenir sa parole. Vous condite. Tom. V. n'aurez pas beaucoup de peine à me retenir, pag. 140. Monsieur, il répliqua la Reine mère. Je 141. vieux dans le dessein d'être toujours auprès de Lettre de vous, glo.

1620. vous, & j'espére que j'y trouverai la douceur & les agréments que je dois attendre d'un si bon fils. Marie de Médicis fit de grandes caresses au Prince de Condé & au Favori, quand ils s'approchèrent pour lui faire la revérence. Ils lui rendirent de leur côté tous les devoirs imaginables. Richelieu est admirablement bien reçu du Roi, & du Duc de Luynes. Et l'artificieux Evêque ne manque pas de faire sa cour à Louis & à son Favori. Condé parut perdre le souvenir de sa prison. Il n'avoit point encore fait de pareilles soumissions à celle qui l'y fit enfermer : il caressa extraordinairement Richelien qui en donna le conseil à Marie de Médicis. En un mot, on ne vit jamais un plus bel extérieur de réconciliation. Leurs Majestés ayant séjourné quelques jours à Brissac, le Roi prend la route de Roitiers, pour donner, disoit-on, ordre aux affaires de Guienne. Mais il y a un autre dessin secret, que sa Majesté ne veut pas découvrir encore. Marie de Médicis alla dans sa ville de Chinon, bien résolue à rejoindre son fils au plutôt. Elle prétend examiner ses démarches de près, & pénétrer ses projets les plus cachés.

Le Due Dès que la Reine mère commença de d'Eper- traiter sérieusement de sa réconciliation non est le premier à avec le Roi, elle en fit avertir les Ducs poler les de Mayenne & d'Epernon. A la première nouvelle, celui-ci congédie tout ce qu'il a de troupes sur pied. Content en apparence de ce que Marie de Médicis a fait, il la félicite de son accommodement ^{me} le

le Roi. Quand le courrier apporte au Duc les ordres du Roi qui lui enjoign de des-
armer , il trouve qu'Epéron a prévenu le commandement de sa Majesté. C'est le Sujet du Roiaume le plus soumis : il ne demande aucune condition ; il attend tout de la bonté du Roi. Dans cette dis-^{Vie du Due d'Epéron.} grace , Epéron se console par une re-^{VIII.} flexion , que Marie de Médicis défendue^{Mercure Françoise.} par lui seul , acquit plus d'honneur & ob-^{1620.}
tint de meilleures conditions l'année pre-
cedente , que dans une entreprise soutenue par un Prince du sang & par un grand nombre de Seigneurs puissans & accrédités. Le Duc de Maïenne craignoit que le Favori ne voulût se vanger de la manière haute & méprisante , dont Maïenne l'avoit traité. Il fait quelque difficulté de s'abandonner à la clémence du Roi. On sonde Epéron : Maïenne lui propose de former une nouvelle liaison pour leur commune défense. *Ma résolution est prise , répondit Epéron. Je n'ai plus rien à demander , puisque la Reine mere est contente. Le meilleur conseil que je puisse donner à M. de Maïenne , c'est de faire comme moi.*

Louis ayant appris à Poitiers que la Reine son épouse venoit à lui , il alla l'attendre à Tours. Sa Majesté retourne quelques jours après à Poitiers. La Reine l'y suivit avec les Princesses qui l'accompagnoient. Marie de Médicis y arrive incontinent. On crut qu'elle venoit dans le dessein d'aller jusques à Bourdeaux , & d'empêcher que le Duc de Maïenne qui

1620. ne se soumettoit pas encore de bonne grâce, ne fut sévèrement puni. *Sur ma vie, Journal de Sire, dit Bassompierre au Roi quand on prie.* reçut la nouvelle que Marie de Médicis Vie du Duc s'approchoit, c'est ici un artifice des partis d'Epernon sans de la Reine meree. On veut vous de-
s. VIII. Mercure tourner du voyage de Guienne. Louis le François crut si bien qu'il voulloit partir sur l'heure, 1640. sans attendre Marie de Médicis à Poitiers. Zetterre di Bentivoz Le Duc de Luines qui la ménageoit, eut
mille peines à retenir le Roi. Et la facilité de Louis à recevoir les impressions que Bassompierre lui doane, confirme le Favori dans la pensée d'éloigner de la Cour un homme qui prend à son gré, trop d'ascendant sur l'esprit du Prince. Le Duc de Mayenne prévint l'orage qui le menaçoit, en veulant se jeter aux pieds du Roi à Poitiers. Il fut reçu assez froidement. *J'oublierai le passé,* lui dit Louis, gourvù que vous me serviez désormais plus fidèlement. Le voyage de Guienne se continuant, les deux Reines prennent congé du Roi. Marie de Médicis part pour Fontainebleau, & la jeune Reine se rend à Paris. De Poitiers, Louis marcha vers S. Jean d'Angeli, & de là il passe en Augoumois.

Le Duc d'Epernon qui mesure toutes ses dérives, attend que la Cour s'approche de son Gouvernement. Bellegarde son parent étoit allé l'assurer qu'il seroit bien reçu du Roi. Ils vont tous deux trouver le Roi à Chizai. Epernon se jette d'abord aux genoux de sa Majesté. *Je relève avec beaucoup de bonté.* Je s'ai

pas été, Sire, faire quelque chose contre le service de votre Majesté, lors que j'ai voulu servir la Reine mère, dit le Duc en hantissant la voix, afin de contenter la curiosité des Courtisans accourus au spectacle en foule. Mais puisque j'ai eu le malheur de vous déplaire ; j'en demande très-humblement pardon à votre Majesté. Ce sera, Sire, la dernière grâce de cette nature, que je vous demanderai de ma vie. Rien ne sera désormais capable de me détacher du service & des intérêts de votre Majesté.

Louis alla ensuite à Brouage. Il ôta le gouvernement de la place au Vicomte d'Aubeterre : & le Duc de Luxembourg en est gratifié. Sa Majesté dédommaga Aubeterre par un bâton de Maréchal de France avec cent mille écus. La voilà enfin embarquée pour Bourdeaux. Elle y fut reçue avec une joie extraordinaire. Le jour que Louis tint son lit de justice au Parlement, du Vair Garde des Seaux fit une censure à la Compagnie, sur ce qu'elle ne s'étoit pas assez bien conduite durant les derniers mouvemens. Du Parlement le Roi va dîner au Château-trompette, où le Duc de Maïenne regale splendidement sa Majesté. Mais rien ne put égaler la magnificence du Duc d'Epernon. Il reçut toute la Cour dans sa belle maison de Cadillac. Elle admira la somptuosité des bâtimens, la richesse des meubles, l'abondance & la délicatesse des repas que le Duc donna durant deux jours au Roi & à tous ceux qui accompagnèrent sa Majesté.

1620. Durant son voyage de Normandie & d'Anjou, Louis reçut des Lettres de ses Ambassadeurs en Allemagne : Il leur envoia même de nouvelles instructions suivant ce qu'ils lui écrivirent. Angoulême, Beaufort, & Préaux trouvèrent les affaires de l'Empereur Ferdinand sur un meilleur pied, qu'ils ne l'avoient espéré. Elles se rétablirent si heureusement depuis le commencement de l'année, que Ferdinand eut le plaisir de se voir supérieur à ses ennemis, avant qu'elle fût expirée. Sa Majesté Impériale publia dans le mois de Février un long & vehément Manifeste. Après y avoir raconté à sa manière l'origine & le progrès des troubles de Bohème, elle fait de grandes plaintes contre Frédéric, & contre les Etats qui l'ont élu Roi. Ferdinand soutient avec une hardiesse capable d'en imposer, que la Couronne de Bohème est originairement héréditaire, & que les faits allégués par les Etats du pays pour prouver que l'Empereur étoit légitimement déchu de son droit au Royaume de Bohème, ne sont que des calomnies & des impostures. Il finit en implorant le secours de tous les Rois, Princes, & Potentats de la Chrétienté, & en protestant que ses desseins tendent uniquement à rétablir la paix & l'union dans l'Empire, & à lui rendre sa première splendeur. Si nous en voulons croire Ferdinand II, il se proposoit pour modèle la justice & la modération de l'Empereur Ferdinand I. son grand-père. Cependant il ne fut si moins ambitieux, ni moins entêté des succès.

Mercure
 François.
 1620.

perstitions de l'Eglise de Rome que Philippe II. Roi d'Espagne. Peut-être que ce Manifeste fut à Ferdinand de quelque utilité dans les endroits, où ses manières & ses actions n'étoient pas bien connues; mais il ne fit pas grand effet dans la Bohême, dans la Hongrie, & dans les Provinces qui secouoient le joug de la Maison d'Autriche.

Les Etats de Bohême plus éloignés que Fautes de jamais de s'y assujettir, désignèrent pour successeur à leur nouveau Roi le Prince Frédéric Henri Frédéric son fils ainé. Rien ne pressoit Frédéric de faire passer la Couronne à ses enfans. Il devoit se l'affurer premièrement à lui-même, & se précautionner mieux contre l'Empereur, ou plutôt contre ses Officiers. Soit que les Généraux de Frédéric manquassent d'habileté, soit qu'ils le servissent avec moins de zéle, dans le temps que ce Prince repaît son ambition & sa vanité en se faisant donner son fils pour successeur à une Couronne chancelante, le Comte de Buquois porte des avantages qui ne contribuèrent pas peu à la faire perdre à Frédéric. Je n'entrerai pas ici dans le détail des divers combats donnés en Autriche, ou en Bohême, avant la bataille décisive. Le nouveau Roi alla se faire reconnoître en Moravie & en Silésie. Il fut magnifiquement reçu dans la capitale de l'une & de l'autre Province. On lui rendit tous les honneurs dus au Souverain. Tandis que Frédéric s'efforce de gagner les uns, d'autres se refroidissent intensiblement à son égard. La force

1620. force de genie, le crédit, l'autorité, l'argent nécessaires pour s'établir dans un nouveau Roiaume, lui manquent. Les Bohémiens naturellement legers se dégouttent. Le peuple se plaint des impôts extraordinaire. Les gens s'imaginerent que le Roi d'Angleterre enverroit des millions à son beau-fils. Et bien loin de secourir Frédéric, sa Majesté Britannique ne veut pas seulement le reconnoître comme Roi de Bohême. Cela diminuoit extrêmement l'ardeur du peuple. Frédéric se fit grand tort en ne réprimant pas le zèle imprudent & impétueux des Ministres, ou de quelques gens de sa Religion. Je ne sais comment il souffrit que les images fussent abbattuës dans certaines Eglises de Prague. Cette violence choqua non seulement les Catholiques Romains, mais encore les Luthériens qui laissent les images dans les Eglises, & se contentent d'empêcher qu'on ne leur rende aucun culte. Il n'en faut pas davantage pour confirmer les Catholiques & les Luthériens dans leur préjugé, que si le nouveau Roi est une fois bien établi, ceux de sa Religion n'en voudront pas souffrir d'autre que la leur.

L'Electeur de Saxe se déclare hautement pour l'Empereur.

Mais la cause principale de la ruine de Frédéric; ce fut la liaison étroite de l'Electeur de Saxe & de Maximilien Duc de Bavière avec l'Empereur. Depuis que Charles-Quint eut dépouillé la branche ainée de la Maison de Saxe, & revêtu les cadets de la dignité Electorale, ceux-ci furent presque toujours dans les intérêts de la Maison d'Autriche; soit qu'ils craignis.

guissent qu'on ne leur disputât un Electo-
rat assez injustement acquis, si la Maison 1620.
qui les en avoit honorés, devenoit inca- <sup>Puffendorf
Commentar. Rerum
Suecic.</sup>
pable de soutenir ce qu'elle avoit fait; soit ^{1610.}
qu'ils s'accommođassent de la modération ^{rum. I. I.}
& de l'équité de l'Empereur Maximilien II. ^{1610.}
& de ses enfans en ce qui concernoit les Mémoires
differens sur la Religion. Mais il étoit à <sup>de Lonise
Juliane.</sup>
craindre que Jean George Electeur de ^{pag. 154.}
Saxe, n'eût pas les mêmes égards pour <sup>Mercure
François.</sup>
les Princes de la Maison de Gratz, que ^{1620.}
ses prédeceſſeurs eurent pour ceux de la
branche ainée de la Maison d'Autriche en
Allemaghe. Quelque profonde que fût la
dissimulation du nouvel Empereur, il ne
pouvoit cacher sa haine envenimée contre
les Protestans. Et l'Electeur de Saxe
principal protecteur de la Confession
d'Augsbourg, auroit dû se tenir perpetuel-
lement en garde contre Ferdinand, si on
n'eût pas eu l'adresse de gagner le direc-
teur de la conscience de Jean George.
On amuse encore ce Prince de l'espéran-
ce de lui donner quelque part à la succeſ-
ſion de Cléves & de Juliers. Les Espa-
gnols prévenus que l'or & l'argent du nou-
veau Monde, ne leur manquera jamais,
le répandent libéralement par tout. C'est
par là qu'ils corrompirent encore le Con-
seil de l'Electeur de Saxe.

Voici donc Jean George hautement dé-
claré pour Ferdinand. Il assemble les E-
tats de son païs qui lui accordent de quoi
lever & entretenir de nouvelles troupes.
Les Bohémiens s'allarmèrent. On envoie
des Députés à soiſt Alteſſe Electorale; on
lui

1620. lui fait part de la confédération conclue depuis peu entre la Bohême & la Hongrie; on lui demande le sujet de cet armement extraordinaire; on le prie de secourir des voisins, qui n'ont encouru la disgrâce de la Maison d'Autriche, qu'à cause de leur attachement à la Confession d'Augsbourg, dont les Electeurs de Saxe font gloire de se dire les défenseurs. Jean George répond par des reproches aux Bohémiens sur ce qu'ils ont procédé à l'élection d'un nouveau Roi, sans considérer que Ferdinand a été reconnu pour leur Roi légitime par le Collège Electoral à la Diète de Francfort, & sur ce qu'ils font alliance avec Bethlem Gabor vassal du Turc, qui n'entreprend rien que de concert avec la Porte Ottomane. Quoique je ne sois obligé de rendre compte de mes actions qu'à Dieu & à l'Empereur, ajouta le Saxon après avoir encore dit aux Députés de Bohême que la mauvaise conduite des Etats de leur païs étoit la cause unique des troubles de l'Empire; je veux bien vous déclarer que j'arme, parce que je voi qu'on parle par tout de guerre, & que des troupes étrangères viennent de plusieurs endroits en Allemagne. Dans une pareille conjoncture, je dois me tenir sur mes gardes, & me préparer à defendre mes Etats & mes Sujets en cas de besoin. Cette réponse fit assez connoître aux Bohémiens que l'Electeur de Saxe aideroit l'Empereur, bien loin de leur être favorable.

Il s'expliqua plus clairement à Mulhausen. Les trois Electeurs Ecclesiastiques, celui

celui de Saxe, le Duc de Bavière, & 1620.
 Louis Landgrave de Hesse y tinrent une d'Alle-
 Assemblée au mois de Mars. Ces Prin- magne du
 ces résolurent d'assister l'Empereur au re- parti de
 couvrement du Roiaume de Bohême. leur à
 Pour garder quelques mesures de bienfaisance & Mulhau-
 ce & de civilité, ils écrivent première- sen & Tux-
 ment une longue Lettre à Frédéric. On
 l'y exhorte à rendre la Couronne de Bo-
 héme & les Provinces incorporées, à Fer-
 dinand, à épargner le sang Chrétien, à
 préférer le bien public & le salut de la
 patrie à ses avantages particuliers. La Puffendorf
 Lettre fut accompagnée d'une autre aux Commen-
 Etats de Bohême. On les avertissoit de ter. Rennem
 rentrer incessamment sous l'obéissance de Suecica-
 Ferdinand. Vous n'avez aucun droit, leur 1620.
 disoient les Princes, de disposer du premier Nanis His-
 Electorat de l'Empire sans la participation storia Ve-
 de l'Empereur & du Collège Electoral. Si 1620.
 vous continuez de suivre les mauvais con- Mercure
 seils de ceux qui veulent éviter la juste pu- François.
 nition due à leurs crimes, ou s'avancer en
 mettant le trouble & la confusion dans l'Em-
 pire, sachez que les Princes & les Etats fi-
 deles à l'Empereur ne pourront se dispenser
 de s'unir à lui afin de venger la perte du
 Roiaume de Bohême, & de prévenir les
 maux que votre rébellion peut causer à l'Em-
 pire. Une troisième Lettre fut adressée
 aux Princes de l'Union Protestante. On
 leur représente que l'entreprise des Etats
 de Bohême, qui rejettent Ferdinand &
 mettent un nouveau Roi sur le trône, est
 d'une si pernicieuse conséquence, que
 tous les Princes doivent selon les Loix &

1626. les constitutions de l'Empire , secourir Ferdinand comme leur chef contre des Sujets rebelles , dont les mouvements exposoient l'Allemagne à l'invasion des Turcs

Frédéric répondit à la Lettre des Princes assemblés à Mulhausen avec beaucoup de courage & d'honnêteté. Je suis surpris , disoit-il , que vous m'allégiez le Manifeste que l'Empereur a publié contre moi depuis peu. Est-il juge compétent dans sa propre cause ? Le conseil que vous me donnez de renoncer à une Couronne qui m'est si justement acquise , ne me paroît pas moins étrange . C'est une affaire d'une extrême importance . Il y va non seulement de mon intérêt & de mon honneur particulier : elle regarde encore plusieurs Princes tant au dedans qu'au dehors de l'Empire . J'ai eu soin de consulter les Etats de la Bohème & des Provinces incorporées qui se sont assemblés depuis peu à Prague , & je leur parlerai encore de ce que vous me proposez . Après cela , je vous rendrai compte des raisons que j'ai de soutenir mon droit à la Couronne de Bohême ; & vous verrez que bien loin de donner entrée au Turc dans l'Empire , on a pris de fort grandes précautions contre ce malheur . Au reste j'attends de l'équité des Electeurs & des Princes de l'Empire que je n'ai point offensés , qu'ils voudront bien demeurer neutres dans un démêlé qui regarde uniquement les intérêts particuliers de la Maison d'Autriche . Que si quelques - uns n'ont pas égard à mes justes rémontrances , cela ne m'empêchera pas de soutenir mon droit avec l'assistance de mes alliés ,

alliez, en remettant à Dieu le succès de mon entreprise. Les Etats de Bohême ne répondirent pas avec moins de vigueur & de fermeté aux Princes de l'Assemblée de Muthausen. Ceux de l'Union Protestante différèrent leur réponse jusques à l'Assemblée où ils devoient entendre les propositions des Ambassadeurs de France.

Ferdinand assuré du secours que les Déclarés de l'Assemblée de Mulhausen, l'Empereur promirent, prend un ton fier & menaçant. Il publie une Déclaration, par laquelle il enjoint à Frédéric de poser les armes, & de renoncer à toutes ses prétentions sur le Royaume de Bohême & sur les Provinces incorporées, dans un mais pour tout délai, sous peine d'en-François courir. *Mercure de sa Majesté Impéiale, & la rigueur de la justice, des Loix, & des Ordonnances de l'Empire.* La Déclaration fut accompagnée de trois autres. Une adressée aux Princes & aux Etats qui favorisoient le Roi de Bohême, leur ordonner de quitter son parti, & de s'employer plutôt à la conservation de l'autorité de l'Empereur. La seconde commanda à tous les Colonels, Capitaines, & autres Officiers de guerie qui servent dans les armées de Bohême, de s'en retourner incessamment chez eux, sous peine d'être mis au ban de l'Empire, & de perdre la vie & leurs biens. Et voilà ce qui fit le plus de tort aux affaires de Frédéric. Un nombre considérable de ses Officiers de guerre ne voulurent pas s'exposer à la rigueur des menaces de Ferdinand. Son parti

20. parti se fortifioit tous les jours , au lieu que celui du Roi de Bohême s'affoiblissait extrêmement . Enfin , la dernière Déclaration envoiée aux villes Impériales , leur enjoignoit de ne donner aucun secours aux Bohémiens , ni à leur nouveau Roi , sous peine d'être pareillement traitées comme rebelles .

Frédéric protesta de nullité contre ces Déclarations par un écrit public . Il s'y défendoit particulièrement sur ce que Ferdinand étoit Juge incomptétent d'une affaire , où il ne pouvoit être que demandeur , & sur ce que jamais les Empereurs precedens n'avoient entrepris de prononcer définitivement dans leurs demêlés particuliers avec les Princes d'Allemagne . *Le Bohème , dit Frédéric , est un fief de l'Empire . A cela près elle est indépendante de l'Empereur . C'est un Etat qui n'est sujet en aucune manière aux Loix , aux constitutions , & aux jugemens ordinaires de l'Empire . Elle a son Droit , ses Loix , ses Privileges & ses Tribunaux particuliers . Les Conseillers de la Cour de l'Empereur ne sont pas des Juges moins incomptétens dans les contestations que j'ai avec lui . Jamais les Electeurs & les Princes ne les ont reconnus capables de juger du droit des uns & des autres , ni de faire aucune procedure contre eux . Ce n'est pas devant les Conseillers de sa Cour , que l'Empereur doit produire ses prétentions héréditaires sur le Royaume de Bohême . Il est demandeur ; & je suis défendeur dans l'affaire . Que sa Majesté Imperiale me pourfuir devant mes Juges naturels ; je n'y trouv*

trouve rien à redire. Si quelqu'un intente une action contre l'Empereur, la Bulle d'Or de Charles IV. veut que le demandeur se pourvoie devant l'Electeur Palatin, à qui il appartient de connoître de ces sortes d'affaires, parce que l'Empereur ne peut être Juge dans sa propre cause, ni se faire droit à lui-même. Puis donc que dans la contestation présente, l'Empereur poursuit un Electeur Palatin, il est visible que l'Empereur est obligé selon le droit communément reçu parmi nous, de se pourvoir devant le tribunal, dont je suis justiciable dans l'action qu'il intente contre moi. Il n'y paroît point comme Empereur : mais comme un simple Archiduc d'Autriche, qui prétend que la Couronne de Bohême lui appartient par droit de succession.

Le Roi de Bohême soutenoit encore que la Déclaration de l'Empereur étoit contraire au droit des gens, aux constitutions de l'Empire, & aux capitulations jurées par Ferdinand. *Sa Majesté Impériale*, ajoute Frédéric, a solemnellement promis de ne faire & de ne permettre point qu'on fasse aucune violence aux Electeurs, Princes, Prélats, Comtes, Barons, & aux autres Etats de l'Empire. De manière que si l'Empereur a quelque chose à demêler avec eux, le differend se terminera par jugement & non par guerre ; qu'il ne publierá aucun ban contre les Electeurs, Princes & autres, avant qu'ils soient entendus dans leurs défenses ; qu'en toutes choses on procedera selon les Lox & les constitutions de l'Empire ; que sa Majesté ne donnerá aucun mandement au

1620. préjudice de qui que ce soit ; enfin , qu' tout ce qui se fera de contraire à la capitulation jurée , sera censé nul de droit . Frédéric conchuoit de là , que n' ayant été ni appellé , ni entendu , la Déclaration de l'Empereur est nulle . Après avoir protesté qu'il ne s'éloignera jamais de l'obéissance due à Ferdinand en qualité d'Empereur , & qu'il ne le regarde dans ce differend particulier que comme Archiduc d'Autriche , le Roi de Bohême accuse Ferdinand d'avoir violé les Loix , en usant le premier de voies de fait , & en introduisant une Armée étrangère dans l'Empire . Ce qui le rendoit seul responsable de tous les maux qu'une pareille entreprise y causeroit .

On raisonna beaucoup en Allemagne sur la Déclaration de Ferdinand & sur la réponse de Frédéric . Les personnes équitables convenoient que s'agissant d'un intérêt particulier de la Maison d'Autriche , les Princes de l'Assemblée de Mulhausen n'avoient pas raison de regarder la contestation pour la Couronne de Bohême , comme une affaire générale de l'Empire .

Mémoires de Louise Julianne pag. 176. sans enfans ; les Princes & les Etats de l'Empire ne regarderent-ils pas ce différend comme une affaire particulière ? Ils ne s'en mêlerent point , quoique la Bohême fût un fief de l'Empire . La même chose est arrivé sous l'Empereur Albert . Les Polonois la disper-

disputent la Couronne de Bohême. C'est-
on que l'Empire étoit attaqué ? Se récrie-t-
on que la majesté de son chef étoit violée ?
On a toujours distingué les intérêts particu-
liers de la Maison Impériale de ceux de
l'Empire. Philippe Landgrave de Hesse
remis à main armée le Duc de Württemberg
en possession de ses Etats que Ferdinand Roi
des Romains occupoit. Aucun Prince ne
se remua. On ne parla ni de ban, ni de
proscription. Charles-Quint eut de grands
differends pour la Gueldre avec Guillaume
Duc de Clèves. Il voulut mettre le Duc
au ban de l'Empire. Bien loin d'y consentir,
les Princes demandent à Charles que
l'affaire soit terminée par la voie de la né-
gotiation, ou par un arbitrage. Maurice
Électeur de Saxe pour un démêlé particu-
lier, fait quitter Innspruck à Charles-Quint :
Et cet Empereur attaqué personnellement
s'enfuit de la manière du monde la plus hon-
teuse. L'Électeur fut-il poursuivi comme
criminel de lèze majesté. Enfin l'Archiduc
Matthias est entré de nos jours à force ou-
verte dans la ville de Prague ; il y retint
l'Empereur Rodolphe son frère dans une
espece de prison jusques à ce qu'ils se fussent
accordés ensemble. Cette affaire fut re-
gardée comme un différend particulier entre
deux frères pour la Couronne de Bohême.
Aucun Prince de l'Empire ne se remua.
Matthias ne fut point menacé du ban de
l'Empire. Pourquoi donc tous ces grands
mouvements que nous voyons aujourd'hui ?
L'Empereur & le Palatin contestent la
Couronne de Bohême. C'est un démêlé par-
ticu-

1620. ticular entre deux Princes. Qu'on tâche de le terminer à l'amiable & selon les règles de la justice : il ne regarde ni l'Empire, ni la Majesté de l'Empereur. Si les Electeurs & les Princes sans autre connaissance de cause, croient devoir appuyer l'Empereur en cette occasion, il faut que tout l'Empire se déclare désormais pour l'Empereur, dès qu'il aura le moindre différend au-dedans, ou bien au dehors de l'Allemagne.

Les Princes de l'Union Protestante

Ambassade d'Angoulême pag.

53. 54. 55.

Vittorio Siri M. morie R. condite.

Tom. V. pag. 199.

200. 201.

Os.

Le monde parloit encore diversement du succès qu'auroit la négociation commencée par le moyen des Ambassadeurs de France, entre les Princes de la Ligue Catholique & ceux de l'Union Protestante. Le Duc d'Angoulême & ses deux Ambassadeurs de Collégues ayant prié ceux-ci de se trouver dans un même endroit, où les Ministres de France pussent leur parler à tous ensemble de la part de sa Majesté Très-Chrétienne, les Protestans consentirent de se rendre à Heilbron : mais quelques affaires survenues depuis sont cause que l'Assemblée est transférée à Ulm. Les Ambassadeurs prièrent de même les trois Electeurs Ecclesiastiques de leur donner rendez-vous dans quelque ville, parce qu'ils avoient des propositions à leur faire de la part de Louis. Les Electeurs s'en défendirent sous divers prétextes. L'un ne se porte pas assez bien ; l'autre a des affaires dans ses Etats. La véritable raison fut alléguée par l'Archevêque de Mayence. Il ne peuvent entrer dans aucune négociation sur l'affaire de Bohème sans la permission de l'Empereur qu'il regar-

regarde en particulier, & qui remet à l'Électeur de Saxe & au Duc de Bavière le soin de reduire les Bohémiens. Quant à ce qui concernoit les intérêts généraux de la Ligue Catholique, les Électeurs se reposoient sur ce que feroit le Bavarois son chef principal. Le Duc d'Angoulême & ses Collègues proposèrent une suspension d'armes générale à l'Archiduc Leopold ^{Ambassade d'Angou-} ^{1620.} ^{16^e pag.} Evêque de Strasbourg & frere de l'Em-^{7^e 7^e} pereur, qu'ils virent sur leur chemin en Alsace. L'Archiduc répond de fort bon sens aux Ambassadeurs que le temps est précieux à Ferdinand. Ses ennemis qui ont usurpé son bien, disoit Leopold, entendront volontiers à une trêve. Cette surstance serviroit à les affermir dans la possession de ce qu'ils ont pris : au lieu que les Princes de la Ligue Catholique ayant mis de grandes forces sur pied, ils se consumeroient en dépenses inutiles, & se lasseroient à la fin, de la guerre. Les troupes de l'Empereur sont prêtes : il doit agir au plus tard dans le mois d'Août. Le Palatin & les Princes de l'Union Protestante ne sont pas en état de résister à sa Majesté Imperiale, à moins que le Turc ne vienne à leur secours. C'est une resolution extrême qu'il est important de prévenir. Que savons-nous si le Palatin ne l'a point déjà prise ? On ne pouvoit mieux représenter l'état présent des deux partis dans l'Empire, ni les véritables intérêts de Ferdinand.

Le Duc d'Angoulême & ses Collègues Traité Étant à Ulm, il y eut plusieurs conferen-^{d'Ulm en-} ces entre eux & les Princes de l'Union ^{tre les} ^{Princes de} Pro-

1620. Protestante. Ceux-ci présentèrent divers mémoires aux Ambassadeurs. Les uns contenoient les griefs des Protestans qui se plaignoient de l'infraction manifeste des traités de pacification dans l'Empire. Les autres justifioient la conduite de Frédéric en acceptant la Couronne de Boheme. Quelques-uns furent dressés afin de prouver que son différend avec Ferdinand, étoit une affaire particulière où le corps de l'Empire n'avoit aucun intérêt, & que les Electeurs & plusieurs Princes en demeuroient d'accord. Enfin on en fournit pour montrer aux Ambassadeurs & par conséquent au Roi leur maître, que si l'Empereur procéde contre Frédéric par goulême.

**Mémoires de l'Envoyé
Juliane.
Pag. 159.** Ambassadeur d'An-

134. *Vittorio Siri. Mémoire rendue.* Tom. V.

**135. &c.
202.
203. &c.**

l'Empereur procede contre Frédéric par voie de ban & de proscription, sa Majesté Imperiale contrevient manifestement aux constitutions de l'Empire & aux capitulations qu'elle a jurées. Tout ceci faisoit un véritable procès par écrit, dans la connoissance duquel le Duc d'Angoulême & ses Collègues n'avoient pas ordre d'entrer. On les envoia seulement dans le dessein d'aider l'Empereur à recouvrer ses Etats perdus, & d'empêcher que la guerre civile ne s'allumât généralement dans tout l'Empire entre les Catholiques & les Protestans. Cela étoit extrêmement à craindre. Les deux Armées de l'Union Protestante & de la Ligue Catholique se trouvoient en présence dans le voisinage d'Ulm. On ne favoit si elles n'eussent droient pas bien-tôt aux mains. Sous le prétexte spacieux de prévenir ce malheur, les Ministres de France proposerent un Trai-

té de paix entre les Catholiques & les Protestans, de manière qu'ils ne s'attaqueront point les uns les autres, & qu'on laisseroit à Ferdinand & à Frédéric le soin de s'accommoder entr'eux, ou de poursuivre chacun à main armée avec le secours de ses amis & de ses alliés, le droit qu'il prétend avoir au Royaume de Bohême.

Le Princes de la Ligue Catholique accepterent volontiers une proposition que l'Empereur faisoit lui-même. Assurés que leurs Etats ne seront point attaqués, les Catholiques demeurent dans une entière liberté d'aider l'Empereur à chasser Frédéric de Bohême. Les Protestans consentirent à la proposition, pourvû que le Duc de Bavière & les autres Catholiques promissent de ne faire aucune irruption dans le Palatinat, ni dans les Etats héréditaires de Frédéric. Les Catholiques s'y engagent sans peine. Mais il y avoit encore une difficulté fort importante. On recevoit des avis certains qu'Albert Archiduc des Païs-Bas Catholiques armoit puissamment & qu'Ambroise Spinola devoit passer dans le Palatinat avec une Armée nombreuse, afin d'obliger par cette diversion Frédéric à quitter la Bohême, & à venir défendre son patrimoine. Les Princes Protestans bien avertis de ce dessein, demandent que le Duc de Bavière chef d'une Ligue dans laquelle l'Archiduc Albert & le Roi d'Espagne sont entrés, promette que le Palatinat ne sera point attaqué, ni par les Flamans, ni par les Espagnols, & que

1620. que les Princes Catholiques d'Allemagne s'engagent à se déclarer conformément aux constitutions de l'Empire, contre tous les étrangers qui feront irruption sur les terres d'un Prince de la nation Germanique.

La demande étoit la plus juste du monde. Mais le Duc de Bavière entièrement dévoué à la Maison d'Autriche, qui lui promet la dépouille du Palatin, n'y veut pas consentir. Les Ambassadeurs de France obligés à favoriser Ferdinand autant qu'il leur sera possible, appuient fortement le refus du Bavarois. *La condition proposée par les Princes de l'Union Protestante, disent ingenuement le Duc d'Angoulême & ses Collègues au Roi leur maître, est trop préjudiciable aux affaires de l'Empereur.* Le moyen le plus prompt & le plus effectif de faire céder l'Électeur Palatin, c'est de l'attaquer dans ses Etats héritaires. Cela suffit pour convaincre que la Cour de France agissoit de concert avec celles de Vienne & de Madrid. La médiation artificieuse de Louis fut une des causes principales de la perte de Frédéric. On refusa même de lui paier du moins une partie de ce que la Couronne de France lui devoit depuis long-temps. Les embarras que les mouvements de Marie de Médicis causent à son fils, sont le prétexte dont il se sert pour se dispenser d'avoir égard à la juste demande de Frédéric. Les Ministres de France négocièrent si bien qu'ils surmontèrent la difficulté des Princes Protestans. Le Duc de Bavière & les autres Catholiques

liques promirent à la vérité de n'attaquer point les Etats héréditaires du Roi de Bohême : mais ils ne répondirent ni pour l'Archiduc Albert , ni pour le Roi d'Espagne. On ne s'engage point à se déclarer contr' eux en cas qu'ils fassent irruption dans le Palatinat. Je ne sai comment les amis & les alliés de l'infortuné Fréderic se relâchèrent sur un article qui le perdoit sans ressource. Ne se flattoint-ils point que le Roi d'Angleterre & les Etats - Généraux des Provinces-Unies , s'opposeroient aux troupes de l'Archiduc , en cas que Spinola voulût les conduire dans le Palatinat , ou du moins que les forces de l'Union Protestante suffroient pour defendre les païs héréditaires de Fréderic , si l'Archiduc Albert les attaquoit?

Tel fut le Traité d'Ulm entre les Catholiques & les Protestans. On promet religieusement de ne s'offenser point les uns les autres. La Bohême & les Provinces incorporées sont exceptées. Mais les Etats héréditaires du Roi de Bohême sont compris dans le traité. Le Duc de Bavière & les Princes de la Ligue Catholique s'engagent solemnellement à ne rien attenter sur le Palatinat , ni sur les autres Etats des Princes de l'Union Protestante. Dès que le traité fut rendu public , les moins clairvoians s'apperçurent que la ruine de Fréderic y étoit conclue. L'Empereur assuré de la France qui le servoit utilement ne se mit pas en peine des bons offices que Jacques Roi d'Angleterre paroît ren-

162e. rendre par ses Ambassadeurs à son beau-fils. Ferdinand a pour lui toutes les trou-
bles de l'Electeur de Saxe du Duc de Ba-
vara. J.V. vière & de la Ligue Catholique. L'Union
Protestante peut secourir le Roi de Bohé-
me, il est vrai : mais les intérêts de ses
membres sont si differeus, & il y a si peu
de concert entr'eux, que selon toutes les
apparences, Frédéric ne doit pas résister
long-tems à un ennemi, dont les troupes
meilleures & plus nombreuses, sont con-
duites par des Généraux habiles & par des
Princes parfaitement bien unis les uns
avec les autres. Le monde se confirma
plus que jamais dans cette pensée que par
un zèle de religion mal entendu, la Fran-
ce ne cessoit point d'oublier ses véritables
intérêts, & qu'elle aimoit mieux le reta-
bissement de la Maison d'Autriche, que
l'agrandissement de la Palatine. Le Con-
seil de Louis craint que le chef de l'U-
nion Protestante d'Allemagne devenu trop
puissant, ne secoure les réformés de Fran-

ce, dont l'oppression est résoluë, & que
les Ambassadeurs de France Bentivoglio Nonce du Pape demande tous
de France les jours avec instance.

ver l'Em^r. L'Empereur content de ce que les Am-
pereur à bissadeurs de France l'ont si bien servi à
Vienne Uhn, les invite honnêtement à venir à
de d'An- Vienne. Sa Majesté Impériale ne vouloit
goulme. pag. 191. pas qu'ils conferassent trop avec certains
192. 193. Princes d'Allemagne : Et le Comte d'O-
gnate Ambassadeur d'Espagne, qui fait lui
seul tout le Conseil secret de Ferdinand,
ne trouve pas bon que le Roi de France
ait tant de crédit dans l'Empire, Oi-
des.

dessein de se servir tout au plus du nom de sa Majesté Très-Chrétienne, pour tenter de faire entrer Bethlem Gabor dans quelque négociation avantageuse à la Maisson d'Autriche & qui donne le temps à Ferdinand de reduire la Bohême & les Provinces incorporées à cette Couronne. Voici le Duc d'Angoulême & ses deux Collegues à Vienne en Autriche. Ils y- rent Maximilien Duc de Bavière sur leur chemin. Le Bavarois leur fit de grandes remercimens sur le Traité conclu à Ulm par leur entremise. Cela leur étoit bien dû. Maximilien a desormais la liberté de se joindre avec son Armée de vingt-quatre mille hommes au Comte de Buquoi, d'attaquer ensemble la haute Autriche foulée contre l'Empereur, & de passer ensuite dans la Bohême, pendant que l'Électeur de Saxe agira dans la Lusace. Tel fut le projet formé dans le Conseil de l'Empereur, en conséquence du Traité d'Ulm. L'Armée des Princes de l'Union Protestante qui étoit en vuë de la Bavaroise pendant qu'on négocioit à Ulm, prend le chemin du Palatinat. Elle doit s'opposer au Marquis Spinola, en cas qu'il s'avance pour y faire irruption.

Les Ambassadeurs de France ne sont pas long-temps à Vienne, sans s'apercevoir que celui d'Espagne dispose de tout dans le Conseil impérial. On n'agit ici, *Ambassadeur de d'Angoulême.* disent le Duc d'Angoulême & ses Collègues au Roi leur maître, que par les seuls avis, ou pour mieux dire, par les ordres du Comte d'Orgate. Il aimeroit mieux que toute

2620. toute la Bohême fut perdue que d'y vit l'autorité de l'Empereur rétablie par l'entremise de votre Majesté. Le Ministre Espagnol trouve son compte à faire durer la guerre. Tous les paiemens des soldats passent par ses mains. Il altère la monnoie d'Espagne en la faisant fondre en espèces du païs. La paie des soldats & des Officiers se règle à sa fantaisie. En un mot, la puissance que le Comte d'Ognate s'est acquise dans la nécessité des affaires de l'Empereur, est si grande, qu'tous les Conseillers de sa Majesté Impériale dépendent absolument de l'Ambassadeur d'Espagne. Aucun d'eux n'ose le contredire. Ferdinand avoit fort bien reçu le Duc d'Angoulême & ses Collègues : Il leur parle d'abord avec beaucoup d'ouverture & de franchise. Ses principaux Ministres conferent avec eux, leur rendent raison de la conduite de Ferdinand dans les affaires de Bohême & de Hongrie, & tiennent de la justifier. De si grandes différences donnèrent de l'ombrage & de la jalouse au Ministre Espagnol.

L'Empereur change sa continent de ton & de manières. Il parle aux François d'un air froid & réservé. Ferdinand semble les congédier honnêtement, & leur faire entendre que leur maître assez occupé dans son Roiaume, aura plutôt besoin du secours de l'Empereur, que Ferdinand de l'assistance & des bons offices de Louis. Peut-être qu'on auroit laissé partir les Ambassadeurs, si sa Majesté Impériale n'avoit cru que leur entremise lui seroit de quelqu'utilité afin d'amuser Bethlem Gabor, & de

de l'empêcher de se rendre le maître de toute la Hongrie. Malgré les chagrins que la Maison d'Autriche donne à Louis, & contre les plus grands intérêts de sa Couronne, ce Prince s'opiniâtre à servir des ingrats & des fourbes qui le jouent dans le temps même qu'ils emploient son nom & son autorité, pour se tirer du plus grands embarras que la Maison d'Autriche eut jamais. La générosité de Louis pourroit être louable, s'il avoit bien connu ce qu'il faisoit. Mais le jeune Roi se laissoit conduire aveuglément par un Favori que les Espagnols corrompirent. Ferdinand savoit fort bien les obligations qu'il avoit au Duc de Luines. *Assurez-le*, dit sa Majesté Impériale aux Ambassadeurs de France, que je n'ignore pas ce qu'il a fait pour moi par son crédit & par ses conseils. J'en ai toute la reconnaissance possible; & je voudrois de bon cœur trouver l'occasion de témoigner à M. de Luines, que je conserve cherement le souvenir des bons offices qu'il m'a rendus.

Les Etats de Hongrie étoient assemblés à Neuhenföld, lors que les Ambassadeurs de France arriverent à Vienne. L'Empereur Roi de Hongrie, avoit fait des efforts inutiles pour obtenir la prolongation de la trêve avec Bethlem Gabor. Les Hongrois virent trop bien que Ferdinand ne cherchoit qu'à gagner du tems pour réduire la Bohême. Les Etats résolurent de recommencer la guerre contre l'Empereur dès que la trêve se roit expirée, & d'entier dans une nouvelle & plus étroite confédération avec le Roi & les Etats de Bohême. Dans cet em- Ambassad.
d'Angoulême pag. 217. 218. 241. 242. 243. 255.

1620. barras Ferdinand a recours aux Ambassadeurs de France. On les prie d'agir auprès des Etats de Hongrie & de Bethlem Gabor, & de les détourner par quelques propositions d'accommodement, de s'unir avec les Bobémiens. La continuation de la trêve étoit d'une extrême importance au rétablissement des affaires de l'Empereur. Si Bethlem Gabor se fût avancé du côté de Vienne en Autriche, une si grande diversion eût rompu les mesures que l'Empereur, l'Electeur de Saxe, & le Duc de Bavière avoient prises de concert pour chasser Frédéric de la Bohême. Le Duc d'Angoulême & ses Collègues dépêchent donc un de leurs Gentilshommes en Hongrie avec des Lettres adressées à Bethlem Gabor & aux Etats du pays, & leur offrent la médiation de sa Majesté Très-Chrétienne. L'Envoié François fut reçu avec de grands honneurs. Mais Gabor & les Etats éludèrent adroitemment les instances des Ambassadeurs. On leur répond civillement que l'Assemblée qui dure depuis quatre mois, étant dans la nécessité de se séparer au plutôt, on nommera quelques Députés pour écouter conjointement avec Gabor, qui ne prenoit encore que la qualité de Prince de Hongrie, les propositions que les Ambassadeurs feront de la part du Roi leur maître. Ceci n'étoit qu'une défaite. On ne vouloit pas se laisser amuser par une négociation, lors que le temps étoit précieux. Deux jours après l'expédition de l'Envoié François, Gabor fait à bise se prévaloir de la haine des Hongrois con-

*Mercure
Français.*
 1620.
*Lettre di
Bentivoglio.*

Contre la Maison d'Autriche & sur tout
 contre la domination des Espagnols dans
 le Conseil Impérial, que les Etats l'élisent
 Roi de Hongrie. Son couronnement fut
 fixé au cinquième Septembre dans la ville
 de Presbourg. Il se met incontinent à la
 tête de dix-huit ou vingt mille hommes,
 dans le dessein d'aller recevoir la Couronne
 à Presbourg & de marcher ensuite droit
 à Vienne en Autriche.

La Cour Impériale ne fut pas fort effrayée des projets de Bethlem Gabor ; le réduction de l'autorité de Ferdinand commençait d'être dans une bonne situation. Les Etats de la haute & de la basse Autriche s'étant mis sous son obéissance lui prêtèrent serment de fidélité. Les Ducs de Saxe & de Bavière étoient en campagne pour l'exécution du ban publié contre la Bohême & les Provinces incorporées. De manière que sa Majesté Impériale a raison d'espérer de chasser Frédéric de la Bohême, avant que Bethlem Gabor puisse entreprendre quelque chose de considérable du côté de la Hongrie. Les Etats de la basse Autriche renoncèrent les premiers à leur confédération avec la Bohémie. Ils demandent seulement que le libre exercice de la Religion Protestante soit conservé, tel qu'il étoit sous le règne du feu Empereur Matthias. On leur accorde, & ils prêtent serment de fidélité à Ferdinand. Ceux de la haute Autriche firent plus de résistance. Mais ils ne peuvent tenir long temps contre le Duc de Bavière qui entre dans le pays à la tête d'une bonne Armée. Les

Mercure
Français.

1620,

1620. Etats s'assemblèrent à Lintz. On y résolut de renoncer à la confédération avec les Bohémiens & de se soumettre à Ferdinand. Le voilà reconnu Archiduc d'Autriche, en conséquence de la renonciation que l'Archiduc Albert a faite à sa faveur.

L'Électeur de Saxe & le Duc de Bavière acceptent tout publiquement la commission que l'Empereur leur envoie d'exécuter le ban public contre la Bohême & les Provinces de la dépendance de cette Couronne. C'est vain que les États du Royaume écrivent à l'Électeur de Saxe, & le prient de ne pas exécuter ce que les Espagnols lui commandent. Jean George persiste dans la résolution prise à Mulhausen, de réduire les Bohémiens à force ouverte, en cas qu'ils refusent de se soumettre à l'Empereur. Les Lettres que les États de Bohême écrivirent à ceux de Saxe, ne furent pas moins inutiles. Les Saxons n'ont aucun égard à la prière des Bohémiens de détourner l'Électeur de s'unir aux ennemis irréconciliables de la Religion Protestante. Le Roi de Bohême irrité de l'inflexibilité de Jean George, publia une déclaration contre lui. C'étoit une espèce de confiscation de certains fiefs que la Maison de Saxe tenoit de la Couronne de Bohême. Le pauvre Prince n'est presque pas en état de se défendre lui-même : comment espérait-il de faire valoir ses déclarations contr'un ennemi plus puissant que lui ? Le Duc de Bavière ayant joint

le Comte de Buquoï , qui sacrifie volontiers le point d'honneur sur le commandement , au service de l'Empereur ; Maximilien ; dis - je , somme les Bohémiens de se soumettre incessamment à Ferdinand , faute de quoi son Altesse ménace d'entrer dans leur païs & d'exécuter le ban publié contre eux.

Fréderic ne perd point courage , quoiqu'il se voie sur le point d'être vigoureusement attaqué en trois endroits differens , en Bohême par le Duc de Bavière , dans la Lusace par l'Electeur de Saxe , & dans le Palatinat par le Marquis Spinola Général des troupes d'Espagne & des Païs-Bas . Il se réserve le soin de conserver la Bohême . Le Marquis de Jagendorf de la Maison de Brandebourg se charge d'aller en Lusace , & de defendre cette Province contre l'Electeur de Saxe . Pour ce qui est du Palatinat , Fréderic crut que le Marquis d'Anspach Général de l'Armée de l'Union Protestante , fortifié des troupes que les Etats - Généraux des Provinces Unies devoient envoier dans le Palatinat , & du secours que sa Majesté Britannique faisoit espérer , arrêteroit Spinola . Le Roi de Bohême ne se flattoit - il point encore que Jacques son beau-pere auroit du moins le crédit d'empêcher que l'Armée Espagnole ne fit irruption dans le Palatinat ? Mais que pouvoit - il attendre de sa Majesté Britannique ? Ses Ambassadeurs desavouoient baslement à Vienne , à Madrid , à Bruxelles l'entreprise de Fréderic . Dans ces trois Cours on amuse Jacques de bel-

les paroles : disons mieux ; on le joue de la maniere du monde la plus grossiere & la plus méprisante.

Le Roi de France prend la résolution d'aller dans le Béarn. Pendant que les Ambassadeurs du Roi Très-Chrétien travaillent utilement pour l'Empereur en Allemagne, Beptivoglio Nonce du Pape ne fert pas moins bien la Maison d'Autriche en France. De peur que Louis délivré des embarras que le parti de la Reine mere lui causa, n'ouvre les yeux, & ne s'apperçoive combien il lui est important que le Roi de Bohême conserve du moins ses États héréditaires, & que la Noblesse Réformée de France sans occupation chez elle, n'aille servir un Prince de sa Religion, que les Catholiques non contens de le chasser d'un Royaume légitimement acquis, entreprenent encore de le priver de son patrimoine ; en un mot pour ôter à Frédéric toute espérance de trouver la moindre ressource du côté de la France ; le Ministre du Pape de concert avec les Espagnols, commence de proposer au Duc de Luines d'engager son maître à faire la guerre aux Hugenots, immédiatement après la réconciliation du Roi avec Marie de Médicis. Le Cardinal de Retz, du Vair Garde des Seaux, du Perron Archevêque de Sens, le Jésuite Arnoux Confesseur du Roi, & le P. de Berulle Général de l'Oratoire se joignirent au Nonce. Luines écoute volontiers la proposition. Elle lui paroisoit favorable à ses projets ambitieux. C'est bien la chose du monde la plus extravagante, qu'un homme sans expérience dans le métier des armes,

Vittorio Siri Ménnio Recondite.

Tom. V.

pag. 148.

Lettre de

Bentivoglio.

mes, pense à se faire Connétable de France. Mais il ne faut pas attendre que des gens enivrés de la faveur du Prince, étourdis de la fumée de l'encens que les flatteurs leur donnent, se conduisent par les lumières de la raison. Convaincu qu'il est capable de tout, le Duc de Luines s'imagine que son Cadet qui avoit certainement plus de mérite & d'esprit que l'aîné, a bien pu prendre le bâton de Maréchal de France; mais que c'est trop peu de chose pour un Favori qui regne sous le nom de son maître. Il n'y a que l'épée de Connétable qui ne soit pas à son gré, au dessous de lui. Louis n'avait pas si peu de discernement, qu'il ne connût fort bien les mauvaises qualités de son Favori. Mais il suffit que la Reine mère & les premiers Seigneurs du Royaume s'opposent à l'élevation de Luines. Le Roi veut faire sentir qu'il est le maître. Plus le monde crie contre l'indignité du Favori; plus sa Majesté le comble de charges & d'honneurs. Et Luines qui connoit le foible de son Prince, a l'adresse d'en profiter. Il réduira les Huguenots à la nécessité de se défendre: Et pour finir la guerre civile qu'il aura lui-même allumée, il obtiendra la première dignité de l'épée.

Le befoin d'abaisser les Ducs de Maïenne & d'Epernon ne fut que le prétexte du voyage du Roi en Guienne; je l'ai déjà dit. Le dessein véritable, c'étoit de mettre le Bearn sous le joug & de le dépouiller de tous ses Priviléges. De peur d'effa-

1620. roucher trop les Reformés qui avoient les
^{me de M.} intentions plus pacifiques , un Secrétaire
^{du Plessis d'Etat} écrit à du Plessis-Mornai que le
 Roi ne pense qu'à contenter ses Sujets Hu-
^{l. IV.} Lettres & gueuots , en mettant à Leitoure un Gou-
^{Mémoires} verneur de la même Religion , comme sa
^{du même.} Majesté l'a promis , & à faire enregistrer
 1620. au Conseil Souverain de Pau , l'Edit pour
 la restitution des biens Ecclesiastiques dans
 le Bearn. Du Plessis répond judicieuse-
 ment au Secrétaires d'Etat , que le Roi a
 donné sa parole à l'Assemblée precedente
 de Loudun d'accorder préalablement cer-
 taines choses aux Réformés , & d'écouter
 ensuite leurs remontrances sur son Edit
 pour la main levée des biens Ecclesiasti-
 ques du Bearn. C'étoit de mettre non
 seulement un Gouverneur Réformé à Lei-
 toure , mais d'obliger encore le Parlement
 de Paris à recevoir deux Conseillers de la
 même Religion , & de laisser aux Réfor-
 més les places de seureté qui leur furent
 données par le feu Roi. Du Plessis eut beau
 représenter qu'il étoit de la dernière im-
 portance pour le bien de la paix , que sa
 Majesté fit premièrement exécuter ce
 qu'elle avoit promis à l'Assemblée de Lou-
 dun , & qu'en restituant les biens Eccle-
 siastiques du Bearn sans avoir donné satis-
 faction au corps des Eglises Réformées ,
 cela pourroit causer un soulèvement gé-
 néral de tout le parti Huguenot , on n'é-
 couta point les sages remontrances d'un
 ancien & fidèle Conseiller d'Etat. Dès
 que le Roi est à Bourdeaux , Luines &
 le Garde des Sceaux sa créature pressent
 Mr.

Majesté de se faire obéir par les Béarnois, 1620.
pendant qu'elle se trouve dans leur voisinage.

Ces gens qui , dit fort bien le Duc de Rohan, ne savoient ni obéir de bonne grâce , ni se défendre en gens de cœur , putèrent à Bourdeaux le Marquis de la Force Gouverneur de la Province & le premier Président de Pau , sans leur donner la vérification de l'Edit , quoique le Roi la demandât d'un ton de maître. Le Gouverneur & le Président tâchent d'apaiser la colère de Louis irrité de ce qu'on ne lui obéit pas , en alleguant la parole donnée à l'Assemblée de Loudun , que sa Majesté écouterait premièrement les remontrances de ses Sujets de Béarn sur la restitution des biens Ecclastiques. Nous avons ordre , Sire , disoit le Président de Pau , de représenter à votre Majesté les griefs de la Province. Que si vous voulez être obéis , nous voilà prêts à retourner sur nos pas , afin de faire enregistrer l'Edit , & nous en rapporterons la vérification à votre Majesté. Louis leur ordonne d'aller sur le champ à Pau & de revenir au plutôt avec l'Edit enregistré. La Chenaïe Gentilhomme ordinaire du Roi doit accompagner le Marquis & le Président , & écrire d'heure en heure à sa Majesté la manière dont les Béarnois exécuteront la volonté du Souverain. Cependant Louis s'avance encore plus près du Béarn , pour témoigner à la Province qu'il ira lui-même se faire obéir , en cas d'une plus longue résistance.

1620.

Les Béarnois prirent des résolutions si secrètes, que la Chénâie s'en revint, sans pouvoir dire autre chose au Roi , sinon que les Députés du Conseil Souverain de Pau , le^e suivoient , & qu'ils rapportoient au Roi les dernières délibérations de leur Compagnie. Ils arrivent en effet le lendemain , & supplient très - humblement Louis de les dispenser de recevoir un Edit si contraire aux anciens priviléges de leur patrie. *Puisque vous voulez me donner la peine d'aller faire vérifier moi - même mon Edit , répond le Roi en colere sans consulter les gens de son Conseil , j'irai à Pau ; & je vous réponds que l'Edit sera plus amplement vérifié que vous ne vous l'imaginez.* On crut que les Béarnois persisteroient dans leur refus ; persuadés que la saison déjà fort avancée ne permettra pas au Roi de continuer son voyage , & que tout le bagage de sa Majesté ayant été conduit à Blaye , elle n'a pas envie d'aller plus loin. Mais les bonnes gens ne connoissoient pas l'humeur impérieuse & opiniâtre d'un jeune Roi , à qui le Duc de Luines , du Vair Garde des Sceaux , & plusieurs autres flatteurs insinuent sans cesse qu'il doit commencer enfin de se faire craindre.

La souveraineté de la forme : seulement : il propose son dessein d'aller en Béarn. Le Duc de Maillé de ses me fit un long discours pour dissuader sa Majesté de continuer son voyage. Il relate de la présente l'incommodité de la saison ; la disette des vivres dans les landes qu'il fait

12

traverser avec une armée, le danger de 1620.
 soulever tout le parti Huguenot qui profitera de l'éloignement du Roi, en faisant de plus grands progrès dans le cœur du Royaume, que sa Majesté dans le Bearn. Enfin, Maïenne remontré que l'armée ne pouvant passer la Garonne, en moins de douze jours, les chemins ne seront plus praticables, puisqu'on se trouvera fort avant dans le mois d'Octobre. Tous les autres étant d'un avis contraire à celui du Duc de Maïenne, *je ne me mets en peine ni du temps ni des chemins*, dit Louis : *& je ne crains point les Huguenots. Quant à mon armée, je saurai bien lui faire passer la rivière en moins de douze jours. Voici Bassompierre.* Il a pu m'amener en fort peu de temps l'armée avec laquelle j'ai dissipé un puissant parti. Je lui donnerai le soin de la conduire au delà de la Garonne. Je me repose sur sa diligence ; assuré que je suis qu'il ne me servira pas moins bien en cette occasion. Cela suffit pour donner du courage & de l'activité à Bassompierre. Il prit si bien ses mesures que l'armée traversa la rivière en beaucoup moins de temps qu'on ne l'avoit espéré. Bassompierre se flattait qu'un service de cette importance augmentera la bonne volonté que le Roi lui témoigne depuis l'affaire du Pont de Cé. Mais ses espérances furent bien trompées. Le Duc de Luines plus jaloux que jamais, oblige son maître à ne regarder plus Bassompierre d'un si bon œil.

Cependant Louis marche vers Pau qui lui ouvre les portes. Il va ensuite à Na-

1620. varreins place forte du Bearn, en dépo-
 séde le Gouverneur Réformé, & la m-
 entre les mains de Poyenne zéle Catholi-
 que. Louïs revenu à Pau donne la gran-
 de Eglise à ceux de sa Religion, rétablit
 Gramond les Evêques & les Abbés du Bearn, leur
 Historiar. rend la séance qu'ils avoient dans les E-
 Gallia. tats du païs avant la Réformation, resti-
 L. VI. tuë les biens Ecclesiastiques. Enfin, en
 Mémoir de Roban. conséquence de la réunion du Bearn & de
 l. II. la basse Navarre à la Couronne, le Roi
 Bentivoglio. érige un nouveau Parlement à Pau sur le
 glio. modèle des autres Parlemens de France.
 Ce fut là, dit le Duc de Rohan, que la
 Cour commença de se mocquer de l'obligation
 de tenir sa parole. On avoit promis de main-
 tenir les Bearnais dans leurs priviléges : ils
 en furent dépouillés le lendemain en réunis-
 sant le Bearn à la Couronne : Et le Gouver-
 neur de Navarreins fut changé contre la foi
 donnée. Je ne sais si l'époque est bien juste.
 Il y a plus de quatre-vingt ans à mon
 avis, que les Rois de France se sont mis
 sur le pied de ne rien tenir de ce qu'ils
 promettent à leurs Sujets. Quoiqu'il en
 soit, Louis XIII garda du moins les pa-
 roles qu'il donnoit aux Princes étrangers :
 la foi des Traités fut respectée en appa-
 rence. Son fils a cru pouvoir se met-
 tre encore au-dessus de cette servitude.
 Il n'est ni plus religieux ni plus fidèle
 observateur des paroles données aux Puis-
 sances étrangères, que des promesses
 faites à ses Sujets. Nous en avons vu
 depuis quelques mois, un exemple bien
 convaincant au regard du Traité de partage
 fait

fait pour la succession du feu Roi d'Espagne. 1620.

Favas un des nouveaux Députés généraux des Eglises Réformées de France, formés mouroit d'envie d'obtenir le Gouvernement de Leitoure pour son fils ; & la Cour ne pensoit nullement à l'en gratifier. L'ambitieux personnage s'imagine qu'en rendant nécessaire, il parviendra peut-être à son but. Le voilà qui donne des avis secrets à la Rochelle, que la Cour ne paraissant pas disposée à tenir les promesses faites à l'Assemblée de Loudun, il est à propos de penser à une nouvelle convocation, à moins qu'on ne veuille être la duppe du Favori & des Ministres. Favas se flattoit que la Cour embarrassée de ce mouvement du parti Huguenot, lui jetterait le Gouvernement de Leitoure à la tête, pourvu qu'il empêchât les suites. Le Roi étoit encore à Poitiers, lorsque Favas donna ce premier avis. Les Magistrats de la Rochelle consultent du même du Plessis-Mornai sur la proposition du Député général. Le sage Gentilhomme répond, que les six mois marqués par sa Majesté pour l'exécution de ce qu'elle a promis, n'étant pas expirés, il faut prendre patience & se contenter de faire ses poursuites. Après la réduction du Bearn, Favas écrit des Lettres plus pressantes à la Rochelle. Il avertit les Magistrats de penser à leur seureté & de fortifier la ville, de peur que le Roi ne vienne fondre sur eux avant que de s'en retourner à Paris.

5620.

On prie encore du Plessis de dire son sentiment là-dessus : & il conseille de ne rien précipiter. M. le Prince & M. de Luines , dit-il , se sont engagés à Mrs. de Lesdiguières & de Châtillon qu'ils procureraient un brevet pour tenir une nouvelle Assemblée , en cas que les choses promises à celle de London ne se fissent pas. Il faut prier Mrs. de Lesdiguières & de Châtillon de sommer M. le Prince & M. de Luines de refuser l'expédition du brevet. S'ils le refusent , la convocation d'une Assemblée sera plus légitime. Quant aux nouvelles fortifications de la Rochelle , du Plessis est d'avis que les Magistrats se tiennent sur leurs gardes , quoiqu'il ne crût pas que le Roi pensât à venir assiéger la ville. Il craignoit seulement qu'on ne voulût la bloquer en quelque manière par les fortes garnisons que le Roi laisseroit dans les places voisines. Pour détourner ce malheur , du Plessis conseille aux Rochelais d'adoucir l'esprit de sa Majesté autant qu'il leur sera possible , de ne faire point une vainue ostentation de leurs forces , & d'en user honnêtement avec leurs concitoyens de la Religion Romaine. Quelque chose que du Plessis , le Duc de Rohan , & plusieurs autres Seigneurs Réformés pussent dire , afin d'arrêter la convocation d'une Assemblée , on ne les écoute pas. Le parti Huguenot est trop alarmé du changement fait dans le Bearn ; on en craint les conséquences. Favas irrité de ce que le Gouvernement de Leitoure est donné à un autre , cherche à se venger , en faisant juger

indiquer une Assemblée à la Rochelle pour le 25. Novembre. Voilà, dit le Duc de Rohan, comme les intérêts particuliers ruinent presque toujours les affaires générales.

Les nouveaux sujets de mécontentement que la Cour donnoit aux Réformés, causérebat une sensible douleur à du Plessis-Mornai. Il en voioit les suites funestes mieux qu'aucun autre. Dans le dessein de les prévenir s'il est possible, du Plessis écrit une fort belle Lettre au Duc de Monbazon beau-pere du Favori. L'affaire du Bearn & l'Assemblée qui se convoqua ensuite à la Rochelle, sont la source véritable des malheurs des Eglises Réformées de France sous le regne dont j'écris l'Histoire. Puisqu'il est important de connoître si les Huguenots sont aussi coupables que leurs ennemis l'ont publié, voions ce que du Plessis pense de leur conduite. Il étoit de la même Religion : mais il a d'ailleurs tant de droiture, & de sincérité que son témoignage sera toujours plus recevable parmi les honnêtes gens, que les recits & les déclamations d'une infinité d'Auteurs de l'une & de l'autre communion. Voici comment il ouvre son cœur au Duc de Monbazon.

Vie de M. du Plessis-Mornai.

Lettres & Mémoires du même.

Vous vous souvenez, Monsieur, du commandement exprès que je reçus du Roi par votre bouche le dernier jour d'Avril, d'assurer ceux de notre Assemblée qui se tenoit alors à Loudun par la permission de sa Majesté, que tout ce qui leur fut promis, seroit ponctuellement exécuté. Puisque ma parole y est intervenue,

1620. nub, ajoutoit M. le Duc de Luines, je la ferai valoir autant que des brevets. Ce sont ses propres termes, & je ne sais s'il n'y eut point encore quelque chose de plus fort. Je dépêche incontinent vers l'Assemblée, & je lui représente que nous devions faire un grand fonds sur la première parole que le Roi nous eût encore donnée de lui-même. Cette considération l'emporta sur toutes les difficultés. On ne demande plus d'autre sûreté. Chacun s'en retourne dans sa Province, assez content d'y remporter la promesse du monde la plus inviolable.

Vous savez, Monsieur, qu'elle contenoit trois choses, la réception de deux Conseillers au Parlement de Paris, la restitution de Leittoure, & un état certain des places de seureté. Cela devoit être exécuté dans six mois au plustard, sans que l'affaire du Bearn y dût apporter le moindre délai. Un mois après que ce terme seroit expiré, le Roi promettoit d'écouter les remontrances que nos Députés avoient à lui faire sur la main levée des biens Ecclesiastiques dans le Bearn. L'accordement fut négocié par Mrs. de Lescuyères & de Châtillon. M. le Prince & M. le Duc de Luines donnèrent leur parole avec serment, que les choses promises seroient accomplies dans les six mois. Ils ajoutèrent que si cela n'arrivoit pas, l'Assemblée pourroit se renouer & se pourvoir devant sa Majesté. Ces deux Messieurs s'engagent en même temps à faire obtenir le brevet nécessaire. Le Roi ratifia depuis de sa propre bouche ce que M. le Prince & M. le Duc de Luines avoient promis : & sa Majesté fit
moi

1620.

noigna qu'elle étoit fort contente de l'obéissance de notre Assemblée. Les six mois se sont écoulés ; rien n'est accompli : & le Roi s'en va dans le Bearn avec son armée contre l'ordre qu'il s'est prescrit à lui-même, sans qu'il soit rien intervenu de la part de ses Sujets Réformés de France ou du Bearn, qui oblige sa Majesté à changer de sentiment. Jugez, Monsieur, si tous n'ont pas sujet de se plaindre, & si plusieurs ne doivent pas se défier, lorsqu'ils voient le Roi abandonner ses plus grandes affaires & porter ses armes dans un pays qui ne lui oppose que des prières & des gemissemens, & contre des Sujets qui n'ont point d'autre rempart que la parole sacrée de leur Prince. Ceux de la Rochelle chargés par l'Assemblée de Laudun d'en convoquer une autre dans six mois en cas d'inexécution, ne sont-ils pas fondés sur la parole du Roi dans la convocation qu'ils ont faite ? Permettez-moi, Monsieur, d'ajouter, qu'ils peuvent alléguer encore pour leur justification la parole de M. le Duc de Luines, qui devoit nous valoir autant que les brevets de sa Majesté. Ce récit naïf & sincère du plus honnête Gentilhomme qui fut jamais, est une apologie suffisante de la conduite des Réformés en cette occasion.

N'omettions point ici les remontrances que du Plessis fait ensuite au Duc de Monbazon : Elles sont trop judicieuses & trop instructives. J'ai servi le feu Roi trente-quatre ans, poursuit-il, & j'ai toujours observé que ce qui lui servit le plus à se démêler des grandes affaires qu'il eut au de-

dans

dans & au debors, c'étoit la reputation d'un
ferme & invariable dans les paroles qu'
donnoit. Rien n'acquiert plus de crédit à ceux
qui ont le bonheur d'approcher les grands Prin-
ces que la bonne foi, & le soin de le faire
valoir par tout où ils s'emploient. Enfin c'est
par là que les Souverains peuvent être la vive
image de Dieu. Il a fait le monde par sa pa-
role, & les Souverains le gouvernent en ce
sens par la leur. Cependant, Monsieur, priez
selon votre sincerité, si la parole de notre
Roi est ménagée avec la vénération qui lui est
due. Les descendants d'Henri le Grand ont
souvent voulu se faire un mérite, en disant
qu'ils le prenoient pour leur modèle.
Mais, helas ! plusieurs d'entre eux ne se
sont pas mis en peine de lui ressembler par
le bel endroit que du Plessis vient de mar-
quer. Grâces à Dieu, ils n'ont pas tous
dégénéré de la vertu de leur aïeul. Un
Prince de son sang que la Providence de
Dieu a élevé sur le trône pour le salut
de toute l'Europe, a gagné le cœur & la
confiance de ses alliés & de tous ceux qui
traitent avec lui par une fidélité inviola-
ble à tenir sa parole. Il fait connoître à
ce siècle corrompu, qu'un Prince ne peut
aspire au surnom de grand, à moins
qu'il n'ait encore plus de probité que de
bonheur.

Du Plessis finit la Lettre en représen-
tant au Duc de Montbazon les conséquen-
ces pernicieuses des mauvais conseils qu'on
donnoit à Louis. Sa Majesté, disoit-il,
vient d'appaiser un grand mouvement. Mais
si le feu se rallume une fois, il n'y aura que
1100

trop de gens qui jettent de l'huile dessus. 1620
 Chacun voudra être le maître, sous ombre de faire exécuter les ordres du Roi. En leur-
 rant les simples de l'espérance de réunir les
 esprits divisés sur la Religion, les plus fins
 dissipent l'Etat. Les remèdes ont peu de
 force sur les fièvres qui attaquent le cer-
 veau. Le moyen le plus sûr de les guérir,
 c'est de faire évaporer peu à peu les fumées
 qui montent à la tête. On n'y parviendra
 jamais que par la pain ; & la pain ne s'é-
 tablira que par le maintien des Edits. En
 ouvrant la porte aux troubles, vous reveil-
 lez l'ambition d'une infinité de gens. Quand
 ils seront armés dans les Provinces, ils tra-
 vailleront à votre ruine. Que si vous les
 laissez sans emploi, ils en prendront d'eux-
 mêmes, ils se déclareront vos ennemis. Je
 ne vous dis pas ceci sans raison, Monsieur,
 on parle de conseils violens. Certaines gens
 prétendent pousser à bout ceux de notre Re-
 ligion, en ne cessant point de les inquiéter.
 M. le Duc de Luines votre beau-fils, doit
 prendre garde que ceux qui n'ont pu ébranler
 sa fortune en l'attaquant directement, ne
 trouvent le moyen de le supplanter par des
 voies obliques & indirectes ; c'est-à-dire,
 en allumant une guerre civile qui donne-
 ra plus de crédit & plus de puissance à
 ses ennemis.

Le Duc de Moubazon répondit d'abord ^{ponces,}
 en homme d'honneur & de probité à la ^{une veri-}
 Lettre que du Plessis - Mornai lui avoit ^{table &}
 écrite. Monsieur, après avoir bien lu ^{l'autre} feinte du
 reiu votre Lettre, disoit le Duc, j'y trouve ^{Duc de}
 beaucoup de choses qui méritent d'être ^{Monba-}
 derées ^{zon.}

1620. d'érées avec attention. Et plût à Dieu q
chacun les voulût peser. J'as résolu de
à la Lettre representer comme il faut. Car enfin, Mon-
précéden- sieur, il est fort vrai que je ne vous ai pris
te. aucune parole du Roi., ni de M. de Laires,
qui n'ait été prononcée plusieurs fois, & que
sa Majesté ne m'ait commandé elle-même en
presence de M. le Prince de vous la poser.
Ils doivent tous se rendre bien-tôt à Paris.
Ce sera pour lors que je m'expliquerai davantage.

Vie de M. du Plessis-Morau. non pour aigrir rien de part ou d'autre. Je
suis trop bon François; & j'aime le Roi &
le repos de son État. Je ne doute pas,

Mémoires Mon sieur, que tous les gens de bien ne me
du même reconnoissent à cette marque; & je vous

1620. prendrois volontiers pour un de mes juges,

Histoire de Bernard de s'il en étoit besoin. Mais je me contenterai

Louis XIII. I. de ne changer point ma vieille manière de vi-

V. s. ure pour en prendre une nouvelle. Ce bon
maître que vous & moi avons servi en ces

infinité d'occasions perilleuses, étoit bien sage.
Nous devons espérer que son successeur ne le

sera pas moins, & que ses bons & fidèles

serviteurs le conseilleront aussi bien. Les

vœux de Monbazin ne furent pas exau-
cés. Louis XIII. fut exempt de certains

vices qui ternirent la réputation de son

pere. Mais il n'eut ni le même discernement,

ni autant de prudence & de modé-
ration. Henri écoutoit les conseils que

des Ministres habiles & intelligens, lui

donnoient; il les pesoit avec attention, &

il ne manquoit pas de prendre le bon parti

dans les affaires, où ses passions dominan-
tes n'étoient pas intéressées. Louis au

contraire suivit aveuglément tout ce qu'un Favori nullement éclairé, ou un Ministre hautain & ambitieux lui suggèrent. 1620

La Lettre de Mornai au Duc de Monbazon ayant été communiquée à plusieurs personnes, on en tira des copies. Et quelques Hugenots zélés ne manquent pas de faire imprimer une pièce si utile à la justification des démarches de leur parti. Le Duc de Luines fut au désespoir de se voir accusé tout publiquement de mauvaise foi par un Gentilhomme aussi généralement estimé, que du Plessis-Mornai. Pour mettre son honneur à couvert, il fait recevoir promptement les deux Conseillers au Parlement de Paris ; le Gouvernement de Leitoure est donné à un de ces Réformés qui se devouoient à la Cour contre les intérêts de leur Religion, & les Huguenots obtiennent une satisfaction apparente sur les places de seureté. Après cela on publie une longue réponse à la Lettre de Mornai sous le nom du Duc de Monbazon. Le beau-pere eut la complaisance de permettre au Duc de Luines que la pièce parut être de celui à qui du Plessis avoit adressé ses plaintes. Mais Monbazon disoit lui-même que la réponse étudiée que Luines fit publier, n'étoit nullement du stile d'un Seigneur qui se picquoit plus de franchise & de probité, que de finesse dans le language & de subtilité dans le raisonnement. Le Duc de Luines eut la folte vanité de se dire l'Auteur d'une pièce qu'il croioit admirablement belle. Mais on découvrit bien-

1620. bien tôt qu'elle étoit de la façon d'Anne Confesseur du Roi.

Jamais écrit ne sentit plus le Jésuite On y chicane ridiculement sur les promesses du Roi. Les choses les plus connues sont déguisées par de bafles équivoques. L'Auteur nie avec une hardiesse digne de son caractère que le Prince de Coadé & le Duc de Luines aient jamais promis ce que du Plessis prétend : il soutient que toutes les paroles données par l'un & par l'autre ont été réligieusement tenuës. Le Jésuite ne fait pas scrupule d'employer le blasphème & les comparaisons prophanes. *La vérité & la parole de M de Luines, dit-il, marchent du même pied. Les propheties ne sont pas mieux accomplies que ses promesses.* Enfin, la Lettre étoit pleine d'aigreur, d'injures, & de menaces contre les Réformés. La Réponse portant le nom du Duc de Monbazon, du Plessis-Mornai la reçoit comme venant de la part de ce Seigneur. La replique fut respectueuse, sage, & moderée, quoique d'ailleurs du Plessis continuât de soutenir la vérité de ce qu'il avoit avancé. Qu'il me soit permis de finir le recit de cette affaire en rapportant ce que du Plessis dit encore sur l'obligation des Rois à tenir leur parole. *Vous me représentez, Monsieur, l'autorité & le pouvoir du Roi ; vous soutenez qu'il peut faire toutes choses selon son bon plaisir. Il y a cinquante ans que je sers nos Rois. Je serois fort ignorant, si je ne connoissois pas l'étendue de leur puissance, & un extrait gant si je pensois à la restreindre. Mais il*

n'empêche pas que je ne croie la vérité de 1620 ;
 tte sentence du bon & grand Empereur
 heodose inserée dans le Droit Romain : C'est,
 si - si, une chose digne de la majesté de celui
 qui regne, que de se tenir obligé à l'observa-
 tion des Loix qu'il fait lui-même. Et quel-
 les sont les Loix que le Prince s'impose ? les
 aroles qu'il donne. Mesurer les Rois à leurs
 promesses ; ce ne fut jamais un crime. C'est
 proprement les mesurer à eux-mêmes.

Du Plessis avoit grande raison de dire Irruption que le monde s'étonnoit de voir le Roi du Mar- abandonner ses plus grandes affaires & quis Spino- tourner ses armes contre ses propres Su-le Palati- jets. Sa Majesté reçoit en Guienne la nat. nouvelle de l'irruption du Marquis Spino- la dans le Palatinat à la tête d'une Armée de vingt mille hommes de pied & de qua- tre mille chevaux : Et Louis ne paroît nullement allarmé de ce que la Maisonglio. d'Autriche se prépare à dépouiller de ses Etats héréditaires, le premier Electeur de l'Empire, ancien allié de la Couronne de Fran- ce. La marche de l'Armée Espagnole étoit manifestement contraire au Traité d'Ulm conclu par la médiation du Roi de France. Car enfin la Couronne d'Espagne entra dans la Ligue Catholique d'Allemagne : & par conséquent Philippe ne devoit attaquer directement ni indirectement les païs héré- ditaires du Roi de Bohême. Mais si les Espagnols se mocquaient ouvertement de pareils engagemens, la France ne se met- toit pas en peine de leur faire tenir la pa- role que le chef de la Ligue Catholique avoit donnée. Trompé comme les autres par

Lettere de Bentivegna.

1620. par les artifices de la Cour de Madrid, Louis croit bonnement, que la Maison d'Autriche fait seulement cette diversion, afin de contraindre Frédéric à venir défendre son patrimoine & à se désister de ses prétentions à la Couronne de Bohême. On veut bien se flatter que l'Empereur se contentera de recouvrer ce qu'il a perdu, sans prendre le bien de son ennemi. Le Marquis d'Anspach, le Duc de Wirtemberg & les autres Princes de l'Union Protestante en Allemagne représentent inutilement à la Cour de France, que l'entreprise de Spinola est contraire à la liberté de l'Empire, à la capitulation jurée par Ferdinand & au Traité d'Ulm. Le Roi n'eut aucun égard à ces remontrances ; il aimait mieux tourmenter ses Sujets ; & laisser à l'Empereur les moyens d'opprimer l'Allemagne, que de marcher sur les traces de ses prédecesseurs, qui prirent toujours garde, que sous le prétexte specieux de conserver l'ancienne Religion, la Maison d'Autriche ne se fraîât le chemin à cette Monarchie universelle, dont Charles-Quint & Philippe II. formèrent le projet. Entrons dans le détail de l'expédition de Spinola. C'est une affaire qui eut de fort grandes suites.

Dès que les Princes de l'Union Protestante eurent des nouvelles certaines du dessin de Spinola, le Duc de Wirtemberg écrit aux Ambassadeurs de France à 258. pag. Vienne, & les prie de représenter à l'Empereur, que si l'Armée Espagnole entreprend quelque chose contr'aucun des Princes de l'Union Protestante, ou contre leurs

Ambassade d'Angoulême. pag. 221.
Mercure François. 1620,

leurs Etats, ils seront dans la nécessité de se joindre aux Roiaumes de Hongrie & de Bohême & aux autres Provinces déclarées contre l'Empereur, afin de se garantir de l'oppression, dont une Armée étrangère semble les menacer tous. *Que si l'Empereur*, ajoute le Duc de Wirtemberg, *appelle seulement les troupes des Pays-Bas au secours de la Bohême, les Princes de l'Union leur donneront volontiers un passage libre.* Ils persistent dans leur résolution de ne se mêler point de l'affaire de Bohême, & de ne penser qu'à la conservation de la paix dans l'Empire. La proposition étoit raisonnable & pleine de franchise. On y répond d'une maniere équivoque & ambiguë. Pour ce qui est de l'armée de l'Archiduc Albert, dit-on de la part de Ferdinand aux Ambassadeurs de France, *Sa Majesté Impériale n'a point d'autre dessin que de la faire passer au secours de ses Etats.* C'est pour cela qu'elle a fait expédier des Lettres patentes au plus ancien Archiduc de son illustre Maison. Il est encore Due de Bourgogne & par consequent premier Général de ce Cercle, l'un des plus considérables de l'Empire. M. l'Archiduc a une commission expresse de défendre sa Majesté Impériale de toute violence, & de travailler de la maniere qu'il jugera la plus convenable au recouvrement des Etats usurpés. Quant à la raison que sa Majesté Impériale a de renforcer ses troupes, on pourra l'apprendre de M. l'Archiduc qui est chargé de ce soin. Cependant l'armée ne fera pas le moindre tort aux Princes, aux villes, & aux Etats de l'Empire, à moins qu'ils

1620. qu'ils n'aident d'armes, d'argent, & de tout
ses les perturbateurs du repos public, & les
ennemis de sa Majesté Imperiale.

Quelque soin que les Ministres de la Cour de Vienne eussent pris de rendre cette réponse aussi ambiguë que celles des anciens oracles, elle marquoit assez clairement que Spinola attaquoit le Palatinat. Car enfin, le Roi de Bohême tirant du secours de ses païs héréditaires, l'Empereur se reserve la liberté d'y faire passer l'armée de Spinola. Jacques Roi d'Angleterre fut plus ouvertement joué à la Cour de Bruxelles. A la premiere nouvelle des grands préparatifs de guerre qui se font dans les Païs-Bas Catholiques, sa Majesté Britannique en demande la raison aux Archiducs. On lui répond froidement que le Roi d'Espagne ordonne ces levées extraordinaires, & que le Marquis Spinola Général des troupes, est mieux informé qu'aucun autre des intentions de sa Majesté Catholique. Le Ministre Anglois va donc à Spinola. J'ai reçu ordre, dit l'Italien, de former une armée & de la faire avancer vers l'Allemagne. Mais je ne sais rien davantage. Mes ordres sont cachetés, & je ne dois ouvrir le paquet que lors que je serai au rendez-vous général. Voilà comme les Espagnols se moquaient d'un Prince foible & indolent, qui laisse envahir le bion de ses petits-enfants, & qui croit beaucoup faire en souffrant plutôt qu'en commandant, que deux ou trois mille Anglois aillent au secours du Palatinat sous la conduite d'Horace Vere de

l'ancienne & illustre Maison des Comtes d'Oxford. *L'Espagne*, disoit Puisieux Secrétaire d'Etat de France, fait bien que le Roi d'Angleterre ne peut se venger de ce qu'on fait contre lui. Elle meprise un Prince plongé dans ses plaisirs & sans force. Jacques se conduisait si mal, qu'il perdit sa réputation dans toute l'Europe, quoi que d'ailleurs il eût pu se rendre redoutable en témoignant un peu de courage & de résolution.

Le Ministre de sa Majesté Britannique à Bruxelles suivit Spinola jusques à Coblenz. C'étoit le rendez-vous général de l'armée Espagnole. On ouvre là, dit-on, les paquets envoyés de Madrid. Mercure François.
 L'Anglois impatient de favo^rir les ordres 1620. Puffendorf Commentar. Rerum Suecica-
rum. I. Mémoires de Louise Juliane pag. 160.
 qu'ils renferment, reçoit pour toute réponse, que Philippe commande seulement d'attaquer ceux qui ont pris des liaisons & des engagemens avec les Bohémiens 1621. Mémoires Nani Hora V- belles à Sa Majesté Impériale. Les moins clairvoians ne doutoient pas que l'expédition ne regardât le Palatinat. Jacques 1622. lui seul persiste à croire que les Espagnols nata. J. IV. épargneront à sa recommandation les Etats héréditaires de Frédéric. Les Princes de l'Union Protestante avoient une bonne armée de vingt-deux mille hommes de pied & de quatre mille chevaux. Maurice Prince d'Orangé s'avancoit encore vers le Rhin à la tête de dix mille chevaux. Les Etats-Généraux des Provinces-Unies l'avoient observer les démarches de Spinola dans leur voisinage, & le Prince Frédéric Henri frere de Maurice en devoit

1620.

conduire un détachement au secours du Palatinat, en cas que Spinola entreprît d'attaquer. On croit que si l'Armée de l'Union Protestante eût pris le parti de couvrir le Palatinat, & d'en disputer l'entrée à Spinola, elle auroit embarrassé ce Général. Mais on se reposa mal à propos sur les nouvelles assurances que Jacques Roi d'Angleterre donnoit que le Marquis Spinola n'en vouloit ni au Palatinat, ni aux Etats des Princes de l'Union. Sa Majesté Britannique leur recommandoit de n'attaquer l'armée Espagnole, qu'en ce que Spinola fit des actes d'hostilité contre le Palatinat.

Soit que le Marquis d'Anspach qui commandoit l'armée de l'Union, beaucoup moins habile & moins expérimenté que Spinola, ne fût pas découvert les ruses & les fausses marches de l'ennemi ; soit que le Général Allemand se fût laissé gagner par les pistoles d'Espagne, comme les gens se l'imaginerent alors ; soit enfin qu'il n'y eût pas assez de concert & de bonne intelligence entre des Princes ligués, dont chacun avoit ses intérêts differens, Spinola trouva le moyen d'entrer dans le Palatinat, après quelques mouvements faits à propos, pour cacher ses desseins, & pour donner le change aux ennemis. Il prit à leur yeux plusieurs places importantes. L'armée des Princes unis, l'une des plus belles & des plus lestes que l'Allemagne eût vuës, ne servit qu'à manger le pain, & à ruiner davantage ceux qu'elle devoit défendre. Pendant que Spinola force toutes les

1620.

es barrières qu'on lui oppose, les Princes unis s'accusent les uns les autres ; ils s'en-rebatteut à coups de plume, au lieu de rebousser un Général qui fait admirablement bien profiter de tous les avantages qu'on lui donne. Le Prince Frédéric Henri avoit mené un corps d'élite au secours des Etats du Roi de Bohême son néveu. Il eut le chagrin de s'être approché pour voir de plus près le triomphe & le progrès du Général Espagnol. Tout le monde admira la prudence & l'habileté de Spinola dans cette campagne. Il passa le Rhin où ses ennemis l'attendoient le moins. Jamais les Princes unis ne purent le forcer à se battre. Enfin, non content de profiter de leur mesintelligence, il eut l'adresse de l'entretenir & de l'augmenter.

Si nous en croions Puisieux Secrétaire d'Etat de France, Jacques Roi de la Grande Bretagne regardoit sans s'émouvoir les prosperités de Spinola dans le Palatinat, quoiqu'il y allât non seulement de l'honneur de sa Majesté Britannique ; mais encore du patrimoine de ses petits-enfans. Elle sembla pourtant se reveiller un peu de son assoupiissement vers la fin de cette année. Jacques fait déclarer au Roi d'Espagne & aux Archiducs des Païs-Bas que si le Marquis Spinola ne se désiste incessamment de son entreprise, sa Majesté Britannique emploiera les forces & les moyens que Dieu lui a mis en main, pour défendre les Etats héréditaires de son beau-fils. Nous attendons les effets de cette déclaration, disoit Puisieux aux Ambassadeurs de France à Vien-

1620. Vienne. Mais nous ne croions pas qu'il soient fort considerables. On connoit l'humour & la disette du Roi d'Angleterre. Il n'a point fait cette démarche de son propre mouvement. Les Puritains, c'est - à - dire dans le style de la Cour de France, les Anglois zélés pour leur Religion, y ont poussé leur Roi. Le Chevalier Woton Ambassadeur de sa Majesté Britannique à Vienne presenta au mois de Novembre de cette année un mémoire à l'Empereur. Woton y remontre que la raison & les droits de la nature ne permettent pas au Roi son maître de laisser le patrimoine de ses enfants entre les mains d'un usurpateur étranger, & que les Etats héréditaires de Frédéric n'ont rien de commun avec l'affaire de Bohême, selon le Traité fait à Ulm par la médiation des Ambassadeurs de France. Le Roi mon maître, ajoutoit Woton, ne peut se persuader que le Marquis Spinola soit entré dans le bas Palatinat par ordre & avec la commission de sa Majesté Impériale. Il n'y a pas d'apparence qu'elle veuille avouer une violence si injuste, ni lui prêter son nom. Autrement le Roi mon maître seroit bien mal récompensé de sa conduite prudente & modérée dans les commencemens de tous ces troubles. C'étoit par bonté que le Ministre d'Angleterre parloit ainsi de la neutralité que Jacques avoit affecté de garder. Il la blâmoit sans façon dans ses entretiens particuliers avec les Ambassadeurs de France. Woton avouoit que Jacques se laisseoit tromper par les vaines espérances que les Espagnols lui donnaient, & qu'ils ne

ne proposoient le mariage du Prince de Galles avec l'Infante d'Espagne, que dans le dessein d'amuser sa Majesté Britannique. 1620.

L'Empereur répondit au Mémoire de l'Ambassadeur d'Angleterre, d'une manière qui fit juger à ce Ministre, que la Cour de Vienne & celle de Madrid ne se mettoient pas autrement en peine dès protestations, ni des menaces du Roi Jacques. Bien loin d'y avoir égard, Ferdinand se plaint du secours plus que médiocre que l'Anglois envoie à Frédéric. *L'Empereur, disoit-on, auroit souhaité que sa Majesté Britannique, au lieu d'aider le Palatin de ses conseils & de ses forces, l'eût détourné d'usurper le bien d'autrui. Que si le beau-fils du Roi de la Grande Bretagne se plaint de ce qu'on a saisi des Etats héréditaires, qu'il tenoit pourtant à hommage lige de sa Majesté Impériale & du S. Empire, le Palatin doit savoir que c'est la peine de sa revolte contre son maître & son Empereur. Il ne doit blâmer personne que lui-même, puisqu'il a mieux aimé suivre sa passion & ses conseils imprudens, que déferer aux bons avis de sa Majesté Impériale, des Rois, des Electeurs, des Princes, & même du Roi son beau-père. Au reste toutes les personnes équitables jugeront qu'il est permis à un Souverain d'empêcher que ses vassaux ne se servent contre lui des fiefs & des biensfais qu'ils tiennent de sa main. L'Empereur a donc eu raison d'avoir recours suivant les constitutions & les ordonnances Impériales à M. l'Archiduc Albert premier Prince de l'Empire, afin*

1620. que son Altesse travaillât à remettre la paix dans les Etats qu'elle a cédés à sa Majesté Impériale. C'est ensuite des justes instances de l'Empereur que M. l'Archiduc envoie le Marquis Spinola avec une puissante Armée, exécuter la commission de sa Majesté Impériale contr'un Vassal qui a eu la temérité de prendre la défense des Sujets rebelles à leur Roi, & d'usurper la Couronne Roiale de son Empereur & de son maître ; entreprise que tous les Rois & tous les Princes devoient punir.

Voilà comme la Cour de Vienne tâchoit de justifier l'irruption de l'Armée Espagnole dans le Palatinat. Mais il n'étoit pas question de ce qu'un Seigneur de fief peut faire contr'un Vassal revolté, ni de savoir si Ferdinand avoit droit de punir l'acceptation que Frédéric fit de la Couronne de Bohême, comme un crime de félonnie. Il y a beaucoup de choses à dire là-dessus en faveur de Frédéric. On se plaignoit de ce que Spinola étoit entré à main armée dans le Palatinat, nonobstant l'accord fait à Ulm, que l'affaire de Bohême se decideroit entre l'Empereur & le nouveau Roi, sans qu'il fût permis aux Princes de la Ligue Catholique, ni à ceux de l'Union Protestante d'attaquer les Etats héréditaires les uns des autres : & c'est à quoi l'Empereur ne repond point dans son Mémoire. Sa Majesté Impériale pouvoit bien appeler à son secours en Bohême, en Hongrie, en Autriche, les troupes de l'Archiduc, & les Princes de l'Union Protestante offroient en ce cas de leur donner passage.

LOUIS XIII. LIV. XV.

sage. Mais en conséquence du Traité d'Ulm, Ferdinand ne pouvoit plus se faire des Etats héréditaires de Fréderic, quoique ce fussent des fiefs de l'Empire. Nous verrons dans la suite de cette Histoire qu'il en étoit de Ferdinand II. comme de plusieurs autres Princes. Il ne fut jamais esclave de sa parole. Plus Espagnol qu'Allemand, le nouvel Empereur ne se picquoit ni de probité, ni de bonne foi: il violoit sans scrupule les traités les plus formellets.

Les affaires du Roi de Bohême étoient entièrement désespérées, lorsque l'Ambassadeur d'Angleterre présenta son Mémoire à l'Empereur. C'est pourquoi Woton y proposoit de la part du Roi son maître un Traité de paix & d'accordement entre Ferdinand & Fréderic. Sa Majesté Impériale éluda l'instance en répondant qu'elle devoit prendre premièrement l'avis des Princes de sa Maison & des Electeurs qui l'avoient utilement servie. Le Duc d'Angoulême & les deux autres Ambassadeurs de France persuadés qu'il est d'une extrême importance d'empêcher la ruine entière du Roi de Bohême, se joignent à Woton dans le dessein de servir l'infortuné Fréderic. Ils remontrent judicieusement à Louis qu'il n'est plus temps de parler à l'Empereur d'entrer en négociation, & qu'il faut désormais agir par voie d'intercession auprès de Ferdinand enflé du succès heureux de ses armes victorieuses de toutes parts, excepté dans la Hongrie. *Il n'y a plus lieu de traiter pour le Palatin,* disent les Am-

bassadeurs de France au Roi leur maître. C'est une chose hors de toute apparence. Les choses qui se passent ici, nous font jager, que si votre Majesté ne s'en mêle pas, le Palatin aura beaucoup de peine à conserver ses pouvoirs arbitriaires, bien loin de se remettre en état de disputer encore une Couronne à l'Empereur. Si Louis eût été mieux conseillé, il auroit prévenu efficacement l'oppression d'un ancien allié de sa Couronne. Mais les Espagnols ne furent pas moins habiles à détourner sa Majesté Très-Chrétienne de secourir Frédéric, qu'à tromper le Roi d'Angleterre. Woton eut envie de se retirer de Vienne quand il reconnut que l'Empereur faisoit si peu de cas des instances de sa Majesté Britannique. Il y demeura néanmoins dans l'espérance que Bethlem Gabor avec qui l'Empereur entroit en négociation, obtiendroit quelque chose en faveur du Roi de Bohême son allié. Mais la Cour de Vienne eut encore l'adresse de contenter Gabor sans qu'il stipulât la moindre chose pour Frédéric. De manière que nous le verrons bien-tôt abandonné de tout le monde. La seule République des Provinces-Unies lui tendra les bras avec une générosité digne de l'admiration de tous les siècles.

Raisons
de la con-
duite de
Jacques
Roi d'An-
gleterre
dans l'affa-
ire de
Bohême &
du Palati-
nat.

Donnons encore ici l'extrait d'une Lettre que le Marquis de Buckingham, Favori de Jacques Roi d'Angleterre, écrivit par ordre de sa Majesté au Comte de Gondemar Ambassadeur d'Espagne à Londres. On la publia peu de tems après l'invasion du Palatinat par Spinola ; & ce fut com-

me le manifeste de la conduite de Jacques dans l'affaire de son beau - fils. Nous y lissons que sa Majesté Britannique assembla son Conseil dès qu'elle apprit le progrès des armes Espagnoles dans le Palatinat. 1620. Mercure Français
 Jacques déclare ensuite que bien loin de conseiller à Frédéric d'accepter la Couronne de Bohême, sa Majesté s'est efforcée d'en détourner son beau - fils. Pourquoi cela ? En voici les raisons. Elles méritent d'être examinées. Il y en avoit trois principales, une de conscience, l'autre d'honneur, & la dernière du bon exemple que Jacques croioit devoir donner à toute l'Europe. Telle est la raison de conscience.

La Religion que le Roi professe, disoit Buckingham à Gondomar, ne permet aucune translation de Gouraudre sous prétexte du service de Dieu. C'est avec justice que notre Eglise combat les Jésuites qui mettent à leur fantaisie les Rois sur le trône, & qui les en font descendre de la même manière. La Théologie Protestante nous enseigne d'obéir à nos Souverains temporels, quoiqu'ils soient Turcs ou Infidèles. Il semble que le monde veuille faire passer la guerre de Bohême pour une guerre de Religion. Et c'est ce que sa Majesté condamne. On fut surpris qu'un Prince qui se picquoit de savoir la plus fine Théologie, parût si mal informé des vrais & solides principes des Protestans. Nous nous élevons contre les Jésuites, disoient quelques - uns, sur ce qu'ils soutiennent que le Pape ou son Concile, peuvent déposer un Souverain qui refuseroit de recevoir aveuglément ce que des hommes sujets à se tromper,

1620. érigent en articles de foi. Mais les Protestans éclairés ne diront jamais qu'un peuple, qui a mis la conservation de la Religion Chrétienne comme un point fondamental de sa confédération & de son gouvernement, soit obligé d'obéir à son Roi s'il s'avise de renoncer au Christianisme. Il n'est pas même question de cela dans l'affaire présente de Bohême, ajoutoit-on. Ce n'est point une guerre de Religion. Les Bobemians prétendent que leur Etat est un Royaume électif; & que Ferdinand en ayant violé les Lox & les Priviléges, ils ont pu le déclarer déchu de ses droits à la Couronne & choisir un autre Roi. La Religion Protestante oblige-t-elle les Sujets d'un Etat électif, à demeurer soumis à un Prince qui contrevient manifestement à ce qu'il a promis au temps de son élection?

La raison de l'honneur parut spécieuse: mais elle étoit peu solide dans le fond. Le Roi d'Espagne, poursuit Buckingham, avoit pris sa Majesté Britannique de s'entremettre pour accommoder les Bobemians avec l'Empereur. Dans ces entrevues, ils offrent leur Couronne à l'Electeur Palatin qui l'accepte. Le Roi mon maître crut que son honneur l'engageoit à publier incontinent qu'il n'avoit aucune part à l'entreprise de son beau-fils. C'est pourquoi sa Majesté Britannique n'a pas voulu l'affûter dans cette occasion. Cela paroissait trop contraire à la réputation & à la bonne foi du Roi mon maître. On refléchit diversement sur cette seconde raison. Les uns la trouvoient bonne: les autres la combat-

battirent fortement. Est-ce que le Roi Jacques, disoient ceux-ci, n'a pas vu que la Maison d'Autriche lui tendoit un piege en le priant de negocier l'accordement des Etats de Boheme avec l'Empereur. La qualite de mediateur qu'elle deferoit au Roi, demandoit qu'il examinat avec soin les manifettes des Bohemiens & leurs raisons pour rejeter Ferdinand. Si elles sont solides & recevables, le Roi d'Angleterre a du honnemement presser Ferdinand de faire justice à ses Sujets opprimes. Et en cas de refus, l'honneur n'obligeoit nullement sa Majesté Britannique à ne pas secourir un Prince à qui les Bohemiens pouvoient légitimement offrir leur Couronne.

Enfin le dernier motif tiré du bon exemple, étoit le moins raisonnable de tous. Sa Majesté, dit encore le Favori de Jacques, a déclaré qu'il est d'une conséquence dangereuse pour tous les Rois, que le peuple se mette en droit de transporter les Couronnes. Quoique le Royaume d'Angleterre soit héritaire, l'exemple peut y être pernicieux : beaucoup plus au Roi de Danemark beau-frère de sa Majesté, dont la Couronne est élective. Pour ce qui est des raisons que les Bohemiens peuvent avoir selon les Loix anciennes & fondamentales de leur Etat, le Roi mon maître ne touche point à une question, dont il n'est pas assez bien instruit. Avant que de la décider, il faudroit feuilleter l'histoire & les priviléges du Royaume de Boheme. Et le Roi ne se regarde pas comme l'arbitre de cette contestation. Ce que Jacques disoit de sa crainte pour le Roi

1620, de Dannemark parut allegué fort mal à propos. On se souvenoit encore de Frédéric Duc de Holstein que les Danois misent à la place de Christierne son neveu qui les gouvernoit tyranniquement. Sa Majesté Denoise, disoit-on, ne doit pas être scandalisée de ce que les Sujets d'un Royaume électif chassent un méchant Prince pour en prendre un bon. C'est par là que ses ancêtres ont obtenu la Couronne de Danemark. Le Roi Jacques, disoit-on encore, se donne bien la peine de lire les Pères de l'Eglise & les Conciles, afin de combattre les Cardinals Bellarmin & du Perron. Ne seroit-il pas plus à propos qu'il parcourût l'Histoire de Bohême, & qu'il lût les Ecrits publiés de part & d'autre? Cette étude est moins pénible & plus digne d'un Roi que la controverse. Sa Majesté Britannique ne se croit pas juge légitime du différend des Etats de Bohême avec Ferdinand: à la bonne heure. Mais elle a de puissantes raisons d'examiner si son beau-fils a bien ou mal fait, en acceptant une Couronne ôtée à l'Empereur. D'où vient que le Roi d'Angleterre condamne Frédéric sans savoir ce qu'on peut alleguer en faveur d'un Prince qui touche sa Majesté de fort près?

Buckingham passoit ensuite à l'irruption de Spinola dans le Palatinat. L'Anglois déclare au Ministre d'Espagne, que Jacques ne souffrira pas que ses petits-fils soient dépouillés du bien de leurs Ancêtres, & que si dans l'hiver prochain, Frédéric se range à la raison, en rendant ce qu'il

qu'il a enlevé à l'Empereur , sa Majesté Britannique emploiera ses forces pour conserver le Palatinat. Voilà de grands ménagements pour la Maison d'Autriche , dirent quelques personnes en lisant cet endroit. Pourquoi le Roi ne fait-il qu'une protestation conditionnelle ? Quelle nécessité y a-t-il de ne s'engager à secourir ses petits-fils , qu'en cas que Frédéric leur père se défile de ses pretensions à la Couronne de Bohême. Il n'y est point obligé par le Traité d'Ulm accepté par l'Empereur. Le Roi Jacques veut-il que son beau-fils fasse une chose que tous les Princes d'Allemagne Catholiques ou Protestans n'ont point exigée ? Les Anglois attribuerent cette conduite molle de leur Roi à l'argent que Gondomar répandit à la Cour de Londres. On croit hautement que le Marquis de Buckingham , le Comte d'Arondey , le Marquis de Worcester , le Baron d'Igby & plusieurs autres étoient Pensionnaires d'Espagne. Le monde rendit justice au Duc de Lenox , au Marquis d'Hamilton , & au Comte de Pembrok. Ils demeurèrent incorruptibles , sans vouloir se départir des véritables intérêts de leur Prince & de la patrie. Le Chevalier Robert Cotton se signala dans cette rencontre. L'Ambassadeur d'Espagne par malice , ou autrement , mit dans le mémoire de sa dépense que Cotton avoit reçu mille livres sterling de lui. L'Agent d'Angleterre à Madrid en eut connoissance , & il avertit Cotton. Celui-ci se plaint tout publiquement ; il demande réparation au Comte de Gondomar. Les poursuites sont

2620. sont si vives & si fortes , que l'Espagnol est contraint à donner une déclaration contraire. Il tâche seulement de sauver son honneur & sa réputation , en disant que c'est une méprise de son Secrétaire.

Prôgrès de l'Elec- Jagendorf que le Roi de Bohême avoit envoié en Lusace pour défendre cette Pro-
Saxe, dans la Lusa- vince n'y fut pas plus heureux qu'Anspach dans le Palatinat. Tout plie devant l'E-
ce, & lectrice de Saxe dès qu'il entre en Lusace. pertes de Gorlitz & quelques autres places s'étant
perdues, le Saxon assiège Bautzen. La Hongrie. ville résista durant trois semaines : mais elle fut prise au cinquième assaut. Jagen-
dorf trop foible pour s'opposer à une pa- reille rapidité se retire en Silesie, & l'E-
lecteur y marche après lui. La conquête de cette Province fut plus difficile que celle de l'autre. De si grands avantages con-
solerent Ferdinand de la perte qu'il venoit de faire en Hongrie. La trêve avec Beth-
lem Gabor & les Etats de ce Royaume étant expirée , Gabor parut avoir dessein de s'approcher de Vienne & de porter la guerre dans la basse Autriche. Le Com-
*te de Dampierre Général de l'Empereur propose de surprendre Presbourg & de rompre le pont de bateaux que Gabor y avoit sur le Danube. Cela devoit empêcher que Gabor qui étoit alors au delà de cette rivière, ne la passât & ne fit irruption dans l'Autriche. L'avis du Comte de Dampierre fut trouvé bon. Mais les premiers commencemens de l'entreprise ne furent pas heureux. Au lieu de se re-
*bouter il la poursuit en homme de cœur & d'ex-**

d'expérience. Le voilà donc aux portes^{1620.} de Presbourg. Le pont de bateaux est rompu ; on force un Fauxbourg de la ville ; le Fort bâti sur le Danube ne peut résister. Dampierre s'avance incontinent vers le château, dans le dessein de s'en ouvrir l'entrée à force de petards. La ville ne pouvoit tenir long-temps après la prise du château. Tout alloit le mieux du monde, lors que le brave Général reçut deux coups de mousquet, qui l'étendirent mort sur la place. Ses soldats épouvaatés prennent la fuite : Et les Hongrois sortant à propos sur eux les taillent en pièces. Gabor accourt promptement à Presbourg, & profitant de la déroute des troupes Impériales & de la mort de leur Général, il prend la ville de Hainbourg qu'il avoit assiégée inutilement quelque temps avant l'entreprise du Comte de Dampierre.

Les bonnes nouvelles que l'Empereur^{Défaite} recevoit de Bohême, le rendirent moins^{entiére} sensible à la perte d'une ville & d'un ex-de Roi^{du Roi} excellent Général en Hongrie. Maximilien^{me par le} Duc de Bavière & le Comte de Buquois^{Duc de Bavière.} étant entrés chacun de leur côté en Bohême, de peur de s'incommoder l'un l'autre par la nécessité du fourrage & des vivres, ils se joignirent à Budowitz. Frédéric^{Ambassa-} avoit autant de troupes qu'eux : mais elles^{de d'An-}
^{goulème.} étoient moins aguerries & plus mal disciplinées^{pag. 343.} Il cotoia quelque temps l'Armée^{346. 381.} ennemie, qu'il harceloit dans sa marche.^{383. 384.} Mais les Généraux du Roi de Bohême^{Nans;} Hafferia manquoient de crédit & d'autorité. Em-^{Veneta.} barrassé lui-même au milieu d'un grand^{I. IV.} 1620.
dom-

1620. *Paffendorf Commentar. Recens. Sacrae Scripturam. I. I.*
 1620. *Lettere di Bentivoglio,*
 nombre de gens dégoutés de ce qu'ils voioient dechus de leurs espérances en se donnant à Frédéric, il ne savoit comment les conduire, & il hésitoit sur tous les conseils qu'on lui donnoit. On crut que dans une saison déjà fort avancée, il auroit pu ruiner l'Armée Impériale, en lui disputant tantôt un passage & tantôt l'autre ; en l'incommodeant sans cesse dans sa marche, & en se postant toujours d'une manière si avantageuse, qu'on ne pût le forcer à combattre malgré lui. Mais pour bien imiter l'ancien Fabius, il faut avoir la prudence, la superiorité de génie & l'autorité de ce Général Romain. Ces choses manquoient au Roi de Bohême. L'adroit & brave Comte de Mansfeld tâcha d'arrêter quelque temps les Imperiaux devant Pilsen, où il commandoit. Il amusa le Barrois & Buquoi de l'espérance de leur livrer la place, sous prétexte de quelque mécontentement reçû de la part de Frédéric. On crut assez volontiers qu'un homme qui faisoit profession de se vendre au plus offrant, se laisseroit gagner. Mais ses artifices furent découverts trop tôt. Maximilien & Buquoi abandonnent Pilsen, & marchent vers Prague.

Les deux Armées ennemis furent près d'un mois en vuë l'une de l'autre. Le païs étoit si coupé, & chacun craignoit tellement le succès douteux d'une bataille, que tout se passoit en légères escarmouches. Mais enfin les Bohémiens étant postés à Raconitz, l'Armée Impériale se campa si près d'eux qu'elle les incom-



J. Lamsuyer fecit



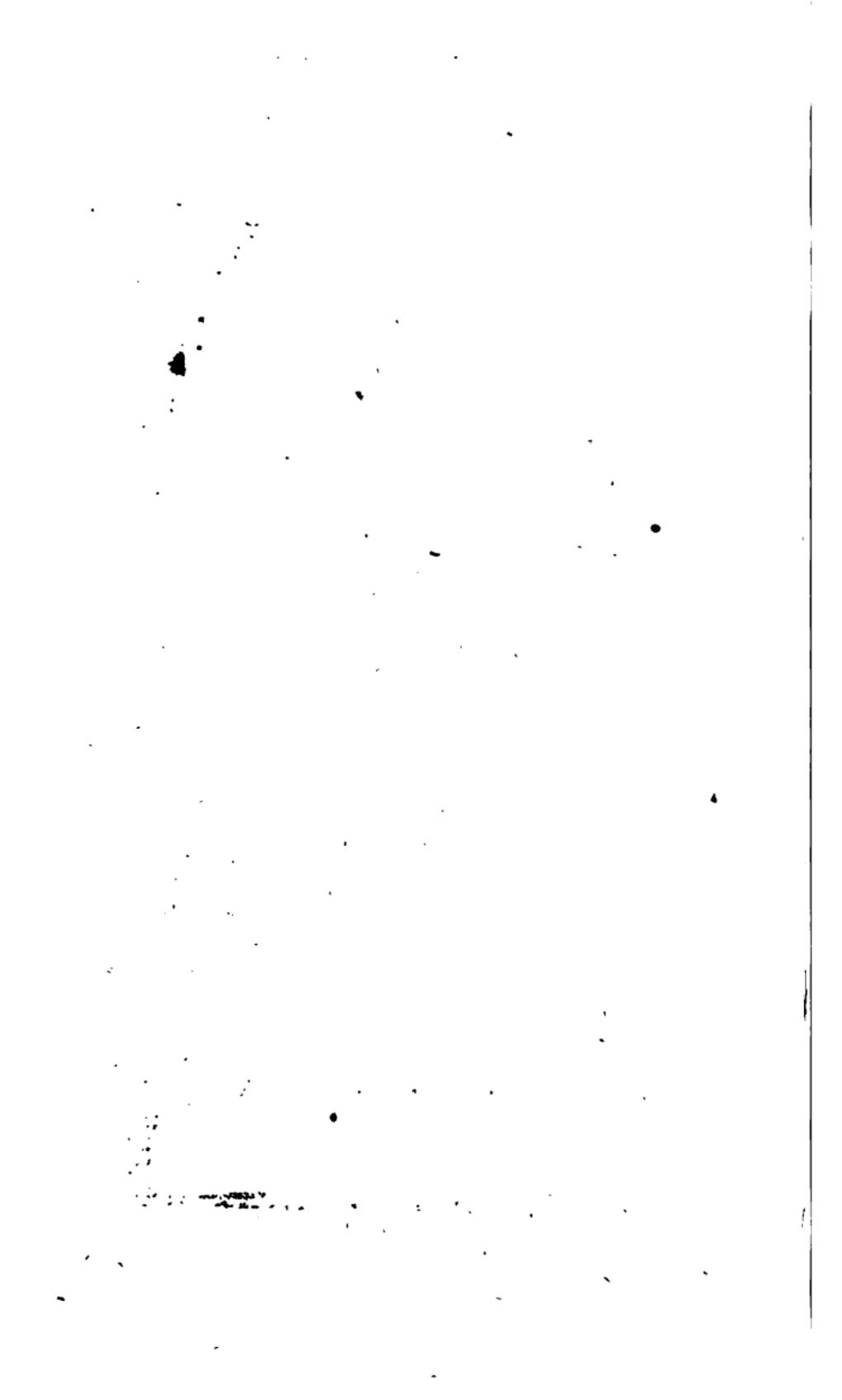
commodoit extrêmement par son canon. 1620.
Le monde ne douta plus alors qu'il n'y eût bien-tôt un combat général. Nous jugeames, disent les Ambassadeurs de France dans la relation qu'ils envoierent au Roi leur maître, qu'il falloit que le Palatin hazardât la bataille pour faire déloger les Imperiaux. Car enfin, s'ils savent la guerre, ils n'auroient pas manqué de le battre à sa retraite. Notre opinion étoit fondé sur ce que le païs est ouvert depuis Raconitz jusques à Prague, & que le plus fort y doit avoir tout l'avantage. Cependant, Sire, ni les uns ni les autres ne firent ce que nous pensons. Les Bohémiens décamperent à la vué des Imperiaux, & prirent un autre poste, sans qu'il y eût de combat. Le Comte de Buquois reçut une mousquetade quasi hors de portée dans un poste avancé. Il y faisoit dresser une batterie pour obliger les Hongrois à se retirer. Sa blessure dans un endroit dououreux, le contraignit à reculer lui-même. Si les Bohémiens eussent pris ce temps-là, comme plusieurs l'assurent, la victoire étoit entre les mains du Palatin, mais le proverbe se trouva véritable : On ne sait pas ce qui se passe d'un camp à l'autre. Les Bohémiens tirèrent ensuite droit vers Prague, & les Imperiaux les suivirent. Le Duc de Bavière s'étant trouvé près d'eux avec un grand avantage à cause du desordre de leur marche, il crut pouvoir remporter la victoire. On mande promptement au Comte de Buquois de s'avancer & il n'en veut rien faire. Le Duc de Bavière irrité ne put s'empêcher de dire alors qu'il écrivoit à Vienne que l'Empereur étoit

2620. étoit trahi. Ce ne fut qu'un premier mouvement de la colere du Bavarois. Il ne s'accorda jamais bien avec le Comte de Buquoi. Nonobstant l'inégalité du rang, il y avoit de l'émulation & de la jalouſie entre l'un & l'autre.

Le Prince d'Anhalt Général de l'Armée Bohémienne eut la précaution d'envoyer le Comte de Thurn avec quelques compagnies à Prague pour la seureté de la ville, & d'occuper promptement le poste avantageux de Vaifemberg. C'est une espece de montagne, où l'on peut couvrir facilement Prague, ville d'une vaste enceinte, ouverte de plusieurs côtés, & dominée par quelques hauteurs voisines. L'Armée Bohémienne se retrancha là, & tout paraissait si bien disposé qu'il n'y avoit gueres d'apparence de la forcer dans un si bon poste. Lors que les chefs de l'Armée Impériale assemblèrent le conseil de guerre, plusieurs soutinrent qu'en attaquant des gens retranchés, on s'exposeroit à une défaite presqu'inévitable. Cet avis auroit peut-être prévalu sans un Moine Espagnol d'oat la vie austere & l'exterieur mortifié en imposoit aux simples & aux superstitieux. Cet homme parle d'un ton de Prophète aux Officiers de l'Armée Impériale, il leur promet de la part de Dieu une victoire certaine. Si c'étoit un artifice du Duc de Bavière & du Comte de Buquoi afin d'animer les gens au combat, ou si ce fut seulement un fanatique & un visionnaire qui vouloit faire l'inspiré ; je ne puis pas le dire certainement. Quoi qu'il en soit, cette avancée
inspi-



J. L. de la Motte. Del. fec.



Aspire tant d'ardeur & de courage à des soldats prévenus qu'il s'agit de la cause le Dieu & de la conservation de leur Religion, que les Impériaux résolvent l'attaquer les ennemis le Dimanche 9. jour du mois de Novembre.

1620.

On se prépare donc de part & d'autre au combat. Le Prince d'Anhalt fait fermer les portes de la ville de Prague pour ôter aux soldats timides toute espérance de retraite. Il se met à la tête de l'aile droite; le Comte de Hollac prend la gauche, & le Roi Frédéric se tient à quartier avec un corps de réserve en attendant l'événement du premier choc. Dans l'Armée ennemie, le Comte de Buquoï voulut commander nonobstant sa blessure l'aile droite composée des troupes de l'Empereur. Maximilien Duc de Bavière étoit à la gauche avec les siennes, où le Comte de Tilli commandoit sous lui. Les Bohémiens eurent d'abord un si grand avantage, qu'un vieux Officier courut promptement avertir le Duc de Bavière, que tout étoit perdu. Mais ce premier desordre fut bien-tôt réparé par la bravoure des vieilles troupes Walonnes de l'Archiduc Albert. En moins d'une heure les Hongrois de l'Armée de Frédéric furent enfoncés, & toute son Armée mise en déroute. La victoire, dit-on, ne coûta pas plus de quatre cens hommes aux Impériaux. Il y en eut huit à neuf mille tués du côté des Bohémiens. On leur enleva dix canons, & ceut treize enseignes ou cornettes. Enfin le jeune Prince d'An-

hala

halt fils du Général tomba entre les mains des ennemis.

Tels furent les effets du Traité d'Ulm, dirent fort bien les trois Ambassadeurs de France au Roi leur maître. Sans cela les choses ne se seroient point passées de la sorte. Le Palatin & ses adhérents le reconnoissent fort bien. Ils pestent contre nous, & l'Ambassadeur d'Angleterre nous l'a bien su dire. L'Empereur tient cette victoire des mains de votre Majesté. Sans le Traité d'Ulm, le Duc de Bavière ne pouvoit venir au secours de l'Empereur. En ce cas le Comte de Buquois auroit été obligé de faire subsister ses troupes dans les faubourgs de Vienne; & l'Empereur se seroit vu reduit aux plus grandes extrémités. Si le Duc d'Angoulême & ses collègues ont raison d'applaudir à Louïs sur les bons offices rendus à Ferdinand, je m'en rapporte au jugement des habiles Politiques. Dans le temps même que les Ambassadeurs de France flattent de la sorte un jeune Roi fort mal conseillé, ils dressent un long mémoire pour lui rappeler le grand intérêt qu'à sa Majesté, de prévenir le mal que la victoire de l'Empereur est capable de causer à toute l'Europe. On veut couvrir du prétexte de la Religion, la faute insignie qu'un Favori & des Ministres, ou gagnés par l'Espagne, ou prévenus par la Cour de Rome firent commettre à Louïs. Né pouvoit-on conserver la Religion Catholique en Allemagne, sans exposer cette belle & vaste étendue de païs au danger d'être entièrement subjugée par la Maison d'Autriche?

La

Les Comtes de Thurn & d'Hohenlo- 1620.
 étoient retirés à Prague avec Fréderic,
 dès qu'ils virent le desordre général de Fuite du
 Armée Bohémienue. Après quelque con- Roi de
 ultation avec ce Prince, les deux Sei- Bohême.
 gnieurs furent d'avis, qu'il proposât une
 réve au Duc de Bavière pendant laquelle
 on parleroit d'accommodelement. Fréderic
 demande donc vingt-quatre heures de sur-
 téance; & Maximilien n'en veut accorder
 que huit; à condition que Fréderic se reti-
 rera du Roiaume de Bohême & des Pro-
 vinces incorporées, & qu'il se mettra à la
 discretion de l'Empereur. La maniére hau- Puffendorff
 te dont Maximilien impose la Loi au chef Commen-
 de sa Maison malheureux, & la peur d'é-Suecica-
 tre livré à ses ennemis par les Bohémiens, rum. l. I.
 font prendre à Fréderic la résolution de 1620.
 sortir la nuit même de Prague avec la Rei-Horia Ve-
 ne son épouse & le Prince son fils, & 1620.
 d'aller à Breslau en Silesie le plus vite & Ambassade
 le plus secrètement qu'il sera possible. Il d'Angou-
 écrit de Breslau à Bethlem Gabor, & lui 16me. pag.
 donne avis de la perte de la bataille, & de 371. 372.
 la prise de Prague. Fréderic n'avoit pas Benteve-
 encore perdu courage. Il se flatté que les 1620.
 Etats de Moravie & de Silésie demeurant
 toujours unis avec ceux de Hongrie, les
 pertes se pourront réparer. Mais hélas!
 ses espérances furent bien trompées. La
 Moravie se soumit incontinent à l'Empe-
 reur, & les Silésiens se rendent sur la pa-
 role que l'Electeur de Saxe leur donne de
 la conservation de leurs priviléges, & de
 s'en rendre le garant. Jean George eut le
 déplaisir de voir que Ferdinand s'étoit servi
 de

1620. de lui pour tromper les Silesiens. On n'exécuta rien de ce que le Saxon promit de la part de sa Majesté Impériale. Frédéric abandonné de tout le monde en un instant, n'eut plus d'autre ressource, que de se retirer au plutôt chez l'Électeur de Brandebourg à Berlin.

Gabor étoit à Pessing ville distante d'une demie journée de Presbourg, lorsqu'il reçut la Lettre de Frédéric. Le Transylvain s'occupoit là des préparatifs pour le jour qu'il devoit être couronné Roi de Hongrie, selon la résolution prise dans la dernière Assemblée des Etats du Royaume. La nouvelle de la victoire remportée par l'Armée Impériale, fut un coup de foudre à Gabor. Mais il revint bien-tôt de son étourdissement. Le voilà qui prend la plume afin d'exhorter les Etats de Hongrie à demeurer fermes dans leur confédération : il leur promet de faire en sorte que Ferdinand ne triomphera pas long-temps de ses avantages en Bohême. *Entretiens-nous seulement de l'espérance d'un Traité de paix,* ajoute le Transylvain : *& cependant nous mettrons une bonne armée sur pied.* Le Comte de Mansfelt fut celui des Officiers & des amis de Frédéric qui témoigna le plus de courage & de constance dans une déroute si générale. Soit que cet avanturier qui n'a rien à perdre que la vie, & dont tout le revenu consiste dans un corps de troupes ramassées, prétende faire sentir au Roi de Bohême, qu'il n'a pas eu raison de lui préférer le Prince d'Anhalt pour le commandement général de l'Armée ; soit que

ue le desespoir le porte à tenter tout, afin
e se venger de l'Empereur qui l'a proscrit
deux fois, & mis sa tête à prix: Mansfelt,
accueille les restes de l'Armée de Fréderic.
Quelques Nobles Bohémiens qui n'atten-
tient aucune grace de la Maison d'Au-
riché, se joignirent à Mansfelt qui se for-
fissoit dans les villes de Pilsen & de Tabor.
Il y faisoit subsister sans argent un corps
l'Armée. Supérieur à toutes les disgraces
de la fortune, ce guerrier s'imagine acque-
rir une gloire toute nouvelle, à cause des
obstacles & des difficultés presqu'insur-
montables qu'il trouve dans les choses ex-
traordinaires qu'un autre que lui n'auroit
jamais entrepris.

Maximilien Duc de Bavière écrivoit de son côté & à l'Empereur & au Pape pour leur donner avis, non seulement du gain à l'obéissance de la bataille, mais encore de la réduction de Prague & du Royaume de Bohême, à quelques villes près. Le lendemain de la victoire & de la fuite de Fréderic, quelques compagnies d'infanterie escaladèrent la petite Prague, & d'autres entrèrent par les endroits ouverts. Le Duc eut soin d'arrêter le pillage & le désordre autant qu'il fut possible dans une si grande confusion. La garnison mise par Fréderic & par les gentilshommes Etats de Bohême, s'étoit retirée dans la vieille Prague au delà de la rivière du Moldau. Maximilien la fit sommer d'en sortir incessamment; faute de quoi il l'y contraindroit à force ouverte. Les officiers & les soldats y consentirent, pourvû qu'on leur donnât un passeport. Cela leur fut

1620.

Reduction de la Bohême à l'obéissance de l'Empereur.

Ambassade d'An-

gentilshommes

378.

379. 380.

381. 401.

401. Nassau

Hesse.

Veneta. I.

IV. 1620.

Lettre de Bentivoglio.

Tom. III. Part. II. M

1620. fut accordé. Cependant les Barons & Nobles de Bohême qui avoient embrassé le parti de Frédéric , y renoncent. prête encore serment de fidélité à Ferdinand , comme au seul véritable Roi de Bohême. Les actes authentiques en furent entre les mains du Duc de Bavière Commissaire de l'Empereur , afin que son Altesse lui envoiât . Le Prince de Lichtenstein ayant été déclaré Gouverneur du Royaume pour sa Majesté Imperiale , Maximilien prend le chemin de la Bavière , & le Comte de Buquoi celui de la Moravie qu'il achève de reduire. Ferdinand se préparoit à faire un voyage à Salzbourg. Son dessein c'étoit d'y voir le Duc de Bavière & de célerer avec quelques Princes de la Ligue Catholique. Mais le Duc mécontent Comte de Buquoi évite l'entrevue , & préfère sa Majesté Imperiale de trouver bon qu'il prenne un peu de repos chez lui après une si longue & si pénible campagne. Le subtil & prévoiant Bavarois ne feignoit point ce mécontentement , dans la vue de faire acheter par Ferdinand , & de convaincre l'Empereur à donner la dépouille de Frédéric à un Prince assez puissant , pour empêcher sa Majesté Imperiale de profiter de ses victoires , si elle ne veut pas reconnaître celui auquel la Maison d'Autricourt est redevable du prompt & merveilleux établissement de ses affaires ?

Mémoire Quelque distingués que fussent les ambassadeurs envoyés par les Ambassadeurs de France en Allemagne , par leur rang , ou par leur mérite , ils y faisoient leurs deurs de de leur propre aveu , une assez mauvaise figure

gure. Les Espagnols maîtres dans le Conseil de l'Empereur, usoient de mille artifices pour empêcher qu'une Couronne rivale Roi leur se rendit l'arbitre de la paix & de la guerre, & qu'elle n'acquit trop de crédit les affaires d'Allemagne d'autorité dans l'Empire. Contens que Louïs eût fait conclure le miserable Traité après la bataille de l'Ulm, qui coupa, pour ainsi dire, la gorge Prague. au pauvre Roi de Bohême, Ferdinand & le Comte d'Ognate Ambassadeur d'Espagne & premier Ministre de sa Majesté Impériale font venir le Duc d'Angoulême & ses deux collègues à Vienne. On a grand soin de ne leur donner aucune connoissance des choses qui se trament, ni des projets que l'Empereur & le Roi Catholique forment de concert. Leur lumière & leur penetration n'accordent pas des Politiques raffinés, qui cherchoient à diminuer le crédit & l'autorité du Roi de France en Allemagne, dans le temps même qu'ils s'en servoient pour parvenir à leurs fins. On tâche seulement d'amuser les Ministres de France en les faisant entrer en négociation avec Bethlem Gabor & les Etats de Hongrie, que la Cour de Vienne veut amener à un accommodement. L'Empereur craignoit de ne recouvrer pas si facilement son Royaume de Hongrie que celui de Bohême. Que savoit-on si Gabor & les Hongrois poussés à l'extrémité, n'appelleroient point enfin les Turcs à leur secours ? La menace s'en faisoit assez hautement. Il étoit donc plus à propos de ramener par la voie de la négociation un Prince ambitieux, & des gens irrités & arroueux de leur liberté

1620. berté qui s'étoient donnés à lui. Et c'eſt quoi les Ambassadeurs de France pouvoient être d'un grand usage à l'Empereur

Cependant, on ne se cachoit point si bien d'eux, qu'ils ne découvrissent une partie des projets de la Maison d'Autriche. La joie que Ferdinand & les Espagnols eurent de la reduction de Prague, les rendoit moins impenétrables. Angoulême, Bethune, & Preaux jugeut incontinent que l'Empereur & le Roi d'Espagne penserent tout de bon à profiter des ouvertures que les avantages remportés leur donnaient, pour se rendre maîtres absolus en Allemagne. Les trois Ministres de France crurent qu'il étoit de leur devoir, d'avertir Louis & son Conseil des suites fâcheuses que la bataille & la prise de Prague auroient peut-être. Bethune se charge de dresser un mémoire là-dessus. On nous l'a conservé. Le style en est long & diffus. Mais la pièce est remplie de remarques judicieuses & instructives. Ceux qui lisent l'histoire pour se former l'esprit & le jugement, ne feront pas fâchés d'en trouver ici l'extrait. Voici comme il débute. *Les petits Princes qui redoutent la puissance des autres, suivent ordinairement la fortune dans le cours des affaires du monde. Ils changent les alliances dont ils n'espèrent pas de support, & prennent celle du victorieux, ou de ceux qui sont dans la prospérité. Un Monarque puissant par lui-même, & qui n'appuie sa grandeur que sur ses propres forces, doit suivre une méthode contraire. Bien loin d'abandonner ses anciens Alliés dans le besoin, il leur tend la main*

*Ambassade
d'Angou-
lême. pag.
148. 349.*

etc.

main comme à des amis affligés : il les retire du précipice, quand même ils s'y sont jetés par leur imprudence. En user de la sorte, c'est une générosité vraiment Roiale. Au lieu que les autres ne pensent qu'à flatter le victorieux, & à lui témoigner plutôt leur crainte que leur bienveillance, un grand Prince a l'avantage d'abaisser l'insolence & les ambitieuses prétentions des uns, lors que par un secours donné à propos, il relève la mauvaise fortune des autres. C'est se dresser à soi-même un trophée glorieux, que de conserver par la défense des faibles contre les plus puissans, ce contrepoids de forces que les sages jugent si nécessaire au repos du monde, & dans lequel la prudence politique met avec raison tout le secret du gouvernement des Etats.

Si le Roi, dit Bethune, a dû jamais prendre de pareilles mesures, c'est dans la conjoncture présente des affaires d'Allemagne. Il est de l'intérêt & de la générosité de sa Majesté de ne souffrir pas que l'Électeur Palatin dépouillé d'une grande partie de ses États héréditaires, abandonné par la plupart des Princes de l'Union Protestante ; faiblement assisté par le Roi d'Angleterre son beau-père, & sur le point d'être accablé des foudres du bon Impérial ; foudres de nul, ou de fort petit effet, & souvent méprisées quand la fortune est favorable ; mais extrêmement terribles aux Princes d'Allemagne en temps d'adversité ; il est, dis-je, de la générosité du Roi de ne permettre pas que le Palatin soit entièrement accablé par la Maison d'Autriche, qui a résolu de perdre un Prince faible, afin d'intimider ceux qui voudroient désormais entreprendre de lui résister. Si on ne

1620. pourvoit promptement à la défense du Palatin, il tombera dans la même disgrâce qu'Jean Frédéric Electeur de Saxe, qui perdu sa dignité & la meilleure partie de ses Etats par l'animosité de Charles Quint; changement qui augmenteroit les forces & la réputation de la Maison d'Autriche, & qui seroit une pernicieuse conséquence aux Princes Protestans d'Allemagne. Secondés des villes impériales de la même Religion, ils contrebalaient l'autorité de l'Empereur, en lui rendant les membres de l'Empire moins souples, en se roidissant contre lui dans les occasions, & en le reduisant aux termes d'une égalité & d'une moderation, nécessaire aux Princes d'Allemagne, qui seroient sans cela dans une entière dépendance de l'Empereur, & utile aux autres Puissances de l'Europe, qui la doivent procurer autant qu'il leur est possible. Cet enfin, si la Maison d'Autriche manioit à son aise & sans aucune contradiction le sceptre de l'Empire, elle répandroit la terreur par toute la Chrétienté. Chacun devroit être en garde contre le projet ambitieux & chimérique de sa Monarchie universelle. Il faut prévenir ce juste sujet de crainte par une resolution ferme & hardie de rompre l'entreprise sur le Palatin. Les Princes contre l'avis desquels il s'est engagé trop avant dans la querelle, ne peuvent se dispenser de le tirer de ce mauvais pas, le mieux qu'on pourra. Il n'est plus question de crier contr'un Electeur qui s'est perdu lui-même. On doit considérer que ceux qui gagnent à sa ruine, se rendent redoutables par leur puissance déjà grande & suspecte aux autres Souverains. L'exemple du Palatin pa-

1620.

*et d'une manière si éclatante, imprimeroit
ans l'esprit & dans le cœur abattu des Prin-
ces Protestans d'Allemagne trop de crainte &
le respect pour la Maison d'Autriche.*

Bethune appuioit son raisonnement en re-
presentant que les Princes de l'Union Prote-
stante, effraies de la rapidité des armes vi-
storieuses du Roi d'Espagne, sous le com-
mandement du Marquis Spinola, accepte-
roient les conditions que l'Empereur voud-
roit bien accorder, & que les villes Impé-
riales déjà presque soumises, receviroient la
loi, & se contenteroient de je ne sai quelle
ombre de liberté. Puis venant au détail, Be-
thune remontra que le Duc de Wirtemberg
déjà fort ébranlé dès le commencement de ces
trobles, ou du moins depuis la victoire de
l'Empereur, pourra bien se soumettre à Fer-
dinand, & suivre l'exemple d'Ulric son pre-
decesseur, qui demanda pardon à Charles-
Quint afin de se garantir du malheur dont
l'Electeur de Saxe fut accablé ; que Maurice
Landgrave de Hesse Prince prudent, & plus
amoureux de la paix que de la guerre, s'ac-
commodera encore, de peur d'irriter l'Em-
pereur & de l'engager à soutenir le Land-
grave de Darmstat avec qui Maurice avoit
un differend considerable ; enfin que le Mar-
quis de Bade foible par lui-même & envi-
ronné de tous côtés par les armes de l'Ar-
chiduc Leopold Evêque de Strasbourg,
prendra la même résolution, de peur que sa
Majesté Impériale ne se venge en appuyant
les prétentions des enfans du Marquis For-
tunat, qui reclament la justice de l'Empire
contre un parent qui les dépouille.

1620. La France ne devoit pas seulement craindre que les Princes Protestans de l'Empire ne se soumissent entièrement à Ferdinand, elle avoit encore un fort grand intérêt d'empêcher, comme Bethune le remarque judicieusement, que la dignité Electorale de Frédéric ne passât dans la Maison de Bavière, dévotee depuis long-temps à celle d'Autriche. Ce nouveau bienfait, dit Bethune, unitoit plus que jamais les deux Maisons. Il approprieroit l'Empire en quelque maniére à ceux d'Autriche. En donnant l'Electoralat au Bavarois son ami & son allié, Ferdinand obligera la Maison de Bavière à conserver l'Empire à ses bienfaiteurs, afin de se maintenir elle-même dans une dignité nouvellement acquise. Les Electeurs de la branche qui regne maintenant en Saxe par la concession de Charles-Quint, ont consciemment suivî cette maniére. Quoique ces Princes fassent profession de la Religion Protestante & qu'ils en soient les principaux protecteurs, ils ne se sont jamais séparés de la Maison d'Autriche ; prevenus que la conservation de la leur dépend de la grandeur & de la puissance de ceux qui les ont élevés. Nous en avons vu un grand exemple dans la dernière Diète de Francfort. Sans l'Electeur de Saxe, Ferdinand seroit-il jamais parvenu à l'Empire ? Dès que le Due de Bavière sera une fois revêtu de la dignité Electorale, l'Empereur aura sûrement cinq voix à sa dévolution dans le Collège des Electeurs. La Maison d'Autriche sera non seulement maîtresse de l'élection à l'Empire, mais encore des résolutions sur les plus grandes affaires d'Allemagne, qui se déterminent par le concours des Elect.

Électeurs avec l'Empereur. Avec quelle ob-
liger n'ont-ils pas épousé les passions & les in-
térêts de la Maison d'Autriche, dans l'assem-
blée de Mulhausen? Si l'Empereur reduit aux
dernières extrémités, a trouvé une si grande
ressource dans le Collège Électoral, quelle au-
torité n'y aura-t-il pas, après y avoir mis
la place de son ennemi, un Prince que la re-
connissance & des intérêts réciproques obligent
ront à dépendre de la Maison d'Autriche? Ce-
la suffit pour faire sentir l'importance de ce chan-
gement; elle saute aux yeux de tout le monde.
Dieu veuille qu'on ne la connoisse pas trop tard,
par les inconveniens qui arriveront, à moins
que la prudence des Souverains qui les doivent
croire, ne prête la main aux Allemands pour
detourner le malheur.

Les trois Ambassadeurs de France con-
noissoient l'esprit de bigotterie qui regnoit
alors dans le Conseil de leur maître: di-
sous mieux; ils étoient persuadés qu'un
Favori & des Ministres d'Etat gagnés par
l'Espagne, couvoient d'un faux zèle de
religion leur honteuse prévarication & les
mauvais conseils données à un jeune Roi,
en faveur de ses plus dangereux ennemis,
auxquels ils se vendirent lâchement. C'est
pourquoi Bethune refute au long dans son
mémoire une objection que qui que ce soit
n'auroit osé proposer devant un Prince ju-
dicieux & éclairé sur ses véritables intérêts.
Je crois, dit Bethune, entendre ceux qui veu-
lent régler les affaires d'Etat par les seuls
avantages de la Religion Catholique. Ils ne
manqueront pas de nous objecter, que bien loin
de travailler au rétablissement du Palatin dans

1620. sa dignité, le Roi doit laisser Frédéric dans le précipice, où il s'est jetté lui-même. C'est un puissant chef, diront-ils, que les Protestans d'Allemagne & les Huguenots de France perdent. Les Princees de la Maison Palatin ont entretenu les guerres civiles sur la Religion en France par les grands secours qu'ils ont envois, & souvent amenés eux-mêmes aux Protestans.

Bethune répond à cela, que les gens qui ne donnent pas dans ces fausses maximes, ont autant de zèle que les autres pour la Religion Romaine, & qu'ils aiment plus sincèrement la prospérité de la France. Puis raisonnant en Catholique habile & désintéressé, il établit ce principe, que la situation présente des affaires de France, demande que le Roi entretienne dans l'Empire un certain équilibre entre la Maison d'Autriche & les Princes Protestans d'Allemagne. La trop grande puissance de l'une seroit fatale à l'Europe, & les autres devenus trop forts, pourroient selon le sentiment de Bethune, ruiner la Religion Catholique, avec le temps, & incommoder la France en appuyant les Huguenots. Il concluoit de là que Louis avoit bien fait de ne permettre pas que le Royaume de Bohême tombât entre les mains d'un Prince Protestant, de peur que ce parti ne prévalût dans l'Empire, contre la Religion Catholique, & que par la même raison, sa Majesté ne devoit point souffrir que la Maison d'Autriche trop puissante par l'oppression du Palatin, fut en état de subjuger l'Allemagne & de faire trembler l'Europe. On alleguoit ici fort à propos l'exemple de François I. & d'Henri

d'Henri II. qui soutinrent les Princes Protestans d'Allemagne contre la Maison d'Autriche, quoique ces deux Rois fussent d'ailleurz fort zélés pour la Religion Catholique. Bethune representoit encore qu'Henri III. prit la ville de Genéve sous sa protection, & que son successeur pere de Louis, secourut les Provinces-Unies, & entretien exactement ses alliances avec les Princes & les Etats Protestans, auxquels il ne manqua jamais au besoin.

Ceux d'Autriche, dit fort bien Bethune, font tout ce qu'ils jugent de plus utile à leur agrandissement. Ils usent de mille artifices pour tourner les affaires à leur avantage, sous le prétexte specieux de conserver l'ancienne Religion. Le zèle de la maison de Dieu les devore moins que le feu de leur ambition. Ils abandonnent les intérêts de la Religion, dès qu'ils ont mis les leurs à couvert. Charles Quint dépouilla l'Electeur Jean Frédéric de Saxe de sa dignité & de ses Etats. La Religion Catholique profita-t-elle des victoires de cet Empereur ? Non sans doute. L'Electorat & les biens de Jean Frédéric furent donnés à Maurice, qui defendit la Religion Protestante aussi vigoureusement que l'autre. Sous le même Charles Quint, si Catholique en apparence, la ville de Rome fut abandonnée à la violence d'une armée presque toute composée de soldats Protestans. S. Pierre fut mis une seconde fois aux liens dans la personne de Clément VII. Le Pape & les Cardinaux ne se racheterent qu'en paient une bonne rançon. Philippe II. fut sur le point de suivre l'exemple de son pere du temps de Paul IV. L'armée Espagnole

1620.

s'approcha des faubourgs de Rome sous la conduite du Duc d'Albe. La grandeur de leur Maison, est un motif plus puissant sur l'esprit des Princes d'Autriche, que l'avancement de leur Religion. S'ils prennent le titre de Catholique, ce n'est pas dans le sens de l'Eglise, dont l'intérêt ne les touche pas fort. Ils pensent plus à l'Empire Catholique & universel du monde qu'à toute autre chose.

Ce que Bethune remarque ici fort à propos de l'Empereur & du Roi d'Espagne de son temps, nous pouvons l'appliquer justement à Louis XIV. Les Ecclesiastiques de son Royaume ont beau dire dans leurs harangues flatteuses, & dans leurs sermons plus prophanes que Chrétiens, on ne croira jamais que le zèle de la maison de Dieu devorât leur grand Monarque, lors qu'il vouloit se faire un mérite de l'extirpation de l'hérésie prétendue. Dans ce temps là même il foulenoit les Protestans de Hongrie. Que disje? Si sa Majesté Frères-Chrétienne n'a pas appellé les Turcs, elle apprit du moins d'un air tranquille & content qu'ils ravageoient les Provinces de l'Empire, & qu'ils étoient sur le point de changer les Eglises de Vienne en Mosquées. Parlons franchement. Louis XIV. est bon Catholique, comme les Rois d'Espagne l'étoient dans la pensée de Bethune. Sa Majesté aimeroit mieux l'Empire Universel, que de voir l'Eglise de Jesus-Christ généralement répandue dans tout le monde. Ajoutons encore en passant, que les affaires ont bien changé de face depuis le règne dont j'écris l'histoire. Il falloit alors chercher un contrepoids à la trop grande

de puissance de la Maison d'Autriche. Où le trouverons-nous maintenant, cet équilibre si nécessaire à la grandeur de celle de France? Son Cadet recueille ce qui reste des vastes & riches Etats que Charles-Quint avoit laissés à Philippe II.

1620

Les Ambassadeurs de Louis lui remontraient encore dans leur mémoire que la considération seule de Fréderic, & de l'alliance des Electeurs Palatins avec les prédeceesseurs de sa Majesté, l'engageoit à secourir ce Prince opprimé. Tout le monde sait, poursuit Béthune, les bons offices & les devoits d'amitié que les Electeurs & les Princes de la Maison Palatine, ont rendus au feu Roi Henri le Grand, avant son avènement à la Couronne, & au temps de son adversité. Lors qu'il étoit assailli de tous côtés, au dedans & au dehors, ces Princes étrangers, mais bons François en ce point, l'ont secouru avec plus d'ardeur à la vérité, que de bon succès. Cependant, nous devons leur rendre cette justice, qu'ils ont extrêmement contribué de leurs moyens & de leurs forces aux victoires & aux prosperités du feu Roi. Bien loin de savoir mauvais gré à la Maison Palatine des armées qu'elle a envoyées en France durant nos premières guerres civiles, on doit lui en être obligé. Elle n'a point eu dessein d'attaquer nos Rois, ni leur Etat. L'unique but des Palatins, c'étoit de défendre les Princes du sang Royal, mêlés dans ces querelles comme chefs de parti. N'est-ce pas combattre pour la France, que d'aider des personnes si proches de la Couronne à conserver leur dignité? L'Etat ne s'est garanti du naufrage durant toutes ces tempêtes que par le salut &

M. 7.

par

1620. par la victoire des Princes du sang, qui parvinrent à la Couronne ensuite de l'affiance de leurs bons alliés, & de la fermeté de leurs fidèles sujets.

Les raisons tirées de la qualité d'arbitre de la Chrétienté, dont Louïs étoit alors si jaloux, ne furent pas omises dans le mémoire. On y remontrroit à sa Majesté, que ce titre éclatant la mettoit dans la nécessité de secourir & de défendre le Palatin. Il n'appartient qu'à un grand Monarque, disoit Bethune, de réconcilier par une entremise pleine d'efficace & d'autorité des puissances ennemis, de faire mettre les armes bas à ses amis lors qu'ils s'entrefont la guerre, & d'empêcher que le plus fort n'opprime le plus faible. Quand un Prince assez puissant pour demander d'être l'arbitre d'une grande querelle, n'avance rien par la voie de l'intercession, il peut user alors de la puissance que Dieu lui a mise entre les mains. Charles-Quint fit la guerre à François premier pour le rétablissement du Duc de Milan chassé de ses Etats, Philippe II. eût l'honneur d'obliger Henri fils de François à rendre le Piemont & la Savoie à leur Souverain légitime. Il sera glorieux au Roi de protéger de même l'Électeur Palatin son allié. Sa Majesté gagnera par cette action généreuse l'estime & l'amitié de tous les Princes qui plaignent celui que la Maison d'Autriche veut perdre, & qui seront bien-aisés de voir rabattre l'insolence & la fierté du victorieux. Si le Roi est obligé d'entreprendre la guerre pour donner la paix & pour mettre les autres en sécurité, il augmentera le lustre & l'éclat de sa Couronne, en obscurcissant la gloire & en châtiant l'orgueil in-

sup-

Supportable de la Maison d'Autriche. On ne peut nier que toutes les raisons d'honneur & d'intérêt, qui engageoient le Roi de France à soutenir puissamment celui de Bohême, ne soient fort bien recueillies, & fort vivement représentées dans le mémoire, dont je donne l'extrait. Cependant l'adresse du Nonce du Pape & des Ministres d'Espagne, ou plutôt l'ambition demesurée du Duc de Luines rendit toutes ces remontrances inutiles. On fit en sorte que le Favori persuadât au Roi d'entreprendre la guerre contre ses propres sujets, pendant que la Maison d'Autriche travailloit à subjuguer l'Allemagne en opprimant un ancien allié de la Couronne de France.

Ferdinand avoit ce dessein si fort à cœur, que dans la vue d'être plus libre du côté de l'Inutile Empire, il fit proposer à Bethlem Gabor, de lui laisser le gouvernement entier de la Hongrie, excepté deux ou trois places importantes, en se réservant presque le seul titre de Roi, & de donner encore au Tran-sylvain quatre Comtés dans la Hongrie & une riche Seigneurie en Bohême. L'Empereur faisoit des offres avantageuses, dans le temps que ses affaires n'étoient pas sur le pied en Autriche & en Bohême. Depuis qu'elles commencerent de s'y rétablir, la Cour de Vienne parut ne se mettre pas autrement en peine de rentrer en négociation avec Gabor. Mais le Comte de Dampierre qui valoit une Armée entière, de l'aveu du Duc d'Angoulême & de ses Collègues, ayant été malheureusement tué dans l'entreprise sur Presbourg, les progrès de

1620.

Ambassade
d'Angoulême pag.

300. 301.

302. &c.

1690. de Gabor dans la basse Autriche jetterent l'épouvrante à Vienne. On résolut d'accepter l'offre que les Ambassadeurs de France faisoient de s'aboucher avec Gabor, & de lui parler de paix & d'accordmودement. Angoulême & les deux autres s'ennuiaient d'être oisifs & inutiles à Vienne. Pour sauver en apparence l'honneur du Roi leur maître, qui envoia une Ambassade magnifique en Allemagne, dont l'Empereur & les Espagnols se servirent habilement pour le Traité d'Ulm ; les trois Ministres de France cherchèrent à négocier du moins la paix de Hongrie. Ferdinand fit mine d'agrément ce dessein, soit qu'il voulût donner quelqu'occupation à ces Messieurs qui se chagrinoient, soit qu'il eût seulement envie d'amuser Gabor & les Etats de Hongrie, pendant que le Duc de Bavière & le Comte de Buquoy reduissoient la Bohème. La bataille de Prague n'étoit pas encore gagnée & la Cour Impériale craignoit l'évenement incertain d'une expédition entreprise dans une saison avancée.

Les Ambassadeurs de France partent de Vienne & vont à Presbourg. Gabor y étoit revenu depuis la mort du Comte de Dam-pierre. Le Transylvain les reçut avec tant de magnificence, de politesse, & de civilité, que le Duc d'Angoulême & ses Collègues furent surpris de trouver là des manières & plus grandes & plus nobles que dans les autres Cours de l'Europe. Après quelques conférences avec Gabor ou ses Officiers, les Ministres de France ne remportèrent que des paroles générales.

On accusoit Gabor à la Cour de Vienne, de n'avoir, ni probité, ni religion. Gabor se plaignoit de son côté, de ce que les Espagnols maîtres dans le Conseil de l'Empereur, ne vouloient point sincèrement la paix, & de ce qu'ils ne pensoient qu'à diviser ceux qui s'étoient confédérés pour la conservation de leur liberté, à les opprimer les uns après les autres, & à établir la domination universelle, à quoi la Maison d'Autriche aspiroit depuis long-temps. Les Hongrois se défioient encore des François. On ne deguise pas aux Ambassadeurs que le monde croit que le Roi Très-Chrétien qui a pris des alliances étroites avec la Maison d'Autriche, cherche à lui rendre de bons offices, & que c'est le but de l'Ambassade envoiée en Allemagne. Ces reproches & ces soupçons n'étoient que trop bien fondés de part & d'autre. L'Empereur demandoit que Gabor & les Etats de Hongrie, fissent leur accommodement indépendamment de la Bohême & des Provinces qui se donnerent à Fréderic. Et c'est à quoi Gabor & les Hongrois ne veulent pas consentir. Dans cette disposition des esprits, l'entrevue de Gabor & des Ambassadeurs de France ne devoit pas être d'une fort grande utilité.

Peu de tems après le retour de ceux-ci à Vienne, on reçut la nouvelle de la victoire remportée par le Duc de Bavière & par le Comte de Buquoi aux portes de Prague. Cela rendit l'Empereur & ses Ministres plus difficiles sur le chapitre de l'accommodelement avec Gabor. On espére de ^{Ambassade} ^{s'Augmente} ^{me. pag.} reduire la Hongrie à main armée, dès que ^{335. 336.} la

1620. la Bohême & les autres Provinces seroient subjuguées. Nous lissons dans les dépêches des Ambassadeurs de France, que le Comte d'Ognate étoit si absolu *dans le Conseil Impérial*, qu'il répondit d'un ton de Souverain à ceux qui lui proposoient quelque chose sur les affaires d'Allemagne, ou de Hongrie, *je le veux, je ne le veux pas*: Cela donnoit un chagrin mortel aux Ministres de France. Ils se voioient dans une dépendance entière du bo^r. plaisir de l'Ambassadeur d'Espagne. Louïs méritoit bien cette mortification. Il servoit les plus grands ennemis de sa Couronne contre ses propres intérêts. Quel avantage retira-t-il d'une Ambassade extraordinaire & nombreuse qui lui coûta beaucoup d'argent? Sa Majesté reconnut trop tard, qu'elle avoit fourni à l'Empereur les moyens de subjuguer l'Allemagne. Louïs fut joué par les Espagnols à la vue de toute l'Europe.

Ambassa- Le Comte de Thurn & quelques autres
de d'An- Seigneurs de Bohême & de Moravie étoient
goulme. venus trouver Bethlem Gabor après la mal-
 pag. 111. heureuse journée de Prague. Bien loin de
 112. &c. perdre courage, il ordonne que ses trou-
 113. 122. pes avancent en Autriche. Elles firent le
 347. 348. dégat jusques aux portes de Vienne. Ce-
 349. &c. pendant il a la précaution de se retirer à
 Tirnau. Gabor emporte avec lui la cou-
 ronne & les ornemens Roiaux que les
 Hongrois conservent avec une superstition
 extraordinaire. Cela fit penser qu'il avoit
 toujours en tête de soutenir son élection.
 Un Prince qui n'auroit pas reçu cette mê-
 me Couronne, & qui n'auroit pas été re-
 vêtu

vêtu de ces mêmes ornemens, ne seroit pas regardé en Hongrie comme un Roi légitime. Gabor craignoit encore que l'Empereur profitant de la révolution arrivée en Bohême, n'envoïât quelqu'un de ses Généraux vers Presbourg, & que certains Seigneurs de Hongrie effraies des avantages remportés par Ferdinand, ne lui ouvrissoient les portes. L'artificieux Transylvain n'a point envie de faire la paix avec sa Majesté Impériale. Cependant il témoigne de la souhaiter: il entretient toujours une grande correspondance avec les Ambassadeurs de France. L'Aubespine Abbé de Preaux alla conferer avec lui. Ce voyage fut autant inutile que l'autre. Gabor pensoit à gagner du temps. Il vouloit amasser de nouvelles forces, & voir si le Roi de Bohême ne trouveroit point quelque ressource pour le rétablissement de ses affaires. L'Empereur plus fier que jamais publie de son côté un Edit, cesse l'élection de Gabor au Royaume de Hongrie, & tout ce que les Etats du pays firent dans leurs assemblées. Cependant on continua de parler de paix & d'accordement, soit que la réduction de la Hongrie parût plus difficile que celle de la Bohême, à cause du secours que les Hongrois pouvoient obtenir des Turcs & des Tartares; soit que Ferdinand & Gabor cherchassent également à gagner du temps; chacun dans le dessein de faire ses conditions meilleures.

Louis recevoit d'ailleurs que de Vienne, Moudes avis pressans de s'opposer aux projets ambitieux & cachés de la Maison d'Au-<sup>mens ex-
cités dans
la Valtellin</sup> triche

1620. triche. Les nouveaux mouvements excita dans la Valteline par les artifices du Duc de Feria Gouverneur de Milan, alarmoient presqu'autant l'Italie, que la victoire de l'Empereur intimideoit les Princes Protéstants d'Allemagne. La République de Venise toujouors attentive aux démarches des Espagnols fait de fortes instances au Conseil de France, sur la nécessité de prévenir le dessein que la Cour de Madrid a de réunir la Valteline au Duché de Milan, ou du moins de la mettre dans une entière

*Nani Hi-
bernia Ver-
nata I. IV.*
1620. dépendance de ses volontés. On connaît bien en France les suites fâcheuses que cette affaire qui fera grand bruit dans quelque temps, étoit capable d'avoir. Louis résolut d'envoyer un Ambassadeur extraordinaire à Madrid. Il vouloit tenter premièrement d'assoupir par la voie de la négociation une revolte capable de mettre l'Italie en feu, & de causer une rupture ouverte entre les deux Couronnes. Car enfin la France ne pouvoit pas souffrir que le Roi d'Espagne se rendit maître de la Valteline.

*Vittorio
Siri Ma-
morie
recandis.*
Tom. V.
pag. 175.
170. 175.
*Mercure
Français*
1620. Ce petit païs que la rivière d'Adda qui l'arrose, rend extrêmement fertile, étoit fort à la bienfaveur des Espagnols. Ils regardoient la Valteline, comme une galerie commode pour faire passer des troupes d'Allemagne en Italie, & d'Italie en Allemagne. Le Comté de Tirol est à l'Orient de la Valteline, & le Duché de Milan à l'Occident. Elle en dépendoit avant que les Grisons s'en saisissoient à la sollicitation du Pape Jules II. qui entreprit de chasser

1620.

chasser les François d'Italie. Maximilien Sforza céda la propriété de la Valteline aux Grisons, en reconnaissance du secours qu'ils lui donnaient pour retrer dans son Duché de Milan. Et la donation en fut confirmée par François I. Roi de France lorsqu'il conquit le Milanois après la fameuse bataille de Marignan. Il y eut depuis ce temps-là une alliance particulière entre la Couronne de France & les Grisons. Leur République s'étoit engagée à ne donner passage par la Valteline qu'aux seules troupes de France, & à le refuser à tous les autres Souverains. Henri IV. renouvela l'alliance pour toute sa vie & pour celle de son fils. Le traité devoit même subsister huit ans après la mort de celui-ci. Une si sage précaution servit beaucoup à rompre les mesures que les Espagnols prisoient souvent afin de réunir la Valteline au Duche de Milan, depuis que Charles-Quint en eût donné l'investiture à son fils.

L'habile Comte de Fuentes representoit sans cesse au Roi Philippe II. que le moyen le plus sûr de donner des entraves à l'Italie, c'étoit d'avoir Final, Monaco, & la Valteline. Le projet n'ayant pu s'exécuter qu'en partie, le Comte fit bâtir sur un rocher à l'extremité de la Valteline le Fort de *Fuentes*, qui donna tant à parler au monde. On jugea dès lors que le dessein des Espagnols, c'étoit d'obliger les Grisons à renoncer à leur alliance avec la France pour traiter avec sa Majesté Catholique, & de se saisir de la Valteline en cas de

1620.

de refus. Le nouveau Fort alarmoit l'Italie : il donnoit de l'ombrage & de la jalousie à la France. Quoiqu'il fût bâti sur les terres du Roi d'Espagne, il paroisoit si contraire à la conservation de la liberté des Princes d'Italie, qu'Henri IV. fut tenté de contraindre à force ouverte les Espagnols à démolir leur citadelle. Il auroit parlé plus haut, si la République de Venise & les Suisses eussent voulu seconder ses intentions. Mais ces deux Puissances agirent si faiblement en cette rencontre, qu'Henri ne crût pas devoir s'engager lui seul dans une guerre, dont ses alliés auroient tout le profit, sans porter du moins une partie des charges.

Le passage par la Valteline sembloit beaucoup moins important aux François qu'aux Espagnols & aux Venitiens. La maxime constante du Sénat, c'est de tenir le païs de terre-ferme dans une extrême sujettion, & de ne se servir que de troupes étrangères. C'est pourquoi la liberté de les faire entrer par la Valteline, étoit comme nécessaire aux Venitiens. Au temps de leur fameux differend avec le Pape Paul V, ils répandirent si à propos leurs sequias chez les Grisons & sur tout parmi les Protestans du païs, qu'il y eut une alliance conclue pour dix ans entre les deux Républiques. Les Grisons s'engagerent à donner passage par la Valteline aux troupes que les Venitiens feroient venir à leur service. Le Roi d'Espagne se mit en tête d'obtenir le même privilége. Ses Ministres répandent des pistoles de leur côté, afin

que

que les troupes & qui viennent d'Allemagne en Italie pour sa Majesté Catholique, ou qui vont d'Italie en Allemagne, puissent passer par la Valteline. Les Papistes du païs gagnés par les Espagnols, se déclarent en leur faveur. Les intrigues des Venitiens & des Espagnols caufèrent ainsi de la division chez les Grisons: les uns & sur tout les Protestans favorisoient la République, & les autres épouserent les intérêts de la Maison d'Autriche.

1620.

La France avoit tâché durant la minorité de Louis XIII. d'empêcher que l'alliance entre les Venitiens & les Grisons, ne se renouvellât après que les dix ans furent expirés. Mais la guerre s'étant allumée entre la République & Ferdinand Archiduc de Gratz à l'occasion des Usques, les Venitiens se remuèrent vivement chez les Grisons, & ils obtinrent que les troupes dont la République avoit besoin pour la seureté de son païs de terre-ferme, eussent la liberté de passer par la Valteline. L'animosité des deux partis devint plus grande à cette occasion parmi les Grisons. Gueffier Resident de France à Turin eut ordre d'aller à Coire, & de faire en forte que les Grisons n'entrassent plus dans aucune alliance au préjudice de celle qu'ils avoient depuis long tems avec la France, & que le Roi Très Chrétien demeurât lui seul dans le droit de faire passer des troupes par la Valteline. Selon cette commission Gueffier devoit travailler à la réconciliation des deux partis en remettant les choses sur leur ancien pied, & en écartant sans

1620. fans aucune distinction les Espagnols & les Venitiens, de ce qu'ils pretendoient obtenir à l'envi les uns des autres. Mais la Cour de France avoit alors de si grands égards pour celle d'Espagne, que Gueffier suivant les inclinations de Marie de Médicis, & peut-être conformément aux instructions qu'elle lui envoioit, fut toujours plus favorable au parti Espagnol, qu'à celui des Venitiens, sous prétexte de maintenir la Religion Catholique, au préjudice de laquelle, disoit-on, les Protestans du parti Venitien faisoient diverses entreprises. Tel est, dirai-je? le malheur, ou le renversement du Christianisme. Il n'enseigne que la douceur, la paix, & l'amour du prochain. Cependant depuis que ceux qui sont chargés d'inspirer ces bons sentiments au peuple, ont voulu se rendre riches & puissans, les intérêts de la Religion la plus propre à entretenir la tranquillité publique, sont le prétexte ou le sujet le plus ordinaire des séditions, des révoltes & des guerres. Les Venitiens avaient si bien menagé leurs affaires parmi les Grisons, que certaines gens du parti opposé, furent bannis ou châtiés comme des factieux, les Grisons Catholiques s'animèrent encore plus. Ceux qui se plaignoient d'être opprimés, eurent recours au Gouverneur de Milan, & demanderent la protection du Roi d'Espagne pour la Valteline, où les Grisons, disoient-ils, non contens d'exercer une domination tyrannique, tâchoient encore d'introduire la Religion Protestante, pour la faire passer de là dans le Milanois, & peut-être plus avant dans l'Italie.

Le

Le Duc de Feria, homme naturellement vain & ambitieux, cherchoit à brouiller & à faire parler de lui. L'occasion de se rendre maître de la Valteline, lui parut la plus belle du monde. Les Protestans se trouvoient fort embarrassés en Allemagne. Le Roi de France avoit continuellement des guerres civiles sur les bras: & celui d'Angleterre amusé par l'espérance du mariage de son fils avec l'Infante d'Espagne, bien loin de secourir ceux de sa Religion & ses alliés, laissoit dépouiller ses propres enfans. Voici donc Feria qui s'intrigue avec quelques Grisons exilés, & quelques mécontents de la Valteline, sous prétexte de les tirer de l'oppression qu'ils souffrent, & d'empêcher que les Ministres Protestans que les Grisons établissent dans la Valteline, n'y extirpent le Papisme. Le 19. Juillet de l'an 1620. un certain Pianta & le Chevalier Robustel entrent dans le pais avec quelques soldats ramassés dans le Tirol, ou dans le Duché de Milan. Les Ministres & les Officiers mis par les Grisons dans la Valteline sont massacrés incontinent. Les revoltés tâchent de fermer encore tous les endroits par où les Grisons peuvent venir au secours de leurs gens dans la Valteline; mais ils ne prirent pas si bien leurs mesures, qu'un grand nombre de Grisons n'entraissent avec quelques soldats des Provinces-Unies, qui avoient servi la République de Venise. Le Duc de Feria levant pour lors le masque envoie promptement dans la Valteline des troupes Espagnoles, & de bons Officiers: son dessin, dit-il, c'est de maintenir la

Religion Catholique, dans un pays où les Protestans entreprennent de l'opprimer. Il de peur que les Venitiens ne secourent les Grisons ; le Gouverneur de Milan fait avancer des troupes vers les frontières de la République, comme pour la menacer d'une guerre ouverte, en cas que le Sénat se mêle des affaires de la Valteline.

Les Grisons se trouvent alors dans une grande perplexité. L'appui de la Couronne de France est leur unique ressource : & Gueffier envoié de sa Majesté Très-Chrétienne, s'étoit retiré de chez eux en Suisse, irrité de quelques insultes qu'il prétendoit avoir reçues. Voici comment la chose arriva. Gueffier surpris par les insinuations artificieuses des Ministres Espagnols, qui veulent lui faire croire que le Roi leur maître ne pense qu'à la conservation de la Religion Catholique, & à s'opposer au dessein que les Venitiens ont de soutenir le parti Protestant, à la faveur duquel ils tâchoient de renouveler leur alliance avec les Grisons ; Gueffier, dis-je, avoit secondé les Espagnols avec tant de chaleur, que les Grisons du parti contraire mécontents de son procédé, ne gardoient plus de mesures avec lui. L'Envoié de France est donc obligé de s'en aller chez les Suisses.. Mais la face des affaires étant changée par la révolte de la Valteline, les Grisons prièrent instamment Gueffier de revenir à Coire. Il y fut reçu avec toutes les marques possibles d'honneur & de distinction. Pendant que les Grisons, Protestans s'efforcent de mériter les bonnes grâces du

Roi

Roi de France, dont la protection leur est désormais nécessaire, une de leurs Ligues où les Papistes prévaloient, pense à le séparer de leur union, & à se cantonner avec les Suisses Catholiques, assurée qu'elle est de l'appui du Roi d'Espagne que le Gouverneur de Milan promettoit.

Son entreprise avoit également allarmé ^{Voyage du} les Princes d'Italie & la Cour de France ^{Marechal de Lesdiguières en Piémont à l'occasion des mouvements de}. Louïs occupé pour lors à dissiper le puissant parti formé par la Reine sa mere, fit ordonner au Maréchal de Lesdiguières qui étoit en Dauphiné!, d'aviser aux affaires d'Italie, & de concerter avec le Duc de la Valteline. Savoie & avec la République de Venise les ^{Histoire de} mesures nécessaires pour s'opposer aux desseins de la Cour de Madrid. Bullion Connétable ^{de Lesdiguières.} feiller d'Etat fut chargé de porter les Lettres ^{Chap. II.} & les ordres du Roi à Lesdiguières, & d'accompagner le Maréchal à Turin. On étoit ^{Nans Hi-} bien-aise qu'il y allât conferer avec Charles ^{floria Veneta. t. IV.} Emmanuel. Ne semble-t-il pas que la ^{1620.} Cour de France vouloit alors que le Maréchal se montrât seulement dans le Piémont, dès qu'elle avoit envie de faire peur aux Espagnols? Lesdiguières entreprit le voyage de bon cœur. Ce lui étoit une nouvelle occasion d'acquerir de la gloire, & d'attraper encore de sequins de Venise. On espere que le Sénat plus allarmé que les autres de l'invasion de la Valteline. augmentera les troupes de la République. Le Maréchal en avoit de toutes prêtes au service des Venitians, s'ils étoient d'humeur de les acheter à leur ordinaire. Le Savoiard toujours inquiet, fut ravi de s'aboucher avec son *bon voisin*, & de voir si les nou-

.1620. veaux mouvemens de la Valteline, ne lui fourniroient point quelqu'ouverture pour se venger des Espagnols, & pour exécuter du moins une partie des vastes projets, qu'il rouloit sans cesse dans sa tête

Charles Emmanuel ordonna que Lesdiguières fût reçû dans toutes les villes de Savoie avec de fort grands honneurs: & son Altesse lui fit des civilités extraordinaires à Turin. Le Duc de Savoie, Fefaro Ambassadeur de Venise, le Maréchal, & Bullion eurent de fréquentes & longues conférences sur l'affaire de la Valteline. Mais chacun avoit des vuës si diverses & des intérêts si différens, qu'il fut impossible de prendre une resolution fixe & certaine. Les Venitiens y alloient d'assez bonne foi. Fefaro proposa que toutes les Puissances alliées concourussent à contraiudre les Espagnols par la voie de la négociation, ou par celle des armes à se désister de leur entreprise sur la Valteline. Charles Emmanuel ne pensoit qu'à trouver les moyens d'attirer les François en Italie & de profiter lui seul des mouvemens qui s'y feroient. Lesdiguières & Bullion suivant les instructions de la Cour de France offroient d'entreprendre d'abord la négociation avec sa Majesté Catholique. Mais quand on vint à celle des armes, en cas que l'autre fut inutile, Lesdiguières parla de servir la République comme un simple particulier, & de lui amener dix mille hommes de pied & mille chevaux qu'elle prendroit à sa solde. Les Venitiens n'avoient point envie de se charger seuls des dépenses de la guerre,

1620.

re. Leur Ministre répondit que la saison étoit désormais trop avancée pour faire venir des troupes étrangères en Italie; & il demanda que le Roi de France, le Duc de Savoie, le Senat de Venise, & les Suisses, contribuassent chacun à proportion de leurs moyens, à chasser les Espagnols d'un endroit, où toutes ces Puissances avoient un intérêt commun à ne leur laisser pas mettre le pied. Les conférences se terminèrent donc à conclure que le Duc de Savoie écriroit à ceux du Canton de Berne, pour leur persuader d'en user avec un peu plus de modération dans la protection qu'ils donnoient aux Grisons. Les Cantons de la communion du Pape trompés par les Espagnols & par les Valtelins rebelles, s'imaginoient que les Grisons soutenus par ceux de Berne, vouloient établir la Réformation dans la Valteline. Or il étoit d'une extrême importance que tous les Cantons assemblés pour lors à Bade fussent bien convaincus que la Cour de Madrid se servoit du prétexte de la Religion pour venir à ses fins, & qu'ils prissent une résolution unanime d'aider les Grisons au recouvrement de la Valteline. Le voyage de Lesdiguières n'eut point d'autre fruit que de faire convenir les autres qu'il falloit travailler à concilier au plutôt les Grisons entr'eux & faire en sorte que les Cantons Catholiques concourussent avec les Protestans à reprimer l'entreprise du Gouverneur de Milan.

La République de Venise avoit envoyé Priuli en qualité d'Ambassadeur extraordinaire en France, avec ordre de représenter

1620. vivement au Roi la nécessité de prévenir les mauvais desseins des Espagnols contre la liberté de l'Italie. Louïs délivré des embarras que le parti de sa mère, & la résistance des Béarnais aux ordres de sa M^e pour l'affaiblir, lui causerent, écoute favorablement faire de la les sages remontrances du Sénat. Puisque *Nani Ho-* Secrétaire d'Etat donna de bonnes paroles *floria Vo-* au Ministre Venitien. Il lui promet que si *neta. l. IV.* le Roi Catholique ne veut pas avoir égard ^{1620.} *Journal de aux instances que Bassompierre nommé* Bassompierre. Ambassadeur extraordinaire en Espagne doit lui faire sur la restitution de la Valteline, Louïs emploiera ses forces à secourir les Alliés de sa Couronne, & à maintenir le repos & la liberté de l'Italie. Disons maintenant les raisons qu'eut Bassompierre d'accepter un emploi, qui l'exile honnêtement de la Cour de France. Il y avoit plus de crédit, & le Roi le considéroit plus que jamais. Cela nous fera mieux connaître la faiblesse & le génie du Prince dont j'écris l'histoire.

Bassompierre s'insinuoit fort agréablement dans les bonnes graces de Louïs, depuis l'affaire du Pont de Cé, & le voûte de sa Majesté en Guineac. Le Duc de Luynes qui craint un rival plus habile & plus estimé que lui, fait en sorte qu'au retour du Béarn, le Roi commença de recevoir Bassompierre d'un air froid & sérieux. Un changement si subit l'étonne: mais il ne se déconcerte pas. *Est-ce tout de bon, Siré, ou pour vous moquer de moi, que vous faites la mine à dit-il un jour à Louïs avec son enjouement ordinaire.*

ne vous là fais point; répondit le Roi d'un ton grave, en se tournant de l'autre côté. Bassompierre va voir ensuite le Duc de Luines, & il en est si mal reçû, qu'il ne peut plus douter qu'on ne trame quelque chose contre lui à la Cour. Tout ceci se passoit à Bourdeaux, lors que le Roi revenu de Pau, se préparoit à prendre la route de Paris. Le Cardinal de Retz, le Comte de Schomberg, & l'Abbé Rucellaï avertirent alors Bassompierre que le Duc de Luines se plaignoit extrêmement de lui. Quand il faut venir au détail des griefs, on trouve que le plus grand de tous, c'est le progrès que Bassompierre fait chaque jour dans les bonnes grâces du Roi. Cela donnoit trop d'inquiétude au Favori: il avoit résolu de perdre Bassompierre, à moins qu'il ne prît le parti de se retirer de lui-même de la Cour. Dans le mortel chagrin qu'un si fâcheux contretemps, cause à un Courtisan, Bassompierre eut du moins la consolation de reconnoître, que c'étoit à contrecœur, que le Roi en usoit de la sorte avec lui. *Ne t'ennuie point,* dit un jour Louis au desolé Bassompierre, & *ne fai semblant de rien.*

Cependant ses amis l'avoient averti que le Favori ne pouvoit plus le souffrir à la Cour, & qu'il falloit s'en éloigner incessamment. Bassompierre rejette d'abord la proposition avec beaucoup de hauteur & de fierté. Mais ses amis lui aiaut remontré vivement, qu'il vaut mieux céder pour un temps à un Favori impérieux & maître de l'esprit du Prince, que de se perdre sans

ress-

1620. ressource, Bassompierre entra en composition avec le Duc de Luines. Voilà comme l'Ambassade extraordinaire en Espagne, fut le prétexte honnête qu'ont fourni à Bassompierre pour donner satisfaction au Favori. Ils se virent ensuite l'un l'autre. Je vous l'avoue franchement, dit Luines d'une manière basse & ridicule, je suis comme un mari qui craint d'être cocu. Je ne puis souffrir qu'un galant homme fasse l'amour à ma femme. J'aurai toujours de l'estime & de l'inclination pour vous. Mais c'est à condition que vous ne tâcherez pas de vous incliner trop avant dans les bonnes graces du Roi. Luines mena ensuite son rival reconcilié à l'appartement de sa Majesté. Bassompierre est mieux reçu, depuis que le Favori témoigne qu'il est content de lui. Vit-on jamais une pareille foiblesse ? Louis XIII. n'ose regarder qui que ce soit de bon œil, à moins que son premier Ministre, ou son Favori ne lui en donnent la permission.

Fin de la II. Partie du Tome III.



